



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03

Nouvelles lois

p. 04-06

Séances publiques

p. 07-76

Questions au Gouvernement

p. 77-99

2021-2022

N°20

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03
Nouvelles lois	p. 04-06
Séances	p. 07-76
58 ^e séance du jeudi 9 juin 2022	p. 07-35
59 ^e séance du mardi 14 juin 2022	p. 36-55
60 ^e séance du mercredi 15 juin 2022	p. 55-76
Questions au Gouvernement	p. 77-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
27/01/2023

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Visite du Commissaire européen à la Justice

Le Luxembourg, bon élève en matière d'État de droit malgré des bémols

Le troisième rapport annuel sur l'État de droit au Luxembourg et dans l'Union européenne a été présenté par le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders, le 16 janvier 2023 en présence des députés et des eurodéputés luxembourgeois. Ce rapport comprend les contributions de chaque État membre de l'Union européenne et passe en revue les développements tant positifs que négatifs observés dans l'ensemble de l'Union européenne. Il s'agit d'un rendez-vous annuel lors duquel le Commissaire à la Justice fait le tour des parlements nationaux pour présenter le rapport et pour en débattre.

« Le système luxembourgeois est très indépendant et fonctionne de manière efficace », a déclaré d'emblée le Commissaire européen à la Justice. Selon M. Reynders, l'État de droit au Luxembourg a encore été renforcé récemment grâce à la révision de la Constitution luxembourgeoise, et notamment par la création, prévue par celle-ci, du Conseil national de la justice. Le Commissaire européen a également salué le renforcement des ressources humaines au sein des différents parquets. Ces efforts doivent, toujours selon le Commissaire, être poursuivis.

Un des défis au niveau national évoqués lors de l'échange avec les députés était celui de la pratique du « pantouflage » qui n'est encadré, selon M. Reynders, que pour les membres du Gouvernement. Le « pantouflage » consiste à pratiquer un entre-soi entre le milieu politique et celui des affaires privées, notamment en ce qui concerne l'attribution de postes. Les règles existantes en la matière devraient, selon M. Reynders, devenir plus strictes.



Les députés et les eurodéputés luxembourgeois se sont entretenus avec le Commissaire européen à la Justice, M. Didier Reynders (11^e à gauche), au sujet du troisième rapport annuel sur l'État de droit au Luxembourg et dans l'Union européenne.

La guerre en Ukraine a également été abordée au cours des échanges. Le Commissaire européen a salué que le Luxembourg figure parmi les trois pays ayant réalisé le plus de gels d'avoirs de citoyens et d'entités russes sur leur territoire. Il a aussi annoncé dans ce contexte que les tentatives de contourner les sanctions contre la Russie seraient à l'avenir considérées comme des « eurocrimes ». Les députés ont encore souhaité aborder plusieurs sujets avec le

Commissaire à la Justice, dont ceux des sanctions éventuelles lorsque des États membres de l'Union européenne ne respectent pas les principes de l'État de droit, du « Foreign Account Tax Compliance Act » (FATCA) ou encore du devoir de vigilance.

Visite officielle à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)

« Les décisions de la CJUE sont largement respectées au niveau européen »

Les membres du Bureau et de la Commission de la Justice ont effectué une visite officielle le 11 janvier 2023 à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), située sur le plateau de Kirchberg. À cette occasion, ils ont pu débattre avec des représentants de la CJUE, dont le Président, M. Koen Lenaerts, ainsi

qu'un parterre de juges, parmi lesquels l'ancien ministre luxembourgeois, M. François Biltgen, l'ancien Président de la Cour européenne des droits de l'homme et actuel Président de la 1^{ère} chambre du Tribunal de la CJUE, M. Dean Spielmann, et le juge et ancien Président du Tribunal de la CJUE, M. Marc Jaeger.

« Les décisions de la CJUE sont largement respectées au niveau européen », a affirmé le Président de la Cour, s'adressant aux députés. Pour M. Lenaerts, l'affaire de 2020 autour de l'achat de titres publics par la Banque centrale européenne, dans laquelle un arrêt de la Cour constitutionnelle allemande avait remis en question la compétence en la matière de la CJUE, est un cas très particulier. La tendance globale, selon le Président de la Cour, va vers davantage de respect de la primauté du droit de l'Union européenne sur toute législation nationale.

La discussion a encore porté sur un large éventail de sujets incluant les conséquences de la guerre en Ukraine sur les affaires traitées à la Cour ou encore les questions qui se posent actuellement au Luxembourg autour des contradictions entre les textes européens en matière de protection des données et ceux qui encadrent les obligations en matière de transparence.



© CJUE (German Talavera)

Les membres du Bureau et de la Commission de la Justice ont été accueillis par des représentants de la CJUE, notamment son Président, M. Koen Lenaerts (au milieu).

Élections communales de 2023

7892 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; 2° de la loi modifiée du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ; 3° de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Vu que les élections législatives et communales auront lieu en 2023, il y a lieu d'avancer les élections communales du deuxième dimanche du mois d'octobre au premier dimanche du mois de juin 2023 ou à l'un des deux dimanches précédant ou suivant ce jour. En exécution de l'article 186 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, le règlement grand-ducal du 3 décembre 2021 a fixé la date pour les élections communales de 2023 au 11 juin. Il y a lieu de procéder encore à des modifications au niveau de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, ci-après « loi communale », afin de compléter le cadre légal actuellement en place par des dispositions supplémentaires qui tiennent compte de l'organisation d'élections communales ordinaires, soit au mois de mai, soit au mois de juin.

Les articles relatifs à la fixation du nombre des conseillers communaux, à la fixation du nombre d'échevins, à la cessation des fonctions du conseil communal ainsi qu'au point de départ du mandat, respectivement suite à des élections communales ordinaires conformément à l'article 186 précité de la loi électorale modifiée ou à une dissolution du conseil communal conformément à l'article 190 de la loi électorale modifiée, sont adaptés.

En outre, le projet de loi sous rubrique vise à changer la base de données servant à la détermination du nombre de conseillers communaux et du nombre des échevins à attribuer à chaque commune. Il est ainsi proposé de remplacer les chiffres du recensement général de la population par le nombre d'habitants du registre national des personnes physiques.

3) d'adapter la structure du chapitre 3 de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale afin de faciliter sa lecture et sa compréhension ;

4) d'adapter dans la loi précitée du 30 juillet 2015 la terminologie de certains éléments en concordance avec la loi du 1^{er} août 2019 concernant l'Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

5) de reprendre dans la loi précitée du 30 juillet 2015 les dispositions du règlement grand-ducal du 29 août 2017 déterminant les modalités d'admission au statut de fonctionnaire de l'État des employés de l'État relevant du sous-groupe enseignement, en intégrant les observations du Conseil d'État dans son avis 60.332 ;

6) d'assurer une meilleure adéquation des dispositions relevant du traitement des prolongations de stage avec la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

7) d'assurer une meilleure adéquation des dispositions relevant des réductions de stage et de la période d'initiation avec la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

8) de corriger des erreurs matérielles dans la loi précitée du 30 juillet 2015 ;

9) d'aligner le bénéfice d'une indemnité non pensionnable de 45 points indiciaires pour les responsables de division et chargés de mission de l'IFEN sur les dispositions prévues pour le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) par la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un « Centre de gestion informatique de l'éducation » ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ;

10) d'abroger la loi du 20 juin 2020 portant dérogation : 1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire, dont les dispositions relevant de l'état de crise lié au Covid-19 n'ont plus lieu d'être.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 30/09/2021

Rapporteuse : Mme Simone Asselborn-Bintz

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

09/06/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/06/2022

Loi du 15 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 398, page 1

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 01/10/2021

Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

01/04/2022 Présentation du projet de loi

25/04/2022 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

01/06/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

08/06/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/06/2022

Loi du 8 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 346, page 1

Création d'un Institut de formation de l'éducation nationale

7894 – Projet de loi modifiant : 1° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 2° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 3° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de gestion informatique de l'éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ; 4° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; 5° la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; et abrogeant la loi du 20 juin 2020 portant dérogation : 1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 2 à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

Le projet de loi a pour objet :

1) d'adapter l'organisation de l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) en intégrant la division du développement des établissements scolaires et en créant une division de la formation du personnel dirigeant et coordonnant de l'Éducation nationale ainsi qu'une division du soutien et de l'accompagnement professionnel et psycho-social ;

2) d'homogénéiser la procédure de traitement des demandes de réduction de la période d'initiation des employés sur le modèle de celle des fonctionnaires stagiaires ;

Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck

7939 – Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2014 relative à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le présent projet de loi propose une rallonge financière de 39,3 millions d'euros pour le département des Travaux publics – Administration des ponts et chaussées (Fonds des routes) de la loi du 23 décembre 2014 relative à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire pour les projets financés par le Fonds des routes. Ensuite, un nouvel article 5 est intégré dans la loi initiale afin de déclarer d'utilité publique l'ensemble du projet de réalisation du Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck.

Vu qu'il s'agit d'une modification des limites financières fixées par une loi de 2014, les montants mentionnés dans le dossier parlementaire de dépôt ainsi que dans le présent rapport correspondent non pas à la valeur actuelle de l'indice semestriel des prix à la construction, mais à la valeur 738,97 applicable au 1^{er} octobre 2013.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 27/12/2021

Rapporteuse : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Chantal Gary) :

12/05/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19/05/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/06/2022

Loi du 15 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 410, page 1

Financement du projet « An der Schmëtt »

7970 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « An der Schmëtt »

Le projet de loi 7970 a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement du projet de logements abordables du Fonds du logement « An der Schmëtt » situé à Wecker (commune de Biber). Le projet prévoit la construction de 164 nouveaux logements au total à réaliser d'ici 2028.

La participation financière étatique estimée en vue du développement des logements du projet « An der Schmëtt » s'élève à un total de 113.344.384 euros. Il y a lieu de déduire de ce montant les subventions déjà perçues par le Fonds du logement pour ce projet, soit quelque 5,6 millions d'euros. L'enveloppe budgétaire à considérer pour le présent projet de loi de financement est dès lors fixée à 108.000.000 euros.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 24/02/2022

Rapporteuse : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement

(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

01/03/2022 Présentation du projet de loi

19/05/2022 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/06/2022

Loi du 30 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 349, page 1

Création de l'École internationale Gaston Thorn

7978 – Projet de loi portant création d'un lycée à Luxembourg et modification de la loi du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022

Afin de garantir l'égalité des chances pour tous les élèves, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'est engagé à mettre en place un système scolaire où chaque enfant peut trouver sa place. Étant donné que la population scolaire devient de plus en plus hétérogène, il s'avère nécessaire d'adapter l'offre scolaire nationale aux caractéristiques linguistiques et culturelles des élèves. C'est ainsi que le Ministère entend continuer ses efforts en matière de diversification de l'offre scolaire, notamment par l'extension du réseau des écoles internationales publiques.

Force est en effet de constater qu'au cours des dernières années, la demande pour les programmes d'enseignement international a constamment augmenté, de sorte que les écoles européennes agréées comptaient un total de 4.719 élèves à l'année scolaire 2020-2021. L'enseignement international public a absorbé une grande partie de la croissance générale du nombre d'élèves induite par le solde migratoire et l'augmentation de la durée de scolarisation.

Actuellement, il existe cinq écoles internationales publiques sur le territoire du Grand-Duché :

- l'École internationale de Differdange et Esch-sur-Alzette (EIDE), inaugurée en 2016 ;
- l'École internationale Edward Steichen à Clervaux, inaugurée en 2018 ;
- l'École internationale Mondorf-les-Bains, inaugurée en 2018 ;
- le « Lënster Lycée International School », inauguré en 2018 ;
- l'École internationale Mersch Anne Beffort (EIMAB), inaugurée en 2021.

Afin de compléter ce réseau d'écoles et d'offrir le programme international dans chaque région du pays, le présent projet de loi prévoit la création d'une nouvelle école européenne sur le territoire de la Ville de Luxembourg. L'« École internationale Gaston Thorn » fonctionnera selon les principes d'une école européenne agréée et offrira trois ordres d'enseignement : une école européenne primaire, une école européenne secondaire et une voie de préparation à l'école européenne.

Contrairement aux écoles européennes privées, l'École internationale Gaston Thorn sera ouverte à tous les élèves et ne donnera aucune priorité aux enfants de parents qui travaillent dans une institution européenne. L'offre scolaire de l'école ne s'adressera non seulement aux élèves résidents qui désirent bénéficier d'un enseignement varié sur le plan linguistique et culturel, mais également aux jeunes qui ne résident que temporairement au Grand-Duché.

L'École internationale Gaston Thorn ouvrira ses portes pour la rentrée scolaire 2022-2023 et offrira dans une première phase trois sections linguistiques (germanophone, francophone et anglophone). Les élèves auront ultérieurement la possibilité de choisir leur première langue parmi le français, l'allemand, l'anglais, le portugais, l'italien ou l'espagnol, et ceci dès l'école primaire. Afin de faciliter l'intégration des élèves étrangers, l'apprentissage de la langue luxembourgeoise sera obligatoire pour tous les élèves de l'école primaire et des classes de l'école secondaire jusqu'au niveau S3 inclus.

Le concept pédagogique de l'école reposera sur trois piliers thématiques, à savoir les compétences numériques, les valeurs démocratiques et l'éducation musicale. La formation mènera au baccalauréat européen ou donnera accès à une formation professionnelle internationale.

L'École internationale Gaston Thorn fonctionnera en journée continue et accueillera environ trois cents élèves répartis sur deux sites, à savoir :

- une école primaire à Cessange ;
- une école secondaire, des classes d'accueil et des classes de la voie de préparation à Merl, dans le bâtiment « Blumm » sur le Campus Geesseknäppchen.

À terme, l'École internationale Gaston Thorn s'installera dans le quartier du Limpertsberg.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 10/03/2022

Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

28/03/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

01/06/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

08/06/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/06/2022

Loi du 8 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 345, page 1

Transposition de certaines mesures de l'accord tripartite

8000A – Projet de loi portant transposition de certaines mesures prévues par l'« Accord entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises et les organisations syndicales LCGB et CGFP » du 31 mars 2022 et modifiant :

1° le Code de la sécurité sociale ; 2° le titre I^{er} de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; 3° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ; 4° la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures ; 5° l'article 3, paragraphe 7, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale ; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant

l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant ; 7° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Le présent projet de loi a pour objet de transposer certaines mesures de l'accord entre le Gouvernement, les représentants de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), du LCGB et de la CGFP, signé à l'issue du Comité de coordination tripartite.

Le projet de loi prévoit le report de la prochaine adaptation automatique des salaires déclenchée après le 1^{er} avril 2022.

Quant à l'hypothèse d'une ou de plusieurs tranches indiciaires supplémentaires à celle prévue pour la mi-2022, il importe de souligner que, conformément à l'esprit de l'accord précité, toute adaptation additionnelle déclenchée entre le 1^{er} avril 2022 et le 1^{er} décembre 2023 donnera lieu à la convocation d'une nouvelle réunion du Comité de coordination tripartite dont l'objet est de discuter des modalités du décalage de ladite tranche indiciaire et des modalités de compensation de la perte du pouvoir d'achat à prévoir le cas échéant.

Le projet de loi introduit un Crédit d'impôt énergie (CIE), socialement ciblé, qui compensera, voire surcompensera pour les salaires les moins élevés la perte du pouvoir d'achat des ménages du fait du décalage de la tranche indiciaire prévue pour mi-2022 ainsi que de l'augmentation de la taxe CO₂ au 1^{er} janvier des années 2022 et 2023 respectivement.

Dans le même ordre d'idées, un équivalent crédit d'impôt (ECI) sera versé à chaque bénéficiaire du revenu d'inclusion sociale (REVIS) et à chaque bénéficiaire du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH).

Afin que l'adaptation automatique des allocations familiales ne soit pas concernée par le décalage des tranches indiciaires, le présent projet de loi introduit une échelle mobile des allocations familiales (EMAF).

Le projet de loi vise ensuite à mettre en application la décision du Gouvernement, prise dans le cadre de l'accord suite aux réunions du Comité de coordination tripartite, consistant à revaloriser à partir de l'année académique 2022-2023 les aides financières de l'État pour études supérieures en accordant une enveloppe financière additionnelle de 10 millions d'euros. Cette enveloppe financière est à répartir sur la bourse de base, la bourse de mobilité et la bourse sur critères sociaux.

Les détails de ces adaptations ont été arrêtés à la suite de plusieurs échanges avec l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois (ACEL).

Il est à noter qu'il était initialement prévu de transposer également les mesures en matière de logement dans le présent projet de loi. Or, pour donner suite à l'avis du Conseil d'État, la Commission spéciale « Tripartite » a décidé de scinder le projet de loi initial (document parlementaire n° 8000) en deux projets de loi distincts dont le premier (document parlementaire n° 8000A) transpose les mesures énumérées ci-dessus, tandis que le deuxième (document parlementaire n° 8000B) transpose les mesures en matière de logement, hormis le gel des loyers jusqu'au 31 décembre 2022 qui est transposé par le présent projet de loi.

La fiche financière actualisée chiffre l'impact budgétaire des mesures transposées par le présent projet de loi à 530,8 millions d'euros.

Dépôt du projet de loi 8000 par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 24/04/2022

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

05/05/2022 Présentation du projet de loi

10/05/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

20/05/2022	Échange de vues avec le Gouvernement
24/05/2022	Examen de l'avis du Conseil d'État Scission du projet de loi 8000 en deux projets de loi distincts : 8000A et 8000B
31/05/2022	Échange de vues avec des représentants de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et de la Chambre des Métiers
02/06/2022	Échange de vues avec des représentants de la Chambre des Salariés et de la Chambre de Commerce
03/06/2022	Présentation des amendements gouvernementaux
13/06/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/06/2022

Loi du 29 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 317, page 1

Port du masque dans les transports publics**8010 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

Le présent projet de loi se propose d'apporter des adaptations à la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19. Concrètement, il prévoit de supprimer l'obligation de port du masque dans les transports publics.

Si la pandémie n'est pas encore vaincue, la situation sanitaire en Europe et au Luxembourg s'est sensiblement stabilisée depuis le début du printemps. Le nombre de personnes infectées par le virus Sars-CoV-2 reste élevé, mais l'infection n'est plus que rarement synonyme de complications graves, voire fatales. Au vu de cette situation, la suppression de l'obligation de port du masque dans les transports en commun est à l'heure actuelle une mesure appliquée dans plusieurs pays européens. Toutefois, le port du masque (de préférence de type FFP2) reste recommandé, sur base volontaire, aux personnes vulnérables pendant les trajets en transports publics comme dans d'autres lieux qui les exposeraient à un risque de contagion. À noter également que le port du masque reste obligatoire dans les établissements hospitaliers ainsi que dans les structures pour personnes âgées.

L'entrée en vigueur du texte est prévue le jour de sa publication. Les mesures resteront applicables jusqu'au 30 juin 2022 inclus.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 23/05/2022

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

31/05/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

07/06/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09/06/2022

Loi du 14 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 283, page 1

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 07
M. Fernand Etgen, Président
- 2. 8010 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19** p. 07
Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen (interventions de M. Sven Clement et M. Marc Goergen) (dépôt de la motion 1) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8010 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis | M. Claude Wiseler | M. Fernand Kartheiser | M. Dan Kersch | M. Jeff Engelen (interventions de M. Dan Kersch) | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Fred Keup)
Vote sur la motion 1 (rejetée)
- 3. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la mise en place d'un mécanisme qui assurerait que les prix de certains produits pétroliers soient inférieurs à ceux des pays voisins** p. 13
Exposé : M. Fernand Kartheiser
Discussion générale : Mme Josée Lorsché | M. Gilles Roth | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. le Vice-Premier Ministre François Bausch) | M. le Vice-Premier Ministre François Bausch
Vote sur la motion (rejetée)
- 4. 7939 – Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2014 relative à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire** p. 16
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Jessie Thill
Discussion générale : M. Aly Kaes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7939 et dispense du second vote constitutionnel
- 5. 7970 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « An der Schmëtt »** p. 19
Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
Discussion générale : M. Marc Lies | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7970 et dispense du second vote constitutionnel
 - 6. 7896 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2020)** p. 23
Rapport de la Commission des Pétitions : Mme Nathalie Oberweis
 - 7. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nathalie Oberweis** p. 25
Exposé : Mme Nathalie Oberweis (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. André Bauler)
 - 8. 7896 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2020) (suite)** p. 25
Rapport de la Commission des Pétitions (suite) : Mme Nathalie Oberweis
Débat : M. Paul Galles | M. Frank Colabianchi (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Marc Hansen | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance) | M. Marc Goergen (dépôt de la résolution 1) (intervention de Mme Nathalie Oberweis)
Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement
Résolution 1 : M. Marc Hansen | M. Paul Galles | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen | M. Marc Hansen
Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission (adopté) (intervention de M. Sven Clement)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Marc Hansen et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation par Mme Paulette Lenert)

2. 8010 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Op eisem Ordre du jour vun de Mëtte steet de Projet de loi 8010, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi an dat ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, wann ech gelift.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeinnen a Kollegeen, et ass dëst mëttlerweil déi 23. Ännerung um Covidgesetz. Wa mer déi Gesetzer iwwert den État de crise, de Large-Scale-Testing a sou weider derbärechnen, da si mer elo un der Grenz vun den 30 Gesetzer ukomm.

Wéi schonn dat lescht Gesetz bréngt de Projet de loi 8010 weider Erliichterungen, an dat, well déi aktuell sanitär Situatioun hei am Land ënner Kontroll schéngt. Dat soen net ech, dat schreift de Collège médical a sengem Avis zu dësem Gesetzesprojet. Dee selwechte Message krute mer och vun eise Santéautoritéiten an der Santékommissioun.

Dat geet och aus den aktuellen Zuelen ervir, déi eis virleien. Wuel ass d'Zuel vun den Neiinfektiounen ëmmer nach relativ héich, och wa se an der Woch vum 23. Mee op 1.174 Neiinfektiounen erofgaangen ass. Dat si 36 Fäll manner wéi an der Woch virdrun. Ganz rezent sinn d'Zuelen awer erëm an d'Luucht gaangen.

Méi wichteg wéi déi einfach Zuelen ass d'Situatioun an de Spideeler. Do sinn d'Zuele vun de Patienten am normale Beräich grad wéi op der Intensivstatioun nach wie vor ganz niddreg. Sou ass an der leschter Meewoch just eng Persoun wéinst Covid op der Intensivstatioun betreit ginn. Leider, leider sinn awer zwou

Persounen an där selwechter Woch gestuerwen. Wéi eis an der Kommissioun erkläert ginn ass, sinn d'Leit, déi aktuell an dëser traureger Statistik virkommen, Persounen, déi éischer „mat Covid“ wéi „u Covid“ stierwen.

Säit Ufank vun der Pandemie war d'Lag an de Spideeler deemno nach ni esou no un der Normalitéit wéi elo grad. Dat ass e ganz wichtegen Indicateur, well d'Zuelen an de Spideeler hunn eis an deene leschte Méint an eisem Kampf géint de Virus als Kompass gedéngt.

Dozou kënnent Impftaux, dee wuel an der Lescht kaum klëmmt, mee deen awer héich ass an domat en, wann och net optimalen, Schutz gëtt. Den Impftaux läit haut bei iwwer 80 % fir d'Leit, déi iwwer 18 Joer hunn. An e läit bei 78,8 % bei Leit, déi a Fro kommen, fir sech impfen ze loosseren, dat heescht, déi méi al si wéi fënnef Joer.

Dës Situatioun erlaabt eis eng weider Ouverture, an zwar d'Maskepflicht am öffentliche Transport opzehiewen, sou wéi dat zum Beispill schonns bei eise franséischen Noperen de Fall ass. Dat ass och déi eenzeg nennenswäert Neierung, déi dëst Covidgesetz mat sech bréngt. Dës Measure ass och an der Santékommissioun vu kengem a Fro gestallt ginn.

Am Spidolswiesen an an den Altersheimer bleiwen dogéint bis op Weideres déi aktuell Dispositiounen en vigueur, y compris d'Maskepflicht. Och d'Dispositiounen

betreffend den Isolement bleiwen an hirer aktueller Form weiderhi bestoan, mee och do wäert gegebenefalls Bewegung an d'Spill kommen.

Dat kéint sech änneren, well eist Covidgesetz ass jo nëmme bis Enn Juni a Kraaft. Deemno muss et virum Enn vun dësem Mount nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn. An do ass eis an der Kommissioun vun der Madamm Gesondheitsministesch an Aussicht gestallt ginn, dass et zu weideren Ouverturë ka kommen an deenen nächsten, soe mer, zéng Deeg, wou mer mat engem neie Projet, deen de Relais vun dem bestoende Gesetz soll huelen, kënne rechnen.

Zu den Aarbechten an eiser Kommissioun: De Staatsrot huet a sengem Avis drop higewisen, dass Leit, déi nach weiderhin eng Mask am öffentliche Transport wëllen droen, sief et, well se vulnerabel sinn oder well se virsiichteg sinn, riskéiere géifen, géint dat sougenannt Vermummungsgesetz ze verstoussen. Duerfir huet de Staatsrot virgeschloen, de Port du masque – also d'Droe vun enger Mask – am öffentliche Transport ausdrécklech am Gesetz ze erlaben. Deem sinn d'Kommissioun grad wéi d'Regierung och nokomm.

Zur Prozedur: Den Text ass den 23. Mee deposéiert ginn. Den 31. Mee ass en an der Kommissioun presentéiert ginn. Dee selwechten Dag ass den Avis vum Staatsrot komm. De 7. Juni ass dunn de schrëftleche Rapport eestëmmege vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Dir fannt an dësem Rapport, am schrëftleche Rapport, och e Resümee vun den Avise vum Collège médical, vun der Konsultativer Mënscherechtskommissioun, vun der Chambre des Métiers a vun der Nationaler Dateschutzkommissioun.

Dat heiten, dee Projet, dee mer haut diskutieren, ass wuel déi limitiertest Covidgesetzmodifikatioun, déi mer bis elo haten. Mee wéi gesot, et dierfte weider Schrëtt relativ séier nokommen. Weider Erliichterungen dierften an deem nächste Gesetz wuel de Prisong an de Centre de rétention betreffen. Op déi ass déi Konsultativ Mënscherechtskommissioun an hirem Avis zu dësem Gesetz agaangen. D'Regierung huet an der Santékommissioun an deem Beräich Öffnungen an Aussicht gestallt, an dat dës Mount nach.

Mee och wa mam nächste Gesetz weider Öffnung kommen, dierfte mer net de Feeler maachen, de Virus elo ze ënnerschätzen. Hien ass nach ëmmer ganz present a mutéiert weider. Mëttlerweil schwätze mer vun de Variante BA4 a BA5. Bis elo schéngen, an d'Betonung läit op „schéngen“, dës Variante sech nach net an Europa duerchzesetzen. Et schéngt, mee dat ass alles mat Virsicht ze genéissen. Wa mir an dëser Pandemie eppes geléiert hunn, dann dass de Virus ëmmer erëm fir eng Iwwerraschung gutt ass an dass et hei keen Autopilot gëtt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, grad an dëser Joreszäit stinn eng Rei vu grouse Manifestatiounen um Programm. Et schéngt, mee dat ass alles kommen, dorënner de Viowend vun Nationalfeierdag. Vu datt d'Editiounen vun deene leschte Jore bei deene grouse Manifestatiounen jo sou waren, wéi se waren, kann ech – a mir all – ganz gutt novollzéien, wa sech besonnesch op d'Festlechtekeete vun dësem Joer gefreiet gëtt.

Mee bei aller Virfreed dierfte mer net vergiessen, dass mer nach ëmmer an enger Pandemie sinn, vläicht deemnächst net méi, mee dass mer vläicht – an dat hoffe mer net – awer och an enger anerer Phas erëm eng Kéier kéinte landen. An net ze vergiessen, dass de Virus grad bei Geleeeënheet vun esou groussen Evenementer gären zouschléit. Dat géllt och fir Vakanzen, déi virun der Dier stinn a wou een, bei aller Freed iwwer Entspannung an déi verdéngten Erhuelung, déi elementar Reegele net soll vergiessen.

Mir mussen eis och fir den Hierscht bereethalen. Do waarde mer ënner anerem op den Avis vun den Experten. Da muss gläichzäitig och déi Fro vun der sektorieller Impfflicht tranchéiert ginn. Mir sinn also nach net definitiv op der gewonnener Säit an et gëtt kee Grund, d'Deckung erofzeloossen.

Dat gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gouf dës Rapport eestëmmege ugeholl. An ech soen alle Merci, an och Iech fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Här Rapportier Mars Di Bartolomeo villmools Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här President. Glécklecherweis huet d'Covidkris un Aktualitéit verluer. Net nëmme, well aner Krisen d'Aktualitéit beherrschen, mee haaptsächlech och, well dat aktuell Krankheitsbild d'Geféierlechkeet erofgesat huet a well d'Hospitalisationszuelen extrem déif leien, zumindest am Moment. Dat ass zu Lëtzebuerg de Fall. Dat ass och an deene meeschten europäesche Länner de Fall.

Dat erlaabt och, dës Erliichterungen, déi mer haut virgeluecht kréien, ze maachen, an zwar d'Suppressioun vun der Obligatioun vum Mask am öffentliche Transport. Dogéint ass näischt ze soen, och net vun eiser Säit, et ass Zäit, dass dat gemaach gëtt. Mir kënnen also dësen Text matstëmmen.

Iwwert den Text eraus hunn ech awer e puer Remarken, déi mer wollten zur Situatioun maachen. D'Covidkris ass, sou wéi de Rapportier Mars Di Bartolomeo, deem ech Merci soe fir seng Aarbecht a säi Rapport, et sot, d'Covidkris ass zwar elo e wéineg „on hold“, mee awer och just „on hold“ an net eriwwer.

D'Observatioun bei de Leit, déi ee konnt maachen, nodeem mer alleguer déi lescht Moosnamen opgehuewen hunn, ass déi, dass déi éischt Deeg nach eng relativ grouss Virsiichtegkeet do war. D'Leit woussten nach net, ob se sech sollen d'Hand ginn oder net sollen d'Hand ginn, mee an Zwëschenzäit ass dat awer och scho vergiess. An Zwëschenzäit ass erëm e groussen Deel vun deenen normalen Aart a Weisen, wéi mer gewinnt waren, mateneen eens ze ginn, zréckgekéiert.

Dat ass kee Reproche. Dat ass just eng Feststellung. Dat ass esou. Mee op där anerer Säit mécht dat eis natierlech och vulnerabel fir eng eventuell nei Variant, déi awer kann oder kéint optauchen.

Haut si mer bei 330 Fäll den Dag, mee gëschter waren et der awer nach e gutt Stéck méi, soudatt een elo muss kucken, wéi déi Zuele weiderginn. An anere Länner, wéi Portugal, déi nach méi gefäerdet sinn, leie mer komparativ bei 2.300 Fäll den Dag, wann een et op 100.000 Awunner kuckt; éischters.

Zweetens: Eisen Taux de vaccination, eisen Impftaux, ass och net enorm héich. 80 % ass gesot ginn, mee dat ass awer fir déi Leit, déi 18 Joer a méi hunn. Wann ech déi international Studie kucken, dann ass e bei 75,8 % fir Leit, déi eng Dose mindestens hunn, 72,8 %, déi den initiale Vaccinatiounsprotokoll hunn, an 62,4 %, déi eng Boosterimpfung hunn. An anere Länner, a Frankräich, leie mer bei 78 %, an Däitschland bei 77 %, a Portugal bei 87 % – mee et gesäit een, dass dat och net ëmmer eppes hëlleft –, an der Belsch bei 78 % an an den USA e gutt Stéck méi déif wéi bei eis, bei 66 %.

Ganz oft ginn dann och déi Leit derbäigerechent, déi eng Immunitéit hunn, well se infizéiert waren. Mee insoufern se net zousätzlech geimpft ginn, gëtt eis vun den Dokterinnen oder vun de Wëssenschaftler

gesot, dass déi Immunitéit, déi s de häss, wann s de just krank waars, ouni dann eng zousätzlech zweet Impfung ze kréien, nu wierklech net esou héich wär, dass se géif duergoen, an dass et en fin de compte eng schwach Immunitéit wär.

Den Omikron huet och gewisen, dass trotz Impfung d'Infektioun awer ka weidergoen. Leedeglech ass duerch d'Impfung de schwéiere Krankheitsverlaf dann drastesch erofgesat, wat jo och am Fong d'Zilsetzung ass. Mee déi ganz Situatioun, also e relativ déiwen, komparativ déiwen Impftaux, setzt och eis Vulnerabilitéit fir eng nei Variant erop.

Dreëtens: Dësen Text huet nach zwou Restriktiounen, déi éischt an de Spideeler an an den Altersstrukturen an déi zweet an de Prisongen. Fir déi zweet ware vill Diskussiounen, déi och an den Avisen erakomm sinn, iwwert d'Justifikatioun, fir am Prisong nach d'Maskenobligatioun bäizebehalen, wa se iwwerall anescht en public ewechfält. Mir verstinn hei de Rasonement vum Ministère, mee op där anerer Säit hätte mer eis natierlech och gewünscht, dass déi Problemer hätte kënne gemeinsam parallell geléist ginn.

Dat selwecht géllt fir d'Spideeler, wou och nach eng ganz Rei Schwierigkeeten an der Praxisapplikatioun sinn, well nach Restriktiounen, éischters, am Gesetz stinn an, zweetens, och nach eng ganz Rei Restriktiounen vun de Spideeler selwer applizéiert ginn, ouni dass eng gesetzlech Basis do ass, déi nun awer wierklech och verhënneren, dass Kranker, déi méi laang do sinn, kënnen dee Besuch kréien, dee se am Fong misste kréien, fir hir Moral an der Luucht ze halen.

Mir wäer frou, wann ... D'Ministesch huet eis gesot, dass den Avis vun den Experte relativ kuerzfristeg géif kommen, dass mer dann en zousätzleche Gesetzestext misste maachen. Fir eis ass et wichtig, dass mer déi Diskussioun, déi Decisiounen esou schnell wéi méiglech kréien. Mir hunn eis gefrot, firwat mer op deem Avis vun den Experte misste waarden, fir déi hei Punkten ze maachen. Mir hu jo och en fin de compte net op den Avis vun den Experte gewaart, fir déi Decisioun, fir am öffentliche Transport d'Maske falenze-loossen, ze huelen.

Mee op där anerer Säit regrettéiere mir och, dass mer keng Evaluatioun vun all deene Moosnamen kruten, also momentan och net genau wëssen, wat déi eng a wat déi aner bruecht huet an net bruecht huet.

Op jidde Fall, dat Ganzt, elo nach an deenen nächste 14 Deeg e Gesetzestext ze stëmmen, dass mécht eis Aarbecht net méi einfach, mee méi komplizéiert. An ech hoffen, dass mer d'Zäit wäerten hunn, fir eng uerdentlech legislativ Prozedur ze maachen.

Zum Schluss wëll ech dann nach soen, dass mer am Fong dat Wichtigst nach net ugeschwat hunn, an zwar all déi Virbereedungsmoosnamen, déi mer huelen, fir am September eng nächst Well ze evitéieren. Well déi eng Experte soen eis, dass eng Well méiglech ass, an déi aner soen eis, dass eng Well souguer wahrscheinlech ass, eventuell mat enger neier Variant, wou vläicht méi Aggressivitéit kéint do sinn.

Mir sinn der Meenung, dass mer natierlech mussen den Avis vun den Experten iwwert d'Impfflicht ofwaarden, mee mir soen och elo, dass mer an dësem Moment nach ëmmer der Meenung sinn, dass eng Impfflicht an eisen Ae sënnavoll wär. Mir gesinn awer och déi verfassungsrechtlech Schwierigkeeten, fir d'Justifikatioun an engem Moment elo ze bréngen, wou esou e staarken Aschnëtt an d'Privatlewen ëmmer nëmme méiglech ass, wann d'Gefor immediat ass, an dass, wann d'Gefor, wéi elo, net méi immediat an nëmme hypotheetesch ass, et méi schwéier ass, et juristesesch ze justifiéieren.

Nach soe mer, an dat ass eng ganz kloer an däitlech Demande, déi mer maachen, datt mer nom Avis vun den Experten de Gesetzestext solle fäerdeg maachen, mee, an ech soen dat fir d'Majoritéit hei, net nëmme fäerdeg maachen am Ministère, mee och fäerdeg maachen a senger ganzer Prozedur!

Dat heescht, wann den Text bis sprochräif ass am Ministère, fir e weiderzeginn, wär et eiser Meenung no sënnavoll, e géif direkt an d'Prozedur kommen. Mir kéinten en an der Chamber begutachten. E kéint och d'Avis vum Conseil d'État kréien – well et gëtt jo en Text, dee juristescht komplizéiert ass –, e kéint also d'Avis vum Conseil d'État kréien, d'Avis vum all deenen, déi musse gefrot ginn, a mir kéinten en dann esou sprochräif maachen, esou fäerdeg maachen, datt, wa mer gesinn, datt mer en eng Kéier urgent brauchen, mer net nach e Mount mussen drunhänken u Prozeduren an en Diskussiounen no riets an no léns, no uewen no ënnen, déi eis dann Zäit ewechhuelen. Well wa mer gesinn, datt en eng Kéier gebraucht gëtt, jo, da muss en och ganz schnell kommen!

Dofir ass eis Recommandatioun: Kommt, mir loosse e schonn deelweis duerch d'Prozedur lafen, datt mer en nëmme brauchen ze stëmmen, wa mer en hunn. Ob mer en da stëmmen oder net stëmmen, déi Decisioun huele mer op Basis vun den Avis vum den Experten a vun der Evolutioun vun der Situatioun. Dat wär op jiddde Fall eis Suggestioun, fir méi schnell kënnen ze schaffen.

A mäi leschte Punkt ass dee vun der véierter Impfung. Och do wär et iergendwou gutt ze wëssen: Geet et mat engem Dräierschema duer oder muss iergendwou eng véiert Impfung kommen? Ech weess, datt se europäesch net recommandéiert ass. De Fait, datt awer eng Rei vulnerabel Leit se kréien, wërft awer eng ganz Rei Froen op. Meng d'Fro ass, ob een net ka „fräiwëlleg“ fir déi Leit, déi sech da méi sécher spieren, eng véiert Impfung opmaachen, ouni domat grouss Propaganda ze maachen, ouni onbedéngt ..., sécherlech keng Obligatioun aféieren, mee op Fräiwëllegkeet berouend.

D'Konklusioun: Mir stëmmen dësen Text mat. Mir regrettéieren, datt nach vill Froen opstinn. Mir froen direkt eng Diskussioun iwwert dëse Sujet, wann den Avis vun den Experten dann do ass. A mir froen elo, datt den Text vun der Impfflicht deposéiert gëtt a prett gemaach gëtt, fir sou schnell wéi méiglech kënne gestëmmt ze ginn, wa mer en da brauchen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech wëll ufänke mat engem Merci un de Rapporteur, „rapporteur à vie“ kann ee bal soen oder „rapporteur éternel“. Et ass déi 29. Kéier. Mir hunn e relativ einfachen Text haut de Mëtte virun eis leien, deen d'Maskepflicht am öffentlichen Transport ophieft. Ech mengen, dass dat gutt ass fir d'Leit, wann ee mam Bus fiert. Am Tram, hunn ech mer soe gelooss, droe scho ganz vill Leit en elo net méi, besonnesch wann et elo dobausse waarm gëtt. Et schweesst een, dann ass dee Mask do wierklech eng zousätzlech Schikan.

Et ass eis och elo virdru gesot ginn, dass mer virun Enn des Mounts nach wäerte weider iwwer d'Covidtexter, d'Covidgesetzter schwätzen, dofir kann ech et de Mëtte ganz kuerz maachen. Ech huele mer dann d'nächste Kéier e bësse méi Zäit. An ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Text.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, a merci och dem Mars Di Bartolomeo fir säi Rapport, dee wéi allkéiers ganz komplett a ganz gutt war. Ech kann et och kuerz maachen. An ech ka selbstverständlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Ech si frou, dass de Rapporteur och e bëssen drop agaan ass, dass mer awer net sollte vergiessen, dass dee Virus nach ëmmer do ass. Ech mengen, mir liewen am Moment an enger gewëssener Insouciance, an iergendwéi, fannen ech, hu mer eis déi och verdéngt: dass mer ënnert de Leit sinn, dass mer net mussen dauernd un dee Virus denken an dass mer eis erëm kënnen freeën op verschidde gesellschaftlech Evenementer, erëm mat Mënschen zesumme kommen. Dat, mengen ech, hu mer eis alleguerten zesumme verdéngt.

Nach géif ech soen: Wa mer elo mat dësem Gesetz d'Maskepflicht am öffentlichen Transport ofschafen, géif ech awer de Leit recommandéieren, d'Masken nach net alleguerten ewechzegeheien. Mir wëssen, wat an deene leschte Joren ëmmer geschitt ass. Dee Virus huet eis méi wéi eng Kéier kal erwëscht an erëm en neie Streech gespilt an et ass net auszuschléissen, dass dat nach eng Kéier de Fall ka sinn.

Dofir kommt, mir bleiwen trotz all där Freed, déi mer hunn, fir erëm en normaal gesellschaftlecht Liewen ze féieren, virsiichteg a mir halen d'Evolutioun am A fir sécherzestellen, dass mer net am Hierscht nach eng Kéier komplett iwwerrascht ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Och mir soen dem Rapporteur wéi ëmmer Merci fir säi méi kuerzen, mee gradesou gudden Rapport. Et war dës Kéier manner ze soen, well et just ëm eng eenzeg Dispositioun geet, notamment d'Maskepflicht ofschafen am öffentlichen Transport, wou et sech eigentlech eriwweregt, nach laang driwwer ze schwätzen.

Et ass evident, dass mer praktesch an der Normalitéit ukomm sinn. Op anere Plazen, an der Rockhal, danzen 3.000, 4.000 Leit op enkstem Raum zesummen, hu keng Masken un, ginn duerno an de Bus, setzen zu dräi am Bus mat Mask – dat ass schonn net méi ganz logesch. An ech mengen, dat hei ass elo e richteg Schrëtt a Richtung komplett Normalitéit.

Et muss een awer och soen: Jo, am Spidolssecteur, am Flegesecteur si vulnerabel Leit, a mir ënnerstëtzen total, dass do weiderhin dee Schutz oprechterhale bleift. Do muss ee wierklech oppassen, ëmsou méi, well d'Infektiounen erëm eropginn.

Mir sinn och frou, dass d'Madam Minister eng Ouverture gemaach huet, wat de Prisong an de Centre de rétention ubelaangt, a schléissen eis eigentlech och do der berodender Mënscherechtskommissioun un, déi awer mengt, dass dat do eng gewëssen Diskriminatioun ass par rapport zu deene Mënschen. Dofir hoffe mer dann, dass mer beim nächste Gesetz och do kënnen weider Öffnung maachen.

D'Variant BA verbreet sech schonn an anere Länner massiv, ass och wierklech ganz ustiechend, an ech mengen, nach méi wéi all déi, déi mer bis elo kennen. Dofir ruffe mir och zur Virsiicht op an net einfach nëmmen zum Danz. Mir musse wëssen, dass mer op de Wanter iergendwann erëm zousteieren. An dann ass

vläicht de Match géint de Virus nach net gewonnen, mee mir hunn awer schonn e puer Setten an der Täscht.

Dofir merci nach eng Kéier. An den Accord vun der grénger Fraktioun kënnt natierlech och nach hannendrun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorablen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, déi lescht Méint ware bal nees normal, weinstens wat de Covid ugeet. An awer ware si iergendwéi aussergewéinlech, jo, bal beonrougend. Et huet eis nämlech eppes Wichteges gefeelt, an zwar dem honorablen Här Mars Di Bartolomeo seng reegelméisseg Covidrieden. Haut si mer an där Hisiicht erëm an der Normalitéit ukomm a mir soen him fir säi gudden Rapport en häerzleche Merci.

Mir kënnen hien och direkt berouegen: D'ADR kann déi Kéier dësen Text matdroen. An de leschten zwee Joer war dat jo bal ni de Fall. Dir erënnert Iech: D'ADR huet sech reegelméisseg zouverlässeg a konsequent géint all Aschnëtter an d'Grondrechter an d'Fräiheete vun de Bierger ausgeschwat.

Mir sinn a bleiwe ganz houfreg op déi moderéiert a vernünfteg Positioun, déi mer an dëser Kris vertraueden hunn. Mir wollten och a wëllen d'Leit géint d'Krankheet schützen, hir Fräiheeten dobäi ëmmer respektéieren a verdeedegen an och derfir suergen, datt d'Impfen ëmmer fräiwëlleg bleift. D'ADR huet dës moderat an ausgeglache Linn aleng a géint vill Widerstänn vertraueden an duerfir och vill Unerkennung dobausse kritt.

An dësem Gesetzesprojet geet et haauptsächlech ëm d'Maskepflicht am öffentlichen Transport. D'ADR begreist dës Neierung. Si kënnt zwar spët, besonnesch och am Verglach mat anere Länner, mee ëmmerhin! Vill Frontaliere wëssen dat bestëmmt ze appreciéieren. Bei sech doheem hu si scho laang keng Mask méi gebraucht, mee soubal si iwwert d'Grenz komm sinn, hu si mussen eng undoen.

Elo gëtt et nach verschidde Kategorië vu Leit, déi duerch hire Beruff dacks stonnellaang hannerenee mussen Masken undoen. D'Sënnhaftegkeet vun esou Reegelen muss ëmmer nees iwwerpréift ginn an esou wäit wéi méiglech soll d'Undoe vun enger Mask op Fräiwëllegkeet berouen. Et hänkt awer vun der Situatioun of.

Ganz allgemeng verlaangt d'ADR eng permanent Evaluatioun, ob déi Covidmesuren, déi nach bleiwen, wéi d'Masken- oder d'Testpflicht op enger Rei vu Plazen, nach wierklech sënnavoll an néideg sinn. Wann net, gehéiere si ofgeschafft.

Här President, wéi eng Léieren zitt d'Regierung aus der Covidpandemie, fir datt mer eist Land déi nächste Kéier besser opgestallt kréien? Am Kader vun der Weltgesundheitsorganisatioun WHO gëtt grad iwwer e Pandemievertrag verhandelt. Fir d'ADR ass et am Géigesaz zu der Regierung ganz kloer, datt Lëtzebuerg keng Souveränitätsrechter soll ofrieden. A mat dëser Meenung sti mir net eleng do: Dosende Länner aus dem afrikaneschen a südamerikaneschen Raum hu bei de Verhandlungen däitlech gemaach, datt si hiert Souveränitätsrecht oprechterhalen an net un d'WHO ofriede wëllen.

D'ADR vertritt och weiderhin de Prinzipp vun der Fräiwëllegkeet vun den Impfungen. Mir si gespaant op de Grupp vun den Experten an op de Projet de loi, deen eis d'Regierung da wëllt virléien. Wat dee Grupp ugeet, proposéiert d'ADR, datt den Expertegrupp soll ausgebaut a vergréissert ginn, fir méi verschidden Iwwerleeungen, ënnerschiddlech Fachgebieder an

Erfahrung mataflëssen ze loosse. Hei missten zum Beispill och Allgemengmedezinner, Juristen an Ekonomiste representéiert sinn, well déi Recommendatiounen, déi gemaach ginn, en Impakt hunn op eis ganz Gesellschaft, wat iwwert déi reng virologesch Aspekter erausgeet.

D'ADR wiert sech och géint all Form vun Zensur. Mir haten zum Beispill en Interview mat engem Dokter iwwert d'Problematik vun den Impfniewewirkungen opgeholl an op Facebook verëffentlecht. Dësen Interview ass einfach geläschert ginn. An net just eis geet et esou, kritesch Meinungen zu de Covidimpfstoffen gi reegelméisseg zenséiert. Hei kann ee sech scho froen, ob mer nach an enger Demokratie liewen, an där d'Meenungsfräiheet an d'Fräiheet vun de Wëssenschaften ...

M. Sven Clement (Piraten) | Wann Der net géift do soen, wat Der ...

M. Jeff Engelen (ADR) | ... respektéiert ginn oder ob mer awer schonn an enger Meenungsdiktatur ukomm sinn. An an deem Sënn ...

Plusieurs voix | O!

M. Jeff Engelen (ADR) | ... wëll ech Iech da Merci soe fir d'Nolauschteren an ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat sinn d'Reegele vu Facebook, net vun der Regierung!

M. Jeff Engelen (ADR) | ... ech géif da mer erlaben, nach eng Motioun ze iwwerrechen. Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Regierung am Kader vum Covid-19 e *Conseil scientifique* domat beoptraagt huet, fir *Recommandatiounen* an *Hibléck op d'Corona-Situatioun auszeschaffen*;

– de *Conseil scientifique* aktuell aus *Medezinner, methodologeschen Experten* an engem *Representant vum Contrôle médical de la sécurité sociale* besteet,

ass sech bewosst, datt

– d'*Covid-Mesuren an der Vergaangenheet ganz komplex Konsequenzen an Auswierkungen op déi ganz Gesellschaft haten, net nëmmen am Hibléck op de Fonctionnement vum medezinnesche Secteur*;

– d'*Covid-Mesuren z. B. och den Aarbechtsmarché, grousse Deeler vun der Economie, de sozialen Zesummenhalt, Froe vun der Rechtsstaatlechkeet, déi mental Gesondheet an déi sozial a finanziell Ofsécherung vun de Bierger be Traff hunn*;

– *een dësער Erkenntnis Rechnung droe muss, andeems een de Conseil scientifique méi breet opstellt, fir esou e méi komplett Bild iwwert déi uewen opgezielten Auswierkung vun de Covid-Mesuren op eis Gesellschaft ze kréien, fuerdert d'Regierung op,*

1. de *Conseil scientifique méi breet opstellen, zum Beispill mat interesséierte Spezialiste mat dësen akademische Formatiounen oder mat dësem beruflechen Hannergrond*:

– *Hausdokteren, Psychiateren a Psychologen,*

– *Ekonomisten a Statistiker,*

– *Juristen, Ethiker a Philosophen, Verrieder vun der Mënscherechtskommissioun,*

– *Spezialisten an der Sozialpolitik a Sozialpartner,*

– *Verrieder vun de Spideeler, de Gesondheetsberuffer an de Patienteverriedungen,*

– *Kommunikationsspezialisten, Aktiviste fir d'Fräiheet vun de Medien,*

– *Leit mat nach aneren techneschen a wëssenschaftleche Qualifikatiounen, déi d'Regierung an der Covid-Thematik wëlle beroden*;

2. dem *Conseil scientifique e kloren Aarbechtskader ze ginn, deen esouwuel kontrovers ëffentlech Debatten erméiglecht wéi och d'Redaktioun an d'Publikatioun vun „avis minoritaires“ zouléisst*;

3. dem *Conseil scientifique kloer deontologesch Reegelen ze ginn, inklusiv „conditions d'honorabilité et d'indépendance“*. Dozou gehéieren ënnert anerem:

– *eng ekonomesch Onofhängegkeet vun Interessegrupp wéi z. B. der Pharmaindustrie,*

– *eng allgemeng unerkannte Qualifikatioun vu senge wëssenschaftleche Memberen, inklusiv engem „cursus scientifique“, dee reell an aktuell ass, mat Publikatiounen, Etuden, Recherchen asw.,*

– *eng glafwierdeg parteipolitesch Neutralitéit.*

(s.) *Jeff Engelen.*

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

(Brouhaha)

Une voix | Wien huet dat da geläschert?

M. Fernand Etgen, Président | An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säin x-te Rapport vun engem Covidgesetz. Jo, mir begréissen natierlech och dës Ännerungen. Si sinn an hirer Zäit. Ech mengen, et mécht Sënn. D'Stabilitéit an de Spideeler an och d'Zuele beleeeën dat. Dofir, do ass kee Problem a mir droen dëst Gesetz natierlech och mat. Dat ass guer keen Theema.

Par contre géife mer mengen, dass, e bësselchen och, wéi den Avis vun der Mënscherechtskommissioun et gesot huet, dëst Gesetz méi schwätzt iwwert dat, wat net drasteet, wéi dat, wat drasteet, an zwar – Dir wonnert Iech elo net driwwer – de Fait, dass d'Mesuren nach ëmmer bestoe bleiwen an de Prisongen an am Centre de rétention. Ech hunn zwar elo héieren, dass do och Oouverturen an Aussicht gestallt ginn, mee ech verstinn trotzdem net, firwat dat net elo scho ka geschéien.

Ech mengen, mir hunn dat jo schonn e puermol gesot, och scho beim leschte Gesetz. Ech fannen, et mécht einfach iwwerhaupt kee Sënn, virun allem elo, wou mer d'Mesuren ophiewen am Transport public, wou jo grad d'Argument dat war vun enger gewëssener Densitéit oder op jidde Fall dovun, dass eng Mass openeentréift. Ech fannen, et mécht nach manner Sënn elo, déi Mesuren am Centre de rétention an am Prisong oprechtzeerhalen.

A ganz kloer, wéi d'Madamm Lorsché et och gesot huet, gesi mir dat als eng diskriminatoresch Mesure. An et muss een dat och héieren, dass déi Leit, d'Retenuen an d'Detenuen, dat als duebel Bestrofung wouerhuelen. Dat ass esou an ech mengen, dat muss ee sech dann och kënnen unhéieren.

An ech mengen, ech erënnere mech ëmmer erëm – dat hat ech d'leschte Kéier och scho gesot – un déi Debatt, déi mer haten iwwer alternativ Bestrofungformen, wou mer awer ëmmer ërem an mäi Kapp kënn, dass ech mer soen: Mir sinn awer iergendwéi an enger Bestrofungsgesellschaft. A fir déi Leit, déi an engem Prisong setzen oder am Centre de rétention, do gëllt dann deen däitsche Slogan: „Aus den Augen, aus dem Sinn.“ An ech mengen, et ass e bëssen dat, wat mer och hei erliewen.

Da wéilt ech och nach soen, dass ech immens erlichtert sinn, dass – ënner anerem op eisen Drock hin – awer vun der Fédération des hôpitaux déi Restriktiounen, déi d'Horaire-de-visiten uginn, opgehewe goufen. Ech war wierklech immens, immens frou driwwer an ech mengen, mir all wësse vu Leit, déi sech immens doriwwer gefreet hunn. An ech wéilt d'Regierung wierklech opruffen opzepassen, dass et net nach eng Kéier zu esou enger Situatioun kënn, wou esou restriktiv Horaire-de-visite gëllen, déi, wéi mer wëssen, fir schwéier krank Leit oder och Leit, déi vläicht um Stierwe leien, wierklech extreem schlëmm sinn, an och natierlech fir hir Familljememberen, déi deen Ament net kënnen bei si goun.

En anere Punkt, deen ech wéilt ervirhiewen, ass dee vun enger Evaluatioun vun der Covidpolitik. Et goung e puermol rieds während der ... Bon, mir sinn nach ëmmer an enger Pandemie, mee zu deenen akute Momenter vun der Pandemie goung e puermol rieds vun enger onofhängeger Evaluatioun, déi iergendwann eng Kéier misst stattfannen. Ech wéilt do eng Kéier nofroen, ob dat nach ëmmer ugeduecht ass a fir wéini dat ugeduecht ass. Dir hutt vläicht matkritt, dass verschidde Länner ... Oder zumindest, mengen ech, a Schweden hu se dat elo entre-temps scho gemaach, esou eng gewëssen onofhängeg Evaluatioun. Ech weess net, wéi onofhängeg se ass, mee ech mengen, do sinn awer gewësse Léieren dobäi erauskomm. Dat fir d'Fro och, wou dee Gedanken drun ass.

An dann, jo, géif ech gäre beim Här Mars Di Bartolomeo uknäppen, dee sot: „De Virus ass nach ëmmer aktiv.“ Jo, mir dierfen en net vergiessen. Dat stëmmt. An ech mengen, an deem Kontext – et gouf elo hei schonn ugeschwat – waarde mer jo nach ëmmer op deen Avis vun den Experten zu där Impfflicht, wat, mengen ech, net oninteressant ass. Déi Fro, dat schleeft. Dat war jo och an der Press. Dir hutt et all gesinn. Et schleeft schonn e puer Wochen. Mir waarde säit Wochen drop.

An do war jo elo dann awer och deen Interview mat engem vun den Experten – ech mengen, bei Reporter.lu, Dir hutt et vläicht gesinn –, wou ee vun den Experten awer och déi sektoriell Impfflicht, jo, a Fro gestallt huet. Ech zitieren en, en huet geschwat dovun, dass déi sektoriell Impfflicht „op onséchere Féiss“ steet. Ech mengen, dat muss een awer och eng Kéier soen, eng Kéier ënnersträchen.

Ech muss soen, wéi ech dat gelies hunn, hunn ech mer geduecht: „U, dat ass awer trotzdem elo eng Erkenntnis iergendzousch.“ Et huet sech jo elo näischt geännert. Also ech froe mech: Wat sinn déi nei Elementer, déi derzou frouert hunn, dass deen Expert op eemol elo seet, dass déi sektoriell Impfflicht elo op onséchere Féiss steet? Well et ass jo eigentlech elo näischt Neits esou derbäikomm an déi Elementer, déi hien derzou gefouert hunn, fir dat ze soen, déi sinn nach ëmmer déi selwecht. Ech mengen, mir soen dat och scho ganz laang, dass et do keng Garantie gëtt.

Dat heescht, jo, d'Diskussioun ronderëm d'Impfflicht ass nach ëmmer oppen. Mir sinn nach ëmmer ganz gespaant, wéi dat elo wäert weidergoen. An ech kann och just soen, dass ech hoffen, dass déi Diskussioun net iwwert de Knéi gebrach gëtt elo virum Summer. Dat misst jo dann iergendwann elo kommen. Mir liewe jo grad e bëssen an enger Bulle. Dat gouf elo hei scho gesot. An iergendwann kënn déi Diskussioun dann awer erëm ganz schnell, mengen ech, zrëck an de Raum, an den Espace public och. An ech hoffe just, dass se net iwwert de Knéi gebrach gëtt da virum Summer.

Ech mengen och – an dat ass och nach eng Kéier en Appell un d'Regierung –, dass et net duergeet, sech

op den Avis vun den Experten ze beruffen. Well dat ass jo dat, wat mer och héieren hunn, ech mengen, notamment vum Premierminister, dass den Avis vun den Experte wäert dann esou suivéiert ginn. An ech géif dat awer och iergendwéi problematesch fannen, wann dat einfach esou à la lettre suivéiert géif ginn. Bon, Dir wäert mer elo soen, dass dat net esou de Fall ass. Mee do géif ee jo d'Verantwortung e wéineg ofginn, dat kléngt op jidde Fall esou eraus. Op jidde Fall hoffen ech, dass d'Regierung sech do nach ganz vill Gedanken derzou mécht an déi verschidden Elementer ofweit. A mir sinn da ganz gespaant op den Debat.

An zréck bei d'Gesetz: Wéi gesot, mir stëmmen et mat. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi oft si mer an deene leschten zwee Joer hei zesumme kommen, fir villfälteg a wäitreechend sanitär Mesuren ze diskutieren, déi kengem vun eis, weeder der Majoritéit nach der Opposition, géif ech soen, Freed gemaach hunn an awer oft dréngend néideg waren, fir eis Gesellschaft ze schützen? Am Verglach mat deene villen haarde Stonnen, déi mer schonns mat de Covidtexter verbruecht hunn, ass dese kuerze Projet vun haut dann och wierklech nees eng wëllkommen Ofwiesslung.

Dofir erlaabt mer och, als Éischt dem Rapporteur vum Gesetzesprojet hei Merci ze soe fir säin dann ausnamsweis e bèsse méi kuerzen an digestë méndlechen a schréftleche Rapport.

D'sanitär Situatioun erlaabt et eis nees, weider Lackierungen ze huelen, an dat ass jo méi wéi erferelech. D'Leit kruten déi lescht Méint jo och schonn eng ganz Rei Fräiheeten zréck, an dat virun allem am Fräizäitberäich. Datt elo, wou grouss Rassemblementer ouni Mask scho méi laang méiglech sinn, ouni datt sech d'Situatioun an de Spideeler verschlechtert hätt, och d'Maskeflucht am éffentlechen Transport ewechfale soll, kënne mer dofir nëmme begrëissen.

Et ware jo awer deelweis kokass Situatiounen, wann ee gesot huet, et dierft een zu e puer Dausend Leit zesumme Party maache goen, an et huet een, wann een zu zwee an engem grouse Bus souz, mussen d'Mask unhalen. Also de Passagéier, well de Buschauffer, deen huet jo keng Mask gebraucht, well d'Flatterbännercher do geschützt hunn. Also, et war e bèsse kokass. An ech mengen, datt et sénnvoll ass, dat hei elo esou och am Gesetz erëmzespigelen.

Wie méi oft den éffentlechen Transport geholl huet déi lescht Wochen, déi lescht Deeg, huet gesinn, datt mengen ech, och bei der Compliance vun där legaler Dispositioun definitiv vill Loft no uewe war, well déi meescht Leit haten d'Maske scho méi laang falegelooss.

Datt et also elo keng Flicht méi gött, eng Mask mussen ze droen, heescht natierlech awer net, datt een net trotzdem eng Mask droen dierf. Jiddereen, dee sech besser mat enger Mask fillt, dee soll och weiderhi seng FFP2-Mask droen, fir sech ze schützen, zemoos wann en zu enger Risikograpp gehéiert.

Gläichzäiteg hoffen ech, datt all déi net vulnerabel Persounen aus der Pandemie déi gutt Gewunnecht mathuelen, hir Matmënsche wëllen ze schützen, an dofir un Deeg, wou se sech vläicht net ganz fit fillen, entweder einfach doheembleiwen oder – sou wéi et an asiatesche Länner scho säit Joerzéngegen üblech ass – fräiwëlleg eng Mask undinn, fir aner Leit net unzestiechen. An ech schwätzen do guer net nëmme

vum Covid, ech schwätzen do generell vun allen ustiechende Krankheeten, well d'Gestes barrières an d'Gewunnechten aus deene leschten zwee Joer schützen schliisslech net nëmme viru Covid, mee och zum Beispill virum Schnapp oder der Gripp, Krankheeten, déi ee senge Matmënsche jo awer och net onbedéngt wëllt undoen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss wéilt ech dann awer nach op d'Propos vun der Chambre des Métiers ze schwätze kommen, déi an hirem Avis seet, datt elo, wou vill Mesurë schonn a Kraaft waren an nees konnten opgehuewe ginn, eng approfondéiert Etüd iwwer hir Wierksamkeet sollt gemaach ginn. Ech hoffen, datt esou eng Evaluatioun vun de Mesurë generell déi ganz Zäit op Regierungsniveau gemaach gouf. Mee ech denken, datt et awer vläicht elo nach eng Kéier, esou wéi d'Handwierskummer dat proposéiert, kéint sénnvoll sinn, des Daten aus desen internen Evaluatiounen nach eemol an enger éffentlecher Etüd, eventuell an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg, auswäerten ze loossen.

Dat wär en transparenten Émgang mat der Covidpolitik vun de leschten zwee Joer a sécher och eng gutt Virbereedung op den Hierscht, wou jo nach kee weess, ob mat der kaler Joreszäit net och nees d'Covidzuele steige wäerten. D'Erfahrungen aus deenen anere Länner an der EU deite jo op zwou verschide Richtungen hin. Ob dat da mam Testen ze dinn huet oder net, loossen ech jiddwerengem selwer iwwerlooss (veuillez lire: oder net, dat ze jugéiere bleift jiddwerengem selwer iwwerlooss.)

Dat gesot, ginn ech awer mat Freed haut den Accord vun de Piraten fir dese kuerze Projet de loi an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Virop natierlech e Merci fir de Rapport, eng x-te Kéier zu diesem Theema. Ech sinn och ganz frou, haut héieren ze hunn, dass jiddwereen hannert deene proposéierte Mesurë steet. Et ass e Rendezvous op Zäit. Mir wäerten eis kuerzfristeg mat Sécherheet nach eng Kéier erëmgesinn, well nach e puer Mesuren ustinn, zu deene mer eis och wäerten zäitno prononciéieren.

Zum Gléck huet d'Situatioun sech entspaant, sou wéi mer dat virausgesinn hunn. Dat ass dat, wourop ee gehofft huet fir dese Summer. Et ass och esou age-tratt, och wann d'Pandemie net eriwuer ass. Dat wësse mer alleguerten. Mir hunn nach vill Virus, deen zirkuléiert. Et gesäit een et an eisen Ofwässer. Et gesäit een et an deenen anere Länner. Mir hunn och nach Situatiounen a Länner wéi zum Beispill Portugal, wou et zu neie Peake kënnt. Mee dat, wat am Fong geholl berouegend ass mat Bléck op dat Zil, wat mer eis ëmmer gesat hunn, datt ass, dass trotz héijen Infektiounsuelen iwwerhaapt kee Rapport méi ass mat der Unzuel u Leit, déi schwéier krank gi respektiv an der Klinik landen oder hiert Liewe mussen loossen.

De Virus ass net fort. En ass do. Mee et ass haut wéi mat villen anere Krankheeten: Verschide Leit leide méi drënner wéi anerer. E gött verschiddene Leit nach zum Verhängnis, mee an engem Ausmooss, wat net méi bedrohlech ass – op alle Fall zu diesem Zäitpunkt – fir eis Santé publique, fir eis Institutionen, fir eis Spideeler. Dat heescht, de Risiko vun enger Iwwerlaaschung ass am Moment esou net ze gesinn, an dat eeben am Kontext vun deenen aktuelle Varianten, déi mer hunn.

Et kommen all Dag nei Variatiounen vun Omikron, mee zum Gléck ass et bis elo esou, dass de Risiko, deen een huet, fir schwéier krank ze ginn, niddreg bleift, ganz niddreg bleift, an dat virun allem och dank der Impfung. An och Leit, déi dann awer nach krank ginn, déi zu vulnerabele Kategorië gehéieren, eeler Leit, Leit, déi e schwaachen Immunsystem hunn, hunn haut eng ganz aner Situatioun, well mer mëttlerweil awer Medikamenter hunn, déi effikass sinn.

Wat bleift also nach? Nach eng Rei Mesuren a méi spezifesch Kontexter. Dat si Kontexter, wou mer entweder méi heefeg eebe vulnerabel Leit hunn. Ech denken un d'Spideeler an un d'Altersheemer. Dat sinn déi Leit, déi eeben duerch hiren Alter oder duerch hir Krankheet méi ufälleg sinn. Oder awer och nach, et ass erwäant ginn, am Prisong, wou mer déi Leit – an ech géif dat gären ëmmer erëm ennersträchen – net wëllen zousätzlech strofen, mee hei geet et ëm Schutzmesuren. All Mesuren, déi a Covidzäite geholl gi sinn, sinn iergendwou lästeg a keen huet se gären, mee et geet eigentlech ni drëms, een ze strofen. Dat ass absolut net d'Intentioun. Et geet drëm, do Schutz ze bidden, wou de Virus eeben – wéi dat am Prisong eng Zäit eeben och de Fall war – méi staark zirkuléiert ass, méi einfach zirkuléiert ass.

Mee och hei – ech hat et an der Chamberskommission scho gesot – si mer absolutt bereet, dat ze iwwerdenken. Dat wäert an deem nächste Set u Mesurë sécherlech mat op de Leescht kommen. Mir si mat deene spezifesch Kontexter vu Spideeler an Altersheemer och keen Eenzelfall, wou nach Mesurë sinn. Dat ass an deene meeschte Länner an Europa nach de Fall, och an eisen direkten Nopeschlänner. A mir waarden hei natierlech och ganz gären op d'Konklusiounen vun deene fënnf Experten, déi vun der Regierung beoptraagt gi sinn, sech – zwar aus engem anere Bléckwénkel – mat der Pandemie ze beschäftegen, an zwar mat der Impfflicht.

Ech erënnere drun, dass de 14. Januar en éischten Avis komm ass an deem Kontext an dass d'Regierung den 2. März nach eng Kéier déi selwecht Experte beoptraagt huet sech ze äusseren, ob déi ugeduecht Impfflicht, sief et generell fir eeler Leit, sief et eebe spezifesch – an dat ass, wat hei zielt am Kontext vun de Spideeler an den Altersheemer –, nach Sënn mécht haut, mat dem Wëssensstand, dee mer haut hunn. Op deen Avis waarde mer, well en eis eng Ausso gött zur d'Situatioun eeben an deem Beräich, wou mer am Moment nach Mesuren hunn. Dat ass, firwat mer dorobber waarden.

Mir géife ganz gären déi lescht Mesuren an engem Hoff heihinnerbréngen. Ech si mer och bewosst, dass d'Lafdauer vum jëtzege Gesetz op en Enn kënnt, soudass mer eis jiddefalls egal wéi geschwë wäerten erëmgesinn. A mir waarde genausou gespaant wéi d'Chamber dann elo säit mëttlerweil méi wéi dräi Méint op deen Avis, dee sécherlech geschwë kënnt. Ech hunn haut de Moien nogefrot. Ech kann Iech leider kee genauen Dag soen, wéini mer e kréien. Ech ka just eeben och norechnen, genau wéi Dir. Et dauert schonn eng Zäit an dofir denken ech, dass déi Leit dat mat beschtem Wëssen a Gewësse maachen an eis Interessantes wäerte kënne ennerbreeden.

Den Hierscht – jo, mir sinn eis däers bewosst –, mir gi gewarnt, dass den Hierscht vun der Joreszäit propice ass, fir dass de Virus méi zirkuléiert. Aleng klimabedéngt wäert dat de Fall sinn. Wat eis a puncto Varianten erwaart, dat weess haut keen. Do ka keen an de Kaffimarc kucken. Mir sinn eisersäits preparéiert. Natierlech si mer preparéiert, déi Dispositiounen, déi mer hunn, erëm eng Kéier eropzefueren, falls et eng Kéier méi uerg nach géif kommen. Normalerweis – an dat ass eis Hoffnung – dierft dat net de Fall sinn,

mee et weess een et net. Kee weess et. Dat ass eng Onsécherheet an dofir si mer selbstverständlech och weiderhin op dat Schlëmmst preparéiert.

Ze soe bleift, dass d'Impfung nach ëmmer dee beschte Schutz wor an ass. Dat huet sech méi wéi erweisen. D'Date weisen dat. Dofir si mer haut an där Situation, an där mer sinn. Och mat staarker Presenz vum Virus hu mer ganz, ganz wéineg Leit, quasi keng vun deenen, déi wierklech duebel geimpft sinn, déi geboostert sinn, déi nach schwéier krank ginn, et sief, si hätten aner krankheetsbedéngt Émstänn, déi maachen, dass se méi ufälleg sinn.

Dofir och hei nach eng kéier den Opruff vu menger Säit u jiddwereen, deen de Wee nach net fonnt huet: Loosst Iech impfen! Mir hunn zum Gléck nach all Woch Leit, déi och eng éischt Impfung maachen. Mir wäerten och eis Campagne elo nach eng kéier relancéieren, fir beschtméiglech preparéiert ze sinn.

A mir wäerten och, sou wéi mer dat scho méifach ugekënnegt hunn ... Natierlech si mer prett mat engem Text fir d'Impfung. Do waarde mer op deen Avis, dee mer Ufank Mäerz ugefrot hunn. Mee d'Regierung ass preparéiert mam Text. Dat huet d'Justizministesch och schonn e puermol betount. Eis Intention ass et, ganz zäitno do kënnen ze handelen, wa mer deen Avis bis virleien hunn.

A mir wäerten och zäitno eeben déi nächst Mesuren op de Leescht huelen. Dozou kann ech mech engagéieren.

Zur Evaluatioun, déi hei e puermol ugeschwat ginn ass am Kader vun der Motioun, déi vun der ADR komm ass, mee och vusäite vun deene Lénken, géif ech drop hiweisen, dass mer eng Evaluatioun lafen hunn, eng extern Evaluatioun. Déi ass ugefrot gi bei der OECD. Dat heescht, mir si säit Méint domadder amgaangen. Dat misst viraussichtlech fir de Summer ofgeschloss sinn, spéitstens fir den Hierscht, dovunner ginn ech aus.

Ech géif jiddwereen invitéieren, vläicht op déi Evaluatioun ze waarden. Dat ass eng extern. Mir sinn do fir Transparenz. Et ass dorëm, wou et eis geet, dass mer vu professioneller Säit ... Vusäite vun der OECD hu mer e ganze Panel un Experten, deen eis Krisegestioun wäert belichten, dat mat där néideger Professionalitéit, och mat där néideger Onofhängegkeet a mat där néideger Expertis. Dat heescht, déi breet Vue, déi gefrot ass, déi méi breet Vue wéi déi, déi am Moment ze erwaarden ass elo am Hibleck reng op d'Impfflicht, déi wäert hei assuréiert sinn.

Mir si selwer ganz gespaant op dat Resultat. Mir wëllen alleguerten zesummen eppes léieren aus deem, wat mer hei duerchgemaach hunn iwwert déi lescht Joren. An asoufern ass deen Exercice geduecht, fir eis do Opschluss ze ginn, fir ze gesinn: Wat ass gutt gelaf? Wat ass vläicht net esou gutt gelaf? A wéi sti mer och am Verglach zu anere Länner do?

Dofir géif ech Iech bieten – an dat wär dann op alle Fall d'Positioun vun der Regierung – ofzewarten, bis mer dës éischt Evaluatioun virleien hunn a gesinn, wat déi eis bréngt. Dat ass ëmmer ganz opwänneg. Ech kann Iech soen, dass dat am Moment ganz vill Ressourcen och bei eis mobiliséiert. Dat gëtt ganz detailléiert gekuckt a gemaach an ech sinn och zouversichtlech, dass et an den Delaie wäert kënnen ofgeschloss ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer zum Vott kommen, wollt ech drun erënnere, dass ee sech op sengem Posten allogge muss, fir kënnen matofzestëmmen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8010. Den Text steet am Document parlementaire 8010⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8010 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Cloener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer zur Motioun, déi d'ADR-Sensibilitéit deposéiert huet. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, Här President, ech wäert Iech elo net iwwerraschen, wann ech Iech soen, dass ech proposéieren, dass mer déi Motioun hei net unhuelen. D'ADR freet hei, dass de Conseil scientifique, dee mer hunn, deen eis wëssenschaftlech begleet huet an där ganzer Pandemie, méi breet opgestallt soll ginn. Hei gëtt allméiglech gefuerdert: Hausdokteren, Psychiateren, Psychologen, Ekonomisten, Statistiker, Juristen, Eethiker, Philosophen, Vertrieeder vun der Mënscherechtskommissioun, Spezialiste vun der Sozialpolitik, Sozialpartner, Vertrieeder vun de Spideeler, Gesondheetsberuffer, Patientevertriedungen, Kommunikatiounsspezialisten – eppes Neits –, Aktiviste fir d'Fräiheet vun de Medien, ...

(Brouhaha)

... Leit mat aneren techneschen a wëssenschaftleche Qualifikatiounen, wien och ëmmer dat ass.

(Brouhaha)

Ech mengen awer, dass mer eis sollten dorobber behapten, dass dat sollte Spezialiste sinn, déi eis

wierklech och an där Matière beroden, fir déi mer se brauchen, nämlech fir eis wëssenschaftlech begleeden ze loosse bei der Covidkris an net iergendeppes aneschers, an net e Sammelsurium vun allméigleche Leit. Also mir wäeren der och nach e puer agefall, déi een hätt kënnen invitéieren, mee dat mécht d'Saach net besser.

An da gëtt awer hei gefrot, dass soll an deem Conseil scientifique en Aarbechtskader – dat kléngt alles gutt – geschaaft ginn, deen Avis-minoritären zouléisst. An dat, mengen ech, ass kloer en Appell dozou, dass do iergendwellecht Geschwuerbels oder Coronafantasien herno sollte legitiméiert gi vun engem Gremium.

(Interruption)

An ech mengen, dass mer dat absolutt net kënnen zouloossen. Dofir recommandéieren ech, déi Motioun hei ofzeleenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien! Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. Den Här Sven Clement freet nach d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass net oft, dass ech mam Yves Cruchten esou enger Meenung sinn.

Vläicht nach eng zweet Fro, wat ech einfach net verstinn: also „Aktiviste fir d'Fräiheet vun de Medien“, gefuerdert vun enger Partei, déi Plaintë géint Medievertrieeder mécht, wann hinnen d'Rapporten net passen ...!

Bon, bref: Mir stëmmen dergéint.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. D'Madamm Nathalie Oberweis.

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, et war den Här Lamberty!

(Hilarité)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och der ADR fir dës Motioun. Also ech muss Iech éierlech soen: Mir versichen d'Motiounen ze liesen, ouni ze kucken, vu wéi enger Partei se kommen. A mir hu lo heimat keen esou immens grouse Problem, well mer mengen, dass een dee Conseil effektiv méi breet opstelle kann, fir dass en nach méi Usiichten a Point-de-vue materanhëlt. Ech mengen net, dass dat ka schueden. Ech mengen, dat mécht dee Conseil éischer méi staark a méi resilient a méi ... Et ass eeben och, fir den Impakt ...

A si hunn net Onrecht. Also d'ADR ass och net onbedéngt meng politesch ... Si sinn eis politesch net immens no, ech mengen, dat wësst Der. Mee ech muss soen: Et ass net alles falsch heidran! Dat muss ech awer éierlech soen.

(Brouhaha)

Fir e méi breet opstellen, fir déi Impakter ze kucken, déi op alle verschiddenen Aspekter vun eisem gesellschaftleche Liewen woren, fir dat materanzhuelen, ass net onbedéngt falsch. Mir kënnen dat also esou eigentlech matdroen.

Bon, natierlech kéint ee verschide Saachen änneren. „Aktiviste fir d'Fräiheet vun de Medien“, ech ginn de Piraten do Recht, dat ass natierlech e bësselchen hypokritt, wann et vun der ADR kënnt. Ech kann awer domat liewen, wann ech net kucken, vu wem se kënnt, well ech den Inhalt kucken. Dofir, mir kënnen déi a priori matdroen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Dann den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Aus all deene vum Här Cruchten genannte Grënn stëmme mir se och net mat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun dëser Motioun, oder den Här Fernand Kartheiser, fir d'ADR-Fraktioun.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Also et ass wéi ëmmer ganz interessant, de Kolleegen nozelauschteren, virun allem, wann een zum Beispill dem Här Cruchten ... Ech soen et nach eng Kéier: Et ass ni, datt ech den Här Cruchten perséinlech wëll iergendwéi do kritiséieren, awer a sengen Aussoen, trotzdem, wann e seet: „allméiglech Leit“, sou als wär dat e bëssen erofwierdegend, wa mer do schwätze vum Hausdokteren, Psychologen, Psychiateren! Wësse mer dann net, datt déi mental Gesondheet ee vun deene grouse Problemer war iwwert déi lescht zwee Joer? Hu mer dat scho vergiess, wat alles geschitt ass?

An ass et dann net normal fir ze soen: Hei, déi Konkusioun, déi mer aus dëser Kris zéien, dat ass eeben ënner anerem déi, datt déi ganz Gesellschaft betraff war an datt et och wichteg ass, wa mer politesch Decisiounen huelen, datt mer net nëmme reng déi virologesch Aspekter kucken, mee eebe breet kucken, wéi eis Gesellschaft dorobber soll reagéieren, eis Ekonomie, an datt e berodende Gremium vun der Regierung eebe soll breet opgestallt sinn.

Mir hu geschriwwen: „zum Beispill“. Dat heescht net, datt mer all déi Leit hei drasetzen. Mee eebe just, well mer eng Méiglechkeet an Iddie wollten erabréngen, wéi mer esou e Grupp kéinte méi breet opstellen, hu mer geschriwwen: „zum Beispill“ déi an déi Kategorie vu Leit. An dozou sti mer. Firwat solle mer net Patientevertriedungen huelen, Verrieder aus dem Spidolssektor?

A wat ka falsch dru sinn, wëll ech hei froen, fir ze soen, mir sollen och kucken, datt eeben eng kloer „ökonomesch Onofhängegkeet vun Interessengruppen“ etabléiert ass? Mir haten där Diskussiounen a leschter Zäit, datt eeben d'Leit net dierfe vun der Pharmaindustrie iergendwéi gesi ginn, wéi wa se géife vun hir ofhänken. Dat ass dach gutt fir d'Kredibilitéit vun esou engem Gremium!

Gradesou wéi et gutt ass, wann e Gremium ka verschidde Meenungen duerstellen an Avis minoritaires publizéieren. Dat ass en Deel vun der Fräiheet, eppes, wat enger Demokratie an engem wëssenschaftleche Gremium gutt zu Gesiicht steet!

Mir wësse jo, datt dat hei refuséiert gëtt, mee wat interessant ass a wat kee Kompliment ass ... Ech huelen déi Lénk aus, also all Respekt fir déi neutral Manéier, wéi déi Lénk dat hei analyséieren!

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | All Respekt!

(Exclamations)

Nee, et muss een et wierklech soen, et muss ee wierklech soen: Si hu méi demokratesch Oppenheet a méi e groussen demokratesche Geescht gewise wéi déi aner Parteien heibannen!

(Brouhaha)

Well déi hunn e bëssen de Pawlowsche Reflex: „Egal wéi gutt eng Iddi ass, wa se vun der ADR kënn, si mer dergéint!“

(Brouhaha)

Abee, mir brénge gutt Iddien. Mir verriede se. An et ass eng gutt Iddi, fir esou e Grupp breet opzestellen,

fir em Fräiheeten ze ginn, déi en elo net huet, fir e kredibel duerzestellen, fir datt eis Gesellschaft besser ass. Mir bekennen eis zu där Iddi. A mir maachen et wéi déi Lénk: Mir stëmmen derfir!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wollt den Här Engelen froen, als Auteur vun der Motioun, nodeem dass säin Affekot hei geschwat huet, ob hie weess, wien actuellement an deem Conseil dran ass.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | O! Dat ass dach keng Quizsendung!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Här Engelen, Dir sidd direkt ugeschwat.

(Brouhaha et interruptions)

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här Dan Kersch, fir dës Fro. Wann dee Komitee esou opgestallt ass, wéi mer den Expertegrupp haten an der Kommissioun vun der Impfflicht, da waren et véier Experten, déi derfir waren, an all déi aner waren net zougelooss. An duerfir hunn ech groust Mësstrauen an dee Komitee do, quitte datt et fantastesch Leit sinn, déi do dra sinn, och gutt Leit. Mee wann een net alles weess, ...

(Interruptions)

... da muss een dat och soen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir hutt Mësstrauen, ...

M. Jeff Engelen (ADR) | Mee ech ka mer net virstellen, datt ...

M. Dan Kersch (LSAP) | ... ouni ze wëssen, wien dran ass!

M. Jeff Engelen (ADR) | ... d'Regierung ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Méi kloer konnt Der et elo net soen!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Den Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Just ganz kuerz. Et gëtt jo de Corps vum Conseil scientifique. De Conseil scientifique fonctionéiert an enger ganzer Rei vun Aarbechtsgruppen a Composition-variablen. Deen ass also scho ganz breet opgestallt. An ech mengen, mir brauche keng Lektione vun Iech ze kréien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här ...

Une voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | ... Di Bartolomeo.

M. Fred Keup (ADR) | Hëllef! Mir hëllef Iech!

M. Fernand Etgen, Président | An ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 6 Jo-Stëmme géint 54 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon

Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Georges Mischo), Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Marque et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

3. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la mise en place d'un mécanisme qui assurerait que les prix de certains produits pétroliers soient inférieurs à ceux des pays voisins

(Motion déposée en séance publique n° 56 du 7 juin 2022 – à consulter au compte rendu n° 19/2021-2022 en page 42)

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour. An dat ass d'Motioun, déi virgëschter vum Här Fernand Kartheiser deposéiert ass ginn, iwwert d'Afëiere vun engem Präismechanismus, deen derfir suerge soll, datt d'Präisser vun de verschidde Pétrolsproduiten ëmmer ënnert dem bëlleste Präisniveau wéi an eisen Nopeschlänner leien. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn am Abléck eng Situatioun hei am Land, déi e grouse soziale Problem fir vill Leit duerstellt. An et ass eng „situation du jamais-vu“, sou huet d'Press et beschriwwen, an esou ass et och. Hei si just e puer Titelen aus der Press vun deene leschten Deeg: „Le Luxembourg doublé par ses voisins sur l'aide aux carburants.“ Oder hei och nach: „Les Allemands ne font plus le plein au Luxembourg.“

Mir sinn an enger Situatioun – an dat beschreift d'Press, mengen ech, ganz richteg –, datt an Däitschland am Abléck e Rabatt offréiert gëtt bis zu minus 30 Centimes, a Frankräich minus 18 Centimes, an der Belsch 17,5 Centimes. Dat ass d'Press vun haut. A mir hu 7,5 Centimes zäitlech begrenzt ginn. Dat ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg.

Et ass och net esou, datt dat an den Nopeschlänner déi eenzeg Moosnam wär. Well ech héiere schonn: „Mee mir maachen nach hei an do ...“, mee déi aner maachen och nach zousätzlech Moosnamen, soudatt een ... Et ass natierlech schwéier, alles direkt ze vergläiche mat véier Länner, mee et ass awer net esou, datt dat do elo déi eenzeg Moosnam wär, déi an eisen Nopeschlänner géif geholl ginn, fir de Leit et sozial ze erliichteren, kënnen tanken ze goen.

Et ass eng Situatioun, wou mir eng ganz Rei Nodeeler dra gesinn. Éischens fir de Staat, mee dat ass emol nach net dat Wichtigst. Den Tanktourismus ass eng wichteg Quell fir eise Budget. Mir si schonn an enger Defizitsituatioun. A wa mer dann awer e

Budgetsposten, dee ronn eng Milliard d'Joer era-bréngt, op déi Manéier a Fro stellen, ass dat och eng berechtegt Fro aus der Perspektiv vum Staat.

Mee dat ass nach net dat Allerwichtigst. Dat Allerwichtigst ass d'sozial Situatioun vun de Leit, an dat hu mer och an eiser Motioun ganz kloer opgezielt, wa se eeben an d'Nopeschlänner zum Deel elo tanke ginn. Et si virun allem déi sozial schwach Leit, déi e Problem hunn, den Auto ze benotzen. A si brauchen dee jo dacks, zemoos wa se am ländleche Raum wunnen. Déi Leit brauchen den Auto, fir schaffen ze goen, an et ass fir si e ganz, ganz grouss Problem. Fir d'Frontalieren ass et och zum Deel e Problem. Bon, déi kënnen elo méi bei sech tanken, mee déi hu grouss Strecken ze fueren.

Et ass e Problem fir eis Entreprises, fir d'Kompetitivitéit, an notamment fir d'Transportbetreiber. D'Logistik ass hei am Land e ganz grouss Secteur. An déi hu schonn immens vill Problemer: Chauffeure fannen an allméiglech Reglementatiounen an Transportkäschten, dat ass e Riseproblem!

An hei geet d'Regierung iwwert déi Saach ewech, si freet sech nach driwwer! Si seet: „Et ass schéin. Eis Klimaziler kënnen mer elo errechen!“ D'Nopeschlänner hunn och Klimaziler, mee d'Nopeschlänner weisen hei e soziaalt Gewëssen. Wou ass hei dat soziaalt Gewësse vun der Lëtzebuurger Regierung?

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Als ADR fuerdere mer éischtens, an dat hu mer scho laang gesot, datt mer déi Kuelendioxidsteier ofschaffen. An elo geet jo d'Regierung nach hin ... Et ass jo net nëmme, datt se e elo huet an och aus dem Index erausgeholl huet. Et ass jo och eng Indexmanipulatioun vum Wuerekerf, well d'CO₂-Steier gëtt jo net berücksichtegt an der Indexdiskussioun. Mee si geet nach hin an den 1. Januar 2023 gëtt d'Kuelendioxidsteier nach eng Kéier eropgesat! Dat heescht: An dëser Situatioun, wou mer an esou enger Onsécherheet sinn, geet d'Regierung nach hin an erhéicht d'Steieren, wat genau deen do Problem nach eng Kéier wäert verschäerfen.

Dat ass wierklech onméiglech! Also wann een iergendwéi wëll sozial argumentéieren, ass dat absolutt onméiglech!

A mir soen – dat maache mer –: Mir hätte gär eng aktiv Sozialpolitik a mir hätte gär, datt den Tanktourismus als wichtige Posten am Staatsbudget erhale bleift. An dofir soe mer: Mir sollte kucken, datt mer allkéiers zu Lëtzebuerg mat eise Präisser ënnert deenen niddregste Präisser vun eisen Nopeschlänner leien!

Dat ass steierlech och méiglech. Mir hunn diskutéiert gehat – an der Tripartite-Kommissioun, mengen ech, war dat –, datt et en europäesche Besteuerungsmimum gëtt. Ech weess net, wéi d'Nopeschlänner dat maachen. Déi leie jo da bestëmmt op deem Minimum do, dee ginn ass. An anscheinend – dat kann d'Regierung eis soen – ass dee Minimum elo nach erofgesat ginn duerch d'Europäesch Kommissioun, fir datt eeben esou Moosname méiglech sinn.

Mir kafen alleguer an Europa Ueleg op de Weltmäert – alleguer! Alleguer si mer un änlech Steierreegele gebonnen, well se jo zum groussen Deel europawäit harmoniséiert sinn. Wéi ass et da méiglech, datt an Osteuropa 1,2 Euro de Liter bezuelt ginn, oder liicht driwwer, an hei muss een 2 Euro fir dee selwechte Liter bezuelen?

Dat sinn awer signifikant Ënnerscheeder, déi sech elo net nëmme duerch reng lokal Maartënnerscheeder kënnen erkläre loossen. Dat ass och d'Resultat vun der Steierpolitik vun enger Regierung a mir hätte gär,

datt dat sech fundamental ännert, fir datt mer eeben, wéi gesot, éischtens eng anstänneg Sozialpolitik an dëser Krisenzäit féieren an zweetens och de Staatsbudget kënnen a senger Capacitéit preservéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

D'Madamm Josée Lorsché huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Jo, mir mussen feststellen, dass dës Motioun eigentlech drop erauszielt, den Tanktourismus, de Camionstrafick duerch Lëtzebuerg gesetzlech ze féerden, wat jo bei niddregen oder niddregste Bensinns- an Dieselpräisser notamment de Fall ass.

Do muss een einfach nëmme soen, do gëtt et dräi Punkten, déi eis fundamental stéieren.

Dat éischt ass natierlech, dass doduerch eise Stroosereseseau méi iwwerlaascht gëtt, wéi mer dat wëllen, dann dass d'Loftqualitéit duerch deen Tanktourismus, dee jo hei soll gesetzlech verankert ginn, eeben net déi ass, déi mer eis wënschen, an dass eis Klimaziler natierlech net erreecht ginn, wuel wëssend, dass de Stroosentraffick ee vun den Haaptfacteure vun den CO₂-Emissiounen ass.

Déi dräi, dat ass dräifach net an eise Sënn. An dofir wëll ech nach eng Kéier betounen, dass eis Prioritéit op anere Moosname läit, notamment um Crédit d'impôt, dee mer hei zu Lëtzebuerg zougestinn, wou mer massiv ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Här Mosar, Dir hutt net d'Wuert!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | ... kompenséieren, grad déi Leit ënnerstëtzen, déi et am meeschte brauchen. An dofir kënnst et fir eis net a Fro, dass mer dës Motioun wäerte matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An dann ass d'Wuert fir den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här Präsident. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter huet ee gesot, mir géifen iwwer „liicht Motiounen“ diskutéieren. Ech gesinn dat hei net als eng liicht Motioun. Et ass op jidde Fall fir eis eng Motioun, déi een net op déi liicht Schëller sollt huelen.

An ech explizéiere mech och. Ech soe ganz kloer am Numm vun der CSV: Fir eis kann de Lenkungseffekt vun den Taxen TVA an Akzisen, déi op dem Spritt gefrot ginn, net derzou féieren, dass elo d'Lëtzebuurger an Däitschland tanke ginn. Dat ass eng fundamental Positioun vun der CSV.

D'Leit am Land – an duerfir soen ech, dass et eng Motioun ass, déi mer net op déi liicht Schëller kënnen huelen –, d'Leit am Land stelle sech Froen! Éischtens: Firwat sinn d'Wunningspräisser déi Säit vun der Musel méi bëlleg wéi zu Lëtzebuerg? D'Leit stelle sech Froen. Firwat keeft een e grousst Assortiment vu Liewensmëttel, vu Kierperfleegartikele méi bëlleg an Däitschland wéi zu Lëtzebuerg? An da stelle se sech, dréttens, och elo nach d'Fro: Firwat tanke mer elo op eemol an Däitschland méi bëlleg wéi zu Lëtzebuerg?

Dat si Froen, déi d'Leit sech stellen. An dat si Froen, déi d'Leit belaauchten. D'Leit bezuelen a si belaaucht, bis wäit an d'Mëttelschicht eran, mat héije Wunningsbaupräisser. D'Leit si belaaucht mat héije Steieren, déi net méi adaptéiert gi sinn. An elo kënnst dat hei nach derbäi. An ech soen Iech ganz éierlech: Fir Duerchschneittsfamilien, fir ganz vill Leit ass e Literpräis

vun 2 Euro a vläicht geschwënn nach méi net méi ze bezuelen. An dobäi ass den Index och net dat, wat dee Kafkraaftverloscht ausgläicht.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | En drëtte Punkt ass deen, dass mer hei jo iwwer méi diskutéiere wéi iwwert de Literpräis vum Spritt. Mir diskutéieren doriwwe eraus iwwer eng Milliard – ech widderhuelen et: eng Milliard – Recetten am Staatsbudget, an engem Staatsbudget, dee schonns souwisou defizitär ass. Oder, fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen: D'Land leeft, wat de Fonctionnement ubelaangt, de facto op Puff!

An dann heescht et, de Choix ze treffen, ob mer nohaltegt Staatsfinanzen hunn, ob mer nohaltegt och iwwert de Waltermin 2023 ënner 30 % Staatsverschuldung bleiwen. An dat ass net einfach eng Zuel, déi een an de Raum stellt. Dat ass eng Zuel, déi fir Lëtzebuerg – an den Här Baum huet et des Èfteren ënnerstrach – en anere Stellwäert huet wéi fir aner Länner mat 60, 80 Millioune Leit a mat ganz anere Méiglechkeeten, fir op hir eegen Economie an domat och op d'Economie an der Europäescher Unioun anzewierken.

Aus all deene Grënn a wéinst der Seriositéit vun dem Grondproblem, deen hei un der Basis ass, géif ech am Numm vun der CSV proposéieren, dass mer – wann den ADR domat d'accord ass – dës Motioun, well d'Problematik, déi sech hannendru verbiergt, vill méi breet ass, an d'Finanzkommissioun vun der Chamber verweisen, fir dass mer e breeden Échange de vues mat der Finanzministesch, mat dem Douanesdirekter, mat der Inspection générale des finances, mat dem Statec hunn, a virun allem och, an dat ass eis Demande, dass déi Fro vun dem Tanktourismus, mat deenen engen a mat deenen aneren Argumenter, och vun enger onofhängeger Institutioun, nämlech der Zentralbank, diskutéiert gëtt.

Also eis Propos ass déi, fir dës Motioun, vu hir Problematik, déi un der Basis ass, an d'Kommissioun ze verweisen an do déi gesamt Problematik ze diskutéieren a vläicht enzel Ajustementer an engem eventuellen nächsten Tripartite-Gesetz ze huelen, déi iwwert dat erausginn, wat déi 7,5 Cent sinn, déi d'Regierung de Leit um Spritt verbëllegt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Präsident. Also ech hu Verständnis fir déi Motioun an déi Thematik, mee mir Piraten sinn awer guer net dermat averstanen, dass mer géifen higoen an de Pétrol méi bëlleg maachen. Ech mengen, mir hunn eis schonn dergéint ausgeschwat, dass déi 7,5 Cent erfoginn, da si mer bestëmmt net derfir, dass een nach vill méi sollt erfogoen.

Ech kann och kuerz erklären, wéisou: Well esou eng Remise op der Pompel eigentlech guer kee sozialen Effekt ass. Dat bréngt éischter deenen eppes, déi wierklech Sportsween oder sou eppes fueren, wéi deenen, déi een hei eigentlech mat der Motioun wëll ...

(Brouhaha et exclamations)

Dir kënnst jo eng Kéier rechnen, wat e Sportswon verbraucht a wat en anere verbraucht a wat Der da mat Ären 30 Cent géift deementspriedend spueren. Mir sinn do méi sozial agestallt, dat ass eeben esou.

(Hilarité)

Mir wëssen hautzudaags, dass 1 Euro, dee verdéngt gëtt mat engem klimaschiedleche Produit, herno 10

Euro Reparatur wäert kaschten. Ech mengen, dat därfe mer och alleguerten net vergiessen, eis virun Aen ze féieren.

Jo, d'Klimakris ass nach ëmmer do. Mir Piraten hunn dofir vun Ufank u gesot, och ier elo déi Pétrolsproblemer duerch de Krich oder virdrun am Dezember schonn opgetaucht sinn, dass mer endlech e Klimakredit bräichten. Dat heescht: Et huet een esou vill CO₂ zegutt, dat iwwer eng Negativsteuer, an duerno gëtt et méi deier. Dat ass einfach dee beschte Modell, fir dass ee fir d'Leit kann en Ureiz schafen, fir eeben deemtspriechend ze spueren.

A jo, mir Piraten stinn och dozou, dass mer aus dem Tanktourismus eraus wëllen. Mir hätte léiwere Elektrotourismus, dass d'Leit hir elektresch Autoe bei eis géifen tanke kommen, well hei endlech den Elektro, deen ee luet, manner wéi 40 Cent géif kaschten. Anstatt dass mir méi deier si wéi d'Ausland op deene Präisser, hätte mir gär, dass mir en Elektrotourismus hei zu Lëtzebuerg hätten, mat Schnelluedestatiounen. Mee dat ass leider verpasst ginn! Mee mir hoffe jo alt, dass dat sech elo 2023 wäert änneren.

Virdrun ass gesot ginn: „D'Nopeschlänner ...“. Jo, d'Nopeschlänner hunn och eng besser Klimabilanz wéi mir. Mir sinn hannert dem Katar déi zweetschlechste op der Welt! Dat därfe een net vergiessen. Et ass ëmmer schéin, d'Nopeschlänner mat eis ze vergläichen. Mir hunn awer eng total schlecht Klimabilanz, also muss mer eppes maachen, anescht komme mer do net eraus.

A wann et eng Kéier mam Tanktourismus ... Et ass schéin a gutt, just de Montant ze huelen, dee mer am Budget eranhuelen. Huet awer emol eng Kéier, wat mer muss kompenséieren u Certificaten, well mer iwwer eis Moyene liewen. An deemtspriechend gi mer herno beim Tanktourismus nach mat engem Minusgeschäft eraus, well mer hei Pétrol verkafen, wou mer herno muss kompenséieren. Also ass am Budget och net vill geschafft.

An d'Diskussioun mat den Nopeschlänner, dass et méi bëlleg ass, jo, dat ass eng Diskussioun, déi ee ka féieren. Mee ech wëll awer och do uféieren, dass mir zu Lëtzebuerg immens héich sozial Standarden an immens héich, sozial Gehälter hunn. An ech mengen, et ass och keen, deen dorunner géif fréckele goen, fir dass op eemol an de Supermarchéen de Botter oder iergendeppes méi bëlleg gëtt. Well mir hunn eeben zu Lëtzebuerg grouss sozial Errungenschaften, an déi gëllt et och ze verdeedegen. An dann ass et net fir ze soen: „Am Ausland ass alles méi bëlleg.“ Jo, mir hunn awer nun emol eis Gehälter hei a fir eis Piraten mussen déi Gehälter och esou bleiwen, wéi se sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Dann huet den Här Vizepremier, den Här François Bausch, d'Wuert gefrot.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Merci, Här President. An dat hei ass jo eng ganz spannend Diskussioun, wou ech awer net esou richtig weess, wann ech déi eenzel Interventioune gekuckt hunn, zumindest verschiddener, wat wierklech soll diskutéiert ginn.

Et ass richtig, wa gesot gëtt, mat steigenden Energiepräisser, zemoos wa se sou abrupt geschéien, wéi dat an deene leschte Méint de Fall ass, do soll een net domadder spaassen an dat muss ee seriö huelen. Et muss ee sech däers bewosst sinn an et muss een duerfir och eng sozial Oder hu fir déi Leit, déi effektiv

domadder natierlech kuerzfristeg relativ vill Problemer kënne kréien.

Mee ech muss awer soen, wann een dat wëllt diskutéieren, ass dat en anere Sujet, wéi wa mer iwwert déi laangfristeg Ofsécherung vum Staatsbudget respektiv iwwert déi ganz Fro vum Tanktourismus diskutéieren, wat dee fir de Staatsbudget duerstellt a wéi mer doraus erauskommen.

Déi Fro, niewebäi bemierkt, wäert sech relativ séier léisen, well Dir hutt matkritt, wat d'Europaparlament gëschter decidéiert huet, nämlech dass de Verbrennungsmotor 2035 soll fäerdeg sinn. Dat heescht, ab 2035 dierf kee Verbrennungsmotorauto méi kaf ginn, soudatt déi Iwwergangsperiod, bis mer dann op 100 % Elektresch sinn, souwisou relativ séier wäert eriwuer sinn a mer elo scho mussen eng ganz kloer Zilsatzung iwwer 10, 15 Joer hunn, wéi mer da steierlech domadder ëmginn.

Well wann natierlech d'Akzisen um Bensinn ewechfale, well mer nach alleguerte just mat Elektresch fueren an do jo de Moment keng Akzisen drop sinn, wann een dat tankt, da muss ee jo och wëssen – an dat ass ëmmer dat, wat mech erstaunt, wann ech déi Diskussiounen esou héieren, wou jo e bëssen esou gemaach gëtt, wéi wann d'Regierung géif massiv Akzisen astiechen an domadder géif de Weekend an d'Vekantz fueren –, mee nee, déi Akzise gi jo benotzt, fir eppes ze finanzéieren. An déi gi jo benotzt, fir zum Beispill d'Stroosseninfrastruktur ze finanzéieren, well wann Der Iech en Auto kafe gitt an Dir hutt keng Strooss, fir drop ze fueren, da kënnt Der mam Auto och net schrecklech vill ufänken, och wann e vollgetankt ass.

Duerfir ass déi Diskussioun natierlech e bësse méi komplizéiert, wann een déi wëllt féieren. An do deelen ech d'Meenung vun deenen, déi soen, dass een net soll aus der Héft schéissen an hei an iergendenger Motioun iergendeppes decidéieren. Dat kéint nawell déck schifgoen!

Wann ech awer dann iwwert dat Kuerzfristeg diskutéieren – ech liesen Iech elo d'Schlagzeile vun deem vir, wat an Däitschland, an eisem Nopeschland, stattfënt –: ADAC-Zitat: „Tankrabatt für Benzin und Diesel, Spritpreis steigt trotzdem“. D'Tagesschau gëschter: „Wieder steigende Preise: Teurer Sprit trotz Tankrabatt“. „Focus“: „Preise für Diesel und Benzin steigen – Tankrabatt verpufft bis zu 100 %“.

An dat ass eebe genau de Problem. Wann een déi Fro vun der sozialer Kompensatioun wëllt léisen, da bréngt et net schrecklech vill ze mengen, et kéint een dat par rapport zu der Pompel léisen, wou een net alles ënner Kontroll huet, éischtens. A mir zu Lëtzebuerg vill méi iwwerengs wéi an Däitschland, well hei gëtt de Präis vill méi determinéiert wéi an Däitschland, well do hutt Der duerfir nämlech och déi Schwankungen, wou Der souguer ganz regional ënnerschiddlech Präisser bezuelt, well do net esou genau staatlech fixéiert gëtt wéi bei eis.

Mee da muss ee sech aner Saachen afale loossen! An da muss mer kucken, wann déi Situatioun esou weidergeet, wéi se weidergeet ..., a wann ech déi lescht Note de conjuncture vum Statec gëschter richtig gelies hunn, leie mer elo, zumindest bei deene Mesuren, déi mir als Lëtzebuurger Regierung geholl hunn, nach ëmmer relativ gutt, dat heescht, wat de Kafkraaftverloscht ubelaangt, hu mer souguer an den ënneschte Kategorien nach ëmmer iwwerkompenséiert. Wann ech dat awer soen, wëllt dat net heeschen, dass ech mengen, dass déi Leit net a Schwiergeekte wieren. Mee ech mengen, da muss mer kucken, wéi déi nächst Méint weiderginn. A sollt sech eraustellen, dass déi nächst Méint gradesou katastrophal

weiderginn, wéi déi lescht Méint waren, jo, da muss een ëmmer erëm nei diskutéieren. Mee da muss mer ons awer gescheit Saachen afale loossen!

An da soen ech Iech, da sinn ech éischer derfir, fir an d'Richtung vun enger Diskussioun vun zum Beispill engem Energiebong an esou Saachen ze goen, wou ech wierklech deene Leit ka massiv hëllefen, déi d'Sue brauchen – keng a mëttel Gehälter –, an net iwwer eppes Pauschales ze diskutéieren, wou ech sécher sinn, dass et éischtens verpufft an zweetens virun allem deene profitéiert, déi, mengen ech, et net onbedéngt bräichten. Dat sollt d'Zilsatzung an deem Ganze sinn.

Elo kënnt déi Diskussioun: „Wat maache mer mat där Motioun?“, dass d'Chamber decidéiert, wat se domadder wëllt maachen. Ech soen Iech just meng Meenung dozou: Déi Motioun hei soll een elo ofleenen, well dat, wat den Här Roth proposéiert, déi Diskussioun kënnt jo elo souwisou. Am September kréie mer Budgetsdebatten fir 2023. An, Här Roth, Dir wësst jo och, 2023 ass en interessant Joer, et ass e Waljoer. Da wäert jo warscheinlech all Partei sech besonnesch positionéieren fir de Budget 2023 an da ka jiddweree soen, wat en dozou ze soen huet. Déi Debatte ginn am September un.

D'Chamber féiert jo iwwerengs och nach, wann ech richtig informéiert sinn, virum Summer eng Steuerdebatte, déi se selwer preparéiert huet. Ech mengen, do ka jiddweree all déi Saachen a seng Virschléi virbréngen. Mee wéi gesot, et ass der Chamber iwwerlooss, wat se doraus mécht. Ech mengen, mir kréie genuch Geleeenheet, driwwer ze schwätzen.

Op alle Fall ass et keng gutt Léisung, fir an deem wichtige Dossier hei einfach aus der Héft eraus iergendeppes ze decidéieren, well dat vläicht grad do-bausse gutt ukënnt oder gutt kléngt kéint, mee awer vum Resultat hier zimmlech verpufft, wéi Der dat an de Schlagzeilen an Däitschland kënnt noliesen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo. Villmools merci, Här President. Och merci all deene Kolleegen, déi hei zu där Motioun geschwat hunn.

Ech wëll just kuerz reagéieren op dat, wat den Här Minister gesot huet. Also et ass dach schonn, mengen ech, bemierkenswäert an där Situatioun, an där mer elo sinn, wou wierklech een Drëttel vun de Stéit, mengen ech, no deene Sozialrapporten, déi mer elo gesinn hunn, Problemer huet, fir de Mount kënnen ouni Defizit ofzeschleissen, dass hei gesot gëtt: „Jo, de Problem, dee léist sech geschwënn.“ Mir sinn elo 2022 an 2035 ass de Verbrennungsmotorverbuet. Dat sinn 13 Joer! Ma d'Leit hunn elo Problemer!

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Här Kartheiser, dat hunn ech jo elo net gesot. O nee, wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Dach, Dir hutt dat gesot, Här Bausch! D'Leit hunn elo Problemer, a wat mir gär hätten, dat ass, dass mer déi sozial Problemer, déi d'Leit elo hunn, effikass upaken.

Da sot Der, jo, den Elektromotor soll dat ofléisen. Wësst Der, dat ass eng Polemik, op déi ech elo net aginn. Et ass esou, wann Der déi Diskussioun verfollegt – ech huelen och un, Dir maacht dat –, da wësst Der, dass den Elektroauto och ëmmer erëm an d'Diskussioun kënnt, och wéinst sengem Ekobilan, dee guer net esou gutt ass. An ob mer wierklech eng Kéier an déi Situatioun kommen, ...

(Interruption)

... datt de Verbrennungsmotor net méi do ass, do si mer nach wäit, wäit dervun ewech. Déi Decisioun vum Europaparlament ass och direkt kritiséiert ginn, soubal se geholl gouf. Mee d'Europaparlament hält ganz dacks Decisiounen, wéi Dir géift soen, „déi gutt klénge“ oder vun deene et mengt, si géife gutt klénge, an déi am Test vun der Realitéit keng zwee Deeg duerhalen.

Eng drëtt Saach, déi ech Iech wëll soen, ass, datt mer elo eréischt am Ufank vun enger verschäerfter Kris sinn. Déi Pëtrolssanktiounen, déi mer elo hunn, ech weess net, ob déi en Effekt op Russland hunn, mee ech kann Iech awer soen, datt se en Effekt hei op d'Leit hunn. Dat kann ech Iech mat absolutter Sécherheet soen! An dat fänkt elo eréischt un!

A wa mer och nach eng Gasdiskussioun kréien, da kann ech Iech soen, datt dat e ganz spannenden Hierscht gëtt, wou d'Leit d'Suen net méi hu fir ze bezuelen, fir mam Auto dorëmmer ze fueren, a vläicht och nach beim Brennes, beim Hëtzen an esou weider riseg Problemer kréien.

An Dir vertréischt dann: „Mir hunn elo eng Budgetsdebatt.“ Jo, déi hu mer am Dezember! Mee d'Leit hunn elo Problemer! Mir kommen an den Hierscht eran. Mir hunn elo héieren an der Coviddiskussioun, do denke mer un den Hierscht. Ma mir mussen och un den Hierscht denke mat der Energie. An dat ass dee gréisste Problem, deen d'Leit am Abléck hunn! An dann heescht et hei: „Jo, mee mir hu jo elo Enn Juni eng Debatt, mir hunn Enn des Joers eng Budgetsdebatt ...“. Mee wat ass dat fir eng Regierung, déi net op déi Problemer ageet, déi d'Leit elo hunn an déi d'Leit elo ploen?!

Mir halen dës Motioun oprecht. Mir wäeren d'accord gewiescht mam Här Roth, well dat ass wéinstens e Gest, deen d'CSV gemaach huet, fir ze soen: „Kommt, mir kucken ...“

(Interruption)

Nee, et wor wéinstens e Gest! Et wor gutt gemengt. Et wor gutt fir ze soen: Kommt, mir huelen dat an d'Kommissioun a probéieren, mat jiddwerengem ze diskutéieren, fir wéinstens iergendwéi praktikabel Weeër ze identifizéieren. Mee mol dat wëll dës Regierung net! Mol dat net!

Also ech soen der CSV Merci fir de Gest. A fir all déi aner: Déi solle sech der Verantwortung dobausse bei deene Leit stellen, déi elo Problemer hunn, fir hire Mount ofzeschléissen. Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch, Vice-Premier Ministre | Här Président, den Här Kartheiser ass ëmmer Spezialist dran, wann e schlecht drun ass, fir alles esou ze verdréien, datt herno kee méi weess, wat eigentlech wierklech deen een an deen anere gesot huet. Duerfir wëll ech nach eng Kéier betounen, datt ech en Ennerscheid gemaach hunn tëschent den aktuellen, imminente Problemer, déi d'Leit hunn, fir sozial d'Enner beieneenze kréien, wou d'Regierung eng Rei Saache gemaach huet a wou d'Regierung och sécher bereet ass, nach eng Kéier Saachen ze maachen, jee nodeem, wéi d'Situatioun sech entwéckelt, an der mëttel- a laangfristeger Fro – well dat war nämlech d'Fro, déi den Här Roth opgeworf huet – vum Tanktourismus a wéi mer domadder ëmginn, wat dat fir eis Recettë laangfristeg bedeit. Dat sinn zwee verschidde Sujeten!

An zu där imminenter Fro hei huet d'Regierung, wéi gesot, eppes gemaach. Déi lescht Note de

conjoncture ass, mengen ech, elo e puer Deeg al, zwee Deeg, wann ech mech elo gutt erënneren. Do si Berechnunge vum Statec iwwert de Kafkraaftverloscht gemaach ginn. Ech mengen, do hunn déi Mesuren, déi d'Regierung bis elo geholl huet, hir Wierkung bruecht. Wann ech dat soen, nach eng Kéier, betounen ech dobäi, datt ech domadder net wëll soen, datt et net fir verschidde Leit schwierig am Moment ass, au contraire. Mee mir kucken ze hëllefen, sou wéi mer kënnen. Mir musse jo och de Gesamtbudget am Bléck behalen. Mir musse jo och d'gesamt Finanzen am Bléck behalen, mir kënnen jo net einfach nëmmen d'Sue léns a riets ausginn.

An ech bleiwen awer da bei der Meenung, wa mer wëlle sozial weiderhëllefen oder wa mer dat misste maachen, gëtt et méi gescheit Saachen ze maachen, wéi einfach deen Tankrabatt ze maachen. Well dat hu mer gesinn, iwwerall do, wou en agefouert ginn ass, inklusiv zu Lëtzebuerg, huet en ënnert dem Stréich net dat bruecht, wat mer eis erwaart hunn. An duerfir mengen ech, dass et do aner sozial Ausgläichsmesurë gëtt, déi mer vill méi cibléiert kënnen maachen a wou mer wierklech deene Leit kënnen hëllefen, déi de Moment wierklech a Schwierigkeete sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch.

Ech mengen da kënnen mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmme bei 35 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Laurent Mosar), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

4. 7939 – Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2014 relative à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la Gare d'Ettelbruck et à la modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7939 iwwer eng

zousätzlech Finanzéierung vum Pôle d'échange multimodal vun der Ettelbrécker Gare. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Jessie Thill. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Här Präsident, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit der Signature vun der Nordstad-Konventioun am Joer 2006 an der Ausaarbechtung vum Masterplang Nordstad 2007 huet déi städtebaulech Entwécklung vun der Neigestaltung vun der Achs Ettelbréck–Ierpeldeng–Dikrech verschidden Entwécklungsstrategien duerchlaaf. Ab 2008 hu sech d'Iwwerleeungen op d'Mobilitéit konzentréiert, mam Häerstéck vun engem multimodale Pôle d'échange an der Neigestaltung vun der Ettelbrécker Gare, dat 2010 virgestallt gouf.

Aus dem Gesetzesentwurf Nummer 6734, deen am Oktober 2014 an der Chamber deponéiert gouf, ass d'Gesetz vum 23. Dezember 2014 iwwert d'Realisatioun vum Pôle d'échange multimodal vun der Ettelbrécker Gare ginn. Dëst Gesetz huet sech deemools an d'Ëmsetzung vun der Modu-Strategie agegliddert. Dëst Konzept gouf mëttlerweil duerch de Modu 2.0 ersat a ganz rezent duerch den éischte Plan national de mobilité fir den Horizont 2035 completéiert.

Säit 2018 sinn déi ëmfangräich Infrastrukturearbechte vun der Ettelbrécker Gare, déi eng vun den am stäerkste frequentéierte Garen aus dem Land ass, amgaangen. Nieft senger Bedeitung en termes vu Reesenden, déi tëschent 2003 an 2019 ëm 85 % an d'Luucht gaange sinn, ass dës multimodale Projet immens wichteg fir d'Konnexioun „Nordstad“ fir den ëffentlechen Transport a ganz besonnesch den Zuch. D'Ettelbrécker Gare wäert dee wichtegste multimodale Pol fir d'Regioun ginn a wäert och d'Performanz an d'Attraktivitéit vum ëffentlechen Transport an der Regioun erhéijen.

Zu dësem Projet de loi: Et ass e Projet mat just dräi Artikelen, deen eng Rallonge financière vun 39,3 Milliounen Euro proposéiert fir d'Aarbechten, déi ënner de Volet vun Travaux publics respektiv vu Ponts et chaussées falen an iwwert de Fonds des routes solle finanziéiert ginn.

Et gëtt en Artikel 5 an den urspréngleche Gesetzestext agefüügt, dee virgesäit, fir de ganze Projet de réalisatioun vum Pôle d'échange multimodal vun der Ettelbrécker Gare als Utilité publique ze deklaréieren.

Vu datt et sech ëm eng Modifikatioun vu Limites financières vun engem Gesetz vum 2014 handelt, korrespondéieren d'Montanten dem Bautenindex vum 1. Oktober 2013 an net dem aktuellen.

Et schéngt mer an dësem Kontext wichteg, net just op déi grad erwänt Rallongen, mee op d'Gesamtenvergure vun dësem wichtege Mobilitéitsprojet fir d'Nordstad an doriwwe eraus anzegoen.

Am Projet dra ware fir den Département des transports respektiv d'CFL a finanziéiert duerch de Fonds du rail: d'Mise en conformité vun der Gare selwer, de Renouveau vun de Schinnen, d'Konstruktioun vun engem Park&Ride-Parking d'Rekonstruktioun vun engem Bâtiment voyageurs a seng direkt Alentouren.

Fir den Département des travaux publics respektiv d'Ponts et chaussées, finanziéiert duerch de Fonds des routes: d'multimodal Reorganisatioun vun der N7, der Rue du Canal, der Rue Prince Henri, der Rue de la Gare an der Avenue John F. Kennedy a vum CR348/Avenue Salentiny, d'Mise en souterrain vun der N7 tëscht dem Carrefour vun der Waark an dem Monument Patton, d'Realisatioun vun enger Gare routière,

vum Parvis vun der Gare a sengen direkten Alentouren an d'Mise en place vun engem Dräieck-Carrefour fir de Pôle d'échange ewéi och eng nei Bréck Patton.

D'Gesetz vum 23. Dezember 2014 hat de maximale Montant vun 156,5 Milliounen Euro virgesinn, mat 112,7 Milliounen Euro fir de Fonds du rail an 43,8 Milliounen Euro fir de Fonds des routes.

Elo ginn 39,3 Milliounen Euro méi gebraucht fir de Fonds des routes, fir engersäits op en Dapasement vun 9,8 Milliounen Euro vun den initial virgesinne Käschten ze reagieren an anerersäits och 29,5 Milliounen Euro fir complémentaire Aarbechten ze geneemen, déi zanter dem Vott vum éischte Finanzierungs-gesetz néideg goufen. Ech verweisen op mäi schrëftleche Rapport, wou déi zousätzlech Aarbechten an d'Dapasement ganz genau dra beschriwwen ginn.

Just ee Punkt wëll ech awer nach ganz kuerz ernimmen, an dat ass wuel dee visibelste Changement par rapport zum initiale Projet vun 2014: Direkt iwwert der Busgare ass eng zousätzlech Konstruktioon vun zwee Gebaier virgesinn. Dat ass engersäits e Complexe administratif vum 1.200 m² fir staatlech a parastaatlech Services an anerersäits eng Jugendherberg mat ronn 120 Better, inklusiv fir all Mënsch zougänglechen Deeler wéi enger Bibliothék, engem Restaurant an enger Panorama-plattform um nengste Stack.

Ech si mer sécher, dass dës Elementer ganz dätlech zur Revalorisatioun an zur Beliewung vum Garer Quartier a vun der Ettelbrécker Stad insgesamt bäidroen wäerten.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | De Staatsrot hat bis op kleng legistesche Remarken, deenen natierlech Rechnung gedroe gouf, keng Observatioun zum Projet. En huet just allgemeng d'Remark gemaach, dass si eng Präferenz hätten, fir bei Rallongé vu gestëmmt Projeten en neit Finanzierungs-gesetz mat enger zousätzlecher finanzieller Enveloppe ze stëmmen, amplaz iwwert de Wee vun enger Modifikatioun vum initiale Finanzierungs-gesetz ze goen.

Et gouf soss keng weider Avisen. Zu den Eckdaten vun den Aarbechten an der Kommissioun: De Projet gouf de 27. Dezember 2021 vum Minister Bausch deponéiert, de 26. Abrëll 2022 vum Staatsrot aviséiert, den 12. Mee 2022 an der Kommissioun diskutéiert an examinéiert. An den 19. Mee gouf de Rapport ugeholl.

Ech wollt hei nach profitieren, fir jidderengem Merci ze soen, deen iwwert d'Joren un deem wichtige Projet geschafft huet, ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Jessie Thill.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes ageschriwwen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim virleiende Gesetzestext handelt et sech ëm d'Finanzierungs-gesetz, wou mer d'Zoustëmmung ginn, fir weider 39,3 Milliounen Euro an de Projet vum Pôle d'échange multimodal vun der Ettelbrécker Gare ze investieren. Domadder ginn déi respektiv Artikelen vum Gesetz vum 2014 ëmgeännert.

Ben, duerch d'Komplexitéit vun deem Projet zu Ettelbréck ass sécherlech net alles zu 100 % am Viraus méiglech gewiesch ze plangen. Duerfir ass och absolutt ze verstoen, dass am Laf vun der Zäit, 2014 bis haut, verschidden Upassungen vum Projet hu mussen geschéien, sief dat duerch Imprevuen, duerch

Normen, duerch Reglementer, déi am Laf vun de Jore geännert hunn a wouduerch eebe muss adaptéiert ginn. Et muss ee sech jo natierlech dodrun halen.

Ech wëll och drun erënneren, dass beim Vott vum Finanzierungs-gesetz 2014 a sech gesot ginn ass, dass déi Aarbechten am Prinzip 2016/2017 uginn an et fënnef Joer dauert, soudatt mer a sech elo scho misste mam Projet fäerdeg sinn, wat awer net de Fall ass. Dir wësst, dee ganzen Timing ass esou, dass elo eréischt d'Unterführung vun den Autoen ugefaangen huet.

Ben, an der Tëschenzäit ass awer ganz vill op der Ettelbrécker Gare geschitt. Sou si Quaien installéiert ginn, d'Busgare ass realiséiert ginn an no all deem Hin an Hier vun de leschte Wochen a Méint ass dann och elo mat der Gare vun de Passagéier ugefaange ginn.

D'Madamm Jessie Thill ass an hirem exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport op déi verschidden Ännerungen agaan. Mir soen natierlech Merci duerfir. Si huet eis och am Detail erkläert, wou déi 39 Milliounen dann investéiert ginn, soudatt ech net nach eng kéier wëll op déi Detailler agoen. Erlaabt mir awer och, zwee Punkten ervizesträichen.

Deen ee Punkt ass deen, dass eeben am Kontext vun deem Projet eng Jugendherberg, eng nei Jugendherberg wäert gebaut ginn. Den Detail huet och d'Madamm Jessie Thill gesot. Dat ass sécher fir den Tourismus zu Ettelbréck, an der Nordstad a wäit doruwer eraus, ganz wichteg. An et gëtt a sech och ee Punkt ëmgesat vum Plan quinquennal vum Tourismus, dee mer 2018 gestëmmt hunn.

Deen zweete Punkt ass och schonn erwänt ginn, ech wëll en awer trotzdem nach eng kéier erwänen, dass dat administrativ Gebai, wat realiséiert gëtt. An ech mengen, do muss ee ganz kloer soen, dass et e ganz speziellen Dadda vun deene Leit aus dem Norden, mee awer och aus anere ländleche Regiounen ass, dass et domadder méiglech gëtt, dass verschidde Verwaltungen a verschidde Beräicher kënnen dezentraliséiert ginn, wat enorm wichteg ass. Eppes wat mäi Fraktiounskolleeg, de Léon Gloden, ëmmer erëm seet, wann en iwwert de ländleche Raum schwätzt.

D'Ettelbrécker Gare ass no der Stad Lëtzebuerg ganz sécher och déi Plaz, wou am meeschten ..., wou d'Zuel vun de Benotzer vum ëffentlechen Transport extreem héich ass. An duerfir ass et ganz wichteg, dass déi Ettelbrécker Gare wierklech beschméglech a Stand gesat gëtt respektiv op Vordermann bruecht gëtt.

Erlaabt mer awer zwou Froen un den Här Minister. Déi eng Fro, nodeem dass d'technesch Etüden all fäerdeg sinn, de PAG vun der Stad Ettelbréck ënner Dach a Fach ass, jo, an a sech och mat den Terrainen alles kloer ass, déi eng Fro ass einfach: Wéini gi mer fäerdeg? A wéi kann een dat am beschten dokumentéieren? Wéini weie mer dann a sech dee Projet an? Den Här Minister ka vläicht dorop agoen.

An dann: Kann en och vläicht soen, wéi et mat där Gare ass, déi do nach soll gebaut ginn, mat engem Park&Ride bei Ierpeldeng, wou et jo drëm geet, dass déi Leit aus dem Norden, déi mam Auto kommen, eng Facilitéit hunn, fir kënnen op den ëffentlechen Transport ëmzeklappen op där Gare, wéi do d'Evolutioun vum Dossier ass? Och dorop kann, wéi gesot, den Här Minister agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëmmer méi Leit wëlle vun engem attraktiven ëffentlechen Transport profitieren. D'CFL-Statistiken bewisen och kloer, dass ëmmer méi Leit wëllen natierlech och mam Zuch a mam Bus fueren. Dat ass ganz kloer. Duerfir brauche mer awer eng Gesamtinfrastruktur, déi flächen-deckend optimal ass, wat jo nach ëmmer net de Fall

awer ass; dat muss ee ganz kloer soen. Ech hu viru kuerzer Zäit eeben eng Heure d'actualité gehat iwwert den ëffentlechen Transport am Norden, am ländleche Raum virun allem.

Mir mussen also ganz kloer weider doran investieren, wa mer gären hätten, dass d'Leit sollen den ëffentlechen Transport huelen. Den Aménagement vun der Ettelbrécker Gare ass ganz sécher e Puzzlestéck am Konzept vun der Mobilitéit vum Land, vun Ettelbréck, vun der Nordstad an doruwer eraus vum ëffentlechen Transport ganz sécher am Norden. A well dat esou ass, gi mer och d'Zoustëmmung zu deem Gesetzesprojet.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Här Kaes villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Ech kann hei stoe bleiwen. Dass ass de Verdéngsch vum der Rapportrice, déi nämlech e ganz gudden – exzellenten, géif ech bal soen – Rapport hat, souwuel hire mëndleche wéi hire schrëftlechen. Dofir géif ech hir gären am Numm vu menger Fraktioun villmools Merci soen. Ech géif dann heimat och den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. Dann ass et um honorabelen Här Carlo Weber. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Weber (LSAP) | Här Chamberspräsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools merci menger Nopesch hei, eiser Rapportrice, villmools merci hir fir déi Rapporten hei.

Mat eise Gesetz gëtt net nëmme d'Budgetsenveloppe fir d'Bauaarbechten ronderëm d'Ettelbrécker Gare erweidert, mee och de Bau vun enger Jugendherberg gëtt erméiglecht, mat allem, wat derzougehéiert. Dat kennt de Jonken zegutt souwéi och där ganzer Nordstad. Deemo: e wichteg Stéck u Liewensqualität.

Och deen neien administrative Komplex, wou Plaz fir Büros a Veräins-, Versammlungssäll geschafe gëtt, ass ee wichtige Atout fir d'ganze Regioun. Ech denken hei besonnesch un nei Verwaltungsraimlechkeeten.

Am Numm vun der LSAP gi mer natierlech den Accord zu deem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. Dann ass et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken der Madamm Jessie Thill en häerzleche Merci fir dee gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Et kéint ee bal mengen, als Norddeputéierte misst een ëmmer all Investitiounen an d'Infrastruktur am Norden vum Land begrëssen an domat averstane sinn. Jo, dass ass am Prinzip wouer, mee bei deem Projet ass et allerdéngs anescht. Dese Gesetzesprojet steet an der Kontinuitéit vum Gesetzesprojet aus dem Joer 2014, wou d'Ofraffe vun der Ettelbrécker Gare, ënner anerem, beschloss gouf. Och wa mer mat enger ganzer Rei Punkten averstane sinn, mee wat dee Punkt do, de Pôle d'échange zu Ettelbréck, ubelaangt, mat deem Punkt konnte mer eis deemools net ufrënnen an och haut nach net.

D'Ettelbrécker Gare, déi 1862 gebaut gouf, ass elo wäit iwwer 100 Joer eent vun de Warzeche vun Ettelbréck. 2014 hat mäi Kolleeg Gast Gibéryen am Numm vun der ADR vehement géint dese Projet geschwat, an dat aus guddem Grund. Alles, wat hie viru ronn

aacht Joer zum Gesetz gesot huet, ass haut nach gël-
teg. Erlaabt mer, an deem Zesummenhang eng Rei
kritesch Froen, déi deemools pertinent waren an et
haut nach sinn, opzeweifen.

D'Regierung hat deemools scho behaupt, dat Gebai
misst ofgerappt ginn, well den Tunnel fir d'Autoen
drënner oder deels drënner duerch géif goen. Eiser
Meenung no ass dat falsch, well haut kann een och
Tunnellen ënner Gebaier bauen, déi een da stoe
léisst a vun ënne festegt. Am Ausland hu mer ganz
vill Fäll, zum Beispill Leipzig, wou d'Eisebunnstracéen
ënner Gebaier lafen. Déi hu souguer grouss Hotellen
ënnerféiert, fir kënnen Tunnellen ze maachen. Alles
dat ass haut méiglech. An dat ware Gebaier, déi em
dat Villfacht méi grouss sinn, wéi dat zu Ettelbréck de
Fall ass. Et wier also duerchaus méiglech gewiescht,
wann de politesche Wëllen do gewiescht wier, fir dat
Gebai ze erhalten.

Mir wëssen iwwerdeems, datt deen Tunnel an engem
Iwwerschwemmungsgebitt ass. A jidderee weess,
wéi docks Ettelbréck vun Iwwerschwemmungen oder
Risikoe betraff ass. Et ass wuel deemools gesot ginn,
datt d'Ausfaart gehéicht gi wier oder géif ginn, datt
den Tunnel och engem Joerhonnertwieder géif stand-
halen. 2014 ass also scho vun engem „Joerhonnert-
wieder“ geschwat ginn! Wien hätt geduecht, datt
schon 2021 esou ee Joerhonnertwieder géif optrie-
den?! Zwar net do, mee op anere Plazen. Do muss ee
sech da Froe stellen.

(Interruption)

D'Fro gouf och deemools opgeworf a se gouf net ze-
friddestellend beäntwert: Wat geschitt mat deem
Tunnel bei gréisseren Iwwerschwemmungen?

Wat d'Verkéiserssituatioun zu Ettelbréck ugeet: Déi
kann nëmme geléist gi mat engem Contournement
Ettelbréck-Feelen. D'ADR-Propositioun, déi ech virun
engem gudden Joer gemaach hunn zu deem Contour-
nement, ass jo leider net zréckbehale ginn, obwuel
mer mengen, datt et déi besser Alternativ gewiescht
wäre.

De Kolléeg André Bauler huet 2014 eng parlamenta-
resch Fro gestallt, wou et am Zesummenhang mam
Projet zu Ettelbréck em den Denkmalschutz geet.
Déi deemoleg Kulturministerin hat deemools geänt-
wert, datt hir Virgängerin gesot hätt, aus Récksiicht
op deen heite Projet hätt d'Regierung drop verzicht,
fir dat Gebai ënner Denkmalschutz ze stellen. Ech
fannen dat e ganz staarkt Stéck, wann ee seet: „Mir
stellen e Gebai net ënner Denkmalschutz an Hisiicht
vun engem Projet, well et dann net kéint ofgerappt
ginn.“ Ass dann net grad en Denkmalschutz do, fir
Gebaier ze schützen, soudatt se net ofgerappt brau-
chen ze ginn, wa Projekte gemaach ginn?

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech hu selwer nach ni héie-
ren, datt aus Siicht vum Denkmalschutz gesot gëtt:
„Mir kënnen dat Gebai net klasséieren, soss kënnen
mer et net ofrappen.“

Dat ass am Fong geholl eng Situatioun, wéi mir hei zu
Lëtzebuerg den Denkmalschutz maachen: Mir ma-
chen Denkmalschutz, wann et eis an de Krom passt!

(Interruption)

Wann d'Regierung eppes wëllt ofrappen, a sief et
nach esou schützenswäert, da gëtt et einfach net
klasséiert. Dat léisst awer déif blécken an deem ge-
samte System.

Et war fir eis deemools schwéier nozevollzéien, wéi
nieft allen anere Parteien och d'CSV fir d'Ofrappe
vum historesch eemolege Gebai vun der Ettelbrécker
Gare konnt sinn. Als ADR kënnen mir, wéi schon 2014,

och dëst modifizéiert Gesetz net matdroen. Vun där
Sekonn un, wou d'Ofrappe vun der Gare decidéiert
gouf, war dëse Projet fir eis net ze toleréieren. An och
aacht Joer nom éischte Gesetz bleiwe mer bei eiser
Meenung. An deem Sënn wäerte mir géint dëse Pro-
jet stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här
Engelen. Als nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam
Cecchetti prett.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här Pre-
sident. Här President, als Alleréischte emol e grouse
Merci der Rapportrice fir dee gudden schrëftlechen a
mëndleche Rapport, dee si hei gemaach huet. An am
Virfeld soen ech och schon direkt: Mir stëmmen dee
ganze Projet mat.

Um nationale Plang ass dëse Projet nämlech immens
wichtig fir den ëffentlechen Transport. D'Nordstad
gëtt besser un d'Stad an awer och un de Süden uge-
bonnen, wat fir hiren Developpement immens wich-
tig ass. Déi Lénk kënnen dëse Projet just begreissen,
deen och an eise Leschte Walprogramm erëmze-
fannen ass, hei d'Zitat: „créer des nouveaux pôles
d'échange multimodal régionaux à côté de ceux qui
sont déjà prévus – en concertation étroite avec la
population – comportant une offre importante de
correspondances multimodales (train, tram, bus, car-
sharing, covoiturage, pistes cyclables, P&R...)“.

Här President, parallel heizou erlaabt dëse Projet och
eng gewëssen Dynamik fir Ettelbréck an d'Nordstad
am Generellen. Duerch dëse Projet gëtt déi Ettelbré-
cker Gare erëm méi accessibel an dobäi och vill méi
attraktiv. Doduerjer wäert de Flux vun de Benotzer
an d'Luucht goen, wat dann och eng positiv Reper-
cussioun fir déi lokal Ekonomie wäert hunn. An
d'Attraktivitéit am Generelle vun Ettelbréck wäert vill
eropgoen.

Här President, wat natierlech d'Deierecht ugeet,
muss ee ganz kloer soen, datt déi zum Deel deenen
Elementer geschéilt ass, déi elo supplementär derbäi-
koumen, oder eeben den Imprevuen. Et muss een
awer och soen, datt d'Enveloppe budéaire 2014 och
ënnerschat gouf. Mee dat concernéiert dëse Projet de
loi elo net.

Här President, dann awer och nach e klengt Wuert zu
der aler Ettelbrécker Gare. 2014 hat de Justin Turpel
vun déi Lénk scho bedauert, datt dat aalt Gebai
sollt ganz ofgerappt ginn. En hat och d'Regierung
opgefuert, no Léisungen ze sichen, wéi een even-
tuell déi al Gare hätt kënnen an deen neie Projet inte-
gréieren. Datt se elo ganz ofgerappt gëtt, dat bedauere
mir e bëssen. Mee ech sinn awer och elo net genuch
mat deem technesche Volet vun deem ganze Projet
hei vertraut, fir kënnen ze beurteilen, ob an ënner
wéi enge Voraussetzungen dann awer och dat eventu-
ell méiglech gewiescht wär. Zumindest begrësse mir
awer, datt d'Regierung méttlerweil eng ganz Rei vun
aneren Eisebunnsgebaier ënner Schutz gestallt huet an
datt déi eis dann an Zukunft erhalte wäerte bleiwen.

Här President, erlaabt mer awer zum Schluss, eng
ganz kleng Kritik mat awer enger grousser Auswier-
kung unzibréngen, an zwar déi vun der Lenteur vun
der Mise en oeuvre vun esou Projeten, also einfach
där Zäit, déi vergeet vun der Planung bis se realisé-
iert kënnen sinn. Déi éischt Iwwerleeung, fir dëse Pôle
multimodal zu Ettelbréck ze kreéieren, geet schon
an d'Joer 2008 zréck. Dat ass e laangen Dag. Mam
Projet de loi vun 2014 sinn d'Ufäng vun dësen Aar-
bechten dann op 2016/2017 fixéiert ginn, mat enger
Lafzäit vu fënnf Joer.

Haut, am Joer 2022, ginn emol d'Gros-oeuvren an
Ugrëff geholl. Mat esou enger Lenteur ass et normal,
datt mir ëmmer wäerten hannert deem hierlafen,
wat mer eigentlech brauchen um Terrain fir den
ëffentlechen Transport an d'multimodal Plattformen
a fir dobäi dann net permanent am Stau ze stoen an
eng würdeg Konkurrenz zum Auto ze hunn, nämlech
eng Konkurrenz, déi vill méi confortabel ass, vill méi
schnell ass an niewebäi vill méi bëlle – well si ass
gratis!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm
Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass
den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President.
Och mir Piraten wäerten haut géint dëse Gesetzes-
projet stëmmen. Mir si sécherlech fir den ëffent-
lechen Transport an dass deen ausgebaut gëtt, awer
net onbedéngt derfir, dass déi schéi Gare, déi elo 160
Joer kritt – géif kréien, muss ech éischer soen –, vun
1862, einfach esou ofgerappt gëtt.

Ech hu mech an der Virbereedung mat der ganzer
Dokumentatioun befaasst an ech muss soen: Et ass
en immens schéint Gebai mat immens villen Tradi-
tiounen, mat deem och ganz vill Leit zu Ettelbréck,
mee awer iwwer Ettelbréck eraus sech verbonne fil-
len. Et ass e Patrimoine vum Land.

Dofir versti mir Piraten net, firwat datt dat ofgerappt
gëtt, virun allem net, wa jo e Grupp eng Offer gefrot
hat, fir dat Gebai ze verréckelen, wou mer vun 3,4
Milliounen schwätzen, wann et verréckelt gi wär, an et
wäre zum Deel bestane bliwwen – haut schwätze mer
vun iwwer 30 Milliounen, déi nei investéiert ginn.
Mir hätte kënnen dat Gebai zum Deel erhalten a mir
hätten de Patrimoine och erhalten.

An elo, bon, kënn leider einfach e Bëtonsküb. Ech
weess, et ass eng Affaire de goût, ob een herno esou
e Bëtonsküb schéi fënnt oder net. Mee mir Pira-
ten fannen en net schéin. An och d'COSIMO (ndlr:
Commission des sites et monuments nationaux,
actuellement remplacé par la Commission pour le
patrimoine culturel COPAC) huet sech 2009 do uge-
schloss an et schon deemools als schützenswäert
agestuuft. Leider gouf dat jo net realiséiert.

An elo zulescht konnt jo och jidderee matkréien,
dass d'Schmuebelen eng Kéier e bëssen e Baustopp
do provozéiert haten. Et war keng Autorisatioun do
vum Ëmweltministère. Ech weess, et ass e kriddelegt
Theema: Autorisatioun vum Ëmweltministère.

(Interruption)

Mee hei war et op d'mannst ganz schnell geléist an et
war op eemol – oh Wunder! – eng Autorisatioun do.
Mir waren awer elo emol déi Schmuebele besichen –
bon, Déiereschutzpartei –, et ass awer keng do!

(M. Marc Goergen montre une photo.)

Dat heescht, déi ganz Moosnam huet a sech nach
net vill bruecht. An ech mengen, all Biolog seet Iech
och, dass déi Schmuebelen net einfach esou hiren
Terrain wäerten änneren. Bon, dat war einfach
schéin a gutt, fir eng Kéier eng schéi Pressematdee-
lung erauszeschécken, dass een esou en hélzenen
Tiermche mat e bësse Solar gebaut huet, mee et
huet awer näischt bruecht. D'Schmuebele sinn trotz-
deem net gerett ginn. D'Autorisatioun war awer ganz
schnell do!

Deementspriechend wäerte mir Piraten dee Projet
haut net matstëmmen. Et ass awer een interessante
Punkt dran. Dat ass, dass Der gesot hutt, dass Deeler
vun der aler Gare erhalte bleiwen an dass déi sollten
op Péteng an den Eisebunnsmusée kommen. Hutt

Der do schon Detailer, wéi Der dat wëllt gestalten? Also ech hätt jo am léifsten déi ganz Gare erhalen. Elo kréie mer kleng Deeler op Péiteng, dat ass e flotten Zoufall.

Mee hutt Der do schon Informatiounen, wéi dat herno soll ausgesinn a wat do op Péiteng an den Eisebunnsmusée wäert kommen? Well dat ass e ganz interessante Projet, a grad, wann een de Patrimoine – bon, en ass elo scho fort –, mee de Patrimoine do kéint op d'mannst e bësse fir d'Nowelt rekonstruieren. Wéi gesot, dat ass eng Gare, déi hat elo 160 Joer. Si ass 1862 gebaut ginn, huet zwee Weltkricher iwwerstanen. Bon, d'Baggeren huet se elo net iwwerlieft!

Dat ass immens schued. Dofir wäerte mir Piraten dergéint stëmmen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, fir d'Wuert an och merci allen Deputierte fir hir Interventiounen. Och merci der Madamm Rapportrice fir hire Rapport, an natierlech och fir déi awer breet Zoustëmmung, déi de Projet wäert kréien.

Ech wëll fir d'éischt dem Här Kaes soen – den Datum –: Mir haten dee ganzen Timing an der Kommissioun elo den 3. März eng Kéier presentéiert. Dir kënnt Iech vläicht net méi erënneren, mee mir haten den Datum gesot. Also, alles komplett ass fäerdeg, mat deem neie Bâtiment voyageurs a mat der Jugendherberg, 2030, also de komplette Projet, dat sinn: Strooss, Schinn ... alles, wat muss gebaut ginn.

An dann zu der Fro vum Park&Ride Ierpeldeng. Deen ass och virgesinn. Ëm deem nämmelechten Zäitraum soll dee gebaut sinn. Mir musse jo natierlech do och fir d'éischt emol eng Opfaart baue respektiv den Halt nach bauen, soudatt dat en änlechen Horizont soll kréien; vläicht souguer e bësse méi spéit éischter.

Da wollt ech just nach ofschléissend awer e puer Wuert soen zu där Fro vun der Gare. Fir d'éischt emol wollt ech dem Här Goergen soen: Et ass net richtig, wat e seet, datt de Patrimoine ... respektiv ob dat neit Gebai do steet oder dat aalt ofgerappt gëtt, datt dat eng Saach vu „schéin“ ass. Patrimoine schützen huet äischt dermat ze dinn, ob een e Gebai schéi fënn! Mee de Patrimoine schützen, do spille vill Saache mat: historiesch Dimensiounen an esou weider an esou virun.

Dat heescht, et ass duerchweegs méiglech, fir dat Gebai, wat mir elo hei bauen, dat neit, datt an 100 Joer eng Kéier ee seet: „Ech fannen, dat dote muss protegéiert ginn, well dat ass en eemolegt Gebai vun enger eemoleger Architektur aus där Zäit.“ Wéi gesot, duerfir, kommt, mir geheien d'Saachen net duerjeren! Et geet net ëm schéin oder net schéin. Et geet drëms, en Equiliber ze fannen natierlech tëschent der Sauvegarde vun historieschem Patrimoine, Gebaier, déi schützenswäert sinn, déi vläicht eng besonnesch Architektur fir déi Zäit haten an esou weider, also en Zeie vun där Zäit waren. Also: Vill Facettë spille mat.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen, datt déi Konklusioun ni gezu ginn ass, datt dat heiten, dat Gebai, deementspreechend esou schützenswäert wär, datt een et net kéint ofrappen. Dat war jo scho viru menger Zäit, wéi dat decidéiert ginn ass, mee ech fannen et awer richtig! Ech fannen dat och eng richtig Decisioun.

Et ass och esou: Et gëtt zwee Argumenter, firwat een dat Gebai muss ofrappen. Dat eent ass, datt et ni klasséiert ginn ass an datt et net als dat empfonnt ginn ass. An dat Zweet ass: Wa mer dat net ofrappen, dann ass dee ganze Projet do net machbar, esou wéi en do gebaut gëtt. Ganz einfach! A mir kënnen et och net réckelen no uewen oder no ënnen. Dat bréngt och näischt, dat geet och net duer. Mir mussen et ganz ofrappen. Mir kënnen et net op enger anerer Plaz opriichten, soss hënnert et an der ganzer Entwécklung vun deem Projet. Donc: Et huet kee Wäert, iwwer Saachen ze diskutieren, déi mer net wëllen diskutieren.

Da bleift déi Fro, mir hu verschidden Elementer ... Mir hunn d'Marquisen, déi komme jo an de Fond de Gras stoen. D'Steng ginn op d'Säit geluecht. Mir hu gesot – also net mir, d'CFL soten –: „Mir ginn engem déi Steng, dee se da wëllt huelen an eppes anescht domadder maachen.“ Wat ni a Fro koom fir d'CFL, dat ass fir ze soen: „Mir huelen dat dote Gebai elo a mir montéieren dat of an da montéiere mer dat 100 % eent zu eent enzwousch anescht erëm op.“

Ech wëll Iech och soen, datt dat vum denkmalschützeresche Standpunkt hier méi wéi diskutabel ass. Ech mengen net, datt dat eng extra Valeur hätt, wann een dat géif maachen. Et kann een dat awer natierlech maachen, wann een dorunner hânt gefillméisseg – kee Problem. Mee, wéi gesot: Mir hunn dat awer esou gemaach, wéi et, mengen ech, awer richtig war.

An dann dee leschte Punkt: Dat ass mat der Autorisatioun wéinst deene sougenannte „Schmuebel-Kompensatiounsmesuren“. Ech wëll Iech just soen: D'Kompensatiounsmesurë waren den hallwe Januar gemaach! An d'Autorisatioun ass komm déi lescht Woch März! Wann een dat kuerz fënn, wann alles gemaach ass den hallwe Januar an d'Autorisatioun kënnt Enn März ..., ech fannen dat net onbedéngt kuerz. Ech sinn allefalls frou, datt mer se kritt hunn dunn, well wa mer se net kritt hätten, dann hätt de Projet doduerjer aacht Méint Verspéidung kritt. Ech mengen, da wäere mer all net frou gewiescht.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7939. Den Text steet am Document parlementaire 7939^e.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7939 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7939 ass da mat 54 Jo-Stëmme géint 6 Nee-Stëmme uegeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Georges Mischo), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closerer, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch

(par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7970 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « An der Schmëtt »

Mir kommen elo zum Projet de loi 7970 iwwert d'Finanzierung vum Wunnprojet „An der Schmëtt“. D'Riedezäit ass num Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun deem Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen Iech haut e weidere Gesetzesprojet vir, deen zu der Entwécklung vum Wunnengsbau wäert bäidroen. Dese Projet ass, historiesch gesinn, e bësse méi speziell wéi déi aner Finanzierungsprojeten. Ech erlabe mer och, op deser Plaz ze soen, datt mer mat deem Projet e Knuet wäerte léisen.

Ech hat Iech am November de Gesetzesprojet presentéiert, wou de Fonds du logement de Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall iwwerholl huet, fir et kënnen nei ze entwéckelen. Als klenge Rappel: Hei hat e Promoteur am Fong an den 80er-Joren eng Cité gebaut fir eng Cité universitaire. Leider ass déi Uni ni op Lëtzebuerg komm an de Promoteur ass fallite gaangen.

Déi ugrenzend Gemenge wollt sech de Projet u sech net uneegen, fir sech net d'Fangeren domadder ze verbrennen. Fir des Situatioun ze léisen, hat de Staat 1998 de Fonds d'assainissement an d'Liewe geruff an der Hoffnung, datt et kéint klappen. De Fonds huet Stéck fir Stéck d'Terrainen opkaaft, mam Zil, et ze entwéckelen, a gläichzäiteg gouf och dee Moment zesumme mat der Gemeng e PAP ausgeschafft.

Dat gesot, kommen ech dann zrëck op de Projet vun haut.

Et handelt sech hei ëm de Finanzierungsprojet „An der Schmëtt“ mat der Nummer 7970, deen dem Staat et wäert erlaben, bezuelbare Wunnraum ze finanzieren an ze bauen. De Bauhär ass hei den effentleche Promoteur Fonds du logement, deen zu Wecker an der Gemeng Biver wäert bauen.

De Projet gesäit de Bau vu ganzer 164 Wunnengen, also Wunneenheeten, vir, déi bis 2028 alleguerte solle fäerdeg sinn. An déi éischt kënne schon 2024 respektiv 2025 fäerdeg gebaut ginn an enger éischter Phas an d'Leit kënne schon eraplënnen.

E puer Wuert zu de finanziellen Aspekter. De staatleche Bäitrag fir d'Entwécklung vum Logement fir de Projet „An der Schmëtt“ beleeft sech am Ganzen op 113 Milliounen, also 113 Milliounen an e bëssen driwwer. D'Investissementer gesinn u sech vir, fir weider

Terrainen opzekafen, Infrastrukturen opzebauen, an de Bau vum Logement selwer natierlech. Wéi gesot, de ganze Montant ass 113 Milliounen. Dovunner si 5 Milliounen an e puer Zerquetschter als Subventioune virgesinn an de Rescht gëtt op 108 Milliounen opgeronnt.

Am Hibleck op den Ëmfang vum ganze Projet ass dat hei de finanzielle Besoin an déi 108 Milliounen wäerten esou opgesplitt ginn, datt de Fonds du logement kann ee Prêt oder e puer Prêten ophuelen, dat Ganzt mam Zil, fir u sech vu méi bëllegen a bessere Konditione kënnen ze profitéieren. De Fonds du logement muss och all d'Käschten droen, déi mat de Prête verbonne sinn.

De Projet gëtt an e puer Phasen duerchgefouert. Eng éischt Phas besteet am Fong am Schafe vun den Infrastrukturen. A ganz wichteg ass vläicht hei ze betounen, datt wäerten d'Ofwaasser an d'Reewaasser vunenee getrennt sinn. An enger zweeter Phas an an enger drëtter Phas gëtt natierlech d'Entwécklung vun der reeller Bausubstanz gemaach, andeems am nördlechen Deel vum Quartier 93 Logementer entstinn an am südlechen Deel vum Quartier 69 Logementer.

Ënnert der Gestiou vum der Gemeng Biver gëtt zwëschent der Phas 1 an 2 de Bau vun der Renaturalis... – wann een hei steet, kann een et ni richtig ausschwätzen –, „Renaturalisatioun“ vun der Sir duerchgefouert.

(Interruptions diverses)

„Renaturéierung“ ass am Fong méi einfach.

(Hilarité)

Merci. D'nächst Kéier huelen ech dat anert Wuert.

Mat dësem Projet entsteet hei e ganz neie Quartier mat engem ländleche Charakter, deen direkt am Aklang mat der Sir a mat hirem Ëmfeld gebaut gëtt.

De Projet ass och ganz gutt un den ëffentlechen Transport ugebonden, natierlech mat der Gare Wecker, awer och mat Buslinnen. Am Quartier selwer ass och Verkéiersberouegung virgesinn. D'Foussgänger an d'Vëlosfuierer stinn hei am Mëttelpunkt. Weider ass e Mobilité-douce-Korridor virgesinn am Zentrum vum Projet, wat domadder der Sir déi néideg Plaz gëtt an och déi zwee Quartiere matenee ka verbannen.

Am Kader vum Planungsprozess vum Projet, deemools wéi de Fonds Syrdall dat nach hat, hate mer en éischte PAP, deen u sech 103 Wunnenge virgesinn hat. An am Gespréich mat der Gemeng konnt een d'Dicht vun deem Ganzen och eropsetzen. Dofir begrëisse mer, datt 2020 den neie PAP ganzer 147 Wunnenge virgesäit.

Déi Zuel passt net richtig zu deem, wat ech virdu gesot hunn. Ech erklären Iech och, firwat: well d'Gemeng decidéiert huet, och hei integréiert Wunnenge matanzeplangen. Ech wëll dat extra betounen, well et ass en neit Konzept, dat mer hei zu Lëtzebuerg am Fong entdecken, wat et scho méi laang an Däitschland gëtt. Mee integréiert Wunnengen, dat sinn déi sougenannt, also besser bekannt vläicht ënner „Einliegerwohnungen“ an Däitschland. An domadder hätte mer 98 Eefamiljenhaiser, 26 Bifamilialen an 23 kollektiv Wunnengen, also Wunngebaier.

Dobäi ass et och vläicht wichteg, hei op dëser Plaz ze soen, datt 75 % vun deem Ganze wäerten an d'Location abordable goen a 25 % an d'Vente abordable.

Privat Parkplaze si gruppéiert a ginn a Form vu Carporten an den Entréee vum de Quartiere geplangt. Ëffentlech Parkplazen, also fir d'Non-résidenten, sinn einfach an der Strooss virgesinn.

De Projet ass an dat natierlecht Ëmfeld integréiert a respektéiert d'Fauna, d'Flora, d'Biotopen, déi sur place sinn. An déi ökologesch Strukturen an déi natierlech

Topografie vum Site, wat och e ganz wichtegen Aspekt ass, ginn esou gutt wéi et nëmme geet erhalen.

E Maximum u permeabelen, dat heescht waasserduerchlässeg Fläche gi geschafen, déi et erméiglechen, Vegetatioun mat héijem ökologesche Wäert opzebauen. Fir de Reamenagement vun de Gréngfläche wäert komplett mat lokaler Vegetatioun geplanz ginn an esou wäert dat Ganzt och eng besser Liewensqualität bidden. Mee ech mengen allgemeng, wann ee méi Gréngflächen an engem Quartier huet, klëmmt d'Liewensqualität an deem Quartier selwer schonn eleng doduerjer.

De Projet gesäit d'Renaturéierung vun der Sir vir, wat e weidere Wee ass, fir d'Biodiversitéit ze erhalen an och ze férdere. De Bau vun de Logementer entsprécht natierlech och de LENOZ-Krittären, dat ass eis Lëtzebuerger Nohaltegkeetszertifizéierung. An an deem Sënn wiere mer hei duebel nohalte, engersäits nohalte, wat de Bau ugeet, an anersäits si mer natierlech nohalte, well déi Wunnengen, déi gebaut wäerte ginn, an der ëffentlecher Hand wäerte bleiwen.

Wann ee scho vun Nohaltegkeet schwätzt, kann een och e Wuert iwwer d'Energiekonzept verléieren. An hei ass et interessant, well mir wäerte ganz fossilonofhängeg sinn a mir wäerte mat Loft-Loft-Wärmpompele fuere. Fir déi, déi vläicht e bësse méi spezialiséiert doranner sinn, dat si Geräter, déi u sech just mat Strom bedriewe ginn. A fir dat och ze kompenséieren a fir datt de Quartier och neutral gëtt, wat d'Energie ugeet an den CO₂, hu mer och Fotovoltaikininstallatiounen virgesinn.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Ech kommen domadder kuerz zu deene verschiddeenen Avisen.

A sengem Avis vum 10. Mee vun 2022 huet de Staatsrot am Fong guer keng weider Bemierkung gemaach.

An hirem Avis vum 6. Abrëll 2022 begrëisst d'Chambre de Commerce natierlech dëse Projet. Si bedauert awer, datt et just méi laang dauert, bis dat Ganzt realiséiert gëtt. An domadder gëtt se am Fong den Tipp mat op de Wee, datt ee sollt méi op extern an onofhängeg Déngschtleeschungen zréckgräifen.

Zu deem Zäitpunkt, wou d'Chamberskommissioun de Rapport votéiert huet, hate mer keng weider Aweise virleien.

Kuerz zu den Aarbechte vun der Chamberskommissioun: D'Gesetz ass de 24. Februar vum Logementsminister deponéiert ginn. Den 3. März gouf d'Chamberskommissioun domadder saiséiert. De Logementsminister huet eis Deputéierten den 1. März de ganze Projet presentéiert. An den 19. Mee hu mir an der Logementskommissioun den Avis vum Staatsrot analyséiert an och de Rapport ugeholl.

Fir méi Detailler verweisen ech op dëser Plaz op mäi schrëftleche Rapport. An ech wëll all deene Merci soen, déi hei matgewierkt hunn. Ech mengen, et huet ee missen e laangen Otem hunn. An ech hoffen an ech mengen an ech sinn iwwerzeegt, datt et sech wäert lounen.

Dat alles gesot, ginn ech den Accord vu menger grénger Fraktioun an hoffen op eng breet Zoustëmmung vun Iech heibannen. Merci villmools!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies ageschriwwen.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt virop der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, en décke Merci soe fir dëse Rapport, dee ganz ausféierlech an detailléiert wor. An duerfir him e Merci, fir dat presentéiert ze hunn.

Ech mengen, dëse Projet vun der Cité Syrdall – bon, elo mam neie Gesetz „An der Schmëtt“, wéi de PAP dann heescht – ass e Projet respektiv e Quartier, deen, wat d'Problematik ronderëm dëse Quartier ugeet, e ganz, ganz laange Baart huet, ech mengen, zemools fir déi Leit, déi am Oste wunnen. Als Kand sinn ech des Ëfteren och iwwer Wecker, Biver, Manternach bis a Richtung Oste vum Land gefuer an hunn och matkritt, wéi effektiv déi Cité hei entstanen ass a wéi och d'Leit do gewunnt hunn, an awer och matkritt, wéi déi Cité iwwer d'Joren delabréiert ass a wéi effektiv dee ganze Quartier komplett verkomm ass. Bon, ech mengen, do kann ee roueg soen, datt iwwer Joren, Joerzénge den Ecken Eck hei an der Gemeng Biver, also zu Wecker, e richtige Schandfleck wor. An duerfir ass et wichteg, datt och deemno heiru geschafft ginn ass.

Entschëllege wéilt ech haut de Mëtte awer de Max Hengel, de Max, deen eigentlech och als Ostdeputéierten zu dësem Projet hei sollt schwätzen. Léiwe Max, léiwe Frënd: Courage! Versuerg dech! Kuck, dass de nees schnell op d'Bee këns an dass de nees schnellstméiglech bei eis bass!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Voilà!

Duerfir, wat d'Cité Syrdall ugeet, mengen ech, sinn, wéi d'Rapportrice och gesot huet, am Joer 1998 mam Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall d'Jalone gesat ginn. Bon, ech mengen, do kann ee roueg vu laangem Baart schwätzen: 1998, dat ass effektiv schonn eng Zäitchen hier, mee wou awer äifreg dru geschafft ginn ass vun deenen zwou Gemengen, dat heescht der Gemeng Biver an der Gemeng Manternach, fir effektiv dann d'Grenzen zwëscht deenen zwou Gemengen, vu datt d'Cité Syrdall eigentlech iwwer den Territoire vun zwou Gemenge gelaf ass, fir finalement déi Grenzen do ze verleeën, soudatt elo alles um Territoire vun der Gemeng Biver ass.

Wat och wichteg ass, wat d'Planifikatioun ugeet: d'PAGen an natierlech och déi diesbezüglich PAPen, fir eng Cité, déi ronn 5,5 Hektar huet, wou an deene kommende Joren 165 Wunnenge kënnen geschafft ginn, wou an Zukunft da ronn 380 Leit kënnen wunnen.

Wat d'Finanzéierung ugeet, dat hat d'Rapportrice gesot: ronn 113 oder 108 Milliounen wäert dee ganze Projet kaschten. Wann een dat eng Kéier héich-rechent, da ginn déi Wunnengen natierlech am Schnëtt, wann een et rechent, relativ deier. Vu datt awer relativ vill Haiser do sinn, mengen ech, kann een dat awer trotzdem zu engem gewëssenen Deel justifiéieren, well nämlech 85 % Haiser wäerten ëmgesat ginn a 15 % Appartementer.

Den Taux vun der Locatioun, dee läit bei ronn 75 %. Wat d'Vente abordable respektiv déi à coûts modérés ugeet, dat läit dann och bei 25 %. Bon, Här Minister, wat d'CSV-Fraktioun an der Vergaangenheet schonn ëmmer gesot huet: Bei esou Projeten, do soll ee wierklech op d'Mixitéit oppassen. A wéi gesot, wat den Taux vun der Mixitéit ugeet, wat d'Locatioun an awer och d'Vente ugeet, do kéint een definitiv nach e bëssen dru schaffen. Ech weess, datt eng sëllege Mietwunnenge gesicht ginn.

D'CSV hat 2019 eng Proposition de loi agereecht, wou et ëm de Mietkaf gaangen ass. Ech weess net, ob mer

nach an dëser Sessioun iwwert dës Proposition de loi hei an der Chamber kënnen diskutéieren an debatéieren. Déi Proposition, déi läit um Dësch, wou d'CSV dann effektiv dee Projet vun enger Location avec option d'achat virgeluecht huet, dee sécherlech och eng flott Integratioun heira kéint schafen.

Awer ech ee kleng Bemoll zu dësem Projet. Ben, ech mengen, natierlech gëtt et an Zukunft een nohaltege Projet, et gëtt eng ekologesch Cité, déi wäert ëmgesat ginn. Et ass och wichteg, datt d'Sir op dëser Plaz renaturéiert gëtt. Ben, ech mengen, d'lescht Joer déi Iwwerschwemmungen, och d'Cité Syrdall huet dat materielle. Duerfir ass et wichteg, datt eng adequat Adaptatioun, Renaturéierung vun der Sir gemaach gëtt. Ee gewëssene Bemoll ass awer elo ze detektéieren mat deenen Aarbechten, déi schonn ugefaangen hunn: datt am Kader vun dësen Aarbechte vun der Renaturéierung vun der Sir do awer elo eng Rei vu Biotopen, déi zanter Joerzéngten, Joerhonnerten entstanen sinn, zerstiéiert gi sinn.

Momentan gesäit ee leider och doudeg Fësch an der Sir, et gesäit ee Beem, déi ëmgefäll sinn, soudatt awer ee relativ groussen Agrëff an den Ökosystem vun der Sir ënnerholl ginn ass, wat bedauerlech ass. Och hei huet sech ee Piechter zu Wuert gemellt an deene leschte Wochen, Méint – warscheinlech scho Joren – mat de Suergen ëm d'Fëscherei an der Sir. An ech mengen, do sollt awer och d'Regierung kucken, fir deem Ëmstand da Rechnung ze droen.

Een anere Punkt ass dee vum ëffentlechen Transport, deen ass ugeschwat ginn. Natierlech ass d'Gare zu Wecker an déi huet eng gutt Ubannung a Richtung Stad an awer och a Richtung Waasserbëlleg. Wichteg wär awer och, an dat ass eng Demande, déi d'CSV-Fraktioun iwwert déi lescht Méint a Joren ëmmer gestallt huet, datt d'Ubannung un den ëffentlechen Transport awer och fir d'Nopeschgemengen an -dierfer hei muss assuréiert sinn, fir dann op d'Gare zu Wecker ze kommen.

De Minister Bausch huet dat virun e puer Deeg zu Gréiwemaacher bei der Presentatioun vum Nationale Mobilitéitsplang 2035 och gesot, soudatt mer effektiv dann awer och als CSV-Fraktioun an de kommende Joren hoffen, datt eeben d'Uertschafte ronderëm besser un den ëffentlechen Transport wäerten uegbonne sinn.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschten a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lies. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här Präsident. Aus der „Cité Syrdall“ gëtt de Projet „An der Schmëtt“. Ech war déi lescht Joren zweemol mam Biwer Buergermeeschter, mam Marc Lentz, op der Plaz. Ech mengen, déi, déi de Projet a sengem jëtzege Zoustand – bon, et ass zwar elo vill ofgerappt ginn – kann hunn, déi konnten nëmme feststellen, dass dat do wierklech säit Joerzéngten dem Verfall iwwerlooss ginn ass. An ech muss soen, déi restlech Leit, déi do gewunnt hunn, déi hunn een net grad ganz frëndlech empfaangen, wann een dohinnerkomm ass! Ech wëll dat elo emol hei esou soen.

An ech hunn et d'leschte Kéier gesot, wéi mer am Dezember schonn de Projet hei eng Kéier virgestallt kruten, dass mer wierklech hei am Oste mat deem Projet, dee mer elo maachen, definitiv elo e Schandfleck – a mäi Virriedner huet et gesot: „e Schandfleck“ – hei am Land besäitegen an doraus en, mengen ech, awer ganz interessanten, e ganz flotte Projet maachen. An ech

wëll soen, dass effektiv déi Aarbechten, fir dat do ze iwwerhuelen, zäitweilig ..., dat huet jo bal 30 Joer gedauert, an endlech si mer elo wierklech, mengen ech, awer op der gewonnener Säit.

Mir kréien hei e flotte Projet, e Projet, dee gutt vernetzt ass. Et ass virdu gesot ginn: D'Gare zu Wecker ass net wäit, d'Autobunn ass och net wäit. Et ass och eppes virgesinn effektiv fir d'Mobilité douce an der Gemeng Biwer. Dat do läit jo quasi tëschent der Gemeng Biwer an der Gemeng Manternach. Et ass e moderne Projet, en nohaltege Projet, wat ech immens begrëissen.

A wat mer wierklech am beschte gefält, dat ass awer, dass och e groussen Deel vun de Wunnengen hei an d'Locatioun geet. Mir wësse jo, dass d'Locatioun vun deene Wunnengen, déi a staatlecher Hand sinn, dass dat am Moment nach e grouse Problem ass, dass mer der do net genuch hunn, dass dat eppes ass, wou mer mussen weider dru schaffen, dass mer méi Mietwunnengen kënnen op de Marché bréngen, déi an der ëffentlecher Hand awer bleiwen. An ech mengen, dass mer heimat en éischte Schrëtt maachen.

Déi Leit, déi s de uschwätzt, déi e bësse kënneg sinn an der Géigend vun der Cité Syrdall, déi kënnen just nach de Kapp rëselen, well se och net verstinn, dass d'Politik esou laang gebraucht huet, fir effektiv elo do aktiv ze ginn an eppes Flottes ze maachen. Menger Meenung no gëtt dat heiten eng Opwärtung vum Site. Et gëtt eng Opwärtung och vun der Gemeng Biwer an et gëtt doudsécher eng Opwärtung fir déi ganz Regioun.

Dofir kann ech och elo hei scho soen, dass d'DP-Fraktioun dee Projet hei wäert stëmmen. Net awer ouni der Rapportrice Merci ze soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

An ech wëll soen, dass hei eng Rei Ministeren dru geschafft hunn. De Minister Marc Hansen – et ass Zoufall, dass en elo hei ass – ass am Fong deen, deen dee Projet do wierklech lassgekapt huet, fir dass et soll wierklech virugeen. D'Madamm Tanson huet dru geschafft. An Dir, Här Kox, ech soen Iech do e ganz, ganz grouse Merci, dass Dir wierklech elo an der Lag sidd, hei dee Projet a bon port ze bréngen an ze finaliséieren.

Et gëtt net nëmme grouss Projeten am Wunnengsbau – et gëtt déi Projeten, déi Der kennt: de Projet zu Diddeleng, de Projet zu Wolz –, et gëtt och eng ganz Rei kleng Projeten an anere Gemengen. An och déi sinn extreem, extreem wichteg an extreem, extreem interessant.

Ech hat elo d'Freed, den Här Minister Henri Kox ganz kierzlech zweemol an engem ganz kuerzen Ofstand an der Gemeng Jonglënster op Besuch ze hunn, eng Kéier zu Gonnereng, wou de Fonds du logement 28 Haiser baut, an eng Kéier zu Jonglënster, wou d'Gemeng – ech mengen, dat ass interessant – op hiren Terrain sur fonds propres Haiser baut, déi se an de Verkaf gëtt.

Wichteg ass heibäi ze soen, dass déi Terrainen natierlech op Emphyteos de Leit zur Verfügung gestallt ginn. An et dierf een natierlech net scho Proprietär vun enger Wunneng sinn, fir hei kënnen an de Genoss ze komme vun engem Haus respektiv engem Appartement. A wann een dat wëllt verkafen, da fält dat automatesch un d'Gemeng zréck, soudass déi Spekulation, déi awer um Marché dobaussen ass, kann ënnerbonne ginn.

Den Här Minister Henri Kox weess, dass a menger Gemeng nach e Projet an der leschter Ligne droite ass, wou ech hoffen, dass mer och ganz, ganz geschwë kënnen zesummekommen. Dat ass de Projet vum ale

klouschter zu Eesebuer. Do entsti 14 Wunnengen, alle 14 am Locatiff, wëll ech soen. Do gëtt de Patrimoine net nëmme erhalen, de Patrimoine gëtt restauréiert! A mir bidde wierklech Leit mat kleng Portmonnien d'Méiglechkeet, fir iwwert de Fonds du logement hei un eng Wunneng ze kommen.

An ech mengen, Här Minister, wann Der deen Dag an d'Gemeng Jonglënster kommt, da suergen ech derfir, dass mer en extrae Platto Schnittercher hunn. Well Dir wësst, dat do ass e Projet, deen ech säit iwwer 20 Joer begleeden a menger Funktioun och am Schäfte-rot. An ech si frou, mir ware jo och mat der Madamm Tanson op der Plaz, ech si frou, dass mer elo effektiv do geschwënn à bon port kommen.

Ceci étant dit, eng Punktlandung. Mir stëmmen dëse Projet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Merci och der Rapportrice fir hire Rapport. Dozou ass weider näischt ze soen. Selbstverständlech verdéngt dee Rapport do d'Ënnerstëtzung vun der LSAP-Fraktioun, esou wéi all Projeten, déi neien abordabelen, bezuelbare Wunnraum schafen. Mir wënschen eis där méi, vill méi där Projeten an Zukunft!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ganz vill!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An ech soen Iech Merci dofir a mir stëmmen dat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An dann ass et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech mengen, den Här Cruchten huet et fäerdegbruecht, a weinege Sätz alles ze soen, wat wichteg ass, nodeem d'Madamm Ahmedova eis eng wonnerbar Presentatioun vum Projet gemaach huet. Dofir hir villmools merci! Mir begrëissen dat selbstverständlech och, aus all deene Grënn, déi genannt goufen.

Mee mir sollen awer och zwee Begrëffer net vergiesse, déi och haut gesot goufen an déi, mengen ech, awer e Licht op eist Land werfen, wat mer eigentlech net wëllen. Deen éischte Begrëff ass: „30 Joer“. 30 Joer huet dat gedauert! An ech mengen, dat soll eis awer och all interpelléieren, datt mer eis mussen iwwerleeën: Wéi aktiv gi mer, wa mer e Mëssstand gesinn? Wéi sinn eis Prozeduren? Wéi laang brauche mer?

An deen zweete Begrëff ass dee vum „Schandfleck“ a vun enger Revalorisatioun vun der Gemeng, déi elo geschitt. Ech mengen, déi zwee hänken zesummen. Mee et soll eis awer wierklech alleguer inspiréieren, wa mer iergendwou gesinn an eise Gemengen, an eise Géigenden, wou mer wunnen, datt mer esou en Zoustand hu vun engem Quartier, dee verkënt, a vu Besoinen, déi existéieren, datt mer net 30 Joer waarden, mee datt mer direkt aktiv ginn.

An deem Sënn, fir eebe méi Wunnraum ze kréien, wéi et richtig ënnerstrach ginn ass, an deem Sënn ënnerstëtze mir dat hei natierlech och ganz gär. Villmools merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Wéi ëmmer, wann de Staat selwer Wunneng baut op Terrainen, déi dem Staat och selwer

gehéieren, ënnerstëtze mir dat. A mir stëmmen dat Gesetz hei natierlech och deementspreechend mat.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | De Rhythmus, mat deem ëffentlech Bauprojekte fir abordabel Wunnengen op de Wee bruecht ginn, an d'Dauer, déi fir de Bau vu Wunnenge virgesinn ass, ginn awer net duer, fir géint d'Penurie vun abordablem Wunraum virzegoen. Dat ass rezent ëmmer erëm méi wéi evident ginn, wéi déi zwee ëffentlech Promoteuren, de Fonds du logement an och d'SNHBM, hir Bilane virgestallt hunn.

D'Zuele vun de Leit op de Waardelëschte sinn esou laang, dass déi aktuell am Bau an an der Planung befandlech Projeten emol net duerginn, fir all dës Leit ze logéieren! Besonnesch wann ee bedenkt, dass éischters ëmmer méi Leit sech mellen, fir eng abordabel Wunneng ze kréien, eppes wat mat der Werbecampagne vum Logementsministère, déi de Leit elo e Paradigmewissel an eng Offensiv am Wunnengsbau virgault, sécher nach méi akut wäert ginn. An zweetens, an Zukunft wäert d'Hallschent vun der Bevëlkerung d'Méiglechkeet kréien, sech – zumindest emol – fir eng abordabel Locatiounswunneng kënnen ze mellen, well d'Akomeskrittären no uewen ugepasst ginn.

Dat ass e logesche Schrëtt, well d'Präisser um Privatmarché just nach fir déi zwee iewescht Quintillen an der Akomesverdeelung wierklech accessibel bliwen. D'Grënn dovun kenne mer: den Derapage vun de Präisser iwwert déi lescht Joerzénngten an d'Lénk, déi fir Kleng- a Mëttelverdénge stagnéieren oder och ze lues klammen. De Medianloun zu Lëtzebuerg geet a ville Fäll net méi duer, fir eng anstänneg Wunneng kënnen ze lounen, vum Kaf guer net ze schwätzen!

Fir där Urgence Rechnung ze droen an och Drock vun den ëffentleche Promoteuren ze huelen, déi an eisen Aen déi Logementskris do net mam Bau vun neie Wunnenge kënnen behiewen, missten och Mesuren ergraff ginn, déi de private Wunnengsmarché betreffen. Ugefaangen, éischters, bei der Mobiliséierung, dat hu mer hei scho ganz oft gesot, vun den eidele Wunnengen, déi oft muttwëlleg eidel stoe gelooss ginn aus Grënn vu Spekulation, an och, zweetens, der Notzung vu Bauterrainen, déi sech eegnen, fir modular Strukturen, déi séier op- an ofbaubar sinn a ganz gutt Wunnkonditiounen awer och bidden, opze-richten.

Natierlech muss dofir och legiferéiert ginn. Mee mir denken, dass dat séier ka geschéien, méi séier op jidde Fall wéi d'Baudauer vun Dausenden neie Wunnengen.

Eng aner Mesure imposéiert sech doriwwer eraus: D'Loyere mussen erofgoen, fir esou och Drock vun de Locatairen ze huelen, déi eigentlech um Privatmarché loune kéint, wann d'Loyeren net zum Deel onverschimmt héich wieren. Hei waarde mer och elo schonn iwwer ee Joer op Beweegung aus dem Logementsministère. Dat Gesetz, fir d'Loyeren ze reforméieren, muss an eisen Aen iewescht Prioritéit hunn. A mir erwaarden eis och, dass bei dësem Projet méi wéi just Kosmeetik erauskënnt an et zu strukturellen Ännerunge bei de maximal zoulässege Loyere kënnt.

Méi spezifesch zum virleiende Projet wéilt ech d'Fro vum Verhältnis tëschent Locatiounswunnengen a Wunnenge fir de Kaf opwerfen. Mir stelle fest, dass bei engem urbane Projet wéi „NeiSchmelz“ zu Diddeleng däitlech manner Locatiounswunnengen ageplangt si wéi elo zum Beispill hei bei deem heite Projet am ländleche Raum. Mir ginn dovunner aus, dass finanziell Iwwerleeungen do derhannertstiechen. Vu dass op enger Friche, wou rezent nach Industrie

drop stattfonnt huet, wéi zu Diddeleng, d'Amenagementskäschten, d'Depollitioun an och generell de Budget, deen an d'Terraine matafléisst, méi héich sinn, ginn d'Käschte pro gebaute Wunneng natierlech erop. Fir dëst ofzefiedere, gi méi Wunnenge fir de Kaf gebaut, fir déi eng manner grouss staatlech Beedelegung am Gesetz virgesinn ass.

Zu Biber ass den Terrain wuel och duerch d'Geschicht vum Site an de Modus, wéi de Fonds du logement un dës Terraine konnt kommen, méi bëlleg, soudass méi Locatiounswunnenge gebaut ginn.

Dëst ass awer e Problem, well et dat confirméiert, wat mir ëmmer erëm soen: Déi Leit mat klengem Revenu ginn a ländleche Regione gedréckt, während Leit, déi sech e Kaf kënnen leeschten an déi Optioun eeben och hunn, sech kënnen an urbane Gebidder usidelen. Dat ass eng Tendenz, déi um private Marché massiv present ass an déi souguer elo och d'Grenzregionen scho matabezitt an déi de Staat och elo replizéiert.

Am Gesetzesprojekt gëtt d'Mobilitéit dowéinst och ugefuert. An et gëtt gesot, dass eng Gare direkt derbäi ass, wat jo kloer gutt ass. Mee d'Konnexioun un aner Dierfer, Stied am Oste gestalt sech awer schwierig, wéi et och am Gesetzestext steet. Domat riskéiere mer e Phenomeen ze verstärken, wat d'Fransousen als „la mobilité subie“ bezeichnen, also vu Leit, déi deemno wéi gezwonge sinn, sech mam Auto oder iwwer onméiglech laangwierig Weeër mam Bus ze deplacéieren, well se ongëschteg wunnen. Leit, déi dovunner concernéiert sinn, hunn am Reegelfall wéineg Budget a kënnen sech de Wunnuert net eraussichen a maachen dacks och keng Aarbecht, déi aus dem Teletravail eraus gemaach ka ginn.

Sozial Wunnenge mussen dowéinst an eisen Aen absolutt prioritär an de Stied an an de Ballungsraum mat gudder Ubannung un Transport, Schoulen, Crèchen, Geschäfte an ëffentlech Servicer gebaut ginn. Iwwert dee Wee kann een d'sozial Fro vun Wunnen an d'sozial Fro vun der Mobilitéit an dem Zougang zu Servicer an Aarbecht mateneen ugoen a wuessend Inegalitéiten an Exklusiounen un der Wuerzel upaken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolasschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci der Madamm Ahmedova fir dee gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir Piraten stëmmen natierlech zou, well hei Leit mat klenge Revenuen eng Wunneng kënnen fannen. Soumat ass dat ee gudden Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Jo, merci all de Virriedner. A fir d'éischt emol merci fir déi grouss Zoustëmmung. Ech mengen, dat ass ganz wichteg fir dee Projet hei, dass, jo, no enger laanger Zäit d'Cité Syrdall haut an deem neie Projet „Schmëtt“ dann nei Wunnengen, eng nei Destinatioun kritt. Eng gutt Destinatioun, dat ass ganz wichteg, an dass et eng ganz breet Zoustëmmung gëtt.

Zum Projet selwer wollt ech näischt méi soen, well d'Rapportrice wierklech ausféierlech war, d'Madamm Ahmedova, souwuel wat de schrëftleche wéi awer och de mëndleche Rapport haut de Mëtteg ubelaangt.

Et goufen awer eng ganz Rei Froen oder Remarque gemaach. Och do wollt ech net allze vill drop agoen. Ech

wéll awer op d'Längt nach eng Kéier agoen. An et ass den Zoufall, deen et hei ergëtt, dass den Deblockage eréischt vun der viregter Regierung gemaach ginn ass, ënnert dem Lead vum Här Hansen, fir ze soen, dass esou Projeten, wou de Staat oft muss asprangen ... Et ass net nëmmen hei, mee ech denken un Diddeleng, ech denken u Wolz an aner Friche, dass leider de Staat da muss agräifen, well virdrun eng Privatwirtschaft awer net richteg „en bon père de famille“ oder „mère de famille“ do d'Gestioun gemaach huet. Dat ass emol deblockéiert ginn.

Ech sinn och frou, dass dee Rhythmus – an dee virdrun monéiert ginn ass –, dass deen do ass, dee Rhythmus. Dir hutt elo net manner wéi 1,1 Milliarden Euro innerhalb vun, ech mengen, et sinn elo 14 Méint fir fënnf grouss Projet-d'enverguren hei gestëmmt. Dat ass net näischt! Da muss een och dee Bilan kucken, dee mer opzeweisen hunn. A mir hunn d'Geleeënheet, ech mengen, an zwou Wochen oder dräi Wochen – dat muss d'Conférence des Présidents nach bestëmmen –, da kënnen mer iwwert de Fonds spécial diskutéieren. Do hu mer Geleeënheet genuch, op all déi Froen, déi haut gestallt goufen, nach eng Kéier anzegoen.

Ech wéll och nach eng Kéier drop hiweisen: „Kleinvieh macht auch Mist.“ All déi kleng Projeten an deene sëllege Gemengen – an et sinn der genuch heibannen, déi ganz aktiv ënnerwee sinn –, déi sinn ze ënnerstëtzen, ginn och vum Ministère ënnerstëtzt. Zesumme mat deene grouse Projeten hu mer wierklech d'Reliance gestart. Eleng déi fënnf grouse Projekte sinn iwwer 6.000 Wunnengen. A 6.000 Wunnenge gedeelt duerch 10 Joer gi pro Joer 600 Wunnengen. Dat huet gefeelt an der Vergaangenheet an dofir si mer awer och lancéiert.

Wat d'Mixitéit ubelaangt – et gëtt vill monéiert iwwert d'Mixitéit –, do ass jo de Projet de loi iwwert de Logement abordable. Och do kréie mer d'Geleeënheet – an der Chamberskommissioun hu mer et scho gehat –, fir eng gesond Mixitéit a grouse Projeten ze maachen.

Dat wéllt awer soen, dass mer bei klenge Projeten natierlech d'Prioritéit op déi mussen leeën, déi am bedürftegste sinn an déi op där Waardelëscht do sinn. Och dat ass virdrun erwänt ginn. Dofir muss mer dat parallel kucken. Mir mussen kucken, wou déi Sitte sinn a mir mussen eng gesond Mixitéit esou maachen, dass d'Integratioun, déi sozial Mixitéit, déi sozial Integratioun an dem Duerf, an der Stad kann novollzéibar ginn.

Renaturéierung, vläicht e lescht Wuert: Jo, dat ass wichteg. Et ass e Projet vun der Gemeng, zesumme mat der Ëmwelt. Den Ëmweltministère, mengen ech, wäert och nach eng Kéier agoen op déi Reklamatiounen, déi do komm sinn. Et ass awer wichteg am ganzen Zesammenhang, well d'Renaturéierung vun der Sir ass och e wichtige Bestanddeel, well herno gëtt den ekologeschen Zoustand vill besser wéi en haut ass. Ech mengen, dorop wäerten d'Spezialisten nach eng Kéier zrëckkommen.

Alles an allem soen ech en décke Merci fir déi grouss Zoustëmmung an hoffen, dass mer dann nach weider esou Projeten hei kënnen stëmmen. Also: schéinen Nomënten nach!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här Logementsminister Henri Kox.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7970. Den Text steet am Document parlementaire 7970³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7970 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7970 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Georges Mischo), Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7896 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2020)

Mir hunn haut eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsman iwwert d'Joer 2020. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Als Éischt héiere mer d'Madamm Nathalie Oberweis als Rapportrice vum der Petitiounskommissioun, déi dës Orientéierungsdebatt ugefrot huet. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Pétitions

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer eng Eier, dës Rapport vum der Ombudsman virzestellen. Et ass e Rapport, dee vun enger eminenter Wichtegkeet ass, well e vill iwwer eis Gesellschaft ausseet, eis institutionnell Relatiounen an och d'Relatiounen tëscht den Awunner an den Awunnerinnen an de jeeeweilegen Institutiounen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dës Rapport kritt sécherlech net ëmmer genuch Opmierksamkeet, obwuel e ganz vill iwwer eis Gesellschaft an eist Zesummeliewen an eis Relatiounen, wéi gesot, mat den Institutiounen ausseet.

E Rapport, deem d'Luucht op eng Rei strukturell Dysfonctionnement geheet. Do, wou d'Administratiounen am Service vum der Bierger a Biergerinnen an den

Awunner an Awunnerinne solle sinn, ass dat dacks de Fall, mee net ëmmer. Den Ombudsman ass eng wichteg Institutioun, un déi d'Bierger sech kënne wenden, wa si sech vun enger Administratioun net gehéiert fillen.

An et si virun allem, Zitat: „Mënschen um Rand vun der Gesellschaft méi betraff wéi déi aner“, sou hat d'Mediatrice et während hirer Presentatioun vum Rapport an der Chamber gesot.

De Rapport seet och ganz vill iwwer eis gesellschaftlech Dysfonctionnement an Desequiliberen aus. Déi Ausso vun der Ombudsman vu virdu confirméiert eis, dass mer e Problem hu mat struktureller Exklusioun zu Lëtzebuerg.

Da kënt derbäi, dass de Rapport jo zum Joer 2020 ass, wou bedéngt duerch d'Pandemie d'Accessibilitéit vu verschiddene Services ageschränkt war. D'Digitalisatioun, déi duerch d'Pandemie jo nach eng Kéier méi gepusht gouf, huet verschiddene Leit d'Liewen net méi einfach gemaach, mee am Contraire: D'Ongläichheete beim Accès vun de Benotzer a Benotzerinne wieren duerch d'Digitalisatioun nach méi gewuess. Virun allem awer fir vulnerabel Benotzer wier den Accès zu éffentleche Services net méi garantéiert gewiescht, bedauert d'Ombudsfra.

Ech mengen, dat ass eng ganz wichteg Konklusioun, déi mer aus dësem Rapport musse mathuelen, virun allem an Hisiicht op d'Debatt vun der Digitalisatioun, déi ëmmer méi op eis duerkënt.

Ech wëll kuerz op e puer Kapiteln an dësem Rapport agoen, déi besonnesch vulnerabel Leit – an em déi geet et jo och virun allem – betreffen.

Ee Kapitel ass d'Protection internationale. D'Ombudsfra, d'Ombudsman bedauert ganz laang Delaien, fir eng Decisioun gewuer ze ginn, opsäite vun den Demandeurs de protection internationale. An där Zäit, wéi Der wësst, hunn déi concernéiert Leit keng Informatiounen a befanne sech an enger extreem onsécherer Lag, wat hir Zukunft ugeet. Si kënnen hiert Liewen net opbauen, si kënne sech schwéier integréieren a sech och net an d'Zukunft projezéieren. Dozou gouf gesot, dass d'Pandemie eng Ursach wier, mee si ass sécherlech net ëmmer d'Ursach derfir gewiescht, well et virdrun och schonn zum Deel de Fall war.

En anere Fall ass dee vun engem Demandeur de protection aus dem Sudan, wou de legalen Delai vun dem Exame vum Fall sechs Méint iwwerschratt hat – also vum Ministère aus. Net nëmme gouf d'Persoun net informéiert iwwert d'Grënn vum Dapassement vun deem legalen Delai, wéi et am Gesetz steet, mee och gouf hire Fall, an och aner Fäll, suspendéiert no dem Delai wéinst der politescher Situatioun an deem Land, am Sudan. An der Kommissioun gouf dozou gesot, dass de Fall immens komplex wier an dass keng Entscheedung konnt geholl gi wéinst der onstabiller Lag am Sudan.

D'Ombudsman stellt sech awer Froen, ob dat hei net e Prezedenzfall geschafen huet. An deem heite Fall huet eng Persoun, déi warscheinlech Recht op Schutz hat, Jore verluer an eeben und Recht op Schutz verluer a Joren, an deene si hätt kënnen hiert Liewe maachen an dat net konnt maachen.

D'Ombudsman regrettéiert des Weideren ënnerschiddlech Traitement vum ganz änleche Fäll: ee Fall zum Beispill, wou d'Fra keng Protektioun krut an de Mann wuel, en anere Fall, wou bei zwee Bridder identesch Situatiounen waren, deen een d'Protektioun krut an deen aneren net. De Ministère sot dozou, dat wier, well d'Situatioun um Terrain sech geännert hätt. „Et bleift awer, dass d'Fakten déi selwecht sinn“, sou d'Ombudsman. D'Ombudsman kann dës fir si

onverständlech ënnerschiddlech Traitement dann och net novollzéien.

D'Kommissioun ass op dës Fäll agaangen an et gouf gesot, dass d'Fra net kéint de Statut kréien an dass den Tribunal administratif dës Refus confirméiert hätt. Wat déi zwee Bridder ugeet, wieren d'Dossiere separat analyséiert ginn.

De Regroupement familial dann ass e wichtige Aspekt am Asylrecht fir de Geschützten, well et dem BPT, also dem Bénéficiaire de protection internationale, erlaabt, en Deel vu sengem Liewen zréckzekeréien. No dacks jorelaangem Waarde kann hien oder hatt endlech en Deel vu senger Léifste bei sech komme loossen. D'Ombudsman bedauert dann och hei eng administrativ Rigiditéit, virun allem wat den Delai ugeet. Entre-temps ass den Delai jo vun dräi op sechs Méint eropgesat ginn, well et a ville Fäll quasi onméiglech war, d'Dokumenten erbäizekréien, fir esou eng Demande de regroupement familial ze maachen.

Ech géif gären op e puer Fäll agoen. Am Rapport konnt ee liese vu Refusen, wou u sech Fraen zum Zäitpunkt vum Bestietnis nach Mineureë waren, also manner wéi 18 Joer haten, dorënner ee Fall zum Beispill, wou eng Fra 17 Joer an 10 Méint hat, wéi se bestuet gouf. D'Ombudsman freet do, dass den „ordre public international“, deen als Argument fir de Refus gëllt, „de manière atténuée“ soll gëllen, well et jo net drëms geet, de Mariage ze feieren, mee e just unzeerkennen, a well et och net drëms geet, eng Fra, déi mineur ass, kommen ze loossen, mee eng Fra, déi entre-temps majeur ass.

Des Weideren erënnert d'Ombudsman drun, dass deemools, virun elo 14 Joer, och zu Lëtzebuerg d'Bestietnis ab 16 Joer erlaabt war. D'Ombudsman mécht also e Plädoyer derfir, den „ordre public international“ esou auszeleeën: Et sollt een den Ënnerschied maachen dertëscht, e Mariage unzeerkennen, dee längst beschloss ass a wou d'Fra entre-temps majeur ass, an op där anerer Säit eeben, e Mariage ze feieren, wou d'Persoun mineur deen Ament ass. Do sollt een den Ënnerschied maachen.

An der Kommissioun gouf dann zu deem Fall gesot, et géif ee sech drun halen, wat de Parquet seet, an dës kéint de Mariage eeben net unerkennen. Den MAE, also den Ausseministère, huet des Weidere säin Onverständnis dozou ausgedréckt. D'Ombudsman werft des Weideren d'Fro op, ob den Avis vum Parquet contraignant ass, deen de Ministère freet, wann et em e Regroupement familial mat enger Fra geet, déi zum Zäitpunkt vum Bestietnis mineur war.

Elo ass et esou, dass de Parquet entre-temps Avisen erausgëtt, déi Fäll positiv aviséieren, wann d'Fra eebe 16 Joer war zum Zäitpunkt vum Bestietnis, wat definitiv eng positiv Entwécklung ass. Déi aner Fäll géifen awer negativ aviséiert ginn, mee d'Fra kéint e Visa D ufroen aus perséinleche Grënn.

Dann zum Kapitel Logement, wat jo och e grousst Thema ass zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg hat laang an huet och haut nach e bësselchen esou en Image vun engem Schlaraffeland. Dat gëllt sécher och nach haut e bësselchen, mee ëmmer manner, an ëmmer méi dréngt dat Bild no bausse vun Ongläichheeten, déi wuessen, vu Prekaritéit an Aarmut, a virun allem och Aarmut vun de schaffende Leit, wéi mer wëssen.

Bei de wuessende Wunnungspräisser a -käschten an elo och den Energiepräisser kommen ëmmer méi Leit an d'Labrenten, hu Schwieregkeeten, déi lafend Käschte gedeckt ze kréien, geschweige dann, wann iergenden ausseruerdentleche Käschtepunkt op si duerkënt.

D'Wunnengsnout dann ass eng Problematik, bei där d'Ombudsman un d'Limite stéisst. Dat kann een aus dem Rapport esou erauslesen. Si gëtt reegelméisseg vu Leit kontaktéiert, déi Schwierigkeiten hunn, sech ze logéieren. Esou zum Beispill de Fall vun enger Famill, déi an enger insalubrer Wunneng sëtzst a säit knapp zéng Joer – an elo si mer beim Thema vu vir drun – op de Waardelëschten ass fir eng Sozialwunneng. Zéng Joer! A wa si aus hirer Wunneng eraus mussen, dann ass emol keng Urgencewunneng do, well déi respektiv Gemeng net genuch där Urgencewunnengen huet. An do si mer erëm beim Problem, dass mer einfach och net genuch Urgencewunnengen an eise Gemengen hunn.

En anere Fall ass dee vun enger Famill mat véier Kanner, déi och an enger prekärer Lag sinn, wou de Papp Travailleur handicapé ass an de Bouf krank ass. Och si fanne keng Wunneng um private Marché. An och hei muss d'Ombudsman feststellen, dass et näischt fir esou Famillje gëtt. Si schlussfolgert, Zitat: „Dans notre société aucune place ne semble être prévue dans ce cas de figure“. De Rapport féiert engem dann och effektiv e gewëssene Vide virun Aen.

Virun allem Famillje mat vill Kanner hu Schwierigkeiten, eng Wunneng ze fannen, mee och monoparental Familljen, wou just ee Salaire do ass. De private Wunnengsmarché huet wéineg Offere fir si. Dës Situatioun wier onofhängeg vum gudde Wëlle vun dese Mënschen, sou schreift d'Ombudsman weider.

„Kee wëll ee mam REVIS“, Zitat, esou d'Ombudsman. Mënschen also, déi schonn an enger ekonomesch-sozial schwieriger Lag sinn, hunn dobäi dacks nach eng Suerg méi, an zwar déi vum Logement. De Privatmarché huet also keng Äntwert op d'Besoinne vu sozial-ökonomesch schwache Leit. Och dat ass eppes, wat een aus diesem Rapport kann erauslesen, mee wéi gesot, wou d'Ombudsman eigentlech net wierklech vill Handhab huet.

Ech géif dann op d'Kapitel vun de Gemengen ze schwätze kommen. D'Gemenge sinn déi – an dat, mengen ech, ass ganz kloer –, déi am nooste bei de Bierger an den Awunner sinn. Grad do kënnen si a solle si, soll hir Administratioun no bei de Bierger sinn an am Interessi vum Bierger a vum Awunner handelen.

D'Ombudsman schreift dann och bewosst vun enger Gemeng, déi en „exemple de bonne pratique“ gesot huet: E permanente Kontakt tëscht den Instanzen an eng proaktiv Demarche vun der Gemeng haten dozou gefouert, dass de Fall zugonschte vun der concernéierter Persoun geléist gouf. Dat ass wierklech esou en Exemple de bonne pratique, dee si bewosst drageschriwwen huet. Et ass schéin, dat ze liesen, an ech felicitéiere ganz gären deser Gemeng!

Dat gëtt et och esou Fäll, wou d'Gesetz falsch gelies gëtt oder falsch interpretéiert gëtt. An enger Gemeng – si huet se bewosst net genannt – war d'Gesetz vun 2019 esou gelies ginn, dass d'Administratioun dovunner ausging, et bräicht ee mindestens 9 m² pro Zëmmer an engem Haus oder an enger Wunneng pro Kand, pro Persoun. Déi Mindestnorm besteet awer nëmme fir Zëmmeren, déi un Eenzelpersounen verlount ginn an net fir Familljen. Soss kéint jo quasi keng grouss Famill sech eng Wunneng méi leeschten – wat jo souwisou schonn de Fall ass, wéi mer virdru gesinn hunn.

Och dee Fall gouf geléist, nodeems d'Ombudsman intervenéiert ass. Den Echange war konstruktiv an d'Gemeng huet hir Entscheedung ugepasst. Och dat ass also e ganz positive Fall, deen ee ka soulevéieren, an e weist och nees eng Kéier d'Wichtigkeet vun der Ombudsman als Instanz.

Leider awer ass dat net ëmmer de Fall: An enger anerer Gemeng ware vill Awunner betraff vum Refus vun

der Administratioun, si an de Registre principal anzedroen, well si an enger Colocatioun gewunnt hunn. Dës Mënschen haten duerch déi Decisioun méinte-laang zum Deel keng Rechter. De Mediateur schreift dozou, dass d'Administratioun sech op Texter bezunn huet, déi nach net en vigueur waren. Net nëmme wieren d'Decisionne vun der Administratioun net legal gewiescht, derbäi kéim, dass d'Administratioun immens gezéckt hätt, der Mediatrice ze äntweren: Eréischt nom drëtte Bréif koum eng Äntwert. D'Mediatrice hat och keng Äntwert op hir juristesche Analys kritt vun der Gemeng.

An der Kommissioun gouf dozou gesot, dass et zwar keng Obligation de réponse vun de Gemenge gëtt, mee d'Gemenge sollten dach der Ombudsman an engem Délai raisonnable äntweren. D'Propos koum dunn och vum Syvicol, eng Circulaire un d'Gemengen erauszeginn, déi der Ombudsman dann zumindest eng ... also dass d'Gemengen der Ombudsman zumindest eng Lettre circonstanciée sollte schécken, wann dës u si schreift. Déi Propos ass dunn och zréck behale ginn an der Kommissioun.

Et kann ee sech dann och froen, wat d'Konsequenze si vun esou Entscheedungen, déi u sech un der Limit vum der Legalitéit sinn, mee déi awer en immens grouss mënshlechen Impakt hunn.

Da kuerz zu dem Kapitel iwwer Gesondheet an och Sécurité sociale. D'Gesondheet ass sécherlech en anere Beräich, wou d'Ofhängegkeet vun enger Administratioun besonnesch fir immens vulnerabel Leit, also och krank Leit, kann zum Albdram ginn. Dat ass wierklech och esou e roud Fuedem duerch de Rapport, déi Ofhängegkeet am Endeffekt och vun deenen Administratiounen.

Am Ombudsman-Rapport gëtt d'Beispill vun enger Fra genannt, déi huet missen d'urgence an d'Belsch goen, fir do operéiert ze ginn. Et ass awer, wéi Der wësst, den Dokter, deen de Formulaire S2 ufreet, an natierlech kann et virkommen, wéi bei jiddwergem, dass den Dokter och eng Kéier e Feeler mécht. An deem heite Fall hat hiren Dokter d'Demande falsch ausgefëllt an eng Demande pour consultation an net eng Demande pour traitement ugefrot. Dofir gouf hir dunn och de Remboursement refuséiert.

Dat ass eigentlech e gutt Beispill. Do konnt d'Ombudsman net vill maachen, well dat einfach esou war. An dat ass e gutt Beispill vun där Ofhängegkeet, déi besteet vum Patient, vum Notzer, par rapport zu enger Administratioun oder zu enger Institutioun, wou een am Endeffekt dann och net vill ka maachen, wann een esou ofhängeg ass. An do huet de Patient dann och ganz wéineg Handhab an och wéineg Kontroll, wat eigentlech zimmlech dramatesch da ka sinn.

An der Kommissioun krute mer gesot, dass vun deene 5.563 Demandé fir en S2 am Joer 2020 der 842 refuséiert goufen. De Ministère huet des Weideren ënnerstrach, dass de Formulaire fir den Dokter soll vereinfacht ginn an den Assuré soll Accès op säin Dossier kréien, wat definitiv jo och Verbesserung sinn. Och gouf gesot, dass d'CNS dem Assuré de Formulaire sollt zréckschécken, wann e Feeler dra wier.

Do wou d'Ombudsman sech wënscht, dass et méi Flexibilitéit an der Legislatioun gëtt, fir dass eebe grad d'CNS kéint zum Beispill eng Prise en charge accordéieren, och wa keng Demande préalable virläit, do ass d'Logik vun der CNS eng aner. Si wëll léiwer iwwer de Wee wéi bis elo goen, vun der Prozedur vun den Autorisations préalables, fir eng gewësse Kontroll ze halen. Also do si verschidde Vuen am Raum, mee d'Ombudsman wënscht sech definitiv méi Flexibilitéit do.

Eng Statutenännerung da wier der Mediatrice no do néideg, wou zum Beispill de Patient muss eng

Ambulanz huelen, fir op e Rendez-vous bei dem Contrôle médical vun der Sécurité sociale ze kommen. Esou ee Fall gëtt et och am Rapport, nämlech wou e Patient an der Onméiglechkeet war, säi Privatauto ze huelen, an huet missen eng Ambulanz bestellen. De Remboursement ass awer nëmme virgesi fir de Privatauto oder fir den ëffentlechen Transport. Do misst d'Méiglechkeet bestoe fir déi Patienten, déi mussen eng Ambulanz ruffe fir dohinnerzegoen, fir dat och rembourséiert ze kréien.

Dozou huet dann an der Kommissioun den zoustännige Minister gesot, do wier e Projet ënnerwee fir den „transport non urgent“ vun den Ambulanzen. Also och dat ass eigentlech relativ positiv. Et bleift just ofzawaarden, wat dann do kéint.

Zum Kapitel iwwer d'Famill, wat de REVIS ugeet: Do sinn, wéi all Joer, eng Rei Dossieren, wou Beneficiairë vum REVIS sech bekloen, dass hire Revenu besteiert gëtt – well vill Leit dat net wëssen. Do stelle sech fir d'Mediatrice eng Rei Froen. De REVIS besteet jo aus zwee Deeler, wéi Der wësst: der Allocation d'activation an der Allocation d'inclusion. D'REVIS-Gesetz seet awer näischt zu der Fro vun der Besteuerung. Fir d'Steierverwaltung wier et e Revenu, deen ee misst besteieren, dat ass hir Vue.

De Problem, deen d'Mediatrice awer gesäit, ass kloer deen, dass dee Revenu, also de REVIS, u sech als Revenu complémentaire gëllt, fir eng Famill oder fir eng Persoun iwwer Waasser ze halen, fir dass se eebe grad net an d'Prekaritéit oder an d'Aarmut rutscht, an dass, wann deen awer besteiert gëtt, dee Revenu domadder awer erëm erofgeet. Dat schéngt also schonn e Problem ze sinn, deen awer nach net geléist ass.

Da si vill Dossieren vun der Allocation de vie chère betraff, och dat wéi alljoers. D'Mediatrice schreift vun engem Fall, wou eng Persoun d'AVC refuséiert krut, well si keen RIB derbäigeluecht hat, sou wéi dat soll sinn. Och dat weist nees eng gewëssen administrativ Rigiditéit. Des Weidere wieren nees vill Leit vun engem Refus betraff, well si hiren Dossier net an deenen 30 Deeg completéiert haten. Si soen all, dass si kee Bréif kritt hätten. Do proposéiert d'Mediatrice, dass den FNS de Courrier dach sollt per Recommandé schécken, fir dass och dës Leit dann informéiert sinn, fir déi Demande ze maachen.

Dozou hat de President vum Fonds national de solidarité scho beim Debat iwwer de Rapport 2019 gesot, et wier eng reglementaresch Ännerung ënnerwee. An deem Zesammenhang kann een dann d'Fro opwerfen, wou dës Ännerung drun ass, well dat si jo awer elo schonn e puer Joer hier.

Méi generell bedauert d'Ombudsman an deem Zesammenhang eng immens strikt Demarche vum Fonds national de solidarité, déi si awer ëmmer erëm constatéiert huet. Dacks géife Leit de mauvaise foi presuméiert ginn, esou d'Ombudsman. Dozou wëilt ech da méi allgemeng e puer Saachen ënnersträchen.

Ech wëilt ënnersträchen, dass dese Rapport eigentlech net just op ... Bon, wéi Der gesitt, hunn ech elo net iwwer all Kapitel geschwat – dat bréngt et, mengen ech, och net –, mee der e puer erausgetrach. Awer méi allgemeng géif ech gär soen, dass de Rapport eigentlech net just op Dysfonctionnement tëschent den Institutiounen an den Notzer/innen hiweist, mee och op Dysfonctionnement an eise Relatiounen tëschent Mënschen.

De Rapport weist, wéi wichteg et ass, dass mer kënnen een op deen anere lauschten an och empathesch sinn, also d'Capacitéit hunn, fir sech een an deen aneren eranzespieren, fir een deen aneren ze verstoen, well am Endeffekt sinn et jo och Leit, déi

openeentreffen. Wann een Notzer oder eng Notzerin an eng Administratioun geet, sinn dat Leit, déi ope-neentreffen, déi matenee schwätzen.

An et gëtt natierlech immens vill gutt Relatiounen, dat ass kloer, tëschent den Institutionen, de Beamten a Beamtinnen an den Notzer an Notzerinnen. Mee et gëtt, an dat muss een och soen, e Problem vun enger gewëssener administrativer Rigiditéit an, wéi ech och virdu gesot hunn, awer oft och enger – oder net oft, awer op jidde Fall emol heiandsdo –, vun enger gewëssener Approche, dass ee mengt, d'Leit wärend de mau-vaise foi.

Eng Fro, déi och ëmmer erëmkënn, ass déi Fro vun den Delaien, déi net respektéiert ginn, an awéiwäit déi Delaie vläicht méi flexibel kënnen ausgeluecht ginn am Intérêt vum Besoin vun deem jeeeweilegen Notzer. An et stellt ee sech d'Fro, ob wierklech den Notzer an d'Notzerin ëmmer genuch am Zentrum vun der Demarche stinn, also am Zentrum vun der jeeeweileger Administratioun, an och d'Fro, ob d'Servicer, ob déi verschidden Administratioune genuch Personal, genuch Zäit a Ressourcen hunn, fir op déi individuell Besoinen eebe grad an enger Écoute active an enger empathescher Demarche och wierklech kënnen anzegoen. Well mir brauche ganz sécherlech méi Flexibilitéit an och vläicht méi Empathie, fir een op deen aneren anzegoen a fir d'Gesetzter och flexibel a mënschlech ze applizéieren.

Méi generell: Mir brauche sécherlech méi e bewosst Nolauschteren, fir een op deen aneren anzegoen, dat hunn och scho gesot. Ech menge wierklech, dass dat wichteg ass, mee dat sprengt de Kader, dat ass kloer. Do si mer bei der Educatioun, bei eisem ekonomeschen a kulturelle System, deen Empathie net wierklech favoriséiert.

Et constatéiert een dann natierlech och, wéi ech virdu scho gesot hunn, eng gewësse Mefiance virum Notzer, virum der Notzerin, virum Demandeur, déi kënn vun engem Service. Dat liest een och duerch de Rapport erduerch an dat ass, mengen ech, och net nei.

An do wéilt ech gären e Beispill ginn aus der Aussekommissioun, wou de Service des réfugiés gesot huet, dass si, Zitat: „no Kontradiktioune“ sichen an den Dossiere vun de Refugiéen. Si wärend, Zitat: „net do fir ze hëllef, mee fir Detektivaarbecht ze maachen“.

An dat ass fir mech wierklech e ganz gutt Beispill, awéiwäit et awer eng Approche ass, déi zum Deel dann awer negativ behaft ass, déi eng negativ, jo, Haftung an deem Sënn huet, dass ee wierklech no Feeler sicht an no Kontradiktioune sicht, fir eeben déi Abusen, déi eventuell Abusen erauszefilteren. An ech bedauern dat wierklech ganz zudéifst, wéi ech dat héieren hunn. Dat seet awer, mengen ech, och ganz vill aus iwwert déi eventuell jeeeweileg Aarbechtsapproche vu verschiddenen Administratiounen, op jidde Fall emol vun där heiter an dësem Fall.

7. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Nathalie Oberweis

Exposé

Da géif ech gär an dësem Kontext eng Proposition de loi deposéieren am Zesammenhang mam Recht op de Regroupement familial. Ech sinn also nach ëmmer beim Sujet vum Asylrecht a vum Recht op Regroupement familial. Well wa Mënschen duerch ausseruerdentlech Ëmstänn gezwonge ginn, vun engem Moment op deen aneren ze flüchten, a vun engem Moment op deen aneren aus hirem Liewe gerappt ginn, dann erfuerdert dës tragesch Situatioun eng besonnesch Opmierksamkeet. Vu d'Vulnerabilitéit

vun de betraffene Mënschen ass et nëmme evident, dass hei e spezielle Schutz existéiert an och d'Recht op Familjenunifikatioun.

An enger rezenter Recommandatioun da vun der Ombudsman ass dokumentéiert, dass et duerch den aktuelle Rechtskader a rezent ëmgeännert administrativ Praktiken zu enger Situatioun koom, wou Bénéficiaires de protection internationale grousse Problemer hunn, oder besser gesot quasi virum der Onmëgliche-keet stinn, fir vum Recht op Familjenunifikatioun ze profitéieren, wa si dëst zum Beispill fir e Kand ufroen, fir dat si d'Gard hunn, well déi leiflech Eltere gestuerwe sinn.

Do gëtt dann elo verlaangt, dass d'Familjenunifi-katioun iwwer eng Demande vun enger Autorisation de séjour pour raisons privées ugefrot gëtt, wat ënner anerem mat de Konditioune verbonnen ass, e reegelméisseg Akommes an och eng appropriéiert Wunneng ze hunn. Mir brauchen ons awer näischt virzemaachen: Mir alleguerten, déi mer eis e wéineg fir de Sujet interesséieren an och Empathie hunn, wëssen, dass e Mënsch, dee grad alles verluer huet a sengem Liewen, absolut an der Onmëglichekeet ass, all déi Konditioune ze erfüllen.

Bis 2021 gouf et dann eng extensiv Interpretatioun vum Gesetz op de Regroupement familial, soudass och Kanner konnte vum Regroupement familial Gebrauch maachen, déi net déi biologesch Kanner waren, mee wou de Regroupant, also de Beneficiaire hei am Land, den Droit de garde am jeeeweilege Land hat. Dat war dacks de Fall, virum allem do, wou krichs-bedéngt Familjemembere verstuerwe waren.

Dofir proposéiere mir an eiser Gesetzespropos, fir dës Rechter nees onëmgänglech hierzestellen an den Artikel ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wann Der erlaabt ... Entschëllegt, Madamm Oberweis, ech wollt Iech just bieten ze preziséieren, datt Der déi Proposition de loi net als Rapporteur maacht.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Natierlech! Souwäit ech weess ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, voilà!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | ... ass den zweeten Deel a mengem Numm.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Merci.

Une voix | Dir musst dat annonciéieren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Natierlech! A pardon, ech muss dat annonciéieren?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Entschëllegt! Ech annonciéieren da ganz kloer, dass dat a mengem Numm ass. Pardon, ech hunn dat net ge-maach!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ...

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Jo. Ech krut gesot, dass ech déi zwee Deeler kann an engem maachen. Mee ech hunn effektiv net preziséiert, dass dat a mengem Numm ass.

M. André Bauler (DP) | Et ass awer besser, Dir trennt dat ...

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Et ass ganz kloer a mengem Numm. Bon, et wär natierlech schéin, wa mer et all géifen zesumme maachen. Mee on verra, wann Der alleguerten dann hannendrustitt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, Madamm Oberweis, ...

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | An den Här Kartheiser mécht dat bestëmmt och, gellt?

Ech maachen dann ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... une fois n'est pas coutume.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Ech si bal fäerdeg.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Kartheiser huet ... il m'a pris de vitesse, well ech hat e ganz grousst Fragezeichen, wou déi Proposition de loi géif ...

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | ... hierkënn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... hierkommen an der Prozedur, fir den Avis vun der Ombudsman ze analyséieren. Bon, Dir hutt eis elo eng Opklärung ginn. Ech géif Iech bieten, an Zukunft net Är perséinlech respektiv Är Iwwerleeunge respektiv Initiative vun Är Partei ze vermësche mat engem Rapport vun der Kommissioun. Dat ass ierféierend. An dat ass och net gutt fir d'Analys vum Rapport vun der Ombudsman. Merci!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Ech soen Iech Merci fir dës ... Merci, Här President. A ganz kloer ass d'Proposition de loi a mengem Numm respektiv am Numm vun eiser Partei. Et deet mer leed, wann ech dat net preziséiert hunn, dat war mer entwusch. Mee et ass effektiv ganz kloer.

Ech sinn dann och effektiv bal fäerdeg. Ech géif just meng Proposition de loi fäerdeg presentéieren.

Wéi gesot, mir proposéieren dann an dëser Gesetzespropos, fir dës Rechter nees onëmgänglech hierzestellen an den Artikel am Gesetz ze erweideren eeben duerch Kanner, déi à charge vum Regroupant sinn. Domadder géife mer dann net nëmme den Intérêt supérieur vum Enfant, also vum Kand, respektéieren, mir géifen och keng Diskriminatioun tëschent de Kanner maachen. Des Weidere géif dës Erweiderung d'Recht op Famill a Familjeliewen och voll ëmsetzen.

Et kann ee sech froen, wouduerch dës Ännerung eigentlech an der Pratique administrative zustane koom. Et ass op jidde Fall kloer, dass duerch dës restriktiv Praktik, déi elo rezent ass, Rechter vum Beneficiaire, also vum Regroupant, ageschränkt ginn, mee och kloer Kannerrechter an den Intérêt supérieur vum Kand a Fro gestallt ginn.

An au vu vun der Stärkung vun de Rechter, vun de Kannerrechter oder och vun de Familjerechter, déi elo an der Verfassung gestärkt ginn, denken ech, dass dës Praktik net an der Volontéit vun der Regierung ass. An ech hoffen dann, dass dës Proposition de loi op ganz oppen Oueren an op vill positive Feedback stéisst.

8028 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

8. 7896 – Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2020) (suite)

Rapport de la Commission des Pétitions (suite)

Ofschlëssend wéilt ech gären soen, dass et immens wichteg ass, d'Ombudsman als Institution ze stäerken. Et ass effektiv esou, dass d'Ombudsman eng immens wichteg Ulafstell ass, mee leider beschränkt ass an hire Kompetenzen. D'Prinzipie vu Venedeg

zum Beispill hale fest, dass den Ombusman eigentlech misst kenne viru kompetente Juridictionen intervenieren, wat net de Fall zu Lëtzebuerg ass. Dat wär awer fir eng Demokratie an e Rechtsstaat, deen eppes op sech hält, vun eminenter Wichtigkeit. Dës Fro ass dann och un d'Institutionekommission weidergerecht ginn.

Dann ass et och nach wichtig, un d'Recommandation 51 aus dem viregte Rapport vun 2018 ze erënnere. Et geet och hei ëm d'Ausweidung vun der Kompetenz vun der Ombudsman, an zwar drëms, dass d'Ombudsman sech kann deene Reklamatiounen unhuelen, déi u si erugedroe ginn iwwer Établissements de droit privé, déi eng Mission de service public hunn. Dat ass nämlech och am Moment net de Fall. Och do soll d'Mediatrice ganz geschwënn an déi zoustänneg Kommission invitéiert ginn.

Da bleift mer eigentlech just nach, Merci ze soen der Ombudsman fir hire Rapport – natierlech der Ombudsman an all hire Kolleeginnen a Kolleegen, déi un dem Rapport geschafft hunn. An natierlech och merci dem Här Spier, dem Sekretär, dee sech immens vill Méi ginn huet fir de Rapport. Natierlech och Iech allgeuerte merci fir d'Matschaffen an deene jeeweilige Kommissionen, de Presidenten a Presidentinne vun deene Kommissionen an all de Beamten a Beamtinnen hei vun der Chamber, déi mat dru geschafft hunn. An natierlech de Ministeren a Ministerinnen an hire Beamten, déi an d'Kommissionen komm sinn.

An ech verweisen natierlech op de schrëftleche Rapport fir all d'Detailer, déi ech elo hei net gesot hunn, well och keng Plaz dofir do ass.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. An ech entschëllege mech nach eng Kéier derfir, dass ech virdrun net prezisiéiert hunn, dass d'Proposition de loi a mengem, an eisem Numm ass. An ech hoffen, jo, dass Der et awer interessant fonnt hutt. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. D'Entschëllegung ass, mengen ech, ugeholl. Et ass jo och net esou oft, wou Der kennt an d'Roll vum Rapport erakommen, soudass Der dat learning by doing maacht. Gutt. Mir sinn also ganz fei mat Iech.

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Paul Galles, mat oder ouni Proposition de loi.

(Hilarité et interruption)

Débat

M. Paul Galles (CSV), en remplacement de M. Max Hengel (CSV) | Merci villmools, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech halen elo dës Ried amplaz vum Max Hengel, deen den Dossier virbereet huet, dee sech ganz vill erageschafft huet, deen dat mat ganz vill Engagement, mat ganz vill Interessi gemaach huet an dee sech drop gefreet hat eigentlech, dës Ried haut de Mëtteg ze halen iwwer de Rapport vun der Ombudsman. An ech wëll him op dësem Wee am Numm vun eis allgeuerten – ech huelen un, dass dat eng ganz grouss Unanimitéit ass – ganz vill Courage a ganz vill Kraaft wënschen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV), en remplacement de M. Max Hengel (CSV) | Fir unzefänke wëll ech och dem Nathalie Oberweis Merci soe fir den exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport zum Rapport vum Ombudsman. An d'Nathalie Oberweis huet sech vill Méi gemaach, ech hunn dat och e bësse matkritt, well mer eng Kéier driwwer geschwat hunn e bëssen, well ech dee Rapport virdu gemaach hat, wéi een dann esou ee Rapport upeekt. An hatt huet 17 pertinent Konklusionen gezunn aus deem, wat alles an deene

Kommissionen do beschwat ginn ass an ech kann him dofir just och am Numm vun eis allgeuerte felicitieren.

Une voix | Très bien!

M. Paul Galles (CSV), en remplacement de M. Max Hengel (CSV) | An ech wäert och elo gläich nach op e puer Punkten agoen.

Ech wëll awer och Iech, Madamm Ombudsman Claudia Monti, an Ärer Ekippi Merci soe fir alles dat, wat Dir esou leescht. Duerch Är Aarbecht hunn d'Bierger an d'Biergerinnen d'Méiglechkeet, an deem Moment, wou se d'Gefill hunn, dass se vun enger Administration net adequat géife behandelt ginn, en Uspriechpartner ze fannen, deen hinnen zur Säit steet. An ech hat deemools och, wéi ech selwer déi Chance hat, de Rapport ze maachen, d'Geleehheet, fir mat Iech e bëssen am Zwiesgespräch ze sinn, am Dialog, wéi Dir Är Aarbecht selwer erlieft. Dat war eent vun deene ganz interessante Gespréicher an där ganzer Zäit.

An et ass an eisen Aen immens wichtig an dësen Zäiten, wou dës Welt ëmmer méi séier dréit a wou een heiansdo och d'Gefill huet, dass ee vläicht net gesinn oder gehéiert gëtt, eebe genau ze wëssen, dass eng institutionaliséiert Ulafstell do ass, fir wann ee mat den Administrationen iergendwéi ze dinn huet.

An ech menge souguer, dass mer d'virlescht Woch – ech mengen, et wär d'virlescht Woch gewiescht – do an de Sondagen, am éischte Sondage vum Politmonitor, gewuer gi sinn, dass d'Leit leider net méi gradesou vill Vertrauen hunn an d'Politik an an d'Institutionen insgesamt. Dofir ass et ëmsou méi wichtig, dass mer och mat dësem Rapport de Leit nach eng Kéier kloer an däitlech soen, dass se eng Plaz hunn, un déi se sech kenne richten, wa se iergendwéi Suerge mat enger Administration hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Ombudsman hëlleft eis awer och selwer heibannen an eiser Aarbecht! Duerch de Rapport, dee mer kréien, kréie mer iergendwéi all Joer och e Spigel virgehale fir eis eegen Aarbechten, wou mer jo allgeuerten oder bal allgeuerten op iergendengem vun deenen Niveauen, déi hei betraff sinn, och engagéiert sinn. Ob dat elo iergendwéi an den éffentlechen Administrationen oder Institutionen ass, mir hunn iergendwéi mat deene Saachen ze dinn.

An dat ass ganz praktesch, well mir kréien dann net nëmmen all fënnf oder sechs Joer e Verdikt fir eis Aarbecht, mee mir kréien eigentlech och all Joer e bëssen e Spigel virgehale fir dat, wat eis eegen Aarbecht soll ausmaachen, an och dofir, wou mir vläicht besser musse kontrolléieren, wat dann déi Administrationen, déi mer iergendwéi och mat représentieren, wat déi dann an deem Moment och maachen. Et ass also en Tëschebilan och eigentlech fir eis eegen Aarbecht, dee mer hei an deem ganz interessante Rapport vum Ombudsman allkéiers erëm duergueuede kréien. Dofir ass en en immens wichtige Feedback fir eis allgeuerten.

An dofir ass et och ganz begrëssenswäert, dass d'Nations Unies an enger rezenter Resolution den Ombudsman oder de Mediateur als „norme mondiale“ unerkannt hunn, dass se seng Wichtigkeit ënnersträchen. An dat ass awer eng Unerkennung fir déi ganz vill an déi ganz gutt Aarbecht, déi do geleescht gëtt!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll awer och nach eng Remark maachen, éier ech elo op de Contenu vum Rapport aginn. Mir haten d'lescht Joer op dëser Plaz schonn eng Kéier gesot, dass d'Petitionskommission sech géif freeën iwwer eng statistesch Oplëschtung vun den Donnéeën am Verlaf vun

de Joren, fir dass mer esou besser Vergläicher kéinten zéien, wéi dann iwwerhaapt d'Situatioun, déi mer am Rapport all Joer duergeluecht kréien, evoluéiert huet iwwer déi lescht Joren. An dat ass geschitt! Mir kruten déi Interpretationshëllef an och dofir wëlle mer nach eng Kéier hei ganz vill Merci soen.

D'Zuele vun de Reklamatiounen, an dat kann ee jo elo e bëssen da kucken, déi säit 2004 beim Mediateur agerecht goufen, spigelen dann och déi vill Aarbecht vun de Servicer vum Ombudsman ganz kloer erëm. A verschiddene Jore waren et iwwer 1.000 Reklamatiounen, déi erakomm sinn, mat engem Peak vun 1.149 Reklamatiounen am Joer 2017. Mat 914 waren et der am Joer 2020 elo eng Rei manner, mee dat ass héchstwahrscheinlech och op d'Pandemie an op de Lock-down zrëckzeféieren.

Dat Besonnescht un dësem Rapport 2020 ass eeben, dass en dat éischt Joer vun der Pandemie erëm spigelt. An e lueft d'Administrationen fir hir vill schnell Reaktiounen, wat d'Ëmsetze vun Teletravail, Digitaliséierung, Suspensions de délais an esou weider ugeet. Hei war d'Pandemie tatsächlech dat, wat ee sech bal net konnt erdreemen, nämlech e Beschleuneger an e puer Saachen, déi eigentlech ganz néideg waren an déi elo, wa se net esou ëmgesat gi wären, vläicht nach eng Kéier iwwer e puer Joer gedauert hätten.

D'Madamm Monti huet an hirem Rapport awer och zu Recht festgestallt, dass déi schnell Digitalisatioun – d'Madamm Oberweis ass och drop agaangen – och Inegalitéit mat sech bréngt. An et ass och gutt, dass mer en A dorop behalen, nämlech an deem Kader ënnersträicht si am Rapport: „Une administration doit toutefois rester accessible sans exclure personne et doit s'adapter [...]“. Eng schnell Digitaliséierung ass fir eng Rei Leit ëmmer ze schnell, soudass ee sech och ëmmer muss iwwerleeën an am A behalen, um Schierm behalen, dass Mënschen och aner Weeër brauchen, fir dass se kenne matkommen.

Den Taux de correction vun de Reklamatiounen ass leider dës Kéier erofgaange vu 87,3 % op 81,3 %. Wann een den Taux de correction global säit 2004 elo kuckt, also fir et an de Kontext ze stellen, da stellt ee fest, dass mer ëmmer erëm emol déi Schwankungen do hunn. 2018 louch e bei niddrege 74,3 %, 2019 awer zum Beispill bei engem Beschtwäert vun eeben deene 87,3 %, vun deene mer elo hierkommen.

An et ass gutt, dass d'Recommandatiounen vum Mediateur oft ugeholl ginn an doduerch och Problemer um Terrain nohalte verbessert kenne ginn. Eng Fro ass awer trotzdem nach, wéisou – ech mengen, et sinn der aacht – Recommendationen vun de viregte Mediateuren nach ëmmer net beäntwert gi sinn. Da wëll dat och nach eng Kéier hei als, jo, eng kleng Motivatioun mat op de Wee ginn. Ech mengen, et wären der aacht. Ech hunn et och nach eng Kéier duerggekuckt, do sinn der e puer, déi net beäntwert sinn.

Wann een e bëssen duerch d'Lëscht kuckt, da stellt ee fest, dass bei verschiddene Ministèren, wéi zum Beispill beim Finanzministère oder dem Ministère fir Education, Enfance a Jeunesse, den Taux de correction bei 100 % läit. Aner Ministèren, wéi de Ministère pour la Famille, Intégration an d'Groussregioun oder de Wirtschaftsministère, weise just Tauxen op vu 50 % respektiv vu 40 %. Fairnesshallwer muss een awer och derbäisoen, dass beim Familljeministère just fënnf Reklamatiounen agaange sinn. Do sinn der also zwou dovunner och beäntwert ginn. Do ass awer also nach Loft no uewen an deem dote Punkt, woubäi een ëmmer muss soen, dass déi reng Statistiken natierlech net ëmmer d'Komplexitéit vun den Dossierer erëm spigelen.

Am Allgemenge gëtt awer festgehalten an dësem Rapport, an et ass mer och wichteg, dat am Numm vun eiser Fraktioun ze soen, dass d'Gemengen an d'Ministère gutt mam Mediateur kooperéieren.

Erlaabt mer kuerz an dësem klengen Rapport, eppes am Detail ze kucken, nëmme ganz kuerz, an eng Kéier elo e Bléck op d'Gemengen ze werfen: Bei de Gemenge stellt nämlech den Ombudsman fest, dass heiansdo keng oder nëmme spéit Äntwerten op de Courrier kommen. De Mediateur muss bei de meeschte Problemer einfach d'Gemengen an d'Dispositions légales en vigueur erënneren an da kënn d'Gemeng der Ufro vum Mediateur an dem Reklamant och am Normalfall eigentlech relativ séier no.

An et ass mer och hei wichteg, an ech soen dat elo am Numm vum Max, well dat huet hien extra hei esou formuléiert, dass e seet: Dat do muss een och an de Kontext stellen an och d'Gemengen do an deem Kontext verstoen a se och a Schutz huelen, wann et elo géif ausgesinn, wéi wann do eng Rei Gemenge géife vläicht net esou séier äntwerten, wéi se sollten.

Mir all wëssen, dass an der Pandemie d'Gemenge ganz vill geleesch hunn. Si hunn hir Servicer oprechterhalen a wierklech schwéieren Zäiten. Si hunn d'Bierger informéiert, Akafsservicer matugebueden, Maske verdeelt an esou weider an esou virun. An da kann heiansdo vläicht an esou engem Moment vun enger Pandemie net esou séier op e Courrier geäntwert ginn, wéi een dat an engem anere Fall, wou keng Pandemie war, vläicht hätt kënnen maachen. Dat wär emol zumindest eng wohlwollend Erklärung fir deen dote Fall.

An de Max huet och gesot, dass en eebe gesinn huet als ee Matresponsible vun enger Gemeng, nämlech der Gemeng Wuermer, déi elo just virun der Pandemie de Seuil vun 3.000 Awunner iwwerschritt huet an domat elo an de Proporz wiesselt, awer trotzdem nach ëmmer keng grouss Gemeng ass a mat deem selwichte Personal schafft, dass déi Beamten an déi Aarbechter an der Pandemie vollen Asaz gewisen hunn, fir de Bierger déi essenziell Servicer weiderhin unzibidden an nach ganz vill méi. Dofir ass et och wichteg, hei de Beamten an den Aarbechter vun de Gemengen och dofir ausdrécklech Merci ze soen.

Gläichzäitig géllt et natierlech, d'Gemengen esou opzestellen, dass se à même sinn, och séier ze reagéieren an op d'Doleancen ze äntwerten. Genau dat ass jo och d'Zil vun esou engem Rapport vum Ombudsman, dass dee Message an de Gemengen och verstane gëtt. An hei ass et ze hoffen, dass mat der geplangter Reform vum Gemengegesetz och d'Personal verstärkt gëtt, fir eeben de Bierger nach méi modern a performant Servicer unzibidden. Virun allem de Poste vum Gemengesekretär muss opgewäert ginn. E Gemengesekretär mat juristesche Kenntniss wier souwuel fir d'Gemengeresponsabel eng grouss Hëllef, wéi en eventuell och dem Ombudsman vill Reklamatiounen erspuere kéint.

Erlaabt mer awer och nach e Bléck op d'Ministèren ze werfen. Allgemeng gëtt duerch d'Reklamatiounen festgestallt, dass d'Leit oft keng Äntwerten op hir Ufro kréien an dann net wëssen, wéi et ëm den Avancement vun hirem Dossier am Ministère eigentlech steet. Hei gëtt et ganz sécher nach Loft no uewen, besonnesch wann et ëm vital Dossiere geet, a mir müssen alleguerter weider dru schaffen, dass déi Delaie méi kleng ginn, besonnesch wann eebe Mënsche mat vitalen, existenzielle Froen awer wierklech op eng Äntwert waarden.

Et ass schued, dass den Ombudsman den Administratiounen heiansdo rappeléiere muss, dass de Bierger an dass och den Ombudsman e Recht huet, all Dossier ze kréien, an och seng Grënn dofir net muss uginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer just e puer Remarken zu Punkten, déi mer eis hei erausgepickt hunn, zum Ëmweltministère zum Beispill: Beim Ëmweltministère si keng Äntwerten op dem Ombudsman seng Ufro komm an et gouf sech drop géeneegt, eng Personne de contact speziell dofir ze designéieren.

A generell gëtt festgestallt, dass dat eigentlech fir all Ministère iergendwou sënnvoll wär an och der Madamm Mediateur vill Zäit géif erspueren. Dat ass och eng Propos, déi d'CSV hei schonn e puermol erneiert huet. An ech mengen och, dass aner Leit dat schonn hei gesot hunn. Dat wär interessant. Ech selwer hat et a menger Presentatioun vum Rapport 2019 och gesot, dass dat fir eng Rei Ministère wierklech eng gutt Entscheidung wär, fir dem Ombudsman entgéintzekommen.

Dem Justizministère proposéiert de Mediateur, fir déi Administréiert esou gutt et geet iwwert den État d'avancement vun hirer Demande ze informéieren: Wou ass meng Demande eigentlech drun? A falls dat dann nach net gemaach gëtt, wär et nëtzlech, fir dem Administréiert bei all Ufro wéinstens en Accusé de réception mat der Nummer vum Dossier zoukommen ze loossen. Dat géif de Leit eng gewësse Sécherheet ginn, dass hir Demande ukomm ass, a géif de Staatsbeamten et erlaben, all Demande vläicht méi séier och traitéieren ze kënnen.

De Mediateur gëtt awer och ganz oft mat Logementsproblemer sollicitéiert – an d'Nathalie Oberweis ass och dorop schonn agaangen –, deels mat ganz schlëmme Fäll, Familjen, déi a schlëmme Konditiounen wunne mussen. Leider kann en do selwer wéineg hëllefen an e constatéiert ee strukturelle Problem, dee mer zwar alleguerter kennen, mee et ass gutt, dass mer en och hei erëm eng Kéier rappeléiert kréien: Et gëtt einfach ze wéineg Wunnengen hei zu Lëtzebuerg.

Virun allem vill gréisser Famillje sinn ongewollt vum private Wunnengsmarché ausgeschloss. Wann hei zum Beispill een Akomes ewechfällt, well beispillsweis ee vun den Elterendeeler eng Incapacitéit huet oder op e krankt Kand oppasse muss, ass et fir d'Famill onméiglech, fir sech nach eng akzeptabel Wunneng leeschten ze kënnen. Och um soziale Wunnengsmaart ass et oft net besser. Gréisser Wunnenge si rar an d'Waardezäiten oft enorm laang! An eis Societéit ass vläicht net ganz gutt opgestallt genau fir deen dote Punkt, fir deen dote Problem. An dat ass, mengen ech, och eng Doleance, déi mer aus dësem Rapport sollte mathuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eng weider Bemierkung: Wann een am Joer 2020 bei der Police ugefrot huet, fir Accès op seng perséinlech Donnéeën ze kréien, dann huet dat net, wéi vun der Police selwer ugekënnegt, dräi Méint gedauert, mee bis zu engem ganze Joer! No der Interventioun vum Mediateur huet sech awer dunn erausgestallt, dass deen Delai doduerch entstanen ass, dass sech bei der Police nëmme eng Persoun dorëms gekëmmert huet. Wëssend dass all Administratioun gebieden ass, den Administréierten an engem Délai raisonnable ze äntwerten, proposéiert de Mediateur, schnellstméiglech do d'Personal opzestocken.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer och nach e lescht Wuert zur Caisse nationale de santé. Bei der CNS si leider och ganz problematesch Fäll am Rapport constatéiert ginn – d'Madamm Oberweis ass och dorop agaangen – vu Patienten, déi eng Prise en charge am Ausland brauchen an net rembourséiert ginn, well den Dokter en administrative Feeler gemaach huet. Hei geet et ëm justifiéiert Behandlungen, dat muss nach eng Kéier widerhol

ginn, an deels héich Montanten. An et ka jo net sinn, an do si mer eis héchstwahrscheinlech alleguerter eens, dass dann d'Patienten hannen um Enn déi sinn, déi dorënner leiden!

E wichtege Constat ass an den Ae vun der CSV awer och deen, dass de Bierger am Fall vun engem Refus vu senger Demande d'Méiglechkeet vum Recours gracieux muss opgewise kréien. Verschidden Administratiounen maachen dat systematesch, anerer maachen dat awer nach net. An dat ass eppes, wat verbesserungsfäeg ass an och relativ einfach an onkomplizéiert ze maachen ass.

Domat ofschréidend, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech drun erënneren, dass de Rapport vill Statistiken an Zuelen enthält mat Reklamatiounen, Taux de correction an esou weider an esou virun. An et kann ee sech och heiansdo an deenen Zuele verléieren. Mir dierfen net vergiessen, dass hannert all einzeler Reklamatioun Mënsche stinn, mat engem Schicksal, mat Uleies a mat Suergen, an do muss all einzelt Uleies eescht geholl ginn. An do si mer eis eens!

A fir dass dat geschitt, ass d'Aarbecht vun der Madamm Monti onmoosseg wichteg. An dofir hir nach eng Kéier zum Ofschluss vun dëser Ried e ganz grouse Merci. An Iech merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A merci och Iech. Dann ass den nächsten ageschriwwene Riedner den Här Frank Colabianchi. Här Colabianchi, wannehgelift.

M. Frank Colabianchi (DP) | Merci. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no der Presentatioun vum Rapport 2020 am Juli d'lescht Joer huet de Chamberspräsident Fernand Etgen gesot, d'Madamm Monti wier déi richtig Fra an der Fonctioun vum Ombudsman. D'Madamm Monti an hir Ekip maachen hir Aufgab effektiv mat engem aussergewéinlechen a ganz perséinlechen Engagement, dëst am Dénsgsch vum deene Bierger, déi hiren Hänn kee Rot méi wëssen.

D'Appreciatioun vum Chamberspräsident Fernand Etgen betreffend d'Aarbecht an den Asaz vum Ombudsman, Här President, kann een nëmme deelen. An dovu konnte mir ons all wärend der Presentatioun vum Rapport 2020 iwwerzeegen. An ech wëll mech deem Luef direkt am Ufank hei uschréissen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Mat Luef soll ee jo bekanntlech net spueren an dofir och vun dëser Säit e grouse Merci un d'Madamm Nathalie Oberweis fir hiren ausféierlechen a gudde souwuel mëndlechen ewéi schrëftleche Rapport, och wann dann de mëndleche Rapport an de politesche Message vun déi Lénk net ganz kloer getrennt waren, wéi dat sollt sinn.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ...

Une voix | Äre Kolleeg huet dat awer ...

M. Frank Colabianchi (DP) | ... Lëtzebuerg ka sécherlech houfreg op säin ëffentlechen Dénsgsch, op seng national a kommunal Verwaltung sinn. Dëst verhënnert awer net, dat et heiansdo trotzdem zu Problemer tëschent Bierger an Administratioun ka kommen. Et kënn een ënnert dem Stréch awer zur Konklusioun, dass de Gros vun deene Mëssele mat Hëllef vun der Mediatioun aus der Welt geschaaft ka ginn, a vu schlechtem Wëlle ka just a ganz, ganz rare Fäll geschwat ginn.

Mäi Kolleeg Gilles Baum huet virun e puer Wochen am Kader vun enger Debatt gesot, dass eng

Gesellschaft sech muss dorunner moosse loosse, wéi se mat hire Kanner a mat hiren eelere Mënschen ëmgeet.

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | An ech wéilt hei derbäiflücken, datt eng Gesellschaft sech och muss dorunner moosse loosse, wéi se mat deene Bierger ëmgeet, déi schlecht dru sinn an déi dacks net selwer dorunner schold sinn! An do, an esou engem Fall, ass den Ombudsman da meeschtens déi lescht Chance fir déi Leit, fir zu hirem Recht ze kommen. Oder soll ech soen, fir zu Gerechtegkeet ze kommen?

Et ass nämlech d'Sich no Gerechtegkeet, déi d'Ekipp vum Ombudsman motivéiert. D'Sich no Gerechtegkeet do, wou e Gesetz oder e Reglement vläicht net messerschaarf an op de leschten Dibbelchen interpretéiert muss ginn, do, wou eng méi human Approche néideg ass, Fäll, wou eng gewësse Largesse, e bësse Kulanz eiser Gesellschaft keng Zack aus der Kroun brécht, déi awer ee risegen Ënnerscheid fir déi betraffe Leit maachen, déi dacks verzweifelt sinn an hiren Hänn kee Rot méi wëssen.

Dem Ombudsman säi Rapport 2020 war – wie wonnert et? – vun der Covidkris gezechent. Eist Land huet déi Pandemie bis elo, ënner anerem och duerch eng pouséiert Digitalisatioun an duerch den Teletravail, gepackt, also duerch sougenannt „modern“ Mesuren, déi eis d'Liewe méi einfach maachen, besonnesch an esou Krisenzäiten. An deem Kontext muss ee ganz däitlech betounen: bis elo gepackt! Well eriwuer ass se nach net, och wann an der Zwëschenzäit d'Aktualitéit nach duerch weider aner grav Krisen, déi mer säit Längerem net gewinnt waren, geprägt gëtt.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Déi effikass Hëllef duerch d'Digitalisatioun an ënner anerem Teletravail gëllt, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, awer och net fir alleguerten d'Leit. Och dat huet de Rapport eis gewisen. D'Politik vergësst heiansdo déi Mënschen, déi net à la pointe du progrès stinn, Mënschen, déi net vun enger gudder Education konnte profitéieren an déi keen Tablet, kee Computer a kee Smartphone hunn. Si sinn d'Verléierer vun deem sougenannte „cleveren“ oder „moderne“ Schaffen. Déi lescht Jore sinn do eng ganz Partie Leit hänke bliwwen. An dëst gëtt oft vergiess, wa vun der vill geluefter Digitalisatioun an dem Teletravail geschwat gëtt. Och beim „clevere Schaffe“ sinn also Grenze gesat an et ass net d'Léisung fir alles a jiddwereen.

Déi Leit, un déi ee soll, jo, muss denken, si besonnesch dorobber ugewisen, fir kënnen op eng Verwaltung ze telefonéieren oder selwer do laanschtzegoen. De perséinleche Kontakt ass duerch d'Digitaliséierung souwisou generell zrëckgaangen an huet duerch dee villen Homeoffice nach weider ofgehall. Dëse Constat muss ee maachen an dat gëtt och vu kengem bestriden. Et war deels net méi méiglech, fir e Rendez-vous ze huelen. En plus a par rapport zu der exzeptioneller, nach net gekannter Krisensituatioun hunn déi fixéiert Delaie sech fir sou munch Demande als ze kuerzfristeg erausgestallt. An ech ginn der Madamm Monti Recht, wa si fuerdert, datt de Covid keng Excuse dierf sinn, fir déi Leit am Ree stoen ze loosse.

Desto méi wichteg ass et, datt déi ëffentlech Verwaltungen an d'Gemengen hir Dieren an hir Telefonen ophale mussen. Ech deelen dem Ombudsman seng Fuerderung – an ech mengen, do sinn ech net deen Eenzenge heibannen –, fir kloer Richtlinie festzelleen, fir datt de Bierger an Nout net ënnert dem Teletravail vun der Administratioun leide muss.

De Message ass also kloer: Mir soe Jo zur Digitaliséierung, ma mir soe mat genauou vill Iwwerzeegung och Jo zum perséinleche Kontakt, ...

Une voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | ... besonnesch wann et ëm perséinlech an delikat Kontakter geet, wéi zum Beispill op der ADEM oder bei den Offices sociaux. An zemoos beim éischte Kontakt! Hei ass eng human Approche gefuerdert. Déi huet den Ombudsman ouni Zweifel, an dat ass och wichteg a richtig an esou Fäll.

Ech begreissen och, datt d'Servicer vum Ombudsman ëmmer méi Referenzpersounen an de Ministèreen an an de Verwaltungen hunn, un déi se sech kënnen direkt adresséieren, besonnesch op deene Plazen, wou e méi dacks ze dinn huet. Dat ass eng gutt Saach an dat verhënnert, datt onnéideg Zäit an Energie verluer geet.

Här President, als fréiere Buergermeeschter – dat kléngt besser, wéi wann ee seet „ale Buergermeeschter“, an ech mengen, Mars, du wäerts mer do sécherlech Recht ginn, also bleiwe mer beim „fréiere Buergermeeschter“ –, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech sinn total bei Iech.

(Hilarité)

M. Frank Colabianchi (DP) | ... do huet et mech op alle Fall gefreet ze héieren, datt den Ombudsman d'lescht Joer eng positiv Tendenz am Kontakt mat de Gemengen notéiert huet. Vlächicht ofgesi vun där enger Gemeng, déi offensichtlech e grondleeënde Problem mat dem Ombudsman huet an nach ëmmer kee gudde Wëlle fir eng Zesummenaarbecht weist.

Suerge mécht mer awer, wann ech héieren, firwat verschidde Leit hir Reklamatiounen um kommunalen Niveau zrëckzéien. Engersäits sinn déi Betraffenen es op eemol midd, well hiren Dossier schleeft, anersäits maachen awer och Leit hiren Dossier zou, well se perséinlech Nodeeler fäerten, dat heescht, well se Angscht hunn, d'Gemeng kéint hinnen d'Liewe schwéier maachen, well se bei de Mediateur gaange sinn.

Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, däerf natierlech ënner kengen Ëmstänn sinn! „Wann eppes onkloer ass, da muss dat gekläert ginn. Wann eppes falsch ass, da muss dat revidéiert ginn“, ewéi de Gusty Graas dat d'lescht Joer hei op der selwechter Plaz ganz treffend gesot huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Frank Colabianchi (DP) | Här President, d'Covidkris huet derfir gesuergt, datt den Ombudsman 2020 bal esou vill Dossierien hat ewéi dat Joer virdrun. 914 par rapport zu 975 Fäll. D'Pandemie huet d'Liewe méi komplizéiert gemaach. Eng ganz Partie Leit hu manner verdéngt ewéi virdrun, och wann de Staat derfir gesuergt huet, datt et net zu enger Katastroph komm ass. Dat nämmelecht gëllt fir d'Betriben. Den Ombudsman beklot sech an deem Kontext iwwer heiansdo eng ze vill rigid Approche beim Accordéiere vun de spezifeschen Hëllef.

Am meeschten huet den Ombudsman mat Justiz, Fiskaliteit, Sécurité sociale oder och nach den Affaires étrangères ze di gehat. Dat ass näischt Neies, bedéngt duerch d'Komplexitéit vun verschiddenen Dossierien an dese Beräicher. A mir kennen dës Hotspots aus de Jore virdrun. Den Aufgabeberäich vum Ombudsman ass zudeem ganz breet. An trotzdeem kann ee sonner Zweifel vun enger effikasser Aarbecht schwätzen.

Ee Beispill dofir bei engem Problem mam Fonds du logement, wou nawell séier reagiert ginn ass: Den Établissement public ass effektiv d'accord gewiescht, fir säi Punktesystem ze änneren. Leit, déi op der Lëscht fir eng Wunneng vum Fong stoungen an hiert aktuell Logement verluer hunn, sinn deen Ament nämlech als SDF consideréiert ginn an hunn all hir

Punkten op der Lëscht verluer. Den Ombudsman hat Recht, wann en eng Reform vum Punktesystem gefuerdert huet. An hei ass et och an déi richtig Richtung gaangen.

Dëst ass wuel mat eent vun de beschte Beispiller fir ze weisen, wéi ee mat Versteedsdemech a Flexibilitéit amplaz vu Stuerheet a Rigiditéit de Bierger kann hëllef. An och d'Renommée vun den Institutionen an d'Vetraue vun de Leit an d'Institutione profitéieren heivun. D'Leit gesinn, datt hir Doleancen eescht geholl ginn an datt reagiert gëtt.

D'Madamm Claudia Monti an hir Ekipp hunn eis hei hire véierte Rapport virgeluecht. An no der Vereinfachung vum Dialog, déi dem Här Marc Fischbach um Häerz louch, an der Verbesserung vun der Kommunikatioun ënnert der Madamm Lydie Err, setzt den aktuellen Ombudsman e weidere wictegen Akzent: De mënschlechen Aspekt an der Relatioun Bierger/Administratioun steet bei hir am Mëttelpunkt. Déi human Approche geet als Fil conducteur ganz kloer duerch déi véier Rapporte vun der Madamm Monti. De Bierger soll sech eescht geholl fillen, soll eng kloer, verständlech a motivéiert Äntwert op seng Froe kréien, iwwert d'Prozeduren an d'Recoursméiglechkeeten informéiert ginn, dat an engem rasonablen Delai. Dëst huet sech déi aktuell Ombudsman-Ekipp op de Fändel geschriwwen an dat resuméiert gutt, wéi si hir Aufgab gesäit.

Et ass dann awer och elo wierklech un der Zäit, fir un en Auswäite vun de Kompetenze vum Ombudsman nozedenken. Dëst gouf d'lescht Joer hei gefuerdert, jo, am Rapport vun 2018 wor schonns heivu rieds, mat deemools der Problematik vun de sougenannten Établissements de droit privé, déi eng ëffentlech Missioun erfëllen, dëst mat ëffentleche Gelder, an net an de Kompetenzberäich vum Ombudsman falen. Do woren d'Belsch an eis franséisch Noperen eis déizäit viraus, ewéi an deem Rapport ze liesen ass.

An der Zwëschenzäit huet d'Institution Ombudsman weider hir Preuvë geliwwert an ass zu engem wictegen Instrument ginn, wat ee sech haut net méi ewechdenke kann. An d'Tatsaach, datt de Conseil de l'Europe an d'Principes de Venise d'Wictegkeet vum Mediateur ënnersträchen an datt elo och nach méi rezent, an zwar Mëtt Dezember 2020, souguer d'Assemblée générale vun de Vereenten Nationen Ombudsman a Mediateur promovéiert huet, weist ganz kloer, datt dës Institution engem reelle Besoin entsprécht, breetgefächert Kompetenz sollt hunn, mat enger stabil verankerter gesetzlecher Basis.

Dës Tatsaach, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sollt eis deemno wierklech motivéieren, den Ombudsman weider an där Richtung ze valoriséieren, zousätzlech Schrëtt ze ënnerhuelen an dës Institution esou nach méi ze stäerken, zum Gudde vun de Bierger an der Administratioun am breede Sënn. De Ball läit also elo bei eis.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Colabianchi. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt en décke Merci un d'Madamm Nathalie Oberweis fir hire Rapport, dee se eis presentéiert huet.

Ech fänken dann un, fir och e puer eenzel Punkten erauszepicken. Am Joer 2020 si jo am Ganzen 914 Reklamatiounen bei der Ombudsman eragaangen. Dat ass u sech eng besser Entwécklung wéi dat Joer virdrun, well do waren et der 975. Et sinn der also manner eragaangen.

Den allgemengen Taux de correction läit bei houfregen 81,7 %, wat awer leider eng lichts Reduktioun zum Joer virdrun ass, well du war en u sech nach bei 87,3 %. Ee vun den Haaptgrënn ass jo warscheinlech och d'Pandemie, an dat hu meng Virriedner scho gesot, déi virun zwee Joer vill Schwieregkeete mat sech bruecht huet, wat op där anerer Säit awer ausmécht, dass och manner Reklamatioune wéi nach am Virjoer erakomm sinn.

Mee wéi gesäit et elo méi genee bei de Gemengen an de Staatsetablissementer aus? Ech fänken hei mam Beräich vun de Gemengen un, wann Der erlaabt.

Am Verglach mam Joer 2019 weist de Rapport vun 2020 eis kloer, dass manner Reklamatioune iwwert d'Gemenge bei der Ombudsman erakomm sinn. Am Joer 2019 waren et der nach 113 an 2020 eeben nach 98. Vun deenen 98, déi bei der Mediatrice eragaange sinn, sinn der 68 erfollegräich ofgeschloss ginn. 2020 war d'Clôture vun 29 Äffären nach provisoersch. Dat heescht jo, dass d'Clôture vun deene Reklamatioune op Demande entweeder vum Reklamant oder och vun der Mediatrice selwer ënnerbrach ginn ass. Och dëst ka verschidde Grënn hunn.

Et muss een dës Zuelen trotzdeem an de Kontext vun der Pandemie setzen – sou wéi dat och am Ufank vun der Madamm Monti hirem Rapport steet –, wou et zu Personalausfall komm ass, wou den Aarbechtsalltag net deen nammlechte war wéi nach virun der Pandemie. Dat gesäit een ëmsou méi, wann een de Verglach mat den Zuele vum Virjoer mécht. Zum Beispill sinn 2019 guer keng Reklamatioune provisoersch clôturéiert ginn. Op dëser Plaz wier et interessant ze wëssen, ob et nëmme der Pandemie geschëllt ass, dass dës Zuele sech par rapport zu 2019 verschlechtert hunn, oder ob et do nach aner Grënn gëtt. A wa Jo, wat fir eng Grënn sinn dat? Vläch huet d'Madamm Monti do eng Äntwert drop. Ech weess et awer selwer net. Vläch huet si eng. Dat héiere mer dann an engem nächste Rapport, wa se eis dee presentéiert, well si ka jo elo haut net heirop äntweren. Voilà.

Den Taux de correction bei dësen Demanden interesséiert eis natierlech och. D'lescht Joer louch e bei houfregen 91,7 %. An dëst Joer huet deen Taux sech nach gesteigert, Dir konnt et liesen, op 93,3 %. Wann een dat genee analyséiert, huet e sech souguer an duebeler Hिसicht verbessert, well 2020 ass et an 80 % vun den Demanden zu enger ganzer Verbesserung komm. An dat waren 2019 nëmme 70,8 %. Och dat ass also eng Verbesserung.

Hei kann een der Ombudsman nëmme felicitéiere fir hir exzellent Aarbecht. An ech si gespaant op deen nächste Rapport, ob do nach eng Verbesserung dran ass. Dat kucke mer dann.

Et ass eng gutt Noriicht fir all Bierger, dee sech u sech net zefridde weist mat enger Decisioun an deen dann op de Wee vun enger Reklamatioun geet. Well d'Chance, dass dës Reklamatioun Friichten dréit, déi war jo u sech 2020 ganz héich. Am allerbeschte wier et jo awer, wa mer d'Aarbecht vun der Ekipp vum Ombudsman iwwerhaupt net géife brauchen. Dat wär dat Allerbescht, well da wäere keng Reklamatioune do an d'Leit wäeren all zefridden. Mee ech mengen, dat si Wonschdrem an do komme mer ni hin.

Wat awer sécher ass: dass et an deene meeschte Fäll eng gutt Zesummenaarbecht vun de Gemenge mat der Ombudsman gëtt. Wann eng konstruktiv Zesummenaarbecht an eng gutt Kommunikatioun bestinn, da kënnen déi meescht Problemer geléist ginn an et kann een dem Bierger sengen Doleancen och gerecht ginn. Hei wéilt ech all de Gemenge felicitéieren, déi dozou bäidroen, an och se ënnerstëtzen, de Wee vun der Kommunikatioun an der Zesummenaarbecht weiderzegoen.

D'Reklamatioune bezéie sech bei de Gemenge besonnesch op verschidde Matière wéi sozial Hëlfehen, wourënn Aides au logement falen, oder och verspéiten Äntwerte vun eebe Gemengeservicer. Dese leschte Punkt ass een, op deem d'Gemengen u sech ganz vill kënnen bewierken, well eng zäitlech Äntwert an engem Dossier oder bei enger Doleance dacks d'Zefriddenheet vun dem Bierger maassgeblech beaflosst.

Wann Der erlaabt, géif ech gär bei dësem Punkt vun de Gemengen eppes bäifügen, an zwar dass d'Gemengen nieft der Mediativoun vun de Bierger mat der Ombudsman an hirem Ekipp och nach eng Méiglechkeet hunn, en anere Service de médiation hire Matbierger unzebidden. Dës kommunal Mediativounsservicer komplementéieren also perfekt d'Aarbecht vun der Ombudsman.

Ganz vill Gemengen, och déi, déi ech dann eeben e bësse besser kennen, bidden hiren Awunner e gratisen, vertraulechen, fräiwëlegen an onparteiische Mediativounsservice, souguer an e puer verschiddene Sproochen, un. Dës Mediativoun huet zum Zil, Konfliktsituatioune tëscht den Awunner zefriddestellend ze léisen, Sträit tëscht Noperen ze schlichten an eventuell Problemer mateneen am Gudden ze klären, an dëst esou séier wéi méiglech. Nëmme esou kënnen d'Awunner zu hirem Alldag zréckfannen an hir ënnerlech Mëtt nees fannen.

Problemer sinn u sech do, fir geléist ze ginn, an déi sollen am beschten och schonn op lokalem Niveau geléist ginn. Ech sinn der Meenung, dass dës lokal Mediativounsservicer en Deel vun der Léisung sinn a verstärkt agesat kënnen ginn, ier een dann e juristesche Recours muss huelen.

Komme mer awer elo erëm zréck zum Rapport vun der Madamm Monti. Statistesche sinn d'Zuele vun de staatlechen Etablissementer och ganz interessant. Den Taux de correction läit jo hei an dësem Rapport bei 81,5 %, wat u sech e bësse méi schlecht ass wéi d'lescht Joer, well do war e bei 87,2 %. Par contre, wann ee sech reng d'Zuele vun de Reklamatioune bei de staatlechen Etablissementer ukuckt, da kann ee feststellen, dass hei eng ganz gutt Aarbecht awer geleescht ginn ass. Et sinn am Joer 2020 nimmlech 722 Reklamatioune bei der Mediatrice erakomm. Par rapport zu 2019 ass déi Zuel erofgaangen. An et sinn der och 498 während deem Joer clôturéiert ginn. An dat ass, mengen ech, eng Steigerung zu dem Joer virdrun.

Bei dësen Etablissementer wollt ech ee Ministère besonnesch eraushiewen, well mer do d'Zuelen opgefalle sinn, dat ass den Ausseministère. D'Ombudsman huet 2020 genau 223 Reklamatioune betreffend den Ausseministère erakritt. Do ass dunn awer fläisseg geschafft ginn tëscht deenen zwou Associatioune, der Ombudsman an dem Ausseministère, soudass 177 Reklamatioune definitiv clôturéiert konnte ginn, wat erfollegräich ass, well dese Ministère u sech iwwer 30 % vun alle Reklamatioune representéiert, déi géint Ministère erakomm sinn.

Wann ech all déi Tauxen an Zuele Revue passéiere loosse am Verglach mam Joer 2019, da kann ee sech awer kloer zefridde mat der Aarbecht vun der Ombudsman an hirem Ekipp weisen. Et ass virun allem feststellen, dass de Bierger sech dacks un den Ombudsman geriicht huet, fir seng Problemer mat verschiddene kommunalen an och staatlechen Etablissementer ze reegelen. An de Bierger huet an deene meeschte Fäll och gehollef kritt.

Wat d'Diminutioun vun den Zuelen ugeet, gëtt als Grond déi verstärkt Digitalisatioun vu kommunalen a staatlechen Servicer ugin. Meng Virriedner hunn dat jo

och scho gesot. An dëst soll och fir vill vun de Revendicatioune vu Bierger gesuergt hunn, wat een souwuel positiv wéi och negativ bewäerte kann. Fakt bleift, dass besonnesch dee Moment vun der Pandemie vill Bierger nach net gewinn waren, oder nach net d'Mëtelen haten, alles digital ze maachen. A verschiddene Situatioune war den Zougang zu den öffentlechen Servicer net méi garantéiert, wat eeben zu Ongläichheeten an och zu méi Konflikter gefouert huet.

D'Digitalisatioun ass fir d'Emsetze vun der Iddi vun enger moderner an ëmweltfrëndlecher Gesellschaft ee vun den Haaptbausteng. Mee et muss een dem Bierger ëmmer den Accès zu alle Biergerservicer garantéieren. Dohier misst een deene Servicer, déi dat während der Pandemie, wéi sech d'Leit nach méi digital beweegt hunn, net konnten esou garantéieren, wéi dat misst de Fall sinn, mat op de Wee ginn, dass se fir d'Zukunft do e bësse Verbesserung mussen maachen, fir esou dem Bierger dee gréisstméigleche Service ubidden ze kënnen.

No de Statistike wëll ech awer elo e bëssen op d'Recommandatioune agoen, déi d'Ombudsman formuléiert huet, an och kucken, wéi de Suivi do bei de verschiddene Ministère ass.

Am Ufank, mengen ech, ass eng Recommendatioun, déi och scho virdrun ugeschwat ginn ass, iwwert de Fonds du logement. Do ass nimmlech wierkelech wichteg, dass dese Fonds du ..., dass de Fong säi Punktesystem fir d'Abt... O mei! Dat ass, wann een ze séier schwätzt. Ech muss méi lues schwätzen.

Une voix | Loosstech Zäit!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Et wär nimmlech wichteg, dass de Fong säi Punktesystem fir d'Attributioun vu subventionéiertem Logement u Kandidaten upasst, déi wéinst dem Verloscht vun engem festen Daach iwwert dem Kapp Punkte verluer hunn. Et misst deene Leit erméiglecht ginn, prioritär op der Waardelëscht ze stoen, besonnesch wann ee bedenkt, dass et eebe grad dës Leit sinn, déi sech an enger prekärer Situatioun befannen a schnellstméiglech e Logement bräichten.

D'Ombudsman huet dës Recommendatioun opgrond vum tragesche Fall vun enger Persoun formuléiert, déi eng prekär Wunnsituatioun akzeptéiert huet, well si wollt e méigleche Punkteverloscht verhënneren. An dat dierf net de Fall sinn! Dës Situatioun ass net nozevollzéien, well d'Prekaritéit an esou enger Situatioun nëmme nach verschlimmert gëtt, eleng duerch d'Angscht, Punkten ze verléieren an esou nach méi an der Waardelëscht no ënnen ze rutschen.

Dëser Recommendatioun ass jo, wéi Der och héieren hutt virdrun, scho Rechnung gedroe ginn, an dat ass och gutt esou! Och hei ass d'Aarbecht vun der ganzer Ekipp vun der Mediatrice wichteg an och richtig, well si de Fanger an d'Wonne leeën an och hei hëlfehen, d'Problematiken ze verbessern.

Bei der Evaluatioun vun de formuléierte Recommendatioune wéilt ech am Detail och nach eemol op den Ausseministère agoen. Do si mer d'Zuelen och opgefalle. Déi éischt Recommendatioun ass d'Flicht, dem Bierger eng Äntwert ze ginn. Dës ass vum Ministère akzeptéiert an och transposéiert ginn. Donieft huet dese Ministère och folgend Recommendatioune akzeptéiert an transposéiert: éischtens, Mesuren ze huelen, fir d'Evaküiere vun den Dossieren ze beschleunegen, wat d'Entrée, de Séjour an d'Ästallung vu Main d'oeuvre vun auslännesche Leit ugeet, an zweetens, wat den Titre de voyage vun Auslänner ugeet. Déi lescht Recommendatioun ass eng Méiglechkeet ze reese fir auslännesch Persounen, déi net kënnen an de Besëtz vun engem vun hirem Heemechtsland ausgestallten nationale Pass kommen. Den Ausseministère huet hei

och gutt Aarbecht gelescht an an der Ëmsetzung de formuléierte Recommandatioune Rechnung gedroen.

Nieft dësem Ministère kann een awer och den Aarbechtsministère erwänen, dee ganzer sechs Recommandatioune akzeptéiert an och transposéiert huet, dorënner d'Recommandatioun, déi d'Assignatiounskaarte fir d'Demandeurs d'emploi betrëfft.

All aner Ministère, déi ech elo hei net ernimmt hunn, hunn och opgrond vun der Madamm Monti hire Recommandatioune gutt geschafft. Si stellt fest, dass ganzer 37 Recommandatioune säit 2004 akzeptéiert gi sinn. Dëst ass e gudder Bilan. An an Zukunft soll dat och nach weider esou ëmgesat ginn.

Nieft de Recommandatioune huet d'Ombudsman awer e groussen Deel vun hirem Rapport fir d'Reklamatioune reservéiert. Un éischter Plaz stellt si fest, dass d'Gemenge sech am Allgemengen zimmlech vill Zäit loossen, fir op e Courier vun der Ombudsman oder engem Reklamant ze äntweren. Munchmol huet eng Gemeng guer net op de Courier geäntwert. A wann ech mech gutt erënneren, kommen esou Do-leancen och all Joer erëm.

Well vill Reklamante laang op eng Äntwert waarden oder guer keng kréien, wende si sech dann un den Ombudsman. An zum Beispill huet eng Persoun mussen dräi Joer op eng anstänneg Äntwert waarden. An dat kann et net sinn! Dat ass net gutt. Et ass awer och elo nëmme en Beispill an ech wëll och net soen, dass dat representativ ass, well ganz vill Gemengen – an dat ass och meng Iwwerzeegung – hir Missioun, dem Bierger ze déngen, mat guddem Gewëssen erfëllen, an dat och all Dag op en Neits. Et kënnen natierlech Feeler geschéien, och wa se solle vermidde ginn. Dat ass beim Fonctionnement vun enger Gemeng oder vun enger Administratioun awer och net ëmmer auszuschléissen.

Wéi Der scho matkritt hutt, hunn ech dëst Joer e bëssen de Fokus op den Ausseministère geluecht, an och esou bei de Reklamatioune, wou et 2020 zu 223 Reklamatioune komm ass am Kompetenzberäich vum Ausseministère. Hei konzentréieren ech mech op d'Demandes de protection internationale.

Wéi schon am Rapport vun 2019 sinn der Ombudsman nees d'Waardezäiten an den Dossiere vun dëser nationaler Schutzmoosnam opgefall. Et muss ee bedenken, dass deen ugefrote Schutz immens wichteg fir Mënschen ass, déi dréngend Hëllef brauchen an hoffen, dass se dës an eisem Land fannen. Bei dësen Demandé geet et ëm Mënschen, déi, wéi gesot, schutzbedierft sinn, déi sech en neit Liewen opbaue wëlen. Deene Leit muss ënnert d'Äerm gegräff ginn. An dat maache mir hei am Land.

Wat d'Reklamatioune aus dem Joer 2020 ugeet, muss d'Ombudsman feststellen, dass d'Demandeuren dacks keng Informatioun iwwert den Avancement vun hirem Dossier kréien oder iwwert déi méiglech Waardezäit. Deelweis ginn och d'Delaien net respektéiert. Dat ass net gutt esou, dat ass richtig. Mee déi international Situatioun ass awer ganz komplex. An och, wa se haut e bësse méi dramatesch ass, wéi se 2020 war, ass se awer net manner komplizéiert gewiescht. D'Dossieren, déi bei esou enger Demande mussen traitéiert ginn, si komplex, an eng fundéiert Decisioun kann nëmme geholl ginn, wann d'Analys vum Dossier komplett gemaach ginn ass. An esou eppes hält eben Zäit. Dofir muss een och heiansdo Versteedsdemech fir verschidde verspéiten Delaien opréngen, och wann d'Demandeuren an enger ganz schlëmmer Situatioun sinn.

Duerch all dës Ëmstänn seet d'Ombudsman awer besonnesch der Direction de l'immigration Merci, déi trotz der Pandemie an der Komplexitéit vun den

Dossieren hiert Besch ginn huet, fir dës Dossieren esou schnell wéi méiglech ze traitéieren.

Als Ofschluss muss ee constatéieren, sou wéi d'Ombudsman et och an hirem Avant-propos vum Rapport mécht, dass d'Bierger sech d'avantage un d'Administratioune wenden, fir Léisungen ze fannen. Duerch d'Pandemie ass d'Wichtigkeet vun de kommunalen a staatlechen Administratioune ëmsou méi kloer ginn: De Bierger huet Uspriechpartner gesicht an och gebraucht.

An engem weidere Punkt kann een der Mediatrice och nëmme zoustëmmen: D'Administratioune hunn en immensen Effort gemaach, fir mat den Erausforderunge vun der Pandemie eens ze ginn an de Service um Bierger sou gutt wéi méiglech ze erfëllen. Ob dat elo d'Reorganisatioun vun hirem Servicer war oder och den Teletravail aféieren an organiséieren, an dat trotz heiansdo krankheetsbedéngten Ausfäll a sëllegen aneren Erausforderungen, d'Fonctionnaires op deene verschidde Niveauen hunn hir Aarbecht gemaach.

D'Pandemie huet dat Besch an dat Schlechtst am Mënsch ervirbruecht. Immens Solidaritéit a Matgefill sti Schicksalsschléi an enger ugespaanter Stëmmung entgéint. De Bierger an d'Administratioune hunn hiert Besch gemaach, fir mat dëser ongewéinlecher Situatioun eens ze ginn an awer nach mënschlech ze bleiwen, wat menger Meenung no besser gelongen ass, wéi ee sech dat hätt kënnen erwaarden.

Mir mussen awer aus dëser Pandemie och Léieren zéien. Mir mussen eis bewusst sinn, dass et vill vulnerabel Leit ënner eis gëtt, déi op kommunal a staatlech Servicer an Administratioune ugewise sinn. An do muss een och nach vläicht e bësse méi effikass ginn. Déi vulnerabel Leit sinn duerch dës Kris nach méi vulnerabel ginn. An duerch déi aktuell international Krichskris wäerten d'Ongläichheeten an de soziale Clivage nëmme nach méi auserneegen.

An deem Kontext muss awer garantéiert ginn, dass den Accès zu de genannte Servicer fir all Mënsch gläich ass an dass ee sech muss de Besoine vun de Leit upassen, fir d'Missions de service public voll a ganz ze erfëllen.

Wéi d'lescht Joer an och déi Jore virdu sti mir als LSAP-Fraktioun wierklech hanner esou enger Institution wéi der Ombudsman. A mir soen hir en décke Merci, mat all hire Leit, fir hir Aarbecht, déi se mécht. A mir freeën eis elo schon op eng weider gutt Zesummenaarbecht am Sënn vun all de Bierger hei am Land. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Asselborn-Bintz. An den nächsten ageschriwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréisch wëllt ech och vun der Geleehheet profitéieren, fir a mengem Numm an am Numm vu menger Fraktioun der Madamm Monti an hirem Ekip e grouse Merci ze soe fir hire Rapport 2020 an hir alldeegleche Aarbecht. An natierlech och fir hiren dagdeeglechen Engagement an der Covidzäit, wou d'Biergerinnen an d'Bierger sech ëmsou méi un öffentlech Servicer hu misse wenden a wou den Ombudsman sech schnell huet misse un d'Situatioun adaptéieren, fir d'Kontinuitéit vun de Servicer ze garantéieren an de Leit weiderhin ze assistéieren.

Och a Pandemiezeäiten ass et wichteg, dass den Ombudsman seng Roll als Mediateur ka spillen, deen am Sënn vum Wuelbefanne vun der Gesellschaft agéiert a reagiert, andeems e bei der Vermëttlung bei

Konflikter hëlleft a soumat d'Gerechtkeet férdert an de Matenee stäerkt. All Biergerin a Bierger huet an all Situatioun d'Recht op eng neutral Analys vum betreffende Konflikt an d'Recht, zumindest eng Erklärung dozou ze kréien.

Dir Dammen an Hären, ech wëllt just ganz kuerz op d'Zuelen an op déi eenzel Fäll aus dem Rapport vun 2020 agoen, well d'Rapportrice dat am Detail an hirem mëndlechen a schrëftleche Rapport gemaach huet, fir déi ech der Madamm Oberweis och e grouse Merci wëll soen. An och meng Virriedner sinn am Detail op verschidde Fäll an Zuelen agaangen.

Ech begrëissen, dass mëttlerweil beim Relevé global d'Unzuel vun de Reklamatioune an den Taux de correction pro Joer opgefouert ass, wat et erlaabt, e Suivi an der Zäit ze maachen. Bei de Gemengen ass dann awer just nach d'Unzuel vun de Reklamatioune vun de Jore virdrun opgefouert an net méi den Taux de correction. Dëst ass schued, well besonnesch bei de Gemengen, wou den Ombudsman scho mol ganz kritesch war a souguer ugedréit hat, déi Gemenge mam Numm ze nennen, déi eng Kollaboratioun mam Ombudsman géife refuséieren, ass de Verglach vum Taux de correction vun engem Joer zum aneren awer eng Méiglechkeet ze kucken, ob d'Situatioun sech verbessert huet oder net.

Bei den eenzelne Ministère ass da weeder bei der Unzuel vun de Reklamatioune nach beim Taux de correction de Verglach zu de Jore virdrun opgefouert. Och dëst wär interessant, fir e Suivi kënnen ze maachen.

Allgemeng stellt ee fest, dass d'Konfliktfäll sech virun allem ëm d'Beräicher Steieren, sozial Sécherheet, sozial Hëllef, Wunnen, Aarbecht an Immigratioun an Asyl dréien. Meeschtens geet et ëm laang Waardezäiten, d'Contestéierung vun der Legalitéit vu verschidde administrative Praktiken, de Bien-fondé vu verschidde Decisioune, d'Verständlechkeet vun der administrativer Sprooch an d'Verlaange vun engem bessere Service.

Här President, ech wëllt a menger Ried zum Rapport vun 2020 besonnesch op zwee Punkten agoen, déi och matenee verbonne sinn: Dat sinn d'sanitär Kris an d'Digitaliséierung vun den öffentleche Servicer.

2020 gouf gepräagt vun der Sars-CoV-2-Kris an huet och d'Servicer vum Ombudsman souwéi d'Aarbecht vun den öffentleche Verwaltunge staark impaktéiert. D'Unzuel vun den Ufroen huet sech zwar net vill verännert respektiv ass esouguer erofgaange par rapport zu 2019, mee déi sanitär Kris hat Auswierkungen op d'Aart a Weis vun der Gestioune vun den Ufroen beim Ombudsman.

Den direkte Kontakt huet bei enger Mediationsaarbecht en héije Stellewäert, well vill Verwaltungsprozesser ëmmer méi schrëftlech oder digital oflafen a soumat d'Novollzéibarkeet an d'Verständnis fir d'Biergerinnen an d'Bierger des Éfteren net ganz kloer sinn. Eng mëndlech Kommunikatioun dréit oft dozou bäi, dass een d'Situatioun respektiv d'Entscheidung vun der Verwaltung besser erkläre kann a soumat besser novollzéibar maache kann. Och Malentendue kënnen direkt identifizéiert an aus dem Wee geschafft ginn.

Duerch déi sanitär Kris hunn awer an de Verwaltungen eng Rei zousätzlech Prozesser a Servicer misse digitaliséiert ginn, well si sech hu misse reorganiséieren an och op Teletravail ëmstellen. Domat gouf d'Accessibilitéit vun den öffentleche Servicer staark impaktéiert an den direkte Kontakt gouf deelweis duerch den digitalen ersat.

An hei läit genau de Problem, well net jidderee gläichberechtigt digital konnektéiert ass respektiv

net jiddereen déi selwecht digital Kompetenzen huet. Duerfir huet d'Madamm Monti an hirem Rapport drop higewisen, dass jidderee muss e gläichberechtigten Accès op d'Verwaltungen hunn, onofhängeg vu sengem Accès zu Informatiounstechnologien oder de Kompetenzen, fir Verwaltungsvirgänger digital duerchezeféieren. Eng Verwaltung muss ëmmer accessibel bleiwen an dierf keng Persoun ausschléissen oder ausgrenzen. De Rechtsstaat muss weiderhi bestoe bleiwen, och an enger Kris.

Hei wéilt ech awer drop hiweisen, dass d'Regierung dat och esou gesäit. Duerfir huet se e Plan d'action national d'inclusion numérique ausgeschafft, deen am Oktober 2021 presentéiert ginn ass. Als Gréng begrëisse mir d'Approche, d'Digitaliséierung vun de Verwaltungen weiderzedreiwen, parallel dozou awer Alternativen oprechtzerhalen fir déi Persounen, déi sech, aus wéi enge Grënn och ëmmer, net digital kënne konnectéieren, an och Méiglechkeeten ze schafen, fir déi digital Kompetenze grad wéi déi digital Accessibilitéit fir jiddereen ze verbesseren.

D'Kris huet awer och virun allem déi Leit getraff respektiv hir Situatioun verschlëmmert, déi sech souwisou schonn an enger schwieriger a prekärer Situatioun befondt hunn an dann nach méi op déi öffentlech Verwaltungen ugewise waren an och op den direkte Kontakt. Duerfir fannen déi gréng et wichteg, dass d'politesch Opmiersamkeet net nëmmen op der Fracture digitale, mee och op der Précarité numérique, dat heescht der Fracture sociale am digitale Beräich, läit.

deéi gréng sinn awer och der Meenung, wéi den Ombudsman, dass een net all Servicer kann digitaliséieren. Do wou Fangerspëtzegefill an Empathie verlaangt ass, kann ee kee Computer derteschentschalten. Duerfir ass et fir eis extreem wichteg, dass all Verwaltung eng Analys mécht, bei wéi enge Servicer d'Digitaliséierung net zülféierend ass a wou et besser ass, an den direkte Kontakt mat de Biergerinnen a Bierger ze trieden, fir déi besteeënd Problemer besser a méi schnell léisen ze kënnen.

Et ass wichteg, Prozeduren anzeféieren, déi problematesch Fäll méi einfach identifiziéieren kënnen, fir da proaktiv op dës Fäll anzegoen a se net an der digitaler Endlosschläif dréinen ze loossen.

Här President, den Ombudsman beschäftegt sech awer net just mat eenzelne Fäll, mee schafft och bei recurrente Problemer Recommandatiounen aus. Vun 2004 u bis den 31. Dezember 2020 waren et der am Ganzen 53, wouvun der 37 akzeptéiert gi sinn.

Esou och d'Recommandatioun Nummer 53 aus dem Rapport vun 2020, wou et ëm d'Upassung vum Punktesystem beim Fonds du logement, fir eng Wunneng ze kréien, geet, déi och scho verschidde Virriedner vu mir ugeschwat hunn. Do war et nämlech esou, dass wann eng betraffe Persoun keng Adresse effective hat, se keng Punkten a verschiddene Kategorië krut an esou am Klassement op der Lëscht, fir eng Wunneng ze kréien, zréckgefall ass, well et huet een zum Beispill e Logement gebraucht, fir d'Punkten an der Kategorie „insalubre, inhabitable, non adapté ou non doté“ ze kréien. Dat net bei enger Persoun gëllen ze loossen, déi sans domicile fixe ass, ass net onbedéngt logesch, well déi betraffe Persoun zousätzlech desavantagéiert gëtt.

deéi gréng begrëissen et dofir, dass de Fonds du logement op d'Recommandatioun Nummer 53 vum Ombudsman am November 2020 favorabel reagéiert huet an de Berechnungssystem deementspreechend geännert huet, soudatt Persounen, déi op der Liste d'attente beim Fonds du logement sinn an hir Wunneng verléieren, net méi defavoriséiert ginn.

Als leschte Punkt wéilt ech dann awer nach eng Kéier op eng al Revendicatioun, och vun déi gréng, zréckkommen, an zwar, dass den Ombudsman och misst kënnen an de Beräicher aktiv ginn, déi eng Mission de service public hunn a wou d'Servicer mat öffentleche Gelder ënnerstëtzt, awer privat geréiert ginn. Typesch Beräicher sinn den öffentlechen Transport, Maison-relais, Privatschoulen oder Alters- a Fleegeheimer. Hei besteet eng Ongerechtegkeet par rapport zu deene selwechte Servicer, déi vun öffentlecher Hand geréiert ginn a wou den Ombudsman eng Kompetenz huet ze intervenéieren.

Ech wéilt dëst an de Kader vun der Pandemie setzen. Während deenen zwee leschte Joer ware vill Diskussiounen iwwert d'Alters- an d'Fleegeheimer. Déi verschidden Haiser hu Mesuren ergraff, fir d'Pensionnaire beschtméiglech ze schützen. Dëst hat awer en Impakt op hiren Entourage, hir Liewensqualitéit an et stoung vill Froen an Diskussiounen am Raum, déi och d'Rechtméissegkeet vun de Mesuren a Fro gestallt hunn. D'Fro stellt sech, ob net och hei eng Ulafstell wéi den Ombudsman vill Problemer hätt kënne léisen, andeem eng Mediation tëscht den Institutionen an de Pensionnaire respektiv hirem Entourage hätt kënne garantéiert ginn. Dëst wier awer net nëmmen an enger Pandemie sénnvoll, mee och allgemeng.

A wann ech scho bei den Altersheimer sinn, wéilt ech op e weidert aktuellt Thema agoen. 2022 an 2023 sollen zwee Altersheimer vum Grupp ORPEA op Märel an op Stroosse kommen. Dese Grupp steet am Ausland säit e puer Méint staark an der Kritik wéinst senger extremer Spuerpolitik, déi op d'Käschte vun der Gesondheet an dem Wuelbefanne vun de Bewunner an den Employéë geet. Et geet souguer rieds vu Mësshandlungen a schlechten Aarbechtsbedéngungen.

Aktuell huet de Grupp nach keen Agreement, fir sech zu Lëtzebuerg nidderzeloossen. D'Prozedur fir ze kucken, ob de Grupp d'Konditiounen erfëllt, leeft aktuell nach. D'Ministesch Corinne Cahen hat awer schonn erwänt, dass dës Zouloossung de Volet humain net en compte hëlt. Et ass allerdingens viséiert, dës Punkt ze beschwätzen an da gegebenefalls unzepassen. Fir déi gréng ass et wichteg, déi reng materialistesche Ausriichtung vun esou Agreementen ze iwwerdenken. De Volet humain däerf bei esou engem emotionalen a mënschlechen Thema wéi der Fleg vun eise Senioren net feelen.

Dëst aktuellt Beispill weist awer och, wéi wichteg et wier, dass och dës Infrastrukturen an d'Missionen respektiv den Aufgabebereich vum Ombudsman fale géifen, fir d'Bewunner an déi betraffe Leit besser ze beschützen an hinnen eng Stëmm ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (deéi gréng) | Ofschlëssend wéilt ech nach eng Kéier drop insistéieren, dass den Ombudsman eng extreem wichteg Aufgab als Vermëttler tëscht de Bierger an de Verwaltungen huet. D'Zuele weisen eis daitlech, dass den Ombudsman d'Hänn voll ze dinn huet a vill Engagement an Empathie muss weisen, fir senger Mission gerecht ze ginn. Duerfir nach eng Kéier e grouse Merci. A Merci un Iech fir d'No-lauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hansen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht direkt e Gedanken opgräifen, dee mäi Virriedner hei gesot huet, dass d'Kontroll an den Heemer fir

deéi eeler Leit. An ech mengen, do huet hien e Punkt opgeworf, dee mir och absolutt deelen, dass mer vläicht och d'Kompetenz vum Ombudsman an deene Strukturen mussen erweideren, kucken. Mee ech mengen, ech hunn ëmmer e Problem domat, wann eng Regierungspartei sech e bëssen hei als Opposition opspillt. Ech mengen, déi gréng sinn an der Regierung, si kennen déi Problematik ganz gutt. D'Madamm Cahen huet et hei e puermol erkläert, dass et besser ass, et huet een en Agreement, well een da ka kontrolléieren. Wann ee keen Agreement huet, huet ee keng Méiglechkeet, fir ze kontrolléieren. An ech mengen, et muss een déi Diskussioun dann och esou féieren. Mee dass do eng Kontroll fir all déi Strukturen muss sinn, ech mengen, dass ass ganz evident.

Ech wéilt och direkt mat engem anere mënschleche Sujet ufänken, ier ech un d'Intervention selwer kommen, dass ass, d'Kollege vun der CSV ze bieden, och vun eiser Säit dem Max Hengel eng ganz gutt Besseerung ze wënschen, an dass e geschwënn erëm kann hei bei eis sinn a mat eis zesumme schaffen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Madamm Oberweis, villmools merci fir Äre spannende Rapport, deen Der eis gemaach hutt. Et deet mer leed, dass ech Iech hu mussen ënnerbriechen, mee iergendwa wor do eng kleng Verwiesslung. Mee ech mengen, Dir hutt awer hei dee Rapport vun der Madamm Monti op eng ganz exzellente Manéier virgestallt. Dofir soe mer Iech Merci, an natierlech der Madamm Monti, déi haut bei eis ass, hir an hiren Ekipp, fir eng Aarbecht, déi mer alleguer mengen ech, hei wierklech appreciéieren. An eis bescht Wënsch an eis Ënnerstëtzung, déi stinn Iech zou, Madamm Monti.

Gutt. Mir hunn elo hei vill héieren a wann een als Sechsten, mengen ech, drükënt, dann ass schonn alles gesot, oder bal. Duerfir wëll ech mech op e puer Punkte limitéieren. Dat Éischt ass: Mir hunn en héijen Taux u Korrektoren hei am Land. Dat muss een einfach gesinn. Et weist natierlech d'Nëtzlechkeet vun der Institution vum Ombudsman.

Et ass awer och e bësse Schlaraffeland. Mir liewen an engem Land, wou de Bierger nach ëmmer e relativ liichten Accès zu den Administratiounen huet. Wann en deen net huet oder net direkt Satisfaktioun kritt, da stinn Institutionen zur Verfügung, den Ombudsman, och am Verbraucherberäich hu mer dat, an de Gemengen hu mer dat, wou d'Leit sech awer kënnen un déi adresséieren an a ganz ville Fäll awer och Satisfaktioun kréien, iwwer 80 %, bei de Gemengen iwwer 90 %. Dass ass natierlech eng ganz, ganz flott Situatioun. A ville Länner vun der Welt ass esou eppes iwwerhaupt net denkbar.

Mir hunn allerdingens och eng Rei Problemer, op déi d'Madamm Monti ugespillt huet. Déi hunn esou e Charakter vun „Alle Jahre wieder“, awer ouni Chrëschtstëmmung dobäi. An dass ass emol de Problem vun den administrative Formularen. Ech sinn och dofir frou, dass den Här Hansen hei ass, als Minister net nëmme fir d'Relatioun mam Parlament, mee och fir d'Fonction publique. Ech kommen och herno nach vläicht op deen een oder aneren Aspekt dovunner zréck, mee déi Formulairë vu verschiddene Verwaltungen, déi sollte mer vläicht systematesch op de Leescht huelen, och an der Kommissioun vun der Fonction publique.

Also wësst Der, et geet Iech vläicht, wéi et mir geet, ech kucken heiansdo déi Formularen an da froen ech mech: Wéi soll een dat verstoen? D'Steierverwaltung ass e wonnerbaart negatiivt Beispill – also fir d'Formularen, net wéi se schaffen. Et ass bestëmmt eng fantastesch Verwaltung, mee wann een dann esou Formulairë liest: „précédé d'un signe négatif“ an

esou weider, dann ass et dat an dat, an ouni de Signe négatif ass et eppes anescht. Firwat schreiw se net einfach: „Vous avez droit à un remboursement“ an e puer Sproochen oder „Vous devez verser“ déi an déi Zomm bis dann an dann? Firwat kënnen dat net Formuléier sinn, déi esou formuléiert sinn, datt se net fir Maschinnen oder Spezialiste gemaach sinn, mee fir normal Leit?

D'selwecht mat de Rechnungsnummere. Et ass esou, ech weess net, ob et Iech geet wéi mir, mee ech soen Iech, wéi et mir heiansdo geet, wann ech e Virement oder eppes ausfüllen an ech eng Rechnungsnummer och op offizielle Saache vun de Verwaltunge kréien. Dat sinn dann esou laang Nummere; da fänken ech un, d'Nullen ze zielen, fir keng ze vergiessen, an d'Eenten an esou weider. Ech huelen nach eng Lupp an ech maachen e laangen Examen, fir datt ech och déi richteg Nummer dohischreien. Firwat geet dat net méi einfach? An ech mengen, all Verwaltung kéint dach – an ech mengen, den Här Minister Hansen ass hei – einfach mol kucken, fir d'Rechnungsnummer op de Formulaires net unenezeschreien, well déi eeler Leit di mer leed, déi hunn dann esou eng Nummer do, wa se schon net gutt gesinn, vill vun hinnen; mir geet et op jidde Fall esou. Firwat dat net esou maachen, datt een et kann op eng einfach Manéier ofschreien, op eng einfach Manéier geréieren?

D'Sozialwunnengen, jo, dat ass natierlech eppes, dat hu mer an all Diskussioun. A mir hunn als ADR ëmmer gesot – well mir sinn natierlech an enger Penurie vu Sozialwunnengen –, mir hätte gär eng national Lëscht mat transparente Krittären, déi fir jiddereen nozevollzée sinn. Iwwert d'Krittäre musse mer natierlech diskutéieren, fir datt mer eng objektiv Situatioun an eng Gerechtegkeet do erakréien. An do ass vill Drock. Et ass natierlech d'Situatioun um Wunnengsmaat, déi hei am Land ganz schlëmm ass, mee et sinn natierlech och Problemer, déi mer nach selwer derbäigemaach hunn. An do muss ech soen, et ass einfach en Deel vum Problem, well an der Tëschenzäit – no deem, wat mer wëssen, mir wëssen et natierlech net genee – kënn e groussen Deel vun deem Drock op déi Sozialwunnengen natierlech och duerch d'Asylpolitik vun dëser Regierung.

Ech soen dat nach eng Kéier ganz kloer, awer mat aller Bestëmmtheit: D'ADR ass absolutt fir eng generéis Asylpolitik! Do ass guer keen Zweifel a mat der Ukrain hu mer et elo nach eng Kéier bewisen. Mir woren déi Éischt hei, déi opgestane sinn a gesot hunn: „Mir mussen déi Leit ophuelen.“ Mee ech soen awer gradesou daitlech do derbäi, datt fir eis den Asyl en zäitlech bedéngte Schutz ass an net eng Immigratioun. Dat ass nämlech genau dat, wat déi international Konventiounen virgesinn. Dat ass e Schutz, deen déi Leit kréien, esou laang se dat brauchen. Dat ass esou! An da musse se natierlech zréck an hir Länner, wa se kee Schutz méi brauchen.

Hei am Land gëtt dat als Immigratioun gehandhaabt. Dat ass et net! Dat soll et net sinn. Immigratioun ass eng Saach, Asyl a Protection internationale ass eng aner Saach. An deen Ënnerscheid wëlle mer respektéieren, sou wéi déi international Konventiounen, déi mir ratifizéiert hunn, et virgesinn. Dat heescht och, datt mer natierlech reegelméisseg mussen iwwerpräwen, ob déi Leit, déi dee Schutzstatut hunn, en nach brauchen. A wa se en net méi brauchen, da musse se eeben zréckgoen, woubäi mer hinnen och kënnen hëllefen – et ass net dat d'Diskussioun. Mee mir hätte gär d'Observatioun, de Respekt virun de Konventiounen. Wa mer dat maachen, hu mer natierlech och manner Drock bei de Sozialwunnengen. Dat si Realitéiten a mir géifen eis dorunner konforméieren.

D'Logements d'urgence, d'Madamm Monti huet dat ganz kloer gesot, déi sinn natierlech zu engem groussen Deel an der Responsabilitéit vun de Gemengen. Ganz schwierig! Wa mer schonn um normale Wunnengsmarché vun de Sozialwunnengen esou vill Problemer hunn, fir dann och nach Logements d'urgence zur Verfügung kënnen ze stellen, ass natierlech e groussen Defi. D'Gemenge mussen dat maachen. De Staat soll hinnen dobäi hëllefen. A mir mussen och drun denken, datt mer och bei esou Wunnengen un d'Accessibilitéit denken. Och fir Leit mat enger Behënnerung muss et méiglech sinn, an esou eng Wunneng kënnen eranzekommen, wa se dat da brauchen. Et ass also net nëmmen een, et ass en duebelen Defi: engersäits fir d'Wunnengen ze hunn, an op där anerer Säit awer och dann, wann een eng Behënnerung huet, fir der och dofir ze hunn.

En aneren Theemekomplex ass d'Fracture numérique, déi ganz Digitaliséierung, déi mer jo all gär hätten, an do huet d'Madamm Monti och op e Problem higewisen. Mir hunn e bëssen an der Gesellschaft e relativ groussen Deel vun Analfabetismus. Dat ass och e Problem, dee mer an eiser Gesellschaft hunn. Deen huet eng Rei Ursachen. Fir déi eng ass et e medezinesche Problem oder e psychologesche Problem, datt se eeben net oder net gutt liesen a schreiw kënnen. Fir déi aner ass et Verfall vun der Bildung. Ech mengen, mir hu Leit, och op héije Klassen, déi haut keen normale Saz op Verwaltungsfranséisch kënnen verstoen, mee dat ass e Problem vun eise Schoulsystem. A mir hu vill Leit am Land, déi einfach eist Alphabeet net kënnen, déi mer eeben mussen iwwer Integratioun an esou weider, iwwer Moosnamen, well se aus engem ganz anere Kulturkrees kommen, einfach alphabetiséieren an eise Alphabeet, fir datt se iwwerhaupt kënnen u verschidde wichtege Prozesser an eiser Gesellschaft deelhuelen.

Och dat ass en Defi. Dat musse mer onbedéngt maachen, fir datt mer déi Leit, déi bei eis kommen, zum Beispill well se Schutz sichen a Schutz zegutt hunn, awer an deem Sënn kënnen integréieren, datt se keng Fracture numérique hei erliden.

D'Grondrechter, do ass och e Meritt, deen d'Madamm Monti ganz kloer huet, wa si seet: „Mir hunn eng Diskussioun iwwert d'Grondrechter, de Respekt vun de Grondrechter ugefaangen an der Zäit vu Covid-19.“ Ma Gott sei Dank fänke mer un, doriwuer nozedenken! Mir hunn dat als ADR iwwert déi ganz Zäit systematesch vertraueden. Den Här Engelen huet et de Mëtten nach rappeléiert, wou mer bei all Gesetz oder bei ville Gesetzter och mat Nee gestëmmt hunn, well d'Grondrechter vun de Leit ageschränkt gi sinn. A mir mussen eis als Gesellschaft mat engem bestëmmte Recul – mir hoffen, datt mer déi Pandemie elo hanner eis hunn – iwwerleeën, wéi mer eis da positionéiert hunn, wéi mer mat de Grondrechter an där Zäit ëmgaange sinn.

D'Madamm Monti hat e puer Beispiller genannt, ech nennen Iech anerer, déi sinn eis wichteg: Wéi ass de Policeminister domat ëmgaangen? Wéi si mer mam Demonstrationsrecht ëmgaangen? Gouf et eng rechtliche Basis, fir eng Demonstratioun ze confinéieren? D'Äntwert ass Ne! Mee wéini kënnen mer endlech emol doriwuer diskutéieren, Konsequenzen zéien, och Responsabilitéite froen? Eng Demokratie – a mir sinn eng a mir wëllen eng bleiwen – muss och kucken, wéi se a Krisenzäite mat de Rechter vun de Leit ëmgeet. Hu mer dat alles esou gemaach, wéi mer et misste maachen, wa mer eis eege Verfassungsprinzipie wëllen anhalen?

Mir hunn eng Rei Schwierigkeete mat der Kommunikatioun mat Ministären. D'Madamm Monti huet e puer Problemer opgezielt. D'Délais de réponse sinn heiansdo ze vill laang. Vlächtt hunn d'Ministären

net genuch Personal. De Minister vun der Fonction publique sëtzt hei. Vlächtt kënne mer de Guichet.lu ausbauen, datt ass eng vun de Suggestiounen. Eng administrativ Vereinfachung ass sécher net falsch.

Mee heiansdo, Här Minister, muss een och soen, datt Dir selwer an Ärem Ministère de Leit net äntwert. An et ass schéin, datt Der haut hei sëtzt, well mir haten des Woch bei eis an der Partei nach eng Gewerkschaft, déi sech doriwuer beklot huet, datt se Iech zweemol geschriwwen huet a keng Äntwert kritt huet. Dat huet warscheinlech näischt mat engem Manktem u Personal ze dinn, mee ech wëll hei awer och un Iech appelléieren: Wann eng Gewerkschaft sech un Iech adresséiert, dann äntwert wannechgelift. Ech mengen, eng Regierung sollt dat maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Zwee Punkten nach, fir ofzeschlëssen: Dat eent, de Sujet vun den Établissements de droit privé mat enger Mission de service public ass hei ugeschwat ginn. Jo, mir sollen doriwuer schwätzen, fir d'Kompetenz auszubauen. D'Institutionekommissioun an d'Petitionskommissioun solle sech zesummesetzen an dee Problem reegelen.

An ech wëll nach op eppes opmierksam maachen: An där neier Verfassung – Dir wësst, d'ADR ass kee grouse Fan dovunner – kritt den Ombudsman Verfassungsrang. A mir hunn ëmmer als ADR gesot, mir wäeren och bereet, fir punktuell Verfassungsännerungen ze maachen, well et gëtt der vill, déi sënnvoll sinn, an dat wär eng vun deene Saachen, déi mir och géife sënnvoll fannen. Also och an eiser Visioun vun enger Verfassung sollt eng punktuell Ännerung op jidde Fall méiglech sinn an d'Wichtigkeet vun der Institution Ombudsman och doduerch ënnerstrach ginn, datt se an der Verfassung déi néideg Plaz fënnen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och fir déi Deeleradhesioun zu der Verfassung.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech si frou, Här President, datt ech Iech mat där leschter Bemierkung vlächtt eng Freed konnt maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Owend fänkt gutt un.

(Hilarité)

Merci dem Här Kartheiser. Den nächste Riedner, an ech mengen och, de leschte Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass e ganz wichtege Rapport, well en eng Kéier der Chamber erëmispigelt, wat eigentlech d'Problemer am Land sinn, well se eis Problemer am Staat sinn, dee mir jo als Chamber vertrieeden. An et ass awer och positiv, dass der ganz vill, iwwer 80 %, konnte geléist ginn. Dat ass de positiven Aspekt dobäi.

E grouse Merci un d'Madamm Monti an hir ganz Ekipp. An Dir hutt och eis voll Ënnerstëtzung, wann Der all déi kriddeleg Fäll ugitt, well dat sinn déi, déi ech mer e bëssen am Rapport erausgepickt hunn. Et si ganz interessant, kriddeleg Fäll. Dëst Joer wäert ech mech op d'Steierverwaltung konzentréieren. Do ware ganz interessant Sätz am Dokument. A mir Piraten stinn och derzou, dass, wann den Ombudsman weidert Personal oder Opstockunge bräicht, dass mir deem géifen zoustëmmen, well méi Bierger am Land bedeit och méi Aarbecht fir den Ombudsman.

Dat Digitaal, jo, ech hu mer dat e bëssen am Rapport ugekuckt, ech muss awer och ganz éierlech soen, wat dat d'Digitaal ubelaangt, do war villes 2020. An der Tëschenzít huet an der Coronaepidemie virun allem de Minister fir Digitales ganz villes nei op de Wee bruecht a sécherlech ass villes, wat 2020 an deem Rapport zu Recht nach kritiséiert ginn ass an och esou war, elo awer trotzdem e Schrëtt weider.

Ech wëll elo net de Minister ze vill luewen a soen, alles wär perfekt, mee en huet awer villes op de Wee bruecht, wat an déi richteg Richtung geet, wat dat Digitaal ubelaangt. An ech sinn och sécher, dass vill Bierger dat benotzen – zumindest ass dat de Feed-back, deen ech vun de Bierger kréien –, sief et de Guichet, sief et déi nei Appen, an dass dat ganz gutt ukënnt.

Bei der Steierverwaltung, do huet mech virun allem ee Punkt gestéiert, deen am Rapport ze fannen ass, an zwar ass dat dee Punkt: „Saisie sur les remboursements de la CNS“. Ech hat mer deen dunn och an der Finanzkommissioun e bësse méi laang erkläre gelooss, well ech mer eigentlech, ier ech de Rapport gelies hat, net konnt virstellen, dass eis Steierverwaltung géif higoen a Saisien op der CNS (veuillez lire: op CNS-Remboursement) maachen.

Aus dem Rapport geet ervir, dass déi Persoun schwéier krank war an dass duerno déi Remboursementer vun der CNS, wéi si dunn hirer Aarbecht net méi konnt nogoen, an enger Saisie gelant sinn. Do hu mer dann e bëssen an deem ganzen Dossier gewullt an och d'Steierverwaltung gefrot, wéi dann allegueren déi Prozedur sinn. Do sinn dunn nach e puer Question-parlementairen nokomm.

An ech muss soen, ech hat herno nach méi Bauchwéi, wéi ech gelies hunn, wéi et bei der Steierverwaltung geet, well en plus ass et e bëssen esou e Menu à la tête du client. Dat ass dat, wat aus de Question-parlementairen erauskomm ass. An dat ass och e bëssen dat, wat am Rapport steet. Et ass nämlech esou, dass een eigentlech d'Chance muss hunn, dass een op e gudde Receveur fält, dee vläicht méi sozial agestallt ass a vläicht dem Bierger éischer entgéintkënt. Wann een awer op e méi knallhaarde fält, hat een einfach Pech. An dat ass och dat, wat d'Madamm Monti an hirem Rapport kritiséiert, a si schreift richtig: „D'Gesetzter ginn zum Deel bei der Steierverwaltung iwwerinterpretéiert.“ Si setzt se méi staark duerch, wéi eigentlech de Gesetzgeber, also mir, et virgesinn hunn.

An dat ass wierklech e Punkt, dee mer als Chamber eng Kéier misste méi déif diskutéieren, virun allem an der Finanzkommissioun, ob d'Steierverwaltung net awer heiansdo ze haart duerchgräift, wann et drëms geet, déi Steieren anzedreiwen, grad wann et esou Fäll sinn – bon, krank ginn oder aner Problemer, dat kann ëmmer virkommen –, an dass dat dann zu esou Problemer féiert!

Et ass a mengen Aen net d'Aufgab vun enger Steierverwaltung, fir d'Leit herno quasi dann an de Bankrott ze dreiwen, wa se scho Problemer hunn. An do ass et och ganz kloer, dass mir Piraten fuerderen, dass op dem Relevé, deen ee kritt, vill méi Méiglechkeete stinn, dass ee sech ka mellen, fir de Recouvrement vill méi einfach kënnen ofzebeuelen. Kucke mer e Beispill, elo rezent, do hat de Sven Clement eng Question parlementaire gestallt: Do si ganz vill Leit, déi mussen eng Steierschold vun einfach emol 50.000 Euro op ee Coup zrëckbeuelen. Do stellt ee sech da Froen, wéi esou eppes iwwerhaupt maachbar ass, wann ee bedenkt, dass déi Leit jo awer nach Famill hunn a Préten an esou weider ze beuelen hunn.

Wat déi eenzel Méiglechkeeten elo an der Steierverwaltung selwer ugeet, fir de Leit ze hëllefen, do hate mer eng Question parlementaire gestallt, fir nach eng Kéier méi Detailer ze kréien zum Rapport vun der Madamm Monti. A leider gétt et do weeder eng spezifesch Formatioun nach soss iergendeppes, fir d'Mat-aarbechter dorop virzebereeden.

Ech muss Iech soen, mir hunn heiansdo bei eis am Büro vun de Piraten ganz tragesch Fäll. D'Leit ruffen eis jo ganz vill un, wa se Problemer hunn, fir eis drop opmierksam ze maachen. An do sinn och oft Problemer mat Steierverwaltungen – ech huelen un, net eleng mat der Steierverwaltung, mir haten der och mat der TVA, dem Enregistrement, mee virun allem mat der Steierverwaltung –, wou eis Mataarbechter da quasi mussen de psychologeschen Déngscht maachen, well déi Leit bei der Steierverwaltung net gehollef kréien. A mir Piraten stellen eis do vir, dass d'Steierverwaltung de Bierger awer do vill méi kéint entgéintkommen, well net all Bierger herno déi Méiglechkeet huet. Bon, et ass och immens komplizéiert, allegueren déi eenzel Punkten a Bréiwer vun der Steierverwaltung do ze liesen. Dofir stelle mir eis vir, dass et vill méi einfach verfaasst wär (veuillez lire: verfaasst misst sinn).

Dann nach eppes, op dat ech a mengem Rapport 2018 schonn agaange war, dat ass déi Geschicht vum Service public, wou de Staat immens vill Gelder dran investéiert, mee d'Ombudsman keen Accès huet. 2018 hate mer dat schonn an deem Rapport dofir extra virbruecht an ech hu gesinn, dass et dës Kéier nach eng Kéier drasteet. An ech sinn dann ëmmer e bësse wibbeleg an ech hunn net gären, wann eppes e puermol muss an de Rapporten stoen.

Dofir hunn ech eng Resolutioun matbruecht, wou mer froen, dass dat soll geännert ginn an dass deementspriedend och den Ombudsman Zougang soll kréien zu den eenzelne Services publics – elo hunn ech se fonnt, et ass d'Recommandatioun Nummer 51 vum Ombudsman, déi solle mer nach 2023 ëmsetzen –, wat fir eis e ganz wichtege Punkt ass. Do falen d'Seniorien, d'Crèchen an allméiglech drënner. Et ka jo net sinn, dass déi Leit, wann déi awer trotzdem do betraff sinn, net déi Méiglechkeet kréien, dass den Ombudsman do Zougang huet. Mir schwätzen do jo awer vu Steiergelder, déi verwennt ginn. An am Fall, wou eppes sollt schifgoen, an ech mengen, dat kann nun emol an all Verwaltung, Administratioun oder Service public eng Kéier geschéien, och wann et e ganz gerénge Prozentsaz ass, si mir der Meenung, dass d'Ombudsman och sollt Zougang hunn. Dofir hunn ech haut déi Resolutioun matbruecht.

An nach e grouse Merci un d'Nathalie Oberweis a virun allem un de Joé Spier a seng Ekipp, déi dat Ganz mam Rapport begleet hunn. An och allegueren de Kommissiounen zesumme merci, well ech hu matkritt, dass all eenzelne Sekretär vun de Kommissiounen ganz vill Aarbecht all Joer mat deem formidablem Rapport huet. Mee en ass immens wichteg, well en der Chamber eng Kéier virun Ae féiert, wou nach Problemer sinn a wat een onbedéngt misst verbesseren.

Dofir wär ech och frou, wann d'Analyse vun deem Rapport herno och verwäert géife ginn, fir eppes draus ze maachen. Mir mussen net all Joer einfach widerhuelen, wat schonn d'Joer virdrun drastoung, mee mir mussen kucken: Wat kënnen mer konkret mat deem Rapport maachen? Wat kënnen mer konkret als eenzel Kommissioun hei an der Chamber weiderginn, fir dass mer kënnen eppes Besseres maachen? Et ass, fir de Bierger méi zefridden ze maachen, an et ass, fir d'Bild vum Staat ze verbesseren.

Merci.

Résolution 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– den Ombudsman an hir Ekipp droen zu enger Verbesserung vun eise Verwaltungen bäi a sinn eng wäertvoll Ulafstell fir eis Biergerinnen a Bierger;

– den Ombudsman huet laut Artikel 2 vum Gesetz vum 22. August 2003 d'Aufgab, fir d'Uwendung vun internationale Konventiounen ze kontrolléieren;

– de Staat huet eng Verantwortung, fir d'Établissements de droit privé chargés d'une mission de service public ze kontrolléieren, an dës sollten och vum Ombudsman kontrolléiert kënnen ginn;

– d'Biergerinnen a Bierger hu laut dem Code de conduite vun der Fonction publique e Recht op eng Äntwert a sollten och e Recht hu fir ze wëssen, wéini dës Äntwert spéitstens wäert kommen;

– dass d'Recommandatioun Nummer 51 schonn Deel vu viregte Rapporten war, esou zum Beispill am Rapport 2018.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Chamber vun den Deputéierten,

– d'Recommandatioun Nummer 51 vum Ombudsman bis 2023 ëmzesetzen.

(s.) Marc Goergen.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech weess, dass de Marc Hansen e ganz gedëllege Minister an de Relatiounen mam Parlament ass. A selbstverständlech huet elo den Här Marc Hansen, Minister fir d'Relatiounen mam Parlament, d'Wuert, mee ech hu mer just erlaabt gehat, eng Kéier iwwert déi Resolutioun ze kucken, a just eng Réaction à chaud, wann et mer erlaabt ass: Esou Resolutiounen hunn natierlech méi Chancen, wa se an där Kommissioun, déi de Suivi mécht, och kënnen virdu behandelt ginn. Mee dat ass just vläicht, wann Der Ärem Président faisant fonction dat erlaabt, eng perséinlech Bemierkung.

De Minister fir d'Relatiounen mam Parlament huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement | Här President, léif Deputéiert, et ass jo traditionell, dass de Minister vun de Relatiounen mam Parlament oder de Fonction-publiques-Minister dee Mëtteg hei ass, wou déi heiten Debatt gefouert gétt. Haut ass et jo dann och nach nëtzlech, wann den digitalisatiounsdelegéierte Minister hei steet. Dat ka vläicht och hëllefen, fir verschidde Sujeten eng Kéier kuerz hei ze belichten.

Vläicht eng kleng Remark am Ufank, well jo jiddweren e bëssen d'Zuelen hei belicht huet, géif ech mer dat natierlech och erlaben. Et si 722 Reklamatiounen, déi de Staat concernéieren, erakomm. Dovunner waren der 670 recevabel. An ech wëll dat, an ech widerhuele mech do par rapport zu deenen anere Joren, e bëssen an de Kontext setze vun all den Transmissiounen, Demarchen, Akten, Arrêtéen, déi beim Staat gemaach ginn: Dat si Milliounen Demarchen, déi am Kontakt mat dem Bierger oder mat de Betriber gemaach ginn, et sinn, wann ech eleng déi digital kucken iwwert de Guichet, wat net deen eenzege Prestataire ass am digitale Beräich, d'lescht Joer 3,8 Milliounen Demarchë gewiescht – da schwätze mer hei awer vu ganz klengen Zuelen!

An ech wëll natierlech elo op dëser Plaz – an do hutt Der alleguerte Recht gehat – net deen eenzelnen Dossier hei méi schwach maachen oder méi onwichtig, wéi en ass, mee et sinn awer hei wäit méi wéi 99,5 % vun den Demarchen oder de Kontakter, déi d'Bierger hu mat dem Staat, déi am Fong net zu enger Reklamatioun féieren.

Ech wëll awer och zu deenen Zuelen, déi dann an dem Rapport vun dem Ombudsman stinn, soen, dass een natierlech och éierlechkeetshallwer muss soen, dass net alleguerten d'Leit bei den Ombudsman ginn, mee et gëtt och e ganze Koup vu Prozesser, déi gefouert ginn, wou et natierlech dann vläicht onzefridde Betriber oder Bierger gëtt. Mee alles an allem ass dat awer eng ganz kleng Zuel, iwwert déi mer hei schwätzen.

An dofir sinn ech awer e bësse paff, wann dann esou Terme fale wéi „Dysfonctionnement“. Dysfonctionnement, mengen ech, ass eng Terminologie, déi mer gebrauchen, wa riseg strukturell Problemer optauchen a wou dat besot gemaach gëtt. A bei där heiter Zuel da vun Dysfonctionnement ze schwätzen, mengen ech, ass eng Terminologie, déi ech net ganz kann appreciieren.

Ech wëll op där heiter Plaz dann awer och nach e strukturelle Problem eng Kéier uschwätzen, deen ech och mengen ech, d'lescht Joer schonn thematiséiert hat. Ech weess, den Här Galles war Rapporteur, souwäit ech mech erënneren.

Dir schwätzt hei natierlech och an der Chamber iwwert d'Gemengen an d'Reklamatiounen, déi d'Gemengen uginn. Déi sinn natierlech an hirer Autonomie communale, déi sinn net ënner Ärer direkter Tutelle. Mir Ministère stinn ënner Ärem Contrôle. Mir komme bei Iech an d'Chamberskommissiounen, mir kënnen eis Remarque maachen. Mee d'Gemengen en tant que tel gi wuel am Rapport opgefouert, mee dat ass awer vläicht net an engem Echange mat engem Buergermeeschter oder och mam Syvicol. Do weess ech net, wéi déi déi Diskussiounen féieren. Mee dat war ee vun deene Sujeten, déi mer d'leschte Kéier och hei thematiséiert haten. An da muss mer awer deen néidege Respekt hunn, dass natierlech de Mediateur dat ka kucken, mee dass natierlech d'Replik ka komme vun deene Buergermeeschteren. Do gëtt et vläicht Grënn, déi dann net an der Chamber debattéiert ginn. Dat wëll ech awer och eng Kéier op dëser Plaz bemierkt hunn.

Da sinn an den Diskussiounen, déi haut de Mëtteg hei gefouert gi sinn – an natierlech zu Recht iwwert deen een oder deen aneren Dossier –, dann esou Sätz gefall wéi: „d'Gesetzter flexibel ëmsetzen“, d'Rigidité administrative, déi sollt een e bësseen eng Kéier a Fro stellen. Ech wëll soen, an ech hunn dat d'lescht Joer och scho gemaach, ech maachen dat och nach eng Kéier dës Kéier hei: Deemno wat fir eng Gesetzter e Ministère e bësse méi flexibel ëmsetzt, da sti mer hei, och als Regierung oder als Beamten, a mir kréien dann och e puer Remarque gemaach, well en Dossier vläicht méi héich geluecht ginn ass an e bësse méi séier oder anescht behandelt ginn ass.

Wann also Gesetzter flexibel ëmgesat ginn, do verstinn ech dat, wat hei gesot gëtt, mee dat huet awer natierlech och ëmmer e Revers vun der Medail. An dat solle mer awer an eiser Diskussioun hei och korrekterweis eng Kéier ernimmen.

Dann ass ganz vill geschwat ginn iwwert de mënschlechen Ëmgang zwëschen de Beamten an de Bierger. An et ass awer och e bësseen hei geschwat gi vun Tensiounen oder Mësstrauen, wat e Beamten huet vis-à-vis vu Leit. Abee, ech soen Iech, an elo schwätzen ech als Fonction-publiques-Minister: Mir hunn 32.000 Leit beim Staat schaffen, déi ginn alleguerte geschoult! Déi

maachen eng exzellent Aarbecht a si gutt Fonctionnaires, fir hir Missiounen ze erfëllen. An dass dat awer elo e bësseen esou en allgemenge Constat wär, dat kann ech natierlech och net op dëser Plaz stoe loosson. Déi Leit hunn heiansdo kniwwiele Missiounen. Et ass vläicht net ëmmer agreabel, wann een eppes kontrolléiere muss, mee dat gehéiert zu hire Missiounen mat derbäi. A mir si frou, dass mer eng Fonction publique hunn, déi dat mécht.

An dann ass dat natierlech e bësseen esou, op engem Nomëtteg hei, an der Duerstellung an och bei deenen Zuelen, déi ech éinescht genannt hunn, wéi wann dat sech esou géif wéi e roude Fuedem duerch d'Administratiounen zéien. Dat kann ech op dëser Plaz net stoe loosson, well dat ass definitiv net de Fall! Et gi ganz vill Leit, déi am Alldag hir Aarbecht gutt maachen a genee hir Missiounen, déi se vum Gesetz hier hunn, och erfëllen.

Ech géif op dëser Plaz dann och iwwert dee Volet vun dem Joer 2020 schwätzen, den digitale Volet, well dat ass jo och e wichtige Punkt. 2020 war e groussen Ëmbruch. Do si ganz vill Saache vläicht nach net esou gelaf, wéi et hätt sollen. Et gouf och, wéi am Rapport steet, e puer Bugs an e puer Problemer, wat d'informatesch Servicer ueget, dat ass alles ganz richtege. Mee ech kann Iech soen, déi Efforten, déi gemaach gi sinn, souwuel bei de Gemenge wéi beim Staat, fir ze digitaliséieren an op d'mannst esou nach eng Ouverture ze loosson, déi waren natierlech och impressionnant. An dat sinn och heiansdo Herkulesaarbechten, déi gemaach gi si vun deene verschiddenen Administratiounen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement | Den Accès ëmmer ophale fir all Service public, dat ass och an der Pandemie op ganz ville Plaze gemaach ginn. Et si ganz vill Guicheten, déi sinn opbliwwen, wou ee konnt op Rendez-vous – vläicht méi komplizéiert – bäikommen, well et natierlech sanitär Restriktiounen gouf, mee déi Servicer goufen offréiert. An ech wëll Iech soen, dass och de Guichet. lu, also och mat sengem physische Guichet, extra dofir do ass, an der Pandemie an och elo, fir dass Leit kënnen dohinnerkomme mat hirem Dossier a gewise kréien, wéi dat da fonctionéiert a wéi mer kënnen domadder ëmgoen.

Da kënt dee Volet, deen ech immens appreciieren – an et ass jo grad driwwer geschwat ginn, dass mer an enger Demokratie sinn –, deen Exercice, dee mer jo hei maachen: Hei ass jo kee méi, deen heihikënt an den Ombudsman a Fro stellt als Institutioun. Dat gëtt jo guer net méi gemaach! Et gëtt eebe mat deenen heite Punkten an de Kommissiounen kritesch ëmgaangen. Op ganz ville Plaze gëtt et Léisungen, déi ginn ëmgesat, do gi Léisunge fonnt. An ech mengen, dat ass och de Meritt eng Kéier vun der Chamber, well se eeben déi Institutiounen bäigesat huet an dass kënnen esou Saachen iwwerhaapt stattfannen!

An ech fannen et natierlech dofir och wichtig, dass mer och an der Kris an an dem Joer 2020 e Rapport vun dem Ombudsman, der Madamm Monti, an der Ekipp kritt hunn, fir dass mer kënnen kucken, wat do d'Problemer waren, a fir mat där Kritik och kënnen korrekt ëmzegoen.

An dofir wëll ech eng Terminologie aus dem Rapport vun der Madamm Monti hei ervirsträchen. Si schreift, dass si „solutionneurs“ vu Problemer sinn. Dat Wuert ass perfekt gewielt. Do wou et geet, si se zesumme mat den Administratiounen, wa se dann dor hige-wise ginn, Solutionneure vu Problemer. Esou solle mer dat gesinn. Esou solle mer domadder ëmgoen.

An esou solle mer och an Zukunft un de Servicer vum Staat an och vun de Gemenge schaffen.

Zu der digitaler Fracture: An deem, wéi Formulairé geschriwwen sinn, wëll ech och drop opmierksam maachen, dass extreem Efforte gemaach ginn an der Digitalisatioun, fir allméiglech Sitten an der Leichter Sprache hinzekréien, fir dass op d'mannst d'Leit – déi vläicht méi Suergen hunn – mat der juristescher Terminologie, déi heiansdo muss sinn an och muss geschriwwen ginn, kënnen ëmgoen an déi verschidde Formulieren oder Säite kënnen korrekt liesen an interpretéieren. Mir schaffen dorunner. Dat ass keen einfachen Exercice, well et och net vill Leit gëtt, déi déi Leichte Sprache kënnen an der Realitéit op e Formulaire setzen, mee do gi reegelméisseg och där doter Efforte gemaach.

Déi digital Fraktur, do ass de Plang opgestallt gi vun der Inclusion numérique an dee gëtt och eng Kéier, mengen ech, hei an der Chamber debattéiert. Ech mengen, den Deputéierten Arendt huet esou eng Interpellatioun uegefrot. Et gëtt e Plan d'action national d'inclusion numérique mat 40 konkreeten Initiativen, wou et genee drëm geet, fir op déi digital Vulnerabel opzepasst. A viru Kuerzem, op der Journée nationale de l'inclusion numérique, goufen 150.000 Euro Subside verdeelt un Associatiounen, déi sech ëm déi do alleguer bekëmmere. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, dass een dorobber soll schaffen.

An dann huet den Här Goergen eppes gesot an d'Madamm Oberweis eppes gemaach haut, wat genee de richtege Wee ass. Den Ombudsman, deen hântk ënner der Chamber, an dann ass et natierlech ëmmer d'Saach, wann dann där Saachen optauchen: Ma da ka jo och de Gesetzgeber legiferéieren!

Ech mengen, d'Madamm Oberweis huet eng Proposition, vläicht zum falsche Moment, mee si huet awer hei eng Proposition deposéiert; den Här Goergen huet gesot, dat sollt gemaach ginn. Natierlech kommen Texter vun der Regierung. Ech weess elo net op dëser Plaz, ob dat gutt Texter sinn, dat wëll ech elo guer net bewäerten. Mee wann awer d'Chamber selwer kann déi Saachen opgräifen, ma da sidd Dir de Legislateur an dann ass dat awer, mengen ech, de Wee, wéi een och op verschiddene Plaze kann awierken a wou och heiansdo Detailler kënnen adaptéiert ginn. An do sinn ech da bal sécher, dass dat dann och wäert de Support fanne vu ganz ville Leit an Deputéierten, déi hei an der Chamber sinn.

Mat de Solutionneure vun de Problemer, mat der Ekipp vun der Madamm Monti, ass et fäerdegbruecht ginn, fir e ganze Koup Problemer richtzebéien. A wann ech déi Zuelen do alleguerte richtege interpretéieren, sinn dann d'lescht Joer nach, nodeem d'Madamm Monti an hir Ekipp intervenéiert hunn, 406 Dossierer iwwregbliwwen beim Staat, déi vläicht net geléist goufen. A wann ech déi dann erëm a Relatioun stelle mat deene Milliounen Dossieren, mengen ech, ass dat awer eng gutt Aarbecht. A mir als Lëtzebuerg kënnen eis dann op de Fändel schreiwen, dass eis Institutiounen awer fonctionéieren, mat deene verschiddenen Organer, fir dass de Bierger an de Betriber geholfen ka ginn.

E leschte Punkt nach, well gesot gëtt: „Et geet drëm, fir d'Vertrauen an d'Politik an an d'Administratiounen ze verbessern.“ Dat hunn ech, mengen ech, schonn eng Kéier d'lescht Joer gesot: Déi Decisiounen hei, dat si meeschtens keng politesch Decisiounen! Dat sinn administrativ Decisiounen, wou Leit, Fonctionnaire sech – a Gott sei Dank – un d'Texter halen. An dann ass et e klengen Ënnerschied, ob ee Vertrauen an d'Politik huet oder Vertrauen an d'Administratiounen. Ech gi vill vun deenen Decisiounen net selwer decidéieren. Dat ass eng Décision administrative, wou ech

d'Problemer éinescht e bësse beschriwwen hunn. An dofir mengen ech, datt dat, wat mer hei maachen, einfach e Weiderkommen ass, fir kënnen de Bierger an de Betriber ze hëllefen.

Dank gudde Fonctionnairë si mer op engem ganz niddregen Niveau. Dank de „solutionneurs de problèmes“, déi bei der Madamm Monti sëtzen, maache mer deen Taux nach méi kleng. An ech mengen, op deem Wee solle mer weiderschaffen an och dat heiten, dee Rapport a wat do drasteet, ëmmer ganz seriö huelen. Dat hëlleft eis alleguerten!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Minister. An ech kann em versprechen, dass mer him wäerte follegen, wat d'parlamentaresch Initiativen ugeet.

Résolution 1

Dat gesot, si mer éischters um Enn vun eisem Debat ukomm an zweetens hu mer e Projet de résolution hei virleien. An ech géif da froen, wien dozou wëllt schwätzen. De Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Jo, villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An de Paul Galles.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Merci, Här President. Also déi Resolutioun, Dir kennt Iech et jo denken, ass mer ganz sympathesch. Ech wëll awer soen, dass mer am Rapport vun der Madamm Oberweis de Punkt 14 eigentlech unanime ugeholl hunn, dass mer d'Madamm Ombudsman géifen an d'Kommissioun invitieren, fir justement iwwert deen dote Punkt ze diskutieren. U sech ass dat doten e Punkt, dee mer schon decidéiert hunn. Duerfir sinn ech eigentlech der Meenung, dass mer iwwert dat doten elo net méi brauchen ofzestëmmen.

Et wär natierlech esou, mengen ech, dass mer dann an der Petitiounskommissioun d'Madamm Ombudsman missten invitieren an deen dote Punkt eebe weiderdreiwen, dee mer alleguerten unanime am Rapport vun der Madamm Oberweis ugeholl hunn.

Duerfir géif ech proposieren, dës Resolutioun elo net ze stëmmen, well et eigentlech schon en cours ass. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. De Paul Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Jo. Merci, Här President. Et ass d'Recommandatioun 51. Also ech hat se d'lescht Joer a mengem Rapport, de Marc Goergen hat se dat Joer virdrun och a sengem Rapport, d'Nathalie Oberweis huet se dëst Joer a sengem Rapport. Et ass eng, déi sech elo schon iwwert d'Joren duerchzitt a vun där

mer ëmmer all Joer, Joer fir Joer iwwerzeegt waren, dass se eigentlech ganz gutt wär.

Ech si mer net ganz sécher, ech mengen, dass am Kader vun deem neie Gesetz ronderëm d'Altersheimer tatsächlech och e Mediateur elo virgesinn ass. Dat sinn ëmmer esou Saachen, déi ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

M. Paul Galles (CSV) | Mee dat ass eebe schon eng Saach, en Deel, wou mer genau an déi dote Richtung géife goen, wou mer jo géifen der Richtung vun dëser Resolutioun Recht ginn, andeems mer schon eppes hätten, wat an déi Richtung géif goen, fir dat ëmzesetzen.

Ech huelen dem Marc Hansen seng Bemierkung elo seriö, well ech fannen, datt dat eng gutt Bemierkung ass. Dat muss natierlech elo de Marc Goergen entscheeden. Mir wëllen natierlech dës Resolutioun, op alle Fall vum Sënn a vum Zil hier, ënnerstëtzen, dat ass ganz kloer. Wann elo de Marc Goergen op déi Bemierkung vum Marc Hansen hin herno seet: „Ma dann huele mer dat elo an d'Kommissioun, dat gëtt do diskutiert!“, dann ënnerstëtze mer dat och.

Mir hätten op alle Fall gären, dass dës Resolutioun elo duerchdiskutiert gëtt an dass mer och esou séier wéi méiglech do zu Potte kommen, well ech mengen, dass et, eebe well se sech schon esou laang hinczitt, elo de Moment wär, fir se och eng Kéier ëmzesetzen.

Merci villmools.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Ech géif vläicht fir d'éischt der Madamm Oberweis d'Wuert ginn an dann d'Wuert un de Marc Goergen zrëckginn. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och de Piraten fir dës Resolutioun. Ech hunn näischt derbäizefügen. Mir ënnerstëtzen dës Resolutioun natierlech. Mee effektiv muss ee jo kucken, wat d'Piraten entscheeden. Op jidde Fall si mir mat derbäi, wa si se wëlle bäibehalen, fir se ze ënnerstëtzen, absolutt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. De Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also ech hat dat dote schon 2018 a mengem Rapport stoen. Dofir ass et mer nämlech opgefall. Do stoung genau dat selwecht. An dofir verstinn ech elo dem Här Marc Hansen – vun der Chamber, dem Deputéierte Marc Hansen – seng Remark net, well deemools stoung och scho ganz genau dran, dass misst eng „commission parlementaire compétente enfin discuter cette recommandation“.

Ech mengen, mir kënnen et all Joer nach eng Kéier ofstëmmen an engem Rapport, wou dann näischt

geschitt. Ech sinn och gäre bereet ze soen, mir loosse déi doten elo en attente, a wann näischt geschitt ass an zwee Méint, da bréngen ech se erëm. An och, dass mer an der Kommissioun virdrun eng Kéier driwwer diskutieren a se dann ëmsetzen. Mee ech wëll awer net, dass elo einfach gesot gëtt: „Dat steet an engem Rapport“, an da geschitt erëm Joren näischt!

Ech si bereet, se en attente ze halen, fir dass mer an der Kommissioun driwwer diskutieren, ...

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

... a se „en veilleuse“ ze halen ...

(Brouhaha)

... an dann erëmzebréngen, sollt näischt geschéien. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | De Marc Hansen nach eng Kéier.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Jo, also ech géif soen, et wär da vläicht sënnvoll, wa mer géifen d'Resolutioun mat an d'Kommissioun huelen an dann e Rendez-vous mat der Madamm Monti maachen a kucken, ob se dann hifälleg gëtt oder net. Domadder kann ech och liewen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Vote sur le renvoi de la résolution 1 en commission

Ass d'Chamber do dermat d'accord? Och den Auteur?

(Assentiment)

M. Sven Clement (Piraten) | Verweis an d'Kommissioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

(Brouhaha)

Plusieurs voix | An d'Kommissioun.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dat schéngt mer d'Unanimité ze sinn.

(La résolution 1 de M. Marc Goergen est renvoyée à la Commission des Pétitions.)

Dat ass eng konstruktiv Approche, dat ëmsou méi, well mer am Dialog bleiwe mat der Ombudsman, fir hiert Gesetz ze adaptieren. A just eng Prezisioun, wat d'Personal ugeet: Do komme mer als Chamber meeschtens, allermeschtens, wann net ëmmer, den Demandé vun der Ombudsman no. Merci.

Dat gesot, wënschen ech Iech nach en agreabelen Owend, an da Rendez-vous d'nächst Woch. Merci.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(La séance publique est levée à 18.26 heures.)

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique p. 36**
M. Fernand Etgen, Président
- 2. Communications p. 36**
M. Fernand Etgen, Président
- 3. Ordre du jour p. 37**
M. Fernand Etgen, Président
- 4. 7894 – Projet de loi modifiant :**
 - 1° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;**
 - 2° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;**
 - 3° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de gestion informatique de l'éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ;**
 - 4° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;**
 - 5° la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;**
 - et abrogeant la loi du 20 juin 2020 portant dérogation :**
 - 1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire p. 37**

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty

Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Francine Closener | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7894 et dispense du second vote constitutionnel
- 5. 7978 – Projet de loi portant création d'un lycée à Luxembourg et modification de la loi du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022 p. 40**

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty
- Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Francine Closener | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup (interventions de M. Dan Kersch, M. Mars Di Bartolomeo et M. Max Hahn) (dépôt de la motion 1) | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Martine Hansen et Mme Myriam Cecchetti) | Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) (interventions de M. Sven Clement et M. le Ministre Claude Meisch) | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 7978 et dispense du second vote constitutionnel
- Motion 1 : M. Gilles Baum (intervention de M. Max Hahn) | Mme Martine Hansen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement | M. Fred Keup (intervention de M. Fernand Kartheiser)
- Vote sur la motion 1 (rejetée)
- 6. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de l'urgence de réglementation des tâches du personnel éducatif et psycho-social des centres de compétences p. 47**
- Exposé : Mme Myriam Cecchetti (dépôt des motions 1 et 2)
- Débat : Mme Martine Hansen | M. Gilles Baum | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | M. Sven Clement
- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch
- Motion 1 : M. Gilles Baum | Mme Martine Hansen | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Gilles Baum | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Gilles Baum)
- Vote sur la motion 1 (rejetée) (intervention de M. Sven Clement)
- Motion 2 : M. Gilles Baum | M. Sven Clement | Mme Martine Hansen | M. Fred Keup
- Vote sur la motion 2 (rejetée)
- Au banc du Gouvernement se trouve : M. Claude Meisch, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu follgend Kommunikatiounen u d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun de Propositions de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 14 juin 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

8021 – *Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Rwanda for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention tax evasion and avoidance », fait à Luxembourg, le 29 septembre 2021*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/06/2022

8022 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 07/06/2022

8023 – *Projet de loi portant approbation de la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Ghana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance » et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 13 décembre 2021*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/06/2022

8025 – *Projet de loi portant fusion des communes de Bous et de Waldbredimus*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 08/06/2022

8026 – *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 09/06/2022

8027 – *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 juin 2019 relative à la gestion, à l'accès, à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire et à la régulation du marché ferroviaire*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 09/06/2022

8029 – *Projet de loi relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de Plateforme et portant modification :*

1° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
 – la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
 – la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;
 2^o de la loi du 21 juillet 2012 portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures ;
 3^o de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;
 4^o de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;
 5^o de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ;
 6^o de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;
 7^o de la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;
 en vue de transposer la directive 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 13/06/2022

3) La proposition de loi suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

8028 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt : Mme Nathalie Oberweis, Députée, le 09/06/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2358 – Demande de pétition publique : Den Führerschein B100 (Motorrad, Motorroller unter 125 ccm) in den Führerschein B (Autoführerschein) integrieren / Intégration du permis B100 (motos, scooters 125 ccm) dans le permis B (voiture)

Dépôt : M. Thierry Schoer, le 07/06/2022

2359 – Demande de pétition publique : Stop à l'adhésion du Luxembourg à l'OMS

Dépôt : M. Michel Premont, le 08/06/2022

2360 – Demande de pétition publique : Rabatt un den Tankstelle beim Tanken

Dépôt : M. Stéphane Hamm, le 09/06/2022

2361 – Demande de pétition publique : Alkohol an Handy hannert dem Steierrad: en No-Go. Empfindlech Geld- a Prisongsstrofe fir déi, déi et einfach net léieren

Dépôt : M. Alain Gales, le 10/06/2022

2362 – Demande de pétition publique : Fir de Majorzsystem bei de Gemengewale bei Gemenge bis zu 15.000 Awunner / Pour le système à la majorité relative aux élections communales dans les communes jusqu'à 15.000 habitants

Dépôt : M. André Vandendries, le 11/06/2022

2363 – Demande de pétition publique : Biergerbedeelingung bei Gesetzer

Dépôt : Mme Claire Gutenkauf, le 12/06/2022

2364 – Demande de pétition publique : Verbuet vu Vélofuerer an elektreschen Trottinetten ab 16 Joer op Trottoiren (Exceptionn: Elteren a Begleitung vu Kanner)

Dépôt : Mme Claire Gutenkauf, le 12/06/2022

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 7894 – Projet de loi modifiant :

1^o la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

2^o la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

3^o la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de gestion informatique de l'éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ;

4^o la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

5^o la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

et abrogeant la loi du 20 juin 2020 portant dérogation : 1^o aux chapitres 2 à 3 quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 2^o à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

Den éischte Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7894, eng Adaptatioun vum Gesetz iwwert den Institut de formation de l'éducation nationale an d'Leierpersonal. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert kritt elo de Rapporteur vum dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mäin éischten Educationsprojet vum haut proposéiert eng Partie Adaptatiounen, wat d'Organisatioun an d'Fonctionnement vum IFEN betrëfft.

Engersäits geet et drëm, déi intern Structure vum IFEN ze iwwerschaffen, an anerersäits sollen d'Prozedure fir eng Verkierzung vum der Période d'initiation vum de Staatsemployéen ugepasst ginn.

An engem éischte Punkt proposéiert dësen Text, fir d'Divisioun vum Développement des établissements scolaires vum SCRIPT an den IFEN ze transferéieren. D'Zil heivunner ass et, fir d'Divisioun vum der Schoulentwécklung an d'Divisioun vum der Formation continue ënner engem Daach ze regroupéieren a soumat d'Zesummenaarbecht tëscht deenen zwou Strukturen och einfach ze vereinfachen. Et ass nämlech esou, dass et an der Praxis immens vill Iwwerschneidungen an Zesummenhäng tëscht den Aarbechtsthematiken vum deenen zwou Divisioune gëtt. Leider ass et fir d'Personal awer munchmol schwierig, fir mateneen ze kommunizéieren, well déi eng Leit haut am IFEN setzen an déi aner am SCRIPT.

An Zukunft soll dës Kooperatioun also méi einfach ginn doduerch, dass béid Strukturen am IFEN ënner engem Daach zesumme sinn. Am Kader vum dësem Transfert ginn och d'Instituteurs spécialisés en

compétences numériques an d'Instituteurs spécialisés en développement scolaire vum IFEN iwwerholl.

Hei dernieft gëtt proposéiert, d'Divisioun fir d'Schoulentwécklung an Zukunft „division de l'accompagnement du développement des établissements scolaires“ ze nennen. Heimat wëll een also ënnersträchen, dass d'Divisioun eng reng consultativ Funktioun huet an de Schoulen an a kenger Weis virschreift, wat se ze maachen hunn.

De virleiende Gesetzestext gesäit ausserdeem vir, zwou weider Divisioune am IFEN ze schafen, eng fir d'Formation continue vum de Schouldirekteren an eng fir déi berufflech an och psychologesch Ënnerstëtzung vum den Enseignanten.

Bei der éischter geet et drëms, fir d'Direkteren, d'Komiteespresidenten, -presidentinnen an d'Coordinateurs de cycle op hir aldeeglech Erausforderungen – an där gëtt et vill – ze preparéieren, andeems een hinne reegelméisseg nei Weiterbildunge proposéiert.

Bei der zweeter geet et drëms ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, e bësse méi roueg! Et ass zimmlech vill Onrou am Sall. Merci.

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Merci, Här President. Bei där zweeter, wéi gesot, geet et drëms, eng zentral Ulaflaz fir Enseignanten ze schaffen, wa se Froe ronderëm hir berufflech Entwécklung hunn oder och eng psychologesch Ënnerstëtzung brauchen, an där gëtt et jo awer ëmmer méi.

Déi zwou nei Divisioune vum IFEN beschäftege sech also mat Thematiken, déi immens wichteg fir de gudden Fonctionnement vum eise Schoulen hei am Land sinn.

Engersäits brauche mir Féierungspersonal mat ganz ënnerschiddleche Kompetenzen an anerersäits wëlle mir d'Enseignanten esou gutt wéi méiglech ënnerstëtzen an hinne déi beschtméiglech Aarbechtskonditiounen offéieren.

Den zweete Punkt vum dësem Projet de loi betrëfft d'Demandë fir eng Verkierzung vum der Période d'initiation vum de Staatsemployéen. An Zukunft sollen dës Ufroen no de selwechte Prozeduren traitéiert gi wéi d'Demandë fir eng Réduction de stage vum de Staatsbeamten. D'Zil heivunner ass et, d'Kommunikatioun tëscht dem Educationministère an dem Ministère fir d'Fonction publique, déi sech d'Kompetenzen an dësem Beräich deelen, ze optiméieren an d'Demanden esou och kënne méi schnell ze traitéieren.

An engem drëtten a leschte Punkt adaptéiert dëse Projet de loi d'Struktur vum Kapitel 3 vum aktuelle Gesetz iwwert den IFEN, fir den Text méi lieserlech an och méi verständlech ze maachen. Konkreet geet et hei ëm d'Artikelen, déi de Certificat de formation pédagogique an de Cycle de formation de début de carrière vum den Enseignantë regléieren. Hei dernieft sollen d'Dispositiounen vum Règlement grand-ducal vum 29. August 2017 iwwert d'Fonctionnarisation vum de Staatsemployéen an d'Gesetz vum IFEN iwwerholl ginn, fir den Observatiounen vum Staatsrot Rechnung ze droen.

D'Reegelen iwwert d'Indemitéite vum de Chargés de mission an de Responsables des divisions vum IFEN sollen an Zukunft un déi vum SCRIPT ugepasst ginn.

Finalemment soll dann och d'Formation des adultes eng méi grouss Visibilitéit am Gesetz kréien, andeems se explizit doranner ernimmt gëtt.

Fir meng Ried ofzeschlëssen, kommen ech da kuerz op d'Avise vum Staatsrot an der Staatsbeamtekummer ze schwätzen.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Opposition formelle formuléiert, déi dunn awer nees konnt opgehewe ginn, nodeems mir seng Proposition de texte an der Kommissioun iwwerholl haten.

D'Staatsbeamtekummer huet e ganz positiven Avis formuléiert an huet besonnesch d'Wichtigkeet vun den zwou neien Divisiounen am IFEN ënnerstrach. Si begréisst deemno, dass d'Féierungspersonal vun de Schoulen u spezifesch Formatiounen kann deelhuelen, dorënner Coursen iwwert d'Gestioun an de Ressources humaines.

D'Staatsbeamtekummer hofft ausserdeem, dass déi nei Division du soutien et de l'accompagnement den Enseignanten nach méi eng intensiv Ënnerstützung ka bidden a soumat d'Aarbechtsklima an de Schoule weider verbessere kann.

Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Ech ginn heimat och den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty.

An ech ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner an dat ass déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Mir kënnen mat dësen Adaptatiounen liewen. Allerdéngs hu mer mam ganzen IFENGesetz vun d'Ufank un e bëssen eis Problemer gehat. Mir haten 2015, mengen ech, 15 Amendementer gemaach, an deenen et ëm den Inhalt vum Stage giong an déi leider alleguer refuséiert goufen. An do wäert mer u sech frou gewiescht – wann elo schon Adaptatiounen gemaach ginn –, wann déi dann och mat erageholl gi wäeren.

An da wëll ech just soen: D'Staatsbeamtevertriedung huet och hei drop higewisen, dass den IFEN géif risikéieren, och vläicht erëm eng Kéier trotzdeem eng Risestruktur mat Waasserkapp ze ginn. Dee Problem hu mer och e bëssen an duerfir wäerte mer eis hei enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng attraktiv, zäitgeméiss an terrainsno Aus- a Weiterbildung vum Léierpersonal ass kruzial, wann eisen Educatiounssystem am 21. Joerhonnert de Schüler weiderhi gerecht soll ginn.

Zanter Joren ass déi gesellschaftlech Entwécklung eeben esou, dass ëmmer méi Aufgaben op d'Enseignanten duerkommen, d'Erwaardungen un d'Léierpersonal si grouss a limitéiere sech scho laang net méi op d'Vermëttlung vu Wëssen. D'Entwécklung vun de Kanner hire Kompetenzen muss haut eng zentral Missioun si vun der Schoul an hiren Intervenanten. An derbäi kënnen, dass d'Enseignante jo besonnesch, awer net nëmmen, am Fondamental ëmmer méi och d'Roll vum Psycholog, Assistant social, Educateur oder Infirmier ze spillen hunn, well eeben all déi néideg Expertise dacks um Terrain feelt.

Wann een all dat consideréiert, dann ass et gutt, richtig a wichtig, dass den IFEN op der Héicht vun der Zäit ass. An duerfir begréisst d'LSAP d'Reorganisatioun, déi dësse Projet de loi virgesäit. Merci un de Rapportier, deem säi Rapport ganz ausféierlech war. Duerfir kann ech mech kuerzfaassen.

E Wuert zu där neier Divisioun fir d'Formatioun vum Personnel dirigeant: Et ass ouni Zweifel eng grouss Noutwendegkeet, fir dem Féierungspersonal an de Schoulen, de Presidente vun de Schoulskomiteeën, de Coordinateurs de cycle déi néideg Hëllefstellung hei ze ginn. E gudder Pedagog muss net zwangsléif ausgepräagte Managementkompetenzen hunn, mee grad an deene grouss Schoulinfrastrukture mat Honnerte Schüler an Enseignantë sinn déi Kompetenze gefrot, fir eng Ekip esou ze leeden, dass jidderreech sech och wuel spiert an där Schoul. Genee esou wichtig ass déi nei Divisioun fir d'Ënnerstützung vun de professionellen a psychosoziale Kompetenzen vum Léierpersonal. Wéi gesot, et gëtt ëmmer méi vun hinne verlaangt. Dat hu mer jo elo grad an der Pandemie an aller Däitlechkeet gesinn.

D'Qualitéit vun der Grondausbildung vum Léierpersonal a vun der Weiterbildung muss eng Prioritéit fir eis Educatiounspolitik sinn a bleiwen. Zemoos an Zäite vun uerger Penurie an dann och nach Pandemie, wou verstärkt jo op Quereinsteiger zrëckgegraff gouf a gëtt, mussen Weiterbildung wärend der Karriär zur Qualitätssicherheet bäidroen.

Et ass jo esou, dass all Enseignant d'Obligatioun huet, fir e Minimum u Formation continue ze maachen. D'Aschreiwunge beim IFEN sinn och enorm an d'Luucht gaangen. Et ass eng positiv Entwécklung, soudass eng reegelrecht Formatiounskultur amgaang ass ze Entstoen. Fir d'LSAP muss eisen Educatiounssystem grad elo, wou esou e grouss Personalmanckem herrscht, weider un dësse Formation continue festhalen. Duerfir ass et och ganz wichtig, dass e Minimum u Weiterbildung verbindlech bleift.

Dës gesot ginn ech heimadder den Accord vun der LSAP a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener. An da wier et un där honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Als Gréng läit den IFEN eis natierlech och um Häerz. An duerfir wëllt ech dann och e puer Wieder dozou soen.

Dësse Projet de loi liwwert am Fong de Beweis, dass den IFEN sech an engem Ëmbroch befënnt. No enger Rei Changementer un Niveau vum Personal, wou och verschidden Neiopstellungen komm sinn, geet et jo haut ëm zousätzlech nei Missiounen, déi den IFEN soll assuréieren.

E gëtt mat zwou zousätzlechen Divisiounen ausgestatt. Bei deenen neien Divisiounen geet et engersäits ëm d'Weiterbildung vun den Enseignanten, déi op engem Féierungsposten am Fondamental schaffen, an anersäits ëm déi berufflech a psychosozial Begleedung vun den Enseignanten, déi mer wierklech ganz wichtig fannen an dësen Zäiten an doriwuer eraus.

Doriwuer eraus dann, wat d'Missiounen ubelaangt, gëtt d'Divisioun vun der Schoulentwécklung vum SCRIPT an den IFEN transferéiert. De Claude Lamberty huet d'Detailler erkläert an duerfir wëllt ech him fir säi gudder Rapport och villmools Merci soen.

Dës Schrëtt, Dir Dammen an Dir Hären, féieren natierlech dozou, dass d'Positioun vum IFEN gestärkt gëtt an dass dësen Institut an Zukunft méi eng zentral Roll wäert spillen, well vill relevant Beräicher aus dem Bildungssystem um IFEN zesummelafen.

Wat d'Formatioun vum Personal ugeet, sou ass den IFEN jo schon haut zoustänneg, fir d'Formatioun en cours d'emploi vun de Quereinsteiger ze garantéieren. Ech mengen, d'Francine Closener huet dat

ernimmt. An Zukunft gëtt en dann awer och kompetent, fir d'Weiterbildung vum Personal a vun de Féierungskräften ze organiséieren an ze promovéieren, wéi et am Projet de loi steet, wuel wëssend, dass d'Weiterbildung op ville verschiddene Plazen an awer och an Zesummenaarbecht mat externe Partner kann organiséiert sinn.

Politesch gesi kann d'Neiopstellung vum IFEN d'Gefill opkomme loosse, dass de Ministère zentralisteschesch wëllt virgoen. Dat huet eng Journalistin och esou an engem Artikel geschriwwen. Anerer schwätze vun engem Waasserkapp. Ech mengen, d'Martine Hansen huet dat elo grad gemaach.

Als Gréng wëllt ech awer déi do Aussoe relativéieren. Och wann ee muss zouginn, dass alles op enger Plaz zesummeleeft, esou muss dat net per se schlecht sinn, well ëmmerhi muss ee jo bedenken, Dir Dammen an Dir Hären, dass den IFEN eng öffentlech a keng privat Institutioun ass, déi mat dësem Projet de loi gestärkt gëtt. Si soll méi effikass fonctionéieren, wat ganz am Sënn vun enger moderner öffentlecher Politik ass. Fir eis ass dat e wichtige Punkt, well mer ganz kloer zum öffentlechen Bildungssystem am breede Sënn stinn. A mir wäerten eis och weiderhin dozou bekennen. An dat ass och ee vun den Haaptgrënn, firwat mer dësse Projet de loi voll a ganz ënnerstëtzen.

Hannendrun, Här Minister, stellt sech awer nach eng aner Fro, déi mir – oder eis, besser gesot – scho méi laang um Häerz läit. Si betrëfft d'Zesummenaarbecht vum IFEN mat der Uni Lëtzebuerg, déi praktesch inexistent ass menges Wëssens no.

Bekanntlech ass d'Uni Lëtzebuerg jo fir d'Grondausbildung vun den Enseignanten zoustänneg. A Joer fir Joer, dat wësse mer, bewerbe sech eng 300 bis 400 jonk Leit op der Uni mam Zil, e Bachelor en sciences de l'éducation ze maachen. Allerdéngs ginn an der Moyenne eng 75 % vun dësen Kandidatinnen a Kandidaten vun der Uni ecartéiert.

Eng Formation en cours d'emploi gëtt op der Uni net méi ugebueden. Deem géigeniwwer steet dann den IFEN. Den IFEN bréngt et sengersäits fäerdeg, Quereinsteiger innerhalb vun engem Joer zu fäerdeg ausgebildete Schoulmeeschteren oder Léierinnen ze maachen, an dat alles weist jo dann awer op eng gewëssen Inkohärenz am gesamte Formatiounssystem hin.

Här President, an der Heure d'actualité iwwert d'Kompetenzentere kommen ech nach emol op d'Ausbildung zrëck. Allerdéngs wëllt ech schonn elo drop hiweisen, dass nach keng Evaluatioun vun deene verschiddene Formatiounsweeër stattfonnt huet, an dowéinst ass och ni evaluéiert ginn, ob et sënnavoll war, d'Formation initiale vum Enseignant op d'Uni ze verleeën a vun der Formation continue, déi um IFEN stattfënnt, ze trennen. Méi eng enk Zesummenaarbecht kéint béiden Institutiounen jiddwerfalls zeguttkommen. Dat wier an eisen Aen en éischte gudder Schrëtt an déi richteg Richtung an och eng weider Missioun, déi den IFEN no Analys vläicht kéint iwwerhuelen. Mir wëllen et op alle Fall net ausschléissen.

Här Minister, ech denken, et ass jiddwerfalls un der Zäit, dass Dir mat Ärem Alter ego, dem Héichschoulminister, zu Gebiet gitt an d'Prioritéit vun der Uni eemol méi genee analyséiert. Dozou gehéiert notament d'Analys, wivill Ressourcen d'Uni fir de Studiengang vum Bachelor en sciences de l'éducation mobiliséiert respektiv net mobiliséiert. An op Basis vun där Analys muss duerno gekuckt ginn, wéi d'Rollverdeelung tëscht Uni an IFEN laangfristeg soll ausgesinn a wéi eng weider Missiounen den IFEN eventuell nach kéint assuréieren, woubäi ech deem ganze Prozess natierlech net wëll virgräifen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President, a merci och deem Här Lamberty fir säi Rapport. A merci och der Madamm Lorsché fir hir berechtigt Kriticken, déi si iwwerraschenderweis awer un den Här Minister gerichtet huet. An ech hoffen, dass mer dat effektiv eng Kéier kéinte méi breet uschwätzen, well dat ass och alles net esou kohärent, wéi et ausgesäit. An do wier sécherlech eppes ze änneren, wéi iwwerhaapt, mengen ech, beim IFEN, bei de Stagen, bei der Ausbildung eng ganz Partie Saache missten op de Leescht geholl ginn, misste verbessert ginn. An dat ass och de Grond, firwat mer eis och hei an dësem Projet wäerten enthalen, obwuel eng ganz Partie Saachen och vläicht matzedroe wieren, mee ënnert dem Stréch wäerte mer eis dowéinst enthalen.

Ech wëll nach op ee Punkt agoen, wann Der erlaabt, dat ass dat, wat e bëssen ugeschwat ginn ass, dee Waasserkapp, bürokratesche Waasserkapp, wéi een et och wëllt nennen. Dat ass eppes, wat mer ëmmer méi erliewen, dat ass, dass mer am Fong kompetent Schoulmeeschteren, -jofferen, déi um Terrain hir Aarbecht gutt maachen, déi gutt ausgebild sinn, déi qualifizéiert sinn, ewechzéie vum Terrain an a Büro stieche respektiv op Plaze stiechen, wou se da sollen déi aner begleeden oder hinne soen, wat se solle maachen, oder hinnen hëllef, egal wéi een et ausdréckt. An et ass jo awer grad och an dësem Moment, wou eis wierklech vill Leit um Terrain feelen, och qualifizéiert a gutt Leit feelen, wou mer op engem Punkt sinn, wou deelweis d'Leit agestalt ginn – wat ee vum Terrain héiert –, déi net déi néideg Kompetenzen hunn, fir d'Schoul anstänneg ze halen. Do wier et grad um Punkt, fir déi gutt Leit um Terrain ze loossen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Keup. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, dem Rapporteur e grouse Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech mengen et ass scho ganz, ganz vill gesot ginn. D'Madamm Lorsché ass op déi Remarken, eigentlech déi Kritikpunkten agaangen, iwwert déi ee wierklech eng Kéier misst diskutéieren. Uni an IFEN, dat passt net ëmmer beieneen. Et mengt een, et wieren zwou komplett verschidde Welten, amplat dat se zesummeschaffen, wat wierklech immens wichtig ass, well, ech mengen, bei der Formation, der ursprénglecher Formation, geet et un. A wann déi net wëssen, wat herno gewollt ass, oder ëmgedrëit, dann ass dat net gutt.

Mir sinn och der Meenung, dass ee muss oppassen, dass ee keen ze vill grouse Waasserkapp kritt. Dat, wat den Här Keup gesot huet, ass schonn eng Gefor, mee op där anerer Säit ass et awer immens wichtig an eisen Aen, d'Enseignanten um Terrain ze begleeden. Dat ass wierklech primordial, well den Job ass keen einfachen, an och déi Begleedung, déi individuell Begleedung, déi d'Formation eebe mécht iwwert den IFEN, ass immens, immens wichtig. A mir fannen och, dass, wann d'Enseignanten ... a mir wëssen, dass et méiglech ass, dass d'Enseignanten och selwer kënnen aktiv ginn a sech Formationen ufroen. Wann déi dann och nach geneemegt ginn, dann ass dat bal perfekt, well d'Enseignant wësse selwer um Terrain, wat se brauchen.

A bei deene klenge Bemollen, déi mer awer hunn, wäerte mir dat Gesetz hei awer da matstëmmen. Merci fir d'Nolauschtenen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer elo schonns e puermol héieren hunn, enthält dësen Text jo net nëmmen eng einfach Modifikatioun, mee ganz villfälteg Modifikatiounen. An duerfir wëll ech och domadder ufänken, dem Rapporteur Merci ze soe fir déi detailléiert Presentatioun vum Kommissiounsrapport.

Et goufe vill kleng Upassung gemaach, déi Begrëfflechkeete vereenheetlechen, d'Lieserlechkeet am Text verbesseren, an och dass gewëssen Dispositiounen elo endlech gesetzlech verankert sinn an net méi op engem Reglement baséieren, wat se u sech jo net hätten dierfen, ass eng wichtig Verbesserung vum der legaler Basis. An ech soen dat ëmmer erëm: Wann eng Verbesserung vum der legaler Basis kënn, dann ass dat als Éischt emol eng gutt Saach. Ech begrëissen duerfir all dës Upassungen, wäert duerfir haut och net eenzel op se agoen. Ech mengen, soss si mer bis muer amgaang, esou vill verschidden Ännerunge sinn dran. Si wäerten den Text verbesseren, mee d'Aarbecht um Terrain net forcement esou beaflosse wéi d'Schafe vum den neien Divisiounen um IFEN, op déi ech mech dann awer de Rescht vu menger Riednerzäit konzentréiere wëll.

Engersäits soll jo de Service vum SCRIPT vum IFEN iwwerholl ginn. An anerersäits sollen och nach zwou ganz nei Divisiounen geschaaft ginn, eng fir d'Formation vum Personnel dirigeant an eng fir den Accompagnement professionnel et psychosocial. Grad déi zwee lescht kéinte fir den Terrain e grouse Mehrwärt duerstellen, wann d'Ausféierung esou gestalt gëtt, dass hir Aktivitéiten och e reellen Impact op d'Personal aus de Schoule wäert hunn an de Waasserkapp net just vergréissert gëtt. Ech hunn do wierklech grouss Hoffnungen, dass dat wäert en Erfolleg ginn.

D'Erausforderungen, deenen d'Enseignanten nämlech géintiwierstinn, ginn ëmmer méi villfälteg an ëmmer méi Persounen empfangen de Beruff als ustrengend. Do ass et sécher net verkéiert, den Accompagnement ze verbesseren. Mee natierlech dierf een och net vergiessen, dass et net just dierf dorëms goen, eng kontinuierlech Symptombehandlung ze maachen, während den eigentleche Problem, nämlech d'Aarbechtskonditiounen um Terrain, onverännert géif bliwen.

Am Kader vum der haut nach ustoender Aktualitéitsstonn wäerte mer jo nach emol spezifesch op de Fall vum Personal aus de Centres de compétences agoen. Mee och beim regulären Unterrecht an och bei de Cycle-Cheffen, de Presidenten an den Direktoren gëtt et ëmmer méi Stëmmen, déi soen, dass déi wuessend Aarbechtsbelaaschtung sou lues awer sécher erdréckend gëtt. An dat dréit net dozou bäi, dass d'Leit am Beruff bleiwen oder de Beruff fir déi jonk Generatiounen méi attraktiv gëtt.

Dofir ass et wichtig, dass nieft dem Accompagnement vum IFEN och mat de Gewerkschaften um Terrain zesummeschafft gëtt, fir d'Aarbechtskonditiounen ze verbesseren, an dat op allen Niveauen: vun de Centres de compétences iwwert de regulären Unterrecht bis erop bei de Personnel dirigeant. Well do wësse mer alleguerten, dass den Dialog tëscht der Regierung an de Representantë vum den Aarbechterinnen an Aarbechter nach staark verbessert kéint ginn.

Dat gesot ginn ech wéi ugekënnegt den Accord vum de Piraten zu dësem Text an ech soen elo scho Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educationsmi-
nister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och all den Intervenantë Merci, och dem Claude Lamberty, deen a sengem Rapport hei d'Detailer vun deem Projet de loi virgestallt huet.

Ech denken, dass et normal ass, dass eng Institution wéi den IFEN, dee mer 2015 gegrënnt hunn, dee mëttlerweilech och nei Aufgabe jo kritt huet – hei ass d'Wuert vun de „Quereinsteiger“ gefall ... Mir hunn de Stage reforméiert, mir hu vill aner Saache gemaach, déi ëmmer nees nei Aufgaben och fir den IFEN duergestallt hunn. An et kommen nach anerer derbäi, wéi och elo hei nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass, wéi zum Beispill och den Encadrement an d'Formation vum Kaderen, den Dirigeanten an der Éducation nationale, wat sécherlech och nach eng Kéier e qualitative Quantesprung no vir kann duerstellen. Dann ass et normal, dass no enger Rei vu Joren och dee Gesetzestext nach eng Kéier op de Leescht geholl gëtt.

Ech kann net mat allem d'accord sinn, wat de Mëtteg hei gesot ginn ass, zum Beispill, den IFEN wär vill ze vill dirigistesch. Also ech hu meng Léif Méi, muss ech Iech soen, Dir Dammen an Hären, wann ech ëmmer nees de Leit muss erklären, dass et eigentlech normal ass – an ech ënnerstëtzen dat, dass et esou ass –, dass d'Enseignanten hir Formation continue eraussichen, dass si soen, woura se sech wëlle weiterbilden, dass Schoule beim IFEN froen, fir gewësse Programmer ze kréien, an dass et eeben net ëmgedrëit ass, dass net vun enger Direktioun oder vum IFEN eppes octroyéiert gëtt, well ech fest dorunner gleewen, dass deen, dee gären an eng Formation geet, deen eng Plus-value doranner gesäit, dass se fir deen dann och vill, vill méi Wäert huet, wéi wann e se géif octroyéiert kréien.

Duerfir verstinn ech net richtig, dass hei vun Dirigismus a vun Decisiounen, déi vun uewen erof géife geholl ginn, geschwat ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech kann d'Josée Lorsché och zum Deel op d'mannst berouegen. Ech hunn net alles verstanen, wat genee gemengt war. Mee wa gemengt war, dass déi entspreichend Fakultéit fir de Bachelor en sciences de l'éducation op der Uni. lu méi Ressourcë muss kréien an endlech och muss där Aufgab gerecht ginn, déi se dem Land géigeniwwer, mengen ech, schëlleg ass an eiselem Bildungssystem schëlleg ass – dat huet den Héichschulminister verstanen –, dann dat ass mat der Uni diskutéiert a steet kuerz virun enger Ënnerschrëft.

Villmoos merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Educationsmi-
nister Claude Meisch. D'Diskussion ass elo ofgeschloss.

Ier mer zum Vott kommen, wollt ech drun erënnere, dass ee sech op sengem Poste muss aloggen, fir kënnen mat ofzestëmmen.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7894. Den Text steet am Document parlementaire 7894⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7894 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 35 Jo-Stëmme bei 25 Abstentoune ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Se sont abstenus : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7978 – Projet de loi portant création d'un lycée à Luxembourg et modification de la loi du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënn de Projet de loi 7978 iwwert d'Schafe vun enger neier Schoul, d'École internationale Gaston Thorn. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Lamberty.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Nach eng Kéier Merci, Här President. Léif Kolléeginnen a Kolléegen, d'Ausbildung allgemeng, d'Schafe vu wa méiglech identesche Startchancen an d'Wuelbefanne vun eise Kanner a Jugendlechen hunn d'Bildungsdebatten an de leschte Wochen a Méint gepräägt. Et si Sujeten, déi besonnesch am Kader vun der Coronakris des Éfteren an der Chamber diskutéiert goufen. Schliesslech huet d'Pandemie eis gewisen, wéi wichteg et ass, e resiliente Schoulsystem ze hunn, deen de Jonken och a besonnesch a Krisenzäite Kontinuitéit a Sécherheet ka bidden.

Et goufen an de leschte Jore grouss Efforten ënnerholl, fir d'Lëtzebuurger Bildungslandschaft un d'Besoine vun enger ëmmer méi heterogeener Schoulpopulatioun

unzupassen. Eng vun de Pisten, fir eng méiglechst breet a villschichtig Offer fir eis Kanner a Jugendleche ze hunn, ass d'Pist vun den öffentlechen Europaschoulen. 2016 do war de Startschoss vun dëser Offer. Deemools huet déi éischt öffentlech Europaschoul, an dat zu Déifferdeng, hir Dieren opgemaach. 2018 sinn dunn direkt dräi weiderer derbäikomm: am Norden zu Clierf d'École internationale Edward Steichen, am Osten d'École internationale de Munneref an och nach eng Kéier a Richtung Osten de Lënster Lycée mat der International School zu Jonglënster.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | D'lescht Joer huet dunn zu Miersch eng fënneft International School hir Dieren opgemaach: d'École internationale Anne Beffort.

De virleende Gesetzesprojet proposéiert, dëse Réseau ëm eng sechste Schoul ze completéieren. Mat der École internationale Gaston Thorn soll fir d'Rentrée eng éischt öffentlech Europaschoul op den Territoire vun der Hauptstadt, vun der Stad Lëtzebuerg, kommen. Vu September u wäert déi europäesch Offer also a sämtleche Regiounen vum Land kënnen ugebuede ginn.

An enger éischer Phas wäert déi nei Schoul dräi verschidde Sproochesektiounen ubidden: Däitsch, Franséisch an Englesch. Laangfristeg gesi sollen dann awer och portugisesch, spuenesch an italieenesch Pisten derbäikommen.

Mat enger Grondschoul zu Zéisseng an engem Lycée zu Märel um Campus Geesseknäppche wäert d'École Gaston Thorn op zwou Plazen opgedeelt sinn. Spéiderhi solle sämtlech Klassen, an dat ass d'Zil, op de Lampertsbiere plënnere an op engem Campus regroupéiert ginn.

Fir d'Rentrée 2022/2023 wäerte ronn 300 Schüler an dëser Schoul empfaange ginn, verdeelt op siwe Klassen am Fondamental, néng Klassen am Secondaire, véier am Préparatoire an eng Classe d'accueil. D'Offer vun der neier Europaschoul riicht sech un all d'Jonker hei am Land, onofhängeg vun hirer Nationalitéit a vun der Mammesprooch, déi doheem geschwat gëtt. Anescht wéi an de privaten Europaschoule gëtt an der École Gaston Thorn keng Prioritéit op Kanner vun europäesche Fonctionnairé geluecht. D'Schüler brauchen och keng spezifesche Opnamkrittären ze erfëllen a mussen och keng héich Aschreiwungskäschte bezuelen. Genee wéi déi aner öffentlech Europaschoule wäert nämlech och déi heite fir jidderee fräi accessibel sinn!

D'École Gaston Thorn wäert nom System vun den agreéierten Europaschoule fonctionéieren. Konkreet heescht dat, dass d'Schoul souwuel déi national wéi och déi europäesch Virschräfte respektéiere muss. Während d'Administratioun, d'Finanzéierung, d'Personal ënnert d'Responsabilitéit vum Educatiounsminister falen, ginn d'Programmer, d'Horairen, d'Diplomer vun der europäescher Konventioun iwwert d'Europaschoule regléiert.

Et ass allerdéngs wichteg ze erwänen, dass d'Schoul gewësse Fräiheeten huet, fir e pedagogesch Konzept ze definéieren an den Inhalt vun de Programmer ze gestalten. E besonnesche Fokus soll deemno op de Museksunterricht, op d'Vermëttlung vun den digitale Kompetenzen an, ech mengen, grad an dësen Zäite ganz wichteg, op d'demokratesch Valeure geluecht ginn.

Genee wéi an den aneren öffentlechen Europaschoule wäert och an dësem Gebai d'Léiere vun der Lëtzebuurger Sprooch ganz grouss geschriwwen ginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Vum éischte Schouljoer un, an dat bis zum drëtten Joer Lycée inclus,

mussen d'Schüler hei nämlech un obligatoresche Lëtzebuergeschcoursen deelhuelen. Och d'Lëtzebuurger Geschicht, Geographie a Kultur wäerten e festen Deel vum Schoulprogramm duerstellen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | D'Schüler do ze ënnerstëtzen, wou se Stärkten hunn, si ze fërderen, fir dass si sech kënnen hirem Potenzial no beschtméiglech entwëckelen, dass ass eng primär Aufgab vun eis als Politik fir déi jonk Generatioun.

Oft ass d'Net-gutt-genuch-Beherrsche vun enger Sprooch eng Hürd, iwwert déi d'Kanner net ewechkommen, fir Matière kënnen ze léieren. Dofir ass et richtig a wichteg, Schüler esou ze encadréieren an och ze enseignéieren, dass si hiert Potenzial voll a ganz kënnen ofruffen. Well wann ee weess, dass den Ënnerschied tëscht der Mammesprooch an der Sprooch, déi fir den Unterrecht benotzt gëtt, eng vun den Ursachen ass fir Léierretarden, dann ass et wichteg, dass mir nieft den traditionelle Grondschoulen a Lycéeën och Schoule schafen, an deenen den Unterrecht net primär op Lëtzebuergesch oder och eeben op Däitsch verleeft. Schliesslech muss et d'Zil vun der nationaler Bildungspolitik sinn, dass all Kand d'Chance op en Diplom a wa méiglech op e gudden Diplom kritt.

An den Europaschoulen hunn d'Schüler de Virdeel, dass si den Unterrecht an hirer eegener Sprooch suivéiere kënnen respektiv an enger Sprooch, déi hinne ganz no ass. Esou entsti fir vill Schüler a Schülerinne besser Chancen op en héichwäertegen Ofschluss, wéi dat vläicht am klassesche System de Fall ass. Dofir ass et och net verwonnerlech, dass d'Nofro fir déi öffentlech Europaschoulen immens grouss ass.

Ech sinn dofir frou ze gesinn, dass d'Regierung – a virun allem den Educatiounsministère – op dës Nofro reagéiert huet an eis Bildungsoffer reegelméisseg un d'Entwëcklung vun eisen ëmmer méi heterogeene Schoulpopulatiounen upasst. Ech sinn och dovun iwwerzeegt, dass mir mat den öffentlechen Europaschoulen eng richtig Äntwert op d'Besoine vun eiser multikultureller Gesellschaft fonnt hunn an nees e Stéck méi Kohäsioun a Gerechtegkeet an d'Land bruecht hunn.

Et ass e Konzept, mat deem mir eise Bildungssystem engersäits méi fair an effikass gemaach hunn, well mir net dës le départ e ganze Krees vu jonke Residenten ausschléissen, déi net kënnen hiert ganz Kënnen an engem klassesche System ofruffen. An anerersäits verhënnere mir, dass Jonker sech am traditionelle System verléieren, hir Formatioun vläicht fréizäiteg ofbriechen oder ouni Diplom op den Aarbechtsmarché kommen. Wéi schon e puermol hei an der Chamber betount, geet et bei den öffentlechen Europaschoulen net drëms, fir d'Lëtzebuurger an d'Netlëtzebuurger ze trennen, ganz am Géigendeel, mir wëllen de Kanner d'Méiglechkeet ginn, fir sech lues a lues no hirem Rhythmus ze entfalten.

E weidere Punkt, deen ëmmer nees widderholl muss ginn, ass d'Gratuitéit vun dëse Schoulen. Genee wéi déi klassesch Grondschoulen a Lycéeën sinn déi öffentlech Europaschoulen, wéi den Numm et scho seet, Deel vun eisem öffentleche Schoulsystem an deemno fir jidderee fräi zougänglech.

Zu gudder Lescht wëll ech kuerz op d'Avis vum Staatsrot an der Staatsbeamtekummer agoen. Béid Institutiounen begrëssen d'Efforte vun der Regierung an ënnerstëtzen d'Kreatioun vun enger neier öffentlecher Europaschoul. D'Staatsbeamtekummer ënnersträicht allerdéngs, dass d'Erweiderung vum internationale Schoulnesetz net dierf op d'Käschte vum Lëtzebuurger Enseignement goen. Hirer Meenung no misst an Zukunft verstärkt och an d'Moderniséierung vum

Lëtzebuurger System investéiert ginn. Hei dernieft kritiséiert d'Staatsbeamtekummer, dass déi zukünfteg Enseignanté vun der École Gaston Thorn manner Kompetenze misste matbréngen wéi hir Kolleegen aus den traditionelle Lycéëën, notament wat d'Kenntnisse an den offizielle Sproochen ubelaangt.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng gréisser Remarque formuléiert, soudass hien ouni Weideres säin Accord zu demem Projet konnt ginn.

Wa mir all Kand déi nämmelech Bildungschancë wëlle garantéieren a wa mir wëllen, dass all Kand an der Schoul ka reusséieren, da brauche mir eng breet an eng flexibel Schouloffer, déi de Schüler onnéidege Ballast, onnéideg Steng aus dem Wee schafft an hinne d'Méiglechkeet gëtt, hir Talenter an Interesse fräi ze entfalten, onofhängeg vun hirer Mammesprooch!

Och an Zukunft muss mir also weider an d'Diversifikatioun vun eiser Bildungslandschaft investéieren. Dofir begrëssen ech, dass mir dat ab der Rentrée mat enger weiderer Europaschoul hei am Land hunn.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun, der DP-Fraktioun, a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Claude Lamberty.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. D'Zil vun den Europaschoulen ass u sech nach ëmmer gewiescht, fir hei e schoulesche System ze offréieren, fir den Expatten et méiglech ze maachen, dass hir Kanner kënne hei an d'Schoul goen an, wa se erëm eng Kéier zrëck an hiert Land ginn, dass se do – ouni dass se de komplette Schoulsystem erëm missten änneren, ouni dass se eppes géife verléieren – erëm kënne weiderfuere an der Schoul.

An dat ass eppes, dat fir eis hei zu Lëtzebuerg extreem wichteg ass, well eis Économie och op dës Aarbechtskräften ugewisen ass, mee am aktuelle System ass et esou, dass u sech genausou vill Lëtzebuurger Kanner oder Kanner, déi hei am lëtzebuergesche Schoulsystem kéinten dra sinn, an dës Europaschoule ginn. An dofir muss mer eis Froe stellen an ech mengen, doriwier hu mer e ganze Mëtteg hei debattéiert, wéi d'Interpellatioun iwwert d'Europaschoule war. Ech wäert also do eis Iwwerleeungen net méi alleguerter widderhuelen. Wat fir eis awer kloer ass, an dat widerhuelen ech nach eng Kéier: Et geet net duer, dass mer eng parallell Schoulwelt hei opbauen, well mir wëssen, dass et Problemer gëtt an eisen normalen éffentleche Schoulen am Sproochenunterricht, an déi muss mer upaken!

Ech zitieren hei d'Chambre de la Fonction publique, déi u sech seet: „invite le Gouvernement à adapter le système scolaire luxembourgeois aux spécificités linguistiques et culturelles des élèves plutôt que de créer de nouvelles écoles européennes agréées.“ A genau dat ass och eis Positioun. Et geet net duer, wierkelech déi parallell Schoulwelten opbauen. Mir müssen eis éffentlech Schoul stäerken an dorunner muss mer schaffen. Mir brauchen eng aner Aart, fir Schoul ze halen. Mir brauchen eng Upassung vum Sproochenunterricht.

Den Här Lamberty sot ... A pardon, ech hat zwar vergiess, Merci ze soe fir de Rapport: e grouse Merci fir de Rapport! Ech hunn awer opgepasst, well Dir sot, mir missten deen onnéidege Ballast, déi onnéideg

Steng fortschaffen an dofir géife mer d'Europaschoulen elo maachen. Mee ech mengen, mir müssen deen onnéidege Ballast, déi onnéideg Steng och an eise classeschen, éffentleche Schoule fortschaffen, an dofir wäerte mer dese Projet de loi och net matstëmmen. Mir wäerten eis enthalen, well mir soen, mir müssen en Zeeche setzen, dass et eeben net duergeet, fir ëmmer erëm nei Schoulen opzerichten. Mee mir müssen, wéi gesot, de Sproochenunterricht an eisen normale Schoulen änneren!

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Da wëll ech awer nach en zweete Punkt erwänen. Dat ass deen, deen och am Rapport, mengen ech, steet: „La formation mènera au [bac] ou donnera accès à une formation professionnelle internationale.“

Wéi déi éischt Europaschoul zu Déifferdeng opge-maach ginn ass, do hu mer dat scho kritiséiert, well mer gesot hunn: D'Finalitéit vun enger Europaschoul ass de Bac! An den Ënnerscheid tëschent eise lëtzebuergeschen Europaschoulen – ech nenne se elo mol esou – an där europäescher Europaschoul ass, dass mir awer jiddwereen eranuelen an d'Europaschoul an et kann net jiddwereen de Bac packen. An duerfir hu mer bei där Déifferdenger Europaschoul deemools gesot: „Dat do riskéiert eng Sakgaass ze gi fir déi Kanner, déi de Bac net kënne kréien.“ An dunn huet de Minister eis gesot: „Leet Äre Kapp a Rou, mir bauen nach aner engleschsproocheg, franséischsproocheg Ausbildungen op an der Berufsausbildung.“

Ech hunn awer elo gekuckt gehat, dass heescht, dass hei war jo 2016, elo si mer fënnf Joer méi spéit: Am DAP Englesch ginn et der nach ëmmer genau zwee, de „Restaurateur“ zu Dikrech an de „Commerce“ am Lycée technique vu Bouneweg. Dat geet definitiv net duer! Also riskéiert dat hei nach ëmmer, eng Sakgaass ze ginn. A wéinst all deene Grënn, Dir Dammen an Dir Hären, wäerte mer eis hei enthalen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. An nächste ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci. Här President, déi international Schoulen oder akkreditéiert éffentlech Europaschoule sinn a ganz kuerzer Zäit e feste Bestanddeel gi vun eiser Schoullandschaft. À terme sollen 8.000 Schüler do enseignéiert ginn. Sechs sinn et der, wéi gesot, am September an et dierft nach weidergoen, vu déi grouss Demande.

Et ass e gutt Instrument, fir där Hyperdiversitéit vun der Schülerpopulatioun Rechnung ze droen. Mir hu scho vill heiriwwer diskutéiert. Besonnesch deene Chancengerechtegkeeten, déi op sproochlechen Ënnerscheeder baséieren, kënne entgéintgewierkt ginn. An dat géllt eeben och fir dës Schoul, well eeben d'office an der sougenannter „langue dominante“ alphabetiséiert gëtt, well awer och déi aner Sprooche vum Land ënnerriicht ginn, well een donieft nach weider Friemsprooche ka léieren a well eeben och op Lëtzebuergesch Wäert geluecht gëtt – dass sollte mer wierkelech net vergiessen –, fir eeben och d'Integratioun an eis Gesellschaft ze erméiglechen an ze garantéieren. Hei ass d'Méissproochegkeet keng oniwierwindlech Bildungsmauer, mee eng Plus-value, e Meerwäert fir all Schüler. Si all kréien, souzoe wéi am Héichsprong, e Staf, fir iwwert déi Mauer ze kommen.

An et ass richtig, dass een dëst Sproochekonzept zum Deel oder ganz an den traditionelle Schoulsystem vun de Lëtzebuurger Lycéëën kann oder soll iwwerhuelen. Do ginn ech der Madamm Hansen Recht, mee fir mech ass dat awer guet keen Argument, fir dese Projet de loi net ze stëmmen. Am Géigendeel! Ech mengen, dass mer hei op där richteger Spuer sinn an eeben déi Entwécklung vun deem Zesummekomme sollte weiderféieren.

De Rapporteur huet d'Schoul ganz am Detail beschriwwen. Merci duerfir. Ech konzentréiere mech op e puer Remarque ronderëm d'Konzept an déi dräi Schwéierpunkte vun deenen ech – dass muss ech soen – relativ begeeschtert sinn, well se esou vill Casen ticken, déi an enger Bildungspolitik vun haut e Must sinn.

Als Éischt d'Musek. D'Noperschaft mam Conservatoire ass natierlech vu Virdeel, mee vill méi wichteg ass fir mech awer d'Roll, déi d'Musek an der Entwécklung vu kognitive Kompetenze spillt. Dir wësst zum Beispill selwer, wéi vill méi liicht een en Text vun engem Lidd verhält amplaz vun dréchene Vokabelen, vun de Glécksgefiller, déi Musek ausléise kann, vun hirem positiven Afloss op déi mental Gesondheet guer net ze schwätzen. Musek ass en plus déi eenzeg Weltsprooch, déi net mëssverstane ka ginn a Grenze kann iwwerwannen.

Zweetens: déi geliefte a geléierte Demokratie. D'Kanner wënsche sech méi Participatioun, net just als Alibi. Dat geet aus ville verschiddenen Etüden ervir. Si wëlle matschwätzen, wat se léieren, och wéi se léieren. Souwäit ech weess, hu sech déi Responsabel bei den däitschen „Demokratische Schulen“ inspiréiert. An och wann d'Gaston-Thorn-Schoul net gradesou wäit geet, gëtt et awer och hei Usätz an déi Richtung, zum Beispill d'Abannen an d'Schoulentwécklung vun de Schüler oder e Schülerbüro. Mir kennen och heibanne d'Projete mat Kanner a Jugendleche vum Zentrum fir politesch Bildung, bei deenen déi Jonk jo ganz hautno gesinn, wat Demokratie ass a ka sinn. Dass eng ganz wäertvoll Aarbecht, déi mir nëmme kënne ënnerstëtzen.

An drëtten: déi digital Welt a Kultur. Nach ni war et esou wichteg wéi haut, fir an där digitaler Welt eens ze ginn. Als kritesche Bierger, deen déi digital Outil kann notzen, deen awer och d'Gefore kennt an den Tri ka maachen tëscht deem, wat ee brauch, an deem, wat een ofhängeg mécht. An natierlech och de Volet Medienerziung, fir dass se den Desinformanten net op de Laim ginn. De Lien tëscht deenen zwee leschte Schwéierpunkten Demokratie an Ëmgang mat der Digitaliséierung ass evident a ka guer net genuch ervirgehewe ginn.

Ech si jiddefalls sécher, dass déi Schoul hei e groussen Uklang wäert fannen, virun allem mécht se Loscht op Schoul. Finalement ass dat jo eigentlech d'Fundament vun allem, dass een einfach gär an d'Schoul geet an net vun Ufank u da permanent d'Fleem huet, well een am Virus weess, dass een d'Uspréich net kann erfëllen, net aus Liddregkeet oder Beschränktheet, mee well een aus engem Elterehaus kënnt, wou eeben net Lëtzebuergesch geschwat gëtt.

Wichteg ass a bleift fir eis bei allen internationale Schoulen déi sozioekonomesch Mixitéit vun der Schülerpopulatioun, d'Zesummenaarbecht mam traditionelle Schoulsystem a besonnesch och d'Etüd vum LUCET, dee sech jo mat de Mathéskompetenzen an den internationale Schoule beschäftegt, an déi d'nächst Joer jo am Fréijoer soll presentéiert ginn.

Dat gesot, de Responsabele vun der Gaston-Thorn-Schoul bonne Chance fir d'Rentrée. An natierlech stëmmt d'LSAP dese Projet de loi mat. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Closener. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmoos merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Lescht hu mer jo scho méi oft iwwert déi international ëffentlech Schoule geschwat, soudass och ech just kuerz op d'Haaptpunkte wëll zrëckkommen, déi eis als Gréng natierlech staark um Häerz leien.

Fakt ass, dass déi ëffentlech international Schoulen e groussen Zoulaf hu mat beispillsweis engem Plus vun 200 Schülerinnen a Schüler am Joer eleng an der internationaler Schoul vun Déifferdeng. D'Zuel vu Kanner a Jonken, déi eng ëffentlech Schoul, eng ëffentlech international Schoul, besichen, ass zwar nach ëmmer zueleméisseg éischter marginal par rapport zu der gesamter Schoulpopulatioun, an awer muss ee feststellen, dass dës Schoulen ufänken, zu engem wichtege Piliere vum Schoulsystem ze ginn.

Fir eis als Gréng ass et och scho laang kloer, an do si mer voll a ganz op der Linn vum Här Minister, dass eng extrem divers Gesellschaft wéi eis ëffentlech international Schoule brauch, fir der sproochlecher Villfalt vun alle Kanner gerecht ze ginn, déi an eisem Land liewen, an och fir ze verhënneren, dass privat an deier Parallellwelte sech an eisem Schoulsystem duerchsetzen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | D'Viraussetzung ass allerdingen déi, dass déi ëffentlech international Schoulen déi schoulesch Inegalitéiten net nach verstärken. D'lescht Woch hu mer doriwwer geschwat. Déi ëffentlech international Schoule sollen d'Inegalitéite reduzéieren. An dat ass eebe genee hiert Zil.

Aus deem Grond hu mir bei all Projet derfir plädéiert, dass déi sozial Mixitéit an deene Schoule garantéiert soll ginn an dass all Bildungsniveau ofgedeckt muss ginn, well nëmmen esou ka séchergestallt ginn, dass se sech mat der Zäit net zu Elitteschoule fir privilegiéiert Kanner aus besser gestallte Schichten entwéckelen.

Dir Dammen an Dir Hären, sinn dës Konditiounen erfëllt, dann dierf et an eisem Schoulsystem net drëms goen, ee Modell géint deen aneren auszespillen. Vill méi ass et wichtege, déi eenzel Modeller reegelméisseg ze evaluéieren, wat jo och elo gemaach gëtt, mam Zil, dass ee vun deem anere léiere kann, an dat op Basis vu Fakten an net vun Emotiounen. Dozou gehéiert och de Courage, déi ofgetrëppelt Pied ze verlossen, wann nei Modeller sech als méi effikass, méi gerecht a méi attraktiv erausstelle wéi de klassische System.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Onafhängeg vun der villfälteger Sproochenofer besteet de Virdeel vun internationalen ëffentleche Schoule jiddefalls schonn doran, dass et sech ëm Ganzdaagsschoule mat psychopedagogeschen an edukativen Ënnerstëtzungsofferen handelt, also genee dat, wat an engem inklusiv Schoulmodell gebraucht gëtt. An eleng dat ass schonn ee vun de Grënn, firwat och déi nei Schoul mam Numm Gaston Thorn eng Virreideroll ka spilen, un där déi traditionell kommunal Schoule sech beispillsweis orientéiere kënnen mam Zil, et besser ze maachen.

Hei sinn natierlech och d'Gemenge gefuerdert, wuel wëssend, dass de Modell vun de Ganzdaagsschoule schonn haut am Kader vum Plan d'encadrement périscolaire en place gesat ka ginn. D'Gemenge kënnen dobäi ënnerstëtzen. An doriwwer eraus sinn och

d'Gemengen an der Verantwortung, wann et drëms geet, hir Infrastrukturen esou unzepassen oder nei ze bauen, dass d'Schoul an d'Services d'éducation et d'accueil net niewenteneen, mee matenee funktionéiere kënnen.

Här President, eng lescht Remark, déi ech am Numm vun eiser Fraktioun nach wëllt maachen, bezitt sech op déi geografesch Verdeelung vun den ëffentlechen internationale Schoulen. Wat et der manner sinn, wat d'Schülerinnen an d'Schüler méi wäit musse fueren, fir an déi Schoulen ze kommen. Dat ass evident.

Dat ass besonnesch am Fundamental, wou d'Kanner jo awer nach méi kleng sinn, e gréissere Problem. Et féiert noutgedrongen dozou, dass dës Kanner de Kontakt zu hirem sozialen Ëmfeld an hirer Gemeng verléieren a weeder an där enger nach an där anerer Gemeng richteg doheem sinn.

Dee Moment gëtt et hinne bal onméiglech, sech eebe grad dat soziaalt Netz an déi Frëndschaften an hirem direkte Liewensëmfeld opzebauen, déi se fir eng sozial gesond Entwécklung brauchen.

An deem Sënn begrësse mir, dass mat der École Gaston Thorn eng weider ëffentlech Schoul an der Stad entsteet, déi enger ganzer Rei vu Kanner, déi do liewen, d'Méiglechkeet gëtt, vun deem Modell ze profitéieren, ouni dass se aus hirem sozialen Ëmfeld erausgerappt musse ginn an ouni dass se op laang Trajeten ugewise sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënnt Iech also denken, dass mer dese Projet de loi grad wéi seng Virgänger wäerten ënnerstëtzen, a mir begrëssen och ganz besonnesch d'Prioritéiten, déi am pedagogesche Konzept gesat gi sinn: Demokratie, Digitaliséierung – a Musek, net ze vergiessen. Bekanntlech mécht Musek schlau.

Mir gehéieren net zu deenen, déi d'Schoulentwécklung an eisem Land blockéieren. Mir wëlle mathëllefen, se weiderdreien an duerfir si mir och bereet, nei Weeër anzuschloen am Hibleck op d'Entwécklung vun engem Schoulsystem, deen alle Kanner besser gerecht gëtt.

Villmoos merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur, deen de Projet hei natierlech an den Himmel gelueft huet, woubäi ech awer hei bei Villem net esou direkt ka mat averstane sinn, well eng Partie Saachen um Terrain warscheinlech net esou sinn.

Ech wëll awer hei op siwe Punkte vun deem Gesetz hei agoen, iwwerhaapt zum Thema ëffentlech Europaschoulen, déi elo ëmmer méi opgeriicht ginn.

Éischte Punkt ass, dass een net sollt vergiessen, dass et bei enger Schoul net nëmmen drëms geet, fir engem Kand en Diplom ze ginn. Jo, dat ass och wichtege a jo, et muss ee kucken, dass jiddwereen déi beschtméiglech Bildung kritt. Mee et geet och ëm aner Saachen.

Et geet och drëms, an der Schoul eng Basis fir eng sozial Kohäsion hei am Land ze leeën. Grad zu Lëtzebuerg, wou mer ganz vill Auslänner hunn, wou mer ganz vill Migratioun hunn, ass dat substanzieel wichtege, dass mer d'Kanner zesummeféieren, dass mer se léieren, zesummen e Wee ze goen, dass mer Gemeinsamkeete schafen. Déi brauche mer an der Zukunft vun eisem Land, wou d'Kanner och an Zukunft mussen zesummenhalen an net dierfe getrennt sinn.

Dat féiert mech da bei den zweete Punkt, eeben d'Trennung, déi hei trotzdeem an deenen europäeschen ëffentleche Schoulen stattfënn, well et ass jo awer esou, dass dann do haaptsächlech d'Kanner aus der Immigratioun wäerten hikommen, soudass mer eng Trennung jee no Hierkonftsland, no Wuerzelen, no der Sprooch, déi een doheem schwätzt, eigentlech no der Nationalitéit wäerten hunn. Dat heescht, mir hunn duerno Schoulen, wou dann déi Engleschsproocheg higinn, wou d'Fransousen higinn, mir hu Schoulen, wou d'Lëtzebuurger higinn, wou d'Portugisen higinn. Jiddweree kritt do e Modell, deen him natierlech perséinlech vläicht méi gerecht gëtt, mee fir d'sozial Kohäsion, fir den Zesammenhalt hei am Land ass dat doten eng Katastroph.

Et wier wierklech besser, mir géifen op déi Basen zrëckkommen, déi eist Land ausgemaach hunn. D'Integratioun an de leschten 100 Joer hei am Land, dat ass, d'Kanner zesummen a Klassen ze setzen, dass se zesumme kënnen opwuessen, well nëmmen, wa se zesumme kënnen opwuessen, da kënnen se och duerno zesummen dës Gesellschaft gestalten, esou wéi mer et bis elo gemaach hunn, mee dat wäert mat deem System hei ëmmer méi bedenklech ginn.

Dann drëtte Punkt: Et muss een och éierlech sinn, d'Zukunftschancé fir d'Kanner wäerten an deenen internationale Schoule deelweis méi kleng ginn. Et ass gewëssermoossen eng Mogelpackung. Och dat hunn ech hei scho gesot. Si léieren hei d'Sproochen net op deem Niveau, wéi se se géife an engem klassische Lëtzebuurger System léieren, a si wäerten duerno Schwieeregkeeten hunn, fir zum Beispill an d'Fonction publique eranzekommen, fir zum Beispill e Beruff als Polizist ze huelen. An ech weess och, dass eng ganz Partie Schoulmeeschteren a Jofferen an der Primärschoul Elteren, déi eventuell drun denken, fir hir Kanner an esou Schoulen ze ginn, hinnen dat och mat op de Wee ginn: „Passt op, wann Der Är Kanner do an d'Schoul gitt, da wäerte se duerno manner Chancen am Berufsliewen hei zu Lëtzebuerg hunn.“

(Brouhaha)

De véierte Punkt: D'Proffen, déi eis Sproochen ...

(Coups de cloche de la présidence)

Jo, Dir kënnt grommelen, esou vill Der wëllt. De Fakt ass, déi dräi administrativ Sproochen, déi ee brauch, fir Polizist ze ginn, a fir eng ganz Partie Beruffer am ëffentleche Secteur, déi léiert een net op deem néidegen Niveau hei an deenen ëffentlechen europäesche Schoulen. Dat ass e Fakt! Do kënnt Dir grommelen.

(Brouhaha)

Voilà!

(Coups de cloche de la présidence)

Wa mer dann op de Punkt véier kommen, dee vun de Proffen, déi do agestallt ginn, déi deelweis eis Sprooch net kënnen: D'Chambre des Fonctionnaires, déi schwätzt dovun, dass een nach just eng administrativ Sprooch um Niveau B2 muss kënnen, a si stellt déi berechtigt Fro: „Jo, a wéi enger Sprooch schwätzen dann iwwerhaapt nach d'Proffen an d'Direktioun an esou engem Lycée mateneen?“ Voilà!

Une voix | Da kuckt dat emol eng Kéier.

M. Fred Keup (ADR) | Kann dat fonctionéieren? Si schreien: „ne pourra guère fonctionner“. Ech mengen, d'Chambre des Fonctionnaires ass jo net op de Kapp gefall a gesäit do e Problem kommen. An dee wäert och kommen!

Dann ass allgemeng de Problem, deen d'Chambre des Fonctionnaires och uschwätzt, ech hunn et ugeschwat, dass den Niveau an de Sproochen e bësse

méi déif gëtt. A weider gëtt och geschriwwen, et wier fir „des élèves avec des profils linguistiques particuliers“. An de Risiko ass ganz einfach deen, dass op eemol d'Iddi opkënn: „Jo, do muss ee sech jo manner beméien, well et muss ee manner Sprooch léieren.“ Mir haten alleguerde warscheinlech vill Schwierigkeiten, Sproochen ze léieren, mee mir hunn et awer gemaach. An hei erliichtert een eeben de Leit dat an dat féiert eventuell dozou, dass een da manner motivéiert ass, fir sech wierklech ze verbesseren.

Sechste Punkt, an dat ass dann eng weider wierklech eklatant Ongerechtegkeet, do ka keen heibannen dergéintschwätzen: Dat ass de Punkt, dass ee bei eis am Lycée muss siwe Joer an der traditioneller Schoul maachen, an da mécht ee seng Première mat 19 Joer. An deenen europäeschen öffentleche Schoulen maache si hir Première mat 18 Joer. Si hunn ee Joer manner Schoul. Dat ass, wéi wann Der all Kand, dat am öffentleche System, am traditionelle System ass, einfach emol scho géift vu virer an e Joer duerchfale loosse. Ech fannen dat ganz, ganz schrecklech. Hei féiere mer bei eise Kanner eng Ongerechtegkeet an, déi net drobar ass.

De siwente Punkt ass d'Lëtzebuurger Sprooch, wou ëmmer gesot gëtt, se géif geléiert ginn. Ech wëll widerhuelen, ech hu mat enger ganzer Partie Acteuren do um Terrain och geschwat: Et ass quasi net méiglech, déi Kanner wierklech am Lëtzebuergesch op e gudden Niveau ze bréngen, well se schonn an engem Ëmfeld opwuessen, wou quasi kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt. A wann an der Schoul dann eng, zwou, dräi Stonne sinn ... Ok, et si vläicht vereenzelt lëtzebuergesch Kanner do, mee d'Ëmgangssprooch ass net Lëtzebuergesch a si léieren et net op engem Niveau, wou se duerno, fir drop zréckzekommen, an der Fonctioun publique och kéinten eng entsprechend Plaz unhuelen.

Alles dat wonnert een awer net. An do kommen ech elo mol allgemeng op d'Fro: Wat wëll hei iwwerhaupt eng Regierung? An nach méi genee: Wat wëll eng DP? Et muss een net wäit siche goen. Viru siwen Deeg stoung et nämlech an engem Interview am „Quotidien“. Do huet d'Madamm Cahen nämlech gesot: „Il faut arrêter de parler d'intégration.“ „Il faut arrêter de parler d'intégration“, huet d'Madamm Cahen gesot! Integratioun ass fäerdeg. Dat ass net méi wichteg. An den Här Meisch, dee setzt dat hei ëm.

(Brouhaha)

Dee setzt dat hei ëm!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Dan Kersch (LSAP) | Da sot awer elo alles.

M. Fred Keup (ADR) | Hei ass et keng Integratioun méi.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn den Artikel och gelies.

M. Fred Keup (ADR) | D'DP wëllt keng Integratioun. Jo, Dir kënnt grommelen. Madamm ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift, e bësse méi roueg.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat ass wierklech eng Frechheit!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Keup huet d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Sot de ganze Saz!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Et ass just een, deen d'Wuert huet, an dat ass den Här Keup. Awer net méi laang, well seng Zäit ass schonn eriwier.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Ech hunn nach eng Motioun. Dofir kann ech e bësse méi laang schwätzen, Här President.

(Exclamations et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, dat ass net cumulabel. Falsch!

M. Fred Keup (ADR) | D'Madamm Cahen, déi gesot huet: „Il faut arrêter de parler d'intégration“, an hei an der Chamber schonn eng Kéier gesot hat, ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

M. Max Hahn (DP) | Wéi ass de Saz weidergaangen, Här Keup?

M. Fred Keup (ADR) | ... an hei an der Chamber schonn eng Kéier am Kontext vun der Integratioun gesot hat: „Ech fannen, upassen ass jo scho ganz schlëmm“, a si wier total dergéint. Ech mengen, dass dat awer ganz wichteg ass, dass mir hei am Land Integratioun hunn. An Integratioun heescht, d'Kanner, Kanner vun allen Horizonter, zesummen a Klassen ze setzen, well mir hätte gären eng Gesellschaft, déi zesummewiisst. Do ginn et och Méiglechkeeten, déi mer hei schonn oft bruecht hunn, wéi een dat ka maachen a wéi een et ka besser maachen.

(Interruption)

An dat kënne mer erreeche, wa mer et wëllen. Dat hei ass einfach eng einfach Measure an do wäerte mir och dergéint sinn.

(Interruption)

An zur Motioun, déi mer nach hunn, dat ass ...

(Interruption et hilarité)

Här President, mir hunn elo sechs där Schoulen opgemaach ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift!

(Brouhaha et hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Mir hunn elo sechs där ... Här President, wéi ass dat elo hei?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Also wann Der de President oprufft, streng ze sinn, dann ass e fir d'éischt emol streng mat Iech, well Dir sidd elo schonn zwou Minuten iwwert d'Zäit.

M. Fernand Etgen, Président | Här Di Bartolomeo, Dir hutt och net d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Ech hunn eng Motioun. Ech sinn direkt fäerdeg.

M. Fernand Etgen, Président | Kommt, mir probéieren elo, fir e bësse Rou ze fannen, dass den Här Keup kann ofschléissen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An hie provoziert dat Ganzt.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo hei, eng Meinung, déi Iech net gefält, ass fir Iech provokativ.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Nee, et gëtt Méiglechkeeten a mir fannen och, eng europäesch Schoul ka se maache fir vereenzelt Fäll vu Kanner, déi méi spéit kommen oder déi just e puer Joer kommen, wéi d'Madamm Hansen et och gesot huet, mee hei gëtt et op eemol ze vill. An dofir reeche mer eng Motioun eran, fir elo hei mat deene Schoulen nom öffentlechen europäesche Modell opzehalen

an erëm hinzugeen an traditionell Schoulen ze privilegiéieren.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, dass:

– mat der „École internationale Gaston Thorn“ déi mëttlerweil 6. Europaschoul zu Lëtzebuerg gegrënnt gouf, an dat seit 2016, wat bedeit, dass hei am Land praktesch ail Joer eng nei öffentlech Europaschoul kreéiert gëtt;

– de klassesche Lëtzebuurger Schoulsystem mëttlerweil an alle Regione vun Land der Konkurrenz vun engem Schoulmodell ausgesat ass, dee vu villen Elteren a Schüler opgrond vu senger „Flexibilitéit“ besonnesch am Hibleck op de Sproochenunrecht virgezu gëtt;

– der Entscheidung vun der Regierung, fir an all Regioun vun Land eng Europaschoul ze grënnen, keen nationalen Debat iwwer d'Zukunft vun der Lëtzebuurger Schoul virausgaangen ass an dass dobäi am Speziellen den Dialog mat de concernéierte Berufsverbänn net ausräichend gesicht gouf,

ass sech bewosst, dass:

– duerch d'Implementéierung vun ëmmer neien Europaschoulen déi sozial Kohäsioun hei am Land geschwächt gëtt, andeems duerch d'Alphabetiséierung a verschiddene Sproochen net méi garantéiert gëtt, dass déi ënnerschiddlech Bevölkerungsgruppen hei am Land an Zukunft iwwerhaupt nach matenee kommunizéieren kënnen;

– d'Europaschoulen eng Ongerechtegkeet schafen an deem Sënn, dass „traditionell“ Schüler 13 Joer an d'Schoul goe mussen, bis se hir Première hunn, déi „international“ Schüler awer just 12 Joer;

– d'Gefor besteet, dass d'Europaschoulen iergendwann just nach dat ubidden, wat international Konzern als Norm festleeën, an dass Bildung doduerch iergendwann zu engem lukrative Geschäft gëtt;

– déi de Schüler vun Europaschoulen offréiert Optioun, hir Unterrechtssprooch zum Deel selwer wielen ze kënnen, als Fluchtméiglechkeet kéint gesi ginn, déi ville Schüler spéider den Zougank zum méisproochege Lëtzebuurger Aarbechtsmaart verbaut,

fuerdert d'Regierung op:

– den Ausbau vun den Europaschoulen ze stoppen an den „traditionelle“ Lëtzebuurger Schoulsystem erëm méi ze valoriséieren, am Plaz d'Europaschoulen öffentlech als „ideal Alternativ“ zum traditionelle Schoulsystem duerzestellen, déi besser dem individuelle Schüler mat sengem soziokulturellen/ethnesche Background ugepasst wier.

(s.) Fred Keup.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup.

(Brouhaha)

Une voix | Äusserst ...!

M. Fernand Etgen, Président | An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Sou, an elo alleguer emol erëm „ommm“.

(Brouhaha et hilarité)

Une voix | Et ass wéi an der Schoul.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lenk) | Et ass wéi an der Schoul. Elo gi mer emol e bësse lues.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir sinn net an engem Cabaret.

Une voix | Mir sinn an der Schoul.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et kéint een awer bal mengen.

(*Hilarité*)

Als Alleréischt, Här President, dem Rapporteur mol e grouse Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Virun nach net allze laanger Zäit hate mer hei an der Chamber eng Interpellatiounsdebatt iwwer d'international Schoulen. An nach déi lescht Woch hu mer hei iwwer d'Inégalités scolaires debattéiert. A béiden Debatten hu mir, déi Lénk, eis Positioun zu den internationale Schoulen erklärt an och eis Kritik dozou geäussert.

Mir sinn absolut net géint d'Entsteeung vun neie Schoulen. Mir sinn och net per se géint de Modell vun der internationaler Schoul, dee jo och seng Berechtigung huet, awer an engem ganz speziellen demografeschen a linguistesche Kontext.

Mir hunn awer grondsätzlech e Problem domat, datt déi international Schoule mëttlerweil e parallele Schoulsystem gi sinn, an dat nieft dem klasseschen effentleche Schoulsystem. An deem System gëtt dann och anescht wéi am klasseschen effentleche Schoulsystem mat alternativen Unterrichtsmethoden an anerem Usätz zu der Méisproochegkeet hantéiert, ouni datt awer jeemoos eng Kéier e Bilan aus diesen Erfarunge gezu ginn ass, ouni datt jeemoos eng Kéier eng Bewäertung vun deene Modeller gemaach ginn ass. Anscheinend hunn dës international Schoule jo dann awer och ëmmer méi Succès, vu datt d'Schülerzuel an deene Schoule steeteg klëmmt. Do muss ee sech Fro stellen. Wéi ass dat ze verstoen? A virun allem: Wat bréngt et de Kanner? Ee Joer manner Schoul an dann ee Joer Gesamtschoul virum Iwwergang an de Secondaire.

Et muss een hei wëssen, datt de Fundamental just eng Spann vu fënnf Joer huet. Eleng dat ass net oninteressant a scho méi avantgardistesche wéi de klassesche Schoulsystem, wat jo och net schwéier ass.

Wann ech mer dann de Projet vun der Gaston Thorn international school esou ukucken, ginn ech dovunner aus, déi international Schoule wieren och vill besser ekipéiert wéi déi normal Schoulen, besser mat informativem Material ekipéiert, an natierlech sinn hei d'Gebaier fonkelne an an deem Sënn schonn an de Plan d'étude an un d'Exigence vum Digital Learning adaptéiert.

Ech kann Iech soen, wéi flagrant dee Qualitätsënnerschied par rapport zu verschiddene Quartiersschoulen am klassesche Fundamental ass. Do ginn et Schoulen, déi hunn alles, an anerer hunn näischt. A wéi esou oft sinn et oft déi Schoulen, wou déi meeschte Schüler vun deene sozioekonomesch schwache Gesellschaftsschichten kommen, déi am schlechtesten ekipéiert sinn.

Domadder ass deenen also erëm net gehollef. Chancëgläichheet null! Et muss ee jo wëssen, datt jo de Staat finanziell fir alles opkënn, wat mat der Ausstattung vun den internationale Schoulen ze dinn huet. Fir den normalen effentleche Fundamental mussen d'Gemeengen zu 100 % fir den Ekipement opkommen.

Här President, éier mir elo op de Wee ginn, fir déi international Schouloffer op en Neits ze erweideren, misste mer mol ofwaarden, bis déi éischt Promotiounen aus deem System mol hir Première gemaach hunn, fir ze wëssen, ob si domadder méi oder manner Chancë kruten, fir op d'Uni ze goen oder fir eng Aarbecht ze kréien. Misst een net de Bildungsbericht 2024 ofwaarden? An deem ginn nämlech déi international Schoulen och endlech ënnersicht, fir dann déi Beräicher, déi sech bewären, an eisen nationalen effentleche Schoulmodell ze integrieren an esou

domadder ze harmoniséieren, awer och einfach, fir sécher ze goen, ob een dee Modell vun den internationale Schoule bäibehält an d'Offer ausbaut, fir dann och deementspriedend jiddereen vun engem System profitéieren ze loossen, deen d'Chancëgläichheet kann a soll favorisieren.

Här President, mir haten an enger Motioun am Kader vun eiser Interpellatioun zu de schouleschen Inegalitéiten d'lescht Woch gefrot, datt viraussichtlech keng Erweiterung vun der internationaler Schouloffer soll stattfannen, ouni datt eng Evaluatioun vun deem Modell am Bezug op déi schoulesch Leeschtung gemaach gi wier. Mir stinn an deem Fall zu där Ausso. Mir sinn net géint e Schoulgebaier, mir sinn net géint de Bau vun enger weiderer Schoulinfrastruktur, au contraire!

An eise Gemenge feelt et plazeweis massiv un neie Schoulen, mee dat ass jo anscheinend de Gemeengen hire Problem an Deel vum normalen effentleche Schoulsystem, fir dee sech de Minister scho laang net méi esou ze beegeschtere weess.

Mir wëllen net méi nucken, wéi de Minister weiderhi blann viru sech hi seng parallele international Schoullandschaft opbaut, an déi jo awer finanziell Mëttelen a Personalressourcë fléissen, ouni datt jiddereen – ech betounen: jiddereen – ka vun dieser Offer profitéieren. An dat ass am Fong dat, wat hei um Spill steet, ouni ze wëssen, ob dat sech herno fir d'Zukunft vun de Kanner a Jugendlechen rentéiert, déi dese Parcours am plaz deee klassesche Schoulwee gaange sinn.

Just esou um Rand wëll ech och nach bemierken, datt an den internationale Schoulen, vu datt se do jo sollen de Bac maachen, keng Filière vorhande si fir de Beräich Handwierk. Fazit ass, datt all déi Schüler/innen, déi dës Schoule besichen, d'office dem Handwierk verluer ginn, wat jo awer och net näischt ass. D'Handwierkskummer laut am Moment och d'Alarmglacken. Et gëtt vill Aarbecht, mee net genuch Handwierker, vläicht och, well bei eis geschwé kee méi ausgebild gëtt.

Merci fir d'Nolaschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An als leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement prett. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt fir d'zweet dann haut e grouse Merci un de Rapporteur Claude Lamberty fir säi Rapport zu deem Thema, wat jo awer akut ass, aleng och scho vum Timing hier, well mat der École internationale Gaston Thorn soll fir d'Rentrée elo schonns déi sechst staatlech international Schoul zu Lëtzebuerg opgoen.

Et ass also net déi éischte Kéier, datt mer esou e Projet stëmmen, a mir hate virun e puer Méint jo och eréischt eng Interpellatioun zum Thema vun den internationale Lycéeën hei an der Chamber. An och net méi spéit wéi d'lescht Woch gouf et schonn erëm eng Interpellatioun, an dës Kéier iwwer d'Ongläichheiten an der Schoul, wou mir och op d'international Schoulen agaange sinn.

Wat ech haut also wäert zielen, ass soumat am Kär näischt Neies. D'Positioun vun de Piraten huet sech net iwwer Nuecht op winnersam Aart a Weis geännert.

Kuerzfristeg kënnen dës Schoulen nämlech e wichteg Mëttel sinn, fir d'Schouloffer ze diversifizieren, fir esou de verschiddene Besoinen vun de Kanner séier gerecht ze ginn, mee laangfristeg dierf et net d'Zil sinn, de klassesche lëtzebuergesche Schoulsystem engersäits an de System vun den internationale Lycéeën anerersäits

parallell vuneneen a virun allem laanschtenee lafen ze loossen. Eise Schoulsystem soll dozou bäidroen, Kanner mat verschiddensten Hannergrënn a Fäegkeeten zesummenzebréngen, an net, d'Schülerinnen an d'Schüler vu Klengem un ze trennen.

Wa mer eng multikulturell Gesellschaft wëllen, wou wierklech en Austausch tëscht de Mënsche besteet, da musse mer diesen Austausch och schonn a jonke Joren ureegen. An dat ass net esou einfach mat zwee parallell lafende Schoulsystemer.

Laangfristeg muss dofir an eisen Aen d'Zil sinn, innerhalb vun engem an där selwechter Schoul d'Alphabetisierung an Zukunft a méi wéi just enger Sprooch unzëbiden, a verschiddene Klassen, mee enner engem gemeinsamen Daach, fir datt et méiglech ass, datt d'Kanner aus den eenzelne Klasse sech fir verschidde Fächer, déi net primär d'Sprooch betreffen, och ennerenee mësche kënnen, well nëmmen esou gëtt et méiglech, datt Kontakter zwëscht deenen eenzelne Filière geknapp ginn.

Ech sot et d'lescht Woch schonn an ech widerhuelen et haut: Mir brauche Schoulen, an deene sech Persounen mat an ouni Migratiounshannergrond, mat deene verschiddenste Sproochekenntnisse a mat an ouni Handicap eng Zukunft kënnen opbauen, an dat gemeinsam a virun allem net isoléiert vuneneen, well soss bleiwen eis Gesellschaftsgruppe sech leider vill ze oft och als Erwuessener nach ëmmer friem.

Mee wéi gesot si mir Piraten eis bewusst, datt eng Reform vum traditionelle lëtzebuergesche Schoulmodell net einfach vun haut op muer geschéie kann. A mir gesinn dofir an der zousätzlecher Offer, déi mat den internationale Schoule geschaaft gëtt, kuerzfristeg eng Chance, fir de Besoin vu ville Kanner hei am Land séier kënnen gerecht ze ginn, an dofir sti mir dese Schoulen och net am Wee. Nee, mir wäerten dese Projet dofir matstëmmen, mee eeben net ouni ze betounen, datt laangfristeg näischt un enger Modernisierung vum Schoulsystem laanschtfeiere kann.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educationminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Claude Lamberty nach emol fir säin ausféierleche Rapport. Och merci all den Intervenanten hei.

Jo, et ass e Stéck Aarbecht gewiescht, innerhalb vu sechs Joer elo déi sechst agreéiert Europaschoul – also eng effentlech Europaschoul, fräi zougänglech, gratis, fir all Kanner vun eisem Land – ze plangen an dann nächsten Hierscht opzemaachen. Well nëmmen a sechs Joer hu mer dat dote gemaach an an der Moyenne si mer dann eng weider Schoul pro Joer a mir hu jo ganz staark domadder innovéiert. Mir hunn dann och Grondschoulen enner staatlecher Kontroll agefouert.

Mir hunn domadder sécherlech och innovéiert, well mer jo an den internationalen europäesche Schoule ganz besonnesch vill méi Flexibilitéit hunn, wat de Sproochenunterrecht ubelaangt, eppes, wat mer jo hei zu Lëtzebuerg ganz besonnesch brauchen. A mir hunn dat an deene sechs Joer gemaach, donieft datt mer och aner international Programmer wéi déi brittesch Programmer, wéi den IB ausgebaut hunn.

Mir gesinn haut, grad wou mer awer den Accueil ze bewältege gehat hu vu ronn 1.300 ukrainesche

Schülerinnen a Schüler, wéi wichteg datt dat doten och nach emol war, well wa mer am Laf vun deene leschte Wochen déi Schülerinnen a Schüler konnten an eise Schoulsystem integréieren, dann och nëmmen dank der Präsenz vu virun allem och den agreéierten Europaschoulen, awer och dem Programm vun den A-Levels am Lycée Michel Lucius.

Mir hunn an den internationalen öffentleche Schoule vun deenen 1.300 Schülerinnen a Schüler iwwer 800 Schülerinnen a Schüler kënnen integréieren a gutt iwwer 400 sinn et dann nach emol an de Grondschoule queesch uechtert d'Land. Dat hätte mer net fäerdegbruecht ouni d'Präsenz vun öffentlechen internationale Schoulen, woubäi ech nach eng kéier hei wëll ënnersträichen, datt déi Situatioun, déi mer grad erlieue mat der aktueller Flüchtlingskris aus der Ukrain, net esou exzeptionell ass, wéi een awer kéint mengen: 1.300 Schülerinnen a Schüler, déi mer elo innerhalb vun e puer Wochen hu missen integréieren, par rapport zu iwwer 2.000 Schülerinnen a Schüler, déi mer Joer fir Joer als sougenannt Primo-arrivanten aus dem Ausland heihinnerkréien an déi hir Scolaritéit an engem anere Schoulsystem ugefaangen hunn an déi mer hei mussen integréieren a wou mer awer eng gewësse Weiderféierung mussen assuréieren.

Dat seet, datt mer eigentlech net nëmmen an Ausnahmesituatiounen esou Schoule brauchen, mee datt mer se permanent brauchen. An duerfir kann ech awer och net richteg verstoen, datt elo e Moratoire misst hei gemaach ginn, datt mer keng weider Schoule méi an deem dote Modell sollte plangen, ausbauen an opmaachen, well mer ganz einfach queesch uechtert d'Land där doten Offere brauchen.

An ech si frou, datt mer eeben och hei am nächste September mat der École internationale Gaston Thorn um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg eng deemtersprechend Offer zousätzlech kënnen opmaachen an domadder awer vum Süden iwwert den Zentrum an den Osten an den héijen Norde bis op Clief erop iwwerall där dote Klassen hunn an domadder awer och eng gutt regional Verdeelung vun deene Schoulen hunn.

Ech verstinn déi Iwwerleeungen, wat de Fundamental ubelaangt, datt een do natierlech nach eng kéier, wat den Transport ubelaangt, méi eng Erausfuorderung huet, wéi wann d'Kanner am Alter vum Lycée sinn. Mee och duerfir, denken ech, sollen eis Iwwerleeungen hei net ophalen.

Et ass hei eng wichteg Alternativ zu eisem traditionelle Schoulsystem entstanen. Domadder hu mer d'Diversitéit, déi mer an der Populatioun hunn, méi staark ofgebilt an eiser Bildungslandschaft an dorops ass et eeben ukomm, datt mer fir all Kand hei och eng entspreche Schoulesch Offer kënnen hunn. An do sinn eeben déi Europaschoulmodeller ganz besonnesch interessant, well mer do eng grouss Flexibilitéit am Sproochenunterrecht hunn. Ech mengen, mir hunn et virun e puer Wochen am Fond diskutéiert. Et ass haut nach eng kéier ugeschnidde ginn. An dat ass jo awer eppes, wat mer, jo, sécherlech net nëmmen an den agreéierten Europaschoule brauchen.

Dat ass eng Situatioun, déi mer iwwerall hunn, souwuel an de Grondschoule wéi och an eise Lycéeën. Wa mer kucken, wat fir eng Sproochen d'Schülerinnen an d'Schüler doheem schwätzen, wat fir eng Méisproochegkeet mer hinnen an der Schoul wëllen bäibréngen a wëlle vermëttele, da brauche mer Schoulmodeller, déi eeben nach méi flexibel si wéi eisen traditionellen. An hei kënnen mer ganz, ganz villes léieren.

Ech wëll ënnersträichen, datt et, wéi bei all Lycée, deen an de leschte Joren opgaangen ass, och hei

erëm eng kéier e Ganzdaagsmodell ass, souwuel fir de Primaire wéi och fir de Secondaire, well mer fest dovunner iwwerzeegt sinn, datt eng Ganzdaagesoffer, déi jo net obligatoresch fir jiddereen ass, mee déi fakultativ ass, och derzou bäidréit, datt mer méi Chancégerechtegkeet kréien, datt all Kand deemtersprechend ka geféiert ginn an datt mer hei net nëmmen um schoulesche Plang mam Kand schaffen, mee och um mënschleche Plang mam Kand schaffen a ganz villfälteg Kompetenzen doruwwer kënnen entweckelt ginn.

Ganz flott ass – an ech si frou, datt dat awer och bei ville Virriednerinnen a -riedner hei ënnerstrach ginn ass –, datt mer den Haaptakzent hei och op aner Sujete setzen an net nëmmen op de flexibele Sproochenunterrecht, mee eeben och op d'Musek, och dorobber, datt mer déi digital Outils maximal am Unterrecht sollen asetzen, an awer och op d'Participatioun vun de Kanner an deene Jonken, eng gelieft Participatioun, eng demokratesch orientéiert Erziéung hei och garantéieren.

An ech denken, datt doduerjer d'Schoul och hirem Namensgeber, dem Gaston Thorn, ganz besonnesch nach eng kéier wäert gerecht ginn an datt mer hei och ganz besonnesch, wéi an allen aneren agreéierten Europaschoulen, den europäesche Geescht vermëttele. Dat ass e Geescht vum Mateneen a vum Mateneen-Opwuessen a wou d'Stäerkt aus der Diversitéit eraus kënn. Den Ënnerscheed mécht eis alleguerter staark. Dat lieue mer all Dag hei zu Lëtzebuerg an dat ass och de Motto, no deem déi agreéiert Europaschoule generell fonctionéieren.

Natierlech – an dorobber hu mer jo och schonn hei virun e puer Wochen higewisen – mussen mer ee vun deem anere léieren, mussen mer kucken, wat vläicht en Tick besser fonctionéiert an deenen dote Schoulmodeller wéi an eisem traditionellen. Mir maachen duerfir Pilotprojeten, wat d'Alphabetiséierung op Franséisch ubelaangt. An et soll een net zécken, och emol nach ganz genau hinzugeen an ze kucken, wou den europäesche Modell aneschtens fonctionéiert, zum Beispill um Plang vum Redoublement, wat e groussen Challenge ass an all eise Schoulen hei zu Lëtzebuerg, awer och an aneren Domänen, fir ze kucken, wéi mer eis do kënnen inspiréieren.

Dir wësst, datt mer e breet ugeluechte Prozess hunn, fir de Léierplang 2025 ze erstellen, an ech denken, och an deem Kontext solle mer vun den europäesche Schoulen, awer och vläicht vun aneren internationale Programmer léieren. Dat, wat do fonctionéiert mat deene selwechte Kanner, wéi mer se eigentlech an alle Schoulen hunn, dat solle mer eis eriwuerhuelen, ouni mussen dat futti ze maachen, wat bis ewell an eisen traditionelle Schoule gutt fonctionéiert huet an och nach ëmmer gutt fonctionéiert.

Et ass hei sécherlech och eng Fro vu Chancéglicheit, déi mer bidden, wann et viru sechs Joer nach esou war: Wann ech e Kand wollt an eng Europaschoul dinn an ech war net grad Fonctionnaire bei den europäeschen Institutiounen, dann huet dat eng jett Dausende vun Euro d'Joer kascht, fir e Kand do integréiert ze kréien.

Haut si mer frou, datt mer an alle Landesdeeler kënnen soen: „Et gëtt eng deemtersprechend Offer, déi ass fräi zougängelech fir jiddereen a se ass gratis fir all Kand!“ Well vill vun deene Kanner, wou d'Eltere sech dat net konnte leeschten, déi hu missen de Wee mam Bus a mam Zuch oder mam Auto all Dag an d'Ausland an eng Schoul hanner eis Grenze sichen oder se waren dach awer ganz schnell Affer vum Échec scolaire a konnten eeben net ofschléisse mat engem Diplom an hinnen ass domadder de Wee

an eis Gesellschaft eran, och de Wee, fir an d'Gesellschaft eranzuwuessen a fir domadder eis Gesellschaft zesammenzehalen, ganz dacks verwiert bliwwen. An duerfir ass dese Modell och ee vun der Cohésion sociale, wou jidderee seng Chance kritt, fir en aktiven Acteur an eiser Gesellschaft ze sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Här President, ech wëll vläicht just nach op zwee Aspekter agoen, déi vun de politesche Ränner awer genannt goufen an déi ech esou net ka stoe loosson, well ...

(Interruption)

Jo, hei an do zum Beispill. Well wann hei gesot gëtt, déi nei École internationale Gaston Thorn wéi och aner nei Schoulen, déi hätte perfekt Infrastrukturen, géifen a blitzblanke Gebaier sätzen, déi grad elo eréischt gebaut gi wäeren, dann, mengen ech, muss ee sech awer e bëssen informéieren an ech mengen, och dat steet an den Dossieren hei, wou déi Schoule sinn.

Dat ass nach ëmmer e provisoeresch gebaut Gebai um Geesseknäppchen, wou de Secondaire ënnerbruecht ginn ass, am Volleksmond „Blumm“ genannt, eng ganz schéi Schoul, mee awer provisoeresch gebaut. An et ass och e Provisorium zu Zeisseng, wou déi Kanner ënnerbruecht wäerte sinn am Fondamental, wou d'Stad Lëtzebuerg kee Besoin méi hat a wou mer frou waren, datt mer déi Gebailechkeete konnten iwwerhuelen. An ech géif mer wënschen, datt mer deemnächst och kéinte ganz ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech hat dat net gesot.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, ech hu jo och net vun Iech bei de politesche Ränner geschwat, Madamm Hansen.

(Hilarité générale)

Madamm Hansen, wann Dir Iech do ugeschwat fillt, dat ass nu wierklech net mäin ..., wann Dir Iech do ugeschwat fillt, dat ass nu wierklech net mäin Problem, mee hannert Iech sätzen och nach Leit.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Madamm Hansen, hei ass ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti, fir déi Kloerstellung an et ass elo erëm um Här Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | An dann, Här President, wat mech awer dann och e bësse fochst, dat ass, wa mer hei d'lescht Woch eng Diskussioun haten an eng Deputéiert hei den Tronc commun fuerdert an dann hei géint dese Projet stëmmt a géint dee Modell hei wiedert, wou mer hei e Modell hunn, wou een net nëmme bis den Alter vu 15 Joer zesammen an der Bänk sëtzt, mee wou Schülerinnen a Schüler, déi no eisem Fondamental an de Secondaire classique oder an de Secondaire général orientéiert goufen, zesumme kënnen an der Bänk sätzen a léiere bis hire Bac.

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dann denken ech awer, hu mer net alles verstanen an da ginn déi Diskussiounen hei net ëmmer ganz éierlech gefouert!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Gradesou wéineg, wéi ech nach ...

(Brouhaha)

Gradesou wéineg, Här President, wéi ech nach ëmmer net verstinn, datt een Deputéierten net midd gëtt – net midd gëtt! – ze soen, déi Schülerinnen a Schüler aus den internationalen ëffentleche Schoulen hei zu Lëtzebuerg kee Lëtzebuergesch géife léieren. Ma gitt dach eng kéier kucken! Mee Dir wëllt net kucke goen!

(Interruptions)

Ech war de Moien, Här President, an der internationaler Schoul zu Jonglënster. Ech si mer do Klassen ukucke gaangen an ech hu mat de Schülerinnen a Schüler a mat den Enseignantë geschwat, wou d'Schüler viru sechs Woche bei eis komm sinn aus der Ukrain. Déi hu Lëtzebuergesch geléiert! Ech hunn et mat mengen Ae gesinn a mat mengen Oueren héieren. Ech géif mer wënschen, Dir géift dat och maachen!

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Exzellent!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Educationminister Claude Meisch. Parole après ministre fir d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo.

(Exclamations et brouhaha)

O Mamm, o Mamm, o Mamm.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | An da seet den Här Di Bartolomeo zu mir, mir wieren hei net am ... Wéi hat der gesot? Mir wieren hei net am Theater oder wat?

Plusieurs voix | Am Cabaret.

(Brouhaha)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Am Cabaret. Majo, hei, do sëtzt de Cabaret!

M. Sven Clement (Piraten) | Entspannt Iech emol!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Also ech mengen net, datt ech näischt verstane hunn, Här Meisch.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, kommt zur Saach, wannechgelift!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech sinn éischer der Meenung, datt Dir et net verstane hutt. Bon, mir komme vun enger anerer Richtung. Dir hutt eng aner Perception vu Schoul wéi mir. Dat ass dat, wat ee muss soen!

(Interruptions)

Firwat maache mer zwee parallell Systemer? Dir hutt nämlech nach ëmmer net verstane, wat meng Interpellatioun vun der leschter Woch war! An Dir hutt och net verstane, wat ech dës Woch gesot hunn. Ech hunn näischt géint en Tronc commun, au contraire! Mee dann hätte mir gär, datt an eisen ëffentleche Schoule genau dat, wat Dir elo mat Ären internationalen europäesche Schoule maacht, och soll d'Méiglechkeet sinn!

An datt si elo an engem provisoresche Gebai sëtzen, dat ass awer och just, bis et um Lampertsbiereg fäerdeg ass. Dat ka jo awer net sinn, datt een hei d'Wierder esou verdréit kritt am Mond! An Dir wësst ganz genau, wat ech wollt soen. Dir verdréit engem just d'Wierder am Mond!

Mir si fir en Tronc commun. Mir wiere frou, ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ommm!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | ... wann Dir dat doten alles, nodeems de Bildungsbericht jo dann eng super Aarbecht mécht ... Well déi maachen eng super Aarbecht. Déi maache schon zënter 2015 eng super Aarbecht. Do steet alles dran, wat en Educationminister muss brauchen, ka brauchen a muss brauche mat sengem Ministère. E brauch et just ëmzesetzen. Et gëtt awer net ëmgesat! Et gëtt just an den europäesche Schoulen ëmgesat. Firwat?

Firwat gi mir net hin a mir stieche genau déi doten Efforten dran an déi ...?

(Interruptions)

Also, jo, esou gëtt et gemaach: Wa mer hei wierklech fundamental diskutéieren, da gëtt ee lächerlech gemaach als Persoun. Also dat bedeit net, datt ee ganz, ganz clever ass als Politiker, fannen ech emol!

(Brouhaha)

Firwat stieche mer net genau déi Efforten an eis Schoulen? Firwat gi mir deenen net d'Hand a mir reechen deenen net déi nämmecht Moyenen? Firwat reeche mer eise Gemenge se net?

Dir kënt net verleugnen, datt mir Gemengen hunn, déi kënnen hir Schoulen net esou ausriichten, wéi déi europäesch Schoulen ausgeriicht sinn. Dat kënt Dir net verleugnen! Mir hu Schoulen, déi si super ausgeriicht, zemools wat dat informatesch Material ugeet, awer et si Schoulen, déi hunn dat net. A wien ass de Leidtragenden? Awer d'Kanner, déi dohiginn. Ech mengen, do hu mer awer eng gewësse Responsabilitéit.

An ech mengen, mir hunn hei op dëser Säit dann ee sëtzen, deen dat ëmmer erëm uprangert, datt seng Gemeng dat muss bezuelen, datt si dat net wëlle bezuelen an datt et eigentlech misst um Ministère sinn, de Gemenge vill méi ënnert d'Äerm ze gräifen.

Mir schwätzen hei nach ëmmer vun där nämmechter Schoul an ech sinn net schizophreen, well ech déi eng Säit soen, et géif en Tronc commun ginn, deen ech gutt fannen, an op där anerer Säit stëmmen ech et net mat. Mir enthalen eis hei just. Mir stëmmen et net net mat, mir enthalen eis just. A mir fannen dat ganz super. Wann Der gutt nogelauschtert hätt, hu mer jo gesot, datt et avantgardesch wier, wat hei gemaach gëtt. Dat hu mer gesot an eiser Ried. Et muss ee just nolauschteren!

Mee mir hätte gär, datt eis ëffentlech Schoulen wierklech och déi nämmecht Chance kréien, datt déi Kanner, déi net kënnen an déi hei Schoul goen, déi nämmecht Chance kréien. Dat ass awer net esou! Do kënt Dir Iech dréinen a kéieren, wéi Dir wëllt, an Dir kënt eis lächerlech maachen, esou vill wéi Dir wëllt, dat ass esou! Djö!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da Parole après ministre fir den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, merci, Här President. Ech wollt ganz kuerz eng Propos maachen. Den Här Meisch huet gesot, dass do ganz vill Lëtzebuergesch géif geléiert ginn, dass déi Kanner och da gutt kéinte Lëtzebuergesch schwätzen. Ma da géif ech proposéieren, da gitt emol op Déifferdeng, dat ass jo dann déi eelst europäesch ëffentlech Schoul. Dann hu mer do déi Kanner, déi 15 Joer hunn, mir maache jo och soss immens vill Tester an Etüden, an da maache mer do nom europäesche Referenzrume vun de Sproochen en Test am Lëtzebuergesche bei de Kanner vu 15 Joer zu Déifferdeng am Lycée. An da kënt Der dat beweisen, wat Der hei behaupt. Ech mengen, dat wier e fairen Deal.

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. Da ginn ech d'Wuert nach eng kéier ... Nee.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech denken, ech wëll zur Berouegung bäidroen an näischt méi soen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7978. Den Text steet am Document parlementaire 7978³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7978 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 34 Jo-Stëmmen, 4 Neestëmmen an 22 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Viviane Reding ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer nach zur Motioun, déi vun der Sensibilitéit vun der ADR deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech wäert menger Fraktioun virschloen, déi Motioun hei net ze stëmmen.

Ech wëll awer vun der Geleeënheet profitéieren, well d'DP-Ministesch Corinne Cahen hei ernimmt ginn ass, fir de Saz fäerdeg ze maachen – an ech soen dem Kolleeg Yves Cruchten Merci, dass e mer den Artikel eriwwegeschéckt huet –, de Saz fäerdeg ze maachen, wou den Här Keup am Fong insinuéiert, d'Integratioun zu Lëtzebuerg géif net méi spillen: „Tout d'abord qu'il faut arrêter de parler d'intégration, parce que, finalement, qui intègre quoi ou qui? C'est un peu vieux jeu. On préfère aujourd'hui parler

de vivre ensemble, parce que si on veut rester ce que nous sommes, il faudrait d'abord définir ce qu'on est. Pour moi, nous sommes une société vraiment exceptionnelle avec 48 % de non-Luxembourgeois. Les gens doivent devenir acteurs dans leur inclusion, de leur intégration."

An duerfir ass genau deen doten Dag, wou deen Artikel erauskomm ass, nämlech de 7. Juni dëst Joer, am „Quotidien“, d'Madamm Minister an d'Éislek gefuer, an zwar huet se do e Pakt ënnerschriwwen – ech mengen, et war beim Här Eicher, wann ech op der Foto richtig gekuckt hunn –, an dat ass de Pakt vum Zesummeliewen an et ass net de Pacte de l'intégration, et ass net de Pakt vun der Integratioun.

An duerfir wär ech frou, Här Keup, wann Der an Zukunft ...

M. Max Hahn (DP) | ... ganz Sätz géift maachen!

M. Gilles Baum (DP) | ... meng Ministeren hei zitéiert, dass Der wannechgelift net en hallwe Saz aus dem Kontext huet, ...

(Brouhaha)

... mee de ganze Saz zitéiert. Esou vill Éierlechkeet muss ee vun engem Deputéierte kënnen erwaarden.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Baum. Dann huet d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech kann elo leider net vu menge Ministere schwätzen, mee ech schwätzen erëm zur Motioun. A mir sinn zwar der Meenung, datt mer keng parallell Schoulwelte sollen opbauen, mee mir sinn awer enger fundamental anerer Meenung, wéi een eise Schoul-system ka valoriséieren, well do diskutéiere mer dacks kontrovers driwwer. Also wäerte mer dës Motioun net stëmmen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, mir kënnen leider dës Motioun och net matstëmmen, well bei eis ass et och d'nämmlech. Mir wëllen d'Europaschoulen net stoppen. Mir wëllen, datt se ënnersicht ginn an datt mer doräuser léieren an datt dat an eis Schoulen integréiert gëtt an datt mer dann eng Chancëgläichheet do hunn. An de Status quo vun den traditionelle Schoule wëlle mer och net. Mir hätte gär eng Reform vun de Schoulen a mir hätte gär eng Verbesserung mat deene Léieren, déi mer aus de Bildungsberichter zéien.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Wie virdu meng Ried héieren huet a verstanen huet, deen huet och matkritt, datt ech deem ganze Konzept hei zwar laangfristeg kritesch entgéintstinn, awer ganz kloer kuerzfristeg de Benefiss gesinn. An duerfir kënnen mer déi Motioun hei och net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert nach eng kéier un den Auteur vun der Motioun, den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Jo, ech mierken, dass hei kee Konsens ass, fir dat dote matzestëmmen. Dann huelen ech un, dass hei d'Iddi ass, fir nach weider där europäesch Schoulen, also ëffentlech europäesch Schoulen, opzemaachen. Da géif et mech awer interesséieren: Wat fir eng

Perspektiv hu mer dann do? Wéi vill sollen där dann do an deenen nächsten zéng Joer nach derbäikommen? Wéi vill Schüler sollen am Endeffekt kënnen do-drageen? Soll dat duerno hallef, hallef sinn? Wat ass de Plang? Dat ass dat, wat mer e bësse feelt. An dat wier awer vläicht gutt, wann de Minister eis dat eng kéier kéint erklären.

Merci.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, doriwwer wëllt Der net schwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, elo kënnen mer zur Ofstëmmung vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 4 Jo-Stëmme bei 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

6. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de l'urgence de réglementation des tâches du personnel éducatif et psycho-social des centres de compétences

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Reglementatioun vun den Tächë vum Erzéiungs- a psychosoziale Personal an de Kompetenzzentren, déi déi politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. An ech géif direkt d'Wuert un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti ginn als Verrieder-in vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, säit der Grënnung vun der Ediff 1973 gouf nach ni enger politescher Ronn iwwert d'Aarbechtskonditiounen vum Personal debattéiert. De Sujet gouf ni wierklech an der Chamber opgegraff. D'Tächë goufen nach net gesetzlech definéiert. An

och nom Accord, deen de Minister Meisch mat der CGFP eleng ënnerschriwwen huet, géint den Avis vun der Personalverriedung vun de Kompetenzzentren an de SePASen, feelt et nach ëmmer un enger gesetzlecher Basis, fir d'Dispositiounen aus deem ëmstridene Accord ëmzesetzen, déi jo awer schon ab der Reentrée am September solle gëllen.

Den Accord, deen de Minister mat der CGFP ausgehandelt huet, ass en Accord mat enger Gewerkschaft, déi net stellverriedend ass fir d'Personal aus de Kompetenzzentren.

D'Personalverriedung aus de Kompetenzzentren, d'APCCA, ass déi eenzeg Verriedung am Beräich vu Kanner a Jugendleche mat spezifesch Besoinen, déi en Accord ministériel huet. Datt genee dës Personalverriedung aus de Verhandlungen vum Accord iwwer hir Tächenopdeeling ausgeschloss gouf, obwuel si virdrun nach un Aarbechtssätzungen mam Minister an deenen anereren Educateursgewerkschaften deelgeholl a souguer e Virschlag ausgeschafft huet, ass an eisen Aen net verrietbar.

Den ausgehandelten Accord mat der CGFP ass eigentlech illegitim. En ass illegitim, well en der Realitéit um Terrain, der Realitéit vum Aarbechtsalltag vun engem Enseignant, dee mat Schüler mat spezifesch Besoinen schafft, net entsprécht.

Här President, d'Léierpersoun, déi mat Schüler/inne mat spezifesch Besoinen zesummeschafft, ass keen normalen Enseignant. Hiren Aarbechtsoflaf ass net dee selwechte wéi dee vun engem normalen Enseignant. Hir Missiounen sinn och net déi selwecht. Hir Tächë kënnen also net d'selwecht quantifizéiert gi wéi déi vun engem normalen Enseignant.

Säit der Grënnung vun de Kompetenzzentren, an deenen d'Ediffen agegliddert goufen, hu sech d'Aarbechtskonditiounen vum edukativen a psychosoziale Personal geännert a verschlechtert.

Duerch dat neit Gesetz sinn nei Instanzen entstanen an domadder och nei administrativ Hürden. D'Zesummenaarbecht tëscht den Zentren klappt zu engem groussen Deel op Eegeninitiativ vum Personal an ass extreemst zäit- an nervenopwänneg.

D'Kompetenzzentren ënnerleien der Tiranglogik vum Bildungsminister. De Minister ass de Promoteur vun der Individualiséierung an der Fragmentéierung vun eisem Schoulssystem. Hie wëll fir all Schüler/in eng Schoul, fir all Kompetenz een Zenter, fir all Schoul ee Profil, fir all Problematik eng eegestänneg administrativ Instanz, fir all einzelnen „Dys-“ bei engem Kand en Apparat un administrativem, pedagogeschem a psychosozialem Personal.

Natierlech ass et eng Plus-value, wann eng individualiséiert Betreuung vun de Fäll ka gemaach ginn. Dat ass jo och am Esprit vum Gesetz gewiescht, op deem d'Schafung vun de Kompetenzzentren baséiert.

Leider versteet de Minister ënner individualiséierter Betreuung an Inklusioun awer eppes anescht wéi dat, wat mir als déi Lénk dorënner verstinn. An och ech selwer als fréier Enseignante verstinn dat anescht wéi de Minister. D'Kanner gi gemellt, si gi beobacht an der jeeweileger Klass, si gi jee nodeem getest vum I-EBS, et gëtt e Léierplang opgestallt mat der ganzer Ekipp an der Schoul. Dëse gëtt ëmmer nees adaptéiert. D'Kand gëtt der CI gemellt. Dës mécht eng Observatioun. Firwat nach eng? Keng Anung, well de Rapport ass jo do vum I-EBS.

Et gëtt en Dossier opgemaach, eng Reunion gehalten, dann d'Weiderleede vun den Dossieren un de Kompetenzzentren. Dëse mécht eng Beobachtung, en Testing. D'Kand kënn an eng Observatiounsphas. Et gëtt e Rapport geschriwwen, deen an d'CI kënn. Da

gëtt eng Reunioun gemaach mat I-EBS a mam Léierpersonal, wou dann erauskënn, datt dat Kand net nëmmen ee Problem huet, mee der e puer huet an datt déi Problemer awer net all an deem Kompetenzzenter ugesidelt gi sinn, mee och an anerem, wouduerch dëse Kompetenzzenter net kann dem Kand hëllefen.

Da gëtt proposéiert, wat d'Ekipp an der Schoul da maache kéint, fir deem Kand dann do endlech ze hëllefen. Mee dat sinn da scho Saachen, déi gemaach goufen, ier de Kompetenzzenter ageschalt gouf. An elo? Wat maache mer dann elo?

Dat Hin an Hier ass e Schlag an d'Gesicht vun den Enseignanten an dem Kand. An d'Durée vun deem Trauerspill ass minimum ee Joer.

Här President, Inklusioun heescht fir eis, Schüler/inne mat spezifesch Bedierfnesser an den Unterrecht, an hir Klass, an hirer Schoul ze integréieren. Individualiséiert Betreiuung bedeit fir eis, datt all Kand a senger Klass senger Besoinen no encadréiert ka ginn. An dofir brauche mir dat néidegt pedagogesch a psychosoziaalt Personal mat deem néidegen Knowhow an der Klass selwer an net verspreet iwver zeg Kompetenzzenteren.

Schliisslech wësse mir schonn am Virfeld, well d'Kanner komme schonn an de Precoce, wann e Kand mat spezifesch Besoinen an d'Schoul kënnt. Et kéint een also ganz gutt spezialiséiert Ekippen an der Schoul implementéieren, wuel wëssend, datt et sech a ville Klasse jo net just ëm ee Kand mat spezifesch Besoinen handelt. Et ginn där nämlech ëmmer méi.

Et ass nämlech onméiglech, d'Prise en charge vun de Besoins spécifiques mat enger Tiranglogik unzegoen. Et kann net jiddwereen a sengem Kompetenzzenter a sengem Eck mat sengem Schüler un engem vu senger verschiddene Besoine schaffen. Mir mussen Antenne vun deene verschiddene Kompetenzzenteren an de Schoulen henn an net, wéi et elo de Fall ass, eng onendlech Uneneereierung vu Strukturen, déi ëmmer just op eng eenzel Aktivitéit fokusséiert sinn an déi uechtert d'Land verdeelt sinn.

Den aktuelle System bedeit ënnert dem Stréch e grouse Verschleiß un Infrastrukturen, Material a Personal. Gläichzäitg schafen déi geografesch Distanzen an administrativ Hürden onnéidegen Zäitverloscht beim Personal.

Här President, d'Personal aus de Kompetenzzenteren ass iwwerschafft. Iwwerstonne gëtt et de facto net, well déi ginn einfach net verrechent. D'Realitéit vun Personal aus de Kompetenzzenteren ass déi heiten: Et gëtt 35,5 Stonne mam Kand geschafft, a klengen Ekippen. Et bleiwe manner wéi 30 Minutte Preparatioun fir e Cours. Bei 40 Stonnen Elterenaarbecht sinn dat manner wéi 2 Stonnen d'Joer mat den Elteren am Gespréich. An da bleiwen nach Concertatiounen mat Léierpersounen, Reuniounen an deene verschiddenen Ekippen, Cien an esou weider an esou fort. Dobäi komme laang Aarbechtsweeër, fir an d'Schoulen, Beobachtungen a Coachingen ze fueren, fir déi maachen ze goen.

Här President, d'Quantifizéierung vun den Tâchë vum Personal aus de Kompetenzzenteren, esou wéi dës elo lafen, entsprécht einfach net méi der Realitéit um Terrain. Fir dësem Mëssel entgéintzekommen, huet d'Personalvertriidung vun de Kompetenzzenteren op Nofro vum Minister e Referentiel ausgeschafft, deen hir Missiounen a Funktiounen kloer opléscht. Opgrond vun deem Referentiel huet d'Personalvertriidung dunn eng realistesch Tâchendefinitioun mat enger Quantifizéierung vun den Aarbechtsstonnen ausgeschafft. Schnell ass gemierkt ginn, datt d'Rechnung do net opgeet. Bei all deene Missiounen, déi mussen

erfëllt ginn, ass et eng Saach vun der Onméiglechkeet, dat zäitlech opzedeelen, soudatt et net de legale Aarbechtskader sprengt.

An hirem Referentiel huet d'Personaldelegatioun just d'Haaptmissiounen ofgedeckt. Fir d'Activité-connexen ass iwverhaupt keng Zäit méi opzedreiwen, soudatt déi an der Praxis emol net méi kéinten assuréiert ginn! Et misst ee Koeffizient pro Kand a pro Aktivitéit mat aberechent ginn, deen d'Personalvertriidung an hirem Referentiel emol nach net agebonnen huet.

Dee Referentiel mat der Propos vun der Tâchequantifizéierung vun der Personaldelegatioun, deen d'Situatioun tel quel schonn emol e gutt Stéck géif verbessern, ass awer vum Minister ni uegholl ginn. Do freet ee sech natierlech: „Wéi kann d'Personal da bis elo dat dote schaffen, wa si déi Zäit, déi si am Referentiel ageplangt hunn, emol net haten an nach ëmmer net hunn?“ Ma si struewelen a si arrangéiere sech, op d'Käschte vun hirer Gesondheet, vun hirer Fräizäit, hiren Nerven, well d'Qualitéit vun hirer Aarbecht hinne wichteg ass a si hir Aarbecht als en Engagement vis-à-vis vun hire Schüler/inne mat spezifesch Bedürfnisser ugesinn.

Esou vill Volontarismus misst eigentlech vun engem Minister respektéiert a belount ginn. Leider gëtt hei awer just dovunner profitéiert an et kritt een net mat, datt de Buttek just rullt, well d'Personal derfir suergt, datt et rullt. D'Personal huet d'Problematik vun der Tâchendefinitioun an der Komplexitéit vun der Aarbechtsorganisatioun an -opdeeling am System vun de Kompetenzzenteren duerchbléckt. D'Personal huet sech, esou gutt et geet, mat den administrativen Hürden an de geografesch Barriären auserneegesat.

Eng Zesummenaarbecht tëschent de Servicer ass nëmme méiglech, well d'Personal sech iwver e reng formale Kader ewechbeweegt. D'Personal trëfft sech a suergt derfir, dass d'Weeër méi kuerz ginn. Gläichzäitg ënnerhält d'Personal awer och e System, deen net fonctionéiert an op Dauer net méi ze droen ass! Dat ass eng erpresserlech Zwéckmillen, an déi de Minister eigentlech säi Personal aus de Kompetenzzenteren setzt.

Här President, dat ass eng onméiglech Situatioun, wou mam professionelle Gewësse vum Personal gespillt gëtt an säin Altruismus einfach ausgenutzt gëtt!

Wat de Minister misst maachen – op schnellstem Wee! –, dat wier, en Aarbechtsgrupp vun de Leit um Terrain anzeberuffen, fir déi Stolpersteng an dësem System kënnen ze fannen an déi néideg Upassungen ze maachen. Dofir iwverreechen ech Iech hei eng Motioun, Här President. Voilà.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que les dispositions de l'accord sur les tâches du personnel éducatif et psychosocial (EPS) conclu le 16 novembre 2021 entre les associations affiliées à la CGFP et le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, mais en l'absence des délégué.e.s de personnel de l'APCCA, affiliée à l'OGB-L SEW, n'ont pour l'instant pas de base de légale permettant de les appliquer en bonne et due forme ;

– considérant donc l'absence d'une réglementation légale des tâches du personnel éducatif et psychosocial travaillant au contact d'élèves à besoins spécifiques ;

– considérant le référentiel des fonctions et des missions du personnel EPS, élaboré par la représentation du personnel éducatif et psychosocial des centres de compétences et de l'Agence en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse ;

– considérant que l'accord signé entre le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et la CGFP ne se

base pas sur le référentiel des fonctions et des missions du personnel EPS ;

– considérant que ce référentiel constitue une base importante pour un calcul réaliste des tâches du personnel EPS ;

– considérant que l'APCCA dispose d'un agrément ministériel pour représenter le personnel EPS ;

– considérant le litige collectif qui oppose actuellement l'APCCA et le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse,

invite le Gouvernement

– à reprendre les discussions avec l'APCCA dans les meilleurs délais afin de tenir compte de leurs propositions ;

– à instaurer un groupe de travail regroupant les représentations du personnel EPS afin de travailler à l'identification des failles ainsi qu'à l'élaboration de solutions pour améliorer le système de l'éducation différenciée et des centres de compétences.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dat wier och eng Geleeënheet, Geschicht ze schreiwen am Beräich vun der Inklusioun. Wann de Minister et also eescht mengt mat der Inklusioun, wann him wierklech eppes dru läit, d'Qualitéit vum Enseignement ze verbessern an de Schüler/inne mat spezifesch Bedürfnisser kënnen déi beschtméiglech Voraussetzungen ze bidden, fir hir Plaz an hirer Klass, an hirer Schoul ze fannen, da mussen d'Diskussiounen mat de Vertrieeder vum Personal um Terrain opgehall ginn an hire Propositione Rechnung gedroe ginn. Mir fuerdere genee dat.

An eng weider Motioun gi mer eran, Här President, voilà.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant que la prise en charge des enfants et élèves à besoins spécifiques nécessite un important travail de coopération entre le personnel enseignant des écoles, le personnel éducatif psychosocial de l'éducation différenciée et les différents départements des centres de compétences ainsi que le personnel des commissions d'inclusion, des SePAS et de l'agence de transition à la vie active ;

– considérant que les départements et services internes des compétences sont en partie géographiquement séparés ;

– considérant que les centres de compétences sont géographiquement éloignés des écoles où sont effectivement scolarisés les enfants à besoins spécifiques ;

– considérant que la conception des centres de compétences comme entités administratives indépendantes et spatialement séparées, telle que définie par la loi du 20 juillet 2018, n'est pas favorable à la création de synergies entre les services compétents de l'éducation différenciée et de la psychopédagogie ;

– considérant que l'inclusion des enfants et élèves à besoins spécifiques à l'école publique et dans la société figure parmi les missions principales attribuées aux centres de compétences ;

– considérant que le recours à la scolarisation des enfants et élèves à besoins spécifiques dans les classes spécialisées des centres de compétences est contraire à l'idée d'inclusion à l'école,

invite le Gouvernement

– à détacher des équipes fixes de personnel pédagogique multi-professionnel des centres de compétences et de l'éducation différenciée dans les salles de classes des écoles fondamentales.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Dat ass d'Motioun, datt an de Schoule selwer déi kompetent Ekippe sech sollen zesummefannen, fir direkt op der Plaz kënnen ze handelen a fir datt d'Kanner net hin- an hiergeschéckt ginn, fir datt d'Kanner net nach mussen Schnupperkurse maachen an hin- an hierginn an deene verschiddene Kompetenzzentren a keen esou richteg de Lead hält a se dann erëm zréck bei d'Enseignantë kommen, déi awer scho ganz vill gemaach hunn. Well eeben den Enseignant sech un de Kompetenzzenter wendt oder un d'CI wendt, ass scho ganz, ganz vill geschitt. An da sinn d'Moyenen all erschëpft.

Well virdu wenden d'Enseignantë sech net u si. Si probéiere fir d'éischt, selwer eens ze ginn, a si ginn och zum Deel gutt eens. Mee wa se wierklech net méi eens ginn, da misste se eng Hëllef kréien. An déi Leit aus de Kompetenzzentren hëllef ganz gären. Mee esou, wéi de System opgebaut ass, dat ass eeben einfach dee Punkt, wou et net méi geet, well et einfach erëm eng Kéier eng Opspléckung ass, amplaz d'Kand als e Ganzt ze gesinn an och ganzheetlech mat em ze schaffen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. An och merci der Madamm Cecchetti fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn, fir de Kanner an de Jugendleche mat spezifesche Besoinen ze hëllefen. Ech mengen, dat ass eist Uleies alleguer. Déi solle séier gehollef kréien. An dofir brauche mer eng séier a gutt Diagnostik. Mir brauche virun allem gutt Personal a mir brauchen och genuch Personal, dat do an deem Beräich schafft, an dann eeben och an de Kompetenzzentren. Dat ass jo och de Sujet vun der Aktualitéitsstonn.

Wat mir, mengen ech, alleguer heibanne matkritt hunn, well d'Leit si bei all d'Fraktiounen gaang, dat ass, datt eng ganz grouss Onzefriddenheet beim Personal herrscht an de Kompetenzzentren. Dat Ganzt huet wierklech schonn e laange Baart. Si haten op d'Gesetz vun 2018 gehofft. Mee och am Gesetz vun 2018 ass hir Tâche net definéiert ginn. Si krute vläicht nach zousätzlech Aufgaben, mee si krute keng Kloerheet iwwer hir Tâche.

Bon, den Här Minister huet dunn 2020 eng Nott erausbruecht. Déi war awer net ganz hëllefträich, well déi huet eng ganz ferm Reaktioun vun alle Gewerkschaften zesammen deemools provozéiert. Ben, mëttlerweil ... An dee gréisste Virwurf, deen dunn ëmmer komm ass, dat war wierklech: Et ass keng Concertatioun gemaach gi mat de Leit am Virfeld. An ech hunn dat scho méi dacks gesot: Dat Wuert „zesammen“, ech mengen, dat ass dem Här Minister säi Liblingswuert net.

(Interruption)

De Minister, hunn ech wierklech heiansdo d'Gefill, probéiert de Bou esou ze spanen, wierklech esou ze spanen, bis datt e bal futti fiert. An ier e futti fiert, dann denkt en: „Elo muss de awer vläicht reagéieren?“ An en huet dunn och am November en Accord fonnt mat de concernéierten Associatiounen a Syndicaten, déi u sech de Staatsbeamten, der CGFP gehéieren. Ben, en ass awer ... Oder den OGB-L, mat sengen Associatiounen.

En huet e Litige – e schwätzt vu „Litige“ – an huet eng Procédure de conciliation ugefrot. Also, ech mësche mech do net an. Et ass just dat Neist, wat ech dann eeben elo gëschter, mengen ech, héieren hunn, datt den Här Minister och seet: „Do ass kee Litige.“ Mee, wéi gesot, ech mësche mech net do an. Et ass och net eis Missioun, fir sech do anzeméschen.

Mee dat, wat awer eis Missioun ass, dat ass dat, wat mer vun de Kompetenzzentren nach ëmmer héieren. Si soen nach ëmmer: „Et gött net op eis gelauschtert.“ Si soen: „Mat deenen Aarbechtskonditiounen, wéi mer se hunn, kréie mer kee Personal an et leeft souguer nach Personal fort.“ An dat ass natierlech contraire, wa mer eist Zil gäre wëllen erreechen: datt mer deene Kanner mat spezifesche Besoine gäre wëlle gutt a séier hëllef.

Duerfir hunn ech eng Partie Froen un den Här Minister.

Déi éischt Fro ass: D'Verriedung vun den Educateuren aus de Kompetenzzentren, d'APCCA, déi sinn eeben, wéi gesot, elo mam Accord net averstanen an déi waren och zum Schluss beim Accord net derbäi. Ech wollt u sech gäre wëssen, ob den Här Minister hir Positioun awer kloer kennt an ob en eis kéint soen, wat dann do konkret den Ënnerscheid ass tëschent hirer Positioun an dem Accord a firwat datt si zum Schluss net derbäi waren.

Déi zweet Fro ass: Stëmmt et, datt d'Kompetenzentere wierklech Problemer hunn, fir Personal ze fannen? A wat probéiert Der ze maachen, fir deem entgéintzewirken?

Déi drëtt Fro: Am Accord bleiwen elo nach eng Rei konkret Punkten ze klären, zum Beispill de Referenzkader. D'Missioun solle konkret definéiert ginn. An do ass eeben eis Fro: Ginn elo bei deene Punkten, déi nach ze kläre sinn an déi och ze kläre sinn a puncto Kompetenzzentrum, déi verantwortlech Leit vun dem Kompetenzzentrum och mat consultéiert?

De véierte Punkt ass: Wéi déi Leit bei eis waren, an, ech mengen, si ware wierklech an alle Fraktiounen, dunn ass gesot ginn: „Mir müssen am Prinzip ... Mir maachen dee ganzen Dag d'Betreiung vun de Kanner“ – an et sinn net déi, déi wierklech als Enseignant agestellt sinn –, „mir müssen awer och moies mat de Bus-Accueil maachen a mir müssen duerno u sech de Bus-Depart mat organiséieren a mir mussen mëttes dann och nach beim Mëttegiessen derbäi sinn.“ Dat heescht, u sech schaffe se ouni Paus. A si hunn och dofir gesot: „Et sinn der eng Rei, déi si bei eis kuerz virum Burnout.“ Do muss ee sech scho staark froen: Ass dat Ouni-Paus-Schaffen, soen ech emol, laut Droit du travail esou ok?

An déi aner Fro: Am Accord steet, esou wéi ech dat gelies hunn, dat missten dës Leit elo nach weiderhi maachen an da géifen duerno, wann d'DAP-Educateur-Ausbildung u sech fäerdeg wier, där Leit agestellt ginn. Elo ass awer meng Fro: Kéint dann net do kuerzfristeg eng aner Léisung fonnt ginn, fir dës Leit eeben an de Kompetenzzentren do ze entlaaschten?

Déi véiert Fro ass: Am Accord steet, datt een Tarifff géif fir Iwwerstonne festgehalte ginn, an et géif een Dispositif en place gesat ginn, fir u sech de Compte épargne-temps ze alimentéieren. Dat sinn elo Froen, déi u sech onbeäntwert bliwwen sinn. Ech wollt wëssen, ob do scho mëttlerweil Ëmsetzungsdetailer bekannt sinn.

Dann déi fënnef Fro: Laut Accord gött et e Comité d'accompagnement, deen de Suivi mécht. Dee misst sech mindestens eemol pro Trimester treffen. Den Accord war am November. Dat heescht, ech ginn dovunner aus ... Mer si jo elo scho Juni, een Trimester ass op d'mannst ëm. War déi Kommissioun schonn

zesammen oder dee Komitee schonn zesammen? A wat sinn d'Konklusiounen doraus?

Dann dee leschte Punkt, Här President. An der Schoul, soen ech ëmmer: „Et kënt op den Enseignant un.“ An de Kompetenzzentren kënt et och allgemeng op d'Personal un. Et ass einfach wichtig, datt d'Personal zefridden ass an datt d'Motivatioun vum Personal och do ass.

Jiddweree vun eis weess: Wann een net motivéiert ass, egal a wéi engem Beruff, ob an der Schoul oder am Beruff oder als Politiker, da mécht ee seng Aarbecht net gutt. Also ass d'Motivatioun vum Personal wichtig. An dat misst u sech dem Här Minister och wichtig sinn.

Dofir nach vläicht zwou kleng Froen:

Gëtt d'Personalzefriddenheet bei der Evaluatioun vun de Kompetenzzentren och mat gekuckt? Wann dat nach net geplangt wär, dann, géif ech mengen, wär et an dëser Situatioun virun allem extreem wichtig, datt dat och géif gekuckt ginn.

An ass den Här Minister bereet, sech mat de Verrieder vun den Educateuren aus dem Kompetenzzentrum nach eng Kéier zesammenzesetzen, och wann elo, ech mengen, den Här Minister seet: „D'APCCA ass elo keen offizielle Verrieder méi“, mee sech awer mat hinnen zesammenzesetzen, well ganz dacks, an net nëmmen an dësem Fall, ass en oppent Ouer hëllefträich?

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och der Kolleegin Myriam Cecchetti fir déi Heure d'actualité, déi se ugefrot huet. Et geet haut ëm d'Tâche vum Personnel éducatif et psychosocial an de Kompetenzzentren an och ëm déi Leit, déi am Kontakt si mat Kanner à besoins spécifiques.

Ech wëll vläicht virausschécken, dass mer mam Gesetz vum 26. Juni 2018 véier nei Kompetenzzentren geschafen hunn. Virdrun hate mer der fënnef. Dat war de Centre de logopédie – ech mengen, dee kennt Der –, de Centre pour le développement des compétences relatives à la vue, de Centre pour le développement moteur, de Centre pour le développement intellectuel moteur an de Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme. Dat waren déi fënnef Kompetenzzentren, déi mer haten.

An 2018 sinn der, wéi gesot, véier derbäikomm: De Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa pour les enfants souffrant d'une dyslexie, dyscalculie, dysphasie, da gött et deen neie Centre pour enfants à haut potentiel, et gött de Centre du développement socio-émotionnel an et gött d'Agence pour la transition vers une vie autonome.

Voilà, et ass hei virdu vun der Madamm Cecchetti ugeschwat ginn, dass et effektiv bei den Aarbechtskonditiounen Klärungsbedarf gött an dass et effektiv, besonnesch an der Pandemie an no der Pandemie, zu enger Surcharge vun Aarbecht an deem doten Aarbechtsberäich komm ass. Et gött och e Litige tëschent der APCCA, der Association du personnel éducatif et psycho-social des centres de compétences et de l'agence, et gött effektiv e Litige tëschent deene Leit an dem MENJE.

Sou, elo ass et esou, dass ech mer soe gelooss hunn, dass awer Verhandlung stattfont hunn tëschent de Representanté vum Personal an och dem MENJE. An zwar hunn déi Versammlungen ugefaangen am Oktober 2020. A méi wéi 20 Aarbechtsstzungen ass et do och zu engem Accord komm. Leider gëtt et Divergenzen tëschent de Gewerkschaften, dat heescht, tëschent der CGFP, déi dee Compromis an déi den Accord hei mat ausgehandelt huet an déi den Accord och hei matgedroen huet, an dem SEW OGB-L, deen en net matgedroen huet.

Um Datum vum 16. November 2021 gouf et, wéi gesot, en Accord am Interêt vun deene Kanner, déi an deenen Zentere sinn, an och am Interêt vum Personal. Do ass dran: d'Preparatiounszeit gereegelt, d'Formation continue ass gereegelt; et gëtt och nei Aufgabe fir Schüler mat spezifische Besoinen. Den Här Minister wäert herno op deen Accord, mengen ech, méi am Detail agoen, wéi ech dat maachen.

En Accord, e Compromis, dee geschloss gëtt mat enger Gewerkschaft, dee kann, mengen ech, net schlecht sinn. An ech mengen, dass mer vläicht haut de Mëtten éischer hei stinn, well eng aner Gewerkschaft sech an deem Accord do net erëmfënnt an do effektiv da vläicht de Besoin huet, fir sech nach eng Kéier mam Här Minister un den Dësch ze setzen.

Wéi gesot, et gëtt en Accord vum 16. November 2021 am Interêt vun deene Leit, déi do schaffen, a vun de Kanner. Ech mengen, den Här Minister geet herno warscheinlech am Detail op deen Accord an.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Här President, Kolleginnen a Kollegeen, ech soen als Alleréisch och e Merci un déi Lénk fir dës Aktualitéitsstonn mat engem Sujet, dee mer och um Häerz läit.

„Net all Kanner kënnen zu där selwechter Zäit dat selwecht op déi selwecht Manéier léieren.“ Dat ass en Zitat vum Kathy Walker, enger australischer Schrëftstellerin an enger unerkannter Expertin fir Pädagogie.

D'LSAP setzt sech konsequent fir eng inklusiv Gesellschaft an. All Kand huet d'Recht an eiser Gesellschaft, a senger Schoul an och an der nonformaler Bildung seng Plaz ze fannen. A fir dass all Kanner sech no hirem eegene Rhythmus an hiren individuelle Bedürfnisser entwéckele kënnen, brauche mer eng inklusiv Betreuung, déi d'Kanner esou ënnerstëtzt a fërdert, wéi si et brauchen. An dat ass fir eis als LSAP evident. A fir dass eng inklusiv Betreuung ka stattfannen, brauche mer och natierlech qualifizéiert Personal an eiselem Enseignement, fir dem Bildungsoftrag vun dese Schüler och gerecht ze ginn.

De Ministère geet op dee Wee säit 2018 mat der Schafung vun enger neier Karriär: dem Professeur en pédagogie spécialisée. Nieft Schoulmeeschtere ginn elo Proffen agestallt mat spezifischer Ausbildung, déi an der Karriär vum Enseignement affektéiert sinn. Dat begrësse mir natierlech. De Gros vun de Mataarbechter, déi awer mat de Schüler mat spezifische Besoinen schaffen, sinn an der Karriär vum sozioedukative Beräich an der Schoul, an der Carrière administrative, affektéiert. Si brauchen anstänneg Konditiounen, fir hir Aarbecht kënnen ze maachen. Dozou zielt e rechtliche Kader, e konkrete Statut an eng kloer gereegelt Tächendeeelung.

Säit dem 16. November läit dann elo en Accord mat enger Tächendefinitioun vir. An deem steet, dass een,

dee Vollzeit schafft, pro Woch 30,5 Stonne beim Schüler an der Klass verbréngt a pro Woch 16 Stonne Preparatioun huet. Op d'Joer verdeelt sinn dat insgesamt 134 Stonnen, déi virgesi si fir Concertatioun, Elterenaarbecht, administrativ Tächen an och Formation continue. Dat mécht en Total vun 48 Aarbechtsstonne pro Woch, fir esou awer kënnen d'Vekanzen ze kompenséieren.

Et ass u sech schwéier ëmsetzbar, dass Leit während 36 Woche wierklech 48 Stonne pro Woch schaffen, besonnesch och elo, wou d'LSAP eng besser Work-Life-Balance viséiert. Als LSAP fanne mer, dass een einfach misst driwwer nodenken, d'sozioedukatiiv Personal, dat mat de Kanner a Jonke mat spezifische Besoinen am Schoulsystem schafft, un d'Karriäre vum Enseignement unzeglidderen, well hir Missioun gi wäit iwwer de sozioedukative Beräich eraus, well si och fir d'Bildung vun alle Kanner responsabel sinn.

Hire Berufsalltag ass un de Rhythmus vun der Schoul an un d'Schoulvakanze gebonnen. Si schaffe mat Kanner a Jugendlechen an hir Aarbechtszeit beschränkt sech eeben net just op déi Zäit, déi se mat de Kanner verbréngen. Fir hir Aarbecht anstänneg kënnen ze maachen, mussen Concertatiounen, Preparatiounen an och Nobereedungen zu hirer Aarbechtszeit gehéieren. Si kréien u sech déi selwecht Aufgaben, déi e Schoulmeeschter am Fundamental oder e Proff am Lycée ze erfëllen huet. Si kréien awer u sech aner Aarbechtskonditiounen operluecht wéi de Schoulmeeschter an d'Proffen.

Et ass scho gesot ginn: De 16. November läit dann elo en Accord ënnerschriwwen vir tëschent dem Educatiounsministère an de CGFP-affiliéierte Gewerkschaften. D'APCCA – dat ass och scho gesot ginn – war u sech do net mat averstanen. Si huet, mengen ech, och all Partei ugeschriwwen. Mir waren och vun deemem Sujet interpelléiert, well a mir hunn, wéi déi meescht heibanen, d'APCCA och gesinn a mat hinnen diskutéiert.

Mat mengem Kollege, dem Mars Di Bartolomeo, zesummen hunn ech den 22. Abrëll och eng Question parlementaire doriwier gestallt. An d'lescht Woch huet den Educatiounsminister och drop geäntwert. Ech muss awer soen, dass ech net ganz zefridde si mat den Äntwerten.

Dofir wéilt ech einfach hei elo profitéieren, fir vläicht nach eemol bei eppes nozehaken. An zwar ass et esou: Am Accord steet, wéi eng Dispositioun vum Accord gesetzlech mussen ëmgesat ginn an iwwer wéi e Wee oder aner Weeër implementéiert ginn.

D'Zäit leeft jo u sech elo. Am Accord steet nämlech, dass an der éischer Hallschent vun 2022 e Projet de loi soll deposéiert ginn, fir d'Fonctionne vum Chef de service EPS festzeleeën. En plus soll déi hei Reegel jo och ab der neier Rentrée 2022–2023 applizéiert ginn. Menges Wëssens no ass elo nach kee Gesetzesprojet deposéiert ginn. Vlächicht kann eis de Minister Meisch jo soen, ob dat nach geschitt oder wou de Gesetzesprojet vum Chef de service EPS drun ass.

(Interruption)

Zum Contenu vum Accord kann ech och do nëmmen ënnersträichen, wéi wichteg Concertatiounen an Elterenaarbecht fir dës Schüler sinn, zemoools wann eeben ënnerschiddlech Experten am Sënn vum Jonken hei zesummeschaffen.

Fënn de Minister och, dass d'Vir- an Nobereedungszeit an d'Unzuel vun de Leçone misst ausgeglaach sinn? Et ass jo fir d'Qualitéit vun der Education net noutwendeg, d'Unzuel vun de Leçonon erofzesetzen, froen ech, fir méi Zäit fir e qualitativ héichwäertegen Encadrement ze assuréieren?

A meng lescht Fro ass nach einfach déi zentral Fuerderung vun der APPCA, fir e Koeffizient anzeféieren, wéi si eis gesot hunn. Do froen ech einfach, wéi de Minister dozou steet.

Här President, déi professionell Mataarbechter a Mataarbechterinnen, déi mat Kanner mat spezifische Besoinen schaffen, sinn Experten an hiren Domänen. Et sinn d'Hauptacturen an enger inklusiver Betreuung an ouni si geet et net. An dofir si mir och der Meinung, dass mer all Intervenanté mat an d'Boot mussen huelen, fir weider konstruktiv ze schaffen. Mir hoffen einfach, dass mer vlächicht an deem Dossier awer nach eventuell eppes beweegt kréien, an dat virun allem zum Wuel vum Personal an domat natierlech och zum Wuel vun de Kanner, déi et betreit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An da wier et un där honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci fir d'drëtt, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zanter der Kreatioun vun de Kompetenzzentren am Joer 2018 ass et jo drëms gaangen, den edukative Besoinen vun alle Kanner besser gerecht ze gi wéi zu de sougenannten Ediff-Zäiten. Et geet drëms, all Kand opgrond vu sengem individuelle Profil, senger Stärkten a Schwächen, Talenter an Defiziter ze fërderen.

Gläichzäiteg, an dat ass wichteg, mussen d'Prinzippe vun der Inklusioun a vun de Kannerrechter respektéiert ginn an domat och d'Recht vun all Kand, eng Plaz an der Reegelschoul ze halen, wa se da kuerzzeiteg missten aus der Schoul erausgeholl ginn. Si brauchen dat Recht, an dat ass an der Kannerrechtcharta och esou verankert.

Datt d'Prise en charge an engem Kompetenzzentrum sech also op e méiglechst kuerzen Zäitraum muss limitéieren, läit deemno op der Hand, virun allem dann, wann et sech ëm en Encadrement handelt, deen ausserhalb vun de Schoulen ofleeft. Ëmsou méi wichteg ass et dowéinst och, dass Persounen, déi an den Zentere schaffen, eng Panoplie vu spezialiséierten Tächen an enger dach limitéierter Zäit erfëllen, wann een de Parcours vum Kand kuckt.

Dozou gehéiert, dass se e Plan éducatif individualisé ausschaffen an de Suivi dovunner garantéiere mussen. Si informéieren a beroden d'Elteren. Si schaffen enk mat de Schoulen a mat der Commission nationale d'inclusion zesummen. Si verfolge den déi wëssenschaftlech Entwécklung an de jeeweilige Beräicher a laut dem Gesetz vun 2018 solle se och d'Regierung beroden. A schlussendlech soll d'Personal vun de Kompetenzzentren och d'Mise en réseau vun deenen ënnerschiddlechen Offeren an Intervenanten am Beräich vun der Psychopädagogie promovéieren.

Här President, ech hunn dës Tächen opgezielt, eebe grad, fir ze weisen, wéi komplex a villfälteg déi konkret Aarbecht an engem Kompetenzzentrum ass. A fir dass dës Aarbecht den Uspréich effektiv gerecht gëtt, ginn déi ënnerschiddlechste Berufsprofiler gebraucht, woubäi de Personalbestand natierlech net ze knapp bemooss därer ginn.

Ëm wéi eng Profiler et sech genee handelt a wéi et mam Statut vum Personal a mat den Aarbechtszeiten an de Kompetenzzentren ausgesäit, stoung bei hirer Kreatioun net fest. D'Prioritéit louch deemools éischer um institutionelle Volet, wou et drëms gaangen ass, d'Zentren iwwerhaupt emol un d'Fonctionéieren ze kréien an de Fonctionnement sécherstellen.

D'Definitioun vum Statut an d'Schafung vun engem gesetzlechen, kloeren an transparente Kader, deen déi verschidden Tâchen definéiere soll, gouf vun hirer Sâit awer och schonn an Aussicht gestallt.

Allerdéngs gesäit et, an dat héiert een hei aus de Rieden och eraus, momentan esou aus, wéi wann, opgrond vu feelende Gesetzer, nach net op alle Pläng 100 % Kloeerheet géif bestoen, wou een awer och muss wëssen, dass jo schonn en Accord mat enger vun zwou Representatiounen ofgeschloss ass. Dat ass déi vum SNE, wärend d'Representatioun vum SEW, déi da méi um OGB-L attachéiert ass, sech awer éischter onzefridde weist.

An deem Sënn soe mer dann der Madamm Cecchetti Merci, dass se dës Heure d'actualité ugefrot huet, well se eebe grad erlaabt, dass de Minister hei Stellung ka bezéien an eis iwwert de Stand der Dinge informéiere kann, notamment och, wat d'Gesetz ugeet, wat nach muss deposéiert ginn.

All dës Froe mussen natierlech am Respekt zum Aarbechtsrecht, mee och am Respekt vun de Missiounen vun den Zentere gekläert ginn a si wichteg, fir dass d'Zentere hir Ziler effektiv errechen.

E Problem a gläichzäiteg och en Defi, Här Minister, ass dobäi d'Penurie u qualifiziertem Personal, déi ech virdu schonn ernimmt hunn an déi sech eigentlech schonn op villen Eebenen am Educationssecteur bemierkbar mécht a riskéiert, en negativen Impakt op d'Qualitéit ze kréien, wa se net beheweue gëtt.

Wärend d'Penurie sech am Ufank éischter am Beräich vun den Enseignanten an der Grondschoul bemierkbar gemaach huet, betrëfft se méttlerweil och déi vun de Sozialpedagogen an Educateuren. Dat mierkt een, wann ee Posten ausschreift. Fréier hu sech eng 30 Leit op zwee, dräi Poste gemellt. Haut sinn et der knapp nach zwee. Et ass wierklech e Beräich, dee sech immens entwéckelt huet, dee gewuess ass. An duerfir ass et och wichteg, dass de Personalbestand deem nokënn, woubäi ech natierlech frou sinn, dass sech do eppes beweegt.

Datt an de Kompetenzzentere virun allem dann och d'Enseignanten an d'Sozialpedagoge schaffen, fir all déi komplex Tâchen, déi ech virdu opgezielt hunn, ze erfëllen, stellt kee Mënsch a Fro. D'Gefor, déi oft an deem Kontext ernimmt gëtt an déi sech do dohannert verstoppt, ass awer dann déi, dass dës Profiller am Normalbetrib vun de Schoulekippe feelen, wuel wësend, dass och do ebe grad vill kompetent Personal mat ännleche Profiller gebraucht gëtt, an dat besonnesch, wann et sech ëm den Encadrement vu Kanner mat spezifesch Besoinen handelt.

Wat dann den Encadrement vun deene Kanner ugeet, sou ass et jo fir d'éischt emol un den Ekippe vun de Grondschoulen, eng optimal Fërderung vun all Kand op d'Been ze stellen. Eréischt wann dës Efforten net gräife respektiv wann d'Personal an de Reegeklassen iwwerfuert ass, kommen d'Kompetenzzentere an d'Spill.

Et ass also kloer, dass och d'Grondschoulen an hir verschidde psychosozial Ekippen als éischt Ulafsstell mat héije Kompetenzen ausgestatt mussen sinn. D'Zil muss et jo nach ëmmer bleiwen, d'Orientéierung vun engem Kand mat speziellem Fërderbedarf an e Kompetenzzentrum vun Ufank un ze verhënnere an d'Problemer un der Wuerzel ze behiewen, wann et an d'Schoul kënn.

Dat ass fir eis en elementaart Element vun der Inklusioun an dowéinst si mer och der Meinung, dass d'Diskussioun ronderëm d'Personal an de Kompetenzzentere, déi mer jo haut féieren, net lassgëléist därer gi vun där iwwert d'Personal an de

Grondschoulen. Op deem Plang muss wierklech gezilt no definitive Léisunge gesicht ginn, fir d'Penurie laangfristeg ze bekämpfen, an et muss Léisunge sinn, déi gräifen.

Duerfir wëllt ech Iech elo ausdrécklech Merci soen, Här Minister, dass Der mir virdu d'Informatioun zoukomme gelooss hutt, dass mat der Uni Lëtzebuerg en Accord ofgeschloss konnt ginn. D'Uni Lëtzebuerg wäert da méi Mëttele kréien an et ass just dat, wat mech haut ganz besonnesch fret. Dat ass ganz am Sënn vun der Schoul a vun den Enseignanté generell.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Da villmools merci och der Madamm Cecchetti fir dës Heure d'actualité, wou et ëm d'Ediff geet – déi fréier Ediff, haut Kompetenzzentere, Centres de compétences. An ech mengen, do si mir eis och jo alleguete eens, dass dat eppes ganz Wichteges ass, fir de spezifesch Bedürfnisser vun de Kanner entgéintzekommen a fir hinnen dann ze hëllef, ob dat elo Logopedie ass oder ob et Kanner sinn, déi net gutt gesinn oder déi Léierschwieregkeeten, motoresch Problemer, Autismus an eng ganz Partie aner Bedürfnisser hunn, déi eebe speziell sinn. Et ass eng ganz wichteg Saach, fir eebe grad och deene Kanner, déi jo och definitiv absolutt net derfir kënnen, dann iergendwéi ze hëllef.

Duerfir brauch een ënner anerem natierlech gutt Personal, genuch Personal, verschidde qualifizéiert Profiller. Dat ass natierlech aktuell souwisou schonn eng Schwierigkeet hei am Land. Mir siche Leit an alle méigleche Beräicher. Mir hunn och virdu iwwert d'Schoul geschwat. Och do siche mer Leit. Dat huet natierlech och e bëssen eppes mam Wuesstum ze dinn, also net direkt hei mat dësem genee Problem.

Bon, de Punkt ass awer, dass d'Personal, wat elo do ass, an de Kompetenzzentere ass, wann een dat esou ka soen, deelweis um Enn ass, ganz vill Aarbecht huet, Iwwerstonne muss maachen. Onkloeerheete ginn et, wat d'Tâche ugeet, d'Aarbechtszäiten, sinn extreem laang an deelweis huet et es genuch, deelweis gëtt et der, déi halen op, dat ass natierlech grad an esou engem Beräich wéi deem heiten eppes, wat een net einfach esou kann hinuelen.

Et ass elo esou wäit gaangen, dass et eng Procédure de litige gëtt. Ech weess net genee, wou dee Litige zwëschent dem Ministère an der Gewerkschaft drun ass. Ech mengen awer, wann et esou wäit kënn, dass een dann och einfach muss unerkennen, dass e Problem do ass an dass ee muss kucken, fir deen Acteur um Terrain, dat nun emol dës Gewerkschaft ass, déi fir déi schwätzt, dass een deenen och muss entgéintkommen, dass een deene muss nolauschteren an dass een dann och vläicht e bëssen eppes maache muss, fir deene Leit hir Aarbecht awer e bësse méi agreabel ze maachen, well d'Situatioun ass elo schlecht. A wa se schlecht bleift, da wäert am Endeffekt dee ganze System drënnen leiden an dann och d'Kanner.

Duerfir maachen ech wierklech hei e waarmen Appell un all d'Acteuren, zesummen ze schwätzen, och un de Minister, fir nach eng Kéier mat de Leit ze schwätzen, fir ze kucken, fir iergendwéi entgéintzekommen a fir d'Situatioun vun de Leit um Terrain och wierklech fir d'Kanner ze verbessere.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: Persounen, déi schafen, obwuel hir Tâchen net kloer reglementéiert sinn, esou dass se net anstänneg geschützt sinn an och d'Nohaltegkeet an d'Qualitéit vun der Aarbecht net garantéiert ass. Persounen, fir déi vill onfräiwëlleg Iwwerstonnen d'Reegel an net d'Ausnam sinn. Persounen, déi d'Gefill hunn, scho laang ausgebrannt ze sinn an net méi ze kënnen, an trotzdem iergendwéi esou gutt et geet weidermaachen, well se wëssen, wéi wichteg hir Aufgab ass, och wann d'Wäertschätzung vun der Patron vläicht feelt. Persounen, deenen hiert Streikrecht net respektéiert gëtt.

Wat sech hei vläicht unhéiert wéi de Fall vun engem skrupellosen internationale Milliardekonzern, ass a Wierklechkeet déi traureg Realitéit vun enger ganzer Rei Mataarbechterinnen a Mataarbechter aus eise Schoulen hei zu Lëtzebuerg, an zwar vun edukativen a psychosoziale Personal aus de Centres de compétence, déi vum Bildungsministère an der Vergaangenheet ëmmer nees vergiess, voire ignoréiert goufen.

Si mussen méi Stonne schaffe wéi d'Léierpersonal, hu manner Pausen an en anere Stonneloun. Trotzdeem schaffe se zanter Joren ënnert dese Konditiounen an alles, wat se wëllen, ass vum Ministère nogelauschert ze kréien an net just viru vollendet Tatsaache gestallt ze ginn. Dat schéngt bis elo awer ze vill verlaangt ze sinn.

Duerfir soen ech de Kolleeg vum déi Lénk villmools Merci, dass se d'Demande gemaach hunn, dese Sujet op den Ordre du jour ze setzen, well ech denken, et gëtt héich Zäit, dass de Ministère och eemol hei viru der Chamber erklärt, firwat de Sozialdialog an dësem Secteur net respektéiert gëtt.

Firwat bleift den Dossier vum Litige, deen d'Gewerkschaft bei der Schlichtungskommissioun agereecht huet, leien, ouni dass eng Sëtzung aberuff gëtt? Firwat goufen Accorden ënnerzeechent, ouni dass d'Representanté vun der APCCA consideréiert goufen? Firwat muss dat edukatiiv a psychosozial Personal ënner esou vill méi schlechten Aarbechtskonditiounen schaffe wéi déi aner? Fënn de Minister, dass hir Aufgaben esou vill méi einfach sinn? Wéi kann et sinn, dass een d'48-Stonne-Woch fir esou vill Employéen zur Reegel mécht, wa Studie kloer weisen, dass déi classesch 40-Stonne-Woch de Burnout-Risiko scho steigert an d'Produktivitéit par rapport zu enger 35-Stonne-Woch stagnéiert oder souguer ofhëlt, well d'Leit einfach net vill méi packen.

Ech mengen, dass mer eis eens sinn, dass hei ganz vill am Uerge läit an esou séier wéi méiglech zrëck un de Verhandlungsdësch misst kommen. Et geet eis schliisslech nieft den Aarbechter och grad ëm déi vulnerabelst Kanner, déi op eng gutt an individuell Prise en charge ugewise sinn. Si brauche Personal, dat sech ganz op si konzentréiere kann an net ausgebrannt an iwwerfuert probéiert, hinnen iergendwéi nach gerecht ze ginn.

Mir dierfen an de Schoulen d'Personal net splécken, mee muss kollegial a fair Aarbechtskonditiounen garantéieren. Dat bedeit, dass d'Kontrakter mussen eenheetlech sinn an et net wéi et bis elo ka sinn, dass zwou Persounen, déi fir genee déi selwecht Aufgaben agestallt goufen, ënner ganz verschidde Konditiounen schaffen. An dat bedeit och, dass de Minister sech muss entscheeden, ob en eng Upassung vun den Aarbechtskonditiounen un déi vun der Fonction publique wëll maachen, wou ee 40 Stonne schafft a säi Congé fräi leeë kann, wéi ee wëllt, oder ob eng

Upassung un den Enseignement soll gemaach ginn, wou een zwar manner flexibel ass, wat d'Congéen ueget, mee duerfir awer och d'Preparatiounszäit an d'Schaffzäit mat agerechent kritt an esou net 40 Stonne pro Woch virun enger Klass steet.

Déi aktuell Kombinatioun vun den Nodeeler vu béide Systemer ka laangfristeg jo ni zu engem gesonden Aarbechtsklima féieren. Duerfir hoffen ech, datt de Minister eis haut kann a wäert soen, wéi hien d'Aarbechtskonditiounen an Zukunft ze verbessere gedenkt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educationsmi-
nister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a merci och der Madamm Cecchetti, datt mer haut de Mëtteg heiriwwer kënnen diskutieren a vläicht och dat eent oder dat anert méi kloer maachen, woubäi ech wëll soen, datt et e ganz komplexen Dossier ass an datt mer och mussen hei méi staark ënnerscheeden, vu wat fir engen Ënnerberäicher vum ganzen Inklusiounsberäich a vun de ganzen Inklusiounsacteurs mer hei allkéiers schwätzen, well déi aner Aufgaben, aner Realitéiten an hiren Aarbechtssofleeft hunn.

An dat huet och dozou gefouert, datt sech am Laf vun, losse mer soen, Joren a Joerzénge héchstwarscheinlech ënnerschiddlech Konditiounen a Reegelen erausgeschilt hunn, datt an deenen ënnerschiddlechen, och scho virun der Reform vun 2017 bestee-
ende Kompetenzzentren d'Reegelen aneschters waren, datt se an deenen neien iergendwéi och hu misse fixéiert ginn, datt dat psychosoziaalt a sozio-
edukatiivt Personal, wat zum Beispill an enger Re-
gioun bei eis schafft an an de Schoulen direkt inter-
venéiert, d'ESEB-Ekippen aneschters gesi ginn, datt awer vläicht och e SePAS an engem Lycée oder e Service socio-éducatif, deen dach awer éischter eng Büroszäit schafft a jo net systematesch a Klasse geet a mat Kanner während der Schoulzäit schafft, mee éischter ausserhalb vun der Schoulzäit intervenéiert an Offerte mécht, datt mer do emol fir d'alleréisch mussen e groussen Ënnerscheid maachen, dee mer d'ailleurs och ëmmer probéiert hunn ze respektieren an deenen Negociatiounen, an deenen Diskussiounen, déi mer awer elo schonn haten.

An déi leie jo awer elo annerhalleft, gutt annerhalleft, Joer zréck. Well nodeems mer, datt ass jo gesot ginn, festgestallt hunn, datt mer ënnerschiddlech Konditiounen hunn, a gefrot ginn ass, dat ze harmoniséieren, hu mer gekuckt: Wat ass dann d'gesetzlech Basis do derfir? Finalement war et just de Statut vum Fonctionnaire an der Fonction publique. Mir hunn eis op déi baséiert, fir déi Notten, déi dann d'Aarbechtszäit an deenen ënnerschiddlechen Domänen sollte reege-
len, déi ech elo an hirer ganzer Bandbreit hei kuerz skizzéiert hunn, a mir hu probéiert, eng Linn dran-
kreien.

Dat huet awer du kengem esou richteg gefall, ob-
schon eigentlech jidderee sech eens war, datt mer eng uniform Basis bräichten. Mir hunn eis dunn och beieneegesat a mat allen interesséierten Acteuren Negociatiounen ugefaangen. Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, datt eng vu mengen éischte Froen an der alleréischter Reunion den 20. Oktober 2020 war, wien eigentlech dann do d'Recht hätt, ze negociéieren, wien dann eigentlech do kéint herno

Ënnerschréften ënnert en Accord setzen. „Mir wëllen allegueren hei zesumme matdiskutieren“, war awer op där anerer Säit op jidde Fall dee Moment d'Äntwert. „Da maache mer dat doten emol an da kucke mer, wou mer hei erauskommen“, hunn ech dann och gesot.

Mir si jo hei an engem Domän, wou mer als Ministère an deene leschte Joren enorm dran investéiert hunn. Mir hu 700 Posten an de leschte Joren zousätzlech geschaf fir de ganzen Inklusiounsdispositif, fir d'Schaffung vun den neie Kompetenzzentren, den Ausbau vun de besteeende Kompetenzzentren, fir d'Équipes de soutien pour enfants à besoin am Fondamen-
tal. Mir sinn elo amgaangen, dat am Secondaire ze maachen. Mir hunn d'Ekippe vun de SePASen an de Lycéeën ausgebaut. Mir hunn d'Service-socio-éducatif massiv ausgebaut an de Lycéeën, fir och an de Lycéeë Richtung Ganztagsaktivitéiten ze goen, sou-
datt et bei eis virun allem drëms gaangen ass, datt mer méi kënnen ubidden, datt mer méi Kanner en charge kënnen huelen, datt mer eigentlech all Kand, och am Fall vun engem Kand mat extra Besoinen, méi Stonne kënnen assurieren.

Well ech ka mech nach erënneren, an dat ass net laang hier, och dat ass net laang hier, mee et mengt ee vläicht, et wier en anert Joerhonnert gewiescht: Mir hu virun e puer Joer nach vun hannen no vir gerechent a just d'Penurie geréiert a gekuckt, datt mer engem Kand net déi Stonnen un Ënnerstützung konnte ginn, déi eigentlech noutwendeg waren, mee just gekuckt, wéi vill Ressourcenn dann do sinn, an déi dann iergendwéi op déi Kanner opgedeelt.

Duerfir hu mer déi dote Schrëtt gemaach an ech mengen, dat war en daitlechen Invest an d'Qualitéit vun deem ganzen Dispositif. Mir hunn awer och no dem 20. Oktober 2020 eng ganz Rei vu Reunionen gehat. Ech mengen, et waren iwwer 20 Aarbechtsreunionen, wou ech als Minister emol heiansdo derbäi war, déi heiansdo awer just um Fonctionnairesniveau stattfonn hunn, wou ënner anerem och dee Référentiel oder d'Basis vun deem Référentiel des fonctions ausgeschafft ginn ass.

Jo, mir sinn do op eenzele Punkten och weiderkomm, mee et ass awer e Knackpunkt ginn an dat war dann dat, wat mer d'Tâche nennen, wou kloer d'Fuerderung war, datt dat sozioedukatiivt Personal, de Gros dovunner – virun allem déi, déi a Leçone schaffen, also eng Interventioun vun der ESEB an enger Klass maachen oder an engem Kompetenzzentrum Schoul halen –, vun enger Tâche vun 32 Leçonen d'Woch op 28 géif erfgoen.

Ech wëll Iech nach eng Kéier soen, datt ech vun Ufank un, beim Ufank vun deem Prozess gesot hunn, datt ech net wäert mat enger Léisung d'accord sinn, wou herno manner Stonnen erëm bei de Kanner ukommen.

Mir hu 700 Poste geschafen an engem Domän, wou mer jo eng Penurie hunn, an do war all Riedner sech hei eens. Mir hunn trotzdeem deen doten Effort gemaach an da sollte mer elo op eemol soen: „Ok, jiddereen, deen elo bei eis komm ass, an all déi, déi elo do sinn, dat maache mer eigentlech just, fir datt jidderee ka manner schaffen?“

Ech muss Iech soen: Meng Intentioun war, datt mer méi Zäit bei de Kanner hätten, datt mer eng besser Qualitéit vun deene Servicer kënnen assurieren. Déi Propos, déi also do vun der Gewerkschaftszäit als Astigsdiskussionspunkt um Dësch louch, dat war, fir vun 32 Leçonen op 28 Leçonen erfzegoen. Dat war eng Perte vun iwwer 90.000 Leçonen am Joer gewiescht. Dat si ronn 90 Posten, déi mer gebraucht hätten, zousätzlech hätte misse rekrutéieren, fir dat dann och kënnen ze equilibréieren.

An erëm eng Kéier, jiddereen huet hei confirméiert, datt mer eng grouss Penurie hunn, grad bei deenen dote Profiller, an datt mer déi jo net kéinte rekrutéieren. Also wann ech als Minister, wann d'Regierung domadder d'accord gewiescht wär, op deen dote Wee ze goen, hätte mer jo kaum d'Méiglechkeet gehat, dat doten à court terme och esou ëmzesetzen, ausser alt erëm eng Kéier, et wär herno Qualitéit bei de Kanner oder Presenzzäit bei de Kanner verluer gaangen. An dat wär fir mech op jidde Fall keng Approche.

Mir hunn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, awer och ëmmer gekuckt, wéi déi Situatiounen do an anere Länner gereegelt sinn. An do hu mer gekuckt, ob et wierklech hei esou eng grouss Diskrepanz gëtt. Hei gëtt dacks elo d'Tâche vum Enseignant als Referenz geholl. Mir hunn awer emol gekuckt: Wat ass et bei änlechem Personal, bei deem selwechte Personal mat deene selwechten Aufgaben am Ausland?

Do fanne mer, datt quasi an alle Länner méi Leçone pro Woch ze leeschte sinn. Am Frankräich sinn et 35 Leçone pro Woch, an Éisträich sinn et 40 Leçone pro Woch, a Rheinland-Pfalz sinn et der 33 pro Woch, am Saarland sinn et der 31 – effektiv manner, wéi mir bis dohinner hate pro Woch –, an der Belsch sinn et der 36 pro Woch. Dir hutt Presenzaktivitéit direkt bei de Kanner ze leeschten, nach eng Kéier, bei deem Deel vun deem Personal, vun deem mer hei schwätzen, deen dann a Klassen- a Leçonslogik an de Schoulen och intervenéiert.

Mir hunn also iergendwann och festgestallt, datt mer mat engem Deel vun den Acteuren, mat deene mer do diskutéiert an negociéiert hunn, net weiderkomm sinn. A mir hunn, mengen ech, dat gemaach, wat ee mécht, wann ee pragmatesch denkt an zilorientéiert denkt, a gekuckt: „Mat wem kann ech dann en Accord hei fannen?“

A fir mech ass et nach eng Kéier esou, datt mir an der Fonction publique e Gesprächspartner hunn, mat deem mer kënnen Accorde maachen, an och nëmme mat deem kënne mer der maachen. Et kann een der ëmmer mat méi maachen, et kann een der och mat anere maachen, mee wa mer eppes wëllen hunn, dat d'Strooss hält, maache mer et mat de Gewerkschafte vun der CGFP.

A mir hunn eis mat deene weider un den Dësch gesat an hunn och Léisunge fonnt an dat ass deen Accord, deen da jo hei elo dacks zitéiert ginn ass. An dee gesäit zum Beispill an deem ganz konkrete Punkt hei vir, wéi dann d'Tâche vun deenen Agenten, déi a Leçonslogik, a Klassen intervenéieren, ze reegele wär, datt mer vun 32 op 30,5 géifen erfgoen. Mee dat ass awer nëmme een Deel.

Also mir waren absolutt bereet, do de Fuerderunge vun de Gewerkschaften entgéintzekommen, awer sécherlech net esou wäit, wéi d'Astigsdiskussionsbasis war vun eenzele Gewerkschaftsvertrieder. An duerfir hu mer eeben net mat jidderengem finalement kënnen ofschléissen, well do vun där anerer Säit och keen Entgéintkommen ze verzeechne war.

Mir hunn awer och d'Preparatiounszäit fir d'Assistance en classe eropgesat vun 8 op 14 Stonnen an der Woch. Mir hunn och insistéiert, dat, wa mer bei Agenten, déi an der Schoulzäit intervenéieren, do awer op 30,5 Leçone bleiwen an der Woch – dann ass dat jo nach ëmmer méi, wéi mer zum Beispill Leçonen am Fondamental hunn. Dat sinn der 28 –, datt mer do och systematesch aner Offeren an nei Offeren entstoe loosse, déi zum Beispill kënnen am Encadrement vu Kanner mat extrae Besoinen och ausserhalb vun der Schoulzäit gemaach ginn, an der Zesummenaarbecht zum Beispill mat Maisons relais, ganz konkret Ate-
lieren, déi deelweis schonn ugebuede goufen, awer

déi mer méi systematesch och nach wëlle landeswäit ubidden.

Den Accord gesäit dann och nach vir, datt mer e Chef de service – an do si mer elo erëm beim Personal vun enger anerer Logik, nämlech déi, déi éischer Büroszäite schaffen, notamment och an de Lycéeen, SePAS a Service socio-éducatif – an dem Lycée designéieren, fir och d'Koordinatioun ze maache vun den Aarbechten, well, an do sinn ech absolutt domadder d'accord, dat ongerechterweis net kloer beschriwwen war. Wat ass d'Missioun vun engem Agent vum SePAS? Wat ass d'Missioun vun engem Agent vum Service socio-éducatif? A virun allem och: Wat ass se net? An da kritt een op eemol vum Direkter gesot: „Maach hei a maach do!“, wat eigentlech net dem Profill vun den Agenten entsprach huet.

An dat wëlle mer méi kloer zentréieren, och nach eng Kéier, well mer gären hätten, datt déi Posten, déi mer dohinner ginn hunn, déi Ressourcen, déi mer dohinner ginn hunn, och en fonction vun deem, wat mer wëllen, nämlech méi Aktivitéiten, e bessere psychosozialen Encadrement och vun de Schülerinnen an de Schüler, agesat ginn an net fir eppes aneres, ech soen emol och vläicht, wann heiansdo dann Nout um Mann ass, mee awer finalement dacks mëssbraucht ginn.

Mir hunn och ofgemaach, datt mer en Aarbechtplang pro Mount fir d'Personal fixéieren, datt ee sech do ka bei aller Flexibilität, déi vläicht d'Schoul och brauch an hir ganz ënnerschiddlech Aufgabebereiche brauchen, awer eng Planungssécherheet ginn. Mir hunn och ofgemaach, datt dat ganz Personal vun dem psychosozialen Beräich an dem sozioedukative Beräich och vum CET a vun Telearbeitsmöglichekeete ka profitéieren, wann dat d'Aktivitéit an der Schoul dann och zouléisst. Dat ass sécherlech net zu all Moment a fir jiddereen de Fall. Ech mengen, dat versteeft jiddereen.

A fir dat doten, wat ech elo kuerz hei resuméiert hunn, ëmzesetzen, do hu mer dann och decidéiert, e Comité d'accompagnement ze schafen, dee reegelméisseg zesummekënnert – ech mengen, en ass zanter der Signature vum Accord all Mount eng Kéier zesummekomme –, deen och ganz konkret a konstruktiv dorunner schafft, deen ënner anerem och um Punkt ass, fir de Referenzkader vun de Fonctiounen definitiv ze arrétéieren an dann och festhalen ze kënnen, mat deem mer och iwwert déi legislativ Initiativen schwätzen, déi musse geholl ginn, fir deen Accord hei kënnen ëmzesetzen. Dat musse mer zum groussen Deel awer och a Gesetzer maachen, fir do un deenen Texter zesammen ze schaffen an zesammen ze kucken, datt mer dat dann och op de Wee kréien.

D'Zil ass et, nach virum Summer déi Texter hei kënnen ze deposéieren. Et wäerten och eng Rei vun Elementer mat erafléissen, déi mer net an deem Accord hei gereegelt hunn, mee déi awer och déi Domänen vun der Inklusioun, sief et d'Kompetenzcenteren oder déi aner Instanzen um lokalen a regionale Plang, betreffen. A mir wäerten elo an den nächste Wochen dann, wéi gesot, do hoffentlech e Gesetzesprojet kënnen an d'Chamber bréngen, fir deen Accord do ëmzesetzen.

Also, wann ech resuméieren, Här President: Et gëtt e Sozialdialog. Dee Sozialdialog huet och zum Accord gefouert. Et gëtt elo ënnerschiddlech Siichtweisen, wat de Wäert vun deem Accord do ass. An ech muss Tech soen: Ob et e Litige gëtt oder net, ass net u mir ze decidéieren. De Conciliateur muss dat decidéieren, ob et zu enger Conciliatioun hei kënnert oder net; ob mir mat enger derfir gëeegerter Gewerkschaft dat doten ënnerschriwwen hunn oder net, dat wäert festzestellen sinn. A wann dat feststellen ass, da wäerte mer dat och hei ëmsetzen.

An ech wëll awer och soen: Wann ech en Accord ënnerschriwwen hunn, dann hunn ech en ënnerschriwwen, dann halen ech mech och dorunner an ech setzen en dann och ëm mat deene Gespréichspartner a mat deenen Acteuren, déi mat ënnerschriwwen hunn, an dat maache mer. Duerfir kënnen mer och net elo, nodeems mer ënnerschriwwen hunn, iwwer alles erëm eng Kéier, och mat aneren, diskutéieren. D'APCCA huet dat gefrot. Mir hunn awer gesot, datt dat natierlech elo net kënnert. A mir mussen einfach elo eng Kéier waarden, wéi dann déi legal Situatioun do ass.

(Interruption par la présidence)

Ech weess, Här President, datt Der mer scho ganz generéis e bëssen Zäit ginn hutt, mee ech mengen, d'Komplexitéit vun der Matière huet dat doten och erkläert. Elo hu mer viles hei diskutéiert iwwer Aarbechtkonditiounen an ech denken, déi si wichteg, fir an engem esou erausfuenderenden Domän ze schaffen wéi am Émgang mat Kanner mat extrae Besoinen, an engem Domän, dee mer och komplett reforméiert hunn iwwert déi lescht Joren, fir besser dozostoen. An déi Evaluatioun, déi gemaach ginn ass, déi wäert och weisen, datt mer besser do stinn. Et gëtt Schwachpunkten an d'Evaluatioun wäert och dorobber hiweisen an déi wäerte mer och hei an der Chamber kënnen diskutéieren.

Et ass gefrot ginn, ob d'Personal och agebonne war a consultéiert gouf fir déi Evaluatiounen. En Deel vun der Evaluatioun ass eigentlech nëmmen opgrond vu Befrounge vum Personal gemaach ginn, d'Personal aus de Kompetenzcenteren, vun der ESEB, awer och aus de Schoulen, Enseignanten, fir wierklech ganz breet och do d'Meenungen anzehuelen an ze kucken, wat mer kënnen verbessern.

Jo, d'Reaktivitéit gëtt dacks do erwäant, datt déi Procedure schwéierfällig sinn a laang daueren. Mee ech mengen, wa mer dee Sujet hei esicht huelen, da wësse mer och, datt eng Diagnos hei net a Stonnen, net an Deeg an heiansdo net a Woche ka gemaach ginn, verlässlech ka gemaach ginn. An dat kritt och de Minister net geännert an ech denken, dat kritt och d'Chamber mat enger politescher Decisioun net geännert, well dat ass eng Fachkompetenz, déi derfir noutwendeg ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. Parole après ministre fir d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech hu just eng kleng Nofro. Dir hutt jo gesot, Dir hätt och am Ausland gekuckt, wéi et do funktionéiert mat de Stonnen um Terrain, ne? Mech géif awer dann interesséieren, hu si awer dann och déi nammlecht Unzuel vu Stonnen, déi donieft, niewelaanscht nach sinn? Well ech mengen, dat ass jo de Problem. Ech ka 35 Stonne mat engem Kand um Terrain schaffen, wann dat meng Tâche ass, wann ech duerno awer net nach muss mat Elterendeeler schwätzen oder mat Enseignanté schwätzen. Well dat ass jo hei de Problem.

De Problem ass jo deen: Wann ech mat méi wéi x Kanner schwätzen, muss ech jo déi Unzuel, déi ech jo da muss u Gespréicher och hu mat Elteren, Enseignanten, Cten oder och ëmmer ..., déi gi jo da pro Kand ëmmer méi héich. Wat ech mat méi Kanner um Terrain schaffen, wat ech jo och méi niewelaanscht nach där Stonnen hunn.

Ech weess net, ob Der elo verstitt, wat ech mengen. Wann ech mat engem Kand um Terrain 35 Stonne schaffen, dann hunn ech een Elterendeel, ech hunn héchstwahrscheinlech eng Classe d'attache, ne? Ech hunn eemol eng Reunioun mat der CI. Wann ech

awer schonn zwee Kanner hunn, ass dat mol zwee, wann ech der zéng hunn, ass dat mol zéng. Dat mécht et jo awer, mengen ech, grad schwierig. Et si jo net nëmmen déi Stonnen um Terrain. Et ass jo alles dat ronderëm och nach, wat et immens schwierig mécht.

Ech mengen, Dir hutt gesot, Dir hutt eng Evaluatioun gemaach. Ech si wierklech gespaant dorobber, well et schéngt mer ganz spannend ze sinn. Well dorauer muss ee jo da Léieren zéien an da muss ee jo och reagéieren. Well ech mengen net, datt déi Stonnen, déi ee mam Kand um Terrain schafft, de Problem ass. Mee ech mengen wierklech, datt alles dat ronderëm, wat een dann op eng Kéier och guer net méi an déi Stonnentâche kritt, déi een huet ... An 48 Stonne sinn der ganz, ganz vill d'Woch. An ech sinn och do der Meenung, datt dat der vill ze vill sinn, och wann ee fräi huet, mee datt ee se emol net méi dorannerkritt. An dat ass jo, mengen ech, awer hei d'Kritik gewiescht vun der APCCA.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An d'Wuert geet zréck un den Här Educatiounsminister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Är Fro dokumentéiert nach eng Kéier d'Schwierigkeet, well wa mer et esou géife gesinn, da misste mer jo kucken, ob een Agent ... Wa mer elo reng d'Elterenaarbecht huelen: Een Agent, dee vläicht just während senger ganzer Wochenzäit mat engem Kand schafft – an dat hu mer jo, mir hu Betreuer, déi ronderëm d'Auer do ass, eent zu eent –, deen hätt jo dann nëmme Kontakt mat enger Famill, den Elteren, ze halen. Awer een Agent, deen all Leçon bei engem anere Kand an enger anerer Klass intervenéiert, huet dann natierlech vill, vill méi.

Op deen doten Detailniveau gi mer jo eigentlech net, wa mer d'Tâche hei reegelen. Bis elo war et op jidde Fall esou, datt mer ëmmer gesot hunn, et ass e Block vu Stonnen, déi den Agent dann och ..., mat grousser Flexibilität, wëll ech soen, a wou och kee Mënsch d'Auerzäit lafe léisst, mee déi mer als Referenz dann awer och uginn, wéi dat muss ze maache sinn.

Dir frot, ob déi Konnexaktivitéiten do och am Ausland ze leeschte sinn. Ech ginn emol dovunner aus, datt och déi Agenten am Ausland déi ze leeschten hunn, souguer an der Belsch, a wann ee 36 Stonne Leçone Prezence bei de Kanner huet, datt ee sech do awer preparéiert, fir déi Leçonnen do ze assuréieren. Déi Preparatioun fällt jo net vum Himmel an ech mengen, et ass keen esou douéiert, datt en einfach onpreparéiert all Leçon an d'Klass bei d'Kanner eragoen an eng perfekt Aarbecht maache kann.

Ech ginn dovunner aus, datt och do eng Concertatioun noutwendeg ass. Ech ginn och dovunner aus, datt och do Weiterbildungstonnen noutwendeg sinn. An ech ginn dovunner aus, datt och do de Kontakt mat den Elteren noutwendeg ass, soudatt ech net dovunner ausginn, datt all déi Konnexaktivitéiten do ofgeschnidde wäeren, mee déi gehéieren do an der Tâche dozou, wéi se hei och iergendzwooch an der Tâche derzougéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Meisch.

Motions

Mir kënnen dese Punkt net ofschléissen, ouni nach iwwert déi zwou Motiounen ze befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou gefrot gëtt, fir d'Diskussioun erëm opzehuelen an e Groupe de travail anzusetzen. Den Här Gilles Baum huet d'Wuert direkt gefrot.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech hunn et virdu gesot, wéi ech douewe stoung: De 16. November 2021 ass en Accord ënnerschriwwen ginn. Den Här Minister huet dat widerholl, wat mer och widerholl hunn am Kader vun den Tripartitesverhandlungen, vun deene Sätzungen. En Accord, deen ënnerschriwwen ginn ass, ass en Accord, dee gëllt; dee gëllt et ëmzesetzen.

Dofir géif ech och elo mengen, d'Fuerderung hei, fir mat der APCCA erëm nei Gesprécher unzufänken, gesinn ech elo net als zilféierend, well et jo en Accord gëtt. Mir hunn dat elo erkläert kritt. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Also den Accord ass do, den Här Baum sot et, an et ass elo net un eis, fir deen Accord a Fro ze stellen.

Op där anerer Säit hunn ech awer gesot, et wär wichteg, en oppent Ouer ze hunn. An déi Diskussiounen, déi solle gefouert ginn, mee se sollen net onbedéngt gefouert ginn, fir den Accord erëm opzemaachen, mee si solle gefouert ginn, fir d'Detailer ze klären.

Ech weess elo net genau, wat d'Madamm Cecchetti wëll. Wa se gären hätt, den Accord opzemaachen, da kënne mer et net stëmmen. Wann et einfach esou ass, kéinte mer domat d'accord sinn. Jo, wann Dir mir kloer sot, datt et net ass, fir den Accord erëm opzemaachen, datt et just ass, fir d'Detailer ze klären, da kënne mer domadder d'accord sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Dann huet den Här Fred Keup d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Effektiv ass en Accord ënnerschriwwen gi mat enger Gewerkschaft, ok. Et muss een awer och bedenken, an dat steet jo och hei, dass et awer nach ëmmer Problemer ginn. Dat heescht, et gëtt nach ëmmer kee Gesetz, keng Base légale. An dat féiert awer derzou, dass et nach ëmmer net kloer ass, wat iwwerhaupt leeft. An ech mengen, an deem Sënn wier et am Fong ganz gutt, fir mat där Gewerkschaft nach weider ze schwätzen. Mir vun der ADR wäerten dat hei dofir och matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also fir mech ass kloer, datt heimadder net den Accord per se a Fro gestallt gëtt, mee datt et wierklech drëm geet, emol erëm mateneen ze schwätzen. An dat ass, mengen ech, dat, wat absolutt dréngend néideg ass. An dat hunn ech och a menger Ried gesot. An dofir wäerte mir och ... A wann den Här Baum mer elo weist, wou hei drasteet, datt deen Accord soll a Fro gestallt ginn, dann ... Zumindest an den Invitte fannen ech wierklech näischt dovunner, datt do iergendwou dat Wuert „Accord“ och nëmme géif ugeduecht ginn. Deementspriedend wäerte mir dat heiten och matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Den Här Educationminister freet d'Wuert a kritt et och.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Bon, et wonnert mech elo e bëssen, datt vun alle Bänken elo gesot gëtt, deen Accord géif net a Fro gestallt ginn. Dat huet sech awer virdrun an den Interventionen och e bëssen aneschters emol uegehéiert. Dat freet mech dann awer, datt mer d'Resultat vun engem Sozialdialog hei unerkennen.

Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, datt ech och mat Vertrieederinnen a Vertrieeder vun der APCCA zesummesou, och no der Signature vun deem Accord, mee awer natierlech refuséieren, den Accord nach eng Kéier do opzemaachen, well mer deen eent zu eent mat deenen zesummen, déi en ënnerschriwwen hunn, amgaange sinn ëmzesetzen. Mir kënnen do elo net parallel eppes ëmsetzen an dann nach eng Kéier alles nei mat aneren Acteure verhandelen. Dat bréngt jo näischt.

Mee meng Dier ass op, mäi Büro ass op, mäi Ministère ass op, fir mat der APCCA allméiglech aner Punkte ze diskutéieren. An dat hu mer och an de leschte Méint gemaach.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Meisch. An dann huet d'Madamm Simone Asselborn-Bintz d'Wuert gefrot.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Ech wollt nach eppes bäifügen, wann Der erlaabt. Deen zweeten Invite, deen op där anerer Säit steet, dee mécht mir e bësse méi Kappzerbrieches, well ... - elo net Kappzerbrieches, mee ech kann domadder net averstane sinn, well u sech geet et hei ëm d'Aarbechtskonditiounen vum Personal, net ëm de System.

Dir wëllt hei am zweeten Abschnitt e Groupe de travail aféieren, fir de System nach eemol ze diskutéieren, de System vun der Education différenciée. Domat hunn ech e bësse meng Schwierigkeeten, well et gëtt jo e Groupe de travail, deen awer am Kader hei agesat ginn ass. Dofir kann ech mat deem zweeten Invite och net esou liewen.

A wann de Minister seet, seng Diere sténgen op, fir d'APCCA nach eemol ze gesinn, da fannen ech dat och eng gutt Propos. An ech géif dann der APCCA och roden, vläicht do nach eemol un d'Dier klappen ze goen. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An da ginn ech d'Wuert un den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Jo, erlaabt mer just ganz kuerz, dem Här Clement ze äntweren. Et steet effektiv net d'Wuert „Accord“ dran, mee wann ech awer liesen: „afin de tenir compte de leurs propositions“, heescht dat jo awer, dass deene Saachen, déi vun der APCCA op den Dësch kommen, muss Rechnung gedroe ginn. An deene gëtt jo net Rechnung gedroen einfach an enger Diskussioun, mee deene muss Rechnung gedroe gi bei eppes, wou herno eng Ënnerschrëft drënnersteet.

An duerfir, ech interpretéieren et anescht wéi den Här Clement an ech interpretéieren et wierklech esou, wéi et hei formuléiert ass, dass hei de Wunsch wär, fir deen Accord nach eng Kéier opzemaachen. A mir hu virdrun e puermol gesot, dass mer dat doten zu deemem Zäitpunkt net wëlle maachen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här Baum, wa mer dann elo géifen deen doten Abschnitt, dee ganz klengen Deel do, sträichen a mir géifen de System eraushuelen, géift Der da matzestëmmen?

(Hilarité)

Also just Excusen, fir et net matzestëmmen. Ech soe just, Dir hat och en Tripar...

M. Gilles Baum (DP) | Jo, mee ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech sinn nach net fäerdeg. Ech sinn nach net fäerdeg, wannechgelift. Dir

hat och en Tripartite-Accord, deen Der ënnerschriwwen hutt. D'Gesetz ass mëttlerweil ganz aneschters wéi dat, wat am Ufank war. Do waren och nach ganz vill Gesprécher a mir hunn et verbessert. Duerfir kann een ëmmer Saache verbesseren.

Voilà! Méi hunn ech net dozou ze soen. Ech soen einfach: Mir stëmmen of, mir wësse jo, wéi d'Resultat ass.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Neestëmme ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Max Hengel), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Mme Viviane Reding (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Walter (par Mme Martine Hansen);

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non: MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closerer, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

M. Sven Clement (Piraten) | Quelle surprise!

Motion 2

M. Fernand Etgen, Président | Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 2. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Jo. Ech muss Iech soen, wann ech déi heite Motioun kucken, dass mer effektiv Personal detachéieren aus der Éducation différenciée, dat heescht, mir gi Leit detachéieren aus de Kompetenzentere fir an de Fondamental. Mir hu grad eppes opgebaut duerch d'Gesetz vun 2018, wou mer déi Kompetenzentere opgebaut hunn.

Elo gi mer d'Leit do ewechzéien. Dat heescht, mir huelen deene Kompetenzentere hir Liewensgrundlag an hiert Personal. Dat, muss ech soen, dat kann ech awer net akzeptéieren. An duerfir géif ech och proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Wann ech virdu fir d'Motioun gestëmmt hunn, dann ass et mer bei där heiter Motioun e bësse méi schwéiergefall. Mir wäerten eis och enthalen an ech leeën och duer, firwat.

Ech hu vir dru fir méi Dialog plädéiert. Méi Dialog setzt viraus, datt mir heibannen net dem Dialog virgräifen. An ech mengen, wa mer elo hei géifen eng Motioun stëmmen, déi quasi schonn engem Outcome vun deem Dialog géif virgräifen, firwat solle se sech dann nach zesummesetzen an diskutéieren?

Dat heescht, fir eis ass et ganz kloer: Mir invitéiere souwuel d'Gewerkschaft wéi och de Ministère, deen Dialog ze sichen, sech auszetauschen an da Léisungen ze fannen. An deem soll d'Chamber do net virgräifen, andeem se eng Motioun stëmmt, déi quasi do schonn d'Schinne setzt, op deene se sech duerno beweegen mussen. Duerfir wäerte mir eis enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här Président. Mir hu scho méi wéi eemol hei gesot, datt mer gären eng Equipe multiprofessionnelle an der Grondschoul hätten, mee ech mengen, et ass net dee richtege Wee, fir déi elo einfach aus de Kompetenzcenteren ze detachéieren. Duerfir wäerte mer eis hei enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An da wier et um Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här Président. Dat, wat den Här Clement gesot huet, dat géif natierlech stëmmen, wann déi Motioun hei vir drun uegheoll gi

wier, mee déi ass jo net uegheoll ginn. An dowéinst behält déi hei awer trotzdeem nach e gewëssene Sënn, well mir gi jo dervun aus, dass net méi vill wäert diskutéiert ginn an der Realitéit.

Bei dëser Motioun, jo, do misst een awer genee kucken, wéi dat géif ausgesinn um Terrain. Effektiv stelle sech do eng Partie Froen, wann een déi Leit ofzitt, wéi ee Konzept do soll gräifen, wéi dat am Detail soll ausgesinn. Duerfir tendéiere mir och derzou, eis hei éischter ze enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. Ma da kënnen mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 2 ass mat 2 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 27 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Max Hengel), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Mme Viviane Reding (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.03 heures.)

60^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 56
M. Fernand Etgen, Président
2. **7892 – Projet de loi portant modification :**
1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
2° de la loi modifiée du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;
3° de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques p. 56
Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : Mme Simone Asselborn-Bintz
Discussion générale : M. Georges Mischo | M. Claude Lamberty | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7892 et dispense du second vote constitutionnel (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
3. **Question élargie n° 148 de M. Gilles Roth au sujet de l'imposition des plus-values réalisées lors de la vente d'un bien immobilier** p. 58
M. Gilles Roth | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
4. **Question élargie n° 150 de M. Laurent Mosar au sujet de la compétitivité de la place financière du Luxembourg** p. 59
M. Laurent Mosar | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances (intervention de M. Laurent Mosar) | M. Laurent Mosar | Mme la Ministre Yuriko Backes
5. **8000A – Projet de loi portant transposition de certaines mesures prévues par l'« Accord entre le Gouvernement et l'Union des Entreprises luxembourgeoises et les organisations syndicales LCGB et CGFP » du 31 mars 2022 et modifiant :**
1° le Code de la sécurité sociale ;

- 2° le titre I^{er} de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- 3° la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;
- 4° la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures ;
- 5° l'article 3, paragraphe 7, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
- 6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale ; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant ;
- 7° la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale p. 61
Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum
Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. Roy Reding) | M. André Bauler (interventions de M. Gilles Roth et M. Dan Kersch) | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Fernand Kartheiser (dépôt de la motion 1) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (intervention de Mme Martine Hansen) | M. Dan Kersch (interventions de M. Sven Clement)
Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Henri Kox, Ministre du Logement | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8000A et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : M. Gilles Baum | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox, M. Franz Fayot, M. Georges Engel et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. 7892 – Projet de loi portant modification :

1^o de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

2^o de la loi modifiée du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques et modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ;

3^o de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7892 iwwert d'Verréckele vum Datum vun de Gemengewalen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Rapportrice, déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegeen, ech mengen, ech brauch hei an dësem Haus kengem iwwert d'Wichtigkeet vu Walen ze schwätzen, dass dëst Recht – well ech schwätzen ëmmer ganz gäre léiwer vu Recht wéi vu Pflicht, obschonn et eng Pflicht ass – d'Basis ass vun all Demokratie.

Well et gëtt nach ëmmer Länner, déi keng fräi Walen hunn, a wou d'Bierger keng Méiglechkeeten hunn, demokratesch ofzestëmmen, wie si representéiere soll. An dat ass net akzeptabel! Grad dofir sinn ech frou, dass mir hei zu Lëtzebuerg wielen dierfen an och musse goen. A grad dofir ass et wichteg, dass och all Mënsch vun dëser Pflicht Gebrauch mécht a wile geet.

D'nächst Joer hu mer dann e sougenannt Superwaljoer. Zwou Wale falen openeen: d'Gemengewalen an d'Chamberwale. Dass dëst net zesammen op deem selwechten Dag kann organiséiert ginn, dat llicht jo och jiddwerengem an.

Dëse Projet de loi 7892, deen ech elo d'Chance hunn, Iech ze presentéieren, gesäit e puer Ännerungen um Gemengegesetz vir.

De Projet de loi gouf den 30. September 2021 vun der Inneministesch Taina Bofferdin deposéiert. Mir kruten de Projet an der Kommissioun den 9. Juni presentéiert, an an där Reunion selwer hu mer och den Avis vum Staatsrot vum 22. Mäerz analyséiert, deen dann awer och just e puer punktuell Remarken zum Projet gemaach huet. Ech gouf an där selwechter Sitzung och Rapportrice genannt, a mir hunn de Rapport unanime ugeholl.

Et gëtt proposéiert, e puer Ännerungen um Gemengegesetz virzehuelen, déi der Tatsaach da Rechnung droen, dass d'Gemengewalen d'nächst Joer wéinst den Nationalwale am Oktober virgezu ginn. Iwwer e groussherzoglecht Règlement gouf den Datum op den 11. Juni 2023 festgeluecht.

De Projet de loi gesäit och vir, dass an Zukunft d'Zuel vun de Conseillere, Conseillère a Schäfte a Schäfte an all Gemeng net méi op Basis vun der Volkszählung arrétéiert gëtt, mee dass een dofir

d'Informatiounen aus dem Registre national des personnes physiques benotzt. Vu dass dëse Register permanent à jour gehale gëtt, ass dee méi realitéitsno wéi d'Volkszählung, déi u sech nëmme all zéng Joer gemaach gëtt.

An der Konsequenz ginn dann elo dräi Gesetzer ofgeännert: d'Gemengegesetz, d'Gesetz iwwert de Statec an d'Gesetz iwwert d'Identifikatioun vu physische Persounen.

Dës Modifikatiounen betreffen den Datum, op deem d'Zuel vun de Conseillere a Schäfte a Schäfte pro Gemeng festgehal gëtt, d'Dauer vun hirem Mandat an den Zäitpunkt no de Wale, ab deem dat neit Mandat ufänkt.

Wann d'Wale am Oktober stattfannen, kann dee scheidende Gemengerot jo net iwwert den 31. Dezember eraus am Amt bleiwen. Dës Dispositioun gëtt dann elo esou ugepasst, dass hiert Mandat spëitstens dee leschten Dag vum zweete Mount no de Wale op en Enn geet. Dat heescht, fir d'Wale am Juni d'nächst Joer wär dat dann deemno den 31. August.

Den Datum, op deem d'Zuel vun de Conseillere a Schäfte a Schäfte pro Gemeng festgehal gëtt, bleift den 31. Dezember, wa Gemengewale am Oktober sinn, gëtt awer op den 30. September virverluecht fir d'Wale, déi elo am Juni sinn.

D'Mandatsdauer vu sechs Joer gëtt dann och net onbedéngt gerechent op den 1. Januar no de Wale, mee ab dem éischten Dag vum drëtten Mount no de Wale, wat dann eeben am Fall vun de Wale am Juni d'nächst Joer den 1. September wär.

Wéi den ofgeännerten Artikel 5bis virgesäit, bleift dann eeben de scheidende Gemengerot awer am Amt, bis den neie Buergermeeschter a Schäfte nominéiert an assermentéiert sinn an deen neie Gemengerot agesat ass.

Eng weider Ännerung betrëfft, wéi gesot, d'Volkszählung. Och wann dës net méi ausschlaggebend ass fir d'Festlee vum der Zuel vun de Gewielten, esou gëtt se dach awer an Zukunft och an Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an dem Statec duerchgefouert. D'Modalitéit vun der Zesummenaarbecht ginn iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht. Well d'Referenzen op d'Volkszählung an den aktuellen Artikelen 4 a 5ter vum Gemengegesetz ewechfalen, mussen d'Referenzen op den Artikel 5ter am Gesetz iwwert de Registre pour personnes physiques och erausgeholl ginn.

Här President, mir haten zu dësem Projet de loi eng Rei Avisen erakritt, zum engen natierlech dee vum Staatsrot, deen de Projet jo generell guttgeheescht huet a just e puer Remarken an eng Propos gemaach huet, déi d'Kommissioun dann awer och ugeholl huet.

E weideren Avis hat de Syvicol eis eraginn. Och dësen Avis ass generell positiv, ofgesi vun e puer Proposen a Froen. Eng Fro huet d'Zesummenaarbecht tëschent dem Statec an de Gemenge bei der Volkszählung betraff. Hei war d'Demande u sech, dass all Fraisen an deem Kontext vum Staat solle gedroe ginn.

Eng aner Fro huet sech op d'Mandatsdauer bezunn a mat den Auswierkungen op d'Wale 2029 beschäftegt, well fir de Syvicol d'Zesummespill vun deene modifizierten Artikelen 5bis a 5quater net esou kloer war. Effektiv mussen déi zwou Dispositiounen zesumme gekuckt ginn. Vu dass laut dem Artikel 186 vum Walgesetz d'Gemengewale den zweete Sonnden am Oktober stattfannen, ausser dann eeben, wann d'Landeswale an d'Gemengewale zesumme fallen, wäerten d'Gemengeréit, déi d'nächst Joer gewielt ginn, bis no de Wale am Oktober 2029 am Amt bleiwen. Hiert Mandat geet da spëitstens den 31. Dezember 2029 op en Enn.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hat den 8. November en Avis ofginn, huet awer och do keng besonnesch Remarken zum Projet de loi gehat.

De 4. Mäerz huet dann nach déi national Dateschutzkommissioun en Avis eragereecht an d'CNPD hat u sech virun allem Froe gestallt iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Donnéeën tëschent dem Statec an de Gemengen ausgetosch ginn. Besonnesch wat d'Roll vun de Gemengen am Kader vun der Volkszählung ugeet, hätt d'CNPD léiwer gesinn, wann dës Modalitéiten an engem Gesetz an net iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht gi wäeren.

Här President, dëst wär et u sech schon, ech wär scho bal um Enn vu mengem Bericht. Et ass e klengt Gesetz, wat awer, mengen ech, eng Auswirkung huet op d'nächst Joer. Déi weider Detailler kënn Der natierlech am schréftleche Rapport noliesen.

Am Numm vun der LSAP wéilt ech Iech natierlech soen, dass mer dëse Projet de loi selbstverständlech matstëmme. An ech wënschen och elo scho jiddwerengem, dee sech dann d'nächst Joer bei egal wat fir enge Wale zur Wal stellt, bonne Chance a vill Erfolleg. An Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Simone Asselborn-Bintz.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo agedroen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Georges Mischo (CSV) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, mir stëmme haut iwwert den Text vum Projet de loi 7892 of, fir verschidden Adaptatiounen an dräi Gesetzer virzehuelen, an dat en vue vun de Gemengewale 2023.

Ech soen am Ufank vu menger Ried der Deputéierter Simone Asselborn-Bintz Merci fir hire schréftlechen a mündleche Rapport.

Et geet bei dësem Projet drëm, fir d'Gesetzer ze adaptéieren, well d'Gemengewale bekanntlecherweis schon den 11. Juni 2023 stattfannen an net am Oktober, esou wéi dat eigentlech geplangt war a wéi dat am Fong geholl och bei deene leschte Gemengewale de Fall war. Dofir mussen eng Partie Dispositiounen ugepasst ginn, fir dass déi Wale och ouni juristesche Onsécherheeten, Onkloerheeten an esou weider kënnen ofgehal ginn.

Weiderhi soll an Zukunft eng aner Basis un Donnéeën genotzt ginn, fir d'Unzuel u Schäfte a Membere vum Gemengerot ze determinéieren. Et sollen net méi d'Chifferen aus dem Recensement sinn, mee déi aus dem Registre national des personnes physiques, well dës méi aktuell sinn.

Mat béiden Ännerunge si mir als CSV eigentlech averstanen, an och an den Aweise goufen et dozou just e puer marginal Kritikpunkten.

Wat allerdéngs de Prinzipp vum Verréckele vum Datum vun de Gemengewale ugeet, bleiwe mir bei der Positioun, déi mä Fraktiounskolleg Claude Wiseler schonn a senger Ried zum Projet de loi 7095 zum Walgesetz de 6. Dezember 2017 zum Ausdruck bruecht huet.

Mir hunn eis deemools beim Gesamtprojet enthalen, waren awer géint d'Verréckele vun de Gemengewale an haten dofir och e Vote séparé ugefrot.

De Claude Wiseler huet fir eis Positioun verschidde Grënn opgezielt, déi fir eis och haut nach gëllen. Mir waren a si virun allem net dermat d'accord, dass d'Mandatsperiod vun de Gemengeréit, ob se

zu Beetebuerg, zu Bartreng, zu Mamer oder zu Esch sinn ..., dass d'Mandatsperiod vun deene Gemengeréit, déi fir sechs Joer gewielt sinn, vum Legislatueur einfach verkierzt gëtt respektiv ginn ass.

Mir fannen, dass dat vis-à-vis vun alle gewielte Gemengeresponsabelen net fair ass, zemools well si et jo net am Viraus woussten. Mir waren deemools derfir, fir béid Walen am Joer 2023 op engem Dag ze organiséieren a stattfannen ze loossen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis natierlech bewusst, dass mir dat elo net méi verhënnere kënnen, an d'Walen definitiv den 11. Juni 2023 stattfanne wäerten. Deementspriedend hu mir de leschte Samschden op eisem Kongress och schonn eis Walcampagne fir 2023 lancéiert. Mir bleiwen haut awer mat eiser Position an der Kontinuitéit vun den Aussoe vun 2017.

Och wann et fir eis, wéi gesot, an der Suite vun der Upassung vum Datum logesch a richtig ass, fir dës Upassung vum de Gesetzter virzehuelen, si mir nach ëmmer net mam Point de départ vun dësen Adaptationen d'accord, an dofir stëmmt d'CSV-Fraktioun och géint dese Projet.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mischo. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Villmools merci, Här President. Als Éischt och emol e grouse Merci un d'Rapportrice, meng Quasi-Bänknopesch, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech bleiwen hei stoen, well ech wëll et ganz kuerz maachen. De Rapport war wierklech esou gutt, dass mer einfach nëmme kënnen den Ok fir dat dote ginn. D'Gesetzter si jo ganz oft derfir do, fir d'Saache méi einfach ze maachen, méi kloer ze maachen. An ech mengen, hei si mer an esou engem Fall, wou mer am Superwaljoer, wou mer elo gläich wäerten dra sinn, ganz sécher wëssen, wat op eis duerkënn.

Ech mengen, et gi Saache verbessert, et gi Saachen ergänzt, et gi Saache méi kloer gemaach an notament dee Punkt vum Registre national des personnes physiques, dass dee geholl gëtt als Referenz, dat, mengen ech, ass eppes, wat d'Saach definitiv vereinfacht an definitiv méi kloer mécht.

Dat gesot, ginn ech nach eng Kéier den Accord vun der DP-Fraktioun a soe Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An da wier et um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Merci, Här President. Ausléiser vun dësem Projet de loi sinn déi virgezunne Wale vun Oktober 2013, déi mat sech bruecht hunn, dass déi nofolgend Chamberwalen net méi am Fréijoer, mee am Hierscht stattfannen. Och wann et reng mathematesch just all 30 Joer virkënn, dass mer e Superwaljoer mat Gemengen- a Chamberwalen hunn, war kloer, dass dësen Zenario 2023 géif antrieden. Duerfir ass och schonn direkt an der leschter Legislaturperiod eng Gesetzesännerung gemaach ginn, fir déi nächst Gemengewale kënnen am Fréijoer 2023 virzezielen, also vun den Nationalwalen, déi d'nächst Joer am Hierscht sinn, ze trennen.

Dës Trennung respektiv dës Virzéie vun de Gemengewale gouf deemno schonn duerch

d'Walgesetzännerung, déi Niklosdag 2017 hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, erméiglecht, an den offiziellen Datum ass schonn am Dezember 2021 iwwer Règlement grand-ducal op den 11. Juni 2023 festgeloecht ginn.

Allerdéngs waren am Gesetz vun 2017 nach net all Detailer dozou gekläert. Mam Projet de loi vun haut de Mëtteg suerge mer elo fir déi néideg lescht Upassungen, fir juristesch Lacunnen an Inkohärenzen ze evitéieren an d'Kohärenz vun de Walreegelen a Walprozeduren ze garantéieren.

Et ass schonn e puermol erwänt ginn: E weideren zentrale Punkt vun dësem Projet betrëfft déi statistesch Grondlag, fir d'Mandatsberechnung respektiv fir déi offiziell Zuel vun de Gemengeréit a Schäfferéit festzeleeën, déi et an all Gemeng ze besetze géllt.

Vill Leit wëssen zwar, dass d'Awunnerzuel vun de Gemengen eng Roll bei der Gréisst vum Gemengerot spillt an och a puncto Majorz- a Proporzsystem. Mee Detailer, wéi d'Reegel, dass Gemengen ënner 10.000 Awunner 2 Schäffen zegutt hunn, mee déi méi grouss tëscht 3 a 6, oder dass d'Gemengen ab 10.000 Awunner net méi just 13, mee 15 Sätz am Gemengerot mussen besetzen, an déi iwwer 15.000 Awunner 17 Sätz an esou weider, sinn net ëmmer bekannt.

Et ass also wichteg, dass dës Populationszuele fir d'Wal esou akkurat an esou aktuell wéi méiglech sinn an der Realitéit um Terrain gerecht ginn. Do gëtt sech elo op de Registre national des personnes physiques an net méi op d'Volkszählung baséiert.

deí gréng begréissen dëst, well d'Donnéeën domadder méi prezis, méi aktuell a mat manner Opwand ze kréie sinn – eng sënnavoll Simplification administrative.

Mat dësem Projet hake mer kuerz gesot e puer wichteg, awer éischter technesch Punkten am Bezuch op d'Walen of. Duerfir fannen ech et wichteg, de Mëttchen och drop hinzeweisen, dass dese Projet de loi net deen eenzeg ass, deen Ännerungen en vue vun de Gemengewalen 2023 an och doriwwer eraus mat sech wäert bréngen.

Sou läit jo bei de Kolleeg vum der Institutionskommissioun nach dee méi politesche Projet de loi, mat deem den Delai fir d'Aschreiwung op d'Wielerleschte vun den net Lëtzebuerger Wieler bei de Gemengewalen ëm den décke Mount, 32 Deeg, soll verkierzt ginn an och déi bisheereg Residenzklausel vu fënnf Joer fir d'Gemengewal opgehuewe gëtt. Domadder wäerte weesentlech méi Matbiergerinnen a Matbierger um lokalen Niveau kënnen um kommunalpolitesche Liewen deelhuefen, wat enger längerfristeger Fuerderung vun där grénger Partei entsprécht.

Ofschléissend wéilt ech der Rapportrice, der Madamm Simone Asselborn-Bintz, nach Merci soe fir hiren detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Marc Hansen. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken der Rapportrice, der Madamm Simone Asselborn-Bintz, en häerleche Merci soe fir dese schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot. An ech mengen, et ass och elo vun alle Säite belicht ginn, de Pro an de Kontra.

An ech ginn domadder den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An da wier et elo un där honorabelen Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, och vu menger Sait der Rapportrice e grouse Merci fir den exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir ginn och eis Zoustëmmung zu dësem.

An et ass wierklech schued, dass mer haut net och nach kënnen dat Gesetz vun der Residenzklausel vu fënnf Joer, déi aboléiert gëtt, matstëmmen. Dat wier genial gewiescht, wa mer déi zwee Gesetzter an engem Dag hätte kënnen stëmmen. Mee dat wäert jo hoffentlech geschwënn um Rôle sinn, an da si mer wierklech frou, fir dat och kënnen ze stëmmen.

Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci der Madamm Simone Asselborn-Bintz fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och mir Piraten sinn averstanen, well et muss ee bedenken, dass mer elo zwee Datumen hunn. Dat stäerkt och nach eng Kéier d'Demokratie hei am Land, well ee seng Programme ka vill besser dem Bierger vermëtelen. Et schwätzt ee vill méi iwwer d'Themen, wéi wa mer Chamber- a Gemengewalen zesummen hätten. Dat heescht, et ass och nach e Plus un Demokratie, dee mer doduerjer kréien.

Bon, déi sechs Méint, dass dat kann ee gesinn. Déi eng, déi wëlle méi laang op hirem Poste bleiwen. Ech freeë mech drop, dass ech ka sechs Méint éischter bei mir an der Gemeng wielen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prise de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Jo, merci, Här President. Ech mengen, ech brauch net weider op d'Modifikatiounen anzegoen. D'Rapportrice huet dat esou ausféierlech gemaach, an och d'Riedner duerno hunn nach eng Kéier d'Wichtigkeet ervirgestrach. Virun allem ass et gutt, dass mer hei elo fir Kloerheet suergen.

Ech muss soen, ech fannen et och schued, dass mer net hei unanime sinn. Och wann et e kleng Projéit ass, esou mengen ech, wär dat awer och vun der Symbolik hier gutt gewiescht, well un déi Diskussioun kann ech mech net méi esou erënneren, dass mer déi an der Kommissioun haten. Mee bon, ech huelen et dann eeben hei zur Kenntnis.

Wat vläicht nach interessant ass, wa mer elo schonn doriwwer schwätzen, well ech weess, dass scho ganz vill Gemengen elo froen, well dann an Zukunft, fir d'Gréisst vun de Gemengeréit ze fixéieren, mer eis jo net méi op d'Basis vun der Volkszählung beruffen, mee mer jo dann den RNPP huelen. Hei wäerte mer ëm den 30. September dës Donnéeën kucken a wäerten dann dee Moment och d'Réglement huelen an de Gemenge matdeelen, dass se wëssen, wéi vill Leit dann an Zukunft an deene jeeweilege Gemengeréit ze bestëmmen sinn.

Voilà, dëst gesot, nach eng Kéier trotzdem merci fir dee Support, deen do ass. An och ech hoffen, dass mer geschwënn dann deen zweeten Deel, eeben d'Ophiewe vun der Residenzklausel, kënnen hei ..., also dass dat hei ka vun Iech gestëmmt ginn. Ech mengen, dat alles ass am Zeeche vun der Stärkung

vun der Demokratie. Dann hoffe mer natierlech alleguerter, dass vill Leit sech d'nächst Joer mellen, déi gewëllt sinn, eeben eng Verantwortung an der Politik an hirer Gemeng ze iwwerhuelen.

An dann, wann Der erlaabt, vläicht eng kleng Remark nach dozou. Ech gesinn hei och de Syvicolspresident. Mir ware kierzlech zesummen, wou mer eis iwwerluecht hunn: Maja, wa mer gäre wëllen nach Leit motivéieren, an d'Lokalpolitik ze goen, hu mer wëlles, dëst Joer esou eng Aart Porte ouverte ze organiséieren, wat dann am Endeffekt bei eis eng Porte vun der Semaine gëtt, wou mer en Appell wäerten un d'Gemenge maachen, sech deem unzeschließen an de Leit ze weisen, wéi interessant a wéi flott eeben e Mandat an der Lokalpolitik ass, dass se net nëmmen eng Kéier de Gemengerot vu banne gesinn, de Sall oder just de Büro vum Buergermeeschter, vun der Buergermeeschtesch, mee dass se och esou nach kënne direkt de Kontakt hunn.

A wie weess, vläicht kréie mer jo nach e puer Leit iwwerzeegt a vläicht nach méi Jonker an och méi Fraen. Ech mengen, dat géif och eise Gemenge gutt doen.

Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools Madamm Inneministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7892. Den Text steet am Document parlementaire 7892⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7892 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7892 ass mat 38 Jo-Stëmme géint 21 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7892 est adopté par 39 voix pour et 21 voix contre.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Djuna Bernard) et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Max Hengel), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo).

Ech hat vergiess ze soen, dass ee virun engem Vott sech op sengem Poste muss allogen, fir kënne mat ofzestëmmen. An ech hu gemierkt, dass dat ee Feeler vu mir war, dass ech allkéiers ëmmer erëm déi verschidden Deputéierten dorobber muss hiweisen.

(Brouhaha et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, dat gëtt eng Zwouminuttestrof.

M. Fernand Etgen, Président | Absolutt! Jo.

Une voix | Här President, ech sinn och am Fall.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, jo! Mir hunn dat alles enregistriert.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Question élargie n° 148 de M. Gilles Roth au sujet de l'imposition des plus-values réalisées lors de la vente d'un bien immobilier

Mir kommen elo zur erweiterter Fro Nummer 148 vum Här Gilles Roth iwwert d'Besteuerung vun der Plus-value beim Verkaf vun Immobilien. Den Auteur huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech wéilt soen, dass mer als CSV der Meenung sinn, dass ee virun allem déi breet Mëttschicht, déi eigentlech bei all Kris de Bockel muss duerhalen, reegelméisseg steierlech entlaaschte sollt. Dat ass fir eis eng Fro vu Steiergerechtgeet.

D'Fro vu Steiergerechtgeet spillt sech awer och op anere Felder of, sou zum Beispill bei der Besteuerung vun der Plus-value bei der Veräusserung vun enger Immobilie.

Ech hunn dat schonns méi oft op dëser Tribün gesot a fir d'lescht bei dem Stabilitéitspakt: Et kann eigentlech net sinn, dass eng Person sech op Käschte vun der Allgemengheet eng gëllen Nues verdéngt an net den néidege Retour op finanziellem Plang der Allgemengheet derfir zrëckgëtt!

Et ass net novollzéibar, dass wann ech eng Plus-value maache vun 100.000 oder 200.000 Euro, wann ech zum Beispill en Appartement, wat ech hunn, no zwee Joer erëm verkafen an ech net – wéi eigentlech normal op mäi Loun – da praktesch 40 % Steieren drop bezuelen, mee nëmmen d'Hallschent, 20 %.

Am Sënn vun der sozialer Gerechtegkeet plädéiere mir derfir, dass een nëmme méi soll an de Genoss vun der reduzéierter Plus-value-Steier vun 20 % kommen, wann een eng Wunneng méi wéi fënnf Joer am Besëtz huet. An dat ass fir eis eng Moosnam, fir géint Spekulation virzegoen.

Dat gesot, ass et awer fir eis och gradesou onverständlech – an dat ass eigentlech de Kär vu menger Fro –, dass ee beim Verkaf vun enger aler Immobilie, déi een zum Beispill geierft huet, praktesch awer vum Staat bei d'Issett gelooss gëtt.

Ech erkläre mech: Ech ierwen en Haus aus de 60er-Joren – loosse mer soen: 1960 gebaut ginn. De geschaten deemolege Wäert vum Haus läit do bei ronn – loosse mer soen – 500.000 Lëtzebuurger Frang. Èmgerechert sinn dat 12.500 Euro. Haut ass dat Haus – ech soen elo, fir et ronn ze maachen – ronn 600.000 Euro wäert. Dat heescht, 48-mol méi wéi 1960. Dat ass eng Wäertsteigerung vu 4.800 %!

Elo ass et awer esou, dass wann ech dat Haus verkafen – wat jo u sech eng gutt Saach ass, well domat gëtt jo och weider Logement geschaaft –, da ginn ech op där Plus-value besteiert an do besteet e

Korrekturmechanismus, e sougenannte „coefficient de réévaluation“. Dëse Koeffizient dréit awer null der reeller Präisentwécklung op dem Immobiliemarché Rechnung. Gekuckt gëtt dem Gesetz no d'Entwécklung vum Indice des prix à la consommation, dat heescht, den normale Verbraucherindex.

Vun 1960 bis elo huet sech den Index vu ronn 131 op iwwer 900 gesteigert. Dat ass also eng Versiwefachung. Awer op där anerer Säit ass et eng Veraachtavéierzegfachung vun dem Wäert vun der Immobilie. Do entsteet deemno iwwert d'Joren en zolidd Ongläichgewicht, dat oft fir déi Leit, déi betraff sinn, absolut net novollzéibar ass.

De Mechanismus vun de Koeffizienter gouf fir de präzise Fall vun der Plus-value-Besteuerung 1978 an eis Steiergesetzgebung ageschriwwen, iwwregens vum kierzlech verstuerwenen deemolege Finanzminister Jacques Poos.

Meng Froen un d'Finanzministesch sinn der véier: Wéi bewäert d'Madamm Finanzministesch den aktuelle Reevaluatiounsmechanismus, deen also zu enger Diskrepanz féiert zwëschen der – ech soen emol – 48-moleger Wäertsteigerung, déi et reell ass, an der nëmmen 7-moleger Reevaluation, déi d'Gesetz virgesäit, wat dann natierlech zu grouse Plus-valuen an och zu grouse Steierbelaaschtungen vun de Leit féiert? Ass eng Adaptatioun all zwee Joer un d'Vebraucherpräisevolution nach ëmmer ugemooft? Gedenkt d'Madamm Finanzministesch, op dësem Punkt nozebesseren? A wéi steet d'Regierung zu engem Eropsetze vum Delai vun aktuell zwee op fënnf Joer, fir vum Demi-taux global bei der Plus-value-Besteuerung kënnen ze profitéieren?

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, villmools merci un den Deputéierte Roth fir dës Fro. Et ass eng relativ technesch Matière, déi een eventuell och hätt kënne fir d'éischte Kéier an enger Kommissioun vläicht abordéieren. Ech sinn natierlech och ganz frou, dat an deem heite Kontext ze abordéieren. Mir wäerten an engem Mount eng gréisser Diskussioun hunn am Kader vum Steuerdebat. Dat ass vläicht eng vun deene Saachen, op déi een iwwert déi nächst Wochen a Méint och kann zrëckkommen.

Dir hutt et gesot: De Legislatioun huet am Joer 1978 eng Adaptatioun virgeholl, fir dass een déi monetär Plus-value, déi duerch d'Inflatioun generéiert ginn ass, net versteiere muss. D'Iddi vum Legislatioun war also, dass de Steierzueler nëmmen op der reeller, also der inflatiounsberengenger Plus-value soll besteiert ginn.

D'Koeffizienter sinn all zwee Joer am Kader vum Budgetgesetz aktualiséiert ginn, fir effektiv der Inflatioun Rechnung ze droen. D'Regierung Juncker wéi och mäi Predecessor, déi hunn dee System och weidergefouert, fir all zwee Joer eng Adaptatioun virzehuelen.

Firwat all zwee Joer? Bon, ech mengen, mat der déiwer Inflatioun iwwert déi lescht Joren war do ni wierklech e Besoin, fir dat méi oft ze maachen. Ech mengen, dat ass och en Thema. Vu dass haut d'Inflatioun och esou ass, wéi se ass, a mer net wëssen, a wéi eng Richtung d'Evolution geet, mee wou mer et eis awer kënne virstellen, kéint een natierlech och driwwer nodenken, ob et sënnavoll wär, dat vläicht méi reegelméisseg ze maachen an enger Situatioun

vun Evolutioun vun der Inflatoun, esou wéi mer dat kennen. Ech mengen, dat ass eppes, wat ee ka sui-véieren.

Dir hutt mech dann och gefrot, ob déi zwee Joer uge-mooss sinn. Do hunn ech elo drop geäntwert. Ech mengen, méi héich oder manner héich Besteuerung ... Et ass e bëssen eng komplizéiert Saach. Mir wëssen net, wéi een Impakt hei eng Ännerung wierklech op d'Offer wäert hunn. Wa mer eng Plus-value manner héich géife besteieren, géif dat e weideren Incentive duerstellen, fir an de Steen ze investéieren. An ech mengen, dat géif dann och weider d'Präisser dreiwelen. Dat ass net onbedéngt dat, wat mer wëllen.

Wa mer eng Plus-value méi héich géife besteieren, heescht dat, d'Leit missten dann natierlech méi Steieren op d'Plus-value bezuelen, déi den Immeubel iwert déi Joren dann och krut. Dat kéint effektiv d'Leit dovunner ofhalen, eppes just mam Zil ze kafen, et no enger Rei vu Jore mat Plus-value nees ze verkafen. Esou Operatioune géifen da manner interessant ginn.

Op där anerer Säit kéint een awer och – an Dir hutt et mentionéiert – Leit, déi zum Beispill eppes geierft hunn, dovunner ofhalen, et op de Marché ze ginn. Dat heescht, déi géifen dat dann éischer verlounen.

Ech mengen, an där heiten Diskussioun oder an deenen heite Sujeten, déi ganz wichteg sinn an déi Der hei opwerft, verschléissen ech mech kenger Diskussioun. Wéi gesot, et ass eng Matière, do kann een an déi eng an an déi aner Richtung argumentéieren, well mer effektiv net wëssen, wat den Impakt dann effektiv op d'Offer ass, jee nodeem, wat een do decidéiert. Mee ech sinn op alle Fall prett, fir mat Iech weider dodriwwer ze diskutéieren fir ze kucken, wat hei wierklech déi richteg Decisioun ass, fir dass mer och dat bewierken, wat mer wëlle bewierken.

Well ech mengen, et si wierklech zwee Objektiv, déi mer mussen am Kapp behalen. Dat eent ass effektiv eng fair Besteuerung vun de Plus-valuen an eng Besteuerung, déi d'Spekulatioun an de Steen net weider encouragéiert an der Situatioun, wou mer haut sinn, mee effektiv d'Offer um Marché da soll méi grouss maachen. An ech mengen, do sinn natierlech aner Dossieren an aner Mesure wéi déi hei, déi do och musse gräifen.

Mee, wéi gesot, ech si prett, fir mat Iech iwwer Är Propositiounen ze schwätzen an dann ze kucken, wat da wierklech och hei Sënn mécht am Interêt de la cause.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

4. Question élargie n° 150 de M. Laurent Mosar au sujet de la compétitivité de la place financière du Luxembourg

Mir kommen elo zur erweiterter Fro Nummer 150 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Finanzplaz. Och hei sinn d'Reegelen déi selwecht: fënnf Minutte fir de Frosteller, zéng Minutte fir d'Regierung. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Finanzministesch, de Sujet vun der Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz beschäftegt eis de Mëtten net fir d'Éischt a sécherlech och net fir d'lescht. Ech hat och schonn e puermol d'Regierung heizou befrot an ech hunn eigentlech de Mëtten fënnf Grënn derfir, dass ech

dee Punkt nach eng Kéier wollt iwwer eng Question élargie op den Ordre du jour setzen.

Deen éischte Punkt ass, dass virun enger Rei vun Deeg a Wochen, „wie alle Jahre wieder“, de Global Financial Centres Index erauskomm ass. Ech hunn dat och schonn e puermol hei op der Tribün gesot: Ech si kee Fetischist vun allmëglechen Hitparaden an Indexen, mee trotzdeem mengen ech, dass een déi Indexen awer muss eescht huelen. An dat heiten ass elo ee vun deene ganz wichtegen internationalen Indexen. An duerfir wollt ech awer trotzdeem eng Kéier dodrop zrëckkommen.

Et gëtt och eng Ursach: Et ass elo fir d'zweet, Madamm Finanzministesch, wou mer an deem Index Plaz verléieren. Dat war schonn d'lescht Joer de Fall, dass d'Éischt Joer de Fall. Mir sinn elo als Finanzplaz weltwäit nach op der 27. Plaz. Mir sinn an Europa nach just op der 9. Plaz an an der Europäescher Unioun – an ech mengen, dass war an de leschte Joren nach ni do – si mer emol net méi énnert den Top Five.

Mir ware während laange Jore ëmmer Nummer 1 vun de Bankeplazen an der Europäescher Unioun. Elo si mer, wéi gesot, just nach 6. An do sinn awer elo eng Rei Stied virun eis. Ech nennen hei just eng Stad – dass ass zwar elo net an der Unioun, mee dass ass Edinburgh –, déi ewell virun eis ass. Dass ass keng esou eng bekannte Bankeplaz. A wann esou eng Plaz virun engem läit, da muss ee sech trotzdeem awer eng Rei vu Froe stellen.

En zweete Grond – an dat hunn ech och schonn déi eng oder aner Kéier hei opgeléicht, ech hunn awer ni ganz kloer Äntwerte kritt –, ass déi Tendenz, déi een am Moment gesäit, dass ëmmer méi Filiale vun auslännesche Banken, déi mer hei op der Plaz hunn, sech a Succursallen transforméieren, mat der Konsequenz, dass eng ganz Rei vun Aktivitéiten hei am Land ofgezu ginn, wat natierlech net gutt ass fir déi Banken, wat awer och net gutt ass fir d'Aktivitéiten am Finanzberäich generell hei bei eis am Land.

En drëttes Problem ass och e gutt bekannten. Dass ass deen, dass et ëmmer méi schwierig gëtt, kompetent Mataarbechterinnen a Mataarbechter an de Finanzsecteur ze kréien. D'Konkurrenz ass natierlech riseg an der Europäescher Unioun. An och do si mer amgaangen, relativ vill Plazen ze verléieren par rapport zu anere Stied.

Dann e véierte Punkt, dass ass och keen neien. Dass ass deen vun der Iwwerregulatioun, mat deem d'Banken an der Europäescher Unioun ze kämpfen hunn. Ech hunn dat och schonn e puermol hei gesot: Wann et fir Normalstierflecher ëmmer méi schwéier gëtt, e Bankkont opzemaachen, zielt dat natierlech och fir Entrepreneuren, déi zum Deel heiansdo vu méi wäit kommen, fir sech hei niddizeloossen.

An dann de leschte Grond, „last but not least“, dass ass deen ominéise Level-Playingfield, deen ëmmer méi defavorabel gëtt fir d'Europäesch Unioun, awer natierlech duerfir och fir Lëtzebuerg. An et ass am Moment genau dat amgaang ze passéieren, wat ganz vill Leit och gesot hunn a virun deem ganz vill Leit och gewarnt hunn – an ech gehéieren zu deenen –, wéi mer de Brexit kritt hunn, dass d'UK an d'Finanzplaz London géifen natierlech versichen, hei eng ganz Rei vun Aktivitéiten ewechzréien. An dat schéngt manifestement och am Moment amgaange sinn ze geléngen an dat ass wierklech eppes, wat eis muss ganz seriö Suerge maachen. An ech hu schonn e puermol déi Fro hei opgeworf, ob een net och emol misst eng Kéier um Niveau vun der Europäescher Unioun awer soen: „Esou geet et net méi! Mir sinn amgaangen, hei Schlappen an Huesen ze verléieren, besonnesch vis-à-vis vun deene Länner vun der OECD!“

Duerfir wëllt ech Iech da véier ganz prezis Froe stellen a fir d'alleréischte natierlech Är Appreciatioun och héiere par rapport zu deem Index.

Ech wollt awer just och nach derbäi soen: Op engem Punkt sti mer gutt do – dass wollt ech awer och hei ennersträchen, ech hat et vergiess –, dass ass, wat Green Finance betrëfft. Mee och do sinn ech der Meenung, dass mer nach vill méi kéinte maachen, wa mer méi steierlech Incitativ géife ginn.

Dann natierlech déi zweet ganz wichteg Fro: Wéi wëllt d'Regierung deem Manktem u kompetente Mataarbechterinnen a Mataarbechter entgéintwierken? Dass ass e ganz wichteg Punkt.

Dann déi drëtt – ech hunn et virdu gesot –: Envisagéieren d'Regierung a besonnesch d'Finanzministesch net vläicht och, emol eng Kéier um Niveau vun der Bréisseler Kommissioun eng Initiativ ze huelen, dass mer do awer vläicht eng Kéier an den nächste Méint eng Brems aleen?

An da véiert a lescht Fro: Gesäit d'Finanzministesch och, dass dee Level-Playingfield amgaangen ass, sech net nëmmen en défaveur vun der Europäescher Unioun, mee besonnesch vis-à-vis vun Lëtzebuerg ze entwéckelen?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Villmools merci. Wéi laang hunn ech Zäit? Zéng Minutten?

M. Fernand Etgen, Président | Zéng Minutten.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Et waren eng ganz Rei vu Froen, wou ech, mengen ech, bal eng Stonn bräicht, fir kënnen richteg drop ze äntweren. Ech probéieren, dass awer dann an zéng Minutten hinzekréien.

M. Laurent Mosar (CSV) | Et waren der nëmme véier.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Also, de GFCI, wéi gesot, dass ass dann elo zweemol am Joer, wou deen erauskënnst vun engem Londoner Thinktank, deen dee verëffentlecht. Op Basis vun der rezenter Editioun stellt Der dann d'Fro, ob d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz gelidden huet, well mer dann effektiv an deem Ranking e bëssen zrëckgaangen an haut op der 27. Plaz vun 119 Stied sinn.

Dat Éischt, wat ech dozou wëll soen, ass, dass natierlech faktuell eis Finanzplaz sech elo net an deene leschte puer Méint, säitdeem och mäi Virgänger hei geschwat huet, deen Der effektiv och zu där selwechter Fro interrogéiert hutt, verschlechtert huet objektiv.

Ech mengen, au contraire: Ech hat elo an deene leschte puer Wochen d'Geleeënheet, doruechter ze reesen, och op Madrid an op London. An do gesäit een éischer d'Tendenz, dass d'Aktivitéiten zu Lëtzebuerg net nëmme gestärkt ginn, och vun den Acteuren, mat deenen ech do konnt an den Headquarters schwätzen, mee dass se effektiv och Pläng hunn, fir sech op eiser Finanzplaz auszebreden.

Mäi Virgänger huet et zwar déi leschte Kéier, wou hien dann zu deem Sujet hei stoung, a senger Äntwert – ech mengen, dass war am November – ennerstrach, mee ech mengen, ech soen awer gären och nach eng Kéier e puer Wierder iwwert de Ranking selwer, well ech mengen, dass erkläert trotzdeem verschidde Saachen.

Well et muss ee wëssen, dass dëse Ranking sech op där enger Säit op qualitative Questionnaire baséiert, wou Professioneller aus dem Finanzsektor aner Finanzplaz bewäerten, an op där aner Säit op éischter quantitative Facteuren, déi sech dann op méi wéi 100 bestoend Etüden an aner Indexen a Rankinge bezéien.

Dat Éischt, wat ech awer heizou wëll soen, ass, dass d'Acteure vun anere Finanzplazen eis Finanzplaz Lëtzebuerg ganz héich aschätzen. Op aachter Plaz am Ranking si mer do effektiv och viru London.

Wat déi quantitativ Facteuren ugeet, muss ee wëssen, dass d'Methodologie vun deem Ranking net onbedéngt zu eisem Virdeel ass. Et ass e Fait, dass hei als Base ganz vill Rankingen an Etüde benotzt ginn, wou Lëtzebuerg emol iwwerhaupt net dra virkënn, och anerer, déi et entre-temps emol iwwerhaupt net méi gëtt, well se diskreditéiert sinn oder ofgeschaaft gi sinn. An effektiv, an engem Drëttel oder esou vun deenen Etüde kënn Lëtzebuerg emol iwwerhaupt net dra vir.

Dat heescht, wann dat dann alles zesummegeest gëtt ... Bon, ech mengen, dat ass dann esou, wéi et ass, mee et hëlleft dann natierlech net onbedéngt, dass eise Ranking do soll dovunner profitéieren. Dat ass also éischter e strukturelle Problem a seet net weider vill aus iwwert d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz als solch.

Duerch seng Methodologie ass dee Ranking virun allem och relativ volatil. Verschidde Stied, déi sinn dann ëmmer relativ héich oder op den éischte puer Plazen a méi konstant.

Ech mengen, wat Lëtzebuerg ugeet, ass dat éischter esou wéi eng Achterbunn. Do beweege mer eis zwësche Plaz 30 a Plaz 12. Mee wat wéineg geännert huet awer iwwert déi Joren, trotz der Achterbunn, ass, dass Lëtzebuerg awer konstant ëmmer an den Top Ten vun den europäesche Finanzplazen ass, ganz oft esouguer an den Top Five vun den EU-Finanzplazen.

Et gëtt natierlech och den New Global Financial Centres Index, dee kënn Der Iech vläicht och eng kéier ukucken. Dir hutt dat bestëmmt scho gemaach. Ech mengen, et ass deen, deen Der virdrun och mentionéiert hutt. Bon, do steet Lëtzebuerg dann e bëssen op enger anerer Plaz. Och mat all Respekt fir Stied wéi Washington, Dir hutt se mentionéiert, Edinburgh oder Guangzhou, déi och hei am GFCI viru Lëtzebuerg leien, mee dat si keng international Finanzplazen.

Dofir, dësen GFCI, mengen ech, huet scho seng Utilitéit, mee en huet awer och ganz kloer seng Limitten. A fir mech soll een do dat Resultat net iwwerinterpretéieren. An ech mengen, do si mir eis eens, Dir an ech: Mir sinn do keng Fetischisten, wéi Der selwer gesot hutt.

Wat mir am Fong méi wichteg ass, dat sinn déi Informatiounen, déi ech da vun der Industrie selwer kréien an och vun den Decideure vun der Plaz. Dofir hunn ech eebe regelméissege Echange mat den Acteuren hei am Land an och an den Headquarters. Ech war, wéi gesot, rezent zu Stockholm, Madrid, London, wou ech justement dat maachen.

An ech si mer den Defie vun eiser Finanzplaz scho ganz bewusst. Ech kommen herno nach dorop zrëck. Mee et ass mer wichteg, fir awer hei trotzdeem e puer Saachen ze ënnersträichen, well et muss een net ëmmer alles negativ rieden, et muss een net ëmmer dat Schwaarzt an allem gesinn. Et gëtt och positiv Tendenzen an ech wëll der awer hei e puer opzielen.

Säit dem Brexit hunn eng 95 Entreprises aus dem Finanzsektor decidéiert, hir Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze bréngen, ausbaue respektiv ze verleeën. An et

komme weider Acteuren derbäi. An de leschten zwee Joer hunn ënner anerem spuenesch, brittesch an och amerikanesch Acteuren nei Banken hei zu Lëtzebuerg opgemaach. D'lescht Joer hunn eis Regulateuren, d'CSSF an de Commissariat aux assurances, 77 nei Lizenze verginn, dorënner och ganz vill am alternative Fongebereich – e Secteur, deen natierlech och ganz staark wiisst.

Am Private Equity sinn d'Avoiren zu Lëtzebuerg ëm ronn 30 % geklommen. Ech mengen, dat ass och schonn e stolze Chiffer. Mëttlerweil si méi wéi 220 FinTech-Entreprises hei zu Lëtzebuerg, och e Chiffer, deen nach weider klëmmt. Insgesamt representéiert Lëtzebuerg méi wéi 40 % vun nohaltege Fongen an Europa. Ech mengen, dat ass och eis alleguerte ganz wichteg. Op eiser Bourse ass d'Zuel vu quotéierten nohaltegen Obligatiounen d'lescht Joer ëm ronn 50 % geklommen. Ech mengen, dat ass och eng extreem gutt Saach. An et muss een och ënnersträichen, dass d'Lëtzeburger Gesetz ëmmer méi benotzt gëtt vun internationale Kapitalmäert, dorënner och rezent eben déi gréisst gréng Obligatioun op der Welt, déi d'EU d'lescht Joer ënner Lëtzeburger Droit emettéiert huet.

Wéi gesot, ech mengen, fir mech sinn déi puer Beispiller, déi ech elo hei ginn hunn, méi konkret Indicateure vun der Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz an net onbedéngt, ob mer an deem GFCI eng Plaz eropoder erofginn.

Dir hutt mech da gefrot, wat d'Succursallen ugeet. Ech mengen, och dat ass en Deel vun enger méi genereller Ëmstrukturéierung innerhalb vu grouse Bankegruppen an Europa, op déi Lëtzebuerg relativ wéineg Afloss huet an déi och net nëmme Lëtzeburger Entitéiten betreffen. Dat féiert awer an deene meeschte Fäll net zum Ofbau vun Aktivitéiten oder zum Ofbau vu Personal zu Lëtzebuerg. Au contraire, mir hu vill Succursallen, déi weider zu Lëtzebuerg hir Aktivitéiten hunn, an déi och verstärkt.

Talent ass en Thema, dat a menge Gesprécher ëmmer nees opkënn. Et ass eppes, wat ech perséinlech e bëssen als Prioritéit och gesi fir déi Mesuren an Aktivitéiten, déi ech maachen. Ech mengen, fir Talenter opzebauen an unzézéien, do kann ee ganz vill Saachen nach maachen. Deelweis schaffe mer do och schonn drun, ob dat elo ass a Relatioun mat eiser Uni zum Beispill, fir do Talenter mat ze forméieren op all eisen – wéi nennt een dat, ech soen Ausflich – Aktivitéiten, déi mer mat Luxembourg fir Finance zum Beispill och am Ausland maachen. Do probéiere mer elo systematesch, ëmmer e Volet „Uni“ och am Ausland mat anzebauen. Ech war och selwer nach rezent op esou enger Uni. Wéi gesot, LFF mécht dat och, fir justement dee Kontakt och mat Jonken ze hunn, mat neien Talenter, déi vläicht dann nach e bësse méi „out of the box“ kënnen denken, fir déi op d'Lëtzeburgeresch Finanzplaz opmierksam ze maachen a fir do déi richtig Connections eeben opzebauen.

Doriwwer eraus sinn ech natierlech och amgaangen, mer Gedanken ze maachen, wéi een am fiskalen Domän vläicht nach kann déi eng oder aner Mesure emol envisagéieren, fir esou Talenter net nëmme vläicht unzézéien, mee op d'mannst och heizehalen, well et ass net nëmme d'Unzézéien, et ass och d'Heihalten.

Dann hutt Der mech gefrot iwwert d'Iwwerreglementatioun. Ech mengen, dat ass effektiv e rekurrente Sujet. Dat ass och e Sujet, deen ... Pardon.

(Interruption)

... eng Realitéit, déi ech ganz no gesinn, well ech eeben, och ier ech Minister war, ganz vill an EU-Reuniounen derbäi war, wou déi Saachen eeben negociéiert ginn. An ech mengen, Dir wësst et: Hei si mer

an enger Reglementatioun haaptsächlech am Kontext vun der EU, heiansdo doriwwer eraus, mee meeschtens awer EU, soudass do eis Marge déi ass, déi se ass, déi mer gutt ausnutzen a schaffen, fir Texter esou ze negociéieren, dass se fir eis utile sinn. Wéi gesot, do ass d'Marge awer limitéiert.

Et muss een och net soen, dass all Reglementatioun elo schlecht ass. Ech mengen, mir setzen eis derfir an, dass d'Reglementatioun déi richtig ass fir Europa a fir Lëtzebuerg. A verschidde Reglementatiounen, do ass et gutt, dass et déi gëtt, haaptsächlech déi, déi „forward looking“ sinn, wou mer eis fir d'Zukunft opstellen, ob dat elo fir Krypto ass, ob dat fir nohaltege Aktivitéiten ass, dass mer eis do wierklech zukunftsorientéiert opstellen. Do ass et gutt, wa mer Reglementatiounen hunn. Iwwerreglementatioun wëlle mer net a Reglementatioun bei deene falsche Saache wëlle mer och net. An do setzen ech mech dann natierlech an deene Reuniounen, zesumme mat menge Mataarbechter, op allen Niveauen derfir an, dass mer keng schlecht Iwwerreglementatioun hunn.

Level-Playingfield, ech mengen, dat ass och e Sujet. Op där enger Säit musse mer kucken, dass mer innerhalb vun der EU e Marché intérieur hunn, dee fonctionéiert, op deem alles, wat mir hei maachen, am Ekonomesche wierklech och opgebaut ass. An op där anerer Säit därefer mer och keng „Fortress Europe“ bauen, wat och net an eisem Interêt ass. An an all déi Diskussiounen fléisst natierlech och dee faméise Level-Playingfield an. Ech mengen, dat ass eng Terminologie an e Konzept, wou ech mech natierlech derfir asetzen, wat am Interêt vun eisem Land ass an haaptsächlech vun eiser Finanzplaz.

Ech hu keng Anung, wéi laang ech elo geschwat hunn.

M. Fernand Etgen, Président | 12 Minutte 37.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech mengen, ech hätt op all Är Froe geäntwert. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Finanzministesch. Mee den Här Mosar huet nach eng Zousazfro, obschonnns datt en awer seng Zäit och virdrun iwwerschrott hat, an och wäit iwwerschrott hat.

M. Laurent Mosar (CSV) | Awer ganz wéineg, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, net esou wéineg, wéi Der eis elo wëllt gleewen dinn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dir sidd jo ëmmer streng a gerecht, Här President. Duerfir mengen ech, kann ech hei roueg nach eng kleng Zousazfro ... Nee, ech kéint ganz vill soen, ech wollt awer just op ee Punkt agoen, dat ass dee vum Level-Playingfield a vun der Compliance. Ech hat nämlech duerch Zoufall gëschter eng Persoun begéint, déi vill am Finanzsektor ass, an déi huet mir do eng ganz flott Geschicht verzielt.

Wann een op London kënn als Lëtzeburger oder als Resident vu Lëtzebuerg an et wëllt een do e Kont opmaachen, da geet een op déi éischt englesch Bank, an da gëtt een do an e flotte Büro gesat, et kritt een eng Cup of tea dohinnesat, et féllt ee seng Formularen aus, an an annerhallwer Stonn huet ee säi Kont op. Wann Der dat hei wëllt zu Lëtzebuerg praktikéieren, kritt Der mol kee Rendez-vous, an Dir mierkt, datt dem Lëtzeburgeresche Banquier schonn d'Knéie schlotteren, ier Der bei e gitt.

Ech mengen, dat ass einfach eng Realitéit! Dat ass eng Realitéit, déi dierfe mer wierklech net ënnerschätzen, Madamm Minister.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zrëck un d'Madamm Finanzministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech verstinn déi Problematik ganz, ganz gutt. Ech mengen, Dir wësst, dass mer och hei vun enger Politique commerciale schwätze vun de Banken. Déi eng, déi hu vläicht méi e Risikoappetit wéi déi aner. An ech mengen, do ass et elo schwéier fir eng Regierung, fir enger Bank an deem Sënn do Instruktiounen ze ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos der Madamm Finanzministesch.

5. 8000A – Projet de loi portant transposition de certaines mesures prévues par l'« Accord entre le Gouvernement et l'Union des Entreprises luxembourgeoises et les organisations syndicales LCGB et CGFP » du 31 mars 2022 et modifiant :

1^o le Code de la sécurité sociale ;

2^o le titre I^{er} de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3^o la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;

4^o la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures ;

5^o l'article 3, paragraphe 7, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

6^o la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale ; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant ;

7^o la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten, dem Projet de loi 8000A iwwert d'Ëmsetze vun den Decisiounen aus dem Tripartite-Accord. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här André Bauler, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti, den Här Sven Clement an den Här Dan Kersch. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleegeinnen a Kolleegeen, léif Nolauschterer do uewen op der Tribün, duerch déi aktuell Energiekris an déi héich Inflation stinn Existenzen an Aarbechtsplazen um Spill. Dees waren och alleguer d'Parteien, déi bei der Tripartite derbäi waren, sech bewusst. Et gouf e Konsens op deem Punkt. De Kafkraaftverloscht vun de Stéit, besonnesch vun de Leit mat klengen a mëttleren Akommessen, ass reell.

Och eis Betriber kréien déi zousätzlech Kris hei ze spieren a maache sech Suergen, net nëmmen ëm hir Existenz, mee och ëm d'Zukunft vun hire Mataarbechter. D'Regierung huet duerfir en historisches Pak op den Dësch geluecht, e Pak, dee vun der Majoritéit vun de Sozialpartner gedroe gëtt an deem am Ganzen eng Envergure vun iwwer 850 Milliounen huet.

Dëse Solidaritéitspak soll eis hëllefen, duerch dës Kris ze kommen an och sécherstellen, dass mir dës Kris

notzen, fir déi energeetesche Transitioun nach weider unzekuerbelen. D'Solidaritéit ass a muss och an Zukunft de Leitfuedem an der Situatioun sinn, an där mer grad sinn. Ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguer eens, dass mer elo mussen handelen, fir de Leit an de Betriber duerch dës Kris ze hëllefen.

Här President, Kolleegeinnen a Kolleegeen, dëse Projet de loi, deem ech Iech elo wäert virstellen, huet als Zil, de Gros vun de Mesuren aus dem Solidaritéitspak ëmzesetzen, deem d'Regierung den 13. Mäerz (veuillez lire: den 31. Mäerz) mat de Sozialpartner ënnerschriwwen huet.

Ech widderhuelen nach eemol hei déi verschidde Mesuren. Fir d'ëischt zielen ech Iech déi op, déi net an deem Gesetz sinn an awer schonn um Instanzeweese sinn, entweeder well se iwwer Règlements grand-ducaux gereegelt gi sinn oder a verschiddene Kommissiounen wéi der Commission Tripartite traitéiert ginn. Verschiddener si schonn a Kraaft.

Dat Ëischt war déi temporär Reduktioun vu 5,7 Cent (veuillez lire: 7,5 Cent) um Bensinn, um Diesel an um Masutt, dës Mesure ass jo schonn a Kraaft; dann eng cibléiert Hëllef fir Entrepreneuren, déi besonnesch héich Energiekäschten hunn; e Régime d'aides, mat deem de Staat d'Garantie gëtt, fir dass d'Entrepreneuren, déi Liquiditéitsproblemer hunn, e Prêt kënnen ophuelen; e Régime d'aides, deem en Deel vun de Käschten iwwerhëlt, déi duerch den europäeschen ETS-System entstinn; d'Erhéije vun der PRIME House fir déi energeetesche Sanéierung; an och d'Erhéijung vun der Subvention loyer. Dës Mesurë sinn, wéi gesot, alleguer schonn um Instanzeweese.

An da kommen ech zu deene Mesuren, déi mer mat deem Projet de loi, mam Projet de loi vun haut de Mëtteg, wëllen ëmzesetzen.

Dat Ëischt wär d'Verréckele vun der nächster Indextranche, déi jo warscheinlech schonn am Juli declenchéiert gëtt, op den 1. Abrëll 2023. Gläichzäiteg gëtt en neie Steierkredit, e Steierkredit Energie agefouert, deem de Menagé mat niddregem a mëttlerem Akommes hire Kafkraaftverloscht kompenséiert, voire iwwerkompenséiert. Dëse Steierkredit ass fir Salariairenen, Independanten, Pensionnairenen, awer och fir d' Léiermeedercher an d' Léierbouwen, déi e Revenu d'apprentissage kréien.

Nom selwechte Prinzipp kréien och allegueren déi Leit, déi de REVIS hunn oder den RPGH, de Revenu pour personnes gravement handicapées, en Équivalent crédit d'impôt.

Och eis Studente leiden ënnert der Präisdeierecht an ënnert de Liewenskäschten an duerfir ginn an deem Projet de loi och verschidde Studiebäihëllefen erhéicht.

Mir hate jo eréischt kierzlech d'Kannergeld erëm indexéiert, a fir dass d'Familien elo net sollen drënner leiden, dass eng Indextranche verréckelt gëtt, féiere mer en neie System an, déi sougenannten „échelle mobile des allocations familiales“, kuerz EMAF, soudass d'Indexéiere vum Kannergeld net verréckelt gëtt.

An zu gudder Lescht, déi lescht Mesure, déi mer an deem Projet wëllen ëmzesetzen, dat ass en temporäre Gel vun de Loyereren, an dat bis den 31. Dezember 2022.

Et muss ee soen, dass ursprénglech geplangt war, allegueren déi Mesuren, déi de Logement concerneréieren, och mat an deem Projet de loi ëmzesetzen. Mee op d'Urode vum Staatsrot, an och, well am Deel iwwert de Logement eng Rei Opposition-formellen drastoungen, huet d'Kommissioun decidéiert, de Projet an zwee ze deelen an alles, wat Logement ass, erauszehuelen, e separat Gesetz ze maachen, an

dat ass de Projet de loi 8000B, deem elo an der Logementskommissioun traitéiert gëtt.

Wat wäerten eis déi Mesuren, déi mer mat deem heite Projet de Mëtten ëmzesetzen, kaschten? An der aktualiséierter Fiche financière – well mir kruten eng aktualiséiert Fiche financière, well jo probablement ee Mount méi fréi schonn déi Indextranche erfält – kann een erausliesen, dass de Crédit d'impôt énergie, den Équivalent crédit d'impôt, d'Studentebäihëllefen an d'Netverréckele vun der Indexéierung vum Kannergeld 530 Milliounen wäerte kaschten.

Ech ginn eng Kéier ganz kuerz an den Detail. De Crédit d'impôt dëst Joer: 330 Milliounen, de Crédit d'impôt d'nächst Joer: 165 Milliounen, den Non-décalage vun Kannergeld: 18 Milliounen, den Équivalent crédit d'impôt fir de REVIS an den RPGH: 7,7 Milliounen an d'Studentebourssen: 10 Milliounen. Dat mécht, wéi gesot, 530.775.000 Euro.

Här President, Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech wëll nach eemol kuerz op de Steierkredit agoen, dee mer mat deem Gesetzesprojet aféieren. Et ass nämlech fir d'ëischt hei zu Lëtzebuerg, wou d'Stéit esou eng cibléiert Kompensatioun kréien, wann eng Indextranche verréckelt gëtt.

Ech ginn Iech e puer Rechebeispiller: Eng Persoun mat engem onqualifizéierte Mindestloun, déi an der Steierklass 1A läit, kritt e Steierkredit vu 84 Euro. An dat sinn 41 Euro a 76 Cent méi, wéi wa se den Index ausbezuelt kritt hätt.

En anert Beispill: Eng monoparental Famill, also si mer hei an der Steierklass 1A, mat engem Akommes vu 4.200 brutto kritt 29 Euro a 16 Cent méi, wéi wann den Index ausbezuelt gi wär.

Huele mer och elo nach eng Koppel an der Steierklass 2, déi zu zwee schaffe ginn. Ech huelen e Beispill: Deen ee verdéngt 3.000 Euro brutto, deem aneren 3.500 Euro brutto, also dee Stot huet zesummen elo 43 Euro an 73 Cent méi, wéi wann eng Indextranche ausbezuelt gi wär.

Dir gesitt also, an dat, mengen ech, war ganz wichteg, dass bei deenen ënneschten Akommessen et sech wierklech ëm eng Iwwerkompenséierung par rapport zum Indexmechanismus handelt. D'Leit kréie méi, wéi wann den Index erfalt wär. Dobäi kënnent och nach, dass de Steierkredit cash an d'Täsch geet. De Steierkredit ass steierfräi am Géigesaz zu deene Suen, déi een op der Pai bäikritt, wann eng Indextranche erfält.

Heibäi muss een och nach preziséieren, dass de Statec de Kafkraaftverloscht pro Stot gerechent huet, den neie Steierkredit awer de Kafkraaftverloscht pro Salariaire, Independent, Pensionnaire oder Léierbouv oder Léiermeedche kompenséiert.

An dann halen ech op mat den Zuelen, well ech mengen, mir kéinten eis elo dee ganze Mëtteg mat Zuelen ameséieren. Ech wollt Iech awer soen, dass Gehälter tëscht 936 Euro a 44.000 Euro brut pro Joer e Crédit d'impôt kréie vu 84 Euro de Mount, tëscht 44.001 an 68.000 Euro brutto pro Joer mindestens 76 Euro pro Mount, an ab 68.001 Euro geet dee Steierkredit da progressiv erof bis bei e Joresakommes vun 100.000 Euro.

Här President, Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech wëllt awer och nach eng Kéier e puer Saache kloerstellen. Et ass déi lescht Wochen e puermol gesot ginn, dass mer duerch den Amendement, dee mer gestëmmt hunn, den Tripartite-Accord net méi géife ganz ëmzesetzen. Dat ass awer falsch. Den Accord gesäit vir, dass maximal eng Indextranche pro zwoelf Méint erfält, an dat setze mer mat deem Projet och ëm, well de Projet jo leeft bis den 1. Abrëll.

Den Accord gesäit och vir, dass de Report vun enger Tranche kompenséiert gëtt. Och dat setze mer mat dësem Projet de loi ëm.

Den Accord gesäit och vir, dass, wann d'Situatioun sech weider géif verschlechteren a wa weider Indextranché géifen ufalen, d'Sozialpartner sech nach eng Kéier géife mat der Regierung un den Dësch setzen. Dat steet net am Projet de loi, well een dat tel quel och net kann an e Projet de loi eraschreiwen. Mee ech mengen, et ass eng Evidenz an et entsprécht och dem Avis vum Accord. D'Regierung huet sech engagéiert an ech si fess iwwerzeegt, dass, falls déi Situatioun sollt anrieden, d'Regierung och hiert Versproche wäert anhalen.

Wann d'Situatioun sech an den nächste Méint also net verbessert, da wäert de Premier d'Sozialpartner erëm zesummeruffen a si wäerten dann an enger weiderer Tripartite decidéieren, wat mat deenen zousätzlechen Indextranché geschitt an och, wéi déi dann, le cas échéant, kënne kompenséiert ginn. A wann dës Detailler da bis feststinn, da wäerte mir – do ginn ech mol dervun aus – an der Commission spéciale « Tripartite » en neie Gesetzesprojet op den Dësch kréien, deen zesumme behandelen, en ëmsetzen an dann natierlech och hei an der Chamber diskutéieren.

Här President, zwëschenzäitlech hat dësse Projet de loi virgesinn, dass, wa méi wéi zwou Indextranché bis den 1. Abrëll 2024 géifen erfalen, déi alleguerten zesummen op den 1. Abrëll 2024 a kee weess – keen heibannen an och ganz, ganz wéineg Leit dobaussen, weeder hei am Land nach am Ausland – wéi et mat der Inflation weidergeet a wéi vill Indextranchen nach bis dohinner declenchéiert ginn. Déi aktuell Prognose rechnen op alle Fall weiderhin, souwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland, mat enger héijer Inflation, well mir liewen an ongewëssen Zäiten.

An der Kommissioun ware mer eis eens, an och nodeems mer d'Berufskummeren héieren haten, dass dee Cas de figure fir kee wëschenswäert wär. Ech muss Iech éierlech soen, et ass nach laang bis den Abrëll 2024 a kee weess – keen heibannen an och ganz, ganz wéineg Leit dobaussen, weeder hei am Land nach am Ausland – wéi et mat der Inflation weidergeet a wéi vill Indextranchen nach bis dohinner declenchéiert ginn. Déi aktuell Prognose rechnen op alle Fall weiderhin, souwuel zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland, mat enger héijer Inflation, well mir liewen an ongewëssen Zäiten.

Wa mer Chance hunn, bleift et bei zwou Tranché bis 2024, deen Zenario, mat deem d'Partner och gerechent haten, wéi se den Tripartite-Accord ënnerschriwwen hunn. Wann et awer méi schlëmm kënnt, da kënnt, wéi gesot, d'Tripartite nees zesummen an da gëtt decidéiert, wat dann, le moment venu, geschitt.

Op jidde Fall hu mir et an der Spezialkommissioun fir richtig fonnt, elo emol dat an de Gesetzestext ze schreiwen, wat mer wëssen, dat heescht, déi Indextranche, déi elo wäert verréckelt gi bis op den 1. Abrëll 2023, mat de Kompensatiounen respektiv den Iwwerkompensatiounen.

Mir hätten et net fir richtig fonnt, fir Ramebedingungen an Detailler an och eng Fiche financière dranzeschreiwen, déi zu deem Moment net appropriéiert gewiescht wär a wou mer net hätte kënne mat enger relativer Sécherheet soen, wat bis 2024 geschitt a wat mer dann heibannen ëmsetzen. Dat wäerte mer dann an enger nächster Etapp maachen, falls dat sollt néiddeg sinn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ganz kloer heibannen eppes soen, wat, mengen ech, de Gewerkschafte besonnesch um Härz läit, an et ass vu ganz, ganz ville Säite gesot ginn: Et wäert keng Indextranche ewechfalen! All Indextranche, déi declenchéiert gëtt, déi wäert och in fine ausbezueelt ginn, egal, wéi vill dass der nach op eis duerkommen. Wéi gesot, dat ass am Moment ganz schwéier anzuschätzen, bis den 1.

Abrëll 2024 ass et elo kloer, dass tëschent all Tranche zwielef Méint leien. Dat brauche mer, fir de Betriber Loft ze ginn. An am Géigenzuch kréien d'Stéit finanziell Kompensatiounen. Dat wëll ech nach eng Kéier ganz kloer vun dëser Plaz aus betounen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi dësse Projet de loi deposéiert gouf, hat ee mat engem Declenchement vun der nächster Tranche am August gerechent. Dorobber war d'Fiche financière och baséiert. Haut wësse mer, dass se mat allerhéchster Warscheinlechkeet scho wäert den nächste Mount fälleg ginn. Am Kloertext heescht dat, dass d'Kompensatioun, déi mer haut wëllen aféieren, schon ee Mount éischer wäert gräifen an de Staat domadder Méikäschten huet. Konkreet sinn dat 55 Milliounen méi fir de Steierkredit an 800.000 Euro méi fir d'Ausbezuule vum Équivalent crédit d'impôt fir REVIS-Empfänger a fir Leit mat engem schwéieren Handicap.

Här President, ech mengen, ech hunn de Montant virdu genannt, esou Montanten hu mer net all Dag an der Chamber! Et handelt sech ëm wichteg Mesurë fir eis Stéit a fir eis Betriber. An do wonnert et net, dass d'Berufskummeren detailléiert Avisen derzou geschriwwen hunn. An d'Kommissioun huet decidéiert, an dat war eng ganz wichteg Decisioun, och alleguerten d'Kummere bei eis an d'Kommissioun ze invitéieren, wou se konnten in vivo, live, hiren Avis presentéieren a wou och d'Deputéiert konnten hir Froe stellen. Ech mengen, dass dat eng ganz, ganz richtig Decisioun war, dat esou ze maachen.

Ech picken Iech elo déi wichtegst Punkten aus den Avisen vun der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce, der Chambre des Saliariés, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a vun dem Staatsrot eraus. Fir d'Detailler vun dësen Avisen verweisen ech op de schréffleche Rapport respektiv op déi jeeuweileg Avis selwer.

Ech fänken u mat der Staatsbeamtekummer. An hirem schréfflechen Avis, awer och mëndlech, hu se eis matgedeelt, dass se den Accord net a Fro stellen an hannert deem Accord stinn, well dat wär eng Saach vun der Solidaritéit. Si begrëssen och, dass déi ënnescht Salären iwwerkompenséiert ginn. Trotzdem stelle se e puer Froen a si üben och Kritik aus. Esou fanne se zum Beispill, dass de Steierkredit fir déi Leit mat engem mëttlere Verdéngscht net héich genuch wär. Si erënneren och un d'Engagement vun der Regierung, nees eng Tripartite anzeruffen, falls déi wirtschaftlech Situatioun sech sollt degradéieren, a si hätten dat och gär am Projet de loi stoe gehat. Dat konnte mer awer net maachen. An zum Schluss hu se nach eng Kéier ënnerstrach, dass keng Indextranche, déi declenchéiert gëtt, dierft ewechfalen.

D'Chambre des Saliariés: Bei der Chambre des Saliariés muss ee preziséieren, dass et zwee Avisen gouf, en Avis majoritaire, dee vun 41 vu 60 vun hire Membere gedroe gouf, an en Avis minoritaire, dee vun 19 Membere gedroe gouf. An der Kommissioun krute mer déi zwee Avisen virgestallt. An Dir kënnt Iech jo denken, dass deen een e bësse méi positiv ausgefall ass wéi deen aneren.

Fir d'éischt den Avis majoritaire, deen d'Presidentin vun der CSL, d'Madamm Nora Back, déi ech och ganz härezech hei bei eis de Mëtteg begrëssen, virgestallt huet. Virop huet d'Chambre des Saliariés de Projet de loi a senger Ganzheet rejetéiert. Fir si ass et eng Indexmanipulatioun, déi einfach ze hefteg ass an déi den Automatismus géif attackéieren, an domat wär e ganze System, deen de Garant vun soziale Fridde wär, a Fro gestallt. D'Mesurë wäeren ze déifgräifend an e Report vun den Indextranchen à durée indéterminée dierft net a Fro kommen. Zudeem fanne si, dass

wéinst de leschte Previsiounen vum Statec de Projet souwisou obsolete wär. Da féint d'Chambre des Saliariés nach, dass de Steierkredit fir si keng reell Iwwerkompensatioun ass an och kee Ersatz fir den Index. Am Géigendeel, de Steierkredit hätt misse „on top“ vun der Indextranche kommen, fir de Kafkraftverloscht vun de Menagen ze kompenséieren.

Den Avis minoritaire, deen eis vum Här Patrick Dury virgestallt ginn ass, dee war natierlech méi positiv, well en och d'Bild reflektéiert huet vun där Gewerkschaft, déi den Tripartite-Accord ënnerschriwwen huet. En bref sti si hannert dem Projet de loi, well e fir si eng Verlängerung vun Krisemanagement ass vun der Regierung an awer och op der Solidaritéit baséiert.

Fir d'Chambre des Métiers war et besonnesch wichteg, dass den Decalage vun zwielef Méint tëschent den zwou Indextranchen agefouert géif ginn. Dat géif den Entreprisë Previsibilitéit ginn. A se hunn eis och gesot, dass et fir hir Betriber schwéier drobar wär, wann zwou oder méi Indextranchen op den 1. Abrëll 2024 misse ausbezueelt ginn. An do misst dann och eng Solutioun mat de Sozialpartner fonnt ginn. Si approuvéieren de Steierkredit, well e sozial cibléiert ass, an och de Gel temporaire vum Loyer ass fir si ok. Par contre approuvéiere se net d'Aféierung vun engem neien Indexsystem fir d'Kannergeld, well deen net sozial gestaffelt wär.

Den Avis vun der Chambre de Commerce fält änlech aus. Och si approuvéieren de Projet de loi, well en d'Mesuren aus dem Accord, deen och mat der UEL ënnerschriwwen ginn ass, transposéiert. Si begrëssen den neie Steierkredit, well e sozial gestaffelt ass a si begrëssen och ganz besonnesch, dass d'Independanten an dësem Projet hei net vergiess gi sinn. Si äusseren déi selwecht Kritik wéi d'Chambre des Métiers, wat d'Aféierung vun neien Indexierungssystem fir d'Kannergeld ugeet, a si maache sech och Suergen, wann den 1. Abrëll 2024 multipel Indextranché misse ausbezueelt ginn. Do misst ee sech dann am Virfeld Gedanke maachen a sech mat de Sozialpartner an der Regierung nach eng Kéier zesummesetzen.

Wat de Conseil d'État ugeet, hunn ech Iech schonn ufangs gesot, dass et eng Rei Opposition-formelle gouf beim Conseil d'État iwwert déi Artikelen, déi de Logement betrëffen. An duerfir huet de Conseil d'État och gesot, mir sollen de Projet an zwee deelen. Si hu gemengt, et wier net gutt, wann een e Projet hätt, wou ee wierkech alles, alles géif drapaken, dat géif et méi onlieserlech maachen. An an deem dote Punkt hu mer jo och dem Conseil d'État gefollegt. De Staatsrot huet och bemierkt, dass e Stot mat zwou Paie vun 3.000 Euro besser ewechkënn wéi e Stot mat enger Pai vu 6.000 Euro, mee en huet awer keng Opposition formelle op deem dote Punkt gemaach.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, da wär ech um Schluss vun der Presentatioun vun dësem Projet de loi. Ech wëll awer net ophalen, ouni alleguerten deene Leit, déi an de Kommissiounen derbäi waren, an dat waren alleguer d'Beamte vun deene verschidene Ministèren, Merci ze soen. Och de Kolleeginnen a Kolleegen hei aus der Chamber wëll ech Merci soen. Et ware mat Momenter mol méi hefteg Diskussiounen. Mir hunn awer och heiansdo ganz, ganz gutt gelaacht mateneen. An ech mengen, dat ass dat, wat ech op alle Fall wäert dovunner zréckbehalen.

Wat interessant war – et ass en Exercice, dee mer och net all Dag maachen, vläicht, well e Schoulmeeschter presidéiert huet -: Dir hat als Fraktiounen an als Sensibilité-politiquen alleguer d'Méiglechkeet, fir schréfflech Froen eranzeginn. Dat huet et natierlech méi einfach gemaach, fir am Prozess dann och de

Beamten d'Méiglechkeet ze ginn, fir drop ze äntwerfen. Ech mengen, dass dat ganz, ganz gutt fonctionéiert huet.

A voilà, e ganz besonnesche Merci wëll ech engem ganz neie Mann an der Administratioun soen, dem Dan Schmit, deen hei Sekretär war an dee wierklech eng ganz, ganz gutt Aarbecht gemaach huet, grad ewéi mäi Fraktionsmataarbechter, de Gigo Lamesch.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wichteg, dass mer haut dëse Projet de loi stëmmen. E setzt déi elementar Mesuren ëm, déi d'Regierung zesumme mat de Sozialpartner ausgehandelt huet, fir an dëser schwiereger Zäit eis Betriber um Liewen ze halen an och d'Kafkraaft vun de Bierger ze stäerken.

Ech hunn e bëssen iwwezzunn, Dir verzeit mer dat, mee bei 530 Milliounen, mengen ech, do si véier Minutten driwwer näischt Schlëmme. Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Reporter Gilles Baum.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Staatsminister huet virun zwee an engem hallwe Mount op dëser Plaz d'Resultater vun dem Tripartite-Ofkommens virgestallt. D'CSV huet deemools kloer gesot: Mir soe Jo zu dem Lëtzebuurger Sozialmodell, mir soe Jo zur Tripartite, mir soe Jo zum Index a mir soen och Jo zu dësem Tripartite-Accord.

Abee, mir hunn och Wuert gehalen a mir hale Wuert. Mir hunn eis konstruktiv a konsequent an déi Aarbechten an an déi Debatt abruecht. An ech soen och am Numm vun eiser Partei, an dat ouni Schimmt, dass mer mat derzou bäigedroen hunn, dass de Gesetzesprojet, esou wéi en haut zur Ofstëmmung, virläit, besser ass a besser dem Tripartite-Ofkommens vun Enn März entsprécht, wéi déi ursprénglech Version vun der Regierung.

D'Regierung ass zréckgeruddert, jo, mee mir gesinn dat awer net als Schan. Eist Land, eis Wirtschaft, eis Betriber an ech mengen, och de Lëtzebuurger Sozialmodell, déi verdroe keng dräi oder méi Indextranchen op engem Dag. An de Lëtzebuurger Sozialmodell verlaangt, dass wann et dem Land net gutt geet, wann a schwiereger Situatiounen fir d'Land, fir d'Ekonomie a fir deen Einzelnen ginn, een dann zesummen an der Politik an am beschten op dëser Plaz gemeinsam Decisiounen hält.

A mir sinn och grad esou daitlech der Meenung, dass ee politesch waarm Gromperen net soll hannert eng Wal-Echeance leeën. Dat déngt weeder der Majoritéit eppes, nach der Oppositatioun an et déngt virun allem net dem Land an de Leit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, esou wéi mer en haut zur Ofstëmmung virleien hunn, gesäit eigentlech an der Substanz ganz einfach dräi oder véier Saache vir.

Éischtens: Déi Indextranche, déi elo aller Viraussicht no am Juli erfält, déi gëtt op den Abrëll 2023 reportéiert. Fir all aner Indextranchen, an dat soll een och esou daitlech soen, spillt – Stand haut a Gesetz elo – den normalen Indexmechanismus. Déi Indextranche, déi elo vu Juli 2022 op Abrëll 2023 zréckverluecht gëtt, reportéiert gëtt, déi gëtt bis zu engem bestëmmte Montant vun Akommens kompenséiert an zwar iwwert de Staatsbudget mat engem Steierkredit. De maximale Steierkredit, dee läit pro Mount bei 84 Euro netto. An et soll een och kloer soen, dass

dee Steierkredit, wat seng Applikatioun ubelaangt, breet ausgeluecht ass. Zum Beispill een, deen eng Mammerent kritt, dee kritt och de Steierkredit. Zum Beispill e Léierjong oder e Léiermeedchen, déi kréien och de Steierkredit an d'Studenten, déi eng Bourse kréien, kréien dat och an hir Bourse verrechent.

Als CSV, dat soen ech och kloer an daitlech, kënnen mir mat deem System, esou wéi en elo virläit, liewen. Ech wëll awer och grad esou daitlech an objektiv soen, dass een et zu deem System, esou wéi en elo haut gestëmmt gëtt, awer vläicht eenzel Ofstrécher muss maachen oder se zumindest och an der Chamber soen.

Ech hu virdu gesot: De Staat bezilt u sech aus dem Budget eng Lounupassung oder eng Pensiounsupassung, déi normalerweis d'Betriber misste bezuele respektiv de Pensiounssystem.

Dee Käschtepunkt dovunner, wat de Steierkredit ubelaangt, an de Reporter ass virdrun drop agaan, dee läit eleng, wat de Steierkredit ubelaangt, dëst Joer an dat nächst Joer bei iwwe erenger hallwer Milliard, also iwwe 500 Milliounen Euro. Eleng ee Mount, dee kascht zwësche 55 a 60 Milliounen Euro.

Drëtte Punkt: Ech soen Iech ganz éierlech, d'Berechnung vum Statec, wat de Kafkraaftverloscht ubelaangt an op Base vun deenen de Steierkredit vun der Steierverwaltung gerechent gouf, déi verstinn ech – an ech soen et stellverriedend fir déi Leit zumindest, déi bei eis an der Tripartite-Kommissioun waren – nach ëmmer net, trotz alle gutt gemengten Explikatiounen.

D'Finanzéierung vun dem Steierkredit, ech mengen, dat muss een och éierlech soen, déi gëtt eigentlech op Kredit gemaach, well de Staatsbudget, dat wat den eigentleche Staat ass, ass nun emol defizitär an dat hei gëtt zousätzlechen Defizit.

De Steierkredit, dee gëtt individuell ausbezuel, dat heescht, dass dat derzou féiert, an de Reporter ass a sengem Bericht drop agaan, dass mer eigentlech an engem Stot oder a méi Stéit mat selwechem Akommens, verschidde Kompensatiounen hunn. Dat Beispill, wat mer virun zwee Méint gesot hunn, ass och nach ëmmer aktuell. E Stot, deen zwou Paien oder zwou Pensione vu jee 3.000 Euro huet, dee kritt ab Juli eng Kompensatioun vum Staat vun zweemol 84, also 168 Euro netto de Mount. Dee selwechte Stot, deen och 6.000 Euro Akommens huet, an deen déi op Base vun enger Pai oder vun enger Pensioun kritt, dee kritt eng Kompensatioun vu 66 Euro. Dat heescht, mir hunn eigentlech dee selwechte Stot, mat deem selwechte Bedarf u Kafkraaftausgläich, deen ënnerschiddlech betruecht gëtt, ob een oder zwee Akommessen do sinn, ob eng oder zwou Pensionen do sinn. Wann den normalen Indexmechanismus géif spillen, da wier fir dee selwechte Stot, ob eng oder zwou Pensionen oder ob eng oder zwou Paien do sinn, de Kafkraaftausgläich brutto dee selwechten. An et muss een hei – dat ass jo och ënnert anerem vun der Staatsbeamtekummer an hirem Avis mentionéiert ginn, och vun aneren – einfach soen, dass d'Verléierer hei leider awer nach eng Kéier virun allem d'Elengerzéier sinn, well do an deem Stot nëmmen ee Gehalt ass.

De Steierkredit, ech mengen, dat muss een och an aller Offenheet soen, mee dat akzeptéiert een, dee gëtt exportéiert. Wat heescht dat? Mee Leit, déi zu Lëtzebuerg e Salaire hunn, eng Pai hunn, Leit, déi zu Lëtzebuerg eng Pensioun bezéien, awer am Ausland wunnen, déi kréien dee Steierkredit, mee si kënnen zousätzlech an deem Land, wou si residéieren, wann do zum Beispill aner Kafkraaftausgläicher wéi zum Beispill en Energiebong oder soss eppes géif vun

deem Staat bezuel ginn, kënnen déi dat cumuléieren.

Siwente Punkt, deen ech wëll soen, ass deen, dass de System vun dem Steierkredit eng gewëss Selektivitéit fir den eenzelne Bierger huet, well, wéi ech virdu gesot hunn: Wann d'Akommens méi héich ass, geet de Steierkredit degressiv erof, bis en dann herno net méi ausbezuel gëtt, mee déi Selektivitéit, an ech mengen, dat soll een och ganz einfach soen, déi spillt net um Niveau vun de Betriber. Dat féiert eigentlech zu enger Situatioun, dass – loosse mer soen – en Institut, eng Bank oder soss eng Entreprise, déi en zweestellenge oder dräistellige Milliounenebene mécht, eigentlech och d'Lounaugmentatioun, déi en Deel vun hirer Belegschaft kritt, duerch de Staatsbudget finanziert gëtt.

Dës Moosnamen, déi ginn eigentlech alleguerten op den Tripartite-Accord zréck, an d'CSV, soen ech och kloer, steet deem net am Wee. Fir eis, an dat ass de Punkt, firwat dass mer deem zoustëmmen, si mer an enger exceptioneller Situatioun – d'Land, d'Leit um Niveau vun der Kafkraaft – an exceptionell Zäite verlaangen och heiansdo exceptionell Moosnamen.

Fir eis ass dat zum Deel, fir de soziale Fridden hei am Land bäizebehalen, an dee gëtt et nun emol net zum Nulltariff an et ass och zum Deel, fir d'Iwwerliewe vun enger ganzer Rei vu Betriber an dëser schwiereger Situatioun weider ze garantéieren.

E Wuert zum Index, well vum Prinzip hier, ass dat jo den Haaptkär vun dësem Projet. An dat ass och berechtigterweis d'Haaptforderung, dat soen ech och kloer, vu ville Verhandlungspartner, déi ënnerschriwwen an net ënnerschriwwen hunn.

Duerch de Report gëtt, wéi gesot, eng Indextranche reportéiert. Si gëtt awer vum Staat kompenséiert. Fir all aner Indextranchen spillt – Stand haut an dem Gesetz, wéi mir et stëmmen – den normalen Indexmechanismus. Sollt et – dat steet net am Gesetz, mee fir eis ass dat awer selbstverständlech, an dat muss och agehale ginn – zu weideren Indexreporten, Manipulationen oder ech huelen elo keng aner Wiederkommen, dann ...

M. Roy Reding (ADR) | Manipulatioun ass richtig.

M. Fernand Etgen, Président | Här Reding, Dir hutt d'Wuert net. Ech wëll Iech drun erënneren, dass ech dat d'lescht Woch och scho gesot hunn, mee dat hat Dir dunn net héieren, well Der net hei waart ...

(Hilarité)

... dass ëmmer nëmmen deen daerf schwätzen, deen d'Wuert huet.

M. Roy Reding (ADR) | Ech soen Iech Merci fir Är Beleerung, Här President. Dir wësst, dass ech d'lescht Woch ofgemellt war a firwat. A fir de Rescht soen ech: Manipulatioun ass e gutt Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Sollt et zu weideren Indexaussetzung kommen, dann ass et fir eis selbstverständlech als CSV, dass do d'Tripartite am Virfeld muss driwwer befannen, quitte dass déi Derogatiounen, déi zu deem normalen Indexgesetz, esou wéi et de Moment a Kraaft ass, sollen da geschéien, an der Chamber nach ëmmer mussen ofgeseent ginn. An ech soen och gradesou kloer, dass den Index fir d'CSV e volle Bestanddeel vun dem Lëtzebuurger Sozialmodell ass.

Den Index ass en Instrument vun engem Präisausgläich, en Ausgläich vun enger Präisdeierecht. A fir eis ass et kloer, dass wann een dat Sozialt an den Index sollt erabrénge, dat iwwert d'Steiere soll a muss geschéien.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech soen awer gradesou kloer, dass ee sech trotz allem Gudden, wat dese Gesetzesprojet beinhalt, awer kengen allze villen Illusiounen soll higinn. Sécherlech hunn d'Leit am Land, iwwert dat hei eraus, grouss Suergen. De Report vun der Indexbranche mat der Kompensatioun, dat täuscht och net iwwert déi grouss Suerge vu ganz, ganz ville Leit ewech, bis wäit an d'Mëttelschicht vun der Gesellschaft eran.

An Dir wësst alleguerten, dass d'Lëtzebuenger en anert Temperament hu wéi d'Leit—an eenzelen Nopeschlänner. Déi lafen net direkt op d'Strooss. An dat ass och gutt esou, well dat zum soziale Fridden, zur Kohäsion bei eis am Land bäidrëit. Dat heescht awer och an der Konterpartie, dass et un der Politik ass, déi Sensibilitéit ze huelen an ze hunn, fir op d'Suerge vun de Leit anzegoen, och wa se net duerch Manifestatiounen ausgedréckt sinn.

Ech wëll do ganz kloer soen, d'Leit hu vill Problemer de Moment. Si hunn mat héije Wunnensbaupräisser ze kämpfen. Jonk Stéit müssen héich Loyere bezuelen. Jonk Stéit hu sech oft a ganz vill verschélt. An déi Zëns-evolutioun, déi mer an deenen nächste Méint kenne kréien, déi mécht hir finanziell Situatioun net besser.

Vill jonk Leit gehéieren och de Moment zu de sougenannte Working Poor. Dat si Leit, déi schaffen a wou nawell fir Eenzelner den Enn vum Mount oft scho virum 30. kënn, ganz oft de 15. bis den 20. Dat sinn onausgeschwate Suerge vun de Leit, an och déi muss d'Politik besonnesch an desen Zäiten ugoen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Aus deem Grond, an ech maachen do de Verweis erëm zrëck op de Kafkraaftverloscht, deen de Statec berechent huet ... Ech soen Iech et ganz éierlech: Dat, wat d'Leit op der Pompel mussen méi bezuelen, dat ass dat Duebelt. Wat d'Leit mussen méi bezuelen an hirem Remboursement vun de Kreditter, wat an deene nächste Méint kënn, dat schléit an d'Geld. Dat, wat d'Leit méi mussen bezuelen um Niveau vun de Liewensmëttelkäschten, dat schléit an d'Geld, an dann hunn ech nach net ... An ech ginn dovun aus, dass der vill heibannen an och ganz vill aner Leit e Sonndeg, wou Mammendag war, an d'Restaurante waren. Dir hutt gesinn, dass déi och net mat de Präisser erofgaange sinn. Alles dat mussen mer am Hannerkapp halen, wa mer iwwer d'Präisdeierecht a wa mer iwwer de Kafkraaftverloscht vun de Lëtzebuenger an de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen a schaffen, diskutéieren.

Ech wëll och dodrun erënneren, dass mer net kënnen d'Aen zoumaachen – keen, déi do net an déi do och net – ...

(M. Gilles Roth désigne du doigt les députés de la majorité et de l'opposition.)

... dass mer en Aarmutstaux hunn, dee bei de Leit am Duerchschnitt bei 17,5 % läit – extreem! –; dass d'Elengerzéier 41 % ënnert dem Aarmutrisiko liewen. Dat ass dramatesch! Dat ass dramatesch! An dat passt net an e sougenannte räicht Lëtzebuerg.

D'Liewensmëttelkäschten, déi explodéieren, a virun allem, Dir Dammen an Dir Hären, de Spritt, dee schléit och an d'Geld. An ech soen och do ganz kloer am Numm vun eiser Partei: Sprittpräisser vun zwee Euro, vläicht och nach driwwer, dat packen d'Leit net laang. An ech soen och gradesou daitlech, fir eis sinn héich Sprittpräisser keen, wéi et d'lescht Woch ... An ech soen dat ganz kloer: Ech verstinn dat Räsonelement vun déi gréng, mee mir deelen en net. Fir eis als CSV ass et ganz kloer, dass héich Sprittpräisser kee Lenkungselement sinn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Mir fannen net, dass et normal ass, wa Lëtzebuenger elo an Däitschland tanke ginn. Mir fannen et och net normal, wann ee seet: D'Leit kënnen jo op den öffentliche Transport goen, d'Leit kënnen jo Elektroautoe kafen.

Éischtens öffentliche Transport: Vill Dealer am ländleche Raum, sief dat am Süden, am Norden, am Oste vum Land, och am Weste vum Land, déi kënnen sech och net einfach eleng op en ausgebauten öffentlichen Transport zrëckberuffen. Dat geet net vun enger perséinlecher Situatioun, et geet net vun enger beruflecher Situatioun. Leit, déi op Schichte schaffen, déi nuets schaffen, déi kënnen dat einfach net.

An den zweete Punkt ass, deen: Et kann een och net vun de Leit verlaangen, wa se am Éislek wunnen, wa se am déiwe Süde wunnen, wa se am Weste wunnen: Ma kaaft Iech elo einfach en Elektroauto!

Dir Dammen an Dir Hären, also och déi 8.000-Euro-Primm, déi bis zum Porschefahrer ausbezuelt gëtt, domat kann net jiddweree vun haut soen: „Bon, elo verkafen ech mäin Auto. Elo kafen ech emol direkt en Elektroauto mat allen aneren Ufuerderungen, déi un esou en Auto gestallt ginn.“ D'Mobilitéit an déi individuell Mobilitéit, an dat soen ech och ganz kloer am Numm vun eiser Partei, ass net de Privileeg herno vun e puer Happy Few.

An da kënn nach e weidert Element derbäi, dat sinn déi Auswierkungen, déi deen oft esou vill verpönten Tanktourismus grad elo – ech soen: grad elo – op de Staatsbudget huet. De Staatsbudget gëtt finanzéiert, och elo – dat soll een och kloer an daitlech soen –, vun engem Tanktourismus. D'Leit kommen net einfach heihinner fir ze tanken, mee alles, wat dorunner hänkt, dass d'Lëtzebuenger, Leit, déi hei duerchfueren, zu Lëtzebuerg tanken an aner Saache kafen, dat sinn Accisen am Wäert vun enger Milliard Euro.

A mir sinn als CSV der Meenung, ech soen dat ganz kloer, dass een net esou ouni Weideres einfach kann op déi Milliard Euro verzichten.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Well déi Milliard Euro, Dir Dammen an Dir Hären, déi gëtt an engem Staat, dee souwiso schonns defizitär ass, och genotzt, fir dass mer kënnen e gudd Sozialsystem finanzéieren. Mir hätte gärén, dass dee gudd Sozialsystem souwuel an der Santé wéi och op allen anere Sécurité-soziales-Leeschunge ka weider bei eis am Land héichgehale ginn. An deen, dee seet: „Mir kënnen op déi Milliard Euro verzichten“, dee muss och soen, wou a wat fir eng Kompensatiounen en da fir dat do wëllt hierbréngen.

E weidere Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, ass dee vun enger fir eis exzessiver Steierbelaaschtung an déi trifft besonnesch déi breed Mëttelschicht. Ech ginn Iech och do eng kloer Explikatioun. Zënter 2017 sinn elo net manner wéi fënnf Dextranchen erfällt. An déi betreffe virun allem déi Kleng- a Mëttelrevenueen. A grad si ..., an dat gëtt jo verkannt, och vun deenen, déi soen: Ma den Index, dat ass eppes Onsoziales. Ech hu gesot, dat soziaalt Gewësse vum Index, wat en Ausgläich vun der Präisdeierecht ass, déi mussen mer iwwert d'Steiere maachen. An et si besonnesch déi Leit an deenen ëneschten a mëttlere Revenueskategorien, déi, wann den Index spillt, eigentlech duerch de Steiersystem am meeschte belaascht ginn. Firwat? Ma déi kommen nach iwwert dem Niveau vun der Progressivitéit a méi héich Steiersätz, tandis que deen, deen ouni Weideres scho vill verdéngt, souwiso scho bei 42 % läit. Dat heescht, dee gëtt lineär an deem selwechte bezuelt. Dat ass eppes, wat een ëmmer muss am Kapp halen.

A fir eis, ech soen dat riicht eraus, ass et net normal, dass eng elengerzéind Persoun – 41 % liewen ënnert dem Aarmutrisiko –, wann déi e Bruttoloun huet an dat si 4.000 Euro, vun deene 4.000 Euro nach 3.100 Euro netto huet. An Dir wësst alleguerten: Mat 3.100 Euro netto, mat engem Bensinstank, deen och bei 50 Liter schonn iwwer 100 Euro kascht, do ass nach kee Loyer bezuelt, do hunn d'Leit nach näischt giess, do ass nach keen Imprevu um Niveau vun Zänn oder soss eppes anerem geschitt, do ass nach näischt futti gefuer, keng Wäschmaschinn futti gefuer. Do mécht een net méi ganz vill hei am Land. An ech hätte gärén, dass mer och zesumme kucken, dass mer deene Leit entgéintkommen. Dat ass vun deser Regierung oft ze vill no hanne geréckt ginn.

Et kann een natierlech do soen: Ma déi Leit, déi kréie jo Sachleeschungen. Mee mir sinn der Meenung, dass een deem Mëndegen a Bierger, dee selwer seng Entscheidung hält, och muss als Lëtzebuenger oder Mënsch, deen hei wunnt oder hei schafft, kënnen zoutrauen, dass, wann e säi Loun huet oder seng Pensioun kritt, e selwer decidéiert, zu wat fir enge Konditiounen en déi Suen, déi him zur Verfügung stinn, uleet oder net.

E weidere Punkt ass – ech hunn et virdu scho gesot –: d'Working Poor. Dat betrëfft virun allem déi jonk Leit. Well déi jonk Leit, och wa se gutt Ausbildungen hunn – an ech gesinn de Bildungsminister –, hunn och am Privatsektor, och wa se gutt qualifizéiert sinn, net déi héchste Léin. A wa se net vun den Elteren ënnerstëtzt ginn, an d'Elteren hunn dat scho gemaach, fir dass se déi Ausbildung kenne kréien, ... trotz alle Boursen, déi se kréien, hunn d'Eltere sech och Suen ofgespuert, fir dass se kënnen eng gutt Ausbildung kréien. Wann déi an d'Berufsliewen antrieden, da sinn déi och bei aacht Stonnen, déi se schaffen – an oft vill méi wéi aacht Stonnen –, net ëmmer ganz gutt bezuelt an och déi falen zumindest am Ufank vun hirer Karriär, wa se net ënnerstëtzt gi vun doheem aus, oft ënnert déi sougenannte Working Poor.

An de leschte Punkt ass deen: déi héich Energiepräisser. Mir haten dräimol, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer ënner eisem sozialpolitesche Spriecher, dem Här Spautz, gefrot, dass d'Tripartite d'lescht Joer, also am Joer 2021, sollt schonns zesummekommen. Mir hunn och ënner anerem op deser Plaz eng Rei vu Virschléi gemaach, konkret Virschléi, wéi een der Präisdeierecht um Niveau vun der Energie kéint nokommen. Mir haten zum Beispill proposéiert, dass ee sollt d'Steieren, d'Accisen an d'TVA op de Spritt an d'Hëtzes op den europäesche Minimum eroffueren – den europäesche Minimum. Anerer – Polen, Däitschland – gi souguer dorüwer eraus.

Mir haten och proposéiert, Dir Dammen an Dir Hären, am Sënn vun enger wuelverstaner sozialer Selektivitéit, dass ee sollt de Cercel vun deene Leit, déi an de Genoss vun enger Präisdeierechtszoulag, der sougenannter Allocation de vie chère kommen, sollt ausweiten. Dat hätt zum Beispill mat sech bruecht, dass Leit, déi net als Referenzwäert den onqualifizéierte Mindestloun, mee ... Mir hätte proposéiert, zum Beispill de qualifizéierte Mindestloun als Referenz ze huelen. Mir hätten och proposéiert, dass iwwert dee Wee zum Beispill eng Famill mat zwee Kanner mat engem Akomes vu ronn 4.400 Euro och nach kéint an de Genoss dovunner kommen. A mir hunn eigentlech e bësse bedauert, dass déi Virschléi hei eigentlech e bëssen an d'Lächerlech gezu goufen. Déi hätten och de Leit, a besonnesch deenen, déi am Besoin gewiescht wieren, gehollef, fir méi Kafkraaftverloscht ausgeglach ze kréien.

An dann zum Schluss wéilt ech och nach soen, dass mir weiderhi bedauern, dass net weider op eis Fuerderung fir eng Reform vun eisem Steiertablesystem aangaang ginn ass. An ech soe se nach eng Kéier. Mir sinn der Meinung, dass et e Feeler war, dass ee keng Upassung vun der Steiertabell gemaach huet an Zäiten, wou et dem Land gutt gaangen ass.

Eis dräi Virschléi sinn do: Éischtens, den Agangsmontant, op deem een ufänkt, Steieren ze bezuelen, an d'Luucht ze setzen. Mir sinn der Meinung, dass een d'Steiertranché sollt zéien, dat heescht, dass ee manner séier op Spätzsteiersatz kéint. An ech soen och nach eng Kéier an ouni Tabu am Numm vun eiser Partei, dass mir der Meinung sinn, dass Leit, deenen et richtig gutt geet, och mussen eng zousätzlech Steiertranche verdroen. Een, dee 500.000 Euro versteierbaart Akommes huet, dee muss och akzeptéieren, dass e bis no un d'50 %-Grenz kéint – dat ass de Basissteiersatz, dat ass och d'Solidaritéitssteuer, an da kéint jo nach d'Assurance dépendance derbäi –, dass en och dat zäitlech muss verquëssen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Abee, op dës Virschléi ass och bis elo keen agaangen.

(Interruption)

Als Konklusioun, Dir Dammen an Dir Hären: D'CSV steet zum Lëtzebuerger Sozialmodell. Mir stinn zum Tripartite-Ofkommens. D'Gesetz, dat mir haut stëmmen, hu mir weesentlech mat beaflosst, dass et méi no un en Tripartite-Ofkommens erukéint. Mir hunn eis Pflicht an eis Verantwortung iwwerholl an der Kommissioun a mir ware frou, dass de Staatsminister drop agaangen ass, fir eng eegestänneg Tripartite-Kommissioun anzusetzen an och wann deenen zwee Gillen hiert Temperament eng Kéier an enger Sitzung e bëssen uneneegerode war an deen een erausgaange war – jo, Här President –: Gilles Baum, Dir hutt déi Kommissioun exzellent prezidiert!

Plusieurs voix | A!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, dat soll een och soen. Well mir sinn zu engem Resultat komm an zwee Méint an engem weesentleche Punkt. An ech wëll och soen, dass et richtig war, dass déi Tripartite-Kommissioun déi eenzel Verhandlungspartner vläicht net an hirer eegener gewerkschaftlecher Form gesinn huet, mee virun allem, dass se hire Point de vue, ënnerschiddlech Point-de-vue souwuel vum Patronat wéi vum Salarat konnten duerleeën. Och dat war e ganz utile Meinungsaustrausch, wou ee gesinn huet, dass een deen och sollt weiderféieren. An eis Propos ass, dass een dat och während enger nächster Budgetsdebatt sollt esou gesinn.

Mir hunn, wéi gesot, eng konstruktiv Approche geholl. Fir eis ass et weesentlech, dass den Index bäibehale gëtt, a schliisslech si mer der Meinung, dass een zousätzlech zu dësem Accord och muss zousätzlech Moosnamen an Zukunft an d'A faassen, sollt d'Präisdeierecht – a besonnesch um Niveau vun den Energiekäschten – weidergoen, well soss geet et fir vill Leit hei am Land mittel- a laangfristeg net méi op. Mir huelen, wéi gesot, eis Verantwortung am Interessi vu Land a Leit a stëmmen duerfir dësem Gesetzesprojet zou.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Mäi Virriedner huet ganz treffend gesot, dass

d'exceptionnel Situatioun, exceptionnel Zäiten, exceptionnel Moosname verlaangen. Wou e Recht huet, huet e Recht, a wann ech vun eppes schwätzen, dat exceptionnel ass, dann ass et effektiv déi ganz Kompensatiounslogik, an där mer eis hei befannen. Dat ass en Novum an ech sinn och frou, dass sech eng breet Majoritéit hei hannert dësen Novum stellt.

Mir erënneren eis: An den 1970er-Joren huet d'Stolkris eist Land ferm geréselt. „Wann d'ARBED de Schnapp huet, dann néitscht d'ganz Land“, esou huet et deemools geheescht. Deemools war et schonn éischter eng Gripp. D'Situatioun war also ganz eescht. Deemools, wéi haut, stoung vill Aarbechtsplazen an Existenzen um Spill.

Énnert dem deemolege liberale Staats- a Premierminister Gaston Thorn gouf d'Tripartite vu Regierung, Gewerkschaften a Patronat an d'Liewe geruff, fir d'Stolkris zesummen a koordinéiert unzuegoen. Et huet ee sech zesummegeesat, fir zum Wuel vu Leit a Land Accorden ze fannen. Nationalen Zesammenhalt war deemools gefrot: net streiden, net éiweg diskutéieren an och keng sterill Ierbessenzielerei, mee esou wäit wéi méiglech zesummestoen, solidaresch sinn. Et goung schliisslech deemools ëm d'Zukunft vun der Stolindustrie, awer och ëm d'Zukunft vum Land a senge Mënschen. Besonnesch goung et awer ëm d'Zukunft vun allen, vun alle schaffende Leit.

D'Tripartite ass zanterdeem en Deel vum Lëtzebuerger Modell, e Kriseninstrument fir Zäiten, wéi mer se och de Moment grad duerschliwen. Jo, Här President, mir liewe grad a wirtschaftlech onsécheren Zäiten, besonnesch an dëser Period vu steigender an unhalender Inflatoun, vu steigenden Zënsen, vu Liwwerenkpass a Krich. An dësen Zäiten ass d'Politik gefuerdert. D'Leit an d'Betriben wëllen d'Sécherheet hunn, dass d'Politik hir Suergen eescht hält a keen am Ree stoe gelooss gëtt. A genau dorëms geet et hei bei dësem Accord: Et gëtt eebe keen am Ree stoe gelooss!

Fir d'DP ass den Tripartite-Accord, deen d'Regierung mat de Sozialpartner ausgehandelt an ënnerschriwwen huet, en Accord vun der Solidaritéit. Solidaritéit mat de Leit, déi d'Repercussiounen vun der Ukrain-Kris dagdeeglech spieren an déi Krämpes hunn, fir béid Enner um Enn vum Mount beieneen ze kréien. Solidaritéit awer och mat eise Betriben, déi no enger Pandemie virun enger weiderer grousser Erausforderung stinn. Eng Pandemie, déi eis zolidd an Otem gehalen huet an eis gedoen huet, munnech staatlech Ressourcen ze mobiliséieren. No de Moosname vun Energiedësch, déi direkt am Ufank vun Ukrain-Krich entscheet goufen, fir grad deene vulnerabelste Mënschen ënnert d'Äerm ze gräifen, sinn am Solidaritéitspak wichteg Moosname geholl ginn, déi schnellstméiglech bei de Leit a Betriben ukomme sollen.

An der Spezialkommissioun „Tripartite“ hu mir ënnert der kompetenter an engerescher Leedung vu mengem Kolleeg Gilles Baum an enger dach zimmlech strammer Kadenz Sätzungen ofgehal, fir d'Aarbechten esou séier wéi méiglech virunzedriewen a fir prett ze sinn, falls eng nei Indextranche schonn am Juli hätt missen ausbezuelt ginn.

D'Moosnamen aus dem Solidaritéitspak sinn eng wichteg Stäip fir vill Salariéen, Pensionnéierter, Independanten a Betriben hei am Land. Konkreet huet den Accord dräi Ziler. Et geet drëms, de Kafkraaftverloscht ze kompenséieren, Aarbechtsplazen ofzesécheren an de Betriben, Previsibilitéit, also déi berüümte Planungssécherheit, ze ginn.

Här President, den zentralen Acquis vum Accord ass deen, dass de Kafkraaftverloscht vun de Leit, deen duerch de Report vun der Indextranche entsteet,

kompenséiert gëtt. Ech ënnersträichen hei, dass d'Indextranche wierklech just no hanne verréckelt gëtt. Si gëtt net annulléiert. Dës Report ass och fir d'Betriben wichteg, déi an dësen dach awer schwierregen, jo turbulenten Zäiten Previsibilitéit brauchen a weider kompetitiv musse bleiwen, fir an engem internationalen, jo ganz schwierge wirtschaftlechen Ëmfeld, an deem mer wierklech näischt geschenkt kréien, ze bestoen.

Jo, duerch dräi oder souguer méi Indextranchen bannent engem Joer géife vill Betriben an domadder hir Salarié mat onerwaarte Situatiounen, virun allem mat onerwaarte Méikäschte konfrontéiert ginn, déi d'Attraktivitéit vun eisem Standuert par rapport zum Ausland schwäche kéint a soumat och Aarbechtsplazen a Gefor bréngt. Dat wier onverantwortlech. Dat géif Existenzen zerstëieren!

Mir wëllen awer sozial Errongenschaften bewaeren an déi baut een nun emol net op engem wirtschaftleche Kierfecht op. Wirtschaft a Sozialstaat oder Solidarstaat spillen ëmmer op deem selwechten Terrain, net géinteneen, mee mateneen. Et gëtt dat eent net ouni dat anert.

An deem Kontext wëll ech de Patrick Dury, deen ech, denken ech jo, heibannen net muss extra virstellen, zitéieren, deen an engem „Wort“-Interview ganz treffend Folgendes gesot hat: „Manchmal habe ich den Eindruck, dass wir eine akademische Diskussion über den Index führen, also um die Verschiebung und die Kompensierung. Aber wir befinden uns in einer Krise. Die Pandemie ist noch nicht vorbei, seit Monaten haben die Betriebe Probleme mit Lieferketten, die Rohstoff- und Energiepreise steigen und seit Kriegsbeginn verschlimmert sich die Lage zunehmend. Wir diskutieren hier nicht im luftleeren akademischen Raum“, fiert de Patrick Dury weider. „Wir führen keine theoretische Diskussion darüber, ob man eine Index-Tranche verlegen könnte. Wir befinden uns in einer ersten Lage, es geht um den Erhalt von Arbeitsplätzen und die Kaufkraft der Arbeitnehmer und Rentner.“

Léif alleguer, de Patrick Dury, deen d'Situatioun an de Betriben genee kennt, well e se all Dag verfollegt, bréngt et genee op de Punkt a weist, wou de Schong dréckt. An hie seet dat esou treffend, dass een deem eigentlech näischt méi bäizefüge bräicht. An awer soen ech dann och nach emol ganz kloer hei op dëser Plaz. Fir d'Demokratesch Partei steet fest: D'DP steet weiderhin hannert dem Index a stellt dee Mechanismus net a Fro!

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Et ass e wichteg Instrument, fir de soziale Friden zu Lëtzebuerg ze garantéieren. D'Regierung huet dank dem Energiesteierkredit e Wee fonnt, deen et erlaabt, de Kafkraaftverloscht ze kompenséieren an deels souguer ze iwwerkompenséieren. Dat ass en Novum. Iwwerkompenséieren, dat heescht, dass d'Stéit ganz konkreet dank dem Energiesteierkredit um Enn vum Mount méi Suen iwwerwise kréien, wéi wann eng Indextranche erfall wier. An dann ass d'Käisch um Kuch grad déi, dass dës Kafkraaftverloscht pro Stot gerechent gouf, ma d'Kompenséiere sech awer pro Salarié mécht.

Huele mer eng elengerzéiend Famill mat engem Revenu vu 4.200 Euro. Déi kritt dank dem Accord all Mount ënnert dem Stréch 29,16 Euro netto méi u Salaire ausbezuelt, wéi wann eng Indextranche erfall wier, dat ouni, dass d'Betriben déi Zomm direkt selwer droe missten. D'Regierung huet hei ganz séier a pragmatisch op eng komplex an dach séier belaaschtend Situatioun reagiert. D'Leit brauchen elo eng finanziell Ënnerstützung, well d'Inflatoun elo fir vill Leit hei

am Land eng grouss finanziell Belaaschtung ass. Si brauchen dës Suen elo an net eréisch a sechs Méint!

Mir als DP-Fraktioun bekennen eis zu dësem Solidaritéitspak a mir wëssen, datt et net einfach war, fir zu dësem Accord ze kommen.

D'Ausgangspositoun vum Staat, Här President, déi ass bekannt. De Lëtzebuurger Staat huet während der Pandemie immens Ustrengunge gemaach fir ze garantéieren, datt d'Leit hir Aarbecht behale konnten, dank der Deelzäitaarbecht, an duerfir, datt d'Wirtschaft am grouss Ganzen net zesummegebrach ass. D'Zuele ginn eis Recht: Eise PIB ass 2020 ëm – tëscht Gänseféisercher – „just“ 1,8 % zrëckgaangen. Domat war Lëtzebuerg ënnert den Top Dräi an der ganzer Europäescher Unioun. Och eise Wuesstem läit mat 6,9 % zejoert wäit iwwer dem EU-Duerchschnitt.

Abee, deen Erfolleg huet eise Staat och vill Sue kascht: 3,2 Milliarden Euro Defizit eleng am Joer 2020, fir genee ze sinn. Mir woussten, datt eis Hëllefmoossnamen d'Staatskeess géifen enorm belaaschten. A mir hunn dat a Kaf geholl. Et ass dës Approche, déi mir vun den internationalen Organisatiounen recommandéiert kruten. Et ass dat, wat mir gemaach hunn an et ass dat, wat eis Wirtschaft an all schaffend Leit beschützt huet. Mir kruten och vu ville Leit gesot: „Dir hutt dat deemools richtig gemaach, Dir hutt genee dat Richteg gemaach.“

Jo, dës Regierung huet – deemools wéi och haut – genee déi erfuerdert Mesuren, déi richtig Mesur geholl. Och den Tripartite-Accord gétt et net zum Nulltariff.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Ech wëll also wierklech ënnersträchen, datt d'Regierung hei extraordinär Ustrengunge gemaach huet, fir de Familien, alle schaffende Leit, de Betriber, den Independanten, de Studenten an awer och REVIS- an RPGH-Empfänger ze hëlfe. Ech begrëssen dann och ausdrëcklech, datt déi gréissten Oppositounspartei, d'CSV, also déi „nei CSV“, den Accord elo no laangem Hin an Hier matdréit. An ech si frou fir si, datt si elo keng Kaz am Sak musse kafen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | Ech erënnere un d'Joer 2012: Wéi d'DP an der Opposition war, war deemools an der Finanzkris keng einfach Zäit. Et hu misse eng ganz Rei wichteg Decisiounen geholl ginn, dat am Interêt vum Land. D'DP huet dowéinst 2012 als Oppositounspartei hir Verantwortung iwwerholl an d'Gesetz zum Report vum Index matgestëmmt, obwuel et am Verglach mat haut keen Accord ginn ass an obwuel et scho guer keng Kompensatiounsmoossname gi sinn.

Dëse Solidaritéitspak ass deemno ouni Zweifel fir d'Leit déi besser Äntwert op hire Kafkraaftverloscht.

Jo, Här Roth, esou kritischesch wéi Der déi lescht Woche waart – zu Recht, dat ass Är Roll, dat ass Är Verantwortung an ausserhalb, och innerhalb vun der Kommissioun souwisou –, sou kritischesch wéi Dir mam Solidaritéitspak ëmgaange sidd, wëll ech awer net wëssen, wéi entrüst Dir als Majoritéitsdeputéierten 2012 waart, wéi déi kleng a mëttel Akommissen deemools am Ree stoe gelooss goufen. Deemools hu si misse kucken, wéi se mat hirem Kafkraaftverloscht aleng géifen eens ginn.

Dës Majoritéit wollt op jidde Fall dat do net. Si wollt net, datt esou eng Situatioun antrëfft. Mir hëlfe den Leit, déi an dëse schwierigen Zäite Problemer hunn, fir iwwer d'Ronnen ze kommen.

An, Här Roth, net nëmme huet Är Partei 2012 de Leit keng Kompensatioun fir de Kafkraaftverloscht ginn – nee. Är Partei huet souguer d'Solidaritéitssteuer fir kleng a mëttel Revenue vu 4 % op 7 % gehéicht (veuillez lire: vu 4 % op 6 % gehéicht).

(Interruption)

Dir hutt deene Leit d'Steiererhéijung opgedrummt, andeems Der d'Tauxen, also d'Steiertauxen, eropgesat hutt. Dat louch deemools an Är Hand an Dir hutt de Leit domadder och manner Suen um Enn vum Mount iwwregelooss, fir de Frigo an dee berüümten Tank ze fëllen.

Ech kann Iech just soen, datt mat der DP-Fraktioun dës Leit net nëmme keng Steiererhéijungen ze fäerten hunn, mee datt mir hinne mat sozial cibléierte Moossnamen zur Säit stoe wäerten.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | D'CSV kritiséiert zum Beispill och den Energiekredit, Steierkredit an deem Sënn. Si kritiséieren net, datt d'Leit Sue kréien, fir op déi héich Energiepräisser ze reagéieren. Nee, dat hu si jo och selwer gefrot. D'Form vum Steierkredit gétt hei kritiséiert. Erlaabt mer awer op dës Plaz, drun ze erënnere, datt et eeben d'CSV war, déi d'Steierkreditter an eisem Steiersystem agefouert huet. An de Gilles Roth huet dës Decisioun och 2008 verteidegt. De Gilles Roth huet op der Chambertribün deemools gesot. Ech zitéieren hien: „D'Regierung geet mat der Aféierung vum Steierkreditter een innovativen a couragéierte Wee.“ De Gilles Roth huet se „e richtige Schrëtt am Sënn vun enger sozialgerechter Ëmverdeelung“ genannt.

Fir datt d'staatlech Hëllef séier ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Bauler, erlaabt Der, datt den Här Roth ...

M. Gilles Roth (CSV) | Fait personnel.

M. Fernand Etgen, Président | ... reagéiert fir Fait personnel?

M. André Bauler (DP) | Jo, ech si mer däers bewusst, Här Roth. Loosst mech just mäin Abschnitt nach fäerdeg maachen.

Fir datt d'staatlech Hëllef séier, geziilt a sozialgerecht ukënn, huet d'Regierung d'Form vum Steierkredit gewielt. Et entzitt sech mengem Verständnis, wéi am Fong geholl d'CSV däraart géint de Modell vum Steierkredit ka goen, wa si selwer an deemools als couragéiert a sozial gerecht gelueft huet.

Dir kënn elo Är Fro stellen, Här Roth, wann den Här President d'accord ass.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth kritt d'Wuert fir Fait personnel.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, merci, Här President. Et ass net d'Wuert Steierkredit, dat ee vun enger op déi aner Situatioun kann einfach transposéieren. 2008 oder 2009 war ech selwer Rapportier vum deem Projet de loi. Deen ass net geholl gi vun der CSV eleng, mee zesumme vun enger Koalitioun mat der CSV an der LSAP. An do sëtzt de Sozialminister, de fréiere Sozialminister vun der LSAP. An him géif ech dat selwecht erklären, wat ech Iech elo als DP-Deputéierten erklären.

Wat war 2008 esou innovativ? Mee dass een d'Moderatioun, déi d'Stéit kritt hu fir d'Kanner, an e Steierkredit ëmgewandelt huet. Well virdrun huet deen, dee vill verdéngt huet, eng Moderatioun kritt vun 900 Euro an huet déi vun de Steiere kënnen pro Kand ofsetzen. Dat heescht: Deen, deen netto am meeschten do verdéngt huet, war deen, dee vill Steiere bezuelt huet.

An déi Persoun, déi manner verdéngt huet, déi hat dovunner manner Avantage. A fir jiddwieren – de Mindestlounbezéier, dee Kanner huet, den Duerchschnittsverdänger, dee Kanner huet an de Spëtzeverdänger, dee Kanner huet – op déi selwecht Positioun ze setzen, ass duerfir eng negativ Steier agefouert an ausbeuelt ginn ënnert der Form vun engem Steierkredit. Dat war d'Ursach derfir. An duerfir hu mer gesot: Dat war innovativ! Et war d'ailleurs ëmmer eng Fuerderung vun de Gewerkschaften. Dass e Kand e Kand ass, dat ass um Niveau vum dem Kannergeld ëngesat ginn. Dat waren déi 265 Euro. E Kand ass e Kand an um Niveau vum de Kanner ass e Steierkredit e Steierkredit, egal, ob ech elo 2.000 Euro de Mount verdéngen, ob ech 10.000 Euro verdéngen oder ob ech der 40.000 oder 50.000 verdéngen. Dat war d'Ursach. An duerfir war dat innovativ. Dat war gewollt innovativ!

An hei gétt de Steierkredit geholl, fir e Kafkraaftverloscht auszgläichen an obschonn an engem Stot dee selwechte Besoin un enger Kafkraaft ass, gétt dee Kafkraaftverloscht ënnerschiddlech ausgeglach.

Dat ass dat, wat ech Iech wollt soen. Dat ass och dat, wat de Conseil d'État, d'CGFP, d'Chambre des Fonctionnaires, d'Chambre des Salariés mentionéiert hunn. Dir hutt mat Recht gesot, de Conseil d'État hätt gesot, dat wier eng politesch Opportunitéit, an hätt dovun ofgesinn – gemäss dem Gläichheetsprinzip –, eng Opposition formelle ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Dann huet nach den Här Kersch d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, ech wollt och dem Här Bauler soen, dass et selbstverständlech richtig ass, dass de Steierkredit als System agefouert ginn ass ënnert enger CSV-gefëierter Regierung mat der Complicitéit vum der LSAP, wéi mer elo grad héieren hunn. An déi Erklärung, déi den Här Roth gemaach huet, ass och ganz richtig.

Ech wollt deem awer bäifügen, dass e Steierkredit oder d'Selektivitéit, de Krittär vum der Selektivitéit, dass ee selektiv genau deene Leit hëlleft, déi am mannsten hunn, eng Erneuerung war, déi net vun der CSV komm ass, mee déi vun dëser Koalitioun komm ass. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass een dat eng Kéier seet. An déi spillt jo genau och elo bei deem Steierkredit, dee mer haut amgang sinn, ze diskutéieren, nämlech d'Selektivitéit. An dat ass den Ënnerscheid par rapport zu deem Steierkredit, dee mer 2008/2009 agefouert hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch, fir déi Kloerstellung. An domadder ginn ech d'Wuert zrëck un den Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Merci deene verschiddenen Intervenanten. Ech wollt eigentlech soen, wat den Här Kersch elo gesot huet an dat bleift mer dann elo erspuert. Dat sollt e Complement sinn zu deem, wat den Här Roth gesot huet. An da kéint ech weiderfuere mat mengen Ausféierungen.

Ech hoffen alt, datt Der mer déi Zäit elo net urechent, Här President. Ech gesinn, d'Auer ass och elo gestoppt.

Un all déi wollt ech mech nach riichten, déi d'Tripartitesgesprécher kritiséieren, well eeben ee vun de Sozialpartner de finalen Accord net matgedroen huet. Do kann ech just un d'Joer 2012 erënnere. Deemools gouf et, wéi gesot – ech wollt dat awer nach eng Kéier soen –, wuelgemierkt keen Accord tëscht der Regierung an den Tripartite-Partner. Dës Kéier droen awer dräi vu véier Partner den Accord mat.

Déi gréissten Neierung dës Kéier, dat sinn ebenen, ech kann et net dacks genuch soen, déi sougenannt Kompensationsmoossnamen. Dës Kéier huet och de Statoc de Kafkraaftverloscht berechent, sou genee wéi nëmme méiglech. Dës Kafkraaftverloscht gétt elo dank dem neien Energiesteierkredit kompenséiert. Déi Stéit mat klengem Akommes ginn, wéi ech scho gesot hat, iwwerkompenséiert.

A fir mech och vläicht nach eng Kéier ze widderhuelen an och, fir dat ze soen, wat den Här Kersch elo just gesot huet: De Steuerkredit Energie ass awer virun allem eng séier – scho souwiso eng gezielten, mee awer eng séier – Hëllef, déi sozial gestaffelt ass, déi séier kann ëmgesat ginn, op déi een net laang muss waarden. Jo, d'Léisung, déi an der Tripartite fonnt ginn ass, ass wuel net perfekt, mee si hëlleft awer ville Leit direkt a séier, ebenen duerch dee faméisé Steuerkredit Energie, wuel wëssend – fir dat nach emol ze soen –, datt de Kafkraaftverloscht op de Stot ausgerechent ass an net op d'Persoun. Och dat soll nach eemol gesot ginn! Och dat gehéiert zur intellektueller Eierlechkeet!

Eis huet interesséiert, datt d'Leit hire Kafkraaftverloscht esou wäit wéi méiglech kompenséiert kréien, an dat ouni laangwiereg Prozeduren.

Voilà, Léif Alleguer, dës Regierung huet en historeschen Accord fonnt souwuel an der Envergure vum Pak – de Gilles Baum huet dat nach eng Kéier ze ënnersträiche gewosst, wann een d'Envergure versicht, a Milliounen ze chiffrieren –, souwuel an der Envergure vum Pak, wéi gesot, wéi awer och an der Ënnerstützung vun de Leit an de Betriber.

Et muss ee soen, datt et net einfach ass, fir mat verschidde Acteuren ëmmer en Accord ze fannen, dat zemools a Krisensituatiounen, wann et ëm vill geet a wann d'Zäit fortleeft. Heiansdo kënt een net op e gemeinsamen Nenner, heiansdo leeft et ebenen op e Kompromëss eraus, deen net jiddwereen arrangéiert. An dësem Fall awer huet d'Regierung deeglaang mat de Vertrieeder vum Saliariet a vum Patronat verhandelt. Si huet sech esou wäit beweegt, datt et zu engem gudden Accord konnt kommen; e gudden Accord, op dee sech geeneegt konnt ginn an deen, wéi ech erausspiieren, heibannen och wäert breed gedroe ginn.

Et ass en Accord am Interêt vu Land a Leit. Et ass e Solidaritéitspak an dowéinst ginn ech am Numm vun der Demokratescher Partei elo schonn den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, virop dem Gilles Baum e groussen, décke Merci fir dee Rapport an déi vill Aarbecht, déi en an deene leschte Woche mat eis hat. Ech schlësse mech deene Wiederum, déi den Här Roth gesot huet. Dat hu mer zesumme gutt gemeeschtert an Dir hutt dat gutt gemaach. Merci duerfir, Här Baum.

Här President, déi Situatioun, déi mer haut kennen, déi hate mer zanter de 70er-Joren net méi. Deemools sinn och zwou Krisen openee gefall, d'Stol- an d'Pétroskris. Grad wéi deemools, kënne mer d'Krisen haut nëmmen iwwerwannen duerch e konsequent Agräife vum Staat an andeems mer alleguerte solidarisch matenaner sinn. Zanter dem leschten Hierscht hu sech déi geopolitesch a wirtschaftlech Konditiounen dramatesch verännert. Kaum en Expert schwätzt

nach vu Recovery, also vun enger ekonomescher Reprise.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Zanter 17 Woche féiert den Diktator den Kreml e Krich géint d'Ukrain a géint eis Virstellung vun enger friddlecher Weltuerdnung, an där dat internationaalt Recht nach eppes zielt. De Krich an der Ukrain huet, wéi mer alleguerte wëssen, d'Hausse vun den Energiepräisser nach befeiert. D'Pandemie an hir Sutte sinn do an eise Géigende scho bal vergiess. China, déi zweetgréisst Economie vun der Welt, huet wéinst dem Covid Enn Abrëll e Véierel vu senger Populatioun an en haarde Lockdown gesat, wat de Problem vun de Liwwerketten nach emol staark verschäerft huet. Et muss ee keen Dokortitel an der Economie hunn, fir ze verstoen, wat dat alles fir d'Präisdeierecht bedeit.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Déi Europäesch Zentralbank geet an hire Projektionen dovunner aus, dass mir an der Eurozon wäerten dëst Joer eng Präisdeierecht vun iwwer 5 % erliwien. A bei der Geleeeënheet vun eiser Visitt zu London krut de Chambersbüro op der London School of Economics gezielt, dass eng Joresinflatioun vu 5 % iwwert déi nächst fënnef Joer guer net onwarscheinlech wier.

China schéngt zwar wäit ewech, de Corona ass bal vergiess, d'Ukrain konnte vill Leit virun e puer Méint nach net op der Europakaart esou richteg fannen, an dach spiere mir och hei zu Lëtzebuerg d'Konsequenze vun all deem doten. Natierlech op der Tankstell, am Supermarché oder generell um Compte courant, wann Enn des Mounts näischt méi Rescht ass oder net méi ganz vill.

D'Bierger sinn der Präisdeierecht komplett ausgeliewert a kënne sech net wieren. Mee och d'Entreprisë kréien dat doten alles ze spieren. Hir Wuere kommen net un oder mat grousser Verspéidung. D'Energiekäschten an d'Käschte fir d'Matière-premièren, déi explodéieren. Mataarbechter gi krank, falen nach ëmmer aus a kënne net direkt ersat ginn. Wien haut en Auto keeft, dee muss sech dacks iwwer e Joer gedëllegen, bis en iwwerhaupt geliewert gétt. Wie grad baut oder renovéiert, dee kennt d'Schwiergektee vun den Entreprises nëmme allze gutt. Dobäi sinn a ville Betriber d'Keesen eidel no zwou Joer Pandemie, wou der vill hir Reserven opgebraucht hunn.

Wann donieft och nach d'Loukäschten de Kopplabunz schloen, gétt et fir vill Entreprisë richtig existenziell. Nee, net fir all d'Entreprises, mee awer fir vill. Jo, et gétt Amazon oder nach d'Finanzbranche, mee et gétt och de Metzler am Duerf, de Bäcker, d'Epicerie, d'Baufirma oder den Installateur an nach vill aner. Fir si all sinn zwou Krise beieneen der dräi ze vill.

Fir aus dese schwierige Gewässer erëm onbeschiedegt erauszefannen, gétt et eigentlech nëmme ee Wee: d'Äerm eroprämpelen an zesummen no Lösung sichen. Dëst huet d'Lëtzebuerg Regierung och gemaach. Am Sënn vun Sozialdialog huet si d'Sozialpartner am Kader vun enger Tripartite zesummegeeruff, fir zesummen no Léisungen ze sichen. Dobäi ass en Accord erauskomm, dee vum Patronat op där enger Säit a vun zwou Gewerkschaften op där anerer Säit gedroe ginn ass.

Jo, als LSAP bedauere mir, dass den OGB-L, déi Gewerkschaft, där mir eis no fillen, den Accord net huet kënne matdroen. Jo, dat deet eis wéi. Dorunner ass keen Zweifel. Den Indexsystem läit eis als LSAP am Häerz, well et e sozialen Acquis ass, deen d'Kohäsion vun eiser Gesellschaft séichert. Duerfir ass et eis weeder einfach nach llicht gefall, fir déi kommend

Indextranchen no hannen ze réckelen. Nawell si mer der fester Iwwerzeegung, dass mer net kënne d'Aen zoumaachen, wann all dräi Méint eng Indextranche fält.

Näischt maachen, hätt hei Aarbechtsplaze kascht, Chômage generéiert, Betriber an hir Mataarbechter an hirer Existenz bedrot. A mir gesinn haut schonn déi éischt Unzeechen duerfir, wa mer kucken, wéi zum Beispill um Interimsrarché déi fräi Plazen amgaange sinn, drastesch zréckzegoen. De Constat, dass muss vu staatlecher Säit intervenéiert ginn, gétt och, mengen ech, vu jiddweregem gedeelt, och wann d'Meenungen natierlech auserneeginn iwwert d'Manéier wéi.

Fir d'LSAP war et vun Ufank u kloer: Éischtens: Keng Indextranche duerf einfach esou gestrich ginn oder ewechfalen. Zweetens: All zäitlecht Verréckele vum Index muss kompenséiert ginn. Drëttens: All Ëmännerung um automateschen Indexmechanismus muss vun de Sozialpartner gedroe ginn. Véiertens: Den Index duerf a senge Grondsätz ënner kengen Ëmstänn a Fro gestallt ginn.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Am Contraire. D'Erhale vun der Kafkraaft ass esou relevant wéi seele virdrun. De Kampf fir den Indexsystem wäert sech an nächster Zukunft weider intensivéieren, well all déi al Propositione vum gedeckelten oder gréng gefierften – wéi wëllt Der en nennen? – Index erëm wäerten aus der Mattekëscht erausgezu ginn. An aus dësem Grund ass déi Maniff, déi haut virun der Dier war, och net ëmsoss. Och wa si haut géint dëst Gesetz hei proteséiert hunn, sou wäert de Kampf fir d'Erhale vum Index als System muer net eriwuer sinn.

D'LSAP wäert sech mat aller Kraaft géint sämtlech Modifikatiounen um Indexsystem wieren, déi dësen definitiv änneren an aushiege géifen!

D'LSAP ass a bleift och der fester Iwwerzeegung, dass et intellektuell onéierlech, jo, ongeheierlech ass, wann een den Indexsystem aushiege wëllt mam Argument, den Index wier net sozial gerecht.

Den Index war ni en Instrument, fir sozial Gerechtegkeet ze schafen an duerf dat eigentlech och net ginn. Fir méi sozial Gerechtegkeet hierzustellen, hu mir e Steiersystem, an d'LSAP hat och aus guddem Grund den Debat iwwert d'Justice fiscale ugefrot, fir an dëser Fro e Stéckelche virenzekommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'LSAP steet awer hanner dem Accord, deen d'Sozialpartner fonnt hunn. Et ass vläicht net dee beschten Accord vun allen Zäiten, mee en ass awer fir eis duerchaus akzeptabel. Mir fannen eis als Partei dran erëm, well mir de Grondprinzip héichgehalen hunn, a schwierigen Zäiten déi Schwächst an eiser Gesellschaft ze schützen an ze stäerken.

De Mesurëpak, dee bei der Tripartite ausgeschafft ginn ass, dréit net zu Onrecht den Numm „Solidaritéitspak“.

Déi wichtegst Mesure an eisen Aen, dat ass déi vum Crédit d'impôt énergie, mat deem mir séier a sozial cibléiert de schaffende Leit hei am Land ënnert d'Äerm gräifen. Esou kritt e Saliarié, deen den onqualifizéierte Mindestloun verdéngt, netto 42 Euro méi de Mount mam neie Steuerkredit, wéi e soss mat enger Indextranche kritt hätt. En Elengerzéiende mat engem Bruttoakomes vu 4.500 Euro de Mount, kritt 26 Euro méi de Mount mam Steuerkredit wéi mat enger Indextranche. Vereinfacht duergestallt: Falls et dann effektiv néng Méint sollte ginn, kritt e Mindestlounempfänger iwwert déi nächst néng

Méint souwuel den Index kompenséiert wéi och nach 378 Euro drop.

Richtig ass och ze soen, dass Salairen téschent 68.000 an 100.000 Euro net méi de ganzen Index ausgeglach kréien an dass dann d'Païen iwwer 100.000 Euro d'Joer nâischt méi kréien. Dat heescht konkret, dass zwee Drëttel vun alle Salariéen am Land méi kréien duerch e Steierkredit wéi duerch eng Index-tranche. Den ieweschte Sechstel vun alle Salariéen am Land verdéngt méi wéi déi 100.000 Euro a kritt duerfir keng Kompenséierung.

Wann ee mat de Leit schwätzt a wann een och déi rezent Sondagë kuck, gëtt et hei am Land och e gewéssent Versteesdemech, dass net all Mënsch d'Indextranche kann integral kompenséiert kréien. Dëst ass fir mech e positiiwt Zeechen, well et nach eng Kéier ënnermauert, dass mir e Land vun der gelieferter Solidaritéit sinn, wou déi, deenen et finanziell gutt geet, och bereet sinn, e Stéck zréckzestoe fir déi Leit, deenen et méi wéi deet, wann de Liter Mëllech oder de Pak Nuddele méi deier gëtt.

Am Solidaritéitspak sinn doriwwer eraus natierlech och equivalent Mesuren zum Steierkredit fir Beneficiarië vum REVIS a fir Studenten. Weider ass eng temporaire Reduktioun vun de Präisser op der Poppel a beim Brennes ëm 7,5 Cent de Liter ëmgesat ginn, d'Afréiere vun de Loyere bis den 31. Dezember, eng Revalorisatioun an Ausdeenung vun de Loyer-subsventiounen, Hëlfelefen a staatlech Garantii fir eis Entrepreneuren, déi ënnert den Energiepräisser ze leiden hunn, a verstärkt Hëlfelefen fir hir Energietransitioun.

Mir hunn, mengen ech, an eiser parlamentarescher Aarbecht allegueren den Effort gemaach, u jidder-een ze denken a keng Gesellschaftsgrupp ze vergiesen. Weeder d'Léiermeedchen nach de Pensionnaire goufen op der Säit gelooss. Dese Solidaritéitspak chiffriert sech op iwwer 800 Milliounen un direkten Depensen am Staatsbudget. Dat ass net nâischt!

Ech wéilt och nach eng Kéier drun erënneren, dass mir 2020 d'Allocation de vie chère verduebelt hu fir dat Joer, dass mir se 2021 ëm 10 % gehéicht hunn an dëst Joer nach eng Kéier ëm 200 bis 400 Euro, dass mer och de Mindestloun ëm 100 Euro gehéicht hunn. Alles dat kënnt de Leit mat klengem Portmonni zutt.

Fir d'LSAP-Fraktioun wier et och net a Fro komm, d'Kannergeld net weider ze indexéieren, e puer Méint nodeems mir d'Reindexéierung erëm agefouert haten.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Wann ech esou iwwer eise Bord vum Teller erauskucken, wéi an eisen Nopeschlänner probéiert gëtt, Léisungen ze fannen, da mengen ech, dass mir eis iwwerhaupt net ze verstoppe brauchen. De Bléck an d'Ausland ass warscheinlech och dat bescht Argument fir eisen Indexsystem. Bei eis muss net Secteur fir Secteur eenzel verhandelt, taktéiert, gestriden oder gestreikt ginn, fir d'Léin un d'Präisdeierecht unzepassen. Mir wësse jo, dass der do ëmmer op der Streck bleiwen.

Mir sollten och net vergiessen, dass nieft dem Solidaritéitspak vun iwwer 800 Milliounen schon um Energiedësch eng 75 Milliounen Euro deblockéiert goufen, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, zum Beispill de Gasclienten oder och nach bei dem Elektreschen. „Wou gëtt et dat an der Welt?“, froen ech Iech, an d'Äntwert ass: „Néierens“.

Här President, d'Situatioun, an där mir sinn, ass awer immens volatil. Et ass schwéier, bal onméiglech, virauszékucken. Kee weess, wat muer oder iwwermuer ass. Vun engem Mount op deen anere goufen

d'Prognose vum Wuesstem halbéiert an déi vun der Inflation, déi hu sech verduebelt.

Duerfir ass et richtig, dass sech d'Regierung mat den Amendementer nach eng Kéier kloer engagéiert huet, d'Tripartite zesammenzeruffen, sollt sech d'Situatioun verschlechteren. Op dëser Plaz geet dann och mäin Appell un d'Regierung: Wann eng weider Tripartite misst zesummekommen, maacht et matzäiten a loosst Iech och déi néideg Zäit fir ze verhandelen! Ënner Drock ass et ëmmer schwéier, op e gemeinsamen Nenner ze kommen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Esou schwéier d'Situatioun de Moment och ass, däerfe mer awer net schwarzgesinn. Eist Land huet déi néideg Capacitéiten, fir den ekonomesche Schued vun deem Krich bei de Biergerinnen a Bierger engersäits a bei eiser nationaler Economie anersäits auszugläichen.

Eis Staatsschuld ass nach ëmmer niddreg. Am Gesamtstaat hu mir d'Joer 2021 mat engem Iwwerschoss vun ëmmerhi 650 Milliounen Euro ofgeschloss. Am Zentralstaat hu mer d'lescht Joer just e klengen Defizit vun 326 Milliounen enregistriert. Dat ass en Zéngtel vum Defizit vun deem Joer virdrun. Eise PIB hat schon am drëtten Trimester 2021 erëm säin Niveau vu virun der Pandemie erreicht.

Virun allem um Aarbechtsmarché gesäit een awer, dass eis Fundamenter gesond sinn. Iwwert déi lescht dräi Joer sinn netto eng 40.000 Aarbechtspolazen geschaf ginn – trotz Pandemie. De Chômage ass Enn Abrëll mat 4,7 % esou déif wéi zanter Enn 2008 net méi. Dës Situatioun ass keng Selbstverständlechkeet a se kënnt och net vun ongeféier. Si ass och d'Resultat vun der couragéierter Decisioun vun der Regierung, fir direkt der Pandemie ze begeien, zum Beispill mam Chômage partiel. Dëst huet vill Savoir-faire an de Betriber gehalen, mee virun allem awer vill Salariéen a vill Familjen ofgeséchert.

Mir hunn deemno als Grand-Duché – anescht wéi an anere Länner – eng gesond Ausgangssituatioun. Dëst bedeit, dass mir och déi néideg finanziell Mëttelen an d'Hand huele kënnen, fir esouwuel d'Stéit hei am Land wéi och eis Economie an dëser schwieriger an oniwwersichtlecher Zäit ze ënnerstützen.

De Sënn an Zweck vun eiser Politik besteet doranner, Aarbechtspolazen ze erhalen. Dat hu mer bis elo fäerdigbruecht. An de Pandemie-joren 2020 an 2021 goufen et manner Faillite wéi nach 2019. Eleng de Chômage partiel an de Congé pour raisons familiales an der éischer Well vun der Pandemie hu net manner wéi 15.000 Aarbechtspolazen gerett.

Mir wäerten dës Efforte weiderféieren, fir eis Economie weider ze stabiliséieren an domadder dem Salarat weider zur Säit ze stoen. Op d'LSAP ka sech all Salaré hei am Land verlossen. A schwéieren Zäite kënnt et dorobber un, dass een net aus der Héft schéisst, mee dass ee mat roueger Hand reagiert an dass ee verlässlech ass. A schwéieren Zäite sinn net déi populär Decisiounen gefrot, mee déi richtig; déi, déi eis zesammenhalen an déi, déi eis aus der Kris erausféiere kënnen.

Eist Instrument vun der Tripartite ass duerfir dat Richtig. Jidder ee muss an esou Verhandlungen dat grousst Ganzt am Bléck behalen an e bësse Waasser a säi Wäi schédde kënnen, fir dass et zu engem Accord komme kann. An ech mengen, och behaupten ze kënnen, dass an dëser Tripartite de Wëllen, am Interess vum Land zu engem Accord ze kommen, iwwerwien huet.

Mir sinn och net am selwechten Zenario wéi 2008 bei der internationaler Wirtschafts- a Finanzkris. D'Kris,

an där mir eis allegueren haut befannen, ass net ausgeléist gi vun der Gier vun internationale Bankenhaiser. Duerfir bréngt et eis och iwwerhaupt net weider, wa mir mam Fanger op deen een oder op deen anere weisen. All Sektor spiert méi oder manner direkt d'Konsequenze vum Krich an der Ukrain. Onsicherheit iwwert déi makroekonomesch Evolutioun ass fir guer keng Entreprise gutt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, politesch Responsabilitéit ze droen ass den Ament keng einfach Saach. D'Onsicherheit si grouss a kee Mënsch ka virausgesinn, wéi et an deem Zäitalter vun de multiple Krise viruegt.

Wéi ech allerdéngs scho gesot hunn, ass eist Land op zolidd Fundamenter gebaut. Mir hunn eng staark Economie, déi sech scho méi wéi eng Kéier nei erfondt huet. Mir hu virun allem och eis Biergerinnen a Bierger, déi Empathie a Solidaritéit weisen, natierlech mat den Ukrainerinnen an Ukrainer, mee och méi generell mat de Leit bei eis, deenen et manner gutt geet. Dës mënschlech Stærkt ass op d'mannst genee esou kruzial fir eist Land wéi seng ekonomesch Stærkt.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | De Franklin D. Roosevelt huet d'Rudder vu sengem Land iwwerholl a ganz schwierigen ekonomeschen Zäiten. A senger Untrëtsried sot en dëst: „The only thing we have to fear is fear itself.“ Ech fannen, an dësem Saz ass ganz vill Wourecht dran a mir sollten eis dese Saz bei alle Widdregkeeten, déi mer observéieren oder och emol selwer erliewen, héiansdo zu Häerz huelen. Nëmme wa mer zouversichtlech bleiwen, kënnen mir och d'Erausforderungen ugoen – zesammen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Cruchten. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché. An d'Madamm Lorsché huet och direkt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Coronapandemie an elo och de Krich an der Ukrain hunn eis bäibruucht, datt mer mat Onsicherheit mussen liewen. An déi nächst Méint gi ganz sécher méi licht fir Mënschen, déi Onsicherheit kënnen aushalen, Onsicherheiteten am Sënn vu Volatilitéit, Ongewëssheet, Komplexitéit an Ambigüitéit, déi sech am Begrëff „VUCA World“ (ndlr: volatility, uncertainty, complexity and ambiguity) erëmfinden. Dësen Akronym ass Enn vun den 1980er-Joren an den USA gepräägt ginn, fir den onstabilen Zoustand vun der Welt nom Enn vum Kale Krich ze beschreiwen.

Haut ass net nëmme eist relativ krisefest Lëtzebuerg mat groussen Ongewëssheete konfrontéiert, och vill aner Länner mussen ëm hir Sécherheet am breede Sënn fäerten. Am meeschte betrafft ass d'Ukrain; e Land, wat ganz aner Suergen huet wéi déi, en Accord téscht der Regierung, de Sozialpartner an de Gewerkschafte gesetzlech ze verankeren, fir de Schued vun enger krichsbedéngter Kris a Grenzen ze halen.

Domat wëll ech d'Wichtigkeet vum Tripartite-Accord an d'Gesetz, wat mir haut stëmmen, ganz sécher net klengrieden. Ech wëll awer ze bedenke ginn, datt dat, wat d'Mënschen an der Ukrain erliewen, a kenger Relatioun steet mat de Problemer, déi eis zu Lëtzebuerg beschäftegen.

Fir Lëtzebuerg huet dese Solidaritéitspak effektiv eng grouss Bedeitung. An op en Neits stellt sech domat eraus, datt de Sozialdialog an eistem Land groussgeschriwwen gëtt, wann et drop ukënn.

Ëmsou méi bedauerlech fanne mir et dowéinst nach ëmmer, datt eng ...

(Coups de cloche de la présidence)

... vun den dräi grouse Gewerkschaften d'Boot verlooss huet.

Allerdéngs ass och dës Decisioun ze respektéieren, ganz einfach well se zu enger lieweger Demokratie gehéiert. A wann d'Tripartite dann erëm opgeholl gëtt, huelen ech un, datt den OGB-L erëm um Dësch sëtz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng begrësse mir jiddwerfalls, datt mam Projet de loi vun haut Neel mat Käpp gemaach ginn. Den Tripartite-Accord huet de Wee an d'Legislatioun gepackt a stéisst no längerer Diskussiounen, déi ganz konstruktiv waren, op eng grouss Ënnerstützung an der Chamber. Dat ass erfroerlech an e wichteg Zeeche vu Solidaritéit. Dat soen ech engersäits an d'Richtung vun der CSV, wou ech muss soen, datt d'Diskussiounen effektiv ganz konstruktiv waren, och wann eemol de Sall verlooss ginn ass. Dat gehéiert dann derzou. Ech soen et awer och a Richtung vun Gilles Baum, deen d'Kommissioun kollegial a kompetent geleet huet an haut och nach e ganz gudd Rapport hei ofgeliewert huet. Merci.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Datt d'Regierung sech engagéiert, de Sozialdialog nees opzehuelen, sollt et sech erausstellen, datt d'Inflatioun weider Indexextranché mat sech bréngt, ënnerstëtze mir an deem Kontext ganz besonnesch.

Mir befannen eis, wéi gesot, an enger Zäit, an där villes volatil an imprevisibel ass. Mam Amendement, wat d'Regierung selwer abruecht huet, ass dem Facteur vun der Imprevisibilitéit Rechnung gedroe ginn, wuel wëssend, datt sech och am internationale Kontext ganz vill Froe stellen, déi en Impakt op d'Inflatioun kënnen hunn a warscheinlech och wäerten hunn.

Wéi entwéckelt sech de Krich an der Ukrain? Gutt gesäit et jo net grad aus. Ginn d'Sanktiounen op béide Säite verstärkt? A wat ass de mëttel- a laangfristegen Impakt vun de Sanktiounen op eis Ekonomie an op eis Aarbechtsplazen? Wéi entwéckele sech d'Zënsatz? Déi lescht Woch huet d'EZB jo schonn annonciert, datt se d'Zënsen am Juli wäert erhéijen.

Wäert de Covid am Hierscht nach eemol en Impakt op eis Ekonomie hunn oder net? Och dat ass fir eis eng berechtigt Fro, déi haut weeder vun de Wëssenschaftler a Fuerscher nach vun den Ekonomisten, Finanzexperten oder Statistiker beäntwert ka ginn.

A gerode mer wéinst all deene Facteuren, déi ech elo genannt hunn, net an eng Rezessioun? Kee kann haut wëssen, wéi et weidergeet, an och déi besch Berechnung vum Stateg ginn eis just eng Indication vun deem, a wéi eng Richtung et kéint goen – mat Betoung op „kéint“.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dir Dammen an Dir Hären, grad an onsécheren Zäite wéi dësen ass de Staat gefuerdert an domat och d'Regierung. Hir Aufgab ass et, souwuel d'Bierger/inne wéi och d'Betriber souwäit wéi méiglech virun de Konsequenze vun der Kris ze schützen an do ze hëllefen, wou d'Hëllef am meeschte gebraucht gëtt. Dat huet an der Covidpandemie scho gezielt an dat zielt och elo an der Tripartite, wou am Dialog mat Patronat a Gewerkschaften decidéiert ginn ass, déi Schwächst an der Gesellschaft am meeschten ze stäerken, well et si si, déi proportionell zu hirem Akommes am stäerkste

vun der Inflatioun beträff sinn, besonnesch um Niveau vun den Energiepräisser.

Une voix | Ganz richtig!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | An et si si, déi d'Enner um Enn vum Mount oft schwéier zesummekréien. Dowéinst sti mer voll a ganz hannert dem Crédit d'impôt énergie, dee mat dësem Projet de loi selektiv fir déi ënnescht a mëttel Lounklassen agefouert gëtt an déi op den 1. Abrëll 2023 verréckelt Indexextranche an dës Lounkategorien iwwerkompenséiert. Esou eng cibléiert a sozial gerecht Moosnam gëtt et kaum an engem anere Land a se ass och eng Première fir Lëtzebuerg.

D'Zuele vum Stateg bestätegen de Sënn vun dëser Moosnam, och wann Einzelner behaupten, déi virleend Zuele wiere just eng Moyenne. Dat ass net falsch. Et ass och richtig, datt d'Extremer net all am Detail consideréiert ginn. Dozou wëll ech awer dann nach zwou Saache soen.

Éischtens: D'Zuele vum Stateg weise ganz kloer, datt d'Moosnamen, déi zanter dem Ufank vum Joer scho geholl goufen, de Pouvoir d'achat an allen Akommeskategorien däitlech gestärkt hunn. Am léifste géif ech d'Wuert „Pouvoir d'achat“ duerch „Pouvoir de vie“ ersetzen, fir auszedrücken, datt d'Liewen an d'Liewenskonditiounen an enger Kris méi eng grouss Bedeitung mussen hu wéi de Konsum, woumat ech net dat mengen, wat e Mënsch brauch, fir wierdeg ze liewen – dohier „Pouvoir de vie“.

Egal wéi een et nennt, bei deenen niddregste Revenue schwätze mer beim Steierkredit vun iwwer 450 Euro am Mount. D'Tabelle si bekannt.

Um Niveau vun de Besoins essentiels de la vie, wouzou och d'Alimentatioun gehéiert, stellt dee Montant ganz sécher eng bedeiend Hëllef duer a mécht ville Mënschen d'Liewe méi einfach.

Wat d'Student/innen ueget, esou kënnen si natierlech net vun engem Steierkredit profitéieren. Als Géigelleschtung kréie si dofir awer e Plus vun 10 Milliounen accordéiert. An och dat muss gesot ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Zweetens: Eebe grad well et vill verschidde Liewenssituatiounen gëtt, ass déi breetgefächert Approche vu verschidde Hëlfelefen am Tripartite-Accord pertinent. Mam Accord kënnen mir e Maximum vun deene méi vulnerabele Stéit errechen, wou ech dann eeben net just vum Steierkredit schwätzen.

Zesumme mat all deenen aneren Hëlfelefen, déi net nëmme am Tripartite-Accord, mee scho virun um Energiedësch an am Beräich vum Logement festgehal goufen, huet dës Regierung e globale Solidaritéitspak vun 850 Milliounen Euro op d'Schinn bruecht, vun deem d'Mënschen an anere Länner nëmme kënnen dremen.

D'Verréckele vun der zweeter Indexextranche vun dësem Joer op dat nächst huet sengersäits näischt mat Indexklau oder mat engem iwwerdriwwene Kaddo an d'Betriber ze dinn. D'Verréckele vun där Tranche huet berechtigt Grënn. An dës Moosnam berout ganz genee op deem, wat an der Vergaangenheet scho méi oft am Konsens mat alle Sozialpartner decidéiert ginn ass, net zulescht 2012, allerdéngs ouni selektive Steierkredit. Virun allem de klengen a mëttelgrouse Betriber liwwert d'Verréckele vun der Indexextranche dee finanzielle Sauerstoff, dee se brauchen, fir trotz der rasanter Inflatioun ze iwwerliewen a keng Leit entloossen ze mussen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dir Dammen an Dir Hären, de Gros vun de Betriber zu Lëtzebuerg si

keng Multinationellen, déi och a Krisenzäiten aus dem Volle schöpfe kënnen a sech och a Krisenzäite seenen – ouni Rücksicht op Verloscht vun Aarbechtsplazen a sozialer Stabilitéit. An deem Kontext ginn ech de Gewerkschafte Recht, wa se kritiséieren, datt op deem Plang nach en Detailbarometer muss erstallt ginn, eng Detailanalys.

De Gros vun de Betriber – dat wëll ech awer dann doropshi betounen –, déi zu Lëtzebuerg implantéiert sinn, si kleng a mëttelgrouse Familljebetriber, déi op eng gewisse Planungssécherheet ugewise sinn.

Une voix | Ganz richtig!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann dës Betriber hir Rechnungen net méi kënnen bezuelen, sech verschëlden an hir Aktivitéite reduzéieren, wa se sech aus Angscht virun inflationäre Präisser net méi un de Marchés publics bedeelegen – wat d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce an de Kommissiounen ënnerstrach hunn an do virdu gewarnt hunn –, wann dës Betriber Leit entloosse mussen, da leit dorënner net just d'Patronat, da leit dorënner och d'Salariat, an net ze knapp!

D'Medail huet also zwou Säiten, oder anescht ausgedréckt: Patronat a Salariat sinn zwou Säite vun där selwechter Medail, an déi Medail däerf net ausernee-gerappt ginn.

Mam virleende Projet de loi kréien d'Betriber zwar net déi komplett Planungssécherheet, déi se sech eigentlech erhofft hunn. Zumindest wësse se awer schonn elo, datt déi imprevisibel Inflatioun zumindest net drop erausleef, datt se direkt dräi – oder wie weess wivill – Indexextranche op ee Coup mussen ausbezuelen. Dat schützt net nëmme den Emploi, et verhënnert och, datt d'Betriber d'Méikäschten un hir Clientë weiderginn. An och dat wär nodeeleg fir d'Stéit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech den Tripartite-Accord verteidegen, da wëll ech domat net soen, datt et mat deem Accord gedoen ass an datt een d'Lidd vum Heinrich Heine ka sange mam Titel „Die Welt ist so schön und der Himmel so blau“. Dat ganz sécher net, wa mer dës Projet de loi gestëmmt hunn.

Den Accord ass allerdéngs eng gutt a verrietbar, eng sënnavoll Reaktioun op déi aktuell Entwécklung, déi vun enger Inflatioun gepräagt ass; eng Inflatioun, wéi mer se nëmme sielen erliewen. A well dës Inflatioun nun emol onberechenbar ass, ass et och evident, datt „step by step“ op d'Entwécklung reagiert muss ginn an datt d'Moosnamen dee Moment am konstruktiven Dialog weiderhin ugepasst mussen ginn. Dat bedeit, datt mer d'Evolution fest am Bléck muss behalen a falls néideg mat weidere sozial a ekonomesch cibléierte Moosnamen muss reagieren. Dee Moment ass et wichteg, datt déi éischt Erfahrungswärter aus deene schonn decidéierte Moosnamen aflësse sollen.

Ech denken hei virun allem un d'Reduzierung vu 7,5 Cent um Spritt, déi net op eiser Mësch gewuess ass – dat wësst Der alleguer –, mee déi mir bekanntlech aus Solidaritéit zu de Verhandlungspartner an aus der Kompromissbereitschaft erasumgedroen hunn, wuel wëssend, datt och déi aner Verhandlungspartner kompromissbereit waren. Dat ass nun emol de Geesch vum all Tripartite.

Haut stellt sech eraus, datt d'Reduzierung um Spritt effektiv net der Weisheet leschte Schluss ass. Am Ausland, zum Beispill an Däitschland, wat op méi grouse Erfahrungswärter zrëckgräife ka wéi Lëtzebuerg, beweist sech nämlech schonn haut, datt esou en Tankrabatt net déi effikaste Mesure ass, fir de Stéit ze hëllefen.

Den Effekt – geet aus der internationaler Press er vir – verpufft zum groussen Deel a kënt virun allem net nëmme bei deenen ënneschte Schichten un, déi d'Ënnerstëtzung am néidegsten hunn. Villméi lafe Rabatter wéi dësen op eng Géisskanepolitik fir Besserungsverdänger eraus, déi mat grousser Bensinner an Dieselautoe wäit fuere wëllen.

Deem géintiwir kommen eis Moosnamen, deem géintiwir kommen d'Mesurë wéi de Steierkredit a vill aner Hëllefen tatsächlech bei deenen un, déi se brauchen – eebe grad och bei deenen, déi e Bensinnauto, en Dieselauto brauchen, déi drop ugewise sinn an domat mussen fuere, an och déi, déi sech keen Elektroautoe kënnen leeschten. Dat nennt sech net Verbuetspolitik, dat nennt sech cibléiert Ënnerstëtzungspolitik.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | An och an deene Beräicher – dat wëlle mer zouginn – gëtt et e gewësenen Handlungsbedarf. Fir eis ass dat e wichtege Punkt, deen ech kuerz wéilt erklären.

Viru genee engem Mount, hat d'Familljeministesche Corinne Cahen op eng mëndlech Fro vun eiser Fraktiounskolleegin Djuna Bernard geäntwert, datt zu deem Moment eréischt knapp 400 Biergerinnen a Bierger d'Prime énergie ugefrot hätten. Fir déi Primm sinn awer ganzer 10.000 Mënschen eligibel. Dat heescht, net emol 5 % haten d'Hëllef bis dohin an Usproch geholl, obwuel se eigentlech drop ugewise sinn.

Sollten aktualiséiert Zuele virleien, wiere mer natierlech frou, déi ze kréien, an der Hoffnung, datt sech eppes beweegt huet.

Dat ass awer net de sprangende Punkt. Ech hunn dëst Beispill éischter genannt fir ze weisen, wéi wichteg et ass, gutt a verständlech mat de Biergerinnen a Bierger ze kommunikéieren. Wann et drëms geet, déi sozial schwach Familljen ze ënnerstëtzen, da muss ee se jo och fir d'éischt emol errechen. Dat ass an eisem klengen Land net ëmmer ganz einfach, wann een d'Sprochevillfalt kuckt. Domat wëll ech och kengem d'Schold zouschiben.

Et ass einfach e Problem, dee mer och schonn an der Pandemie kennegeleiert hunn, wou mer gemierkt hunn, datt déi sozial schwach Familljen, am Ufank jiddefalls, am mannste vun der Impfung Gebrauch gemaach hunn, well se net woussten, wéi se sech sollten uleeën.

Ech kommen zum Logement, deen och sozial schwach Familljen natierlech am stäerkste betrëfft. Ech schwätze vun de Logementspräisser. Och an deem Beräich muss Ënnerstëtzung flëssen.

D'Situatioun um Wunnengsmaat war scho virum Klamme vun der Inflatoun immens belaaschtend. A mat deem Gesetz ënnerstëtze mer dann d'Locataire mam sougenannte „Gel des loyers“, dee jo schonn eemol an der Pandemie decidéiert gi war. Nach méi wichteg – vill méi wichteg – gëtt awer den zweeten Deel vun deem Gesetz, de Projet de loi 8000B, deen an d'Logementskommissioun transferéiert ginn ass an deem ech haut dowéinst net virgräife wëll.

Dat féiert mech dann zu mengem zweetleschte Punkt, an zwar zu deem vum Aarmutrisiko, dee sech scho virun der rasanter Inflatoun méi bemierkbar gemaach huet. Déi nei Zuelen aus dem „Panorama social“ ënnersträchen dës bedenkelech Entwécklung, virun allem bei den elengerzéien a bei de kanneräiche Familljen.

D'Regierung huet, wéi scho gesot, drop reagéiert, mee d'Inflatoun riskéiert, de strukturelle Problem vun de klammenden Ongläichheeten an der Aarmut

weider ze verschäerfen. Onofhängeg vun de kuerzfristegen Hëllefmoosnamen, déi mat deem Projet de loi decidéiert ginn, muss also och iwuerluecht ginn, wéi mer deene Stéit dauerhaft um strukturellen Niveau kënnen hëllef.

An deem Sënn geet et effektiv net duer, just vum Index ze schwätzen, well deen eleng wierkt keng Wonnner. Dat wësse mer alleguer. D'Léisung läit fir eis ganz kloer a méi enger gerechter Steierpolitik, an do gëtt et vill verschidde Weeër, fir och do méi geziilt a cibléiert virzegoen.

D'Steierdebatt, déi an engem Mount stattfënnt, plus ou moins, bitt eis d'Geleeënheet, eis am Detail domat auserneezenesetzen an ze kucken, wou d'Gemeinsamekeiten an d'Differenzen dann och tëscht de Parteien heibanne leien. Et gëtt bestëmmt spannend.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dëse Projet de loi haut stëmmen, dann ass dat manner spannend. Et ass eng Noutwendegkeet fir eist Land a fir seng Biergerinnen a Bierger.

An dann däre mer eppes net vergiessen: Mir därefen net vergiessen, datt d'Kris, déi dëse Projet de loi noutwendeg gemaach huet, virun allem d'Resultat ass vun eiser grousser Ofhängegkeet vu fossillen Energien.

Carrement entscheidend, fir d'Sécherheet nees ze erhéijen an Zukunft, ass dowéinst net eleng dëse Projet de loi – loin de là. Entscheidend sinn och déi sëllegen aner Moosnamen, déi d'Energietransitioun beschleunegen a geduecht sinn, fir der Ofhängegkeet vun de fossillen Energien en Enn ze setzen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Elo, wou d'Präisser vun de fossillen Energien explodéieren an déi vulnerabel Schichten nach méi vulnerabel maachen, schwätze méi Argumenter wéi jee fir eng schnell, propper a sécher Energietransitioun als Garant vu Versuerungssécherheet, Gerechtegkeet a Fridden, net awer fir eng Politik, déi d'Ofhängegkeet vu fossillen Energien nach férdert.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Souwuel den Tripartite-Accord wéi och d'Moosnamen, déi ausserhalb vum Accord op d'Schinn gesat gi sinn, droen deem wichtege Aspekt Rechnung a sinn e weidert Argument, firwat mir dëse Projet de loi mat Iwwerzeugung stëmmen.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. A merci nach eng Kéier de Membere vun der Kommissioun fir déi konstruktiv Aarbecht, déi do geleescht ginn ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Lorsché, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser eng Fro stellt?

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Et hänkt dovunner of, ob en erëm e Film wëllt op Facebook setzen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, nee, nee. E kéint se och direkt anschlissend stellen, well hien ass direkt deen nächste Riedner.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech soe villmools Merci, Här President. Ech wollt awer profitéieren, well d'Madamm Lorsché awer e wichtege Sujet ugeschwat huet, nämlech dee vun der Energietransitioun. Et ass e Sujet, deen hir jo och vill um Häerz läit.

Ech wollt just drun erënneren: Den Här Turmes hat hei gesot virun e puer Méint, oder am Cercle, mengen ech, war dat nach, datt mer ... well déi alternativ Energi

sinn intermittent. Dir wësst, wa keng Sonn schéngt a kee Wand ass, hu mer e klengen Problem do. An en huet gesot: „De Backup ass de Gas.“

Elo wollt ech Iech da froen: Wat ass dann Äert Konzept fir alternativ Energien, wann Der wëllt vun de fossillen Energien an deem deiere Gas ewechkommen? Wat ass dann Äre Backup elo fir déi fossill Energien ... also fir déi alternativ Energien?

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech komme mer heiansdo bei Iech vir wéi an der Schoul.

(Hilarité)

Ech spillen dann hei e Kand, wat dann d'Fro beäntwert.

Ech wéilt drop hiweisen, datt den Här Turmes e ganz grousser Projet mat anere Länner ugaangen ass, wou mir der Meenung sinn, datt mir eleng zu Lëtzebuerg net eens ginn, wa mer eis nëmme op eis beschränken, mee datt d'Energietransitioun zesumme mat anere Länner muss oflafen.

Ech wéilt Iech drop hiweisen, datt mer do mat Holland iwwert d'Belsch ewech e ganz grousser Projet lafen hunn. An de Wand bléist och iwwert d'Grenzen eraus. Ech mengen, wa mer all zesumme en engem Strang zéien, komme mer méi wäit, wéi wa mer et hei mat Leit ze dinn hunn, déi alles blockéieren, wat déi gréng an d'Weeër wëlle leeden.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Lorsché. An dann, jo ..., da kënt Der elo all d'Froe stellen, déi Der wëllt, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem grousser Merci un den Här Baum. Alles, wat gesot gouf u Positivem haut, Här Baum, iwwert Iech, ass absolutt wouer! Dir hutt e gudden Rapport gemaach an Dir hutt eis Aarbechte gutt geleet. E grousser Merci dofir.

Den 1. Juni hat den Index säin 100. Gebuertsdag gefeiert, den 1. Juni 2021. Dat ass nach net ganz laang hier. An där laanger Zäit huet e vill Krisen ginn a vill Krisen iwuerlieft. E gouf och ëmmer an där enger oder aner Form a Fro gestallt. De Wuerekuerf sollt geännert, manipuléiert ginn. Den Index sollt och emol gedeckelt, verréckelt oder ganz ausgesat ginn. A virun net allze laanger Zäit – ech mengen, den Här Bauler hat och drun erënnert – hate mer Krisen: de belsche Frang, d'Bankekrise an esou weider, wou jo och dann déi grouss Diskussioun waren.

Fir eis op jidde Fall ass a bleift den Index e wichtege Piler vum Lëtzebuenger Modell an e Garant vum soziale Fridden. En ass kee Mechanismus vu Gehaltsopbesserungen, wéi Eenzelner et och proposéieren. En ass net derfir geduecht, net derfir geeegent. Mee e soll just opgrond vun engem zuverlässigen Automatismus de Verloscht vun der Kafkraaft duerch d'Inflatoun ausgläichen.

Well mir am Abléck eng héich Inflatoun hunn, ass den Index nees an d'Diskussioun geroden. Dës Kéier gëtt déi Diskussioun an hirer Verrécklungsvariant geféiert. Déi gouf am Tripartite-Accord vum Mäerz zréckbehalen an ass och haut de Kär vum Gesetzesprojet, dee mir diskutéieren.

Vill Leit kréien am Abléck déi zwee Enner net méi zesumme. Mir liewen enger Zäit, an där ëmmer méi Leit existenziell Suergen hunn. D'Inflatoun ass op engem Niveau, wéi mir en zënter Joerzénge net méi kannen hunn. Schold dorunner sinn zum Deel nach d'Konsequenze vun der Pandemie, awer och

d'Geldpolitik vun der Europäescher Zentralbank, hausgemaachte Steieren an Tariffer – ech muss Iech do widdersprieche, Här Bauler. Dir hat gesot, et géife keng Steiererhéijunge ginn. D'Kuelendioxid-steier zum Beispill gétt den 1. Januar nees gehéicht; dat ass hausgemaach –, an déi kontraproduktiv Effekter vun der Sanktiounspolitik an doduerch déi enorm Inflatoun bei den Energiepräisser.

Här President, an dëser Situatioun wëlle mir als ADR e ganz kloere Message ginn: Mir bekennen eis zum Index a wëllen deen normalen Indexmechanismus net ausser Kraaft setzen. Den Index ass jo e wichtege Pilier, wéi gesot, vum soziale Fridden. An en ass en Atout fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg – genau dowéinst. Mir kennen awer och ganz genee d'Suerge vun eisen Entrepreneuren. Bei der Tripartite wärem mir dowéinst op de Wee gaangen, fir d'Betriber nach vill méi ze stäerken an ze ënnerstëtzen, dofir awer den Indexsystem integral ze preservéieren.

Mir begrëssen aus soziale Grënn, dass wéinstens Steierkreditte agefouert goufen, fir d'Verleed vun der nächster Indexbranche fir manner héich Revenuene ze kompenséieren. Awer Steierkreditte si kee Kafkraaftausgläich fir jiddwieren. A Steierkreditte hunn och hir Nodeeler. Et ginn zum Beispill keng sozial Chargen op si bezuelt wéi Pensiounsbäiträg.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Den OGB-L ënnersträicht dowéinst och zu Recht, dass déi Kompensatiounsteierfinanzéiert sinn an domat zum Deel vun deene matbezuelt ginn, déi sollen dovu profitéieren.

Vill Deeler vum Revenu ginn net kompenséiert: Iwwerstonnen, Sonndes-, Nuetsaarbecht, Schichten, Primmen an esou virun. Dowéinst ass dat Argument vun enger deelweiser Iwwer kompenséierung an eisen Aen net iwwerzeegend.

D'ADR besteet och drop, dass Verloschter bei de Familljenzoulagen, déi eréischt viru Kuerzem nees indexéiert goufen, mussen weider integral kompenséiert ginn.

Här President, et mécht eis Suerge, dass d'Regierung anscheinend virsätzlech e Kompensatiounsmodell gewielt huet, bei deem bei gläichem Gesamtkommes vun engem Stot déi, déi zu zwee schaffe ginn, besser ewechkomme wéi déi mat nëmme engem Revenu.

D'ADR vertritt konsequent e Familljmodell, deen d'Famill soll stäerken an an deem d'Famill ka souverän, ouni all Form vu staatlecher Benodeelegung, decidéieren, wéi ee Liewensmodell fir si dee richtegen ass. Eng Benodeelegung vun engem Modell géint iwwer engem anere kënt fir eis net a Fro. Hei ass et esou, dass och déi elengerzéiend Leit besonnesch leiden.

Här President, wann eng Partei sech zum Index bekennt, wéi mir et maachen, muss si jo awer op Defie vum Abléck eng kredibel Äntwert hunn. Dowéinst hu mir jo insistéiert, dass Betriber solle massiv ënnerstëtzt ginn, fir den Indexsystem kënnen bäizebehalen. De Finanzvolumen – deen ass jo ganz grouss: 800 Milliounen a méi –, dee mir elo huelen, fir Kompensatiounsmodosnamen ze finanzéieren, hätt ee kënnen huelen, fir d'Betriber ze stäerken a si méi kompetitiv ze maachen. Dat wär e reellen Investissement an eis ekonomesch Zukunft gewiescht.

Mir kennen de Fuerderungskatalog vun eiser Industrie an eisem Handwerk. Abee, d'ADR hätt genee dee Katalog zesumme mat eise Betriber an Ugrëff geholl an an d'Realitéit ëmgasat. Mir hätten eng volontaristesche Wirtschaftspolitik gefouert; eppes, wat dës Regierung net bréngt.

D'Verlagerung vun engem Deel vum Index op de Staatsbudget a Form vu Steierkreditte ass mëttelfristeg keng gangbar Léisung. Duerch d'Gambia-Politik aus deene leschte Joreen ass eist Land esou héich verschëlert, dass mir elo schon no un deenen 30 % vum Bruttoinlandsprodukt Scholde leien, déi mir net wëllen an net därefer errechen.

Et ass en Ënnerschied tëschent eiser Finanzanalys an där vun der LSAP op dësem Punkt, well d'LSAP huet e ganz, ganz labberen an onverantwortlechen Émgang mat der öffentlecher Schold. Mir net! Mir gesinn déi als eng Gefor. Mir riskéieren nämlech de Verloscht vun Triple-A mat potenziell ganz schlimme Konsequenze fir d'Finanzplaz an domat fir eis Ekonomie am Allgemengen. Mir kënnen net all weider Indexbranche iwwer nei Scholde finanzéieren.

Ofhängeg vum Verlaf vun der Inflatoun kann et sinn, dass d'Tripartite nees geschwënn zesummekëent. Dat géife mer dann natierlech begrëssen, well mer eis zur Tripartite bekennen. Awer och hei ass eise Message kloer: De Wee iwwer de Staatsbudget, iwwer Steierkreditte kann net repetitiv deen anscheinend méi bequeeme Wee sinn oder bleiwen! Eis Verscholdungs-capacités hu Grenzen, an och Scholde mussen zréckbezuelt ginn. Dowéinst muss een alles maachen, fir de Betriber esou vill ze hëllef wéi nëmme méiglech. Dозou gehéiert, dass besonnesch energieintensiv Betriber mussen massiv gehollef kréien.

D'ADR weist nach eemol drop hin, dass déi aktuell Sanktiounspolitik de Krich kaum beaflosst, awer virun allem eis selwer schuet. Fir eis wiest de Risiko, dass energieintensiv Industrien Europa verlossen. Niwint dem „Carbon leakage“ duerch eng dacks onvernénteg radikal Ëmweltpolitik kréie mir dann och nach e „Sanctions leakage“.

Do muss ech der CSV och soen: Si huet och op verschide Gefore do opmierksam gemaach. Op där anerer Säit ass et déi Partei, déi e direkte kompletten Embargo op Gasliwwerunge verlaangt. Jo, wat wär dann d'Inflatoun dorobberhin, wann déi Politik géif ëmgasat ginn?! Dat ass net kohärent.

D'ADR freet och eng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatoun, déi an eisen Ae scho laang iwwerfällg ass. Amplaz Steierkreditte ze bezuelen, soll de Staat op Steiere verzichten, déi hien iwwerhaapt net zegutt huet.

Mir hunn als ADR ausserdeem och verlaangt, dass de Mindestloun soll steierfräi sinn. An der leschter Woch hate mer hei plädéiert, dass eis Sprittpräisser ëmmer ënnert deem niddregsten Niveau vun eisen Nopeschlänner mussen leien. An dat ass vun alle Parteien refuséiert ginn, ausser vun der CSV, déi sech enthalen huet.

Awer do muss ee wierklech froen: Wou ass den ekonomesche Verstand? Well et ass hei nach eng Kéier ze ënnersträchen, dass dat eng ganz wichteg Recette an eisem Staatsbudget ass. An et ass och eng sozial Moosnam an duebele Sënn: D'Leit bezuele manner op der Tankstell – wat ganz wichteg ass –, a mir kënnen jo déi Recetten, déi mer am Staatsbudget hunn, dann nees ëmverdeelen, zur Hallschent, zu Sozialtransferten.

Ech mengen, wann hei soi-disant sozial oder sozialistesche Parteien esou eng Moosnam net matstëmmen: Dat ass net ze verstoen! A mir müssen eis awer wierklech wonneren, dass déi gréng hei nees erëm eng Kéier e Plädoyer gehalen hu géint déi 7,5 Cent – dat ass net vill – Noloss un der Pompel an och nach soen, dass dat wär falsch. All Nopeschlänner ginn op dee selwechte Wee.

Bei der CSV muss een och soen: Si huet sech d'lescht Woch enthalen an där Moosnam. An ech gesinn do net esou richtig den Ënnerschied zwëscht där aler

CSV an där neier vun dëser Woch, well, ech mengen, wa mer dat haut géifen zur Debatt stellen, déi Resolutioun, déi mer d'lescht Woch bruecht hunn: Géift Der se dann dës Kéier matstëmmen oder net? Well Dir hutt en Discours, deen ech et respektéieren. Dir sot dat, wat mir soen, an dësem Kontext, mee Dir stëmmt awer anescht, wéi Der et d'lescht Woch gemaach hutt. Dir hätt eis och kënnen ënnerstëtzen.

D'ADR huet en Asaz fir d'Betriber, deen nach iwwer dee Fuerderungskatalog erausgeet, dee mer jo kenne vun der Fedil a vum Handwerk an esou weider ... Mir hate jo zum Beispill viru Kuerzem nach gefuerdert, dass mer och sollte Kompensatiounsmodosnamen aféieren, wa Leit aus dem private Secteur, déi do ausgebild goufen op Käschte vum private Secteur, bei de Staat wiesselen. Do misst e Kompensatiounsmechanismus geschaf ginn, fir dass de private Secteur dann dofir kann entschidedgt ginn.

Dëse Projet de loi kënnen mer aus deene genannte Grënn net ënnerstëtzen. Mir bekennen eis, wéi gesot, zum Indexmechanismus. Mir sinn awer prinzipiell frou, dass dës Kéier iwwerhaapt nach eng Léisung an der Tripartite fonnt gouf, och wann et net déi ass, déi eis Präferenz hätt, an och wann déi net vu jiddwergem konnt ënnerstëtzt ginn. Mir soen dem Patronat an de Gewerkschaften, an zwar alle Gewerkschaften, Merci fir deen Asaz, dee si fir eist Land an eis Leit gewisen hunn a weider weisen.

Et komme schwéier Zäiten op eis duer a mir brauchen all d'Sozialpartner, fir ouni Sträit an onnéideg Konflikte zesumme Léisungen ze entwéckelen. D'Tripartite muss sech an dësen Zäite beweisen, esou wéi si et scho fréier gemaach huet.

Här President, fir eisen Asaz fir d'Betriber awer nach ze dokumentéieren, wollte mer Iech eng Motioun hei och iwwerreechen, déi eigentlech just dee Prinzipp festhält, dass mer sollen d'Betriber souwäit ënnerstëtzen, dass mer kënnen den Indexmechanismus, ouni Aschränkungen, bäibehalen a kënnen sécher sinn, dass eis Betriber dat och packen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, dass

– vill Betriber, ë. a. wéinst der Inflatoun, de Konsequenze vun der Covidpandemie an der Sanktiounspolitik géint Russland, mat ville Schwieeregkeeten ze kämpfen hunn;

– dass den Index e wichtege Pilier vum Lëtzebuergesche Sozialsystem ass an och a schwieerege Zäiten net sollt a Fro gestallt ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– de Betriber déi néideg Ënnerstëtzung zoukommen ze loosse, fir dass den Indexsystem och an Zäite vun enger héijer Inflatoun ouni Aschränkunge weider fonctionéiere kann.

(s.) Fernand Kartheiser.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, an der Politik geet et ganz vill ëm Erzielungen, ëm en Narrativ, also ëm d'Aart a Weis, wéi ee politesch Decisioun verpaakt, a virun allem awer och, wéi ee se no bausse verkeeft.

D'Regierung huet probéiert, d'Indexmanipuléierung als eenzeg räsonabel Äntwert op eng Krisensituatioun

duerzstellen. Si huet den Narrativ opgebaut, enger-säits op d'Märche vum onsozialen Index – e Märchen, dat jo vum Patronat scho säit laange Jore verzielt gëtt, fir d'Salariat ze splécken – an anersäits op déi an-scheinend katastrophal Situatioun, an där sech ons Betriber géife befannen.

Dës zwee Argumenter vun der Regierung sinn aus enger lénger Perspektiv net valabel. A se si jo och net just vun eis demontéiert ginn, mee vum ganze léns-progressive Lager hei zu Lëtzebuerg. Et ass eng Erzie-lung, déi enger genauer Analys net standhält.

Well wat war d'Ausgangslag virun der Tripartite?

Ufangs vun dësem Joer huet d'Inflatioun sech zolidd beschleunegt. D'Ursaache si bekannt: déi staark Re-prise vun der Consommation no der Covidpande-mie, wéi d'Offer net méi nokoum; d'Confinement a China, déi sech op déi international Liwwerketten auswierken; an natierlech déi relativ spektakulär Hausse vun de fossillen Energien, ausgeléist vum russeschen Ugrëffskrich géint d'Ukrain; an d'Spekula-tionen, déi doduerch nach verstärkt gi sinn.

D'Energiepräisser stoungen a stinn och haut nach am Zentrum vun der Regierungskommunikatioun, obwuel d'Leit dobausse genee wëssen a spieren, datt mir mëttlerweil eng generell Präishausse hunn, déi virun allem de Caddie am Supermarché méi deier mécht.

Op dës Situatioun goufen et verschidden Äntwerten, mee d'Regierung huet sech ganz fréi – béis Zong-e géife behaupten: scho virun der Tripartite – op déi ganz simplisteschen Optioun vun enger Indexmanipu-léierung festgellecht. Si huet esou gemaach, wéi wann d'Entrepreneurs déi Eenzeg wieren, déi ënnert der Präis-deierecht géife leiden – an dat obwuel et jo eigentlech d'Menagé sinn, déi d'Zopp müssen ausläffelen.

A virun allem huet d'Regierung et esou duergestallt, wéi wann alleguerten d'Entrepreneurs um Rand vum Of-grond géife stoen, egal ob et sech ëm e klengen Hand-wierksbetrib oder e grouse Bankekonzern handelt. Fir déi Duerstellung konnt se awer bis haut nach keng Zuelen op den Dësch leeën. Au contraire: D'Wirtschaft rullt, de Chômage ass niddreg, d'Optragsbicher si voll a ganz vill Entreprisë maache Rekordgewënn, wéi mer an de leschte Woche gewuer gi sinn.

Jo, vill Betriber fanne souguer keng Leit méi a fäerten elo, datt sech déi Situatioun duerch d'Lounerhéijung an den Nopeschlänner bei gläichzäiteger Lounsta-gnatioun bei eis och nach verschlëmmere wäert. All dës Betriber kréien elo indirekt eng zousätzlech Finanzsprëtzen vum Staat. Well d'Manipulatioun vum Index ass jo näischt anescht wéi eng Staatshëllef mat der Strenz fir sämtlech Betriber, an dat op Käschte vum Stellwäert vun der Aarbecht.

Wat awer kloer ze beleëen ass a war, dat ass déi prekär Lag vun ëmmer méi Stéit, vu ville schaffende Leit a vun Elengerzéierenden, déi éischer zousätzlech Hël-lefstellige fir déi Stéit erfuerdere géif an eng Index-manipulatioun a kengster Weis rechtfertegt.

Wat wär also déi alternativ Optioun zu enger Index-manipulatioun gewiescht?

Wéi mer jo haut wëssen, ass d'Regierung bereet, eng Mouk vu ronn 800 Milliounen ze deblockéieren. Steiergelder, déi elo geholl ginn, fir d'Menagen ze kompenséieren fir eng Indexmanipulatioun, déi jo just dem Patronat zegutt kéint. An e gudden Deel vun deem ganze Pak Sue gëtt doriwuer eraus och nach geholl, fir zousätzlech zu der Lounstagnatioun och nach e ganz generéis Hëllefspark fir d'Patronat ze finanzéieren.

Mee 800 Milliounen, dat si ganz vill Suen! Wann ee se gezielt do asetzt, wou se wierklech gebraucht ginn, wann ee se asetzt, fir deene Menagé gezielt – well sozial gestaffelt – ënnert d'Äerm ze gräifen, a wann ee se ganz gezielt asetzt, fir justement deene klenge Betriber ze hëlfe, déi tatsächlech an noweislech weinst der Präisdeierecht un d'Schleidere geroden. Dat wär déi besser Optioun gewiescht: den Index net unzepaken an dofir déi 800 Milliounen do anzesetzen, wou se wierklech gebraucht ginn! Dat hätt jo näischt verhënnert. Well letztendlech geet et nämlech ëm eng Deierecht vun de Rostoffer, an déi ass net mat Lounpolitik ze léisen, mee just mat geziilten Hëllef fir déi Menagen a Betriber, déi staark dovunner beträff sinn.

Mee déi Optioun gouf net consideréiert. D'Regierung ass de Wee vum ekonomesche Mainstream gaangen, dee jo ëmmer méi lädéiert ass an a Fro gestallt gëtt. De Mainstream, dee beseet, datt bei ekonomesche Krisen d'sozialpolitesch Schrauwe müssen ugezunn a Lounmoderatioun muss imposéiert ginn, fir datt d'Rentabilitéit vun de Betriber esou héich wéi méig-lech bleift. An dofir ass se mat der Strenz iwwert dat ganz Patronat gefuer.

D'Profitter ginn hei geschützt an d'Aarbecht gëtt do-bäi geaffert. Dat ass d'Realitéit an den Hannergrond vun deem, wat hei geschitt, a soss näischt anescht!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Un dëser Lek-tür ännert sech och mat deem ofgeännerte Geset-zesprojet näischt! War am ursprünglechen Text eng Streckung vun Indextranchë bis 2024 virgesinn, esou ass dat elo zwar just bis 2023 de Fall, allerdéngs soll bei enger nächster Tranche eng Tripartite stattfan-nen. Mee duerch dës Decisioun, déi aus der polite-scher Erklärungsnot vun de Regierungsparteien eraus entstanden ass, geet dat ganz Spill d'nächst Joer erëm vu vir lass.

Eng Indextranche bedeit also elo net méi eng auto-matesch Upassung vun de Léin, esou wéi mir dat bis elo kann hunn. Eng Indextranche bedeit elo just en automatescht Aberuffe vun enger Tripartite, wou da muss verhandelt ginn. Amplaz den einfachen a previsibelen Indexmechanismus bäizebehallen, huet d'Regierung elo eng allgemeng Onsécherheet fir d'Bierger/inne geschafen.

Dat ass elo déi nei Realitéit, déi vu Blo-Rout-Gréng fabrizéiert gouf. Dat ass de strukturellen Ugrëff op den Index, deen hei vum Patronat inzenéiert gouf an deen zu Recht vun der gréisster Gewerkschaft uge-prangert gëtt.

Här President, d'Regierung ass politesch ouni Ambi-tioun. Si reagéiert just nach a kann esou keng Politik méi gestalten. Si rett sech just nach aus enger Kris an déi nächst.

An Zäite vu villschichtige Krise muss een awer Héicht gewannen a Virsprong hunn. Et muss een anticipéieren an d'Weihe müsse gestallt ginn, fir datt d'Krisen eis net ëmmer nees op en Neits onerwaart mat der Box erof treffen. Et muss ee seng Politik esou gestalten, datt se déi zwee zentral Problemer vun eiser Zäit entschäerft an net nach verschlëmmert, nämlech: déi sozial Ongläichheeten an den ökologeschen Impera-tivum Klimawandel.

Well eng Deierecht bei Energiepräisser treëft d'Stéit just da besonnesch haart, wa se keng Alternativ hunn zu de fossille Brennstoffer, wa se prekär lie-wen a wa se vill ze déf Léin hunn. Si treffe virun allem déi Leit, déi an ze deiere Logementer wunnen, déi schlecht isoléiert sinn an nach ëmmer net op er-neierbar Energien ëmgerëscht sinn. An d'Deierecht

am Supermarché gëtt eréischt dann zu der sozialer Bomm, wann d'Menagé scho virdu finanziell op der Limitt sinn.

Dat selwecht gëllt och fir d'Wirtschaft. Firwat sinn dann d'Betriber esou vun der Inflatioun beträff? Ma well se bis haut vum Pétrol a vum Äerdgas ofhängeg sinn, obwuel mer scho säit 40 Joer wëssen, datt mer einfach müssen dovunner ewechkommen.

Firwat muss se bei all Krisensituatioun mat Honnerte Milliounen u Steiergelder gehollef kréien? Ma well se a gudden Zäite keng Reserve méi uleeën a just Pro-fitter astiechen, fir déi generéis auszedeelen – un hir Aktionären –, wuel wëssend, datt déi ëffentlech Hand erëm de Portmonni auspaakt, wann et da wierklech erëm kriddeleg gëtt.

Där Beispiller kann een endlos weider opzielen. Mir müssen elo endlech ufänken, vernetzt ze denken, fir déi sozial, déi ekonomesch an déi ökologesch Erausforderunge vum 21. Joerhonnert couragéiert unzegoen. Déi al neoliberal Rezeptor aus dem 20. Joerhonnert bréngen eis all net méi weider! An dofir wäerte mir och aus richteger Iwwerzeugung géint dës Gesetzesprojet votéieren.

Wat mir brauchen, léif Leit heibannen, si couragéiert an innovativ Politiker/innen, sinn nei vernetzt Denk-weisen, sinn nei Léisungen, déi de Mënsch a seng Ëmwelt an de Mëttelpunkt stellen, an net de Profit!

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg an Europa sinn dëst Joer vun enger Kris direkt an déi nächst ge-rutscht. De Krich an der Ukrain huet eis erëm virun Ae gefouert, wat et bedeit, wann eng Weltmuecht Truppe mobiliséiert. De Krich huet eis erëm virun Ae gefouert, wat et bedeit, a Krichszäiten ze liewen, wou d'Energie méi deier gëtt, verschidde Liewensmëttel méi schweier ze kréie sinn an d'Zukunft am Generelle méi onsécher ass.

Fir an esou Krisenzäite keng Elenggäng ze maachen, mee gemeinsam mat de Sozialpartner no Léisungen ze sichen, huet Lëtzebuerg den Outil vun der Tripartite; e wichtige participativen Outil, deen eigentlech schonns hätt solle während der Covidkris zum Asaz kommen, esou wéi d'Opposition heibannen dat direkt e puer-mol revendiquéiert huet, mee dee bis elo – viru Kuer-zem – op sech waarde gelooss huet.

Éierlech doriwuer freeën, datt et elo endlech also eng Tripartite gouf, kann ee sech awer trotzdeem net wierklech. Et gouf zwar en Accord fonnt, mee en Accord, deen déi gréisste Gewerkschaft hei am Land ausgeschloss huet. Dat ass wuel alles anescht wéi participatioun.

Mir Piraten sinn der Meinung, datt eng Tripartite nëmmen en Erfolleg ass, wann all d'Sozialpartner herno een Accord matdroen a wann d'Regierung keng Ultimatum stellt, mee bis zum Schluss oppen ass fir Kompromësser. An dat ass hei net gemaach ginn! Et war der Regierung egal, ob si en Accord géif fannen, dee vu jidderengem gedroe gëtt oder net. Haptsaach, et géif en Accord virleien, deen hir géif gefalen.

Esou dierf de Sozialdialog an eisen Aen net ausge-sinn. An dësen Accord ass domat fir d'Piraten dann och net akzeptabel. Duerch dës sougenannte „So-lidaritéitspak“ – mee u sech kéint een et och en

„Onsolidaritéspak“ nennen – gëtt den Index vun der Regierung a Fro gestallt.

Et gëtt vu méi soziale Moosname geschwat, déi deene Leit sollen hëllefen, déi d'Hëllef brauchen. Dës Moosname sinn awer bei Wäitem net esou sozial a solidaresch, wéi d'Regierung dat wëllt duerstellen. D'Regierung huet och elo scho selwer missen un hirem eegenen Accord an un hiren eegenen Texter nobessere goen. An ech fäerte ganz, datt mer nach net um Enn vun den Nobesserunge sinn.

Ech ginn Iech nämlech ee gutt Beispill. Wann d'Regierung haut dovunner schwätzt, datt et fir verschidde Leit jo zu enger Iwwerkompensatioun kënn, dann ass d'Regierung awer bis haut d'Äntwert schëlleg bliwwen, wat dann nom Ausläufe vum Gesetz geschitt. Well deen nächsten Index, deen da fält, deen ass jo manner héich wéi déi Iwwerkompenséierung, déi dann ausleeft.

Ergo gëtt d'Regierung elo e kleng Bonus, fir datt d'Leit elo séier a kuerzfristeg roueg sinn, fir dann, wann dann den Index erëm agesat gëtt, ze soen: „A jo, nee, elo si mer erëm am Index“, – wa mer dann erëm am Index sinn –, „an Dir verléiert eppes. Gesitt Der, den Index ass schlecht fir Iech, well nëmme mat der Iwwerkompenséierung vun der Regierung hutt Der eppes Guddes. Also kënnen mer den Index weiderhi manipuléieren.“ Ech mengen, datt dat eng ganz geféierlech Pist ass, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

A wat d'Nobesseren ugeet: Wéi d'Regierung sech eng éischte Kéier virun d'Press gestallt huet, éischten emol owes, ganz séier improviséiert, fir datt d'Gewerkschafte jo nëmme solle séier Jo soen an och keen op d'Iddi géif kommen, nach eng Kéier Zuelen ze froen, war nämlech och nach net dovunner rieds, datt d'Kannergeld indexéiert géif bleiwen. An et hat och scheinbar keen doriwwer nogeduecht, wat dann elo wier, wa mer 2022 oder 2023 e puer Indextranché misste verréckelen. D'Locataire vu Sozialwunnengen a Léierjongen a -meedercher waren och ganz vergiess ginn.

(Interruption)

Haut läit dann en Accord vir, dee virgesäit, datt keng weider Indextranché geréckelt ginn.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Also, Här Baum, wann Der eis sot, datt d'Léierjongen a -meedercher dra waren ... Dir hutt selwer dru gezweifelt, an ech mengen, déi ganz Chamber huet dru gezweifelt, ob déi couvriert wären. An et huet e widderholt Nofroe vun de Kolleeg vun der CSV gebraucht, vun der Madame Hansen gebraucht, fir datt d'Regierung selwer emol drop komm ass, wéi déi dann ofgedeckt wären. Well d'Regierung war sech selwer net sécher, ob se dann drënner fale géifen oder net.

Also elo ze mengen, se wäere vum Dag vum Accord un dra gewiescht, dat ass awer d'Geschicht wierklech e bëssen nei geschriwwen.

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen (CSV) | Hie wousst et och net!

M. Sven Clement (Piraten) | Haut läit dann awer een Accord vir, dee virgesäit, datt keng weider Indextranché geréckelt ginn, ouni datt eng weider Tripartite zesummekënn. Dat wier jo elo prinzipiell ze begräisen, och wa mer generell nach ëmmer eng Aussetzung vum Index kritiséieren an och ganz skeptesch sinn, ob d'Regierung hei net erëm een Accord aushandele wäert, deen um Enn net vu jiddwengem matgedroe gëtt. Well mir hu jo schliisslech gesinn, datt dës Regierung och emol deen een oder anere

Sozialpartner lénks leie léisst; et kéint een och salopp soen „op se päift“.

Här President, d'Oppositounsparteien hunn aktiv probéiert, op verschidde Problemer vum Gesetzestext opmierksam ze maachen a Verbesserungsvorschläi anzubringen. Mir Piraten hunn enner anerem de Logementsministère drop opmierksam gemaach, datt zwar déi privat Loyere bis Enn des Joers agefruer ginn, d'Präisser fir Sozialwunnengen awer weider kënnen klammen. Bei Leit, déi iwwer 65 Joer al sinn, déi prekär wunnen, déi prekär loune beim Fonds du logement, do si 75 % vun hirem Loyer indexéiert. Dat bedeit, datt mam Akommes vun de Leit och hire Loyer wäert klammen.

Et wier ganz einfach gewiescht an deem Gesetzesprojet oder am 8000B – et ass mer u sech egal a wéi engem Text, mee Haaptsaach, et wär gemaach ginn –, d'Loyerspräibrem och op déi öffentlech Bauträger auszeweiten. Mee dat ass net gemaach ginn!

Mir kruten an der Kommissioun vum Ministère gesot – ech zitieren, mee paraphrasieren e bëssen –: „Dat sinn esou niddreg Loyerer, do ass eng kleng Erhéijung jo awer net schlëmm.“ An dat ass eng Ausso, léif Kolleeginnen a Kolleegen, do muss ech awer soen, datt mer d'Hoer zu Bierg stoungen. Esou eng Ausso ennersträicht just eemol méi, wéi wäit verschidde Politiker a Beamte vun der Realitét dobaussen ewech sinn! Wat hei eng – Zitat – „kleng Erhéijung“ genannt gëtt, ka fir eng Persoun, déi vun engem Minimum leeft, e waarmt Iesse manner am Mount bedeuten.

Mee och no eiser parlamentarescher Fro an no de Berechnunge vun der Press ass de Ministère bei dëser Positioun bliwwen.

Domat si mir Piraten absolut net d'accord!

Och wann et sech heibäi nëmme sollt em Erhéijunge vun e puer Euro handelen, esou maachen déi puer Euro fir déi betraffe Leit e groussen Ënnerscheid. Souvill also zur Solidaritéit an deem sougenanntene „Solidaritéspak“.

Onsolidaresch ass dësen Accord och par rapport zu de Monoparentallen. Monoparentalle sinn, statistesch gesinn, haut schonn engem méi groussen Risiko ausgesat, an d'Aarmut ze rutschen, wéi eng Famill, wou zwou Persounen schaffe ginn an doduerjer och nach zousätzlech vun der Steierklass 2 profitéieren kënnen. Deem gëtt mat deem Accord awer hei null a guer net Rechnung gedroen.

Et gouf hei schonns gesot: Eng Persoun mat Kand, déi dee selwechte Revenu huet wéi zwou Persounen mat Kand, där hir Kompensatioun fält méi kleng aus. An deem enge Fall kritt deen een an engem Rechebeispiel 66 Euro, fir seng Indextranche ze kompenséieren; an zu zwee zesumme géif een awer 168 Euro kréien. Dat fanne mir net richtig!

Här President, alles an allem ass dësen Accord näischt anescht wéi eng Kéier mat der Géisskan iwwer all d'Firmen am Land gefuer. Et sinn nämlech ganz vill Firmen, déi sech déi nächst Indextranchen ouni Problem dach awer hätte kënnen leeschten. An do stellt ee sech dach awer d'Fro vum Timing, firwat d'Regierung esou gedréckt huet, datt een Tripartite-Accord misst kommen – e puer Deeg éier e puer relativ erfolgräich grouss Firmen hir Bilanzen presentéiert hunn, e puer Deeg éier bekannt gouf, datt et och nach Acteuren hei zu Lëtzebuerg gëtt, déi sech déi Indextranche hätte kënnen leeschten.

Verschidde Banken hunn hir Bilanzen eeben, wéi gesot, kuerz no der Tripartite – dräi Deeg duerno, ech hunn nach eng Kéier nogekuckt – presentéiert a verzeche Gewënner a Millionenhéicht, am Beräich vun den Honnerte Milliounen.

Mir Piraten wieren dofir op de Wee gaangen, wéi zu Covidzäiten – an ech hunn dat heibannen direkt den éischten Dag gesot, wéi mer iwwert den Accord geschwat hunn –, eng Aide pour „coûts non couverts“ opzestellen, wou déi Firmen, déi wéinst der Covidkris an dem Krich a finanziell Problemer geroden, gehollef kréichen an all d'Salariéene hir Indexerhéijung kritt hätten.

Well wat mer elo maachen, ass, datt d'Salarié mat hiren eegene Steieren hir eege Kompensatioun u sech zum Deel matfinanzieren. An ech mengen, dat ass net dat, wat mer an der Vergaangenheet enner enger Gerechtegkeet verstanen hätten. Dës Aiden, esou wéi d'Aide pour „coûts non couverts“, hätten esou unbürokratesch wéi méiglech missen ausbezuelt ginn, an net mat deem groussen Delai, dee mer zum Beispill beim Chômage partiel kannt hunn.

Cibléiert a sozial gerecht ass dës Solidaritéspak also och net. En huet vill Aktionäre vu groussen Firme vill Suen agespuert an e léisst déi prekärste Bevölkerungsgruppen op der Streck: Leit, déi a Sozialwunnenge wunnen, an déi Leit, déi sech als Monoparentalle mussen eleng em hir Famill këmmen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, aus all dës Grënn, an et géifen der nach vill méi ginn – mee d'Riedezäit heibannen ass begrenzt –, wäerte mir Piraten dësen Accord net matdroen. Mir hoffen, datt, wann eng weider Indextranche téscht dem 1. Juli an dem 1. Abrëll d'nächst Joer fale sollt, da bei der nächster Tripartite en Accord fonnt gëtt, deen all d'Sozialpartner matdroen an deen déi Sozialschwächsten hei am Land wierklech un déi éischt Stell setzt.

Mee eis Hoffnungen, datt d'Regierung hei eppes bäléiere wäert, sinn awer zimmlech kleng. Mir hu jo vum Parteikongress vun der DP viru Kuerzem héieren, datt de Premier sech jo vu kengem Lektione wëllt gi loosse, virun allem och net vun der Chamber.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. Virdrun ass grad ... Mäi Virriedner huet vum Premier geschwat. Erlaabt mer, ee Gedanken auszuschwätzen. Ech wär frou gewiescht, wann en haut hei gewiescht wär, ...

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | ... well dat och ausgedréckt hätt, dass en d'Verantwortung vun dëser Tripartite gedroen huet.

(Interruption)

Mir sinn trotzdem an der Regierung gutt vertrauen – et waren eng Rei vu Ministeren hei. Ech mengen, si géifen him dee Message weiderginn.

Eigentlech wollt ech och méi laang iwwert d'Kritik vun der CSV um Steierkredit schwätzen, mee d'Interventioun vum Kolleeg André Bauler huet, mengen ech, do scho fir eng Rei vu Kloerheete gesuergt.

Trotzdem wëll ech d'CSV awer nach eng Kéier drun erënneren, dass beim Crédit d'impôt salaire social minimum genau deen nämmeleche Mechanismus spillt wéi elo beim Crédit d'impôt énergie. En ass ganz selektiv, deen ee wéi deen aneren; abee net mat der Géisskan. Dofir kann ech déi Kritik vun der CSV och net akzeptéieren. Ech ginn och dervun aus, dass se wuel éischter engem gewëssenen Opportunismus geschëlft ass, wéi éischter engem konstruktive Beitrag.

An dat zielt selbstverständlech och fir d'Kolleege vun der ADR.

D'Bekanntnis vun alle Parteien zum Index ass awer dat Erfreecht vun dëser Debatt vun haut de Mëtten. Eise Fraktionspresident huet a senger exzellenter Ried d'Bekanntnis vun der LSAP zum Index ervirgestrach. Mat eis ass en Ewechfalen, e Sträiche vun enger Indexbranche net dran! An och e Verréckele vun enger Indexbranche ass en No-Go. Punkt! Dat sollen allegueren déi als Engagement verstoen, déi dobaussen dorun zweifelen a fäerten, d'LSAP géif dat anescht gesinn.

(Interruption)

Dat sollen awer virun allem déi zur Kenntnis huelen, déi elo, genau zu dësem Moment, wou duerch eng politesch Entscheidung, déi mer warscheinlech haut hei allegueren huelen oder déi meescht vun eis wäerten huelen, genau zu deem Moment, wou d'Entreprises also duerch dës politesch Entscheidung mat iwwer 600 Milliounen entlaascht ginn, wou also genau zu dësem Moment verschidde Repräsentanté vun deenen Entreprisë fuerderen, dass Indexbranchë missten ewechfalen. Dat kann net sinn!

Här President, ech muss wierklech mäi ganz diplomatesch Talent beméien, fir déi richteg Wieder ze fannen, mee ech fannen et zumindest, soe mer, deplacéiert oder geschmacklos, egal, wéi een et wëllt, wann elo déi nämmlech Leit fuerderen, dass d'Kannergeld net dierf direkt un den Index ugepasst ginn. D'Solidaritéit ass keng Einbanstrooss a Solidaritéit fonctionéiert och nëmmen, wa se an all Richtunge geet, soss geet se futti.

A well dat esou ass, huet d'Regierung decidéiert, dass d'Kannergeld indexéiert gëtt, wéi wann den Index erfällt wär. An dat noweislech op Demande vun der LSAP. An ech soen dat virun allem un d'Adress vun deenen, déi mengen, d'LSAP wär iwwerflësseg.

Et gëtt hei gemaach, wéi wann et e strukturellen Ugrëff op den Index géif ginn. Et gëtt kee strukturellen Ugrëff op den Index. A wann et e géif ginn, da géif d'LSAP en, esou wéi se dat an hirer ganzer Geschicht gemaach huet, mat all hirer Kraaft verhënnere! Dat soll emol eng Kéier hei ganz kloer gesot ginn. D'LSAP huet dat an der ganzer Geschicht gemaach, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dann ass net vill Kraaft do!

M. Dan Kersch (LSAP) | ... wou et nach keng mof a keng gréng a keng donkelrout Kommentéierer vun der Politik gi sinn. A mir brauchen duerfir och keng Lektione vun deenen entgéintzuhuelen!

M. Sven Clement (Piraten) | Net nëmme Kommentéierer, Acteuren, Här Kersch!

M. Dan Kersch (LSAP) | Villmools merci, Här President.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kersch.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prises de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, als Éischt wëll ech dann och dem Rapporteur Gilles Baum e ganz grouse Merci soe fir all seng Aarbecht, fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport. Hei steet bei deem Projet de loi, mee och bei deenen aneren, ganz, ganz vill Aarbecht hannendrun. Hei ware ganz vill Acteuren, déi mat implizéiert waren, fir déi néideg Explikatiounen ze ginn. E ganz grouse Merci un d'Membere

vun der Tripartite-Kommissioun an, wéi gesot, och de Beamten, déi hei matgeschafft hunn. D'Delaie ware ganz kuerz. Mir hate ganz vill Diskussiounen. Si ware ganz konstruktiv. Ech soen Iech wierklech alleguerter Merci.

Duerfir sinn ech ëmsou méi erfreet, dass mir haut dësen Text kënnen diskutéieren an dass d'Chamber duerno och kann driwwer ofstëmmen. Mat dësem Gesetz setze mir dann den Energiesteierkredit ëm, deen d'Häerzstéck am Fong vun Tripartite-Accord ass, deen d'Regierung mam LCGB, mat der CGFP a mam Patronat ugeholl huet. Dëse Gesetzesprojekt ass e kloert Bekenntnis zum Index. Mat dësem Gesetz bleibt den Tripartite-Accord voll a ganz erhalen.

Erlaabt mer just, awer nach eng Kéier kuerz ze soen, firwat d'Regierung eng Tripartite aberuff huet. Ech mengen, dee ganze Kontext ass trotzdeem ganz speziell. Et dierf een et net vergiessen, mir hate geduecht, mir wäeren um Enn vun Tunnel ukomm no der Covidkris, mee de Krich an der Ukrain huet dat Ganz, déi ganz Situatioun wierklech fundamental verännert, alles wierklech op d'Kopp gestallt.

D'Impakter fir d'Weltwirtschaft si ganz einfach enorm. D'Croissance ass a ganz Europa substanzuell no ënne revidéiert ginn. Dat hu mer och nees gesinn an de Statistiken, déi vun der OCDE d'lescht Woch erauskomm sinn.

D'Energiepräisser an domadder d'Inflatioun sinn op nei Niveaue geklommen, wéi mer se scho ganz, ganz laang net méi gesinn hunn. An anere Wieder, an et muss een et einfach soen: Mir sinn an enger Wirtschaftskris an et ass haut wierklech net ofzegesinn, wéi laang se dauere wäert a wéi déif mer wäerte falen.

Et goug eis haaptsächlech drëm, véier Saachen ze garantéieren: op där enger Säit d'Aarbechtsplazen ofzesécheren; d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen, besonnesch vun deenen, déi méi ënnen op der sozialer Leeder stinn; de Leit an den Entreprisë Vertrauen a Previsibilitéit ze ginn; an och am Ausland de Message ze ginn, dass Lëtzebuerg e Staat ass, op deen d'Entreprises an d'Bierger ziele kënnen, och wa mer an enger Krisensituatioun sinn.

Ech wëll och ënnersträichen, dass all déi international Organisatiounen och zum Handeln opgeruff hunn.

Eis Äntwert ass also de Solidaritéitpak. Et ass e ganz equilibrierte Pak, deen onsem Land an dësen trotzdeem ganz komplizéierten Zäiten, an dësen däischteren Zäiten eng Perspektiv gëtt. An déi Perspektiv, déi ass ganz wichteg. Dat hei Gesetz transposéiert also den Tripartite-Accord, deen den 31. Mäerz dëst Joer ënnerschriwwen gouf. An den Accord bleibt weiderhin de Kompass, un deem mir eis orientéieren.

E puer Wieder, wann Der erlaabt, zum Steuerkredit: Fir deem säi Montant ze bestëmmen, huet d'Regierung de Statec gefrot, genee auszerechnen, wat de Kafkraaftverloscht ass. An de Statec huet déi Berechnungen an aller Onofhängegkeet gemaach. An ech soen och do Merci fir déi Stonnen a Stonnen a Stonnen vun Explikatiounen, déi de Statec-Direkter eis an natierlech, méi wichteg, der Chamber och ginn huet. An de Statec huet eis dunn ausgerechent, wat de Kafkraaftverloscht ass an der Moyenne pro Mount, wou den Index net erfällt. An op där Basis hu mer en neie Steuerkredit eeben entworf.

De CIE gëtt pro Persoun gerechent, dat ass schonn erkläert ginn. Wann an engem Menage also zwee Leit schaffe ginn, da kritt dee Menage deen Energiesteierkredit effektiv zweemol. Dat war e politesche Choix vun der Regierung an de Staatsrot huet deen och validéiert. E gëllt souwuel fir d'Salarié wéi fir

d'Independant wéi fir d'Leit, déi an der Pensioun sinn. An de CIE gëtt all Mount ausbezuelt, wou den Index net erfällt. Wéi mir wëssen, wäert dat dann am Prinzip fir néng Méint de Fall sinn, vu Juli dëst Joer bis Enn Mäerz d'nächst Joer.

Wat fir d'Regierung hei wichteg war, ass, dass dës Mesure kloer sozial gestaffelt ass. Mir bezuelen och 2022 an 2023 all Mount, deen den Index geréckelt ginn ass, dee selwechten Héije Montant aus, obschonn de Statec eis ausgerechent huet, dass et duergaange wär, 2023 am éischte Quintile e méi niddrege Montant virzege-sinn an am zweete guer kee méi.

Mir bezuelen dee Kredit pro Persoun, obschonn d'Perte vum Pouvoir d'achat, esou wéi de Statec se ausgerechent huet, sech op de ganze Menage bezitt. Anescht wéi déi 2,5 %, déi een duerch den Index bäikritt, sinn déi héich Montanten och steierfräi. Et ass also nach ëmmer eng kloer Iwwerkompensatioun.

Mee ech wëll awer hei och ganz éierlech sinn. Säit der Tripartite huet d'Wirtschaft sech natierlech weiderentwéckelt. D'Inflatioun geet leider weider erop. D'Mesuren, esou wéi mer se zesammen decidéiert haten, waren allerdéngs esou generéis, dass se och an der aktueller Situatioun nach eng Iwwerkompensatioun vun der Perte vum Pouvoir d'achat duerstellen, an dat huet de Statec a senger leschter Note de conjoncture och confirméiert.

Wat déi nächst Indexbranche dann ugeet ..., ech wëll just ganz kuerz eppes doriwwer soen. De Minister Fayot ass och hei, dee wäert och doriwwer eventuell nach e Wuert soen. Ech freeë mech wierklech, an ech wëll dat och hei soen, ze gesinn, dass en endgültigen Text vum Gesetz elo souguer méi am Esprit vum Tripartite-Accord ass, esou wéi dat och an enger Rei Avise gefrot ginn ass.

D'Situatioun ass awer esou volatil, dass et net méiglech ass, all d'Hypotheese fir d'Zukunft elo schonn ofzedecken. Ech mengen, dat versti mer och alleguereten.

Dat, wat mer haut vum Statec gesot kréien, ass, dass déi nächst Indexbranche dann am Juli erfällt. Déi gëtt, esou wéi dat dann och am Accord steet, op Abrëll verréckelt an de Kafkraaftverloscht gëtt kompenséiert, esou wéi et am Gesetz virgesinn ass. Wéini eng nächst Indexbranche erfällt, kann eeben haut nach keen definitiv soen.

Den Esprit vum Tripartite-Accord ass awer ganz kloer: Wann eng weider Tranche géif erfalen iwwert déi vun dësem Juli eraus, kënn et eng nei Tripartite zesommen.

Mat dësem Projet de loi hale mir eis natierlech un dat Engagement. Schliisslech geet d'Portée vum Gesetz elo net méi iwwert den 31. Dezember 2023 eraus an ass domadder och mam Accord alignéiert. De Prinzip, deen am Accord festgehalen ass, laut deem bis Enn 2023 et all zwielef Méint just eng Indexbranche soll ginn an eventuell zousätzlecher verréckelt a kompenséiert ginn, ass natierlech weider valabel.

Am Beräich vun der Famille gesäit dës Projet de loi zwou Moosname vir. Op där enger Säit ass dat d'Weiderféierung vun der Indexéierung vum Kannergeld – dat ass och scho mentionéiert ginn –, op där anerer Säit d'Afféierung vun engem Équivalent crédit d'impôt.

Déi éischt Mesure féiert déi néideg Ännerungen am Code de la sécurité sociale an, fir dass déi Decalagé vun den Indexbranchen, déi géifen erfalen, sech net op d'Kannergeld auswierken.

Am Tripartite-Accord ass dann net nëmme decidéiert ginn, fir e Crédit d'impôt énergie fir d'Salarié, d'Pensionéiert an d'Independanten anzeféieren, mee

et ass och dru geduecht ginn, fir déi aus eiser Gesellschaft ze ënnerstëtzen, déi eebe justement keng esou Revenuen hunn. Zousätzlech zum Crédit d'impôt énergie ass dofir den Équivalent crédit d'impôt am Accord festgehale ginn, deen un d'Bezéier vum REVIS a vum Revenu pour personnes gravement handicapées, dem RPGH, ausbezuelet gëtt. Et handelt sech ëm e Montant unique mensuel och vu 84 Euro, deen un all d'erwuesse Bezéier vum Montant forfaitaire de base vum REVIS an un all d'Bezéier vum RPGH ausbezuelet gëtt.

Den Dispositiv vum Équivalent crédit d'impôt ass och mam Text iwwert de Crédit d'impôt énergie esou ofgestëmmt, dass een net gläichzäiteg vun deenen zwou Mesurë ka profitéieren.

Wat d'Ënnerstëtzung vun de Vulnerabelsten aus eiser Gesellschaft ugeet, ass et wichteg ze rappeléieren, dass d'Regierung awer och schonn do zousätzlech Mesurë geholl huet. Dëst waren d'Augmentatioun vun der Allocation de vie chère ëm 10 % d'lescht Joer an och d'Aféierung Ufank vun dësem Joer vun enger Prime d'énergie, déi net nëmmen de Menagen, déi d'AVC bezéien, zegutt kënnen, mee och deene Stéit, déi Revenuen hunn, déi bis zu 25 % iwwert der klaschescher Forschett vun der AVC leien. D'Ministesch Cahen ass och present hei am Sall.

Wat d'Mesurë vun de Loyereren, d'Affrèiere vun de Loyereren ugeet, do ass all Erhéijung, wéi gesot, vum Loyer vun enger Wunneng bis Enn des Joers 2022 verbueden. All zousätzlech Mesuren am Beräich vum Logement sinn, wéi Der wësst, opgrond vum Avis vum Staatsrot duerch e separate Projet de loi ëmgesat. De Minister Kox ass och hei an der Chamber present.

Da gesäit dëst Gesetz och eng zousätzlech Enveloppe vun 2 Milliounen Euro fir Studente vir. An och de Minister Meisch ass de Mëtteg hei an der Chamber.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, zum Schluss wëll ech all deene wierklech och nach eng Kéier Merci soen, déi op dësem Text an och op deenen aneren Texter a Rekordzäit geschafft hunn, fir dass mir dësen Tripartite-Accord zurzäit ëmsetze kënnen.

Mat dësem Gesetz schafe mir an dëséi méi schwéieren Zäite Vertrauen. Mir schafe Previsibilitéit, an dat fir d'Leit an och fir d'Entreprises. Et hätt een natierlech léiwere gehat, wa jidderee vun de Sozialpartner vun dësem Accord iwwerzeegt gewiescht wär.

Mee schwéier an exzeptionell Zäite verlaangen och vun enger Regierung, Verantwortung ze huelen an dat ze maachen, wat se fir d'Land a fir d'Leit eebe fir richtig hält. Mat dësem Accord geschitt dat genau esou. An d'Regierung wäert natierlech och weiderhin hir Verantwortung an dësem Kontext huelen. An dat natierlech am Dialog mat alle Sozialpartner.

Ech freeë mech da besonnesch haut, dass dëséi Projet de loi mat enger breeder Majoritéit kann ugeholl ginn an ech soen nach eng Kéier alleguerten den Dammen an den Hären Deputéiert hei e grouse Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht. Merci och fir déi konstruktiv Bäitrag haut an dësem Debat. Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. An elo iwwerhëlt fir d'Regierung den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot de Relais. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministere de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéiert, merci fir d'éischt un de Rapportier Gilles Baum fir säi ganz gudden a komplette Rapport. Merci och un all d'Riedner fir hir Kontributiounen zu dëser Debat. An ech freeë mech och fir déi ganz breet Zoustëmmung an ech faasse mech och ganz kuerz, well et ass scho bal alles gesot. An

den Henri Kox wëllt och nach eng Minutt schwätzen zu dem Logementsvolet.

Ech géif wierklech gäre soen, dass mer haut, Mëtt Juni 2022, an enger nach méi onstabiller an onsécherer Lag sinn, wat besonnesch d'Situatioun vun der Wirtschaft ugeet, wéi dat de Fall war kuerz nom Ausbroch vum Krich an der Ukrain, wéi mer Ufank Mäerz decidéiert hunn, eng Tripartite zesummenzeruffen, fir op déi deemools scho ganz héich Inflation ze reagéieren an déi schwaarz Wolleken, déi do opgezu sinn. Déi schwaarz Wolleke sinn nach méi schwaarz ginn, dat wësst Der alleguerten, wann Der d'Aktualitéit e bësse suivéiert a wann Der och dem Statec seng Note de conjuncture gelies hutt, déi d'lescht Woch erauskomm ass, soudass u sech deen Accord Tripartite, dee Solidaritéitspak, dee mer decidéiert hunn, haut déi selwecht Valeur huet an dee selwechte gudden Equiliber ass wéi deen, dee mer am Mäerz fonnt hunn, an nach enger vill méi präkärer Lag.

Et kann een an esou enger Situatioun natierlech ..., jo, Dir hutt Recht, et ass eng Fro vun Narrativen. Et kann een e rosarouden Narrativ molen, wou alles an der Rei ass a wou et all déi Problemer do net gëtt a wou mer am Fong alles dat erfionnt hunn, fir mat der Strenz iwwert d'Betrieb ze fueren. Oder et kann een e realistesch, responsabelen Narrativ hunn an och eng responsabel Äntwert op déi extrem präkärer Lag, an där mer dra sinn, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee iwwerall an Europa.

Dofir ass dëséi Solidaritéitspak e gudden, en equilibrierten Accord, wou mer engersäits eng sozial gerecht an dem Verloscht vun der Kafkraaft insbesonnesch bei deene klengen a mëttlere Revenuen ugepasste Kompenséierung virgesinn. An dee Mechanismus, an och dat géif ech gär betounen, dee wäert och spille bei enger weiderer Indextranche. An dee wäert spillen dann, wann eng weider Indextranche géif erfalen, wou mer dann natierlech eng weider Tripartite mussen zesummenzeruffen, fir dat ze constatéieren an och fir déi Kompenséierung vun där Indextranche no neie Berechnunge vum Verloscht vun der Kafkraaft och ze maachen.

Mee de Prinzip, anscht wéi dat heiansdo elo dobaussen duergestallt gëtt, deen ass net a Fro gestallt an dee wäert och iwwert déi zwéi Joer vum Accord weider gëllen an dee wäert och voll spillen.

Dobäi kommen natierlech nach all déi aner Mesuren, déi um Energiedesch geholl gi sinn an déi och am Solidaritéitspak dra sinn, fir nach weider op déi Situatioun an dee Verloscht vun der Kafkraaft ze äntwerten. Bei de Betrieb ass et esou, dass mer nach zousätzlech och de Projet de loi 8019 hunn, deen deemnächst wäert adoptéiert ginn an deen op déi ganz héich Energiepräisser äntwert, déi am Moment an alle Secteuren eise Betrieb ze schafen dinn, an deen do och eng Indemniséierung vun deene Surcouite bei de Betrieb wäert ënnerhuelen. Och dat ass eng wichteg Stëtz fir eis Entreprises an enger ganz präkärer wirtschaftlecher Lag, bei där och keen Enn a Siicht ass.

Wann Der déi Analyse kuckt, déi iwwerall gemaach ginn ..., dat hänkt natierlech alles vun der Dauer vun deem Krich of, mee do ass et leider net esou, dass fir de Moment iergendeen dovunner ausgeet, dass dat deemnächst wäert eriwirer sinn. Dofir nach wie vor dee Pak hei – dee Solidaritéitspak an och dat Gesetz –, wat deen haut hei zum groussen Deel ëmsetzt, ass e gudden Equiliber, ass e gutt Gesetz. An duerfir freeën ech mech och iwwert déi breet Zoustëmmung hei an der Chamber zu dësem Gesetz.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. An da kritt nach kuerz d'Wuert: den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

M. Henri Kox, Ministere du Logement | Jo, ech wëllt et och ganz kuerz maachen, well ech wollt eppes richtigstellen. An ech wollt awer och soen, dass net déi richtig Fro gestallt gouf. Nämlech déi richtig Fro wär hei gewiescht vum Här Clement ze froen, ob de Crédit d'impôt derzou féiert, dass bei Sozialwunnengen de Loyer géif an d'Luucht goen. Nämlech elo kënn eppes derbäi. Nee, kann ech him dodrop äntweren, well déi ginn immuniséiert, esou wéi mer dat schliisslech och virun zwéi Joer gemaach hunn, wéi mer eng Erhéijung vun der Allocation de vie chère gemaach hunn, déi mer neutraliséiert hunn eeben an déi net zu enger sozialer Erhéijung vun dem Loyer (veuillez lire: net zu enger Erhéijung vum Loyer vun de Sozialwunnengen) gefouert hunn. An dat ass eng sozial Moosnam an déi féiert dës Regierung duerch.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kox. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Fait personnel géif och passen, ech si jo och ernimmt ginn. An ech mengen, ech muss mer net vun engem Minister soe loosser, ob ech déi richtig Fro gestallt hunn oder net.

(Exclamations)

Well ...

(Interruption)

Ech schéngen elo schonn nees déi richtig Leit getraff ze hunn doiwirer.

Ech stelle fest, dass den 1. Abrëll dëst Joer den Index erfall ass, dass doduerjer d'Sozialloyeren an d'Luucht gaange sinn. Ech stelle fest, dass d'nächst Joer den 1. Abrëll eng Indextranche héchstwahrscheinlech – d'Madam Finanzministesch huet dat jo confirméiert – wäert ausbezuelet ginn op Basis, well dat Gesetz hei ausleef, an dat dann d'Sozialloyeren erëm no uewen ugepasst ginn an dat dës Regierung verpasst huet, dës Dispositioun ze strächen.

Et ass an engem Règlement grand-ducal gereegelt. D'Chamber kann dat net maachen. Et ass un der Regierung, dat ze maachen. Ech huelen Akt, dass d'Regierung dat net wëllt maachen. An elo kann de Minister mer hei ënnerstellen, ech géif déi falsch Fro stellen.

Ech constatéieren, wat an hiren eegenen Texter steet an datt do guer nëischt immuniséiert gëtt. An ech hu guer net d'Fro gestallt hei, ob duerch déi heite Steierkreditter eppes géif klammen. Ech stelle fest, dass duerch den Index den 1. Abrëll dëst Joer an den Index den 1. Abrëll d'nächst Joer d'Sozialloyere klamme wäerten. An dat fannen ech ongerecht. Dat fannen ech net richtig an ech hunn d'Regierung elo e puermol invitéiert, dat ze änneren. Et läit an Ärer Hand. De Ball läit an Ärer Hand.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

M. Henri Kox, Ministere du Logement | An ech stinn derzou, dass dat esou soll sinn. Well et géllt och den ëmgedréinte Wee: Wann d'Akommes vun enger Famill erofgeet, da wäert och hire Loyer erofgoen.

An ech wëll drun erënneren: Een, deen an enger sozialer Wunneng hei zu Lëtzebuerg wunnt, wunnt am sozialsten an am gerechteste par rapport zu deenen, déi hei wierklech e Manktum hunn, nämlech déi, déi 20 Euro de Quadratmeter muss bezuelen. An déi, déi an enger sozialer Wunneng wunnen, déi bezuelen e Maximum vu 5 bis 7 Euro de Quadratmeter, an dat ass

an dëser solidarescher Gesellschaft, an där mir wunnen, ass et ganz gerecht an ech stinn derzou. Wann d'Akommes vun enger Famill an d'Luucht geet – an et ass kloer, dass et duerch den Index an d'Luucht geet, an d'Akommes vun enger Famill geet an d'Luucht –, da soll och dee Loyer moderat zu deem, wéi mer et festgestallt hunn, och an d'Luucht goen. An dozou stinn ech.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8000A. Den Text steet am Document parlementaire 8000A⁹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8000A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 52 Jo-Stëmme bei 8 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par M. François Benoy) et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer nach zur Diskussioun respektiv dem Vott vun der Motioun, déi vun der ADR-Sensibilitéit deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Jo, ganz kuerz, ganz kuerz, Här President. Den Här Minister huet et effektiv virdru gesot: Mir hunn an der Tripartite-Kommissioun de Projet de loi 8019, deen d'Hëllef fir d'Betribler virgesäit, déi héich Energiekäschten hunn. Dat ass och e Package vun 225 Milliounen. Ech géif duerfir menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun hei net matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Keng Wuertmeldung méi do? Da kënnen mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Nee, den Auteur nach, den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, ech wollt just kuerz reagéieren. Effektiv, den Här Minister hat gesot, datt mer och elo fir d'Entreprisë jo e Gesetz um Instanzeweue hunn, wat u sech eng gutt Saach ass. An en huet gesot: Bon, d'Enn hänkt e bëssen of vum Krich a mir wëssen net, wéi laang dat dauert.

Et ass awer esou, d'Enn hänkt och of vun der Längt vun de Sanktiounen. An do hu mer och e Problem, ech wollt just kuerz reagéieren, fir se anzeféieren, ass et och ganz schwéier, Sanktiounen falen ze loossen. An do géif ech den Appell un den Här Minister riichten, fir och an der Europäescher Unioun ze kucken, ënner wéi engen Ëmstänn mer da kënnen och d'Sanktiounen labberen, well et ass jo och dat, wat zur Präisdeierecht ganz vill bäidréit.

Dat heescht, dat eent ass d'Situatioun um Terrain, dat anert ass d'Situatioun vun de Sanktiounen. An do spillen eng ganz Rei strateegesch an aner Interesse mat eran. An ech géif Iech wierklech encouragéieren, elo schonn ze kucken, wéi dat kloergestallt ass, wat dann elo wierklech d'Konditiounen sinn, fir datt déi kënnen opgehewe ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert un den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Den Invite „de Betribler déi néideg Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen“ hunn ech a menger Ried

ugeschwat. Deementspriedend misste mer déi Motioun hei matstëmme.

Mee mir hunn awer och all d'Sanktiounen géint Russland mat ënnerstëtzt. An esoulaang hei weiderhi Motiounen vun der ADR kommen, déi d'Sanktiounspolitik a Fro stellen an déi hei Russlandversteerpolitik wëlle maachen, kënnen mir déi Motioun net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par Mme Djuna Bernard) et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.36 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Enseignants détachés	6248	Sven Clement	77	Délits commis à l'étranger	6530	Dan Biancalana	89
Reproches d'une gestion défaillante du syndicat intercommunal SIGI	6371	François Benoy	78	Réduction volontaire de la vitesse	6532	Mars Di Bartolomeo	90
Impact de l'inflation sur les prix des maisons de retraite et de soins	6374	Fred Keup	78	Compte IAM des élèves	6533	Martine Hansen	90
Festival Fräiraïm	6383	Nathalie Oberweis	79	Amélioration de la qualité de vie du quartier Kirchberg à Luxembourg-ville	6536	François Benoy	90
Indexation des frais de déplacement forfaitaires	6387	Fernand Kartheiser, Roy Reding	79	Actions de sensibilisation en vue de la composition paritaire des listes de candidats pour les élections communales de 2023	6537	Jessie Thill	92
Extension du réseau 5G	6394	Fernand Kartheiser	79	Occupation de la forêt de Bobësch	6541	Martine Hansen, Michel Wolter	92
Interdiction des chaudières à gaz	6417	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	79	Restitution du congé parental	6542	Marc Goergen	93
Interruption volontaire de grossesse	6427	Josée Lorsché, Marc Hansen	80	Prêts à l'économie garantis par l'État dans le cadre de la pandémie	6548	Gilles Roth	93
Dépendance de l'Union européenne de la Russie en matière d'énergie nucléaire	6431	Max Hahn	81	Formations « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg »	6550	Djuna Bernard	94
Propriétés de POST Luxembourg	6434	Diane Adehm	82	Évaluation des projets pilotes visant une plus grande autonomisation des demandeurs de protection internationale	6552	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	94
Matériel didactique disponible en ligne	6446	Sven Clement	82	Structures d'accueil pour demandeurs et bénéficiaires de protection internationale et temporaire	6554	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	95
DAP Education	6452	Martine Hansen	83	Chantiers routiers au Mullerthal	6557	André Bauler, Carole Hartmann	96
Conseil de discipline aux lycées	6453	Fred Keup	83	Problèmes de correspondance suite à l'introduction des nouveaux numéros et horaires des lignes RGTR	6558	André Bauler	96
Experts externes dans l'enseignement secondaire	6459	Martine Hansen, Marc Spautz	84	Fraude à l'investissement dans le cannabis thérapeutique	6567	Laurent Mosar	96
Contrat type des médecins libéraux	6480	Laurent Mosar, Max Hengel	84	Maladies sexuellement transmissibles	6568	Nancy Arendt épouse Kemp	97
Déclenchement de la phase de vigilance	6483	Sven Clement	84	Frais de publicité de l'armée	6571	Marc Goergen	97
Indemnité des apprentis adultes	6486	Fred Keup	84	Pénurie de certains médicaments	6574	Mars Di Bartolomeo	97
Service hivernal dans le nord du pays	6494	Carlo Weber	85	Impact de l'augmentation du prix de l'énergie sur le budget de l'État	6575	Mars Di Bartolomeo	98
Trafic scolaire sur le site du Limpertsberg	6500	Myriam Cecchetti	85	Exigences en matière de rotation des cultures et de jachère dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune	6581	Martine Hansen	98
Assistant parental	6509	Martine Hansen	86	Cyberattaque sur Creos et Enovos	6596	Sven Clement	98
Impact de la canicule sur l'infrastructure de transport	6514	Max Hahn, Claude Lamberty	87	Politique étrangère envers Israël	6602	Fernand Kartheiser	98
Petit éolien	6515	Max Hahn, Claude Lamberty	87				
Paiement de la prime pour la production d'électricité à partir de sources renouvelables	6518	Martine Hansen	87				
Action « été » pour les sans-abris	6519	Marc Goergen	87				
Recrutement militaire	6520	Marc Goergen	88				
Effectif de l'armée	6527	Marc Goergen	89				
Prime énergie pour les personnes à revenus modestes	6529	Simone Asselborn-Bintz	89				

Enseignants détachés | Question 6248 (24/05/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Enseignanten hei am Land hunn d'Méiglechkeet, iwwert ee Programm fir „enseignants détachés“ beim Educatiounsministère unzufroen, fir eng Rei Joren an engem anere Land an enger Europaschoul ze enseigner.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Enseignanté sinn am Moment an d'Ausland detachéiert?
2. Kann de Minister Detailler zu dëser Prozedur ginn?
3. Um Site vum Bureau du Secrétaire général des écoles européennes kann een noliessen, mat wéi enge Schoulen esou een Austauschprogramm besteet. Am

Moment ginn um Site Schoulen aus Däitschland, der Belsch, Spuenien, Italien an Holland als méiglech Ziler genannt.

– Op Basis vu wéi engen Accorde goufen dës Partneriater ofgeschloss?

– Wat fir Krittäre ginn et fir esou ee Partneriat?

4. Kënnen esou Partneriater nëmmen an akkreditéierten Europaschoulen ofgeschloss ginn?

Wa jo, firwat?

Wier et net och intressant, fir dës Programm op net akkreditéiert Schoulen auszewäiten, falls dëst net schonn de Fall ass?

5. Ass geplangt, d'Unzuel vu Partneriater nach mat weidere Schoulen a Länner auszubauen?

Wa jo, lafen zu dem Thema am Moment Gesprächer?

Réponse (17/06/2022) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Moment si 16 Enseignanten aus dem Enseignement primaire (EP) an dem Enseignement secondaire (ES) an europäesch Schoule vum Typ 1 detachéiert, dovun zéng op ee Posten am Ausland.

Am Detail ass d'Opdeelung déi heiten:

- EP: 3 zu Lëtzebuerg, 1 zu Alicante, 1 zu Varese, 1 zu Frankfurt an 1 zu München;
- ES: 3 zu Lëtzebuerg, 2 zu Bréssel, 2 zu Alicante an 2 zu Varese.

ad 2. Laut Artikel 12.4a vun der Konventioun iwwert de Statut vun den europäesche Schoulen (Convention portant statut des écoles européennes), déi de 17. August 1994 zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen gouf,

bestëmmt de Conseil supérieur vun den europäesche Schoulen all Joer, op Proposition vum de Conseils d'inspection, d'Besoinen u Léierpersonal, andeems e Poste schafft oder suppriméiert. De Conseil supérieur uecht op eng gerecht Verdeelung vun de Plazen tëscht de Memberstaaten.

D'Cheffin vun der Lëtzebuenger Delegation schéckt den Enseignanten am Laf vum Mount Mee d'Lëscht mat de fräie Posten. Dës Poste sinn op fir Staatsbeamten an -employéen. Déi zwee lëtzebuergesch Inspektore préiwien d'Kandidaturen. D'Enseignanten, déi zeréckbehale ginn, kréien am Laf vum Mount Juni Bescheid gesot. D'Dauer vum Detachement ass am Prinzip op néng Joer fixéiert, woubäi d'Méiglechkeet besteet, den Detachement ëm dräi Joer ze verlängeren.

ad 3. Et sief betount, datt just déi 13 europäesch Schoule vum Typ 1 concernéiert sinn.

Laut der uewe genannten Konvention iwwert de Statut vun den europäesche Schoulen an den Accorden iwwert d'Käschten, un deenen sech all Memberstaate bedeelegen, ginn all Joer eng Partie Enseignanten an déi 13 europäesch Schoulen detachéiert. Dës Schoule sinn op sechs Länner verdeelt: Däitschland, Belsch, Spanien, Italien, Lëtzebuerg an Holland.

Wat déi detachéiert Enseignanten ubelaangt, sou gëtt d'Unzuel fir all Memberstaat berechent op Basis vun der Proportion u lëtzebuergesch Schülerinnen a Schüler, déi an deenen 13 europäesche Schoulen ageschriwwen sinn.

ad 4. a 5. Wéi schonn erwäant, betrëfft den Dispositif just déi 13 europäesch Schoule vum Typ 1.

Déi agreéiert europäesch Schoule si Schoulen, déi den europäesche Cours ubidden an de pedagogeschen Ufuerderungen, déi vum Conseil supérieur vun den europäesche Schoule festgeluecht ginn, gerecht ginn, dëst awer am nationale Kader vum Memberstaat. Dës Schoulen hänken net vum juristeschen, administrativen a finanzielle Kader of, un deen déi europäesch Schoule vum Typ 1 gebonne sinn. D'Enseignanten, déi an den agreéierten europäesche Schoule schaffen, si keng detachéiert Enseignanten.

Reproches d'une gestion défaillante du syndicat intercommunal SIGI | Question 6371 (20/06/2022) de M. François Benoy (déi gréng)

Le Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) est régi par la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes et l'arrêté grand-ducal du 31 mars 1982 autorisant sa création. La page web du SIGI décrit le syndicat comme un « acteur public majeur du Luxembourg au service de plus de 600.000 citoyens » qui « crée des solutions informatiques adaptées aux métiers communaux et utilisées par les 101 communes luxembourgeoises, quelque 60 syndicats intercommunaux, 30 offices sociaux du pays, ainsi que 537 crèches et maisons relais » et que « fonctionnant selon un esprit entrepreneurial, les équipes du SIGI travaillent suivant un mode de gestion agile et novateur favorisant l'engagement, la créativité et l'initiative ». Le SIGI est notamment à l'origine des solutions logicielles Gescom et SIGINOVA.

Depuis plusieurs années apparaissent de manière occasionnelle des reproches sur la gestion administrative et financière par le directeur du SIGI, sur un climat de travail difficile, ainsi que sur une défaillance de contrôle politique de ce syndicat très important en termes de budget. En 2017, un e-mail anonyme avec un document de 30 pages fut même envoyé depuis un compte interne du SIGI à des membres insinuant des dépenses non fondées voire irrégulières (utilisation

privée de matériel, contrat de fourniture de services en matière de communication, ...). Enfin, la Fédération générale de la fonction communale (FGFC) pointe du doigt des faits similaires.

Depuis le 1^{er} juin, une série d'articles du journal en ligne Reporter.lu vient de rallumer la mèche et la FGFC en a également profité pour rappeler ses critiques et pour reprocher aux élus communaux en charge du contrôle du SIGI de préférer ignorer les problèmes.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre a-t-elle connaissance des détails des reproches à l'encontre du SIGI ? Comment évalue-t-elle leur gravité et leur pertinence ?

2) Le Ministère de l'Intérieur a-t-il effectué, depuis 2017, des contrôles spécifiques, ou plus poussés, en ce qui concerne les reproches récurrents concernant la gestion administrative et financière du SIGI ? Dans la négative, est-ce que Madame la Ministre entend lancer une analyse plus approfondie ?

Réponse (20/07/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Le contrôle administratif sur les syndicats de communes que j'exerce dans le cadre strict de la Constitution, de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ne permet pas une ingérence de ma part dans la gestion journalière du syndicat qui relève de la compétence du bureau du syndicat. L'organe exécutif dispose de tous les moyens nécessaires à une bonne administration du syndicat sous la surveillance du comité, composé des délégués des communes membres, appelés à rendre compte de leur action au sein du syndicat et à communiquer les informations relatives aux activités du syndicat aux conseils communaux qu'ils représentent. Il appartient dès lors en premier lieu aux autorités syndicales elles-mêmes de prendre les mesures appropriées lorsqu'elles sont confrontées à des difficultés de gestion de l'entité qu'elles sont chargées d'administrer.

Toutefois, les suspicions de mauvaise gestion administrative, financière et du personnel du SIGI évoquées par la presse m'ont interpellée et m'ont amenée à inviter le bureau du SIGI à une entrevue dans le but de me renseigner sur les reproches dont il a été question dans des articles récents. Les membres du bureau m'ont informé qu'ils demanderont au comité de commander un audit externe dont il faudra attendre les conclusions. Par ailleurs, le fonctionnement du SIGI fut à l'ordre du jour de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité des chances du 6 juillet 2022.

Le comité du SIGI s'est réuni en date du 12 juillet 2022 et a fait savoir par un communiqué de presse du même jour qu'il a donné « son feu vert pour l'instauration d'un groupe de travail en vue d'un processus d'audits internes aux sujets notamment de la transparence financière et du climat social ainsi que d'une enquête externe pour analyser les besoins des communes ». Le SIGI souhaite également « lancer une enquête externe dans le but d'améliorer la collaboration avec les communes, et de mieux pouvoir répondre à la diversité des besoins et demandes exprimés envers le SIGI ».

En ce qui concerne la surveillance administrative, le SIGI est soumis aux mêmes contrôles que les autres entités du secteur communal, notamment par le biais de la vérification du budget et des comptes ainsi que par la tutelle administrative d'approbation, d'annulation et de suspension.

Dans le cadre de la vérification du budget et des comptes récents du SIGI, effectuée par sondages, des irrégularités ont été constatées et les observations y relatives ont été adressées aux organes du syndicat selon la procédure habituelle afin qu'il y soit remédié. Toutefois, ces irrégularités n'étaient pas, jusqu'à présent, de nature à rendre nécessaires des contrôles approfondis.

Il faut savoir encore que le contrôle des comptes des entités communales, n'étant pas un contrôle d'opportunité, se limite à l'examen de la légalité et de la régularité des recettes et des dépenses communales.

Impact de l'inflation sur les prix des maisons de retraite et de soins | Question 6374 (20/06/2022) de M. Fred Keup (ADR)

Am Kader vun den Tripartite-Verhandlungen Enn Mäerz gouf vum enger Gewerkschaft an och vum Konsumentenschutz ee Gel vu verschiddene reglementéierte Präisser, ënner anerem vun den Tariffer an Alters- a Fleegeheemer, gefuerdert. Dës Fuerderung goufe vun der Regierung awer net opgegraff. Am Hibleck op déi exorbitant Inflation, déi am Ablack d'Liewe vun de sozial schwache Leit an den Alters- a Fleegeheemer virun eng Zeräissprouf stellt, hunn déi Alters- a Fleegeheemer, deenen hir Investitiounen zum gréissten Deel vun der öffentlecher Hand finanziéiert ginn, eng sozial Verantwortung wéi nach seele virdrun.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Ass d'Regierung der Meinung, datt am Hibleck op déi dramatesch inflationär Lag, an där sech eist Land befënnt, déi staatlech kofinanziéiert Alters- a Fleegeheemer keng Erhéijunge vun den Tariffer a Prestatiounen erhiewen dierfen, soulaang et keng entspreichend Erhéijunge vun de Rente gëtt?

2. Wann nee, wat fir Mesurë gedenkt d'Regierung ze huelen, fir deene Leit ze hëllefen, déi duerch d'Inflation net méi d'Méiglechkeet hunn, déi erhéicht Tariffer a Prestatiounen ze bezuelen an deenen hir Ënnerstützungsfro beim Fonds national de solidarité ofgeleent gouf?

Réponse (20/07/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

D'Alters- a Fleegeheemer zu Lëtzebuerg sinn net staatlech kofinanziéiert am Sënn vun enger finanzieller Participatioun, déi de Staat géif fir Fonctionnementskäschten un d'Gestionnaire bezuelen. Déi eenzeg méiglech finanziell Participatioun vum Staat ass am Fall vun enger Renovatioun oder bei engem Neibau, wou de Staat kann en Deel vun de Renovations- a Baukäschten iwwerhuelen.

Dofir ass et dem Staat och net méiglech, an d'Tariffpolitik vun de Gestionnaire vum Alters- a Fleegeheemer anzegräifen.

Et sief bemierkt, dass den Établissement public Senior, deen esou ewéi all déi aner Gestionnairen och net staatlech kofinanziéiert ass, déi lescht Hausse vum Pensionspräis, déi net indexgeboun war, am Joer 2009 gemaach huet.

Wat d'Prestatioun vum Accueil gérontologique ugeet, do wäert ech géint Enn vun dësem Joer en Avant-projet de loi am Regierungsrat diskutéiere loossen, deen d'Ënnerstützung fir d'Beneficiairen däitlech verbessert.

D'Regierung weess awer, dass déi aktuell héich Inflation och de Gestionnaire vum Alters- a Fleegeheemer ze schafe mécht; dofir suivéiert se d'Evolution fir, wann néideg, eventuell Mesuren ze huelen.

Festival Fräiraam | Question **6383** (21/06/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Du 24 au 26 juin aura lieu le festival Fräiraam à la Philharmonie du Luxembourg.

Si en tant que Gauche nous soutenons l'accès libre et sans contraintes aux espaces publics (Fräi Raim), nous soutenons en même temps farouchement une rémunération correcte des artistes qui leur permet de vivre dignement.

Hélas, les artistes participant au festival Fräiraam ne sont pas rémunérés du tout.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Estimez-vous que la non-rémunération des artistes par un établissement public est compatible avec la nouvelle charte de déontologie qui souligne expressément une nécessaire « rémunération juste et équitable » ?

2) Si le choix d'accepter ou non de participer gratuitement à un tel événement revient évidemment à l'artiste, ne jugez-vous pas qu'un établissement public tel que la Philharmonie ne devrait pas recourir à de telles approches ?

3) Ne jugez-vous pas que cette pratique est dévalorisante et contraire à votre volonté de soutenir les artistes dans leur développement et épanouissement professionnels et artistiques ?

Réponse (20/07/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

En juin 2022, le Ministère de la Culture a introduit la Charte de déontologie pour les structures culturelles, un document élaboré de concert avec les acteurs du secteur culturel concernés, afin de défendre les valeurs d'éthique et de professionnalisme qui sous-tendent la relation de confiance entre les structures culturelles, les artistes et le public. La rémunération juste et équitable figure parmi les huit valeurs identifiées par la charte. Cette condition me paraît fondamentale pour le développement et le maintien d'une scène culturelle professionnelle, épanouie et libre, en ce qu'elle vise à garantir la reconnaissance du travail de l'artiste et de ses prestations lorsqu'il est engagé par une structure culturelle.

Pour ce qui est de la question de la gratuité de la participation des musiciens au Fräiraam Festival, qui s'est déroulé du 24 au 26 juin 2022 à la Philharmonie, il y a lieu de formuler plusieurs précisions ayant trait au concept et au contexte du festival :

Dans le cadre de son 15^e anniversaire, la Philharmonie avait élaboré un concept visant à dédier des espaces libres (Fräiraam) de création à la scène musicale locale et nationale. Ainsi est née l'idée d'un festival pour musiciens amateurs, à qui seraient mis à disposition, trois jours durant, les espaces, équipements et équipes professionnels de la Philharmonie, permettant ainsi aux musiciens intéressés de se produire dans un cadre exceptionnel, réservé d'habitude aux musiciens et orchestres professionnels.

Sur base d'un appel, chaque musicien, fanfare, harmonie, ensemble d'élèves ou groupe de musiciens pouvait introduire sa candidature pour participer à cet événement. L'appel s'adressait avant tout aux musiciens amateurs (Fräizäitmuseker), sans pourtant exclure les musiciens qui exercent leur art de manière professionnelle ou semi-professionnelle. Les conditions de participation cependant étaient claires et identiques dès le départ pour tous : la Philharmonie mettra à disposition des intéressés son matériel, ses espaces, son personnel et prendra en charge la promotion et de

la communication de l'événement. Étant donné qu'il s'agissait d'un festival pour amateurs, aucun cachet n'était prévu. La gratuité de la participation des musiciens était à nouveau expressément mentionnée dans la convention de participation, signée par tous les participants au festival.

Les plus de 800 musiciens qui ont finalement pu participer au festival témoignent du succès du concept. Le but poursuivi, offrir aux musiciens amateurs et initiatives locales une scène professionnelle a également su convaincre le public qui s'est rendu en nombre à ce festival dont l'entrée était, elle aussi, gratuite.

Indexation des frais de déplacement forfaitaires | Question **6387** (22/06/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Roy Reding** (ADR)

No eiser Kennzins gouf d'kilometerpauschal säit hirer Aféierung vun 1992 ni indexéiert. Den deemolesge Montant vu knapp 4.000 Frang gouf spéider op knapp 100 Euro ëmgerechent. Säit 1992 sinn d'Transportkäschten, notamment d'Energiekäschten awer massiv geklomm.

An deem Zesammenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi si allgemeng zu enger méiglecher Indexéierung vun der Kilometerpauschal steet?

2. Kann d'Regierung chiffréieren, wéi eng réckwierkend Indexéierung vun der Kilometerpauschal sech op de Staatsbudget géif auswirken?

Réponse (01/09/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

An hirer parlamentarescher Ufro stellen déi honorable Deputéiert Froen zu der Kilometerpauschal, déi am Steiergesetz virgesinn ass.

An deem Kontext gëtt op d'parlamentaresch Fro N° 5146 verweisen, an där d'Regierung scho kloergestallt huet, datt et aktuell keng Pläng ginn, fir eppes un der Kilometerpauschal ze änneren.

D'Regierung investéiert konsequent säit Joren an den effentlechen Transport. Duerch déi héich Investitiounen an d'Schinnenetz an de Weiderausbau vum Tram gëtt d'Verkeiersnetz nohalteg verstärkt, an erhéicht esou d'Offer an d'Qualitéit vum effentlechen Transport, dee säit dem 1. März 2020 gratis ass.

Et ginn duerfir weiderhi keng Pläng fir eng allgemeng Upassung vun der Kilometerpauschal, oder fir de Montant vun dëser ze indexéieren.

Bei enger réckwierkender Indexéierung géif sech de budgetären Impact vun der Kilometerpauschal op ronn 350 Milliounen Euro järelech belafen.

Extension du réseau 5G | Question **6394** (22/06/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Installatioun vu 5G geet virun, obwuel d'Fuerderung vum Europarot a senger Resoloutioun 1815 vu Mee 2011 a vum Europaparlament, fir d'gesondheetlech Risike genee ze ënnersichen nach ëmmer net ëmgesat gi sinn. An deene leschte Joren hunn eng amerikanesch (2018) an eng italieenesch Etüd (2019) nees festgehalen, datt Radiostralen am Frequenzberäich vun 3G, 4G a 5G duerchhaus de Risiko, fir Kriibs ze kréien, kënnen erhéijen. Anerersäits gëtt et keng Etüd, déi seet, datt dës Strale keng Gefor fir d'menschlech Gesondheet sinn.

Dozou wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wou ass Lëtzebuerg mat senger 5G-Infrastruktur drun? Wat sinn déi gréisste Flächen, déi zesammenhängend ofgedeckt ginn? A wéi vill Prozent vum Land funktionéiert 5G?

2. Ginn zu Lëtzebuerg och schonn déi méi héich 5G-Frequenzen am potenziell méi geféierleche Millimeter-Beräich genotzt? Bedeit de séieren a systemateschen Ausbau vu 5G zu Lëtzebuerg, datt d'Regierung keng Gefor fir d'Gesondheet vum Mënsch gesäit? Wéi eng gesondheetlech Etüden huet d'Regierung iwwer déi gesondheetlech Wirkunge vun deene geplangte Frequenzen?

3. Wéi vill vum Ausbau vun eisem 5G-Netz ass während der Zäit vu Corona 2020–2021 geschitt?

Réponse (23/08/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Den Opbau vun der 5G-Infrastruktur huet am August 2020 no der Attributioun vun de 700-MHz- an 3,6-GHz-Lizenzen un déi mobil Operateuren ugefaangen. Aktuell sinn 391 Autorisatiounen fir Sitten, déi dës Frequenzen notzen, vun der Ëmweltministesch a vum Aarbechtsminister ausgestallt ginn. D'Standuerter vun den Antenne sinn um Site vum Geoportal (<https://geoportal.lu/>) am Cadastre GSM verëffentlecht. An enger éischer Phas huet den Opbau vun der 5G-Infrastruktur sech op d'Flächen ëm d'Stad Lëtzebuerg, an der Stad Lëtzebuerg an duerno am Süde vum Land konzentréiert. Eng genee prozentual 5G-Ofdeckung vun Land kann à ce stade nach net spezifizéiert ginn, well déi eenzel Reseauen nach matten am Opbau sinn.

ad 2. Zu Lëtzebuerg sinn d'5G-Frequenzen am Millimeter-Beräich nach net a Betrib. Den Opbau zu Lëtzebuerg ass an deenen uewe genannte Frequenze vun 700 MHz an 3,6 GHz. D'Regierung suivéiert déi wëssenschaftlech Erkenntnisser am Beräich vun den elektromagnéitesche Felder.

Baséierend op enger rezenter Iwwerprüfung vun der wëssenschaftlecher Literatur ass d'WHO zu der Konklusioun kamm, datt déi aktuell virleidend Etuden d'Existenz vu gesondheetleche Problemer, ausgeléist duerch d'Expositioun zu schwachen elektromagnéitesche Felder, net confirméieren.

Déi neitste wëssenschaftlech Publikatiounen vun der „Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)“ aus Frankräich respektiv vum „Panel for the Future of Science and Technology“ vum Europaparlament a vun der Europäescher Kommissioun analyséieren d'Auswirkung vum 5G. Och an dese Publikatiounen ginn et keng confirméiert wëssenschaftlech Resultater, déi een Impact op d'Gesondheet duerch den Deploiment vum 5G (bis 5 GHz) demonstréieren.

Nieft der lafender wëssenschaftlecher Recherche an deem Beräich bleift de Principe de précaution dat wichtegst Instrument, fir d'Expositioun sou niddreg wéi méiglech ze halen. D'Applikatoun vum „principe de précaution“ ass an der Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 0634 aus dem Joer 2019 détailléiert.

ad 3. An de Joren 2020 an 2021 hu virun allem eng Rei administrativ an technesch Virbereedungs-aarbechten op der Säit vun den Operateuren stattfonnt. Am Hierscht 2021 konnten dunn déi éischt 5G-Reseauen de kommerzielle Betrib zu Lëtzebuerg ophuelen, am Ufank op d'Stad Lëtzebuerg fokusséiert.

Interdiction des chaudières à gaz | Question **6417** (28/06/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** | **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Selon des informations portées à notre connaissance, les logements actuellement en construction par la

SNHBM dans le cadre du PAP Geessewee à Belvaux dans la commune de Sanem seraient encore équipés de chaudières à gaz.

Monsieur le Ministre de l'Énergie a pourtant annoncé tout récemment la fin des chauffages sur la base d'énergies fossiles pour les nouvelles constructions tout en précisant que la nouvelle technologie de référence en matière de chauffage serait la pompe à chaleur. En effet, la législation en vigueur prévoit qu'à partir du 1^{er} janvier 2023 des chaudières à gaz et à fioul ne pourront en principe plus être posées dans des bâtiments résidentiels neufs.

Au vu de l'explosion des prix des énergies fossiles qui touchent en premier lieu les ménages à faibles et moyens revenus et considérant la nécessité d'une accélération de la transition énergétique dans le contexte du réchauffement du climat, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que les logements construits par la SNHBM dans le cadre du PAP Geessewee seront équipés de chaudières à gaz ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir un relevé, ventilé par type de chauffage posé ou prévu, de tous les logements achevés ou en construction par la SNHBM et le Fonds du logement dans le cadre de PAP actuellement en cours ?

3) Les logements construits dans le cadre de projets de construction planifiés qui seront entamés au cours de la deuxième moitié de l'année 2022 seront-ils encore équipés de chaudières à gaz ?

4) Les logements prévus dans le cadre des grands projets votés en 2022 par la Chambre des Députés tels que les PAP Neischmelz à Dudelange et Wältgebond à Mamer, seront-ils équipés de chaudières sur la base d'énergies fossiles, tout en sachant que les logements prévus dans le cadre du PAP An der Schmëtt (Fonds du logement) seront chauffés à l'aide de pompes à chaleur et de panneaux photovoltaïques ? Messieurs les Ministres peuvent-ils expliquer ces choix en matière de chauffage ?

5) Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que les projets de construction de logements financés par des fonds publics devraient donner le bon exemple et afficher un bilan écologique exemplaire même en l'absence d'ici 2023 d'une réglementation mettant fin aux chaudières sur la base d'énergies fossiles ?

6) Dans l'affirmative à la question précédente, des modifications en matière de chauffage pour les logements non encore achevés ou entamés seraient-elles encore réalisables et souhaitées par Messieurs les Ministres, notamment en ce qui concerne le PAP Geessewee à Belvaux ?

Réponse (23/08/2022) de M. Henri Kox, Ministre du Logement

ad 1) Il est correct que les logements construits par la SNHBM pour la commune de Sanem dans le cadre du PAP Geessewee sont équipés de chaudières à gaz.

ad 2) Pour le Fonds du Logement, le graphique suivant indique la source d'énergie principale par bâtiments achevés au courant des années 2016-2022. Depuis de nombreuses années, le Fonds du logement vise à privilégier autant que possible le recours aux sources d'énergies renouvelables dans ses projets et la part des bâtiments chauffés au gaz tend à diminuer progressivement.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dans le cas de la SNHBM, le graphique se présente de la façon suivante :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Dans le cas du le Fonds du logement, le graphique suivant indique la source d'énergie principale par bâtiments pour les projets en phase chantier ou en phase études. La part (très minoritaire) de bâtiments encore chauffés au gaz s'explique par des contraintes techniques ne permettant pas le recours à une source d'énergie renouvelable.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La répartition des systèmes de chauffage de la SNHBM se présente de la façon suivante pour les logements à entamer :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) Les logements prévus dans le cadre des projets de grande envergure votés en 2022 par la Chambre des Députés sont chauffés sur la base d'énergies renouvelables. Dans le cadre du PAP Wältgebond à Mamer, tous les bâtiments du Fonds du logement seront raccordés au réseau de chauffage urbain communal qui fonctionne sur base de pellets de bois. En ce qui concerne le PAP Neischmelz à Dudelange, le concept énergétique prévoit de chauffer les logements à l'aide d'une installation de géothermie.

ad 5) En effet, les projets de construction de logements financés par des fonds publics devraient afficher un bilan écologique exemplaire et éviter autant que possible le recours à des énergies fossiles.

ad 6) Il y a lieu de noter qu'à partir de l'année 2023, et au regard des nouvelles réglementations de performances énergétiques, des autorisations de construire ne pourront plus être délivrées pour des logements ayant recours à des systèmes de chauffage à gaz. La question d'une modification des projets en planification ne se pose dès lors que pour des projets pour lesquels les permis de construire pourraient être délivrés au cours des semaines à venir ou dont la réalisation n'a pas encore été entamée tout en disposant d'un permis de construire.

Or, un changement du système de chauffage pour de tels projets présente une modification à tel point substantielle, qu'elle ne saurait être justifiée ni du point de vue du coût supplémentaire engendré, ni du point de vue du retard dans la réalisation.

Ceci est particulièrement vrai pour le PAP Geessewee, réalisé par la SNHBM pour la commune de Sanem et dont la phase même de commercialisation vient d'être lancée.

Interruption volontaire de grossesse | Question 6427 (30/06/2022) de Mme Josée Lorsché | M. Marc Hansen (déi gréng)

Depuis la mise en vigueur de la loi du 17 décembre 2014, le Luxembourg dispose d'une des lois les plus libérales sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) au niveau européen. Pourtant, une vue globale de l'IVG au Luxembourg fait défaut en raison d'un manque de statistiques précises et de nomenclature spécifique en la matière.

En effet, la réalité de l'avortement par voie médicamenteuse, favorisé dans la plupart des cas, suppose qu'un code spécifique y afférent soit intégré dans la nomenclature de la CNS. Dans le même ordre d'idées, le code relatif au curetage (6A71), pratiqué dans d'autres cas,

ne fait pas de distinction entre l'acte d'une IVG en tant que telle et toute autre intervention nécessitant un curetage, y compris une interruption médicale de grossesse (IMG).

Compte tenu de ces constats, mais également du fait qu'une prise en charge de qualité nécessite du temps car il s'agit pour les médecins de bien expliquer, lors d'une consultation, les options qui se trouvent à la disposition d'une personne concernée, nous aimerions avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Santé ainsi que de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Est-il prévu d'intégrer l'IVG dans la nomenclature de la CNS et de définir dans ce contexte clairement les différents actes et tarifs relatifs à l'IVG en y tenant compte du facteur temps qui est une condition essentielle pour une consultation de qualité dans ce domaine très sensible ?

2) Dans quel délai une telle nomenclature pourrait-elle le cas échéant entrer en vigueur et quel sera dès lors le taux de remboursement, sachant qu'en France une IVG coûte en moyenne 250 euros et qu'elle est à 100 % prise en charge par la sécurité sociale française ?

3) Quelles sont les raisons pour lesquelles une telle nomenclature fait toujours défaut au Luxembourg ?

4) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne sont-ils pas d'avis que le Luxembourg devrait se doter de statistiques et de chiffres fiables relatifs aux IVG effectivement réalisées tant dans le milieu hospitalier qu'extrahospitalier, vu que de telles données constituent la base pour la mise en place d'une prévention efficace et ciblée ?

5) L'obligation de la documentation hospitalière qui a été introduite par la loi sur les établissements hospitaliers du 8 mars 2018, a-t-elle permis d'établir des données précises concernant les IVG réalisées en milieu hospitalier, tel qu'il a été affirmé dans la réponse ministérielle à la question parlementaire 240 du 22 janvier 2019 ? Dans l'affirmative, de quelles données s'agit-il plus précisément et pourront-elles nous être communiquées ?

6) Une évaluation portant sur l'application de la loi sur l'IVG de 2014 est-elle prévue dans le but d'analyser entre autres si l'accès à une IVG est réellement assuré à toute personne concernée, si le nombre des IVG réalisées à l'étranger a diminué et si les campagnes de prévention, voire les programmes d'éducation sexuelle et affective mènent effectivement à réduire le nombre des IVG ?

7) Quelle est la position de Madame la Ministre au sujet de la revendication du Planning Familial d'étendre le délai du droit à l'IVG d'actuellement 12 à 14 semaines à partir du début de la grossesse ?

Réponse (23/08/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) à 3) Début 2018, le Ministère de la Santé a saisi la Commission de nomenclature de quatre demandes standardisées relatives à l'Interruption volontaire de grossesse (IVG). Deux demandes se rapportaient à l'inscription dans la nomenclature de nouveaux actes techniques, la troisième demande concernait la modification du libellé d'un acte technique existant et la quatrième demande proposait la création d'un acte général destiné à être invoqué pour la première consultation de prise en charge et de conseil lors d'une demande d'IVG.

Toutefois, dans le cadre des échanges portant sur ces demandes, la création de codes spécifiques dans la nomenclature des actes des médecins et médecins

dentistes avait alors été mise en doute notamment parce que l'IVG peut être pris en charge sous forme de codes existants et qu'il n'existait pas d'intérêt scientifique pour préciser qu'un curetage est fait hors grossesse. Il avait alors été décidé de relancer les discussions dans le cadre des futurs travaux sur la révision du chapitre relatif à la gynécologie de la nomenclature.

Les travaux sont actuellement en cours entre la CNS et la Société luxembourgeoise de gynécologie et d'obstétrique (SLGO) dans le cadre de la refonte de la nomenclature¹. Dans ce contexte, les actes d'interruption volontaire de grossesse (IVG) font l'objet de discussions et de précisions avec différents types d'indicateurs, dont notamment le facteur temps. Par ailleurs, des actes plus ciblés permettront aussi d'avoir des données statistiques plus précises.

Une fois la recommandation circonstanciée validée par la Commission de nomenclature, l'avant-projet de règlement grand-ducal devra suivre le parcours de la procédure réglementaire.

ad 4) Dans le cadre d'une motion déposée par l'honorable Député Alex Bodry le 22 novembre 2012, le Gouvernement avait notamment été invité à veiller à ce que les médecins et les services d'assistance psychosociale déclarent à des fins de statistiques les IVG et consultations en matière d'IVG. Ces travaux n'ont pas encore pu être entamés jusqu'à présent, cependant il est prévu d'instaurer à courte échéance un groupe de travail chargé d'établir des statistiques en matière d'IVG.

Par ailleurs, il est important de souligner qu'il existe deux parcours médicaux différents pour procéder à une interruption volontaire de la grossesse (IVG) :

- 1) IVG par prise du médicament Mifépristone dans le cas où la grossesse est de moins de 9 semaines (63 jours) d'aménorrhée, jusqu'à 12 semaines possibles dans le cadre d'une prise en charge hospitalière ;
- 2) IVG chirurgicale pour les grossesses de plus de 9 semaines (63 jours) et de moins de 14 semaines d'aménorrhée.

Les IVG par prise de médicament peuvent être réalisées soit au Planning Familial, soit auprès d'un médecin spécialiste en gynécologie-obstétrique dans son cabinet médical ou à l'hôpital. Les IVG chirurgicales sont effectuées dans un hôpital.

Les codes de la nomenclature existants (consultations gynécologiques et échographies) suffisent pour que le médecin gynécologue-obstétricien puisse facturer toutes les phases de la procédure à suivre selon la loi du 17 décembre 2014 modifiant la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse, mais plus spécifiquement dans son article 12 (1).

Seule la consultation psychologique (obligatoire pour la mineure et facultative chez l'adulte) n'est pas spécifiquement prise en charge par la Caisse nationale de santé (CNS). Toutefois, comme le motif des consultations médicales n'est pas renseigné, il est impossible de distinguer ces consultations des autres consultations facturées et remboursées par la CNS.

Comme la nomenclature n'est actuellement pas suffisamment détaillée en la matière, les données de facturation de la CNS ne permettent pas non plus de définir de manière précise les IVG chirurgicales réalisées à l'hôpital. En effet, la distinction entre une IVG et un

curetage réalisé suite à une fausse couche n'est pas possible.

D'autre part, le nombre de cas d'IVG par prise de Mifépristone ne pourrait pas non plus être déterminé de manière précise à partir de la base de données de la CNS, étant donné que la Mifépristone est indiquée dans plusieurs prises en charge médicales autres que l'IVG médicamenteuse.

Actuellement, seuls les chiffres provenant du Planning Familial renseignent sur le nombre d'IVG pratiquées. Ainsi, en 2021, 601 femmes ont contacté le Planning Familial en raison d'une grossesse non planifiée. Après réorientation directe par manque de disponibilité (pas de gynécologue), changement d'avis, non présentation pour le premier rendez-vous ou la première échographie, fausse couche, grossesses arrêtées ou extra-utérines :

- 516 IVG ont été planifiées dont 98,3 % au Luxembourg et 1,7 % à l'étranger (1,36 % hors délais) ;
 - 449 IVG ont été pratiquées au Planning Familial jusqu'à 7, voire 8 semaines depuis les dernières règles (8SA), soit 87 % ;
 - 16 patientes ont été adressées par le CHL (avec 1^{ère} échographie) ;
 - 63 patientes ont été adressées par des confrères privés (avec 1^{ère} échographie) ;
 - 57 femmes ont été transférées au CHL avec qui le Planning Familial a une convention et 1 chez un.e confrère ;
 - 9 IVG ont été pratiquées à l'étranger : 2 en Belgique et 7 aux Pays-Bas ;
 - 51 femmes ont été adressées chez des consoeurs/confrères en raison de l'indisponibilité de la consultation pour 1^{ère} échographie (par ex. vacances du seul médecin spécialiste en gynécologie) puis IVG au Planning Familial.
- La moyenne d'âge était de 28,25 ans à l'instar de 2020 ; la moyenne d'âge de la grossesse au moment de l'IVG était de 4,3 semaines.

ad 5) Notons d'emblée que les IVG médicamenteuses, qui sont fréquentes, se font habituellement en milieu extrahospitalier et ne sont donc pas soumises à une obligation de documentation à visée statistique.

Dans le cadre de la documentation hospitalière, un recueil de données médicales est réalisé en milieu hospitalier portant sur les diagnostics et les actes ou procédures réalisés durant le séjour hospitalier. Les classifications utilisées permettent de coder les séjours dont le motif est « induced termination of pregnancy (code Z33.2) ». L'information relative à la cause de l'interruption de grossesse peut être documentée au travers des codes de pathologies associées dans le cas d'une interruption médicale ou thérapeutique de grossesse. Le codage de ces informations est dépendant de la qualité de la documentation présente dans le dossier hospitalier de la patiente et de la bonne utilisation des règles de codage.

Suite à la pandémie Covid-19 et à l'affectation d'agents de la Direction de la santé aux priorités de la lutte pandémique, la documentation hospitalière a pris un certain retard : la qualité du codage hospitalier n'a pas encore été évaluée et la base de données des séjours hospitaliers est en cours de construction. Ainsi, la Direction de la santé n'est pas encore en mesure de fournir des données chiffrées concernant les IVG réalisées en milieu hospitalier. Le délai envisagé pour les exploitations statistiques générales de la documentation hospitalière est envisagé à un an et nécessitera une période supplémentaire de validation pour garantir la pertinence des informations avant publication.

ad 6) Le ministère ne dispose pas d'information dans quelle mesure l'accès à une IVG est assuré à tout

personne concernée. Il n'en reste cependant pas moins que toute personne voulant procéder à une IVG dans le délai imparti peut toujours s'adresser au Planning Familial si elle a l'impression ne pas bénéficier de l'attention que son cas requiert de la part de son médecin traitant.

En ce qui concerne le nombre d'IVG réalisés à l'étranger, seuls les chiffres du Planning Familial renseignent sur ces cas.

Notons finalement que même si l'activité médicale repose sur la prévention tout comme les interventions de l'équipe d'éducation sexuelle et affective (ESA), des grossesses non désirées surviendront toujours. La prise en charge d'une grossesse non désirée implique des consultations longues et minutieuses, il est partant d'autant plus important de fournir dès le premier contact avec la patiente qui souhaite procéder à une IVG, les informations relatives aux possibilités de contraception qui se posent à elle afin d'éviter toute nouvelle grossesse non désirée.

ad 7) La France a effectivement récemment prolongé le délai autorisé pour réaliser une IVG à 14 semaines de grossesse. Des discussions similaires sont actuellement en cours en Belgique. Aux Pays-Bas, le délai s'élève actuellement à 24 semaines d'aménorrhée.

L'éventuel prolongement du délai de droit à l'IVG de 12 semaines à 14 semaines au Luxembourg est actuellement à l'étude et des réflexions concernant une éventuelle réévaluation de cette position et une modification législative de la loi modifiée du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse sont actuellement en cours. Dans ce sens des réunions de concertation sont prévues dès la rentrée entre le Ministère de la Santé et la Société de gynécologie et d'obstétrique ainsi que le Planning Familial.

Dépendance de l'Union européenne de la Russie en matière d'énergie nucléaire | Question 6431 (30/06/2022) de M. Max Hahn (DP)

D'Ofhängegkeet vun der EU vu Russland am Beräich vun der Energie beschränkt sech net nëmmen op Äerdgas a Pétrol. 20,2 % vun den Uran-Importer sinn 2020 aus Russland komm. Dobäi kommen nach emol 19,2 %, déi aus Kazakhstan, engem Alliierte vu Russland, importéiert goufen. An der EU ginn et ausserdem 18 Atomkraaftwierker, déi nëmme mat sechs-eckege russesche Brennelementer bedriwwen kënnen ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Energie füllgend Froe stellen:

1. Wat sinn d'Efforten op EU-Niveau, fir am Beräich vun der Atomenergie méi onofhängeg vu Russland ze ginn?
2. Wéi grouss schätzt den Här Minister de Risiko an, dass Russland änlech wéi beim Gas, och an dësem Beräich Exportstopper decidéiere kéint?
3. Wat wieren d'Konsequenzen heivu fir déi betraffe Länner? Wat wieren déi indirekt Konsequenzen op Lëtzebuerg vun esou engem Schrott? Wat wieren d'Konsequenze fir d'Netzstabilitéit an der EU?

Réponse (23/08/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1. Russland ass laut der Euratom Supply Agency (ESA 2021) den drëtgréisste Liwwerant vun Uran un d'EU. Virun allem fënnf EU-Memberstaate sinn ofhängeg vu Russland: Bulgarien, Tschechien, Finnland, Ungarn an d'Slowakei.

¹ Règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrétant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie

Am Géigesaz zu den Embargoe fir russesch fossill Brennstoffer ass d'Reduzéierung vun der Ofhängegkeet vun Uran zanter dem Ufank vum Krich an der Ukrain vun der EU-Kommissioun ganz wéineg thematiséiert ginn.

Am Moment gëtt et och keng Sanktioun géint russesch Importer vu Kernbrennstoff fir zivill Zwecker an d'EU. D'EU-Kommissioun huet an hirer Strategie „RE-PowerEU“ vum Mee 2022 just drop higewisen, datt ee misst Diversifikatiounsoptiounen préiwien an de betroffenen EU-Memberstaaten zougeséichert dobäi ze hëllefen.

ad 2. an 3. Et ass imprevisibel, wéi Russland och an dësem Beräich Energie als Waff kann asetzen. De russesche President ass onberechenbar an d'EU muss alles maachen, fir sech aus der fossiller an och nukleärer Ofhängegkeet ze befreien. Et ass awer och ze soen, datt Atom insgesamt en ëmmer manner groussen Undeel vun der Stroumproduktioun an der EU huet.

Propriétés de POST Luxembourg | Question 6434 (01/07/2022) de Mme Diane Aehm (CSV)

POST Luxembourg est un établissement public créé par la loi modifiée du 10 août 1992. L'article 47 (1) prévoit les dispositions suivantes :

« Dans l'intérêt de la réalisation de la mission de l'entreprise, l'État fait un apport en nature et en numéraire. Le Gouvernement en conseil arrête les montants correspondant aux apports en nature sur la base du rapport d'un réviseur d'entreprise.

Ces apports contiennent les propriétés domaniales, les bâtiments y construits ou en voie de construction, les équipements, réseaux, ouvrages divers et les véhicules ainsi qu'une dotation initiale telle que définie à l'article 52.

Un relevé qui est joint en annexe à la présente loi et qui en fait partie intégrante énumère les propriétés domaniales faisant l'objet de l'apport susvisé. »

La loi contient une « annexe à l'article 47 de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création d'une entreprise des postes et télécommunications », listant les différents bureaux de poste, bureaux de poste abritant en outre des installations de télécommunication, centres de télécommunications, bâtiments divers et centres administratifs.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des propriétés qui ne sont plus dans la possession de POST Luxembourg ?

– À qui ces propriétés ont-elles été vendues ?

– Ces propriétés ont-elles été vendues au prix du marché ? Comment est-ce que POST Luxembourg détermine la valeur d'une propriété à vendre ? Est-ce que POST Luxembourg fait appel pour chaque propriété à vendre à des experts indépendants pour évaluer la valeur de la propriété en question ?

– Quel est le montant des bénéfices que POST Luxembourg a réalisé avec des transactions immobilières au cours des dix dernières années ?

– L'article 7 (1) prévoit les dispositions suivantes :

« Le conseil exerce les attributions suivantes : [...] i. il approuve les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles dans la mesure où ces transactions sont inférieures ou égales à dix millions d'euros. »

Qu'en est-il des transactions supérieures à dix millions d'euros ?

Réponse (01/09/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

POST Luxembourg poursuit depuis 2006 une politique de vente de ses immeubles qui respecte strictement l'ordre suivant pour trouver un repreneur :

- 1) l'immeuble est proposé en premier lieu à la commune concernée ;
- 2) ensuite, il est proposé soit au Fonds du logement, soit à une autre instance étatique ;
- 3) si aucune partie ne manifeste son intérêt, il est procédé à une vente aux enchères de l'immeuble sur le marché public.

POST Luxembourg a vendu 31 propriétés depuis la création de l'entreprise. Les propriétés, qui ne sont dès lors plus dans la possession de POST Luxembourg, sont reprises dans la liste ci-dessous, avec indication de l'acheteur ou du type de vente :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les ventes de gré à gré reprises dans le tableau ci-dessus datent d'avant 2006.

Au cours des dix dernières années, POST Luxembourg a vendu des immeubles pour un total de 18,4 millions d'euros. Ces ventes ont rapporté soit une plus-value, soit une moins-value par rapport à la valeur indiquée dans l'acte d'apport de 1992 auquel l'honorable Députée fait référence. Pour déterminer la valeur d'un immeuble à vendre, POST Luxembourg indique qu'elle fait appel à au moins deux évaluateurs indépendants pour chaque immeuble. La vente se fait toujours au prix du marché.

Le montant de 18,4 millions d'euros est à considérer conjointement avec les plus ou moins 200 millions d'euros que POST Luxembourg a investis dans son parc immobilier au cours de la même période.

Pour des transactions d'une valeur inférieure ou égale à 10 millions d'euros, l'approbation du conseil d'administration de POST est effectivement requise en vertu de l'article 7 (1) de la loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications, telle qu'elle a été modifiée par la suite.

Pour les transactions supérieures à 10 millions d'euros, l'approbation du conseil d'administration et du ministre de tutelle sont requises en vertu de l'article 23 (2) de la loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications, telle qu'elle a été modifiée par la suite.

Matériel didactique disponible en ligne | Question 6446 (05/07/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Internet kënnen Enseignanten, déi hir Schoulstonne virbereede wëllen, eng ganz Rëtsch Ureegungen an och souguer ganz fäerdeg opgebaute Coursë fannen. Net ëmmer goufen déi proposéiert Coursen awer vu Pedagogen ausgeschafft an och net all déi proposéiert Inhalter si konform mam Plan d'études. Eng eegestänneg inhaltlech Evaluatioun an eng Qualitéitskontroll duerch d'Enseignanten ass soumat onerlässlech – virun allem, well och politesch a reliéis motivéiert Schoulmaterialien, déi keng objektiv Fakten erëmispigelen a soumat näischt an enger Schoul verluer hunn, am Internet kurséiere kënnen.

An de soziale Medie circuléieren an deem Kontext zurzäit Bäitrag vun Elteren aus Däitschland, déi schockéiert sinn iwwert d'Inhalter, déi hire Kanner am Sexualkundeunterricht bäibruucht goufen. Bericht gëtt hei vu Schoulmaterial, wat de Kanner eng extreem konservativ, kierperfeindlech an homophob Siicht op d'menschlech Sexualitéit soll vermëttelt hunn, obwuel

dës Inhalter esou net um Schoulprogramm stoungen. Esou Schoulmaterial gëtt zum Beispill vu staark konservative reliéise Gemeinschaften ausgeschafft a verdeelt an ass esou och zum Deel online fräi zougänglech fir jiddereen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Ass et och zu Lëtzebuerg schonn zu Fäll wéi deem uewe genannte komm, wou Elteren sech doropshi beim Ministère beschwéiert hunn? Falls jo, wéi oft a wéi eng Suitten huet de Ministère dës Fäll ginn?

2. Ginn d'Problemer, déi mat Schoulmaterialien a Coursen, déi online oder offline vu Vereenegunge mat politescher oder reliéiser Motivatioun ugebuede ginn, an der Ausbildung an an der Formation continue um IFEN thematiséiert?

Wéi gëtt d'Leierpersonal hei sensibiliséiert?

3. U wie sollte sech d'Eltere wenden, wa si d'Gefill hunn, dass hir Kanner Inhalter vermëttelt kréien, déi dem lëtzebuergesche Plan d'études net entsprechen?

Réponse (02/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Bei mengem Ministère hu sech bis elo keng Elteren am Kader vun der vun honorablen Deputéierten ugeschwatener Problematik beschwéiert.

Den Artikel 11 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental gesäit vir, datt déi pedagogesch Equippen op Alternativen zu deem vum Minister recommandéierten didaktische Material kënnen zeréckgräifen ënner de Konditiounen, datt dat alternativt didaktesch Material vum Schoulcomité approuvéiert gouf, an datt et konform zum Plan d'études ass. Iwwer dës Wee ass séchergestallt, datt direkt méi Membere vun der Schoulcommunautéit un der Selektioun vum didaktische Material deelhueven, dat an de Lëtzebuurger Schouklasse agesat gëtt, an zesumme garantéieren, datt dës Material konform zum Plan d'études ass.

ad 2. Den IFEN bitt eng ganz Rei Formatiounen an Zesammenaarbecht ënner anerem mam CESAS, Planning Familial an anere Professionellen aus Lëtzebuerg an dem Ausland zu den Theeme Geschlechterdiversitéit, Genderklischeeën oder Sexismus un.

Hei reflektéieren déi Professionell aus der Educatioun hir Haltung zu den Theeme Geschlechter, Geschlechternormen a Stereotypen, a ginn och un eng ganz Rei vu Kenntnissier am Zesammenhang mat dëser Thematik erugefouert. Dacks besteet den Inhalt vun dëse Formatiounen aus enger kritescher Auseenansetzung mat Virstellungen, Stereotypen, vermeintleche Sécherheeten, Intersektionalitéit an Diversitéite ronderëm d'Themeberäicher sexuell an affektiv Orientéierungen a Geschlechterlechkeet. Nieft der Vermëttlung vun Usätz mam Fokus op der Diversitéit, léieren si och hei Unterrechtmaterial an didaktesch Material kennen, dat si am Alldag an den Institutiounen uwende kënnen. Heibäi ginn awer och konkret Presentatiounen vu problematiséierte Ressourcen zur Fërderung vun der Gläichstellung vu Meedercher a Jongen an den Émgang mat der LGBTI-Diskriminéierung (vu Lesben, Schwulen, Bisexuellen, Transgender, Intersexuellen) thematiséiert.

ad 3. Sollten Eltere nach Froen zum didaktische Material hunn, dat an der Schouklasse vun hirem Kand agesat gëtt, esou ass deem éischten Uspriechpartner ëmmer den Titulaire de classe. Weider kënnen d'Elteren de Coordinateur de cycle an/oder de Schoulpresident kontaktéieren, fir vun dësem weider Renseignement zum didaktische Material ze kréien, dat an de Klasse vum concernéierte Cycle agesat gëtt.

DAP Education | Question 6452 (06/07/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Op der traditioneller Rentréespressekonzferenz, den 13. September 2021, huet den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend déi nei Ausbildung „DAP Education“ an der Formation professionnelle ugekënnegt. Dës gouf den 3. Mee 2022 méi genau presentéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Wéi ass d'Berufsbild vum „DAP Education“ definéiert? Laut dem Informationsflyer „DAP Education – Meng Ausbildung, Meng Passioun“ kann ee mat dëser Ausbildung a Betreuungsstrukture schaffen, zum Beispill Maison-relais oder Crèche fir Kanner vun 0 bis 4 a vu 4 bis 12 Joer, donieft och a sozialpedagogesche Strukture fir Jugendlecher. Kann den Här Minister dëst confirméieren?

2. Am Accord, deen den Här Minister zesumme mat der CGFP de 16. November 2021 ënnerschriwwen hat, gouf festgehalen, dass den „DAP Education“ och an de „centres de compétences“ intervenéiere géif. Dëst féint een an deem uewe genannte Flyer net erëm. Kann den Här Minister bestätegen, dass dëst de Fall ass?

3. Wann den „DAP Education“ och an de „centres de compétences“ agesat ka ginn, a wéi enge Fächer ginn d'Schüler virbereet, fir am Inklusiounssektor ze schaffen?

4. Wéi vill Schoule wäerten den „DAP Education“ ubidden?

5. Sinn d'Admissiounen zueleméisseg begrenzt? Wa jo – wéi vill Schülerinnen a Schüler wäerte maximal pro Schoul uegholl ginn?

6. Wann ee Schüler oder eng Schülerin den „DAP Education“ gepackt huet, wéi eng zousätzlech Ausbildungsperspektiven huet dës Persoun dono? Ginn do Passerellen uegebueden, wéi zum Beispill eng, fir dono de Beruff vum „éducateur diplômé“ ze léieren?

7. Laut der „grille d'horaires“ ass den „DAP Education“ als „plein temps“ mat Stage virgesinn, firwat ass bei dëser Ausbildung net de „régime concomitant“ gewielt ginn?

8. Si genuch Ausbildungsbeträiber fir d'Stage bereet, déi déi néideg Bedéngungen erfëllen?

9. Hunn d'Lycéeën dat néideg Personal, fir dësen DAP ze ernaamieren? Wéi eng spezifesch Enseignanté gi gebraucht?

10. Fir d'Vakanzenaktivitéite kann an de Maison-relais op Schüler a Studenten zeréckgegraff ginn, déi am Besët vun engem Brevet „aide-animateur – niveau A“ sinn. Dëst ënner der Opsicht vum „Personnel d'encadrement“. Gehéiert eng Persoun mat engem ofgeschlossenen „DAP Education“ och zum „personnel d'encadrement“?

Réponse (02/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Jo, dat sinn déi wichtegst Aarbechtsfelder, an deenen den Agent sociopédagogique dono schafft.

ad 2. an 3. D'Kompetenzzentren (Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée) betreie Kanner a Jonker mat ganz ënnerschiddleche Bedierfnesser; dëst souwuel an de Klasse vun de Kompetenzzentren wéi och an de Grondschoulen an an de Lycéeën. Deemo kéint en Agent sociopédagogique mat engem DAP Education duerchaus och bei der Prise en charge vu Schüler duerch e Kompetenzzentrum schaffen. D'Formatioun vum DAP Auxiliaire de vie

gëtt am Moment och reforméiert a spezialiséiert op Personnes à besoins spécifiques. Den Accord, deen de 16. November 2021 mat der CGFP ënnerschriwwen gouf, gesäit sengersäits just vir, datt an Zukunft och Agente mat engem DAP kéinten agestallt ginn, ouni awer ze preziséieren, ëm wéi en DAP et sech dobäi handelt.

Wéi eng Modullen den neien Auxiliaire de vie op seng Tächen an de Kompetenzzentren virbereeden, kann een haut nach net soen, well d'Formatioun eréischt elaboréiert gëtt. An dat mat all de Parties prenantes aus dem Secteur, dorënner och d'Kompetenzzentren.

D'Betreiung vu Kanner mat spezifesche Bedierfnesser ass natierlech och en Deel vun der Ausbildung DAP Education, well och an der Aarbecht an den SEA- oder AEF-Strukture gëtt Inklusioun groussgeschriwwen. D'Schülerinnen a d'Schüler ginn duerfir am Laf vun hirer Ausbildung och dorop virbereet, bei Kanner mat spezifesche Bedierfnesser ze intervenéieren.

ad 4. Folgend Lycéeën bidden d'Formatioun DAP Education fir September 2022 un:

- Lycée du Nord
- Lycée technique pour professions éducatives et sociales
- Lycée technique de Bonnevoie
- Lycée technique du Centre
- Lycée Nic-Biever
- Lycée Mathias Adam
- Lycée Guillaume Kroll
- Maacher Lycée
- Nordstad-Lycée
- École nationale pour adultes
- École privée Marie-Consolatrice
- École privée Sainte-Anne
- École privée Fieldgen

Des Weidere gëtt och jeeweils eng Klass an deenen zwee CNFPC zu Esch-Uelzecht an Ettelbréck opge-maach.

ad 5. All Schoul muss fir sech festleeën, wéi vill Schüler pro Klass kënnen opgeholl ginn. Dat hänkt vun de jeeweilige Ramebedéngungen of. Eng vum Educatiounsministère festgeluechte Maximalzuel gëtt et net.

ad 6. An der Berufsausbildung gëtt sech ëmmer beméit, dem Motto „kein Abschluss ohne Anschluss“ gerecht ze ginn. Vu datt awer keng legal festgeluechte Passerell tëscht der Berufsausbildung an dem Enseignement secondaire existéiert, gëtt et vum DAP Education keng automatesch Passerell op d'Formatioun vum Educateur. Et gëtt awer d'Méiglechkeet, fir eng Admissioun sur dossier am Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) oder der École nationale pour adultes (ENAD) unzefroen.

ad 7. An de Gespréicher mat de Patronatsvertrieeder innerhalb vun der Équipe curriculaire gouf de Wonsch geäussert, datt dës Formation an dëser Form sollt uegebuede ginn. Dëst gouf dann och vun der ganzer Équipe curriculaire esou arréiert. Déi verschidde Stagen erlaben et de Schülerinnen a Schüler, en Abléck an déi verschidden Aarbechtsfelder ze kréien an hir Formation an d'Praxis ëmzesetzen.

ad 8. Eng Institutioun, déi eng Schülerin oder e Schüler an de Stage wëll ophuelen, kann op der Chambre de Commerce den Droit de former ufroen. Institutiounen aus dem Kannerberäich, déi bis ewell Auxiliaires de vie ausgebild hunn, kënnen dann och den Droit de former a vereinfachter Form kréien. Fir den Undrang während de Stageperioden op d'Institutiounen a Grenzen ze halen, ginn d'Stagen zesumme mat de Lycéeën an all Regioun op verschidde Periode verdeelt.

ad 9. Aktuell leeft de Recrutement nach. Fir déi fachspezifesche Modulle gi virun allem Enseignanté mat

der Spezialisatioun Pedagogik, Educateur gradué oder Psychologie gebraucht.

ad 10. Laut dem Règlement grand-ducal vum 14. November 2013 gehéiert den Agent sociopédagogique zum „personnel d'encadrement“ vun enger Maison-relais. Dësen Diplom preparéiert déi jonk Leit spezifesch dorop, fir am SEA-Beräich ze schaffen.

Conseil de discipline aux lycées | Question 6453 (06/07/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Artikel 21 vum Gesetz vum 25. Juni 2004 „portant organisation des lycées et lycées techniques“ gëtt d'Prozedur am Zesammenhank mam „conseil de discipline“ (fréier bekannt ënner der Bezeichnung „gréngen Dësch“) erkläert. Et ass kloer, datt esou een Disziplinarrout een entscheidenden Impakt net nëmmen op déi schoulesch Karriär vum Schüler, mee och op déi ganz Schoulcommunitéit kann hunn.

An deem Zesammenhank hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi vill Disziplinarréit gouf et am Schouljoer 2021/2022 an de Lëtzebuerger Lycéeën? Aus wéi enge Grënn goufen dës Disziplinarréit aberuff a wéi eng Moossname goufen decidéiert?

2. Wéi huet sech d'Zuel vun den Disziplinarréit an de Lëtzebuerger Lycéeën an technesche Lycéeën an deene leschte Joren entwéckelt?

3. Wéi vill Schüler sinn an deene leschte Joren, a besonnesch och am Schouljoer 2021/2022, vun hirer Schoul verwise ginn?

4. Wéi ass d'Opdeelung vun dëse Renvoien no Geschlecht an Alter?

5. Wéi vill Decisiounen vun den Disziplinarréit sinn an deene leschte Joren, a besonnesch och am Schouljoer 2021/2022, annulléiert gi vun der Berufungskommissioun („commission de recours“)?

6. Wéi oft ass déi Kommissioun uegefrot ginn?

Réponse (02/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Schouljoer 2021/2022 sinn 286 Disziplinarréit (Conseils de discipline) an de Lëtzebuerger Lycéeën aberuff ginn; 209-mol ass eng Schülerin oder e Schüler doropshi vun der Schoul verwise ginn.

Dës Disziplinarréit goufen aus folgende Grënn aberuff, sou wéi et am Artikel 43 vum Lycéesgesetz (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) virgesinn ass:

- voies de fait, incitation à la violence, menace et actes de violence commis à l'égard d'un membre de la communauté scolaire;
- insulte grave;
- atteinte aux bonnes mœurs;
- port d'armes;
- harcèlement moral ou sexuel;
- vol dans l'enceinte du lycée ou lors d'un déplacement scolaire ou d'une activité périscolaire;
- faux en écriture, falsification de documents;
- refus d'observer les mesures de sécurité;
- déclenchement d'une fausse alerte ou annonce d'un danger inexistant avec l'intention de déclencher une fausse alerte;
- détention ou consommation ou trafic, dans l'enceinte du lycée, de stupéfiants prohibés;
- absence injustifiée des cours durant plus de soixante leçons au cours d'une même année scolaire ou plus de trente leçons pour les élèves des classes concomitantes;

– trois exclusions, pendant une même année scolaire, de tous les cours pour chaque fois au moins une journée.

ad 2. an 3. D'Zuel vun den Disziplinarréit ass an deene leschten dräi Jore liicht an d'Luucht gaang.

D'Zuele vum Schouljoer 2019/2020 mussen allerdéngs relativéiert ginn, well de Presenzunterrecht an de Schoulen dat Joer zäitweis net konnt stattfannen, dëst opgrond vun der Pandemie.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. D'Donnéen, déi eis vun de Lycéeën iwwermëttelt ginn, erlabe keng Opdeelung no Geschlecht an Alter.

ad 5. a 6. D'Berufungskommissioun (Commission de recours) ass am Laf vum Schouljoer 2021/2022 16-mol saisiéiert ginn; 13-mol ass d'Decisioun vum Renvoi confirméiert ginn, 3-mol ass se annulléiert ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Experts externes dans l'enseignement secondaire | Question 6459 (07/07/2022) de Mme Martine Hansen | M. Marc Spautz (CSV)

Am Enseignement secondaire ginn eng Partie Coursé vu sougenannten externen Experte gehalen. An deem Kontext wéilt mir follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

– Kann den Här Minister eis driwwer informéieren, wéi dës Experte pedagogesch begleet ginn?

– Kann den Här Minister eis matdeelen, a wéi enge Fächer op extern Experten zréckgegraff gëtt a fir wéi vill Wochestonnen?

Réponse (02/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Am Enseignement secondaire besteet déi primär Aufgab vun de sougenannten „experts externes“ doran, an engem Domän ze intervenéieren, an deem si duerch hire beruflechen Hannergrond oder hir beruflech Vergaangenheet eng Erfahrung oder eng Expertis hunn, déi een am Prinzip net bei engem Enseignant fënnt.

D'Experts externes intervenéieren a verschiddene Beräicher wéi zum Beispill der Organisatioun vu péri-parascolaireschen Aktivitéiten, der Begleitung vu Stagen am Beräich vun de Gesondheets- an den edukative Beruffer oder nach der Simulatioun vu Berufssituatiounen am Gesondheetsberäich.

Donieft ginn awer och eng Rei vun Experts externes fir den Unterrecht agesat; de folgenden Tablo weist d'Opdeelung no Fächer an d'Zuel vun de Wochestonnen, déi während dem Schouljoer 2021/2022 vun dëse Leit gehale goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dës Zuele weisen, datt d'Zeréckgräifen op Experts externes, déi direkt am Unterrecht intervenéieren, marginal ass an eng absolut Ausnam duerstelt.

Déi pedagogesch Begleitung vun den Experts externes geschitt schoulinn; si gëtt vun den Direktiounen vun de Lycéeën organiséiert.

Contrat type des médecins libéraux | Question 6480 (14/07/2022) de M. Laurent Mosar | M. Max Hengel (CSV)

Suite aux révélations concernant la résiliation du contrat d'un médecin psychiatre par le Centre national de

rééducation fonctionnelle et de réadaptation, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) précise dans un communiqué que les « relations contractuelles entre les médecins libéraux agréés et les établissements hospitaliers se font sur base d'un contrat dit "de collaboration" ». Le contrat type se fonderait sur un accord entre l'AMMD et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) négocié en 2004. Pourtant, toujours selon l'AMMD, cet accord ne prévoit pas de rétribution financière du médecin vers l'hôpital. En outre, l'Association des médecins et médecins-dentistes constate, que certains établissements hospitaliers ne respectent plus le contenu du contrat type.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que l'accord entre l'AMMD et la FHL est toujours en vigueur ?

2) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis qu'une telle rétribution financière est conforme à l'article 32 du Code de déontologie médicale et conforme à l'article 20 de la loi modifiée de 1983 sur l'exercice de la profession de médecin ?

3) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis qu'une rétribution financière d'un médecin libéral envers un établissement public financé entièrement par le denier public est justifiée ?

4) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que certains établissements hospitaliers ne respectent plus le contenu du contrat type négocié entre l'AMMD et la FHL ?

– Dans l'affirmative, quels sont les établissements en cause ?

5) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que l'accord entre l'AMMD et la FHL concernant les relations contractuelles entre les médecins libéraux agréés et les établissements hospitaliers doit être renégocié ?

Réponse (25/08/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Le contrat type de collaboration est fondé sur les dispositions de l'article 33, paragraphe 7 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Force est de constater que l'accord en question entre l'AMMD et la FHL n'a pas fait l'objet d'une publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Par ailleurs, ce même constat est corroboré par l'avis n° 51.878 du Conseil d'État notant que : « Le Conseil d'État n'a pas connaissance d'une publication officielle d'un tel contrat type qui serait opposable aux administrés conformément aux exigences de l'article 112 de la Constitution. »

ad 2) Oui, puisqu'il ne s'agit pas d'un partage d'honoraires entre confrères mais d'une participation par les médecins aux frais directs et indirects pour l'utilisation des ressources des établissements hospitaliers telles que les bureaux de consultations, les prestations administratives, etc. Il s'agit donc d'une simplification administrative permettant d'avoir un contrat collectif pour tous les services mis à disposition par l'hôpital au lieu de devoir élaborer un contrat individuel par type de service.

ad 3) La notion de contrat type d'un contrat d'agrément pour prestataires des soins non-salariés dans les établissements hospitaliers a été mise en place par l'article 31 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers dont c'était l'unique objet. Il s'agissait d'harmoniser des stipulations contractuelles sans imposer une quelconque restriction à la liberté d'exercice d'une profession indépendante. Un contrat type ne peut pas apporter des restrictions à l'exercice médical

qui iraient au-delà de ce qui est prévu dans les dispositions légales, ni prévoir des dispositions qui seraient contraires à la loi, mais pourra tout au plus régler le détail d'éléments dénués de toute plus-value normative.

ad 4) Étant donné que le Ministère de la Santé n'a pas été officiellement saisi du contrat type en question, il ne peut, par conséquent, ni confirmer ni infirmer cette affirmation.

ad 5) Oui, étant donné que le projet de loi n° 8009 modifie l'article 33, paragraphe 7 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en ajoutant un point nouveau au contenu essentiel du contrat type de collaboration, l'accord entre l'AMMD et la FHL concernant les relations contractuelles entre les médecins libéraux agréés et les établissements hospitaliers doit être renégocié en tenant compte de cette modification.

Déclenchement de la phase de vigilance | Question 6483 (14/07/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Gëschter, um 13.07.2022, hunn den Ëmweltministère an d'Waasserwirtschaftsamt e Communiqué eraus ginn, deen doriwuer informéiert, dass zu Lëtzebuerg opgrond vun den héijen Temperaturen an de feelenden Nidderschléi bis op Weideres eng „phase de vigilance“ declenchéiert gouf, wat d'Waasserkonsumatioun betrëfft. Niewent Recommandatiounen fir Privatleit enthält de Communiqué och en Appell un d'Entreprises an d'Gemenge mat de Wieder:

Secteur communal et professionnel: Cet appel s'adresse également aux communes et aux entreprises, qui peuvent limiter l'utilisation de l'eau potable au strict nécessaire, notamment en optimisant l'arrosage des espaces verts, en évitant l'utilisation des nettoyeurs à haute pression, ou encore en mettant à l'arrêt les fontaines publiques.

Trotz dësem Appell konnt ee gëschter an haut an der Hauptstadt awer nach gesinn, wéi de Pawee mam Hochdruckreiniger gebotzt ginn ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi gouf de Communiqué un d'Gemenge weidergeleert?

2. Kruten d'Gemengen iwwert de Communiqué eraus detailléiert Recommandatiounen, déi d'Waasserconsumatioun betraff hunn?

Réponse (23/08/2022) de **Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Eng Circulaire ministérielle huet d'Gemengen iwwert d'Akraaftriiede vun der Phase de vigilance informéiert. Dës ass vum Inneministère un d'Gemenge verschéckt ginn. An der genannter Circulaire stounge kloer Recommandatiounen fir de bewossten a spuersamen Émgang mam Drénkwaasser, souwéi dass keng Entnahmen aus de Baache méi d'äerf getäteg ginn.

D'Circulaire N° 4159, ewéi aner Circulaires och, kann an aller Transparenz un Internetsite vum Inneministère erofgeluede ginn: <https://mint.gouvernement.lu/fr/Circulaires/circulaires-2022/juillet-decembre.html>.

Indemnité des apprentis adultes | Question 6486 (14/07/2022) de M. Fred Keup (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 6224 schreift den Här Schoulminister zu der

Auswirkung vum PII op d'Indemnitéit vun de Léierbouwen enner anerem dat hei: „Wat den Apprentissage adulte ugeet, gesäit dat groussherzoglecht Reglement vom 17. Dezember 2010 iwver d'Organisation vum Apprentissage pour adultes vir, datt d'Apprentis adultes eng Indemnitéit (déi virum PII, respektiv nom PII) an e Complement kréien. D'Zomm vu béide Beträg ergëtt dann den onqualifizierte Mindestloun.“

Am Artikel 7 vum groussherzogliche Reglement, op dat den Här Minister sech bezitt, ass zu den Indemnitéiten am Apprentissage adulte dann och dat hei ze liesen: « Le patron formateur paye à l'apprenti l'indemnité d'apprentissage légale ou conventionnelle augmentée d'un complément d'indemnité jusqu'à concurrence du salaire social minimum pour salariés non qualifiés. Le complément est remboursé au patron formateur par le Fonds pour l'emploi, s'il s'agit de demandeurs d'emploi, et par les crédits budgétaires du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, s'il s'agit d'autres candidats à l'apprentissage pour adultes. Le remboursement du complément se fait selon les modalités du formulaire de remboursement délivré au patron formateur par le Service d'orientation professionnelle de l'Administration de l'emploi. Copie du contrat d'apprentissage est à adresser par la chambre professionnelle patronale au Service d'orientation professionnelle de l'Administration de l'emploi. » Den Text enthält keng Referenz op de PII.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Schoulminister nach gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister prezisiereren, ob de Léierbouf, deen en Apprentissage adulte mécht, virum Ofschloss vum PII manner ewéi den onqualifizierte Mindestloun an der Pai kritt oder ob den Ofschloss just eng Differenz fir de Remboursement vum Complement un de Patron bedeit?

2. Falls am Sënn vun der Fro virdrun dat Zweet zoutreff, gesäit den Här Minister duerch de PII dann eng Ongläichbehandlung vun deene Léierbouwen, déi hir Ausbildung iwvert den éischte Bildungswee ofschléissen?

3. Kann den Här Minister hypotheetesch matdeelen, ob hien dës Ongläichbehandlung als Ursach géif gesinn, fir de PII als Module am Lycée ze integréieren oder ofzeschaffen, fir méi eng héich Kohärenz tëschent dem éischten an dem zweete Bildungswee ze bewirken?

Réponse (02/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De Léierbouf/d'Léiermeedchen am Apprentissage adulte kritt souwuel virum wéi och nom PII den onqualifizierte Mindestloun. D'Reussite vum PII huet just en Impact op de Remboursement vum Complement un de Patron.

ad 2. Vu datt mir hei zwee verschidde Systemer mat spezifische Modalitéiten hunn, kann een net vun enger Ongläichbehandlung schwätzen. Wéi schon am Punkt 1) geschriwwen, verdéngt de Léierbouf/d'Léiermeedchen am Apprentissage adulte den onqualifizierte Mindestloun. Beim éischte Bildungswee ass eng Indemnitéit virgesinn (Groussherzoglecht Reglement vom 4. August 2022 iwver d'Indemnitéiten am Apprentissage), déi am Fall vun der Reussite vum PII eropgeet.

ad 3. Laut Artikel 32 vum modifizierete Gesetz vom 19. Dezember 2008 iwver d'Reform vun der Berufsausbildung gëtt de Projet integréiert als Module consideréiert. Hei ass keng weider Ännerung virgesinn.

.....
Service hivernal dans le nord du pays | Question **6494** (15/07/2022) de **M. Carlo Weber** (LSAP)

Mir gouf zougedroen, dass de Wanterdéngscht am Norde vum Land esou reforméiert soll ginn, dass fir d'Kantone Clierf a Wolz just nach ee Cantonnier zoustänneg wier. Bis elo ware während de Wanterméint d'Permanenzen an dese Kantonen ëmmer besat. Dat war eng gutt Léisung, well esou der ënnerschiddlecher Situatioun tëscht beispillsweis Pommerlach a Wäiswampech konnt Rechnung gedroe ginn. Eng korrekt a séier Kontroll vun de Stroosse ka manner gutt vun engem eenzege Cantonnier bewältegt ginn, deen dann och vill méi wäit fuere misst, virun allem, wann ee bedenkt, dass d'Stroossennetz vun de Kantone Clierf a Wolz ëm déi 1.300 km ëmfaasst. Um Enn kéint sech dat och negativ op d'Stroossesécherheet auswirken.

An deem Zesammenhang wëll ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatiounen bestätegen?

2. Wa jo, wat ass de Grond fir dës Ännerungen?

Réponse (01/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Sécherheet vun den Automobilisten huet bei mir am Ministère a menge Servicer, wéi bei der Stroossebauverwaltung héchst Prioritéit. D'Stroossebauverwaltung ass deemno houfreg, fir an all de Beräicher, fir déi si zoustänneg sinn, dee beschtméigleche Service ze bidden. Dorënner fällt natierlech och de Wanterdéngscht, fir dee si landeswäit op de Staatsstroossen zoustänneg sinn.

Hanner deenen Asätz am Wanter stécht enorm vill Aarbecht, Koordinatioun a Planifikatioun, déi vu baussen net ëmmer novollzéibar sinn. D'Preparatiounen fänke schon am Fréjoer un, dorënner d'Kontroll vun de Gefierer, déi gewaart a virbereet musse ginn. Och muss genuch Salz bestallt ginn, d'Streckepläng ugepasst ginn, déi nei Chaufferen an Aarbechter agewise ginn an d'Permanencepläng erstallt ginn. D'Ausmooss vun engem Wanter kann een zwar ni virausgesinn, mee duerch déi laangjäreg Erfahrung ass d'Stroossebauverwaltung gutt virbereet, fir de Wanterdéngscht an alle Situatiounen kënnen ze garantéieren.

Fir dass d'Stroossebauverwaltung den Automobilisten och an Zukunft dee Service ka bidden, dee si gewinnt sinn, gëtt et reegelméisseg Reunionen, fir de Wanterdéngscht ze thematiséieren, wat dann natierlech zu där enger oder anerer Ännerung féiere kann. Dat kann dann och emol bedeiten, datt zum Beispill déi intern Permanencepläng a Funktioun vum Personal nei opgestallt musse ginn.

Et ass richtig, dass et Iwwerleeunge gëtt, fir d'Wantermaintenance vun de „surveillant des domaines“ aneschters ze organiséieren, dëst awer net nëmme am Kanton Clierf a Wolz, mee am ganze Land.

ad 2. Wa fréier d'Presenz vum „surveillant des domaines“ um Kanton noutwendeg war, fir den Zoustand vun der Strooss um Terrain am A ze behalen, well et keng aner Donnéeë ginn ass, ass dat haut net méi zwéngend noutwendeg, an dat Dank der Digitalisatioun an dem technesche Fortschritt.

Am Beräich vum Wanterdéngscht gëtt et permanent nei technesch Weiderentwicklungen an nei digital Méiglechkeeten. Et gëtt ëmmer méi prezis Stroossen- a Wiederdaten, déi zum Deel vun eegene Wiederstationen kommen, awer och vun externe Meteoservicer, mat deemspriechend méi prezise Previsiounen,

déi donieft koordinéiert si mat de belschen a franséische Stroossegestionnairen. Op déi Informatiounen kann d'Stroossebauverwaltung iwver sämtlech digital Medie permanent an iwverall zrëckgräfen.

Et huet sech och erausgestallt, datt fir déi meescht Asätz allegueren d'Kantoner erausfuere. Dës féiert zu engem uniforme Streebild iwver d'Kantongrenzen eraus a verhënnert, datt den Automobilist beim Iwwerfuere vun der Kantongrenz op eng aner Stroossensituatioun trëfft.

Zu gudder Lescht sinn och d'Streeween selwer ëmmer besser equipéiert, wat een automatiséierte Streeprozess erméiglecht.

D'Stroossebauverwaltung féiert also bestänneg Iwwerleeungen zur Optimiséierung vun Aarbechtsfoleef, well den digitale Fortschritt eng Rëtsch nei Méiglechkeeten ubitt. Hei géllt et awer ze betounen, datt all Ännerung ëmmer am Interessi vun de Bierger sinn, an eng Verbesserung mat sech brénge soll a keng Verschlechterung.

Zu gudder Lescht bléift nach ze bemierken, dass d'Stroossennetz vun de Kantone Clierf a Wolz keng 1.300 Kilometer ëmfaasst, mee 580 Kilometer.

.....
Trafic scolaire sur le site du Limpertsberg | Question **6500** (19/07/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

En 2018, Monsieur le Ministre avait annoncé les relocalisations du Lycée Michel Lucius et du Lycée technique du Centre pour l'année 2025 au plus tôt. Le Lycée technique du Centre situé au Limpertsberg sera relocalisé vers le nouveau quartier en cours de développement du Midfield, desservi par le pôle multimodal en cours d'aménagement de Howald.

Entre-temps, Monsieur le Ministre a également annoncé l'installation à terme de la nouvelle école internationale, l'École Gaston Thorn, sur l'ancien site du Lycée technique du Centre.

Par le passé, le déménagement du Lycée technique du Centre et de ses nombreux élèves avait été imputée à une tentative de mieux répartir et de calmer le trafic scolaire. Or, en l'absence de mesures adéquates, l'installation de l'École Gaston Thorn sur le site du Limpertsberg ne devrait pas changer l'ampleur du trafic scolaire. Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

1) Dans la perspective de l'installation définitive de l'École internationale Gaston Thorn sur l'ancien site du Lycée technique du Centre, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le concept en vue pour tranquilliser le trafic scolaire sur le site du Limpertsberg ?

2) Qu'est-ce qui a motivé le déplacement du Lycée technique du Centre et son remplacement sur le site original par l'École internationale Gaston Thorn ?

3) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une telle démarche pourrait jouer en faveur d'une homogénéisation de la population scolaire des points de vue sociodémographique et socio-économique ?

Réponse (01/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Une tranquillisation conséquente du trafic scolaire sur le site du Limpertsberg et une meilleure accessibilité des différents établissements scolaires étaient au centre des réflexions qui ont mené le Gouvernement à planifier une délocalisation de tous les

établissements scolaires de la partie nord du Limpertsberg, à savoir le Lycée Michel Lucius, l'école Waldorf, le Lycée technique du Centre, et l'Université du Luxembourg.

Suite au déplacement de 1.200 étudiants de l'Université du Luxembourg vers Esch-Belval et la relocalisation du Lycée Vauban direction « Ban de Gasperich » début 2018, le nombre d'élèves et d'étudiants a sensiblement baissé de 8.050 à 5.500.

Avec le déménagement de la Waldorfschoul et la relocalisation du Lycée Michel Lucius (environ 1.600 élèves) vers le Kirchberg ainsi que celle du Lycée technique du Centre (environ 1.800 élèves) direction Cloche d'Or, le nombre d'élèves fréquentant le campus Limpertsberg à moyen et à long terme continuera à diminuer pour atteindre le nombre de quelque 1.900 élèves en 2028.

L'implantation de l'École internationale Gaston Thorn au Limpertsberg se fera dans le cadre d'un projet de requalification urbaine du quartier, dont les réflexions par rapport à la mobilité feront partie intégrante du projet.

Il est envisagé de réaffecter une grande partie des surfaces du Campus nord du Limpertsberg à de nouvelles utilisations en donnant la priorité à la création de logements abordables. Dans cette optique, il est prévu d'élaborer un plan directeur pour la totalité du site sous la régie du Ministère du Logement et en collaboration étroite avec la Ville de Luxembourg. Un concept de mobilité, élaboré en concertation avec tous les acteurs concernés, à savoir le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, la Ville de Luxembourg et l'École internationale Gaston Thorn, fera partie intégrante de ce plan directeur.

ad 2) Le Lycée technique du Centre (LTC) a été construit dans les années 1960, respectivement 1980, et nécessite d'importantes adaptations, voire rénovations ; ceci est également valable pour l'annexe du LTC au Kirchberg. Entre-temps, les obligations en matière de sécurité sont devenues plus exigeantes et les études menées par l'Administration des bâtiments publics ont confirmé qu'une nouvelle construction sur un nouveau site serait plus favorable qu'une rénovation des infrastructures existantes.

L'offre scolaire du LTC est très spécifique, notamment en raison des ateliers, et draine ainsi des élèves du pays entier. Il fut donc décidé de déplacer ledit lycée à proximité immédiate d'un pôle d'échange multimodal afin de faciliter l'accès et en même temps de décharger le quartier du Limpertsberg d'une partie majeure de son trafic scolaire, et de réunir les deux parties du LTC sur un même campus. La construction d'un nouveau bâtiment constituera par conséquent un avantage considérable. Jusqu'à la fin des travaux de construction, le LTC pourrait fonctionner sans perturbations sur ses deux sites actuels.

Néanmoins à l'avenir, ce site restera affecté au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE). En effet, les nouveaux bâtiments, en fonction depuis la rentrée scolaire 2020 et abritant une cuisine de production avec un vaste restaurant scolaire, ainsi qu'un hall de sport à trois unités et des vestiaires, sont des constructions indépendantes qui pourront compléter, après démolition ou rénovation partielle de l'ancien bâtiment du LTC, une nouvelle structure scolaire de moindre envergure.

ad 3) La rénovation des infrastructures scolaires existantes et la planification d'infrastructures nouvelles tiennent compte en premier lieu d'impératifs liés :
– à des questions d'ordre technique,

– à la disponibilité des terrains nécessaires le cas échéant,
– aux transports publics.

Une homogénéisation de la population scolaire des points de vue sociodémographique et socio-économique n'est pas recherchée par le Gouvernement qui préconise au contraire la mixité sociale des élèves.

.....
Assistant parental | Question 6509 (20/07/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Den 12. Juli gouf an der Chamber d'Gesetz vun der gratis Kannerbetreuung an de Structure vun der nonformaler Bildung gestëmmt. Vun der Rentrée 2022/2023 ass den Accueil während de Schoulwoche deemno gratis fir déi schoulflüchtig Kanner aus dem Enseignement fondamental. D'Gratuitéit betrëfft all d'Bildungs- a Betreuungsstrukture fir schoulflüchtig Kanner, also och d'Dagesmammen a -pappen (Assistants parentaux). Alleguer si se aktuell mat de klammende Präisser bei de Liewensmëttel konfrontéiert, ouni dass de Barème fir d'gratist Mëttegiessen am Kader vum System „chèque-service accueil“ ugepasst ginn ass.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Kann den Här Minister mech iwwer d'Evolution vun der Unzuel vun Dagesmammen a -pappe während deene leschten dräi Joer informéieren?
2. Falls ee Réckgang ze verzechnen ass, wéi eng eventuell Grënn gesäit den Här Minister fir d'Decisioun vu verschiddenen Dageselteren, fir mat hirer Aktivitéit opzehalen?
3. Am Fall, wou den Här Minister der Meenung ass, dass d'Dageselteren e wichtegt Element vun der Offer vun der Kannerbetreuung sinn, ass hie gewëllt, eppes géint de Réckgang vun der Unzuel vun „assistants parentaux“ ze maachen?
4. Wa jo, wéi eng Moosname si geplangt, fir d'Attraktivitéit vum „assistant parental“ héich ze halen?
5. Wéini wëll den Här Minister iwwer eng Upassung vum Plaffong vun der maximaler finanzieller Participatioun duerch de Staat pro Kand a pro Stonn fir den Accueil a fir d'Essen an de „structures d'accueil“ an och bei den „assistants parentaux“ decidéieren?

Réponse (02/09/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Unzuel vun den agreéierten Dageselteren ass zanter 2017, zanter der Aféierung vum Bildungsrahmenplan a sengen Ufuerderungen, réckleefeg. D'Unzuel vun den agreéierten Dageselteren huet sech iwwert déi lescht dräi Joer follgendermoossen entwéckelt:

31.12.2019	31.12.2020	31.12.2021
532	486	448

ad 2. En Agreement kann opgrond vun der Demande vun der Dagesmamm/dem Dagespapp annulléiert ginn, oder e gëtt annulléiert, well d'Dagesmamm/den Dagespapp d'Konditioun vum Gesetz net méi erfëllt. Laut den Aussoe vun deenen Dageselteren, déi eng Demande gestallt hunn, fir den Agreement ze annulléieren, sinn d'Grënn, déi si uféieren, ganz ënnerschiddlech. Verschidden Dageselteren halen zum Beispill op, well si an d'Pensioun ginn, anerer sichen sech eng aner Aarbecht. Eng Rëtsch Dageseltere wiesselen d'Wunneng an halen op mat der Aktivitéit.

Mat der Aféierung vum Bildungsoptrag am Joer 2017 sinn natierlech och déi professionell Ufuerderungen un d'Dageseltere geklommen. Et gëtt sécherlech eng Rëtsch Dageselteren, déi an de leschte Joren opgehale hunn, well si sech iwwerferdert spieren duerch de Bildungsoptrag, dee si kruten, och wa se dat net selwer als Grond ugin.

Mat Ausnam vum Joer 2017, mat der Aféierung vum Bildungsrahmenplan, huet sech d'Unzuel vun den Dageselteren, déi all Joer ophalen, awer net weesentlech geännert. Wat geännert huet, a wat och ausschlaggebend ass fir de Réckgang vun den Dageselteren, ass de Fait, dass sech kaum nach Leit mellen, fir an d'Aktivitéit eranzeklammen. An der Zäit hu pro Joer ëm 100 nei Kandidaten d'Prozedur ugefaangen, fir d'Funktionsvun der Dagesmamm/dem Dagespapp ze assuréieren, an hunn domadden d'Unzuel vun den Annulatiounen kompenséiert. D'lescht Joer zum Beispill hunn 13 Kandidaten d'Prozedur ugefaangen, an et goufen nëmmen 10 nei Agreementen ausgestellt par rapport zu 49 Annulatiounen.

ad 3. De Réckgang vun der Unzuel vun Dageselteren ass den 20. Abrëll 2022 an der zoustänneger Chamberkommissioun diskutéiert ginn am Kontext vun der Motioun vum honorabelen Deputéierte Serge Wilmes.

An dëser Chamberkommissioun ass d'Bedeitung vun den Dageselteren als ee wichtegt Element vun der Offer vun der nonformaler Bildung ervirgehuewe ginn, an déi verschidde Pisten, déi an der Ausaarbechtung sinn, goufen erkläert. D'Diversitéit vun der Betreuungs- a Bildungsoffer ze erhalen, ass och laut Regierungsprogramm eng Prioritéit, well se erméiglecht, beschtméiglech op déi verschidde Besoine vun Kand an den Elteren anzegoen.

Fir d'Diversitéit ze erhalen a fir den Accueil en famille ze valoriséieren, gëtt am Kader vun enger Reform vun der Funktioun Assistance parentale, zesumme mat de betroffenen Acteuren (Service national de la jeunesse, Agence Dageselteren, Dageselteren, Träger aus dem Secteur vun der nonformaler Bildung) a mat Hëllef vun enger externer Consultance, en ëmfaassenden Analys- a Reflexiounsprozess gefouert.

ad 4. Wéi an der Chamberkommissioun schonns preziséiert, dréien d'Reflexiounen ronderëm déi follgend Achsen:

- d'Käschtenanalys vum Accueil bei den Dageseltere mam Hibleck op eng eventuell Erhéijung vun der maximaler staatlecher Hëllef vum Chèque-service accueil;
- d'Meiglechkeet, eng Indemnité de démarrage anzeféieren;
- d'Concertatiounen ronderëm d'Afëiere vum Programm vun der Méisproochegkeet bei den Dageselteren.

Vu datt den aktuelle Statut vun den Dageselteren als Independant eng Rei Problemer mat sech bréngt, evaluéiert mäin Departement doriwwer eraus och verschidde Pisten am Hibleck op hire Statut.

Et sief an dësem Kontext och drun erënnert, dass d'Gratuitéit vum Accueil an dem Iesse bei de Schoulkanner ab der Rentrée 2022/2023 och bei den Dageselteren applizéiert gëtt.

ad 5. Mäin Departement ass amgaangen, an engem breede Concertatiounsprozess mat enger externer Consultance an all de concernéierte Partner, Analysen ze maachen iwwer d'Käschtestruktur vum Accueil bei den Dageselteren. En änlechen Analys- a Concertatiounsprozess gëtt am Kontext vun den institutionelle Bildungs- a Betreuungsstrukturen initiéiert.

Op Basis vun dësen Analyse gëtt eng Decisioun geholl iwwer eng eventuell Upassung vum Plaffong vun der maximaler finanzieller Participatioun duerch de Staat.

Impact de la canicule sur l'infrastructure de transport | Question 6514 (20/07/2022) de **M. Max Hahn** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Am Kader vun der aktueller Canicule konnten ënner anerem an England op verschiddene Strecken zäitweileng keng Zich méi fueren, well sech d'Gleiser duerch déi grouss Hëtzt verformt haten.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass et zu Lëtzebuerg och scho virkomm, dass sech Gleiser weinst der Hëtzt verformt hunn?
2. Wéi geet d'CFL mat dësem Risiko, deen an den nächste Jore weider klamme wäert, ëm? Wéi eng Mesurë si virgesinn, fir ze evitéieren, dass Zich ausfalen, well se net méi op de Gleiser fuere kënnen?
3. A wéi fern ass den Tramsreseau vum selwechte Risiko betroff? Wéi geet Luxtram mat dësem Risiko ëm?
4. Wéi eng aner Elementer vun der Mobilitéitsinfrastruktur kéinten duerch eng Hëtztwell sou staark belaacht ginn, dass se ausfale kéinten? Wéi gëtt sech op déi Eventualitéit preparéiert?

Réponse (25/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Jo, dat kënnt an der Moyenne eemol pro Joer vir.

ad 2. De Risiko vu Gleisverdréckungen a Gleisverwengunge gëtt an den Eisebunnsreglementer behandelt an et sinn eng Rei Mesurë virgesinn, fir deem entgëintzewirken.

D'Schinn ginn esou verschweest, dass ee Gläichgewicht tëschen den Zochkräfte bei nidderegen Temperaturen am Wanter an den Drockkräfte bei héijen Temperaturen am Summer besteet. Niewent deenen normale Gleisbegehunge si weinst den héijen Temperaturen zousätzlech Gleisbegehunge virgesinn, fir eventuell Schwaachpunkte feststellen an ze beheben. D'Iwwerwaachung vun de Schinnentemperature geschitt digital mat Hëllef vu Festinstallatiounen, déi iwwert de Reseau verdeelt sinn.

Bei der Erneuerung vu Gleiser gi systematesch Bëtonsschwellen agebaut, well déi eng besser Stabilitéit garantéieren.

ad 3. Am Géigesaz zu de Schinne beim Zuch (CFL) stinn d'Schinn vum Tram op enger vegetaliséierter oder mineraliséierter Plattform. An dëser Konfiguratioun ass just déi iewesch Laffläch vun der Schinn der Sonn ausgesetzt, d'Säite vun de Schinne gi vum Belag verstoppt. Och d'Vitess vum Tram a sengem urbanen Ëmfeld ass méi niddreg am Verglach zu där vum Zuch, soudatt d'Belaaschtung vun der Infrastruktur och méi kleng ass.

De Risiko vun enger Verformung vun der Schinn kann awer ni komplett ausgeschloss ginn.

Fir dëse Risiko op e Minimum ze reduzéieren, gëtt fir sämtlech Systemer eng präventiv Maintenance duerchgefouert.

ad 4. En anert Element vun der Infrastruktur, déi duerch eng Hëtztwell kéint staark belaacht ginn, ass d'Oberleitung. Iwwer Géigegewichter gëtt si awer enger konstanter mechanischer Spannung ausgesetzt. Duerch Hëtzt an déi doraus follgend Dilatiatioun kann awer d'Oberleitung geschwächt ginn.

Weiderhi stellen Energieversuergungssystemer ee Risiko duer. Dës sinn awer beispillsweis beim Tram gréisstendeels ënnerierdesch geluecht ginn a sinn domadder net vun enger Hëtztwell betroff.

Petit éolien | Question 6515 (20/07/2022) de **M. Max Hahn** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass eng vun de Prioritéite vun der Regierung am Kampf géint de Klimawandel. Eng intressant Pist ass de Modell vum Prosumer, also der Produktioun a Consommation vun Energie op lokalem Niveau, deen duerch d'Regierung och schonn op déi eng oder aner Manéier ënnerstëtzt gëtt.

D'Autoconsommation vun nohaltegem Strom beschränkt sech allerdéngs am Moment op PV-Anlagen, während Wandkraaft éischer am Kader vu grouse Wandparke genotzt gëtt.

Déi spuenesch Firma Vortex Bladeless huet eng Turbin entwéckelt, déi duerch de Wand a Schwéngung geréit an op déi Manéier Strom produzéiert. De Modell ass mat maximal dräi Meter Héicht daitlech méi kleng ewéi normal Wandrieder a kéint och ënner gewësse Konditiounen, z. B. um Daach vu Büroen oder Wunnhaiser installéiert ginn.

Donieft gëtt et um Marché och e grouse Choix u vertikale Wandturbinen, déi genesou fir d'Stromproduktioun a klengem Moosstaf agesat kéinte ginn a PV-Anlagen ergänze kéinten.

An deem Kader wollte mir der d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohaltege Entwécklung an dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

1. Ass d'Regierung au courant vun dëse Wandturbinen?
2. Ginn et Iwwerleeungen, ënner gewëssen Ëmstänn d'Installatioun vun esou Wandturbinen mat méi niddreger Leeschtung z. B. doheem um Daach oder am Gaart ze erlaben? Wa jo, wat wieren d'Konditiounen?
3. Ass d'Regierung bereet, esou Wandturbinen, änlech ewéi PV-Anlagen, ze subventionéieren? Wann net, firwat net?

Réponse (19/08/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. De Sujet vu kleng Wandanlagen ass de betrefene Ministère bekannt, an an der Vergaangenheet goufen och schonns Entwéckler vu sou Mini-Wandanlagen ënnerstëtzt. Och si vereenzelt sou Anlagen hei am Land opgeriicht ginn. Wat de spezifische Fall vu Vortex Bladeless ueget, sou leien dem Minister, zoustänneg fir Energie, keng präzis Demarchen oder Informatiounen vir.

ad 2. Wann een esou eng Anlag wëllt oprichten, gëtt et jee no Anlag an no Plaz, wou se soll opgeriicht ginn, verschidden Obligatiounen, wéi z. B.

- eng Baugeneemegung,
- eng Geneemegung opgrond vum Naturschutzgesetz beim Oprichten innerhalb vun enger Gréngzon,
- eng Geneemegung opgrond vum Kommodosgesetz (nëmme Wandturbinen/Wandanlage mat iwwert 100 kVA, wat dann 80 kW installéierter Leeschtung géif entsprechen, brauchen eng Kommodosgeneemegung, fir méi kleng Anlage gesäit d'Kommodosgesetz keng Obligatiounen vir).

Onofhängeg vun deenen Obligatiounen ass et och wichtig, bei esou Anlagen op d'Schallemissiounen (dB Wäerter) opzepasst, genesou wéi op déi technesch Uschlossbedingunge vum Netzbedriewer.

ad 3. Fir d'Wandkraaft ginn et zwee finanziell Ureizer, déi och fir kleng Wandanlage gëllen:

- engersäits eng Hëllef op der Investitioun fir Betriber (déi beim Wirtschaftsministère uegefrot ka ginn)

iwwert den Artikel 9 vum Staatshëllefgesetz vum 15. Dezember 2017;

– an anerersäits den Aspeisetarif (vum Energieministère), deen am Reglement iwwert d'Produktioun vu Strom op Basis vun erneierbaren Energie virgesinn ass.

Et ass och ervirzehiewen, dass grouse Wandturbinen daitlech méi Strom produzéieren wéi dës kleng an d'Regierung dowéinst virun allem op den Ausbau vun dëse setzt.

Païement de la prime pour la production d'électricité à partir de sources renouvelables | Question 6518 (21/07/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Onsen Informatiounen no koum et an der rezenter Vergaangenheet zu Problemer beim Ausbeuele vun de garantéierten Aspeisetariffer vu PV-Anlagen (déi een ënner dem A3.1-Formular ufroe kann). Nodeems dës Demande an den Accusé de réception am Februar erausgeschéckt goufen, waarden déi betrafte Leit bis haut nach op hiren Decompte an domadder och op d'Ausbeuelen. Déi concernéiert Leit krute per Telefon matgedeelt, dass hiren Dossier an der Rei wier, et géif een awer nach säitens vum Ministère op d'Fräigab vun de Sue waarden.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Energieminister stellen:

1. Kann de Minister confirméieren, dass et dëst Joer zu Verzögerunge bei den Ausbeuelunge fir garantéiert Aspeisetariffer vu PV-Anlage komm ass?
2. Wa jo, wat sinn d'Grënn hefir a wéi wëll een an Zukunft sou Verzögerunge verhënnere?

Réponse (23/08/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. De Règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 instituant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz huet e Primmeregime agefouert fir elektresche Strom, deen zu Lëtzebuerg op Basis vu Wandenergie, Waasserenergie, Solarenergie an Energie vu Biomass a Biogas produzéiert gëtt. Dëst Reglement gesäit keen Delai vir fir d'Ausbeuele vun dësen Aiden a vun engem Joer op dat anert kënnen dës Delaien an engem gewësse Mooss variéieren. Dëst Joer sinn d'Delaie fir den Traitement vun dësen Ufroen zum Deel méi laang gewiescht, sou wéi dat och bei anere Primmen a finanziellen Hëlfelefen de Fall war.

ad 2. Dës méi laang Delaie komme weinst dem grouse Succès vun der Primm „Klimabonus Mobilitéit“ esouwéi dem „Neistart-Lëtzebuerg-Programm“ an déi doduerch erhéichten Unzuel vun Demanden. Dowéinst hunn am Service subsidies et aides financières vun der Ëmweltverwaltung missen d'Ressourcen tëscht deene verschiddene Regimmer ëmverdeelt ginn. Weider Retarde waren duerch d'Covid-19-Situatioun bedéngt. De Service huet sech an der Tëschenzäit anescht opgestallt, esou datt een Ausfall vun engem Agent keen esou groussen Impakt méi huet.

Action « été » pour les sans-abris | Question 6519 (21/07/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wäit Deeler an Europa befannen sech aktuell erëm an enger Hëtztwell, déi virun allem déi Schwächsten an eiser Gesellschaft mat voller Wucht trëfft. Leit, déi op der Strooss liewen, hunn net vill Méiglechkeeten, fir sech virun den héijen Temperaturen ze schützen.

Grad an Zäite vum Klimawandel, wou mer ëmmer méi mat Wiederextremer wäerten ze kämpfen hunn, géllt et, déi Schwächsten an eiser Gesellschaft viru sengen Auswierkungen ze schützen.

Zu Berlin wëllt een hei elo aktiv ginn: Wéi de „Berliner Kurier“ mell, ginn do speziell Noutënnerkënf, wann d'Temperaturen erop ginn. De Grondgedanken ass änlech wéi bei der Wanteraktioun: D'Leit gi virum extreme Wieder geschützt.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Fro stellen:

– Gëtt dëst Konzept och schonns zu Lëtzebuerg applizéiert a falls jo, wou?

Falls nee, wäert d'Regierung hei handelen, fir nach an dësem Summer esou eng Noutënnerkonft zur Verfügung ze stellen?

Réponse (11/08/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

De Familljeministère ënnerstëtzt finanziell eng Rei u Noutfallstrukturen a Servicer, déi sech dat ganz Joer iwwer ëm obdachlos Persounen bekëmmere, ewéi zum Beispill déi dräi Haltes de nuit (vu Caritas accueil et solidarité an der Croix-Rouge), de Service premier appel (vun Inter-Actions), de Service para-chute (vu Caritas accueil et solidarité) an awer och d'Urgence-Foyeren Abrisud zu Esch a Centre Ulysse an der Stad. Et gëtt awer um Terrain kee Besoin, fir eng Noutënnerkonft ze schafen, déi spezifesch bei héijen Temperature kéint an Usproch geholl ginn.

D'Acteuren um Terrain hunn eng Rei u Mesurë geholl, fir hir Beneficiairë virun den héijen Temperaturen ze schützen. Esou kréien obdachlos Persounen reegelméisseg Waasser ausgedeelt a gi sensibiliséiert, wéi si sech virun der Hëtzt schützen kënnen. D'Streetworker beméien sech, all Persoun, déi si op der Strooss begéinen, bei d'Dagesstrukturen ze orientéieren, wou si sech erhuele kënnen, an awer och bei ëffentlech Waasserfontänen a bei déi Servicer, déi Duschen zur Verfügung stellen. Och um Niveau vun den Infrastrukturen hunn eng Partie Servicer hir Raimlechkeeten amenagéiert, respektiv baussen Zelter a Sonnepräbbelien opgestallt, fir Schiet ze schafen.

Generell schafft de Familljeministère, zesumme mat den Associatiounen aus dem Obdachloseberäich, konstant drun, fir d'Offer fir Leit op der Strooss auszebauen an durabel Léisungen auszuschaffen, déi et de concernéierte Leit erméiglechen, hir Liewenssituatioun laangfristeg ze verbessere an aus der Obdachlosegkeet erauszekommen.

Recrutement militaire | Question 6520 (21/07/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Arméi deet sech zënter Jore schwéier, fir Zaldoten a Personal ze rekrutéieren. De Chef d'état-major sot an engem RTL-Interview vum 1. Juli 2022, dass e mierkt, dass de Recrutement méi schwierig gëtt, wann d'Konjunktur gutt ass an d'Aarbechtslosegkeet déif. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1601 vun 2019 war och ugeklongen, dass a Joren, an deenen d'Verwaltunge vill Leit astellen, dës um Aarbechtsmaart mat der Arméi konkurréieren. Eng Konkusioun, déi een dorausser zéie kann, ass, dass d'Arméi insgesamt muss méi attraktiv ginn, fir um Jobmarché kënnen matzehalen. D'Chance dofir bitt sech, well de Minister wëllt bis 2028 d'Militärausgaben op bal eng Milliard (1 % vum Bruttoinlandprodukt) erhéien.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Fro stellen:

1. Opgelëscht pro Joer, zënter 2017, wéi vill Persounen
1) ware fräiwëlleg Zaldote bei der Arméi,
2) ware professionell Zaldote bei der Arméi,
3) waren an ziville Karriären agestellt,
4) si vun der Arméi rekrutéiert ginn,
5) hunn d'Arméi verlooss,
6) sinn a Pensioun gaangen,
7) hunn d'Arméi fréizäiteg verlooss (Civil, SdtVol a Beruffsmilitaire)?

2. Op déi lescht zéng Joer gekuckt, wéi vill Prozent vun den Zaldoten hunn hire Kontrakt vun dräi Joer net erfëllt a wéi vill Prozent kruten e verlängert?

Wéi vill Prozent kruten hire Kontrakt ëm 1 Joer nom Auslafe verlängert a wéi vill Prozent ëm 2 Joer, ëm 3 Joer etc.?

3. Wéi vill Zaldoten a Militaires de carrière feelen aktuell an de Reien am Verglach zu de Recrutementspläng vun der Arméi?

4. Wéi schonns erwäant, wäerten d'Militärausgabe bis 2028 op 1 % vum PIB erhéicht ginn. De Minister hat och schonn d'Beräicher presentéiert, an deenen een d'Arméi verstärke wëllt. Dorënner falen, den Dokumenter op gouvernement.lu no, follgend Punkten:

– Acquisition du matériel et des équipements militaires nécessaires (systèmes de communications, véhicules, armements et munitions);

– Mise en place d'un stock de munitions selon les exigences OTAN;

– Mise en place de l'infrastructure nécessaire pour le soutien du bataillon;

– Assurer le maintien en condition, la modernisation et le développement de nos capacités existantes (A400M/MRTT);

– Continuer et développer la contribution luxembourgeoise aux programmes de surveillance aérienne de l'OTAN (AWACS – Alliance Ground Surveillance (AGS) – Alliance Future Surveillance Concept (AFSC) afin de garantir leur opérationnalité;

– Soutenir et développer la fourniture de services (ISR/Évacuation médicale/transport) à nos partenaires au sein des organisations dont le Luxembourg fait partie;

– La poursuite et le développement des capacités des systèmes aériens de surveillance et d'observation pilotés à distance (UAS/RPAS);

– L'élargissement et le développement de nos capacités dans le domaine spatial en ligne avec notre Stratégie spatiale de défense, publiée en 2022:

• Communication satellitaire (SATCOM)

• Earth Observation (LUXEOSys)

• Space Situational Awareness

• Clean Space

– Le développement de nos capacités de défense et de sécurité cyber;

– Les investissements dans l'infrastructure militaire à travers:

• [...]

• La rénovation et le maintien de l'infrastructure militaire nationale et internationale au Luxembourg.

1) Wéi verdeelen sech déi zousätzlech Militärausgaben op déi hei uewe genannte Beräicher?

2) Wéi personalintensiv sinn déi virgestallte Projeten? Muss d'Arméi dës Spezialisten (z. B. Défense spatiale) rekrutéieren a falls jo, existéiert hei eng Strategie, fir déi richteg Profiller kënnen ze rekrutéieren?

5. Existéiert eng längerfristeg Visioun, fir déi ënnescht Karriären an der Arméi a fir den Zaldot an den nächste fënnf Joer méi attraktiv ze maachen?

6. Existéiert eng längerfristeg Visioun, fir d'fräiwëlleg Zaldoten no der Durée de service laangfristeg un d'Arméi ze bannen?

Réponse (22/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense

ad 1.

1) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dës Chiffere bezéien sech op d'Zaldoten, déi asazfäeg sinn, d. h. sech an der „phase militaire“ vun hirem Engagement befannen.

D'Zaldoten, déi nach an der „instruction de base“ sinn a nach net vereedegt goufen an d'Zaldoten déi hiren Engagement ofgeschloss hunn a sech an der Rekonversioun befannen, sinn hei net mat agerechent.

2) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

3) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

4) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

5) Ech verweisen op d'Tableau 6 a 7.

6) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

7) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Dës Chiffere beinhalte Stierfäll an Demissiounen.

Zaldoten, déi hiren Engagement (dräi Joer) oder hire Reengagement (no dräi Joer) ënnerbrach hunn, fir Kaperol, Ënneroffizéier oder Militärmuseker ze ginn, sinn net agerechent.

ad.2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir d'Joren 2019 bis 2021 sinn d'Chiffere vun de Kontrakter vun dräi Joer, déi net erfëllt goufen, nach net final, well dës Kontrakter nach lafen. Et ass dovun ausgezogen, dass déi Chifferen nach liicht an d'Luucht ginn.

Um Niveau vun de Reengementer ass ze bemerken, dass d'Zaldoten zu follgenden Zäitpunkte gefrot ginn, ob se reengagéiere wëllen:

– Reengagement fir dat 1. Joer: no 24 Méint;

– Reengagement fir dat 2. Joer: no 44 Méint;

– Reengagement fir dat 3. Joer: no 54 Méint.

Aus deem Grond sinn eng Rei Donnéeë fir d'Joren 2018 bis 2021 nach net disponibel.

ad 3. Um Niveau vun den Zaldote feelen aktuell ronn 4 Leit pro Anzéien. Héichgerechent sinn dat 12 Zaldoten, déi pro Joer feelen. De Fall gesat, d'Unzuel vu Rekrutementen bleift um aktuellen Niveau, kéint dës Zuel duerch déi zukünfteg Engementer vun der Arméi an d'Luucht goen. Fir deem Rechnung ze droen, ass dofir am neien Arméisgesetz, dat um Instanzewe ass, virgesinn, d'Durée vum Engagement vun den Zaldote vun dräi op véier Joer ze verlängere. Des Weidere solle méi Kapereel (d. h. Beruffszaldoten) iwwer déi nächst Joren agestellt ginn, dëst prioritär op méi technesche Posten (z. B. Aide-mécanicien, Canonnier, Aidman an der Infirmerie, Chauffeur poids lourd). Domadder dierft an noer Zukunft séchergestallt ginn, dass d'Arméi déi néideg Unzuel vun Zaldoten huet.

Um Niveau vu Karriärs militäre feele ronn 120 Leit. D'Posten an den operationellen Unitéite si gréisstendeels besat. Déi onbesate Poste befanne sech aktuell haaptsächlech am État-major an am zukünftige binationale Bataillon, dee Lëtzebuerg mat der Belsch fir 2028 opstellt. Dohier muss de genannte Chiffer och op eng Period vu sechs Joer gekuckt ginn, soudass d'Arméi bis 2028 all Joer plangt, am Duerchschnitt 20 Beruffsmilitär anzustellen. Zu deene Poste gehéieren

och déi uewen ugeschwaten Zaldoteposten, déi duerch Kapereel sollen ersat ginn.

ad 4. Zum haitegen Zäitpunkt ass et nach ze fréi, eng detailléiert Opdeelung vun den zousätzleche Militärausgaben ze maachen, well déi momentan just op initialen eventuelle Piste geplangt sinn. Méi genee Zuele kënnen eréischt genannt ginn, wann d'Planung vun deene Projekte méi wäit fortgeschritt ass an och wann d'Diskussioun mat verschiddeenen eventuelle Partnerorganisatiounen oder -länner méi verdéift goufen.

Déi verschidde Projekte wäerten een Impakt op de Besoin u Personal hunn, esouwuel um Niveau vun der Direction de la défense ewéi och bei der Arméi. Déi Projete, déi am Moment uviséiert ginn, si wéineg personalintensiv an déi néideg Rekrutementer wäerte sech iwwert déi nächst Jore verdeelen. Mee wéi vill Personal am Detail gebraucht gëtt, kann eréischt festgeluecht ginn, wann d'Planung vun de Projete méi wäit fortgeschritt ass.

Fir d'Ausschaffe vun de Projete gëtt eng bestëmmte Methodologie (DOTMLPF fir doctrine, organization, training, materiel, leadership and education, personnel, and facilities) benotzt, wou enner anerem eng genee Analys vum Besoin u Personal gemaach gëtt a wou och de Rekrutement a Betruecht geholl gëtt.

ad 5. a 6. D'Attraktivitéit vun der Arméi gëtt op verschiddeenen Niveaue séchergestallt.

Mam Schafe vun engem neie legale Kader duerch dat neit Arméis- an d'RICO-Gesetz („Loi sur le régime d'indemnisation et de compensation opérationnel de l'armée luxembourgeoise“, dat an de kommenden Deeg an der Chamber deposéiert gëtt) ginn enner anerem d'Statute moderniséiert an déi verschidde Aarbechtsregimenter verbessert. Gréisste Beneficiaire vun dese Reforme sinn d'Zaldoten, déi besser Indemnisiatiounen a Kompensatiounen wéi an der Vergaangenheet kréien.

Am neien Arméisgesetz sinn dräi Karriären exklusiv fir d'Zaldote reservéiert: d'militäresch Karriäre C1 („Enneroffizier“) a C2 („Kaperol“) souwéi d'Karriär vum Gardien de l'armée.

De Rekrutement fir déi zukünftige militäresch B1-Karriär gesäit e Prioritéitsrecht fir Zaldote vir.

Onofhängeg vum Prioritéitsrecht vun den Zaldote beim Rekrutement an de C- an D-Karriäre vum Staat ass d'Arméi allgemeng beméit, fréier Zaldoten, déi den Ufuerderunge fir zivill Plazen an der Arméi entsprechen, ze rekrutéieren.

Och wann Aspekter wéi Remuneration, Primmen a Congéen zur Attraktivitéit bäidroen, ass et awer schlussendlech d'Käaraarbecht vum militäresche Beruf, déi d'Arméi attraktiv mécht. Dozou gehéieren z. B. den Training, d'Exercicer an d'operationell Asätz. Trotz hirer bescheidener Gréisst ass och déi grouss Diversitéit vun Aarbechtsberäicher (vu Reconnaissance iwwer Logistik, Kommunikatiouns- an Informatiounssystemer, Drone bis hin zur Aviatioun) e groussen Atout vun der Arméi.

Effectif de l'armée | Question 6527 (22/07/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Et gouf vusäit vum Verdedegungsministère a vun der Arméi ugekënnegt, dass ee gemeinsame Bataillon tëschent Lëtzebuerg an der Belsch soll realiséiert ginn. Dem Chef d'état-major sengem Interview vum 1. Juli 2022 op RTL no, solle 700 Leit an dese Bataillon kommen, wouvunner Lëtzebuerg d'Hallschent, also 350 Zaldote stelle soll. Dës 350 Zaldote missten, dem Chef d'état-major no, net zousätzlech rekrutéiert ginn, well ee scho kéint op ee Pool vun 250 Zaldoten

zeréckgräifen, déi scho fir d'NATO disponibel sinn. Et misst een deemno „nëmmen“ zousätzlech 100 Zaldote rekrutéieren, fir de Bataillon kënnen ze assureieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdedegung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Zaldoten a wéi vill Militaires de carrière feelen aktuell bei der Arméi?

2. Ass bei deene genannten Zuele vun 100 zousätzlechen Zaldoten och den aktuelle Personalmangel matagerech? Falls net, wéi vill Zaldote mussen zousätzlech zum Bataillon nach agestallt ginn?

3. Wéi vill Zaldote wiere mam Aféiere vum Bataillon nach fir aner Missiounen (z. B. OMP) disponibel a wéi wäert de Minister dofir suergen, dass et méiglech bleift, fir dës Missiounen oprechtzuerhalen?

4. Wéi wéllt d'Arméi an Zukunft hire Missiounen heeëm gerecht ginn, wann eng Majoritéit vum operationellen Deel vum Personal am Ausland stationéiert wäert sinn?

5. Gëtt d'Personal vun der Arméi an Zukunft duebel verplangt, fir souwuel am binationale Bataillon wéi och op enger OMP-Missioun deelzehuelen? Gëtt d'Personal och schonn aktuell duebel verplangt a falls jo, fir wéi eng Aktivitéiten?

6. Wéi wäert d'Fro vun der Propriétéit vun den Infrastrukturen an dem Material am Bataillon gehandhaabt ginn?

7. Ass virgesinn, fir dee logisteschen Deel direkt mat an der Belsch ze stationéieren?

8. Wéi wäerten d'Militärausgabe vum gemeinsame Bataillon Lëtzebuerg an der Berechnung vun den NATO-Bäitrag zeguttkommen?

Réponse (22/08/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Défense

ad 1. Ech verweisen op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6520.

ad 2. Jo.

ad 3. bis 5. D'Arméi wäert weiderhin all hir verschiddeenen national an international Missiounen erfëllen, mee et ass momentan nach ze fréi, fir dës Froe kënnen am Detail ze beäntweren.

De Bataillon wäert aus 4 operationelle Kompanië bestoen, 2 belschen an 2 lëtzebuergeschen. Aktuell ass geplangt, dass just eng lëtzebuergesch Kompanie an der Belsch stationéiert wäert ginn. Déi aner wäert zu Dikrech bleiwen an och fir national Missiounen zur Verfügung stoen.

Zenarie mat enger zukünftiger Bedeelegung vun Deeler vum Bataillon un OMP-Missiounen sinn och ugeduecht.

ad 6. E binationalen Aarbechtsgrupp befaasst sech mat dese Froen.

ad 7. D'Defense schafft un engem Konzept, fir en Deel vun der Logistik eventuell hei zu Lëtzebuerg duerchzuféieren.

ad 8. D'Militärausgabe ginn net vum Bataillon, mee vun de jeeweilige Länner gemaach. Ergo kritt all Land seng Ausgabe verrecht.

Prime énergie pour les personnes à revenus modestes | Question 6529 (22/07/2022) de Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP)

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5910 huet d'Madamm Familljeministesche erkläert, dass eng

Informatiounscampagne gemaach ginn ass, fir potenziell Beneficiairé vun der neier „prime énergie“ op dës Primm opmierksam ze maachen. Dës Primm gëtt automatesch u Beneficiairé vun der Allocation de vie chère iwwerwisen, kann awer och vu Menagen ugefrot ginn, déi keng Allocation de vie chère zegutt hunn. Dëst ënner der Konditioun, dass se ee Revenu éligible läit. An der Äntwert op déi uewe genannte parlamentaresch Fro huet d'Madamm Familljeministesche och ugin, dass geschat gëtt, dass 10.000 nei Beneficiairé vun der „prime énergie“ kéinte profitéieren. An deem Zesummenhang wéilt ech follgend Froe stellen:

– Wéi vill Demandé si bis elo erakomm, fir an de Genuss vun dëser Primm ze kommen? A wéi vill Leit kruten dës Primm automatesch mat der Allocation de vie chère iwwerwisen?

– Ass d'Madamm Familljeministesche net der Meinung, dass nach weider Efforte misste gemaach ginn, fir iwwert dës nei Primm ze kommunizéieren?

Réponse (03/08/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Op den 22. Juli 2022 ass de Fonds national de solidarité mat 29.715 Demandé befaasst ginn; dës Demandé si souwuel fir d'Allocation de vie chère wéi fir d'Prime énergie.

13.421 Stéit kruten d'Allocation de vie chère an d'Prime énergie zesummen ausbezult.

978 Stéit krute just eng Prime énergie ausbezult.

Fir de Public iwwert d'Prime énergie ze informéieren, huet de Familljen- an Integratiounsministère tëschent dem 28. Mäerz an dem 3. Abrëll dës Joer eng Informatiounscampagne an de „klassischen“ an an de soziale Medie gemaach.

Fir dës Hierscht plangt d'Regierung eng weider Informatiounscampagne zum Thema Energie.

Délits commis à l'étranger | Question 6530 (22/07/2022) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Selon un article publié récemment, les statistiques de l'Office fédéral allemand de la police criminelle (BKA) montrent que des personnes de nationalité luxembourgeoise se sont fait remarquer à maintes reprises par la police en Allemagne en commettant des délits. Pour 2021, les statistiques font état de 704 délits et crimes reprochés aux Luxembourgeois. Dans 28 cas, il s'agissait de lésions corporelles graves. Par ailleurs, 206 délits liés à la drogue, 82 vols, 20 infractions à la loi sur les armes et 15 délits sexuels ont fait l'objet d'une enquête. Dans quatre cas, des Luxembourgeois ont agressé physiquement des policiers allemands.

À ce sujet, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame la Ministre de la Justice :

– Quelle est l'évolution de ces chiffres au cours des cinq dernières années ? S'agit-il principalement de Luxembourgeois de passage en Allemagne ou résidant en Allemagne ?

– Pour les situations concernées, y a-t-il une prise de contact entre la BKA et les autorités luxembourgeoises ? Dans l'affirmative, sous quelle forme ? Sur quelles données les informations échangées portent-elles ?

– Combien de personnes de nationalité luxembourgeoise ont été condamnées à l'étranger au cours des cinq dernières années ? Quels sont les types de peines prononcées ?

– Y a-t-il eu des transferts de détenus luxembourgeois respectivement y a-t-il eu des exécutions d'autres

modalités de peines au Luxembourg suite à des condamnations à l'étranger au cours des cinq dernières années ? Dans l'affirmative, combien ?

Réponse (11/08/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

Le Parquet général n'est pas systématiquement informé lorsqu'une personne résidant au Luxembourg a commis un délit ou un crime à l'étranger. Par conséquent le Parquet général ne peut pas fournir les statistiques demandées alors que de telles statistiques par pays ne sont pas recensées.

En ce qui concerne le nombre de transferts de détenus résidant au Luxembourg et le nombre d'exécution d'autres modalités de peines au Luxembourg suite à des condamnations à l'étranger au cours des cinq dernières années, voici un tableau recensant les différentes données :

	2017	2018	2019	2020	2021
Transfèrments	4	3	1	5	4
Exécution de mesures de probation	3	0	4	5	5

Réduction volontaire de la vitesse | Question **6532** (22/07/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Suite à l'explosion des prix des carburants et à côté d'une utilisation renforcée des transports publics et de la mobilité douce, une conduite moins énergivore pourrait contribuer à alléger les budgets des automobilistes.

Dans certains pays européens, on a pu observer une réduction volontaire de la vitesse permettant d'atteindre ce but.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si une évolution comparable a pu être observée au Luxembourg.

Réponse (01/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

En ce qui concerne la vitesse pratiquée sur la voirie de l'État, une tendance générale à la réduction de la vitesse pratiquée a pu être constatée depuis la mise en place du système de contrôle et de sanction automatisés (CSA) qui contrôle la vitesse des véhicules en rapprochement ou en éloignement ainsi que la vitesse moyenne des véhicules entre deux points.

Pour ce qui est de la constatation d'une réduction supplémentaire de la vitesse pratiquée en raison de la flambée des prix des carburants, aucune statistique actuelle ne me permet de démontrer une telle adaptation du comportement des automobilistes.

Par contre, on peut supposer que les usagers de la route sont conscients de leur propre responsabilité dans la préservation des ressources limitées et y contribuent en réduisant leur vitesse.

Compte IAM des élèves | Question **6533** (22/07/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Schüler hunn hei zu Lëtzebuerg all en IAM-Kont (Identity and Access Management), deen et hinnen erlaabt, op déi digital Servicer vun der Education zougërafen. Dat ass souwuel fir de Fundamental wéi och fir de Secondaire de Fall. Zousätzlech hunn si Accès zum Microsoft Office 365 (Word, Excel asw.), mat deem si bis op Première schaffen. All Dateie sinn um Onedrive gespächert, an dräi bis véier Méint nom Secondairesofschloss gëtt den IAM-Kont desaktivéiert a sämtlech Zougërfër fir sou annulléiert.

Dat bedeit fir d'Schüler, dass si sech all hir Donnéeën, déi si eventuell op der Uni nach missten oder wéilte consultéieren, anerwärts späichere mussen an dass si d'Donnéeën net méi onbedéngt du hunn, wou si se brauche respektiv wou si se zu all Zäitpunkt kënnen consultéieren. Dobäi kënn, dass si dann och kee gratis Accès zum Microsoft Office 365 méi hunn, an domat och keen Accès méi zu der gewinnter Software.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend an un den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung stellen:

– Hält den Här Minister et fir sénnvoll, fir deene Schüler, déi sech nom Secondairesofschloss op enger Uni oder eng Héichschoul aschreiwene, den IAM-Kont weider aktivéiert ze loossen an de Studenten esou den Accès op hir Dokumenter weiderhin ze erlaben?

– Wa jo, vu wéini u wier dat méiglech a wéi géif dat praktesch oflafen?

– Wann net, firwat net?

– Besteet et d'Méiglechkeet, fir de Studente weiderhin e gratis Accès zur noutwendeger Software ze ginn?

Réponse (02/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Den IAM-Kont vun alle Schülerinnen a Schüler, déi hire Secondairesofschloss gemaach hunn, gëtt den 31. Dezember vum neie Schouljoer definitiv desaktivéiert. Wärend dëse Méint kënnen d'Schülerinnen an d'Schüler weider op hiren E-Mail-Kont an hir Dokumenter op der Microsoft-365-Plattform zougërafen, soudatt den Aschreiwungsprozess op eng Universitéit oder Héichschoul nach heiriwwer kann ofgewéckelt ginn.

Weider bleift de Schülerinnen a Schüler genuch Zäit, fir sämtlech Donnéeën aus der Microsoft-Cloud ze recuperéieren, dëst entweder op engem USB-Stick oder op engem private Laptop respektiv Computer. All Schülerinnen a Schüler aus den Ofschlossklasse gi laang am Virfeld via E-Mail iwwer dës Deadline informéiert a gebieden, hir Dokumenter aus der Cloud ofzespäicheren.

Déi allermeescht Unien an Héichschoulen offréieren de Studenten direkt no der Aschreiwung den Accès op eng eegen Uni-Cloud, iwwer déi d'Uni exklusiv kommunizéiert. Hei kritt d'Studentin oder de Student an der Reegel, nieft enger Rei vun digitale Servicer a Software, eng eegen E-Mails-Adress a kann och Dokumenter ofspäicheren.

Deemno mécht et kee Sënn, den Accès op d'Microsoft-365-Cloud vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) weider oprecht ze halen. Dëst wär „double emploi“ a géif d'Lizenzkäschten, esouwuel fir den IAM-Kont wéi fir d'Microsoft-Cloud, iwwer Joren dramatesch impaktéieren, onofhängeg dovun, ob d'Studentin oder de Student se benotzt oder net.

Amélioration de la qualité de vie du quartier Kirchberg à Luxembourg-ville | Question **6536** (22/07/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

En 2018, le Fonds de Kirchberg avait chargé le bureau d'architectes spécialisé Gehl Architects de Copenhague

de repenser entièrement l'espace du Kirchberg. Les architectes-urbanistes danois ont créé une vision holistique du quartier Kirchberg qui est centrée sur les personnes et le bien-vivre et qui dépasse définitivement la banlieue administrative et financière que fut le Kirchberg dès son urbanisation. Des années 60 jusqu'aux années 80, le développement du quartier s'était surtout focalisé sur le volet « travail », en accueillant institutions européennes, banques et autres acteurs de la place financière, combiné à une planification résolue pour les seuls besoins des automobilistes.

Aujourd'hui, l'objectif d'urbanisation est la création d'un quartier plus mixte, densifié, qui facilite et combine toutes les fonctions de la vie urbaine : habiter, travailler, commerces et loisirs. Afin de dépasser définitivement les erreurs du passé et pour faciliter le renouveau, la mixité, la convivialité et la qualité de vie des personnes vivant, travaillant ou circulant au Kirchberg, le bureau Gehl a proposé de se concentrer prioritairement sur quelques axes stratégiques, à savoir le réseau des espaces publics, les possibilités de densification de l'espace urbain, l'intégration de mobilier urbain, la mise en place d'un réseau de pistes cyclables et une nouvelle approche en matière de parkings pour voitures.

Les experts danois ont identifié non seulement 86.000 m² d'espace pas ou peu utilisé, mais aussi plus de 97.000 m² de parking en surface, de zones de livraison et de routes surdimensionnées, ce qui représente donc un énorme potentiel urbanistique encore inexploité dans le périmètre d'urbanisation actuel et donc disponible pour de nouveaux projets, comme par exemple la création d'une piscine publique en plein air.

En concordance avec les changements déjà opérés ces dernières années au Kirchberg – notamment la transformation de l'axe routière John F. Kennedy en couloir de mobilité urbaine multimodale combinant bus, tram, voitures, vélos et aménagements pour piétons – les experts danois recommandent notamment un réaménagement systématique des infrastructures de mobilité afin d'aménager plus de rues apaisées et des pistes cyclables séparées du trafic automobile, car la demande de la part des citoyens serait très élevée, tout comme l'impact sur la qualité de vie et la convivialité des quartiers.

1) Selon le site web du Fonds de Kirchberg, les deux premiers projets mettant en œuvre les recommandations de l'étude Gehl sont la transformation de la rue Érasme et le réaménagement du côté sud de l'avenue J. F. Kennedy. Quel est l'état d'avancement de ces projets ?

2) Est-ce que les recommandations du bureau Gehl ont déjà eu un impact sur d'autres projets urbanistiques du Kirchberg et quels seront les prochains projets d'urbanisation mis en œuvre par le Fonds de Kirchberg ?

3) Où et comment seront mises en œuvre – à court, moyen et long terme – les recommandations du bureau Gehl liées à l'amélioration de la mobilité active et notamment en ce qui concerne les rues apaisées et le réseau de sentiers et de pistes cyclables sûrs et attractifs (p. ex. connections entre sentiers et pistes actuels, séparation du trafic automobile, adaptations aux croisements et autres mesures de sécurité, etc.) ?

4) Où et comment seront mises en œuvre – à court, moyen et long terme – les recommandations visant à vitaliser les différents zones et bâtiments du quartier Kirchberg (mesures de mixité, activation des rez-de-chaussée des bâtiments, densification ciblée, etc.) ?

5) Où et comment seront mises en œuvre – à court, moyen et long terme – les recommandations visant à valoriser et à rendre plus attractifs les parcs, places et autres espaces publics du Kirchberg ?

6) Qu'en est-il de l'élaboration d'une stratégie globale de la gestion des espaces de parking du Kirchberg ?

Réponse (17/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le 29 juillet 2022 le Fonds de Kirchberg a inauguré la nouvelle piste cyclable bidirectionnelle dans la rue Érasme. Ce projet fait partie des premiers pas (« first steps ») proposés par Gehl pour la transformation de la rue Érasme et crée une connexion cyclable aisée entre le boulevard K. Adenauer et l'avenue J. F. Kennedy. En grande partie, cette piste cyclable a été implantée en réduisant le nombre de voies pour voitures. Dans le cadre du projet, des emplacements de stationnement le long de la rue Érasme ont été supprimés, ce qui a également permis d'y implanter une terrasse pour le restaurant qui se situe au niveau du carrefour avenue JFK – rue Érasme. L'ensemble des mesures citées fait preuve de la mise en œuvre des stratégies « Gehl » : redistribution de l'espace public (de la voiture vers les piétons et cyclistes), réduction du nombre de stationnements pour voitures en bord de rue, activation de l'espace public en permettant par exemple l'aménagement de terrasses pour la restauration.

Concernant le côté sud de l'avenue Kennedy, une piste cyclable « provisoire » a été créée sur l'ancienne voie bus fin 2018, en attendant une transformation plus substantielle et définitive de cette zone. Actuellement, des études sont en cours pour continuer cette piste cyclable bidirectionnelle sur site propre au niveau de la place de l'Europe. Une refonte définitive du côté sud de l'avenue Kennedy se fera en plusieurs sections et en relation avec les projets d'aménagement urbain voisins.

ad 2) Les recommandations du bureau Gehl ont été intégrées dans les stratégies du Fonds pour le développement de l'ensemble des futurs quartiers. Dès le départ, les grands développements tels que Kuebebiert, J. F. Kennedy sud, Grünewald ouest et LuxExpo vont être conçus suivant la philosophie « Gehl », en mettant l'être humain, notamment le piéton et les cyclistes, au centre de toute réflexion quant à l'aménagement urbain. Chaque projet d'envergure suit son calendrier individuel et sera réalisé en plusieurs phases, sur une durée de plusieurs années.

ad 3) Sur base des recommandations de Gehl, le fonds a créé un groupe de travail interinstitutionnel « pistes cyclables Kirchberg » en 2020, pour améliorer le réseau de pistes cyclables sur le plateau Kirchberg, résoudre des points de danger, notamment par la prise en compte des obstacles dans l'espace public et optimiser les connexions avec le réseau de pistes cyclables en dehors du plateau.

Le groupe de travail a trois missions principales, en fonction du planning de la mise en œuvre des améliorations :

– À court terme, concevoir et mettre en place des améliorations ponctuelles sur le réseau existant, telles que l'amélioration du marquage sur les carrefours existants, la séparation claire des piétons et vélos au niveau des « trottoirs mixtes », l'ajout de passages pour piétons et vélos, etc.

– À moyen/long terme, concevoir et développer des solutions pour des changements de plus grande envergure sur le réseau cyclable existant (par exemple la transformation du boulevard Adenauer et de la rue Érasme) et l'ajout de nouvelles pistes cyclables dans les quartiers existants (liens manquants, etc.).

– En continu, accompagner des projets d'envergure urbanistiques et routiers en cours et futurs sur le plateau Kirchberg, par exemple Kuebebiert, LuxExpo, etc., pour assurer une intégration optimale des stratégies (Gehl).

Depuis sa création, le groupe de travail a déjà pu initier de nombreuses interventions (principalement « court terme ») sur le réseau cyclable, comme notamment :

- la création de la nouvelle piste cyclable bidirectionnelle dans la rue Érasme ;
- des transformations au niveau du rondpoint « Chambre des Métiers » (les travaux seront réalisés après le congé collectif) ;
- des adaptations au niveau du carrefour rue des Labours – av. JFK (les travaux seront réalisés après le congé collectif).
- Dans le Parc Réimerwee, des pictogrammes ont été mis en place au niveau des croisements de la piste cyclable avec les chemins piétons, la mise en place de l'éclairage de la piste cyclable est en préparation.
- Au niveau de plusieurs sorties parking, des pictogrammes ont été mis en place pour avertir les voitures d'un croisement de piétons et cyclistes.
- Plusieurs passages combinés piétons – cyclistes ont été complétés (gués manquants).

Comme suggéré par Gehl, le groupe de travail est également en train de définir une « identité visuelle » pour les pistes cyclables du Kirchberg, qui va améliorer la lisibilité du cheminement cyclable. Une fois défini, cette identité visuelle sera mise en place au fur et à mesure sur tout le plateau.

ad 4) Concernant l'activation des rez-de-chaussée et la mixité programmatique du Kirchberg, le Fonds de Kirchberg poursuit une stratégie à plusieurs volets. Depuis quelques années, un des objectifs principaux du Fonds est la création de logement, pour mieux équilibrer le ratio habitants – postes de travail. À long terme, le nombre d'habitants va augmenter de quelque 4.000 habitants aujourd'hui à environ 25.000 – 30.000 habitants. L'augmentation significative de la population du Kirchberg (résidents) est essentielle pour atteindre une meilleure mixité programmatique et des quartiers animés. En parallèle avec l'augmentation successive de la population, les équipements nécessaires en termes de commerces de proximité, offre culturelle, scolaire et sportive seront développés.

Une attention particulière est portée à l'échelle humaine de l'urbanisme des futurs quartiers. Dans la mesure du possible, et malgré une densification nécessaire, le Fonds de Kirchberg essaie d'assurer une échelle humaine des bâtiments, un maillage fin des chemins piétonniers, un microclimat agréable dans des espaces extérieurs (ensoleillement, confort de vent, végétation) et une activation des rez-de-chaussée aux endroits stratégiques.

Dans les quartiers existants, la situation est plus complexe et la transformation prendra plus de temps. Souvent, les améliorations ne peuvent être mises en œuvre qu'au moment où un bâtiment existant est remis en valeur. Ensemble avec le propriétaire et les autorités compétentes, le fonds accompagne un processus de transformation vers un projet plus cohérent et en ligne avec la philosophie Gehl.

ad 5) Entre 2018 et 2022, la stratégie globale des espaces publics, élaborée par le bureau Gehl, a été intégrée dans la planification des projets de parcs, places, placettes et autres espaces publics.

Pour les projets liés à l'activation et à l'aménagement des espaces publics à court terme, le fonds a eu l'occasion de se faire et accompagner par le bureau Gehl et mettre en œuvre les projets repris dans le « The Public Space Network Plan ».

Parmi les projets qui seront développés à court, moyen et long terme on peut souligner les projets suivants :

– La création de la plateforme sur la place de l'Europe : inaugurée en 2019, la plateforme a permis d'activer et de rendre attractive la place pour de nombreux événements. Jusqu'à ce jour, le fonds a rendu possible une vingtaine d'événements dans le strict respect des règles sanitaires en vigueur dans le contexte de la pandémie.

– La mise à disposition de l'amphithéâtre du Parc central pour manifestations culturelles et éducatives. Même pendant la pandémie cet endroit était sollicité par des nombreux organisateurs.

– La réalisation d'une passerelle piétonne et cyclable reliant l'avenue J. F. Kennedy, respectivement le pôle d'échange train-tram-bus au Parc Dräi Eechelen. Cette nouvelle liaison a pour vocation de rapprocher la culture du grand public en la rendant plus accessible et visible depuis l'axe majeur du plateau de Kirchberg. La passerelle devra être achevée au courant de l'année 2023.

– La réalisation du Jardin du multilinguisme qui sera aménagé temporairement sur une réserve foncière du fonds dans le quartier européen du plateau de Kirchberg. Le jardin du multilinguisme est une nouvelle forme d'espace vert public implanté entre la ligne de tram K2 en étude et le chemin du Réimerwee. Lors de la conception du jardin, la notion de flexibilité et adaptabilité de l'espace public aux usagers a été intégrée. Ainsi le jardin dispose de pièces végétales pouvant accueillir différents événements ouverts au public et sera équipé d'un mobilier urbain amovible de façon à permettre aux usagers de construire leur espace en fonction de leurs envies. Le projet sera achevé au courant de l'année 2023.

– Le réaménagement des placettes à usage public du quartier du Grünewald. L'idée de ce réaménagement a été initiée par le fonds suite à des concertations avec la Quartier Stuff du quartier du Grünewald et en parallèle à l'élaboration de la stratégie Gehl. Le réaménagement vise à :

- améliorer le confort d'usage de placettes en créant des cheminements plus confortables ;
- revoir le mobilier urbain de façon à garantir un confort d'usage et une sécurité d'usage (bancs, tables, éclairage, pergola, fontaine d'eau, ...);
- créer des espaces de rencontres ;
- pérenniser le concept des jardins communautaires.

Le réaménagement des placettes s'achèvera en 2023.

– La conception d'un « pocket parc » où d'un espace vert de proximité dans les PAP NQ Kiem. De façon à développer une programmation pour cet espace, le fonds et la Ville de Luxembourg ont opté pour l'idée d'organiser une consultation de riverains pour cibler aux mieux les attentes des riverains pour espace vert d'implanté en cœur de quartier. Ce « pocket parc » s'insèrera dans les constructions existantes tout en visant à créer un espace de rencontre des habitants du quartier. Le planning du projet prévoit le démarrage des travaux en 2026. La première consultation des riverains est prévue pour automne 2022.

– L'idée d'une piscine en plein-air a été reprise dans le projet Güller & Güller pour le Kuebebiert. Pour des raisons de plusieurs contraintes techniques, la faisabilité de la mise en œuvre d'une piscine en plein air devra encore être approfondie avec le développement du Kuebebiert.

Parallèlement à ces projets ponctuels le fonds continue à équiper ses parcs publics existants en mobilier urbain afin de rendre leur usage plus aisé par le grand public (aménagement de toilettes publiques dans le Parc central, mise en place de projets visant à revoir l'éclairage des chemins et des pistes cyclables dans le Parc central et le Parc Réimerwee, sécurisation des accès vers les parcs, ...).

De façon à créer une continuité dans l'aménagement de l'axe du Réimerwee, le fonds sensibilise les différents promoteurs sur l'intégration de la stratégie Gehl dans les cahiers des charges urbanistiques appliqués lors de la construction ou de la reconversion de terrains bâtis par le passé.

ad 6) La stratégie globale de gestion des parkings sur le Kirchberg se base sur les recommandations effectuées par Gehl, ainsi que sur les différents retours d'expérience du fonds et de ses interlocuteurs. Elle porte sur plusieurs piliers dont l'ensemble a comme objectif de réduire la circulation individuelle motorisée.

La mise en place de cette stratégie sera facilement observable dans les nouveaux quartiers en cours d'élaboration et de développement : le Fonds du Kirchberg réduit au maximum dans les futurs projets le ratio « nombre de stationnements – m² SCB », ceci dans le cadre légal défini par le PAG. La centralisation des emplacements de stationnement dans un nouveau quartier, en combinaison avec le carsharing et la location de vélo (cargo bike, etc.), permet de faire une offre de mobilité individuelle optimale aux futurs habitants, malgré un nombre limité de voitures dans le quartier. Pour une gestion optimale et flexible dans le temps, les emplacements de parking ne sont plus attribués de manière fixe à un logement (vente ou location long terme), mais les emplacements sont loués de manière flexible et en fonction des besoins actuels.

Concernant les anciens quartiers, bâtis à une époque où le paradigme était tout autre, le fonds veille à les intégrer le plus possible dans une stratégie Gehl, tout en les préservant dans un souci d'efficacité écologique (démolir et reconstruire régulièrement est très polluant) et économique.

De manière générale, le nombre d'emplacements de stationnement dans l'espace public sera réduit au minimum (priorité aux emplacements PMR, court terme et livraisons), pour pouvoir attribuer cet espace à d'autres fonctions, qui contribuent à l'activation et la qualité de l'espace public.

À souligner enfin que, pour une partie des stratégies proposées par Gehl, d'autres acteurs sont appelés à amener un changement de stratégie.

Actions de sensibilisation en vue de la composition paritaire des listes de candidats pour les élections communales de 2023 | Question 6537 (22/07/2022) de Mme Jessie Thill (déi gréng)

Lors des dernières élections communales, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) avait lancé la campagne « Votez égalité » afin de sensibiliser et de mobiliser le grand public en vue d'augmenter la part du sexe sous-représenté – c'est-à-dire la part des femmes – dans le domaine de la politique. Parmi les éléments mis en œuvre pour se rapprocher d'une composition paritaire des listes de candidat.e.s, on peut citer des incitations financières pour soutenir des projets de sensibilisation, de formation et/ou de mentoring, une campagne médiatique, la diffusion de témoignages de personnalités connues, des soirées d'information régionales et des portes ouvertes communales.

Pourtant, avec 35,78 %, le taux de femmes candidates aux élections communales de 2017 restait bien en dessous de la parité et même du quota minimal de 40 % de candidates de chaque sexe pour les élections législatives. L'inégalité devient encore plus flagrante au niveau des collègues échevinaux. D'après des chiffres du Conseil national des femmes du Luxembourg de mars 2021, seuls 13 des 102 mandats de bourgmestre et 41

des 226 mandats d'échevin.e.s sont occupés par des femmes ! Vu que le MEGA prépare actuellement la campagne de sensibilisation pour les élections communales de juin 2023, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre :

1) Combien de femmes se sont déjà enrégistrées pour participer à la nouvelle campagne de témoignages visant à motiver à travers les réseaux sociaux d'autres femmes à s'engager en politique ? Quelles plateformes sont visées par cette campagne ?

2) Quelle est la stratégie ministérielle pour augmenter davantage le nombre de femmes candidates et élues aux élections communales de 2023 ? Quelles autres actions de soutien et de sensibilisation sont prévues ?

Réponse (22/08/2022) de Mme Taina Boffering, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Ministre de l'Intérieur

Le programme gouvernemental de 2018 et le Plan d'action pour une égalité entre femmes et hommes (PAN) se donnent l'ambition d'améliorer l'équilibre entre les femmes et les hommes dans la prise de décision locale et encourage les partis politiques à garantir, à l'échelle nationale, un quota de 40 % de chaque sexe sur leurs listes de candidat.e-s à présenter dans les communes tombant sous le système de vote à majorité proportionnelle. De plus, les partis politiques sont incités à se doter d'une stratégie pour améliorer la visibilité des candidates. Finalement, le PAN encourage à la mixité au niveau des candidatures dans les communes tombant sous le système de vote à majorité relative.

Le MEGA a eu un échange de vue avec tous les partis politiques qui vont se présenter aux élections communales pour lancer un certain nombre d'initiatives pour les prochaines élections communales, à savoir

- une campagne sur les réseaux sociaux ;
- des portes ouvertes organisées par les communes intéressées ;
- des formations spéciales tant pour les recruteuses et recruteurs dans les sections locales des partis politiques ayant des listes électorales, que pour les candidates qui se sont présentées aux élections communales.

Campagne sur les réseaux sociaux

Le MEGA met sur pied une campagne sur les réseaux sociaux (Facebook et Instagram) au sujet de la représentation des femmes dans la politique communale. Cette campagne débute avec la réalisation de clips courts et de « visual statements », en priorité avec des mandataires féminines actuelles, donnant l'occasion aux élues de raconter leurs expériences individuelles vécues dans l'exercice de leur mandat de bourgmestre, d'échevine ou de conseillère communale.

La publication des témoignages ainsi recensés pourra servir à motiver davantage de nouvelles candidates potentielles à se présenter aux prochaines élections communales. Les mandataires servent d'inspiration aux futures candidates. De plus, les témoignages visent à abolir des craintes que pourraient avoir certaines candidates potentielles notamment au niveau de la conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Au 8 août 2022, 57 mandataires en politique communale ont déclaré leur volonté de témoigner.

Portes ouvertes

Afin d'informer les citoyen-ne-s sur le fonctionnement des communes et de motiver surtout plus de femmes à s'engager en politique communale, les communes ont été invitées par circulaire ministérielle du 15 juillet 2022 à organiser des portes ouvertes au cours de la semaine du 10 octobre 2022.

L'organisation de ces manifestations se fera par les communes, sur base d'un concept flexible proposé par le MEGA, en collaboration avec le Syvicol.

Par cette porte ouverte, les visiteurs gagneront à la fois une meilleure compréhension sur le déroulement des affaires tombant dans le champ de compétences des communes ainsi que sur la procédure de décision au sein des différents organes de la commune.

Cet événement représente une bonne opportunité de motiver des femmes de s'engager dans un mandat politique communal. Le rôle du MEGA consiste à

- guider les communes dans l'organisation de leur porte ouverte ;
- mettre à disposition du matériel d'information ;
- participer à la charge de certaines dépenses organisationnelles par le biais d'un subside.

Formations

Le MEGA a mis sur pied deux programmes de formation destinés

– aux responsables des partis politiques pour le recrutement des candidat.e-s dans les sections locales : Le programme de plusieurs formations et « workshops » a été élaboré par une consultante externe spécialisée et vise à outiller les responsables dans les sections locales des partis politiques dans leurs efforts de recruter des candidates pour s'engager dans la politique communale, et surtout pour s'inscrire sur les listes de candidat.e-s. Ce programme de formations a été lancé fin mai 2022.

– aux candidat.e-s qui se présentent aux élections communales. Ce programme de formation concerne des aspects plus généraux et pratiques relatifs à l'exercice d'un mandat local, tels que par exemple la prise de parole en public ou encore les droits et obligations des élu.e-s. Il s'agit d'une offre permettant à chaque candidat.e, qui souhaite se préparer davantage aux défis d'un mandat éventuel d'améliorer et de développer son aisance sur la sphère publique, dont les allocutions publiques. Le lancement de ces formations est prévu à partir de fin 2022.

Occupation de la forêt de Bobësch | Question 6541 (25/07/2022) de Mme Martine Hansen | M. Michel Wolter (CSV)

Zanter méi wéi enger Woch fënnt am Käerjenger „Bobësch“ ënnert dem Slogan „BobiBleif“ eng sougenannt Bëschbesetzung statt, déi souguer vun den anonymen Manifestante selwer, sou ze héieren an engem RTL-Reportage vum 23. Juli 2022, als illegal bezeechent gëtt.

Obwuel d'Aktioun an engem Naturschutzgebitt stattfënnt, besteet fir d'Naturverwaltung „bis elo nach keen Handlungsbedarf“, sou de Frank Wolff, Directeur adjoint vun der Naturverwaltung, zu der Besetzung am Bobësch zu Käerjeng laut engem weideren RTL-Reportage vum 22. Juli. D'Naturverwaltung géif d'Saach just „am Aen halen“. Soss hätt ee keng Verstéiss géint d'Naturschutzgesetz festgestallt. Méi nach: D'Naturverwaltung hätt am Fong vill Sympathie fir dat, „wat d'Aktivist verdeedegen“, sou de Frank Wolff laut RTL weider.

Dofir wéilte mir an deem Kontext füllend Froen un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nachhalteg Entwécklung stellen:

1. Wéi gesäit d'Madamm Ministesch déi genannten Interpretatioun vum Naturschutzgesetz vun hirer eegener Verwaltung?
2. Hunn d'Aktivisteng Autorisatioun beim Ëmweltministerium gefrot, fir ze campéieren? Wa jo, wéi war d'Antwort vum Ministère?

3. Wann nee, op wéi enger legaler Basis berout dem Ministère seng Schlussfolgerung, datt et duergeet, fir „d'Saach am A ze behalen“?

4. Opgrond vu wéi enger legaler Basis dierfen d'Aktivisten an engem Bësch, jo souguer an engem Naturschutzgebitt campéieren, eng Komposttoilette an Holzplattformen an de Beem oprichten?

5. Dierf an Zukunft jidderee wëll am Bësch an och an engem Naturschutzgebitt campéieren an eng sougenannte Komposttoilette oder Holzplattformen mat Seeler an de Beem installéieren? Wann nee, firwat net?

Réponse (19/08/2022) de **Mme Joëlle Weltring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

D'Bëschbesetzung am Bobësch gëtt als Protestaktioun gesinn, als Manifestatioun zur Meenungsäusserung an domadder als Ausdruck vun der „liberté de manifester ses opinions“, wéi se am Artikel 24 vun der Constitutioun verankert ass.

D'Aktivisten hunn am Virfeld keng Autorisatioun beim Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ugefrot. Et ass och net ersichtlech, em wéi en Typ vun Autorisatioun et sech dobäi hätt kënnen handelen. D'Protestaktioun am Bësch ass weeder eng „manifestation sportive“, nach sinn „instruments sonores“ benotzt ginn, nach ass déi Aktion als „activité de loisir susceptible d'avoir une incidence sur l'environnement naturel“ ze gesinn.

Déi virsichteg Virgoensweis vun den Agente vun der Natur- a Bëschverwaltung war an deem Fall ugepasst a verhältnisméisseg.

Bei der Protestaktioun ass kee Schued um Ökosystem Bësch entstanen.

Restitution du congé parental | Question 6542 (25/07/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Eltere vun engem Kand ze sinn, bedeit fir vill Familien an Elengerzéiender ee Jongléieren tëscht Beruff a Famill. Mat der Reform vum Congé parental gouf am Joer 2016 ee Schrëtt gemaach, fir d'Elteren an hirem Alldag ze entlaaschten. D'Iddi vum Congé parental ass et jo, dass en Elterendeel méi Zäit an d'Erzéiung vu senger Kanner investéieren a gläichzäitig op ee reegelméisseg Akommens ziele kann. D'Héicht vum Kannergeld ass dobäi awer plafonéiert, an dat aktuell op ee Montant vu ronn 3.900 €, wann een de Congé parental Vollzäit hält bei enger 40-Stonne-Woch.

D'Gesetz vun 2016 gesäit am Artikel 307 Paragraph (9) vir, dass een Elterendeel, dee säi Congé parental fräiwëlleg ënnerbrécht, all déi ausbezuelten Hëllefën, déi e schonns erhalen huet, un d'Zukunftskeess muss zréckbezuelen.

Mir si Fäll bekannt, wou Persoune wéinst der aktueller Präsideierecht, den Zënserhéijungen op den Immobiliëpréten a wéinst der Plafonnéierung vun den Indemnitéite finanziell net méi iwwert d'Ronne kommen an dowéinst erëm komplett wëlle schaffen. D'Dispositioun, dass d'Leit dann awer allegueren d'Hëllefë mussen zréckbezuelen, erschénkt an deem Kontext eng iwwerdriwwer Strof ze sinn, ugesichts dovun, dass d'Eltere bis zum Moment vun der Ënnerbriechung vum Congé parental jo awer fir hir Kanner do waren.

Am Commentaire des articles vum Gesetzesprojet 6935, mat deem d'Gesetz geschafé gouf, ass zu dëser Dispositioun iwwregens kee spezielle Grond genannt ginn, firwat de Legislatuer dës Iddi als oportun empfindt. Se bréngt d'Leit awer, ënnert den

aktuellen Ëmstänn, fir eng gewëssen Zäit an eng prekär Situatioun.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Fro stellen:

1. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Stof vun der Restitutioun vun de schonns erhalene Zommen déi richteg Approche ass?

2. Hält d'Ministesch weider un der Dispositioun fest, dass Persounen, déi hire Congé parental ofbriechen, déi erhalen Zommen integral mussen un d'Zukunftskeess zréckbezuelen?

Falls jo, firwat?

Falls nee, wéi eng Ännerunge sinn hei virgesinn?

3. Wäert d'Zukunftskeess an Zukunft d'Leit besser doriwir informéieren, a wéi enge Fäll si mussen déi erhalte Suen erëm zréckginn?

Réponse (22/08/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Den honorabelen Deputéierte referéiert sech a senger Fro op den Artikel 307, Paragraph 9 vum Code de la sécurité sociale, dee follgend Dispositiounen am Fall vun enger Interruptioun vum Congé parental virgesäit:

« (9) Les mensualités déjà versées donnent lieu à restitution intégrale en cas de violation des dispositions des articles L. 234-43, paragraphe 1^{er} du Code du travail, 29 bis, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et 30 bis, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et en raison

a) de la résiliation volontaire du contrat de travail par le parent, lorsque la résiliation prend effet avant l'expiration du congé parental, ou

b) de l'interruption du congé non motivée par une cause extérieure au parent bénéficiaire et entièrement indépendante de sa volonté. »

Et stëmmt, datt den Text am Fall vun enger Interruptioun vum Congé parental effektiv virgesäit, datt een déi Mensualitéiten, déi ee bis zu der Interruptioun kritt huet, muss zréckbezuelen, zumindest wann d'Konditiounen vun de Punkten a) oder b) vum uewe genannte Paragraph net erfüllt sinn, dat heescht, d'Gesetz hält de Prinzip vum Remboursement vun den Indemnitéiten am Fall vun enger Interruptioun vum Congé parental fest, mee léisst awer och Ausnamen zou, wou d'Indemnitéiten net mussen zréckbezuelen ginn.

D'Regierung hält awer weiderhin um allgemenge Prinzip, deem eng Interruptioun vum Congé parental verbitt, fest a si huet hir Positioun dozou och schonns an der Vergaangenheet erkläert (notamment an hirer Prise de position zu der Proposition de loi N° 7789 vum honorabelen Deputéierte Marc Spautz). D'Regierung ass der Meenung, datt d'Méiglechkeeten, fir de Congé parental ze ënnerbriechen, mussen limitéiert bleiwen, well soss e Risiko besteet, datt de Patron Drock op de Salarié mécht fir, datt hie säi Congé ënnerbrécht. Anerersäits geet et och dorëms, fir de Salarié an d'Flicht ze huelen, well de Congé parental jo och mat Contrainté fir de Patron verbonnen ass, dee seng Entreprise muss organiséieren, fir der temporärer Absence vum Salarié Rechnung ze droen. Eng gewësse Planungssécherheet ass also fir déi zwou Parteie wichteg.

Wat déi soi-disant Strof ugeet, vun där den honorabelen Deputéierte schwätzt an déi am Remboursement vun den Indemnitéiten, déi scho bezuelen gi sinn, géif bestoen, géif ech éischer vun

enger Sanktioun vum Text an hirem juristesche Sënn schwätzen, well et jo och dorëms geet, datt déi Reegelung net Lettre morte bleift, mee och effektiv agehale gëtt.

Vu datt den honorabelen Deputéierten elo keng Detailler gëtt, wat déi Fäll ugeet, déi him bekannt sinn, wou esou e Remboursement huet misse gemaach ginn, kann ech och net nopréiwe loosse, ob déi Fäll an de Kader vun den Ausnamen, déi d'Gesetz virgesäit, fale kéinten.

Prêts à l'économie garantis par l'État dans le cadre de la pandémie | Question 6548 (25/07/2022) de **M. Gilles Roth** (CSV)

Via la loi du 18 avril 2020, l'État a mis en place un régime de garantie sur les prêts accordés par les établissements de crédit [...] en faveur des entreprises qui se trouvent en difficulté financière temporaire suite à la pandémie du Covid-19. Ce régime a été prolongé par deux lois jusqu'au 31 décembre 2021.

Il me revient toutefois que malgré cette garantie étatique en faveur des entreprises, un voire plusieurs des établissements de crédit, dont la BCEE, ont pris l'initiative de procéder en premier lieu à des cessations de salaires auprès des entreprises concernées avant éventuellement se retourner vers l'État.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Finances :

1) Madame le Ministre peut-elle confirmer ces informations ?

Rappelons ici que la loi précitée dispose en son article 3, paragraphe 7 que « Le montant indemnisable, auquel s'applique la quotité garantie pour déterminer les sommes dues par l'État au titre de sa garantie, correspond à la perte constatée, le cas échéant, postérieurement à l'exercice par l'établissement de crédit de toutes les voies de droit amiables et éventuellement judiciaires, dans la mesure où elles auront pu normalement s'exercer, et à défaut, l'assignation auprès de la juridiction compétente en vue de l'ouverture d'une procédure collective, faisant suite à un événement de crédit. » :

2) Existe-t-il une obligation à charge des établissements de crédit de recouvrer les sommes prêtées tout d'abord auprès du débiteur principal avant de pouvoir actionner la garantie de l'État ?

3) À défaut, Madame le Ministre considère-t-elle que la manière de procéder des établissements de crédit en question est conforme à l'esprit de la loi modifiée du 18 avril 2020 ? Une entreprise, même défaillante, ne devrait-elle pas pouvoir compter sur la garantie de l'État ?

Notons enfin que le budget maximal prévu par la loi du 18 avril 2020 pour garantir la défaillance des entreprises emprunteuses s'élevait à 2,5 milliards d'euros. Ce budget n'a pas été revu à la hausse dans le cadre des deux prolongations susmentionnées.

4) Pour quel montant global, la garantie de l'État a-t-elle été appelée par les établissements de crédit ?

5) Madame le Ministre peut-elle préciser pour quels types d'entreprises (secteur, taille, etc.) la garantie de l'État a joué ?

Réponse (25/08/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Conformément à l'article 3, paragraphe 7, de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie

luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 (ci-après, la « loi du 18 avril 2020 »), en cas d'événement de crédit au titre de la convention de prêt, la banque est tenue d'exercer toutes les voies de droit amiables et éventuellement judiciaires, dans la mesure où elles auront pu normalement s'exercer, et, à défaut de pouvoir recouvrer le montant exigible, de procéder à l'assignation auprès de la juridiction compétente pour l'ouverture d'une procédure collective.

Le paragraphe 8 de l'article 3 précité précise en outre que dans le cadre d'une procédure collective, le montant indemnisable auquel s'applique la garantie de l'État est calculé à la clôture de ladite procédure en déduisant les sommes recouvrées par l'établissement de crédit.

En effet, tel que précisé dans le document public « Questions relatives à la loi du 18 avril 2020 » accessible dans la rubrique « Prêts bancaires Covid-19 » du site Internet de la Trésorerie de l'État <https://te.public.lu>, ni la loi, ni la convention de garantie signée entre l'État et les banques participant au régime de prêts garantis n'interdisent aux banques de prendre des garanties ou sûretés additionnelles en relation avec le prêt garanti (y compris sur la quotité du prêt faisant l'objet de la garantie). Les banques sont donc libres de demander de telles garanties ou sûretés additionnelles, suivant leur examen de la demande de crédit soumise par l'entreprise demandant le prêt.

Il s'ensuit que la garantie de l'État ne peut être appelée par une banque pour autant que celle-ci démontre que les fonds avancés à l'entreprise n'ont pas été remboursés et que toutes les mesures de recouvrement telles que visées ci-dessus ont été prises, y inclus, le cas échéant, l'exercice par la banque des autres garanties qu'elle détient en vertu de la convention de prêt.

Cette approche est parfaitement compatible avec l'esprit de la loi, dont l'objectif était de faciliter l'octroi de prêts pour ainsi maintenir ouvert le canal du crédit aux entreprises de telle sorte à ce que ces dernières soient dans des conditions telles qu'elles puissent rebondir de leur force une fois passé le choc de la pandémie. La garantie de l'État n'ayant à aucun moment été mise en avant comme une mesure tutélaire, la prise et l'exécution de garanties supplémentaires par un établissement de crédit ne constituent donc pas une contradiction avec l'objectif recherché.

La Trésorerie de l'État a accepté 415 prêts garantis pour un montant nominal de 193,5 millions d'euros. Le montant garanti par l'État luxembourgeois équivaut ainsi à quelque 164,47 millions d'euros (85 % du montant nominal des prêts). La fourchette de prêts accordés varie entre 9.600 euros et 9 millions d'euros, pour un montant moyen de 466.254 euros. Plus d'un tiers des prêts accordés (162) a été contracté pour un montant inférieur à 100.000 euros. 45 prêts garantis ont un montant nominal supérieur ou égal à 1 million d'euros.

En termes de nombres de prêts par secteur selon la codification NACE, c'est celui du commerce qui a bénéficié le plus de prêts garantis (26,75 %), suivi du secteur de l'hébergement et de la restauration (19,04 %) ainsi que de la construction (18,07 %). Parmi les 415 prêts, 395 ont été accordés à des PME et 20 à de grandes entreprises. En termes de montants, les prêts accordés à des entreprises des secteurs du commerce, de l'hébergement et restauration, de l'industrie manufacturière ainsi que de la construction représentent environ 78,68 % des montants totaux accordés.

À ce jour, la garantie de l'État n'a pas encore été appelée par les établissements de crédit.

.....

Formations « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg » | Question 6550 (26/07/2022) de Mme Djuna Bernard (déli gréng)

La présentation d'un certificat « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg » fait, dans la majorité des cas, partie des conditions que les personnes voulant acquérir la nationalité luxembourgeoise doivent remplir. Il s'agit d'un certificat émis par le Service de la formation des adultes aux personnes qui ont suivi 24 heures de cours ou qui ont participé à un examen. Les cours comprennent trois modules d'une durée totale de 24 leçons, se penchant sur les droits fondamentaux des citoyens.ne.s, les institutions étatiques et communales du Luxembourg, ainsi que l'histoire du Luxembourg et l'intégration européenne.

Selon nos informations, il existerait un retard de plusieurs mois dans le versement des salaires des formatrices et formateurs engagé.e.s par l'État pour dispenser les cours du certificat précité, ce qui risque de mettre le personnel dans une situation financière difficile.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Combien de personnes ont reçu le certificat « Vivre ensemble » suite à leur participation au cours, voire à l'examen depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité ? Combien de personnes dispensent actuellement les formations précitées ? Le nombre de formatrices et formateurs est-il suffisant pour garantir le bon fonctionnement de la certification « Vivre ensemble » ?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il existe des retards dans le paiement des formateurs et formatrices enseignant les cours « Vivre ensemble » ? Dans l'affirmative, quelle est la durée du retard, et quelles en sont les raisons ?
- 3) Encore dans l'affirmative, quand Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir reprendre le versement des salaires et comment compte-t-il éviter ces problèmes à l'avenir ?
- 4) Est-ce que des formateurs et formatrices d'autres cours sont également concerné.e.s par des retards de versement des salaires ?

Réponse (01/09/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Depuis mars 2017 jusqu'en août 2022, 12.454 participants ont reçu un certificat du cours « Vivre ensemble ». Actuellement les cours sont assurés par 22 formateurs et ce nombre s'avère suffisant pour couvrir la demande.

ad 2) Le budget initial à hauteur de 575.000 € a été accordé pour le paiement des indemnités dues aux experts externes pour la tenue des cours « Vivre ensemble », des cours d'intégration linguistique et des cours d'instruction civique dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration (CAI). Ce montant a été calculé sur base de la situation des dépenses arrêtées en mai 2021.

Or, l'afflux extrême de réfugiés depuis le début de l'année 2022 a engendré la nécessité absolue de multiplier les offres de formation organisées par le Service de la formation des adultes (SFA), et, de ce fait, de recruter des formateurs supplémentaires pour suffire aux demandes et surtout aux besoins des nouveaux arrivants adultes dans notre pays. Au vu de cette situation, le SFA a sollicité, en avril 2022, une augmentation des crédits accordés de la ligne budgétaire concernée. En

juillet 2022, le SFA s'est vu attribué le dépassement demandé et a procédé de suite aux paiements des indemnités dues pour le deuxième semestre 2022.

ad 3) Sauf imprévus, le paiement des indemnités sera garanti par le SFA jusqu'à la fin de l'année budgétaire 2022. Je compte éviter cette situation en invitant les formateurs à introduire leurs déclarations d'indemnités mensuellement au lieu de le faire trimestrielle-ment, voire uniquement deux fois par an.

ad 4) Sauf imprévus, les formateurs des cours « réguliers » ne sont pas concernés par des retards de paiement, vu que leurs indemnités dues ont été budgétisées à l'avance.

.....

Évaluation des projets pilotes visant une plus grande autonomisation des demandeurs de protection internationale | Question 6552 (26/07/2022) de Mme Stéphanie Empain | Mme Djuna Bernard (déli gréng)

Par la présente et conformément à notre règlement interne, nous nous permettons de poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile au sujet de l'évaluation des projets pilotes visant une plus grande autonomisation des demandeurs de protection internationale.

Le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit que les projets pilotes destinés à une plus grande autonomisation et responsabilisation des demandeurs de protection internationale (dpi) seront évalués et, le cas échéant, élargis. Par ailleurs, le programme inclut également l'élaboration d'un dispositif d'autonomisation progressive des demandeurs de protection internationale, dès leur arrivée.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 5730 datant de mars 2022, Monsieur le Ministre rappelle qu'en 2018, un projet pilote ayant le but de donner aux dpi des cartes prépayées rechargeables a été lancé. Aujourd'hui, les résident.e.s de huit structures d'hébergement bénéficient de telles cartes, qui peuvent être utilisées dans les magasins d'une chaîne de supermarché nationale. Dans sa réponse, Monsieur le Ministre affirme que le système est accueilli très favorablement par les dpi, et l'élargissement du projet à d'autres structures est envisagé.

Par ailleurs, Monsieur le Ministre décrit un deuxième projet pilote, « Cash for Food » lancé en 2020. L'objectif de ce projet est d'autonomiser les participant.e.s et d'augmenter leur pouvoir d'achat et la liberté dans leur choix de produits et fournisseurs. Dans le cadre de ce projet, les bénéficiaires du projet reçoivent leurs aides alimentaires en espèces.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

- 1) Comment se déroule concrètement l'évaluation du projet pilote donnant aux dpi des cartes prépayées rechargeables ? Quelles conditions devront être remplies pour pouvoir étendre le système à d'autres structures, voire généraliser le système, et quelles sont les prochaines étapes prévues à cet égard (horizon temporel, nombre de bénéficiaires, nombre de structures, chaînes de supermarchés, etc.) ?
- 2) De même, comment se déroule l'évaluation du deuxième projet pilote « Cash for Food » ? Monsieur le Ministre peut-il partager un premier bilan de la mise en œuvre du projet ? Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir généraliser le système ?
- 3) En quoi consiste le dispositif d'autonomisation progressive des dpi actuellement ? Comment Monsieur le

Ministre compte-t-il élargir ce programme dans les mois à venir ?

Réponse (24/08/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) La mise à disposition de cartes prépayées rechargeables a été un premier pas important vers une plus grande autonomie et intégration des demandeurs de protection internationale (DPI). Eu égard à ces effets positifs, l'étape suivante de l'extension du projet a été le projet « Cash for Food » (CFF). Le projet pilote cartes prépayées sera à terme remplacé par le projet CFF.

ad 2) Le projet « Cash for Food » (CFF) s'inscrit dans le cadre de la mise à disposition de dispositifs d'autonomisation tels que préconisés par le Gouvernement dans l'accord de coalition de 2018. Il vise à augmenter l'autonomie financière des DPI.

Le projet vise d'augmenter le pouvoir d'achat, de donner plus de liberté dans le choix des produits et fournisseurs et ainsi d'aider les DPI à se préparer à une vie en société autonome et indépendante en leur mettant à disposition les allocations pour denrées alimentaires et hygiène en espèces.

Après une phase de planification et de préparation, la phase 1 du projet pilote a démarré le 1^{er} novembre 2020 avec les résidents de trois structures d'hébergement. En avril 2021, une première analyse détaillée des objectifs atteints a été réalisée. L'enquête menée auprès des résidents participant au projet a donné des résultats très encourageants. Les motifs de satisfaction les plus fréquemment mentionnés sont la flexibilité et l'indépendance accrues, la possibilité d'acheter les produits de leur choix dans les magasins de leur choix et de faire des économies.

La première phase du projet pilote s'est révélée être un vrai succès par rapport aux attentes et objectifs initiaux de sorte que le 1^{er} janvier 2022, le projet CFF est entré dans sa deuxième phase avec l'ajout de douze autres structures qui ont rejoint le projet pilote. Depuis lors, le CFF est en place pour un total de 274 personnes résidentes dans 15 structures d'hébergement de l'État.

En mai et juin 2022, une deuxième évaluation a été lancée pour continuer d'examiner le déroulement du projet et la satisfaction des DPI et des parties prenantes, afin d'identifier d'éventuels domaines d'amélioration ou des adaptations. Cette deuxième analyse était basée sur une population beaucoup plus importante de participants, mais les résultats étaient très similaires à ceux de la première étude, confirmant une fois de plus les très bons résultats obtenus.

21 mois après le lancement du projet pilote « Cash for Food », il a été constaté que les résultats sont très encourageants par rapport aux objectifs et que les attentes élevées ont été plus que remplies. Une troisième phase est actuellement à l'étude.

ad 3) De par la loi du 4 décembre 2019, l'ONA est responsable pour l'encadrement et l'hébergement des demandeurs de protection internationale (DPI). Au-delà de ses missions d'accueil, l'ONA s'efforce de créer des outils et dispositifs d'autonomisation afin de préparer les DPI à une vie indépendante au sein de la société luxembourgeoise.

Les projets pilotes « cartes prépayées rechargeables » et « Cash for Food » font partie du dispositif d'autonomisation. En raison des résultats très satisfaisants obtenus, tant en termes d'autonomisation et d'intégration des DPI qu'en termes d'augmentation de leur pouvoir d'achat et de leur satisfaction, ainsi qu'en termes de simplification administrative et d'économie de travail administratif, une analyse détaillée est actuellement en cours pour déterminer si une troisième phase d'extension du projet pilote CFF est possible début 2023.

.....

Structures d'accueil pour demandeurs et bénéficiaires de protection internationale et temporaire | Question 6554 (26/07/2022) de Mme Stéphanie Empain | Mme Djuna Bernard (déli gréng)

Selon les récentes affirmations de Monsieur le Ministre lors d'une conférence de presse, les structures d'accueil pour demandeurs et bénéficiaires de protection internationale et temporaire sont actuellement occupées à 96 %. Accentué par l'arrivée de personnes fuyant la guerre en Ukraine, le manque de logements pour ces populations est un problème chronique. Dans son programme gouvernemental 2018-2023, le Gouvernement s'engage à augmenter les capacités ainsi que la qualité du réseau d'hébergement. Le programme prévoit par ailleurs la poursuite d'équiper toutes les structures d'accueil de cuisines.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le Gouvernement a pris plusieurs mesures afin d'accroître la capacité d'accueil. En date du 1^{er} mars 2022, un appel a été lancé aux communes pour la mise à disposition d'immeubles et/ou de terrains pour la mise en place de structures d'hébergement durables. Le Gouvernement a également effectué une analyse des hébergements disponibles à court terme, tels que des hôtels ou auberges de jeunesse. Depuis lors, bon nombre de nouvelles structures ont ouvert leurs portes ou sont en planification, dont notamment le « bâtiment T » et le centre Tony Rollman, structures avec une capacité maximale de 1.200 et de 500 lits respectivement.

Dans son rapport sur les conditions d'accueil des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale au Luxembourg datant de 2018, la Commission consultative des Droits de l'homme a émis plusieurs recommandations concernant l'hébergement des personnes réfugiées, notamment en ce qui concerne la garantie d'un niveau adéquat d'intimité et de vie familiale ou encore la garantie d'une nourriture suffisante, par exemple par le biais de la poursuite des efforts pour installer des cuisines collectives dans les centres d'hébergement.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Comment la capacité d'hébergement et la taille des structures ont-elles évolué depuis 2018 ? Monsieur le Ministre peut-il fournir une ventilation des chiffres selon la capacité d'hébergement des structures (1-30 lits, 31-100 lits, 101-300 lits, 300+ lits) ? Comment la capacité évoluera-t-elle dans les prochains mois voire années ?

2) Quels sont les résultats de l'appel lancé aux communes pour la mise à disposition d'immeubles et/ou de terrains pour y mettre en place des structures d'hébergement durables ?

3) Combien de structures ayant été mises à disposition à court terme devront fermer leurs portes dans les mois à venir ? Est-ce que d'autres structures pouvant accueillir des personnes à court terme ont été identifiées ? Comment évoluera la capacité d'hébergement dans des structures à court terme par conséquent ?

4) Est-ce que les structures récemment mises en place ou planifiées pour accueillir les personnes fuyant la guerre en Ukraine disposent de cuisines pour les résident.e.s ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

5) Monsieur le Ministre estime-t-il que les structures de grande taille telles que le « bâtiment T » offrent un niveau de logement convenable aux résident.e.s, notamment en ce qui concerne les précitées garanties

d'un niveau adéquat d'intimité et d'une nourriture suffisante ?

6) Dans ce contexte, comment les structures de grande envergure sont-elles aménagées pour fournir des lieux de retraite et de calme aux résident.e.s ?

Réponse (24/08/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la capacité maximale des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI) avec une ventilation selon la capacité d'hébergement des structures (1-30 lits, 31-100 lits, 101-300 lits, 300+ lits) couvrant la période de décembre 2018 jusqu'à juillet 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

L'Office national de l'accueil (ONA) continuera ses efforts en vue de promouvoir la construction et l'aménagement de nouvelles structures d'hébergement, ceci en étroite collaboration avec les communes et d'autres services gouvernementaux, dont notamment l'Administration des bâtiments publics, qui soutiennent l'ONA dans la recherche de nouvelles structures de logement. La capacité maximale en nombre de lits va ainsi encore évoluer dans les prochains mois, mais il n'est pour l'instant pas possible de donner une estimation fiable notamment à cause des problèmes liés à l'approvisionnement sur le marché des matériaux de construction.

ad 2) L'ONA est en train d'analyser les offres reçues et travaille en étroite collaboration avec les communes et d'autres services gouvernementaux afin de trouver des solutions adéquates permettant la mise en place de structures d'hébergement durables.

ad 3) À l'heure actuelle, quatre fermetures de structures d'hébergement pour personnes ayant fui la guerre en Ukraine sont prévues pour le mois de septembre, à savoir :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En septembre 2022, les travaux d'aménagement des blocs A et B du bâtiment T à Luxembourg-Kirchberg (structure d'hébergement de protection temporaire), offrant une capacité maximale de 690 lits, seront terminés. Il est prévu que le bloc C soit terminé en octobre 2022 ; les travaux de l'ensemble du bâtiment seront ainsi achevés. Sauf imprévu, le bâtiment T aura au total une capacité maximale de 1.158 lits en octobre 2022.

ad 4) Pour des raisons logistiques et de sécurité, les structures d'hébergement pour personnes ayant fui la guerre en Ukraine ne disposent pas de possibilités de cuisiner individuellement. La nourriture est fournie soit par le propriétaire de la structure, soit par un fournisseur extérieur. Les menus sont élaborés par un nutritionniste en étroite collaboration avec les prestataires. Ainsi, la valeur nutritionnelle est soigneusement adaptée aux besoins des personnes hébergées. En cas d'intolérances ou d'allergies, les aliments proposés peuvent également être ajustés individuellement.

ad 5) Avec le bâtiment T, l'ONA a, à court terme, mis en place une structure d'hébergement de protection temporaire qui permet d'assurer un niveau de vie adéquat aux bénéficiaires de protection temporaire.

Une structure d'hébergement est un lieu d'habitation communautaire. Dans la mesure du possible, les personnes d'une même famille dorment dans une chambre familiale séparée, alors que des personnes qui arrivent seules au Luxembourg doivent partager une chambre avec d'autres personnes. Au bâtiment T, les chambres standard sont aménagées pour accueillir un maximum

de 3 personnes et les chambres familiales peuvent accueillir un maximum de 6 personnes. Dans une chambre partagée, chaque personne dispose d'un minimum de 6 m². Les installations sanitaires, la buanderie et le réfectoire sont partagés entre les occupants d'une structure. Dans les sanitaires, l'intimité est garantie.

Pour ce qui concerne la nourriture, les repas sont préparés selon les dernières connaissances scientifiques en matière de nutrition et livrés trois fois par jour par un prestataire de premier plan. Outre les menus normaux, équilibrés et variés, des menus ajustés sont également proposés afin de pouvoir répondre à toutes les intolérances et besoins particuliers. De plus, pendant toute la journée de l'eau, des fruits, du café, du thé et des soupes sont mis à libre disposition.

ad 6) Dans des structures de grande envergure, comme par exemple le bâtiment T, mises en place par l'ONA pour héberger des BPT, plusieurs salles ont été aménagées afin de pouvoir mettre à disposition des habitants des lieux de retraite et de calme. Outre les chambres à coucher, d'autres salles ont été aménagées permettant de séjourner seul ou à plusieurs : une salle de visite, une salle de séjour, une salle de jeux pour enfants, une salle pour faire ses devoirs et/ou pour étudier ainsi qu'une cour extérieure/de récréation intégrée dans la structure du bâtiment.

Ces espaces ont été créés en étroite collaboration avec les encadrants sur place (Caritas et Croix-Rouge), ceci à la demande et selon les besoins des personnes hébergées.

Chantiers routiers au Mullerthal | Question **6557** (26/07/2022) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Zanter Méint gött et am Mëllerdall zwee Chantieren, déi net schénge virunzegoen: um CR356 tèscht Waldbëlleg an der Heringermillen, an um CR121 tèscht dem Schéissendämpel an der Heringermillen.

Déi zwou Plaze sinn alle béid mat roude Luuchte gereegelt. Dës zwou rout Luuchte sinn net nëmme eng Belaschtung fir d'Awunner vun der Regioun, mee och fir den Tourismus, well ronderëm eng vun de wichtigsten Attraktiounen vu Lëtzebuerg elo scho säit Längerem Chantiere sinn, déi net schénge virunzekommen.

Des Weidere soll d'Kräizung tèscht dem CR121 an dem CR118 (Präteler Bréck) deemnächst ëmgebaut ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wat sinn d'Ursaache fir d'Dauer vun de Chantieren um CR356 an um CR121? Wéini sollen hei déi konkret Aarbechte ufänken a wéi laang soll d'Dauer dovunner sinn?

2. Wou ass de Projet „Präteler Bréck“ drun? Ass d'Soumissioun amgaangen oder schonn ofgeschloss? Wéini sollen hei d'Aarbechten ufänken a wéi laang sollen se daueren?

Réponse (01/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Ausschreiwung fir d'Aarbechten um CR356 tèscht Waldbëlleg an der Heringermillen ass ganz rezent opgemaach ginn. D'Aarbechte benéidegen eng 220 Aarbechtsdeeg a wäerte viraussichtlech am Januar d'nächst Joer ufänke kënnen. D'Streck wäert dee Moment och musse fir de Verkéier gespaart ginn.

Betreffend d'Aarbechten um CR121 tèscht dem Schéissendämpel an der Heringermille lafen d'Etüden. An deem Kader sinn och geotechnesch

Buerungen an déi dorausser follgend Erkenntneser néideg, fir de Projet weider kënnen auszeschaffen. Éier awer déi Buerungen am Grondwaasser kënnen gemaach ginn, huet missen déi néideg Autorisatioun virleien.

Déi entspriechend Demande gouf am November 2021 vu menge Servicer bei der zoustänneger Administratioun deposéiert. Am Juni 2022 gouf dunn déi benéidegt Autorisatioun ausgestallt.

Déi Etüd kann also elo ufänken a fir Enn 2022 läit viraussichtlech en definitive Projet vir. Esoubal den Ausschreiwungsdossier ausgeschafft ass, kënnen d'Aarbechten dann och effentlech ausgeschriwwen ginn.

Dëst natierlech ënnert der Konditioun, datt zu deem Moment all déi néideg Autorisatiounen fir dës Aarbechte virleien.

Et ass virgesinn, datt d'Aarbechten ufanks 2024 lancéiert kënnen ginn an dann tèscht sechs an néng Méint dauere wäerten.

Generell ass ze betounen, datt d'Aarbechten an enger Natura-2000-Zon stattfannen, wat bedeit, datt all d'Aarbechte strenge Critèrën betreffend den Agrëffer an d'Natur ënnerleien. Doriwwer eraus ass och ze ënnersträichen, datt, wann op enger Plaz wéi dës d'Strooss rutscht, eng komplex Rei u geotechneschen Etüden noutwendeg sinn, fir hei d'Strooss nohaltig ze flécken, an datt se net bei weideren Onwiederan op der nämmelech Plaz direkt erëm Schied opweist.

ad 2. D'Ausschreiwung fir de Projet vun der „Präteler Bréck“ an de Reamenagement vun der Kräizung tèscht dem CR118 an dem CR121 ass deslescht ofgeschloss ginn an d'Aarbechte wäerten elo am Hierscht 2022 ufänke kënnen. D'Aarbechten daueren hei viraussichtlech eng 400 Aarbechtsdeeg.

Problèmes de correspondance suite à l'introduction des nouveaux numéros et horaires des lignes RGTR | Question **6558** (27/07/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Ech si viru Kuerzem gewuer ginn, datt déi nei Buslinn 134 vun Ettelbréck iwwer Bierden a Buerschent op Eschduerf e Korrespondenzproblem mat de Schnellzich zu Ettelbréck huet, déi an d'Stad fuere oder aus der Stad kommen.

D'Resultat ass, dass d'Leit mam neien Horaire vum 17. Juli, zum Beispill moies géint 7.16 Auer respektiv owes géint 17.45 Auer, hiren Uschloss verpassen, an esou den effentlechen Transport fir déi concernéiert Leit keng praktikabel Léisung méi duerstellt.

Och fir d'Schüler, déi mat der Buslinn 134 vu Bierden op Ettelbréck fuere an do de Bus op Dikrech an d'Hotelschoul, den Nordstadlycée oder dat neit Gebai vum LCD huele mussen, stellt sech d'Fro, wéi dat mat den aktuellen Horairen opgoe soll, fir um 8.00 Auer an der Schoul ze sinn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister iwwer dës Problem informéiert a gött versicht, fir dës Korrespondenzen esou séier wéi méiglech ze verbessern?

2. Sinn dem Här Minister nach aner Korrespondenzproblemer gemellt ginn? Wa jo, bei wat fir eng Linne gouf dëst festgestallt a redresséiert? Fält déi nei Linn 136 (al Linn 543) och drënner?

3. Aus wéi enge Grënn ass d'Linn 550 Ettelbréck-Schlénnermanesch ewechgefall?

Réponse (01/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Op der Gare zu Ettelbréck besti Korrespondenzen vu Buslinnen op de Schnellzuch an op de Bummelzuch. Dozou wëll ech nach bemerken, dass d'Linne fir d'Ubbannung u d'Ettelbrécker Gare vertakt geplangt goufen. Doduerch besteet op den Haaptachsen eng besser Verdeelung vun de Bussen an domat eng besser Offer fir de Client am ländleche Raum. Zudeem vermeide mir doduerch eng Pulkbildung vun de Busser an der Nordstad. Bei e puer Linnen ass dowéinst den Horaire op de Regionalzuch ugepasst ginn. Fir d'Linn 136 trëfft leschteren Szenario zou. Doriwwer eraus bestinn och nach weider „Bus-Bus“ Korrespondenzen am ländleche Raum, déi musse respektéiert ginn.

ad 2. Wat déi betreffend Linn 134 am RGTR-Reseau ubelaangt, sou gouf – op eng Ufro vun der Gemeng Esch-Sauer hin – versicht, eng Korrespondenz zu Heischent vun der Linn 134 op d'Linn 130 unzeleeën, fir dass d'Awunner vun Eschduerf d'Méiglechkeet hunn, op Wolz ze kommen. Dëst huet zur Folleg, dass zu Ettelbréck op der Gare d'Korrespondenz net op den Expresszuch agehale ka ginn.

ad 3. Déi al Linn 550 Ettelbréck-Schlénnermanesch ass net wechgefall. Si gouf duerch d'Linn 136 Ettelbréck-Konstem ersat, déi dee selwechten Tracé wéi déi al Linn 550 huet, ausser, dass se nach weider bis op Konstem fiert.

Fraude à l'investissement dans le cannabis thérapeutique | Question **6567** (28/07/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Mediebericht no besteet de Verdacht, datt déi ursprénglech däitsch Firma Juicy Fields, déi medezinnesche Cannabis produzéiert, hir Investisseuren bedrunn huet. Och Investisseuren aus Lëtzebuerg solle betraff sinn. An deem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Madamm Justizministesch an un der Här Policeminister stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt et bei der Entreprise Juicy Fields zu Onreegelméissegkeete komm ass?

2. Sinn och Investisseuren aus Lëtzebuerg betraff? – Wa jo, wéi vill? – Wéi vill Plaintë si bis ewell zu Lëtzebuerg an deem Zesammenhang gemaach ginn?

3. War d'Regierung au courant, datt déi däitsch Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht BaFin ewell den 3. Juni 2022 Investitiounen bei der Juicy Holdings V., Amsterdam, Niederlande, verbueden huet, well d'Firma géint dat däitscht Vermögensanlagenengesetz verstouss huet? – Wa jo, wat huet d'Regierung doropshin ënnerholl?

Réponse (02/09/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Et ass zu dësem Zäitpunkt nach ongewëss, ob et bei der Entreprise Juicy Fields effektiv zu Onreegelméissegkeete komm ass. Aktuell ass eng Enquête pénales amgaangen, wou d'Justizautoritéiten notament och op Informatiounen aus dem Ausland ugewise sinn. Well et sech hei ëm eng lafend Enquête handelt, kënnen momentan keng weider Detailler zu der Affär geliiwert ginn.

ad 2. Jo, et sinn Investisseuren aus Lëtzebuerg betraff. Stand 16. August 2022 ass säitens der Justice vun zéng Persounen gewosst, déi och eng Plainte gemaach hunn, allerdéngs kéint et sinn, dat nach méi Leit leeséiert sinn, déi awer bis elo nach keng Plainte gemaach hunn.

ad 3. An engem Communiqué vum 1. August huet d'CSSF d'Effentlechkeet doriwwer informéiert, dass hinnen d'Firma Juicy Fields net bekannt ass an dës Firma zu kengem Moment eng Ufro fir eng Autorisatioun agereecht huet.

Maladies sexuellement transmissibles | Question 6568 (28/07/2022) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Laut den Aussoe vun der Presidentin vum Planning Familial, gräifen ëmmer manner Leit bei der Verhütung op Kondomer zréck. E Kondom ass awer net nëmme e Verhütungsmittel, e schützt och géint Krankheeten, déi sexuell iwwerdroe ginn, wéi beispillsweis Gonorrhoe, Chlamydien oder Syphilis.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un d'Madam Gesondheitsministesch stellen:

1. Kënnt Dir bestätegen, dass d'Fallzuele bei de Krankheeten, déi sexuell iwwerdroe ginn, klammen?
2. Wa jo, ëm wat fir Krankheeten handelt et sech?
3. Wéi gesäit d'Entwécklung bei den eenzele Krankheeten an de leschte fënnf Joer aus?
4. Wat fir Alterskategorië vu Leit sinn am heefegste betrafft?
5. Wat wëllt d'Regierung géint dës Entwécklung maachen?

Réponse (25/08/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministère de la Santé

ad 1. an 2. D'Hausse vun de Fallzuele vu verschiddene sexuell iwwerdrobare Krankheeten ass manner op eng exponentiell Hausse vu Fäll zeréckzeféieren, mee villméi op en neit Gesetz, dat eng Meldeflicht vun dese Krankheete virgesäit.

Den 1. Januar 2019 ass d'Gesetz iwwer déi obligatoresch d'Deklaratioun vu verschiddenen ustiechende Krankheeten a Kraaft getrueden (Loi du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique), dat säitdeem eng duebel Meldeflicht vu verschiddene Krankheete virgesäit. Soumat gëtt een Deel vun den Krankheete weiderhi vum behandelnden Dokter deklaréiert, en aneren Deel gëtt säitdeem awer och direkt iwwer d'Laboratoire bei der Gesondheitsdirektioun deklaréiert. Verschidde Krankheete ginn iwwerdeems esouwuel vum Dokter wéi och vum Laboratoire deklaréiert. De Virdeel vun esou engem duebele System, deen och an de meeschten aneren EU-Länner besteet, ass eng besser Exhaustivitéit vun den Deklaratiounen, besonnesch well d'Laboratoiresresultater all digitaliséiert sinn an esou méi einfach kënnen iwwermëttelt ginn.

Iwwert dësen elektronischen System mellen d'Laboratoiren, no enger Testphas, säit Januar 2020 och déi sexuell iwwerdrobare Krankheeten, sou dass säitdeem effektiv vill méi sexuell iwwerdrobare Krankheeten deklaréiert gi sinn. D'Hausse vun den deklaréierte sexuell iwwerdrobare Krankheete säit 2020 wëll soumat net heeschen, dass et säitdeem vill méi Krankheitsfäll ginn, mee ass vill méi op de viregt genannten neie System zeréckzeféieren, deen et obligatoresch mécht, dës Typ vu Krankheeten ze mellen. Dës Changement am Reporting mécht et doriwwer eraus och onméiglech, d'Zuele vun deene leschte fënnf Joer ze vergläichen.

D'Zuele vun den dräi heefegste sexuell iwwerdrobare Krankheeten (Gonorrhée, Chlamydieuse a Syphilis) zu Lëtzebuerg vun 2017 bis 2021 si resümeiert am folgendem Tableau:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Effektiv gesäit een, dass ab 2020 d'Zuele bei deenen dräi Krankheete staark an d'Luucht gaangen sinn, dës ass awer wéi gesot virun allem op déi obligatoresch Meldeflicht zeréckzeféieren an manner op eng exponentiell Hausse vu Fäll.

ad 3. Zënter dem Benotze vun der neier Meldeplattform (Januar 2020), kann een iwwerdeems och kee signifikanten Trend no uewen oder no ënnen feststellen, wéi den folgendem Tableau opschlësselt. Am Abrëll 2020 gesäit een eng Baisse vun Deklaratiounen, déi op den deemolege Lockdown vun der Covid-19-Pandemie zeréckzeféieren ass.

Och bei anere sexuell iwwerdrobare Krankheeten, wéi den HIV oder d'viral Hepatite gëtt et keen Trend no uewen.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Am meeschte betrafft vun den dräi genannte Krankheete si Persounen tëschent 25 an 44 Joer. Un zweeter Stëll komme Persounen tëschent 15 a 24 Joer.

ad 5. D'Populatioun muss weiderhin iwwer d'Preventiounsmoossnamen mam Fokus op d'Benotze vun engem Kondom bei sexuelle Relatiounen informéiert ginn. D'Gesondheitsdirektioun setzt sech aktiv mat senger Partner vum Terrain dofir an, fir dass dës Moossnamen sou gutt wéi méiglech beim grouse Public verënerlecht ginn an ënnerstëtz och d'Gratisverdeelung vu Kondom bei verschiddene Manifestatiounen. Eng Entrevue ass iwwerdeems mam Planning Familial am September geplangt, fir ënner anerem de Point iwwer d'Sensibilisatiounsaarbecht an deemem Beräich ze maachen.

Parallèle dozou muss weiderhin op engem héijen Niveau depistéiert ginn, fir dass déi eenzel Krankheete schnell detektéiert kënnen ginn an dann och deementspreechend behandelt kënnen ginn. Dozou sief gesot, dass déi obligatoresch Deklaratioun, déi et säit zwoe Joer fir déi sexuell iwwerdrobare Krankheete gëtt, et virun allem erlaabt, e bessert Bild vun der Entwécklung vun de Fäll zu Lëtzebuerg ze hunn a soumat méi cibléiert Sensibilisatiounsaktiounen en place ze setzen.

Frais de publicité de l'armée | Question 6571 (29/07/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 6520 hat ech op d'Rekrutementsproblemer bei der Arméi opmierksam gemaach a wollt Informatiounen dozou hunn, wéi de Personalmangel bei der Arméi gehandhaabt gëtt. Eng wichteg Roll spillt hei natierlech d'Unzéie vun neien Zaldoten a Personal.

An engem Artikel an der Zeitung vun der CGFP gouf mat Bedauere festgestallt, dass d'Arméi an Zukunft hei keng Annonce méi wäert schalten. Dozou kommentéiert d'CGFP esou:

„Ob die Entscheidung der Armeespitze mit Blick auf bestehende und anhaltende Einstellungsprobleme innerhalb der Luxemburger Armee die richtige ist, sei mal dahingestellt. Gleichermaßen darf daran gezweifelt werden, ob die Veröffentlichung von Jobanzeigen in Gratisblättern, die vorwiegend von Pendlern gelesen werden, einer adäquaten Verwendung von Steuergeldern gleichkommt, um die Rekrutierungsprobleme auf dem Herrenberg zu lösen – ebenso wie die Ausstrahlung von kostspieligen Werbespots in Kinosalen im Süden des Landes mit gerade mal sechs Kinobesuchern in einer Vorstellung.“

A menger Fro N° 4623 hat ech Bedenken zu engem Werbevideo vun der Arméi ausgedréckt, wou och den Émgang mat Waffen an de Vierdergrond gestallt gouf.

An deem Zusammenhang wëilt ech dem Minister fir Verdeelegung dës Fro stellen:

1. Wéi vill Suen huet d'Arméi zënter 2017 fir Publicitéit ausginn (opgeschlësselt no Joer)?
2. Wéi verdeele sech dës Ausgaben, opgeschlësselt no Joer zënter 2017, op déi verschidde Medien
 - Radio?
 - Tëlee?
 - Kino?
 - Zeitungen (opgelëscht no Zeitung)?
 - Social Media (opgelëscht no Kanal)?
 - Werbematerial fir Stänn?
 - Annoncen am effentleche Raum (Bornen, Plakater etc.)?
3. Wéi héich waren d'Ausgabe fir déi eenzel Werbeagencen, déi d'Arméi mat Campagnen an der Diffusioun beoptraagt huet, zënter 2017 (opgelëscht no Joer)?

Réponse (25/08/2022) de M. François Bausch, Ministère de la Défense

Ier ech op déi verschidde Froen aginn, wëll ech zum zitéierten Artikel bemierken, dass der CGFP hir Zeitung eng Gewerkschaftszeitung ass, déi un hir Membere, dat heescht d'Personal aus dem effentlechen Déngscht verschéckt gëtt.

Am Allgemengen ass d'Personal aus dem effentlechen Déngscht gutt iwwer d'Méiglechkeeten, bei der Arméi ze schaffen, informéiert. Doriwwer eraus, si mir beméit, nei Leit fir d'Arméi ze gewannen, déi vun der Schoul, der Uni oder aus dem Privatsecteur kommen. Duerch d'Publizéiere vun Annoncen an der Zeitung vun der CGFP erwaarde mer eis awer net, dës Leit ze errechen.

ad 1. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir d'Joer 2022 chiffréiert sech de geplangte Budget op 782.500 €.

ad 2. Et ass net méiglech, eng präzis Oplëschtung vun den Ausgaben op Radio, Tëlee a Kino ze ginn, well d'Arméi dofir Publicitéitsagencë beoptraagt huet, déi d'Reklamme sou an de Medie placéieren, wou et zu engem gewëssenen Zäitpunkt interessant war (zu dësen Ausgabe gëtt op d'Fro 3 verweisen).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pénurie de certains médicaments | Question 6574 (29/07/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Ces dernières années, nos pays voisins ont été touchés par une augmentation de l'indisponibilité de certains médicaments. À titre d'exemple, en France, l'Agence nationale de la sécurité des médicaments et des produits de santé (ANSM) a enregistré 1.504 signalements de ruptures de stock et de risque de ruptures de stock de médicaments en 2019 contre 2.446 signalements du même type en 2020.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Une augmentation des ruptures de stock de médicaments est-elle actuellement constatée au Luxembourg ? Quels sont les médicaments les plus concernés par de telles pénuries ?

2) Existe-t-il un site informatique centralisé où il est possible de voir quels médicaments sont actuellement en rupture de stock, à l'instar de celui de l'ANSM en France ? Si tel n'est pas le cas, est-il envisagé de créer un tel site et, le cas échéant, de le rendre accessible au grand public ?

3) Quelles sont actuellement les mesures de précaution prises afin d'atténuer les risques de ruptures d'approvisionnement en médicaments ?

Réponse (25/08/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) L'augmentation des ruptures de stock est un phénomène qui s'observe de manière globale et peut donc également concerner le Luxembourg. De nombreuses études ont été menées au niveau européen et dans différents États membres de l'Union européenne à ce sujet. Il en ressort qu'il n'y a pas de type de médicaments davantage touché par les ruptures, le problème pouvant potentiellement concerner tous les médicaments. Ceci confirme les observations que la Division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la santé a pu faire au niveau national.

ad 2) Actuellement, il n'existe pas encore de site informatique au Luxembourg indiquant la disponibilité des médicaments sur le marché luxembourgeois. Un nouveau projet sur l'indisponibilité des médicaments et des produits de santé a cependant été lancé fin 2021 et prévoit entre autres la mise en place d'un système informatique luxembourgeois similaire au site pharmastatut.be implémenté en Belgique et renseignant le grand public sur l'indisponibilité de médicaments.

ad 3) Le projet mentionné abordera également de nombreuses autres questions liées aux indisponibilités afin d'atténuer les conséquences des ruptures d'approvisionnement en médicaments. Ainsi, un arbre décisionnel sera développé pour identifier en amont les situations critiques et mettre en place une stratégie adéquate. Une évaluation du cadre réglementaire sera effectuée afin de déterminer si des ajustements sont nécessaires pour une gestion plus efficace des ruptures. Une liste de médicaments dits « essentiels » ou « critiques » sera établie permettant un suivi en temps réel des stocks de ces produits. Une nouvelle approche de communication sera mise en place visant tous les acteurs concernés : pharmacies de ville, pharmacies hospitalières, grossistes, distributeurs, professionnels de santé, patients, industrie pharmaceutique et industrie des dispositifs médicaux ainsi que les différentes institutions et autorités nationales. En septembre, cinq groupes de travail thématiques démarreront leurs activités afin d'implémenter les objectifs fixés par le comité de pilotage mis en place par la Division de la pharmacie et des médicaments en début d'année.

Ce projet s'inscrit également dans une démarche européenne avec le nouveau mandat confié à l'Agence européenne des médicaments (règlement (UE) 2022/123) dans le domaine des indisponibilités de médicaments et dispositifs médicaux. Le Luxembourg participe par ailleurs également à une action commune qui sera lancée en octobre prochain sur le thème des ruptures afin de pouvoir bénéficier des échanges d'expériences et des solutions développées conjointement par 23 États membres de l'Union européenne.

Impact de l'augmentation du prix de l'énergie sur le budget de l'État | Question 6575 (29/07/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

L'explosion des prix de l'énergie aura des répercussions considérables non seulement pour les ménages, les

entreprises mais aussi pour l'État, les communes, les CFL, les établissements hospitaliers, les écoles, les structures d'accueil pour personnes âgées et autres financés et cofinancés par l'État respectivement la sécurité sociale.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Premier Ministre si le Gouvernement a fait le point sur le surcoût et les retombées budgétaires pour l'État et ses partenaires.

– Comment le Gouvernement entend-il réagir en concertation avec ses partenaires à cette évolution des prix et à une éventuelle pénurie ?

– Est-ce que ces structures disposent d'un plan d'action face à cette problématique ?

Réponse (19/08/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Le Gouvernement prend très au sérieux la flambée des prix et d'éventuels problèmes d'approvisionnement. Ainsi, le Gouvernement a décidé cette année, à la suite de la table ronde « énergie » et la réunion du Comité de coordination tripartite, l'attribution d'aides directes à hauteur de 923 millions d'euros et d'aides sous forme de garanties à hauteur de 500 millions d'euros, ceci afin de soutenir financièrement les citoyens et les entreprises. Dans cette situation difficile, le Gouvernement veillera également à maintenir son soutien aux citoyens et aux entreprises. C'est pour cette raison que le Gouvernement continue à miser sur le dialogue social qui a fait ses preuves dans le passé en produisant des solutions tangibles pour les citoyens et les entreprises. L'accord tripartite du 31 mars 2022 prévoit la tenue d'une nouvelle réunion du Comité de coordination tripartite en cas de détérioration de la situation économique et sociale. Sur base des calculs concernant l'évolution de l'inflation début septembre, le Gouvernement invitera les partenaires sociaux pour une telle réunion afin de lancer les consultations sur un troisième paquet de soutien pour les citoyens et les entreprises.

En parallèle, le Gouvernement est en train d'analyser l'impact de l'augmentation des prix de l'énergie et d'éventuels problèmes d'approvisionnement sur les infrastructures étatiques et paraétatiques ainsi que sur les infrastructures critiques essentielles. Des mesures tendant à réduire cet impact sont en préparation.

Exigences en matière de rotation des cultures et de jachère dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune | Question 6581 (29/07/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Wéinst dem Krich an der Ukrain, der doduerch bedéngt Knapheet u Kären an der allgemenger Präis-hausse bei de Liewensmëttel huet d'EU-Kommission virgeschloen, déi bei der Reform vun der Gemeinsamer Agrarpolitik decidéierte Flächestilllegungspflicht vu 4 % am Joer 2023 aussetzen. D'Propos vun der Kommission gouf de 27. Juli offiziell ugeholl. Elo läit d'Entscheidung bei den einzelen EU-Memberstaaten. An deem Kontext wollt ech follgend Drénglechtsfroen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wat fir eng Positioun huet Lëtzebuerg zu Bréissel vertrueden?

2. Ass d'Regierung bereet, d'Stilllegungspflicht 2023 aussetzen?

– Wann nee, wat sinn d'Grënn fir dës Entscheidung?

– Wéini a wéi gëtt dës Decisioun kommunizéiert?

Réponse (10/08/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Lëtzebuerg huet der Proposition vun der Bréisseler Kommission zugestëmmt.

ad 2. Op Proposition vum Landwirtschaftsminister huet d'Regierung de 5. August 2022 decidéiert, d'Stilllegungspflicht fir 2023 ënner verschiddene Konditiounen auszusetzen. Dee selwechten Dag ass eng entsprechend Kommunikatioun gemaach ginn.

Cyberattaque sur Creos et Enovos | Question 6596 (02/08/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Nuecht vum 22. op den 23. Juli war d'Creos Affer vun enger Cyberattack. De Grupp „Alpha“ huet d'Attack fir sech revendiquéiert. An hirer Matdeelung loosse se wëssen, dass si sensibelt Material ewéi Kontrakt- a Passdate geklaut hätten an dës publizéiere wëllen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Si bei dëser Attack effektiv perséinlech Informatiounen vu den Hacker geklaut ginn? Waren hei och Kontosnummern dobäi?

2. Wa jo, ass dem Ministère bekannt, ob dës Date verëffentlecht goufen?

3. Ass d'CNPD iwwert dës Cyberattack informéiert ginn? Wann nee, firwat net?

4. Sinn d'Clientë vu Creos iwwert dës Attack, respektiv iwwert d'Fuite vun hiren Date vu Creos informéiert ginn, sou wéi den RGPD dat virgesäit? Wann nee, firwat net?

5. Wéi ass dës Cyberattack zustane komm a goufen dës Schwachpunkte mëttlerweil besäitegt?

6. Wéi eng Moosname ginn en place gesat, datt déi betrafte Clientë keng negativ Konsequenzen dovunner hunn (Identitéitsklau, onerlaabte Bankofbuchungen, ...)?

Réponse (16/08/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1. Op Nofro hin huet Encevo informéiert, dass d'Analys vun den Donnéeën, déi geklaut goufen, nach amgaangen ass. Dem aktuelle Wëssensstand no sinn ënnert de geklauten Informatiounen och allgemeng Basisdonnéeën wéi Nimm, Virnimm, Adressen an, falls gespäichert, E-Mail-Adressen an Telefonnummère souwéi Bankverbindung vu bestëmmte Clientsgruppen.

ad 2. Dem Ministère, souwéi Encevo, ass bekannt, dass et zanter der Attack effektiv eng Verëffentlechung vu geklauten Informatiounen am sougenannten Darknet ginn ass. Déi Situatioun gëtt och weiderhin an Zesummenaarbecht mat de responsablen Autoritéite genau iwwerwaacht.

ad 3. Soubal d'Attack bemierkt ginn ass, huet Encevo nieft der Bekämpfung vun der Attack och all aner néideg Mesurë geholl, dat heescht ënner anerem sinn och déi jeeweileg Autoritéiten (Police, GovCert, ILR ...) informéiert ginn. Dozou gehéiert och eng Notifikatioun un d'CNPD. Bei all dësen Notifikatioune sinn déi virgeschriwwen Delaien agehale ginn.

ad 4. Alleguerten d'Clientë sinn iwwer eng Kommunikatioun un de Grand public informéiert ginn. De Grupp Encevo, zu deem Creos gehéiert, huet méindes de 25. Juli en éischte Pressecommuniqué zu der Cyberattack gemaach an och iwwer seng jeeweileg Clientsportaler informéiert.

En zweete Pressecommuniqué mat Hiweis op den Data Breach gouf dann den 28. Juli gemaach. Gläichzäitig goufen all aner Partner a Fournisseure vu Creos respektiv Enovos iwwer E-Mail op de potentiellen Data Breach higewisen. Zum selwechte Moment huet de Grupp Encevo eng speziell ëffentlech Websäit opgemaach mat engem FAQ zu der Attack an dem Data Breach. Dës Kommunikatioun gouf

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

breetgemaach, en fonction vun der Entwécklung vun der Situatioun a vun deem, wat sécher konnt affirméiert ginn. Ee weideren drëtte Pressecommuniqué ass de 4. August gemaach ginn. Och soss gouf a Kommunikatiounen mat Clienten op d'Cyberattack higewisen, insofern verschidde Servicer impaktéiert waren an net wéi gewinnt konnte funktionéieren.

D'Enquête ass nach net ofgeschloss, soudass nach net d'Detailer all bekannt sinn, déi et erméiglechen, jidder potentiell betrafte Persoun perséinlech ze informéieren. Persounen, vun deene gewosst ass, dass hir persounebezunnen Donnéeë betraff sinn, ginn am Laf vun der Zäit individuell benoriichtegt.

ad 5. Op Nofro hin huet Encevo informéiert, dass den informatesche System vun hirem Grupp duerch fortschrëttlech Sécherheitssystemer a -prozesser geschützt ass, déi duerch ee ronderëm d'Auer besate Sécherheitsbetriebszentrum an engem IT-Noutfallteam ergänzt sinn. Dës Moosnamen hätten et erméiglecht, schnell ze reagéieren. Encevo investéiert bestänneg a seng Schutzmoosnamen, fir op déi sech schnell verännerend Cybermenacë reagéieren ze kënnen an d'Bestëmmungen iwwer GDPR – also déi allgemeng Datschutzbestëmmungen – an den NIS-Regelen – also d'Reegelen iwwer d'Sécherheet vun Informatiounssystemer – anzehalen.

D'Attack, där Encevo ausgesat war, huet eng speziell entwéckelt sophistiquéiert Schuedsoftware benotzt, déi net duerch konventionell Antivirussoftware konnt identifizéiert ginn. Souwäit méiglech huet Encevo an der Tëschenzäit d'Iwwerwaachung vun hiren Informatiounssystemer weider verstärkt, d'Systemer opgrond vu séchere Backuppen erëm eropgefuert, d'Sécherheet vum Accès à distance op d'Plattformen verstärkt an alleguerten d'Passwierder geännert.

ad 6. D'Schwachpunkte si mëttlerweil behuuewen an et ass séchergestallt ginn, dass sech keng Bedroung méi an de Systemer verstoppt. Iwwer en FAQ, deen en fonction vun der Entwécklung ausgebaut gëtt, informéiert de Grupp Encevo ë. a. iwwer Risiken, méiglech Konsequenzen a gëtt Rotschléi, fir Dateklau

ze vermeiden. Dozou gehéiert ënner anerem d'Opfuerderung, fir déi bestoend Passwierder ze änneren.

.....
Politique étrangère envers Israël | Question 6602
(03/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Artikel „Luxemburgs Agenda bei der UNO: unbekannt und einseitig“, deen den 30./31. Juli am „Wort“ publizéiert gouf, heescht et, dass Lëtzebuerg am UNO-Mënscherechtsrot während de mëndlechen Interventiounen dacks eesäiteg israelfeindlech Positione vertritt, déi sou vu kengem aneren EU-Memberstaat gedeelt ginn. Sou legitiméiert Lëtzebuerg beispillsweis reegelméisseg duerch an a sengen Interventiounen den „Item 7“, deen eesäiteg Mënscherechtsverletzungen duerch Israel an de Palestinensergebiddere thematiséiert. Deem Artikel no ass Lëtzebuerg nieft Irland dat eenzegt anert EU-Land, dat während de leschten dräi Joer zu deem festen Dagesuerdnungspunkt d'Wuert ergraff huet, huet am Géigesaz zu Irland awer op eng Verurteilung vu Mënscherechtsverletzungen, déi duerch palestinensesch Autoritéite begaange goufen, verzicht.

Weider heescht et am uewen zitéierten Artikel, dass Lëtzebuerg den 23. Juli 2019 eng Resolutioun matgedroen huet, déi Israel als eenzegem Land schwéier Verstéiss géint d'Rechter vun der Fra virgeworf huet, an domat méiglech Verletzungen vu Fraerlechter an anere Länner stëllschweigend guttgeheescht hätt. Am Kontext vun der UNO-Fraerlechterpolitik wäert den Artikel ausserdeem Hiwaiser aus, dass Lëtzebuerg d'Kandidatur vun Iran an d'UNO-Kommissioun fir Fraerlechter mat ënnerstëtzt hätt, obwuel och dëst Land ëmmer erëm wéinst méigleche Verstéiss géint d'Rechter vun der Fra an der Kritik steet.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. D'UNO fält an de Kompetenzberäich vun Här Bausseminister. Ass déi am Artikel thematiséiert israelfeindlech Haltung vun eisem Land op eng

unilateral Decisioun vun Här Minister fir Baussepolitik zeréckzeféieren oder entsprécht se där offizieller Positioun vun der ganzer Regierung?

2. Kann d'Regierung preziséieren, wéi wäit déi uewe beschriwwen Decisiounen am Kader vun der UNO-Fraerlechterpolitik der Linn vun där nationaler, sougenannter „feministescher Baussepolitik“ entsprechen?

3. Huet Lëtzebuerg an deene leschte Joren Kandidature vun Iran fir UNO-Gremien ënnerstëtzt? Wa jo, wéi eng woren dat? Huet Lëtzebuerg fir den Iran als Member vun der UNO-Kommissioun fir Fraerlechter gestëmmt?

Réponse (01/09/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Weeder de Lëtzebuurger Ausseminister nach d'Lëtzebuurger Regierung huele bei der UNO eng „israelfeindlech Haltung“ an. Als Member vun UNO-Mënscherechtsrot erënnert Lëtzebuerg, wann et néideg ass, dorunner, dass all Länner – och Israel – obligéiert sinn, am Aklang mam Vëlkerrecht – an dozou gehéiert och dat humanitært Vëlkerrecht – ze handelen.

ad 2. An der erwäanter Resolutioun vun der Sozial- a Wirtschaftsrat vun der UNO geet et ëm d'Situatioun vun de Palestinenserinnen an déi international Hëllef u si. An deem Sënn ass dës Resolutioun am Aklang mat de Prinzippe vun der Lëtzebuurger feministescher Aussepolitik, no där d'Fraerlechter e vollwäertege Bestandteil vun de Mënscherechter sinn. An deem Kontext sief och un d'Decisioun vun der Lëtzebuurger Regierung erënnert, de Kampf géint all Forme vun Diskriminatioun – och a besonnesch géint Fraen a Meedercher – als eng vu véier Prioritéite während hirem Mandat am UNO-Mënscherechtsrot ze behandelen.

ad 3. Als Land mat enger feministescher Aussepolitik leet Lëtzebuerg vill Wäert op de Respekt vun der Fraerlechter am UNO-System. Dëst zielt selbstverständlech och, wat d'Walverhale vun eisem Land an der UNO betrëfft. Iwwer seng individuell Ofstëmmung bei geheime Wale kommunizéiert Lëtzebuerg net.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [t](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799